REPRODUCTION INTERDITE

هكذا من الأصل

Le Monde

55e ANNÉE – N° 16822 – 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

JEUDI 25 FÉVRIER 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

EN ÎLE-DE-FRANCE

■ Dans « aden » : tout le cinéma et une sélection de sorties

■ Morts en montagne

Une nouvelle avalanche a fait au moins dix morts en Autriche. Un randonneur décède après avoir été secouru dans les Pyrénées. Les intempéries bloquent les secours en Savoie. p. 34

■ PAC : le choc franco-allemand

Le début des négociations sur la réforme de la politique agricole commune est dominé par l'opposition frontale entre Paris et Bonn. p. 3

■ Les enjeux des élections corses

La droite conservera-t-elle la majorité ? Les nationalistes – et lesquels ? – auront-ils des élus ? Quel sera l'impact de l'assassinat du préfet Erignac et de la reprise en main qui a suivi ? Les élections de l'Assemblée de Corse auront lieu les 7 et 14 mars. p. 6

■ Gibraltar, condensé d'histoire

Trois royaumes, deux enclaves, cinq langues : le détroit de Gibraltar est un double passage, de la Méditerranée à l'Atlantique, de l'Europe à l'Afrique.

nos pages « voyages », p. 26 et 27

■ Pinochet, les Mères et le Condor

Dans les années 70, les dictatures d'Amérique latine ont coordonné, sous le nom d'opération « Condor », la répression politique. Aujourd'hui, les mères de disparus fournissent au juge Garzón des éléments pour nourrir le dossier Pinochet. p. 14

■ Accompagner les mourants

Le Conseil économique et social formule des propositions pour que la France rattrape son retard en matière de soins palliatifs. p. 10

■ Le Japon change

Fusions et ouverture aux capitaux étrangers : un nouveau capitalisme japonais tente d'émerger. p. 18

■ Bon bilan pour la loi littoral

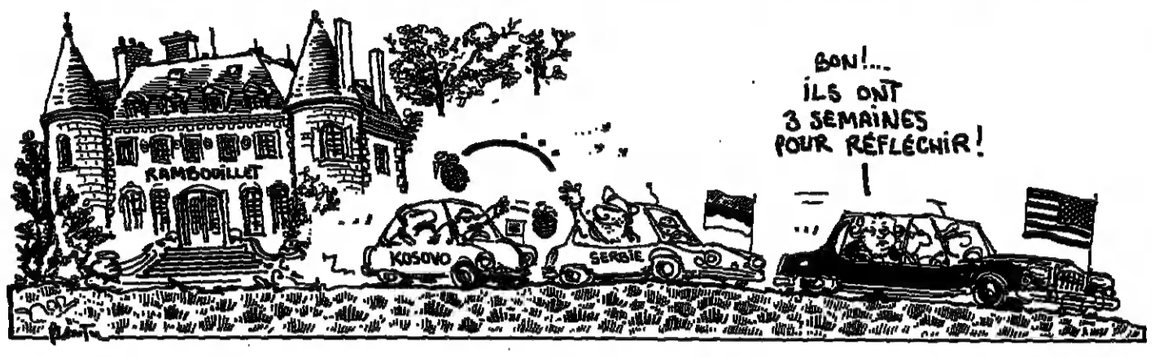
Le bilan de la loi sur la protection du littoral de 1986, présenté mercredi 24 février en conseil des ministres, fait apparaître que les objectifs sont remplis, mais que des aménagements sont nécessaires. p. 13

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2800 L ; Luxembourg, 45 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 725 - 7,50 F

Kosovo : sursis pour un accord

● Les négociations de Rambouillet n'ont pas définitivement abouti ● Elles reprendront en France le 15 mars ● Les belligérants ont accepté, sous conditions, les grandes lignes du plan d'autonomie ● Les Kosovars insistent sur l'indépendance, les Serbes refusent le déploiement de l'OTAN



UNE NOUVELLE PÉRIODE d'incertitude et d'attente s'ouvre pour le Kosovo, où la région de Vucitrn, dans le nord, est depuis lundi en proie aux combats. Les négociations de Rambouillet se sont en effet achevées, mardi 23 février, sans avoir abouti à la signature d'un règlement par les Serbes et les Albanais. De nouveaux pourparlers seront organisés à partir du 15 mars en France.

Bien que non conclusifs, les résultats de la conférence de Rambouillet ont cependant été salués, dans les capitales occidentales, comme *« un pas dans la bonne direction »*. Les pays organisateurs ont fait état d'un accord des deux parties sur un document qui définit les institutions devant garantir à la province une large autonomie. En revanche, les parties du projet de règlement portant sur la sécurité et sur le déploiement d'une force de l'OTAN au Kosovo n'ont pas été adoptées, les Serbes y restant pour l'instant hostiles. Ce sont elles qui feront l'objet des prochaines négociations.

En outre, la partie politique du plan n'a pas recueilli l'aval de toute la délégation albanaise. Les représentants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) ont refusé d'y souscrire parce qu'elle ne mentionne pas la possibilité d'organiser un référendum d'autodétermination à l'issue de la période intérimaire de trois ans. Cette indocilité de l'UCK est une mauvaise surprise pour le chef de la diplomatie américaine, Mme Albright, qui pensait que la difficulté ne viendrait que du côté serbe.

Lire pages 2 et 3 et notre éditorial page 15

■ RECHERCHE

Un laboratoire de haute sécurité à Lyon pour l'étude des virus les plus dangereux

LE PRÉSIDENT Jacques Chirac va inaugurer, en mars, à Lyon, un laboratoire de microbiologie destiné à l'étude des micro-organismes les plus dangereux de la planète, comme les virus africains de Lassa et d'Ebola. Financée par la Fondation Marcel-Mérieux, cette structure unique en Europe répond à des normes de sécurité draconiennes, pour éviter toute contamination des chercheurs et de l'environnement, mais aussi pour empêcher tout acte de malveillance. Vitres pare-balles, blindage, badges, codes confidentiels, scaphandres à air pressurisé... Un laboratoire pas comme les autres, qui pourrait inspirer la NASA pour confiner les échantillons qu'elle rapportera de la planète Mars.

Lire page 25

Lionel Jospin, un premier ministre en quête de ligne

C'EST UN PIÉTON ORDINAIRE qu'au gré de leurs promenades les Parisiens rencontrent parfois. En effet, à plusieurs reprises depuis le début de l'année, Lionel Jospin, en visite à l'Assemblée nationale ou dans quelques ministères, a planté là voiture à cocarde et chauffeur et s'en est retourné, à pied, à l'hôtel Matignon. Surpris la première fois, fatalistes les suivantes, maussades toujours, les gardes du corps lui ont emboîté le pas à distance raisonnable. Ils ont ainsi pu voir d'un peu loin la tête changeante des passants, vaguement intrigués d'abord par ce visage connu, puis généralement souriants, une fois dissipée la surprise de croiser le premier ministre. D'ailleurs, ces manifestations réservées et courtoises ont plutôt encouragé l'intéressé à recommencer ses escapades.

A sa façon, l'attitude de M. Jospin renseigne sur la difficulté de gouverner. L'hôtel Matignon est un pressoir où s'accumulent les problèmes et se succèdent les réunions pour tenter de les régler. *« On a presque hâte d'arriver le matin, on culpabilise de partir le soir »*, a ainsi raconté Jean-Paul Huchon, directeur de cabinet de Michel Rocard, entre 1988 et 1992, dans son *Jours tranquilles à Matignon* (Grasset). Dans ce lieu, poursuit-il, *« court le stress et rien n'y finit jamais : les questions se suivent et s'additionnent sans s'annuler »*. Comme ses prédécesseurs, l'actuel premier ministre a subi, rue de Varenne, la charge de la fonction. Placé dans une situation de cohabitation inédite, tenu par surcroît d'ordonner une gauche pétrie de contradictions, il s'est trouvé plongé dans le genre de situation où, tout à coup, les journées paraissent affreusement courtes. Résultat : ce sexagénaire qui avait su conserver la taille mince de l'ancien sportif qu'il fut a vu peu à peu sa silhouette s'arrondir.

Cette évolution physique a peu à peu entamé le dynamisme du chef du gouvernement. Plusieurs de ses interlocuteurs rapportent sa fatigue de l'an dernier, concomitante avec la situation politique devenue difficile, face notamment à un président de la République ragaillardi. M. Jospin, pourtant, a réagi. Sur les consignes du premier ministre, la table de l'hôtel Matignon s'est allégée. Les poissons ont remplacé la viande et les légumes verts chassé les frites. Désormais, le chef du gouvernement évite le plus souvent de boire du vin et assure avoir banni les pâtisseries. Du coup, sa balance respire : sept kilos envolés en quelques semaines, selon un Jospin visiblement heureux du résultat.

L'amaigrissement se double d'une activité sportive que le premier ministre s'efforce de pratiquer, à nouveau, régulièrement. Avant de prendre ses quartiers à l'hôtel Matignon, il échangeait des balles de tennis avec Claude Allègre. Il a renoué avec ce sport à la Lanterne, la résidence dont disposent les premiers ministres à Versailles avec, pour partenaires, quelques-uns de ses officiers de sécurité. Les promenades dans les rues de Paris s'inscrivent dans cette volonté d'une certaine hygiène de vie. *« J'ai besoin de m'oxygéner »*, explique-t-il à ses proches. Ce souci d'entretenir sa forme suggère combien, pour M. Jospin, la cohabitation s'apparente à une course de fond.

Jean-Michel Aphatie

Parité : oui ou non ?

POURQUOI les femmes n'ont-elles pas, en tant que représentantes de la nation, la place, parfois fragile, qu'elles ont conquise – souvent difficilement – dans la société civile ? Comment remédier à cet état de fait qui se présente encore en France sous une forme caricaturale ? Six points de vue relancent cet âpre débat. Au-delà de la controverse entre « paritaires » et « antiparitaires », plusieurs voix se font entendre pour souligner l'étrangeté de l'exception « hexagonale », pour proposer un système de double vote comme voie d'accès pragmatique à une réelle parité politique ou pour réinterroger la distinction entre « sexe » et « genre ».

Lire pages 16 et 17

Le sang contaminé, la complexité en œuvre

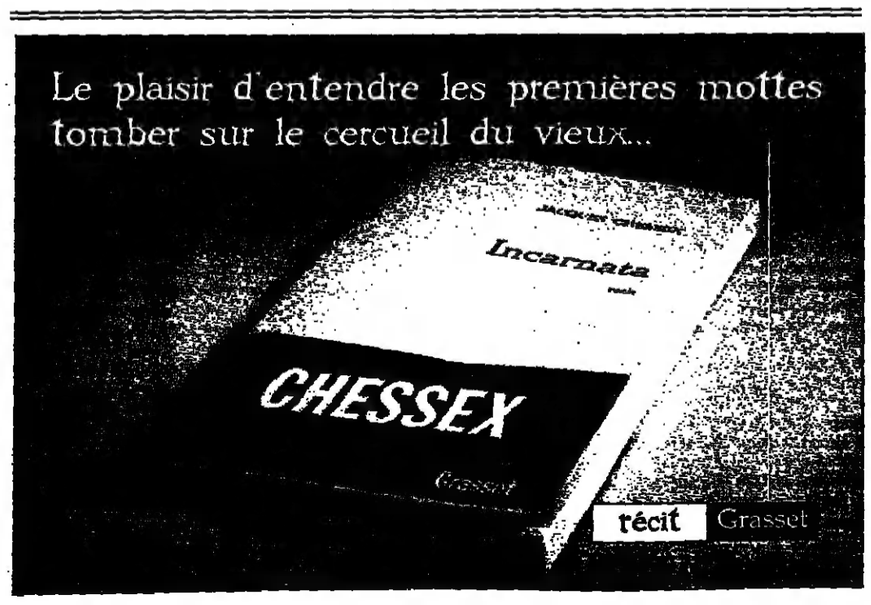
ENGAGÉ dans la confusion en raison d'une procédure imparfaite et de l'inexpérience de celui qui fut choisi pour le présider, le procès du sang contaminé, qui s'achemine vers le réquisitoire et les plaidoiries, a fait preuve, au-delà de ses imperfections, de sa nécessité. Car, pour peu qu'on veuille enfin l'ouvrir sereinement, que révèle la boîte de Pandore de l'affaire du sang contaminé ? Une complexité hors normes, des sous-dossiers imbriqués, des perspectives chronologiques trompeuses, des responsabilités gigognes, fragmentées, aux confins du médical et de l'administratif, du politique et du pénal. Une diversité, au fond, qui exige d'être débattue publiquement afin d'être correctement embrassée pour ne pas mener à un jugement faussé.

Ainsi, penché comme un chercheur sur son microscope, le juge judiciaire ou parlementaire qui siège à la Cour de justice de la République doit sans cesse ajuster sa focale pour appréhender les réalités qui lui sont exposées. Sur un fort grossissement, on l'a vu scruter, entre autres, le processus décisionnel qui, entre avril et juin 1985, aboutit à l'annonce de la mise en place du dépistage systématique chez les donneurs de sang. Pour cela, il a plongé dans les couloirs de la Direction générale de la santé (DGS), observé les tâtonnements face à la progression du sida, jaugé les différents niveaux de conscience du risque sanitaire. Il a pointé surtout l'incompréhensible dilution des informations remontant vers les ministres et l'inadaptation d'une structure gouvernementale faisant intervenir trop tardivement la phase de financement dans les prises de décision en matière de santé publique.

A ce niveau de grossissement, le juge de la Cour de justice s'est attaché, par exemple, à donner du sens à la décision, prise lors de la réunion interministérielle du 9 mai 1985 à Matignon, de retarder l'enregistrement du test américain Abbott au Laboratoire national de la santé (LNS).

Jean-Michel Dumay

Lire la suite page 15 et nos informations page 8



Le sublime retour d'un cinéaste

TERRENCE MALICK

HORMIS *Rien sur Robert*, film de Pascal Bonitzer servi par Sandrine Kiberlain et Fabrice Luchini, on voit mal qui pourra résister à la force de *La Ligne rouge*, du cinéaste américain Terrence Malick, qui avait disparu des écrans depuis vingt ans. Prenant prétexte de la bataille de Guadalcanal en 1942, il livre une méditation homérique sur l'humanité.

Lire pages 30 à 32

International	2	Tableau de bord	27
France	6	Aujourd'hui	25
Société	10	Abonnements	28
Carnet	12	Météorologie	29
Régions	13	Jeux	29
Horizons	14	Culture	30
Entreprises	18	Guide culturel	32
Communication	20	Radio-Télévision	33

هكذا من الاصل

KOSOVO La conférence de Rambouillet s'est achevée, mardi 23 février, sans avoir abouti à la signature d'un règlement par les Serbes et les Albanais du Kosovo. Les organisateurs ont cependant fait état d'un accord des deux délégations sur la partie politique du plan de paix portant sur le statut d'autonomie et ils ont annoncé que de nouvelles négociations s'ouvriraient en France le 15 mars pour parler des questions de sécurité. ● LES DIVISIONS entre Albanais sont apparues à la fin de la conférence, les représentants de l'UCK refusant de donner leur aval au document politique, qui ne mentionne pas la perspective d'un référendum d'autodétermination dans la province. ● LES SERBES refusent toujours le déploiement au Kosovo d'une force de l'OTAN qui veillerait à l'application d'un règlement. *(Lire aussi notre éditorial page 15.)*

Les principaux obstacles à un accord entre Serbes et Albanais demeurent

Dans trois semaines, des négociations s'ouvriront sur les aspects militaires du plan de paix pour le Kosovo. D'ici là, l'UCK devra avoir approuvé la partie politique du plan et les Serbes admis le principe du déploiement d'une force de l'OTAN

PARTIE REMISE donc. Les négociations de Rambouillet, qui visaient à faire s'entendre Serbes et Albanais sur un statut d'autonomie pour le Kosovo, n'ont pas abouti mais elles se poursuivront ailleurs en France, à partir du 15 mars. En termes diplomatiques, cela porte un nom : on n'a pas fait la paix, mais on a engagé un *« processus »*. Quelque chose d'incertain, qui n'aura pas même la vertu d'arrêter les combats sur le terrain ; mais quelque chose que, malgré tout, on ne voulait pas rompre pour conclure à l'échec. Les Serbes ne sont plus sous la menace de frappes aériennes imminentes de l'OTAN ; leur acceptation d'une partie du plan proposé repousse l'éventualité d'un recours à la force. L'indocilité dont a fait preuve la délégation albanaise à Rambouillet aussi.

Les principaux points de blocage sont restés les mêmes qu'au début des pourparlers : les Serbes ne veulent pas qu'une force de l'OTAN vienne dans la province veiller au bon déroulement des choses ; les Albanais ne veulent pas qu'on leur dénie le droit à l'autodétermination dans trois ans.

Les pays organisateurs de la conférence de Rambouillet ont pour leur part complètement changé de ton en trois semaines. Le 29 janvier, le Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie (Etats-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Russie) convoquait autoritairement les deux parties, menaces à l'appui. Serbes et Albanais avaient une semaine pour obtempérer, une semaine pour engager sérieusement la négociation et une autre semaine pour la conclure. A mi-parcours des discussions, les pays organisateurs constataient des progrès, mais *« plus lents que prévu »* ; les parties devaient *« parvenir immédiatement à un accord sur les points durs restant en suspens »*, disait leur communiqué, qui fixait l'échéance ultime au 20 février à midi (*« deadline is deadline »* : elle ne serait pas prolongée). Le 20 février à 20 heures, le Groupe de contact, constatant des *« progrès très substantiels »*, demandait aux parties *« un ultime effort »* qu'elles devaient impérativement fournir avant le 23 février à 15 heures. Le 23, à 17 heures, on prenait rendez-vous pour le 15 mars...

Cela ressemble à une reculade de la communauté internationale, mais ce n'en est pas vraiment une. Sans la menace de frappes aériennes, les pourparlers de Rambouillet n'auraient pas eu lieu ; mais les quinze derniers jours ont montré qu'à l'inverse – contrairement à ce que pensaient les Américains – cette menace ne peut pas tout régler.

Rarement on aura vu des ministres à ce point *« mouiller leur chemise »*, comme l'ont fait Hubert Védrine, Robin Cook et Madeleine Albright ; rarement autant d'experts internationaux et de négociateurs penchés nuit et jour sur le statut d'une province de deux millions d'habitants. Cet engagement n'a pas été vain. Un document a été mis au point à Rambouillet, qui décrit, moults détails à l'appui, le Kosovo tel qu'il pourrait être : avec des institutions démocratiquement élues garantissant à la majorité albanophone une forte autonomie, avec des mécanismes de protection des droits de l'homme, avec un système judiciaire *« équitable »*. *« Avec les accords de Rambouillet*, conclut le communiqué de la fin de la conférence, *un cadre politique pour une autonomie substantielle est désormais en place. »*

Restent deux problèmes assez considérables. Le communiqué n'en évoque qu'un seul, qui fera l'objet des nouvelles négociations en mars : le défaut d'entente sur ce que l'on appelle *« la mise en œuvre de l'accord »*. Il s'agit en fait de toutes les questions de sécurité : retrait des forces armées serbes du Kosovo, démantèlement de la police et désarmement des combattants de l'Armée de libération (UCK). Toutes choses qui supposent, pour devenir réalité, une présence extérieure musclée pour laquelle l'OTAN se porte candidate à raison de 28 000 hommes. Les Serbes n'en veulent pas. *« A différents moments du jour ou de la nuit*, disait mardi la Secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, *ils utilisent des termes différents. »* Ils voudraient cette *« présence internationale »* civile et non pas militaire, ou bien alors émanant de l'ONU, pas de l'OTAN. Sur cet aspect des choses, les Russes, membres du Groupe de contact, sont mal à l'aise, mais les Occidentaux tiennent bon : *« Il n'est pas question d'autre chose que d'une force commandée par l'OTAN, même si elle peut coopérer avec d'autres »*, disait, mardi, Mme Albright.

MAUVAISE SURPRISE

Deuxième problème et non des moindres (c'est la mauvaise surprise de Rambouillet pour les Américains) : une partie de la délégation albanaise – les six représentants de l'UCK – n'a en fait pas donné son aval au chapitre politique du plan de paix, parce qu'il ne prévoit pas explicitement de référendum au Kosovo, au terme de la durée de trois ans pour lequel il est conclu. Le texte stipule seulement que l'accord doit être révisé au bout de ces trois ans en tenant compte de divers éléments parmi lesquels la *« prise en compte des opinions »*. L'UCK n'accepte pas d'être désarmée pour une perspective aussi floue. Hisham Thaqi, le jeune homme qui parlait à Rambouillet au nom de la résistance armée, a quitté une des salles lambrissées du château, lundi, en menaçant de rompre. Mme Albright avait eu beau mettre en œuvre toutes les capacités de pression de l'Amérique et *faire même venir le commandant en* chef de l'OTAN Wesley Clark pour le convaincre, rien n'y fit. A Pristina, les combattants avaient Hisham Thaqi à l'œil : il ne pouvait pas donner son aval au projet de règlement.

On a masqué cette difficulté, mardi, lors des conclusions de la conférence, en disant que la délégation albanaise demandait à *« consulter sa base »* d'ici le 15 mars. Cette *« consultation »* risque d'être plus que vive entre les différentes factions albanaises. Les Américains, qui se faisaient fort d'amener l'UCK sur la voie de la conciliation, ont à ce stade échoué. Il n'est pas sûr aujourd'hui que le mouvement armé sera représenté aux prochaines négociations, qui s'ouvriront sur la base d'une acceptation *a priori* des aspects politiques du règlement.

L'une des principales difficultés rencontrées dès le début par les grandes puissances face à la crise du Kosovo, à savoir la division de la communauté albanaise, n'est donc pour l'instant pas résolue. Or elle prive les Occidentaux de leur principal moyen de pression sur Slobodan Milosevic, la menace du recours à la force.

Claire Tréan

L'UCK récalcitrante

Les Kosovars n'ont signé *« aucun document »* à Rambouillet, a déclaré mardi Hisham Thaqi, le principal représentant de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) aux négociations : *« Nous n'avons apposé notre signature sur aucun document, nous allons consulter le peuple, les organisations du Kosovo et l'UCK. »*

De son côté, le porte-parole du chef politique de l'UCK, Adem Demaqi, a affirmé à Pristina que le désarmement du mouvement était *« hors de question »*. *« Aucune décision politique ne peut être prise sans l'accord du représentant politique général de l'UCK, Adem Demaqi »*, a-t-il ajouté. Il a également indiqué que M. Demaqi avait rencontré, lundi, le nouveau commandant militaire de l'UCK, Suleyman Selimi, et les membres de son état-major. M. Demaqi a reçu à cette occasion, a-t-il dit, *« les pleins pouvoirs pour diriger politiquement l'UCK »*.

« Un cadre politique pour l'autonomie substantielle est désormais en place »

VOICI les principaux points du communiqué final de la réunion de Rambouillet sur l'avenir du Kosovo, présenté le 23 février, par les deux coprésidents, le Français Hubert Védrine et le Britannique Robin Cook :

VERBATIM

« ● Comme il était prévisible, les négociations ont été complexes et difficiles. Les efforts des parties et l'engagement résolu des négociateurs, les ambassadeurs Hill, Mayorsky et Petritsch, ont abouti à un consensus sur l'autonomie substantielle du Kosovo, notamment sur des mécanismes permettant des élections libres et justes en vue du fonctionnement d'institutions démocratiques, la protection des droits de l'homme et des droits des membres des communautés nationales, ainsi que la mise en place d'un système judiciaire équitable.

● Avec les accords de Rambouillet, un cadre politique pour l'autonomie substantielle est désormais en place. Les bases existent pour la finalisation des chapitres de mise en œuvre de l'accord, en particulier les modalités d'une présence civile et militaire internationale invitée au Kosovo. Il est indispensable que l'accord intérimaire soit conclu et signé dans son intégralité. Dans cet esprit, les parties se sont engagées à participer en France, à partir du 15 mars, à une conférence portant sur tous les aspects de mise en œuvre, après des consultations avec les membres du Groupe de contact, les négociateurs et les organisations internationales compétentes. Nous sommes résolus à surveiller étroitement le respect total de cet engagement afin de faire aboutir le processus de Rambouillet.

● Les parties doivent s'abstenir de toute action qui remettrait en cause les résultats obtenus à Rambouillet. Nous attendons en particulier des parties qu'elles respectent entièrement et immédiatement le cessez-le-feu au Kosovo, qu'elles s'abstiennent de toute action de provocation, qu'elles respectent pleinement leurs engagements d'octobre 1998 et qu'elles se conforment aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Nous soutenons pleinement la Mission de vérification au Kosovo de l'OSCE et son personnel, et nous demandons instamment que les parties créent les conditions nécessaires à la sécurité de la MKV et des autres personnels internationaux, dont elles seront tenues responsables.

● Nous nous engageons à travailler ensemble pour obtenir un règlement reflétant les aspirations légitimes de l'ensemble des habitants du Kosovo. Seul un tel règlement peut créer les conditions qui permettront d'éviter une catastrophe humanitaire. Ceux qui empêcheront l'adoption définitive d'un accord intérimaire au Kosovo, ceux qui continueront à provoquer de nouvelles hostilités, ou ceux qui menaceront la sécurité de la MVK seront tenus pour entièrement responsables de leurs actions. »

« Il a d'abord fallu mettre en route le chauffage »

« TOUT a été monté en une semaine, et nous n'avons connu depuis aucun problème majeur de fonctionnement » : à l'issue de la réunion de Rambouillet sur le Kosovo, un diplomate français ne cache ni sa fatigue ni sa fierté d'avoir participé à l'organisation de ce sommet. *« La France*, dit-il, *a l'habitude d'organiser des rencontres internationales ou des réunions de chefs d'Etat, mais rarement dans un délai aussi court. »*

Ce château du XIVe siècle, où François Ier mourut en 1547 après avoir été blessé au cours d'une chasse, a servi à plusieurs reprises à héberger des grands de ce monde. Konrad Adenauer, Leonid Brejnev, Gerald Ford ou Helmut Schmidt y ont séjourné, et le président Giscard d'Estaing y avait organisé, en novembre 1975, la première réunion de ce qui deviendra le G 7, regroupant les sept pays les plus industrialisés.

Pour les pourparlers sur la crise du Kosovo, il a tout d'abord fallu chauffer cette élégante bâtisse, entourée d'une forêt de près de 20 000 hectares. Un travail dont le conservateur de la résidence du président de la République a indiqué qu'il nécessitait *« une semaine »*, soit le délai séparant très exactement la décision prise lors de la réunion à Londres du groupe de contact, et l'arrivée huit jours plus tard des délégations.

Les étages du château ont ensuite été répartis entre les participants : un pour les Serbes, un pour les Albanais et un autre pour les négociateurs. L'organisation des chambres a donc dû être modifiée. Les repas, préparés sous la forme de buffets par un grand traiteur parisien, étaient servis dans deux salles à manger. *« Les belligérants se sont souvent mêlés avec les diplomates occidentaux au gré de la formation des tables de huit personnes, mais ils ne se sont jamais retrouvés face à face et, lorsqu'ils leur arrivaient de se croiser dans ce lieu qui n'a rien de gigantesque, ils baissaient les yeux et regardaient le bout de leurs chaussures... »*, assure un participant qui n'a relevé aucun excès de boisson : moins d'un verre de vin par personne et par repas.

Plusieurs milliers de personnes, outre les délégations serbes et albanaises, se trouvaient en fait à Rambouillet. Les négociateurs et leurs experts, les équipes de logistique et de sécurité, les journalistes et policiers ont ainsi envahi la petite ville de 25 000 habitants dès le samedi 6 février. Dans la bergerie nationale qui jouxte le château, les équipes américaines avaient installé – et sécurisé – leur propre organisation, notamment de transmissions.

CONTRÔLE POLICIER INTENSE

Rambouillet a vécu ces quelque trois semaines au rythme des cortèges officiels déboulant dans ses ruelles. La place de l'Hôtel-de-Ville, devant les grilles du château, était entièrement occupée par les cars de télévision et leurs groupes électrogènes. Le schéma de circulation avait été largement modifié, et assorti, dès l'entrée de la ville, d'un contrôle policier intense. *« Préfecture, mairie, policiers municipaux et commerçants ont joué le jeu de manière très coopérative »*, assure le diplomate.

Les délégations sont, elles, restées pratiquement cloîtrées dans l'enceinte du château. *« Une atmosphère studieuse, simplement entrecoupée par moment de jogging ou de courtes promenades dans le parc »*, résume un participant. Il avait été précisé au début des pourparlers – tant aux Serbes qu'aux Albanais du Kosovo – que toute sortie de l'enceinte serait assortie d'une impossibilité de retour. Une règle qui a été strictement respectée.

« L'une des rares distractions, raconte le diplomate, *a été d'observer le vol des canards sur le lac du château. La glace qui recouvrait le bassin imposait aux volatiles des atterrissages très cahotiques et difficiles »*... Un peu à l'image de cette conférence, prolongée à deux reprises, et qui reprendra en France le 15 mars, dans un lieu encore non précisé, pour de nouveaux pourparlers. Avec cette fois un temps de préparation qui devrait être plus confortable pour les organisateurs du Quai d'Orsay.

Denis Hautin-Guiraut

A Stimje, les Kosovars ont peur

STIMJE (Kosovo)
de notre envoyé spécial

Blerim jette un œil soupçonneux entre deux lamelles des stores vénitiens tirés sur toute la devanture de son commerce avant de débloquer les verrous de la porte : *« La police est venue ce matin contrôler les identités, tous les clients sont partis. De toute façon, ces derniers jours, les gens préfèrent rester chez eux. Ils attendent de voir ce qui se passe à Rambouillet et après. »* Blerim a donc fermé son magasin. Par précaution – les Albanais ont appris à se méfier des descentes de police – et par manque de clients.

REPORTAGE

Magasins fermés, police omniprésente, « la situation est très tendue »

Plus haut, dans la rue principale et défoncée de la petite ville de Stimje, c'est au fond d'une épicerie qu'Ilir accepte de parler. Ni lui ni Blerim ne donnent leur vrai prénom. S'adresser à des étrangers peut être synonyme de tracasseries policières. Dehors, un véhicule tout-terrrain banalisé de la police passe en trombe dans une gerbe d'eau boueuse. Deux autres « MUP » (initiales désignant la police) en treillis camouflé bleu ont les mains plongées dans le moteur de leur voiture. *« Tout est calme »*, lâchent-ils. En écho, Blerim affirme : *« Nous avons peur. »* Dans cette ville de quelque 10 000 habitants, dont 90 % d'Albanais, il y a presque plus de policiers que de civils.

« A Stimje, comme à Kosovska Metrovica et Podujevo, la situation est très tendue », reconnaît un haut responsable de la mission de vérification (KVM) de l'OSCE. *« Ces derniers jours, on assiste à des mouvements de troupe souvent dans l'unique objectif d'impressionner la population. Certains convois tournent en rond autour du village juste pour montrer leur drapeau »*, remarque un vérificateur de l'OSCE. Si aucun accrochage sérieux n'a eu lieu ces derniers jours à Stimje, la population vit dans la hantise d'un dérapage. Racak, où une quarantaine d'Albanais ont été massacrés par la police serbe en janvier, n'est qu'à quelques centaines de mètres de la sortie de la ville. *« Ce souvenir est dans toutes les mémoires. On ne sait pas ce qui peut se passer. Tout peut arriver »*, affirme Ilir.

« AUCUN DÉSARMEMENT »

Chaque jour apporte en effet son lot de victimes à un endroit ou un autre de la province. Les accrochages se sont multipliés aux alentours de Vucitrn, au nord du Kosovo. Cinq policiers serbes ont été blessés, mardi, dans le village voisin de Bukosh. Le Haut Comité des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a également fait état de plusieurs milliers de civils ayant fui dernièrement les combats dans cette région. *« Si l'on veut appliquer un accord accouché aux forceps et maintenir la paix, la condition est le déploiement d'une force militaire internationale qui soit plus musclée que les parties en présence sur le terrain »*, souligne un haut responsable de la KVM qui rappelle les humiliations subies par les « casques bleus » en Bosnie.

L'annonce d'une pause d'au moins quinze jours dans les négociations et l'absence de consensus sur le volet militaire de l'accord laissent donc sceptique. *« Si l'OTAN ne vient pas, cela signifiera l'intensification des combats*, explique Ilir. *Tout nouveau délai fait augmenter la pression. »* Dans les maquis, les guérilleros de l'Armée de libération (UCK) fourbissent en effet des armes qu'il ne sera pas facile de leur reprendre, même en cas d'accord. *« Nous ne les remettrons qu'à notre état-major »*, affirme un combattant. La représentation politique de l'UCK à Pristina a été encore plus claire. *« L'UCK n'a pas été créée pour aller à Rambouillet et révéler son niveau d'armement. Son but est la libération du Kosovo de l'agresseur serbe. Aucun désarmement ne peut-être envisagé »*, a déclaré, mardi, Albin Kurti, secrétaire de la représentation politique de l'UCK. *« L'armée de libération est la garantie de la sécurité des Albanais du Kosovo. Sans elle, la population se sentirait encore plus en danger »*, a-t-il poursuivi. A Stimje, Blerim s'enferme à double tour. Il ne sait pas quand il rouvrira son magasin.

Christophe Châtelot

هكذا من الأصل

Belgrade dénonce la « partialité » des Occidentaux et juge la rencontre mal préparée

BELGRADE
de notre envoyée spéciale

Le régime de Slobodan Milosevic, qui aura échappé non seulement aux bombes de l'OTAN mais aussi à l'opprobre unanime et exclusive des Occidentaux, forcés de constater publiquement les blocages existant aussi du côté albanais à Rambouillet, s'est déclaré, mardi 23 février, *« prêt à poursuivre le travail lors de la prochaine rencontre »*.

Dans une lettre adressée à Hubert Védrine et à Robin Cook, le président serbe, Milan Milutinovic, présent à Rambouillet, a résumé les acquis, à ses yeux, des négociations. Il *« souligne »* que l'accord de principe obtenu à Rambouillet *« ne fait pas état d'indépendance* [pour le Kosovo] *ni de troisième république »* au sein de la Yougoslavie pour la province albanaise. Concernant le volet militaire du plan de règlement, la lettre affirme : *« La RFY est d'accord pour examiner l'ampleur et le caractère de la présence internationale »* au Kosovo, ne faisant donc pas mention de troupes.

Dans un long communiqué diffusé par la télévision de Belgrade, M. Milutinovic a également émis des réserves sur le texte de l'accord, en regrettant qu'*« il ne parle pas d'égalité pour les différentes communautés nationales »* du Kosovo, une expression qui désigne généralement à Belgrade, outre les Albanais et les Serbes, des *« Monténégrins, Turcs, Musulmans, Tsiganes, Egyptiens et Goranci »* vivant dans la province.

Les responsables serbes se sont surtout livrés à une critique en règle des modalités de la rencontre de Rambouillet. Celle-ci *« n'était pas bien préparée »*, a jugé M. Milutinovic lors d'une conférence de presse tenue à la résidence de l'ambassadeur de Yougoslavie à Paris, retransmise par la télévision de Belgrade. Il a réclamé pour la suite des entretiens une *« impartialité des représentants »* occidentaux, car celle-ci était *« absente »* à Rambouillet. Dans son communiqué, M. Milutinovic accuse la *« communauté internationale »* de s'être *« complètement ralliée aux Albanais du Kosovo »*. Le chef de la délégation serbe, Ratko Markovic, a dénoncé de son côté la *« grande improvisation »* des entretiens de Rambouillet. L'idée d'autonomie substantielle *« était bâtarde »*, a-t-il ajouté.

Les représentants serbes font mine d'avoir déjoué une série de pièges tendus par les Occidentaux. Afin de *« justifier une occupation »* du Kosovo par des troupes étrangères, *« sous le prétexte d'introduire la paix »*, l'importance de l'UCK a été *« gonflée »*, a encore dit M. Milutinovic. *« On voulait nous faire accepter des troupes étrangères avant le document politique »*, a-t-il prétendu. A Belgrade, le vice-président fédéral, Vuk Draskovic a pour sa part dénoncé une *« tentative faite, sans consulter* [la] *délégation, d'introduire sous un autre nom la notion de référendum »* au Kosovo.

Pour M. Milutinovic, la conférence de Rambouillet est un *« échec »* que les Occidentaux cherchent à *« camoufler »*. La partie serbe, a-t-il déclaré, a *« toujours dit qu'il fallait d'abord établir le concept de l'autonomie »* avant de discuter du volet militaire. *« Or le contraire s'est produit, et aujourd'hui on se trouve dans une forêt de dispositions contradictoires. »*

Mardi soir, la télévision de Belgrade, entièrement contrôlée par le pouvoir, ne criait pas victoire, se contentant de vanter les mérites de la délégation serbe, qui *« a fait preuve d'un grand respect des principes »*. *« Les médias internationaux tiennent la délégation albanaise responsable de l'absence de signature »* d'un document, a assuré la chaîne d'Etat avant de diffuser des images désormais quotidiennes de *« meetings »* tenus en Serbie. Y sont lancés, sous des applaudissements convenus d'auditoires assez réduits, des slogans tels que : *« Nous ne mettrons genoux à terre devant aucune puissance »*, ou encore : *« Vive notre président Slobodan Milosevic. »*

Natalie Nougayrède

La France refuse de payer seule l'addition de l'Agenda 2000 et de la PAC

Paris accuse l'Allemagne de chercher à l'isoler

Jean Glavany, ministre français de l'agriculture, a comparé, mardi 23 février, l'attitude allemande à celle de Margareth Thatcher, qui voulait qu'on lui *« rende* [son] *argent »*. Paris reproche à Bonn de chercher à résoudre exclusivement sur son dos le problème de sa contribution, largement excédentaire, au budget de l'Union.

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Les mises en garde offensives de la France à l'égard de l'Allemagne continuent. Après Hubert Védrine et Pierre Moscovici, les ministres des affaires étrangères et des affaires européennes, ce week-end à Luxembourg, Jean Glavany n'a pas été moins direct, mardi 23 février, à Bruxelles, lors du marathon des ministres de l'agriculture des Quinze pour débloquer la réforme de la Politique agricole commune (PAC). Comme s'il fallait absolument dramatiser et provoquer un électrochoc chez des interlocuteurs apparemment imperméables aux discours français.

Les habitudes de la relation franco-allemande veulent que les incidents de parcours soient systématiquement minimisés. Aujourd'hui, c'est l'inverse qui se produit. Les Allemands, qui versent au budget européen 11 milliards d'euros de plus qu'ils n'en reçoivent en retour – contre moins d'un milliard pour les Français – , aspirent à réduire cette contribution, sans d'ailleurs avancer d'ordre de grandeur. *« Les montants varient d'un interlocuteur à l'autre »*, déplore le ministre français.

DEUX LOGIQUES

N'ignorant pas que la comparaison peut choquer, M. Glavany a assimilé la démarche allemande à celle de Margaret Thatcher dans les années 80. *« Ich will mein Geld zurück »*, fait-il dire aux dirigeants allemands, en traduisant le célèbre *« I want my money back »* (« Je veux qu'on me rende mon argent ») de la dame de fer. Le ministre a évoqué la possibilité d'une crise dans l'hypothèse où les Allemands chercheraient à faire supporter à la France l'essentiel de ce rééquilibrage budgétaire, intention qu'il est tout prêt à leur prêter.

Deux logiques s'affrontent. Après avoir indiqué qu'ils accepteraient un effort pour aider à régler le problème allemand, les Français ont proposé une méthode : la réduction des dépenses de l'Union, notamment des dépenses de la PAC. Mais ils entendent que tous fassent des gestes analogues, que les Anglais acceptent une limitation du « rabais » que Mme Thatcher avait obtenu en 1984 à Fontainebleau ; que les Espagnols, les Grecs, les Irlandais, les Portugais comprennent qu'il sera nécessaire de réduire le bénéfice qu'ils retirent des Fonds structurels ; que les Italiens se rallient à l'idée que la contribution de chacun des États-membres sera calculée désormais davantage à partir du PNB que de la TVA (grâce à son économie souterraine, l'Italie tire profit de la méthode actuelle). Mais les Français ne voient rien venir. Ils ont le sentiment que la présidence allemande s'accommode du sur-place actuel, pensant qu'au bout du compte, il n'y aura pas d'autres issue que le recours au cofinancement des aides à l'agriculture que Paris rejette catégoriquement.

Sans être des partisans aussi fanatiques du cofinancement que ne le craignent les Français, les Allemands redoutent que le schéma de Paris, qui prévoit de réduire leur facture budgétaire d'environ 3 milliards d'euros, ne fonctionne pas, parce que les uns et les autres refuseront de mettre la main à la poche. Pressés par leur opposition d'obtenir un allègement significatif de leur contribution, ils ne veulent pas renoncer, sans autres certitudes, au recours au cofinancement, négligeant ainsi les avertissements français.

Paris ne veut pas se laisser entraîner et croit que le moment est venu de le dire avec force à ceux qui, même pour des raisons compréhensibles, refusent d'entendre. Ce sera le message que Jacques Chirac et Lionel Jospin délivreront vendredi lors du « sommet » informel de Petersberg, près de Bonn. Le président de la République défend la même ligne que le gouvernement à propos de l'« Agenda 2000 » et de la réforme de la PAC. Il croit également nécessaire le ton de rude franchise actuellement employé à l'égard de l'équipe de Gerhard Schröder.

Philippe Lemaître

Désaccord sur l'accord Elysée-Matignon

Après les déclarations de Philippe Vasseur, pour qui Jacques Chirac était *« en profond désaccord sur le fond et sur la forme avec le gouvernement sur le dossier de la PAC »*, l'Elysée a fait savoir mardi 23 février que les positions françaises sont *« définies en commun par MM. Chirac et Jospin. Elles constituent la base des instructions du ministre de l'agriculture, qui négocie ensuite dans les enceintes européennes appropriées »*.

Jean Glavany, pour sa part, a déclaré que les propos de l'ancien ministre de l'agriculture *« montrent – hélas – une fois de plus que, lorsqu'on n'est plus ministre, on peut perdre très vite le sens des responsabilités et la connaissance des dossiers. La réalité, c'est que lors des conseils restreints réguliers à l'Elysée il y a toujours eu accord, et c'est tant mieux si la France parle d'une même voix »*. Le bureau national du PS *« apporte tout son soutien »* à Jean Glavany et insiste sur la nécessité d'une *« réorientation »* de la PAC.

Devant les pays du Mercosur, les Européens s'engagent à revoir leurs subventions agricoles

RIO DE JANEIRO
de notre correspondant

L'Union européenne (UE) est-elle encore capable de damer le pion aux Etats-Unis en Amérique latine ? Organisé du 21 au 23 février à Rio, le premier forum réunissant des dirigeants d'entreprise de l'UE et du Mercosur (le marché commun latino-américain regroupant le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay avec le Chili et la Bolivie pour membres associés) a fourni l'occasion à une centaine de représentants du secteur privé des deux blocs commerciaux de jauger les obstacles à la création d'un espace de libre-échange interrégional, prévue par un accord-cadre signé en décembre 1995. Pour les Européens, le défi consiste à empêcher en premier lieu la satellisation du Mercosur sur l'orbite américaine au sein de la future Alca, la zone de libre-échange des Amériques, dont l'acte de naissance devrait être paraphé en 2005 par tous les pays du continent, à l'exception de Cuba.

Dimanche, dans son discours d'ouverture du forum, le président brésilien Fernando Henrique Cardoso a d'abord pris soin, comme l'avaient fait avant lui ses homologues paraguayen, Raul Cubas, et uruguayen, Julio Maria Sanguinetti, ainsi que le ministre argentin des relations extérieures Guido di Tella (qui représentait le président Carlos Menem, retenu à Buenos Aires par une infection respiratoire), de rassurer l'auditoire sur la cohésion du Mercosur, soumise à rude épreuve par la brutale dévaluation de 40 % du real brésilien intervenue depuis la mi-janvier. *« Des difficultés conjoncturelles,* a-t-il notamment déclaré, *ne nous feront pas dévier de nos objectifs. »*

Pour l'heure, et en attendant de pouvoir évaluer avec plus de précision l'impact déstabilisateur de l'effondrement du real sur les économies des pays voisins, les partenaires du Brésil se contentent de la suppression, récemment annoncée par Brasilia (*Le Monde* daté 14-15 février), des subventions aux exportations de biens de consommation qui leur sont destinées.

A l'adresse des patrons européens, M. Cardoso s'est efforcé de mettre en exergue les distorsions qui pénalisent le Mercosur dans ses relations avec l'UE, son premier partenaire commercial (avec un volume d'échanges de 46 milliards de dollars, soit 265 milliards de francs, en 1998). *« Il existe,* a-t-il souligné, *un protectionnisme déguisé. Chaque année, les pays développés dépensent plus de 160 milliards de dollars* [920 milliards de francs] *pour empêcher que leurs agricultures soient exposées à la concurrence. Pire : pour fausser à coups de subventions la concurrence sur les autres marchés. »* A l'appui de ses dires, et après avoir précisé que les Etats-Unis usaient des mêmes procédés protectionnistes, M. Cardoso a rappelé que les exportations de l'UE vers le Mercosur avaient augmenté de 274 % entre 1990 et 1996, alors que le flux commercial en sens inverse n'a progressé que de 25 % durant la même période.

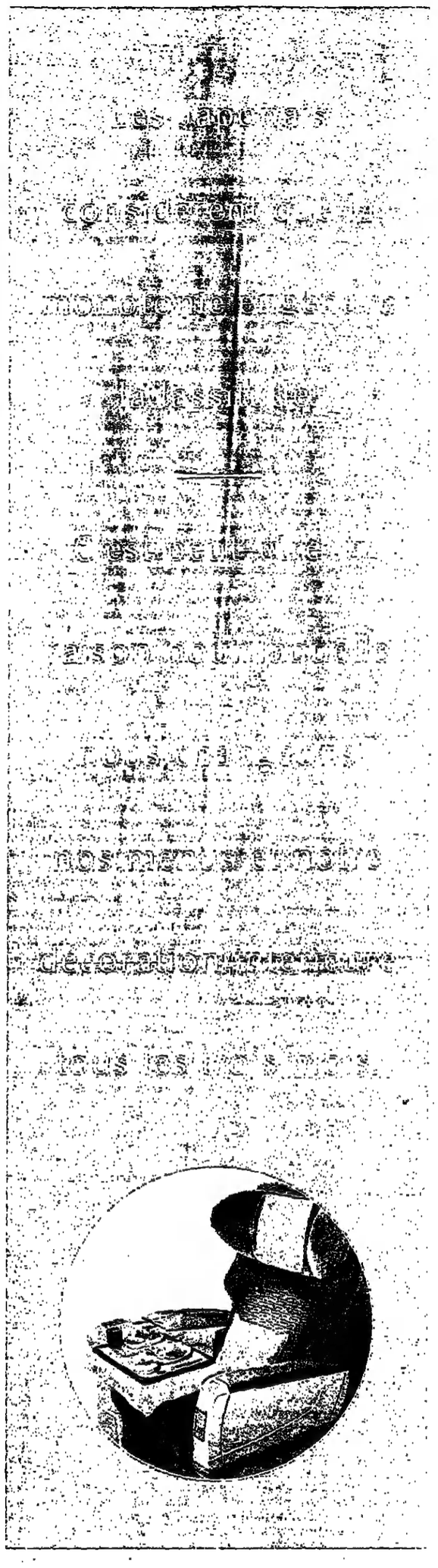
« CONCURRENCE DÉLOYALE »

Les plaintes présidentielles ont reçu un écho particulièrement favorable chez Hans-Olaf Henkel, le président de la puissante Confédération allemande de l'industrie. *« Nous ne pouvons pas rester éternellement les otages des agriculteurs, qui ne représentent pas plus de 4 % des travailleurs de l'Union européenne. L'Europe,* a-t-il indiqué, *doit libéraliser son agriculture, qui absorbe la moitié de son budget en subventions. »* A l'heure où les organisations paysannes de l'UE protestent contre le réaménagement de la politique agricole commune (PAC), le commissaire européen Martin Bongemann a répété à Rio que l'agriculture représente désormais un *« volet prioritaire »* des négociations entre les deux blocs.

Il s'est d'autre part engagé, au nom de l'UE, et sous peine, dans le cas contraire, de *« commettre une erreur politique »*, à présenter dans ce domaine sensible des *« propositions concrètes »* avant le 30 juin, à savoir au plus tard pendant le sommet entre les chefs d'Etat de l'UE, de l'Amérique latine et de la Caraïbe, qui se tiendra à Rio les 28 et 29 juin. De leur côté, les gouvernements du Mercosur estiment que le prochain élargissement de l'Union européenne à l'Est forcera une réforme profonde de la PAC et une diminution substantielle des aides publiques aux producteurs européens, accusés de *« concurrence déloyale »* en Amérique latine.

Alors que l'UE semble enfin déterminée à régler la principale pomme de discorde entre les deux unions douanières, une autre menace pointe à l'horizon. Le gouvernement argentin transmettra en avril au département du Trésor américain un document formel détaillant son projet d'adopter le dollar comme monnaie courante en substitution du peso. Une mesure radicale que M. Menem rêve, après la dévaluation du real, d'étendre à l'ensemble du Mercosur, au risque de voir s'installer, selon les détracteurs de la dollarisation, un *« protectorat américain »* du rio Grande à la Terre de feu. Pedro Malan, le ministre brésilien des finances, prône pour sa part la création d'une monnaie unique au sein du Mercosur *« au cours du XXIe siècle »*. *« Comme vous le savez,* a-t-il précisé lors d'une conférence de presse durant le forum, *le XXIe siècle dure cent ans... »*

Jean-Jacques Sévilla



JAL sait que les hommes d'affaires habitués des vols long-courriers apprécient les changements de cadre. C'est pourquoi JAL a créé la Classe Affaires Seasons : à chaque saison, nous modifions la décoration de la cabine et tous les menus. Evidemment, les passagers qui ont goûté à la gastronomie de bord peuvent se demander si ces changements de menus sont vraiment nécessaires. Est-il possible de se lasser d'une cuisine aussi raffinée ?

D'aucuns diront que JAL pousse trop loin sa passion du service. C'est bien ce que nous espérons !

Pour tout renseignement et réservation, appelez JAL au 08 01 74 77 00 (en français et autres langues) ou 08 01 74 77 77 (en japonais) ou consultez notre site Internet.

JAL Japan Airlines

UNE MEILLEURE APPROCHE DES AFFAIRES

www.jal-europe.com

Londres accélère ses préparatifs d'adhésion à l'Euroland

Tony Blair a annoncé une série de mesures techniques concernant les administrations du Royaume-Uni en prévision du passage à la monnaie unique. Mais le premier ministre britannique n'a pas donné la date possible du référendum

Annoncée mardi 23 février avec solennité devant les Communes, la décision du premier ministre britannique, Tony Blair, d'accélérer *les préparatifs d'adhésion de son pays à* l'Union monétaire européenne a répondu au besoin de clarification réclamé, à de multiples reprises, par la City depuis le lancement de l'euro, le 1er janvier. Les marchés financiers *ont cependant regretté l'absence de ca*lendrier précis. Dans son intervention, le leader travailliste est resté prudent. Il a seulement indiqué que le référendum promis à ses concitoyens après les prochaines élec*tions aurait lieu quatre mois après l'éven*tuelle décision du gouvernement de proposer au pays de rejoindre la monnaie unique. En attendant, des moyens financiers seront débloqués pour permettre aux principales *administrations concernées d'être prêtes à* tout moment.

LONDRES
de notre correspondant à la City

« *Si la Grande-Bretagne souhaite avoir l'option de rejoindre l'euro au début de la prochaine législature, il faut en accélérer les préparatifs pratiques dès maintenant* » : Tony Blair a franchi un nouveau pas, mardi 23 février, aux Communes, pour préparer le Royaume-Uni à la monnaie européenne. Très attendue, son intervention, qui était télévisée en direct dans les salles de change de la première place boursière européenne, n'a cependant guère ébranlé la City, où elle a suscité peu de réactions tranchées.

L'indice FTSE a progressé, mais d'abord en raison des surprenants bons résultats des banques britanniques et d'Unilever. L'effritement constaté de la livre par rapport au dollar est lié aux mauvais résultats du commerce extérieur et de la croissance, plutôt qu'à la nouvelle contraction de l'euro. Seuls les fonds d'état britanniques tirent profit de la publicité donnée par Downing Street au rapprochement des taux d'intérêt du royaume de ceux de la zone euro, favorables en général aux obligations. En confirmant qu'il était personnellement en faveur d'une adhésion à l'euro après les élections, dès le début de la prochaine législature, Tony Blair n'a rien dit de bien nouveau, mais il a confirmé ses engagements européens. « *Si nous ne respectons pas ce vague calendrier – l'abandon du sterling dans les cinq ans – Londres va perdre sa prééminence de place financière européenne* » : à l'instar de David Owen, économiste auprès de la charge Dresdner-Kleinwort-Benson, les milieux financiers pro-euro ne cachent pas leur déception devant le refus du premier ministre de fixer une date pour la participation de la Grande-Bretagne à l'Union économique et monétaire (UEM). Le fait que le référendum, promis par les travaillistes pour interroger la population sur le passage à l'euro, intervienne quatre mois après la décision du gouvernement d'adopter la monnaie unique n'a guère surpris ce partisan d'une adhésion rapide à l'Euroland.

Au-delà de cette volonté d'ouverture – l'annonce de mesures techniques – et de ce ton contrastant avec l'euroscepticisme de l'opposition conservatrice, Jonathan Loynes, de la banque HSBC, trouve peu d'illustrations concrètes d'une quelconque inflexion de la prudente stratégie euro du 10 Downing Street. « *nous sommes toujours coincés dans cette longue phase de préparation et de décision dont il faudra bien sortir un jour* », souligne-t-il.

L'EFFORT FINANCIER

Pourtant, au-delà de ces pâteuses tergiversations aisément compréhensibles (peur de provoquer la puissante presse Murdoch viscéralement eurosceptique, division des milieux d'affaires, existence de tensions au sein du groupe parlementaire travailliste, etc.), nos interlocuteurs à la City estiment que les propos de Tony Blair vont bien au-delà de la simple réaffirmation des cinq critères économiques sur lesquels doit s'appuyer la Grande-Bretagne, tels qu'ils avaient été définis par le chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, en octobre 1997.

Tout d'abord, les « pro » applaudissent l'effort financier substantiel consenti par le gouvernement pour adapter aux exigences de l'euro l'outil informatique de trois organismes publics clés, la sécurité sociale, le fisc et les douanes. De plus, dans chaque ministère, un ministre délégué sera chargé de superviser les préparatifs de conversion. Confier à la Banque d'Angleterre la tâche de piloter le plan de transition dans le secteur privé a été de surcroît bien accueilli, à la lumière de l'excellente performance de l'institut d'émission dans les préparatifs de la City à la conversion du 31 décembre. L'enjeu est d'importance, puisque 86 % des grandes entreprises d'Albion et 45 % des PME ont des liens commerciaux avec les pays de la zone euro.

Enfin, les europhiles voient d'un bon œil l'engagement aux premières lignes d'un premier ministre qui, jusque-là, s'était toujours retranché derrière le Trésor, sur ce terrain miné par l'hostilité de l'opinion. Ainsi, le plan de transition a été publié sur le site internet de Downing Street et non sur celui du ministère des finances, comme c'était le cas jusqu'à présent pour les informations officielles concernant l'UEM.

Le soutien de la majorité des grands banquiers à l'adhésion à l'euro, leur forte visibilité médiatique, l'appui de la Confédération britannique de l'industrie – l'équivalent du Medef –, de la Chambre de commerce et du lord-maire de la City, Lord Levene, ne doivent pourtant pas faire illusion : le courant anti-euro à l'intérieur du *square mile* ne désarme pas. « *Il s'agit d'une tentative vile de contraindre le monde des affaires à accepter l'euro, qui n'a pas deux mois d'existence. L'économie britannique n'est pas prête, les bénéfices de pareille adhésion ne sont pas évidents et le patronat est sommé de délier les cordons de la bourse* », affirme Nick Herbert, directeur-général du groupe de pression anti-euro « Business for Sterling ». « *La City*, dit-il, *a déjà raflé le gros des transactions euro tout en restant à l'écart de l'UEM. Contrairement à ce que dit Blair, elle n'a rien à gagner et tout à perdre dans cette aventure* ». Qui dit mieux ?...

Marc Roche

Le président sud-coréen prédit la sortie de la crise

SÉOUL
de notre envoyé spécial

La Corée du Sud est en train de se dégager de la crise économique la plus sévère qu'elle ait connue depuis son décollage au cours des années 60 et elle renouera avec une croissance positive en 1999, a annoncé, mercredi 24 février, le président Kim Dae-jung au cours d'une conférence de presse marquant sa première année au pouvoir. « *Nous avons surmonté la phase la plus difficile de la crise : en 2000, la situation économique et financière sera redevenue normale* (...) *et la Corée retrouvera sa place de leader dans la région* », a-t-il déclaré.

Soulignant le « *courage* » dont ont fait preuve les Coréens et « *les sacrifices* » qu'ils ont consentis, le président a mis le redressement du pays au compte de la « *détermination nationale* ». « *Cette crise nous a permis de prendre conscience que si nous affrontons les difficultés, nous pouvons les surmonter et que notre détermination est notre meilleur atout. Même à l'étranger, on reconnaît les progrès accomplis et l'on peut prendre exemple sur la Corée.* » Un baume au cœur des Coréens, dont la fierté nationale a été meurtrie par le sentiment d'échec qui a prévalu au cours de l'année écoulée. Satisfecit présidentiel au pays d'autant plus nécessaire peut-être qu'en dépit d'une amélioration tangible des indicateurs économiques, le coût social de la crise est encore loin de s'être fait entièrement sentir. « *Le chemin qui reste à parcourir sera long et difficile* », a poursuivi le chef de l'Etat qui a ajouté que l'emploi est sa « *première préoccupation* ». En mars, le taux de chômage atteindra 10 % et concernera deux millions de personnes.

Kim Dae-jung a mis le redressement du pays au compte de la « détermination nationale »

« *Le dilemme est devant nous : la restructuration va augmenter le chômage, mais si l'on ne fait rien, le pays va à la ruine. Nous ne pouvons que tenter d'alléger les peines de la population* », a-t-il dit.

Le président a annoncé que la seconde année de son mandat sera consacrée à poursuivre les réformes et à assurer la stabilité politique en cherchant à « *renforcer la cohésion nationale* » et à remédier à un regain d'animosité régionale. Mal endémique de la Corée, le régionalisme a eu tendance à s'exacerber avec les difficultés provoquées par la crise.

Kim Dae-jung, qui a inauguré depuis son arrivée au pouvoir une politique de réconciliation envers la Corée du Nord, a appelé le régime de Pyongyang à arrêter sa production d'armes de destruction massive. « *Il est temps de mettre fin à la guerre froide qui persiste dans la péninsule coréenne depuis un demi-siècle* », a-t-il déclaré. Rappelant les principes de son approche globale du problème nord-coréen (normalisation des relations entre Pyongyang, Washington et Tokyo, levée des sanctions économiques américaines et aide au Nord), M. Kim a reconnu qu'il n'était pas « *certain que cette politique porte ses fruits, mais* [que c'était] *la meilleure pour le moment* ».

Philippe Pons

■ **PHILIPPINES : le président Joseph Estrada** a annoncé, mercredi 24 février, la suspension *sine die* des pourparlers engagés depuis 1995 avec la rébellion communiste philippine pour protester contre trois enlèvements récents. Joseph Estrada a qualifié d'actes de « *trahison* » les enlèvements qui ont eu lieu, le 15 février près de Davao, de deux hauts gradés dont un général d'armée, et cette semaine d'un officier de police dans le centre des Philippines. – *(AFP.)*

L'Allemagne tire la croissance européenne vers le bas

L'ALLEMAGNE sera-t-elle l'économie la plus faible de la zone euro en 1999 ? Annoncé voici quelques jours, le recul du PIB allemand au quatrième trimestre 1998 (– 0,4 %) est un signe inquiétant. La croissance du produit intérieur brut allemand est de 2,8 % en 1998, un chiffre comparable à celui de la France (qui devrait être de + 3,1 %). Mais l'écart semble devoir se creuser en 1999, puisque le consensus des économistes fait état d'une croissance allemande de 1,5 % à 2 % cette année, contre 2,2 % à 2,3 % pour la France, d'après le Fonds monétaire international. Le premier budget de la coalition rouge-verte, présenté mardi 23 février au Bundestag par le ministre des finances, Oskar Lafontaine, table sur une croissance du PIB allemand de 2 % cette année.

L'Allemagne, qui représente 30 % du PIB européen, est en train de tirer la croissance européenne vers le bas. Même si les différences entre Bonn et Paris ne sont pas considérables, le cœur économique de l'Europe bat au ralenti. Certes, la convergence entre les deux économies principales de la zone euro existe : « *En l'an 2000, nous aurons tous le même niveau de croissance, à 3 %, taux auquel auront régressé les Etats-Unis* », estime Klaus Friedrich, économiste en chef de la Dresdner Bank. « *Mais le ralentissement est moins fort en France qu'en Allemagne* », constate John Kirkpatrick, économiste en charge de l'Allemagne à l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques).

La thèse d'un décrochage allemand par rapport à la France commence à se répandre. « *L'économie française va reprendre, tandis que l'Allemagne pousse son ralentissement* », dit Philippe Gudin, économiste à la banque d'affaires Goldman Sachs. Ainsi, la faiblesse actuelle de l'euro s'explique en grande partie par des facteurs allemands : le ralentissement de leur économie amène les dirigeants de Bonn à réclamer une baisse des taux d'intérêt de la Banque centrale européenne, ce qui provoque le scepticisme des investisseurs. Le ministre des finances allemand, Oskar Lafontaine, a réitéré, mardi à Bonn, ses appels à un assouplissement de la politique monétaire européenne.

S'il y a, en ce moment, un décalage des deux côtés du Rhin, c'est que « *l'Allemagne est plus sensible que la France au ralentissement de son industrie, qui a un effet d'entraînement plus fort qu'ailleurs sur les autres secteurs de l'économie* », selon Philippe Gudin. Le ralentissement des exportations allemandes a été plus fort que prévu en 1998, à la suite des crises asiatiques et russes. Ce recul des exportations provoque un net ralentissement de l'investissement productif dans l'industrie : après avoir fortement progressé en 1998 (+ 8,5 %), celui-ci va augmenter plus lentement cette année (+ 3,2 % selon les chiffres de la Deutsche Bank).

RIGIDITÉS PERSISTANTES

Du même coup, la structure de l'emploi en France est meilleure qu'en Allemagne. Même si le secteur des services y a désormais une part plus importante que l'industrie dans la valeur ajoutée, il ne représente que 8,2 millions d'emplois, contre 11,5 millions dans l'industrie. Autrement dit, les effectifs industriels allemands sont de 40 % supérieurs à ceux des services (alors qu'en France le secteur tertiaire compte 65 % d'emplois de plus que l'industrie). La deuxième raison du décrochage allemand provient, selon Goldman Sachs, des rigidités persistantes du marché du travail. Alors que la France a créé 300 000 emplois dans le secteur privé en 1998 (grâce au recours systématique à la précarité et au temps partiel), l'Allemagne n'en a pratiquement pas créé. Les emplois créés dans les services ont été annulés par ceux qui ont été supprimés dans le secteur de la construction.

Du coup, le facteur « emploi » permet une relance de la demande intérieure plus forte en France qu'en Allemagne. La consommation privée a augmenté de 3 % en 1998 en France, tandis qu'elle augmentait de 1,5 % seulement outre-Rhin. Or, des deux côtés du Rhin, la consommation privée reste le principal moteur de la croissance. L'augmentation des allocations familiales au début de l'année n'a pas été suffisante pour doper la demande des ménages allemands. L'augmentation des salaires dans la métallurgie allemande (+ 4 % en vertu de l'accord signé voici quelques jours) permettra peut-être de relancer la consommation, bien que les suppressions d'emplois qui vont accompagner cet accord risquent d'en annuler l'effet positif sur la demande.

Enfin, le troisième élément de faiblesse de l'économie allemande provient du manque de lisibilité de la politique économique et des incertitudes liées à la réforme fiscale. Celle-ci va se traduire dès cette année par d'importantes surcharges sur les entreprises, au profit des ménages. « *C'est un environnement d'incertitudes* », souligne Norbert Meisner, économiste chargé de l'Allemagne à la Caisse des dépôts et consignations, qui pointe du doigt les « *anticipations négatives* » des acteurs économiques allemands.

Lucas Delattre

Inquiétudes pour l'économie polonaise

La Pologne, dont l'Allemagne est le premier partenaire, enregistre un net ralentissement de sa croissance économique. Celle-ci n'a atteint que 4,8 % en 1998, après avoir dépassé 5 % au cours des années précédentes. Les experts tablent sur une croissance du PIB oscillant *entre 3,5 % et 4,5 % en 1999. Inquiets*, les services du président Kwasniewski ont interrogé le gouvernement, mardi 23 février, sur les conséquences qu'aurait sur le budget une chute de la croissance à 3 %, avec une inflation d'environ 7 %.

Production industrielle en baisse, moral des consommateurs en chute libre et chômage en hausse contribuent à noircir le tableau. Le taux de chômage était à 11,4 % de la population active en janvier, contre 10,4 % *en décembre. La monnaie (le* zloty), touchée par les perspectives de ralentissement, ne cesse de perdre du terrain face au dollar depuis le début de l'année.

Les déchets nucléaires allemands restent bloqués en France

BONN
de notre correspondant

Un pont de chemin de fer un peu branlant va-t-il empoisonner les relations franco-allemandes ? C'est possible, car le fameux pont se situe sur la ligne qui mène au centre de stockage de déchets nucléaires de Gorleben, en Basse-Saxe. Fin 1998, suite à une inspection de l'ouvrage, la Deutsche Bahn a décidé d'interdire la voie aux transports exceptionnels – en premier lieu aux convois de déchets nucléaires. Gorleben, seul centre où puissent être stockés les combustibles allemands retraités par la Cogema dans son usine de la Hague, est jusqu'à nouvel ordre inaccessible.

Cet épisode est un nouvel obstacle pour rapatrier les 3 800 tonnes de combustibles retraités qui se sont accumulés à la Hague et doivent repasser la frontière, nécessitant l'organisation de 200 wagons nucléaires, appelés « châteaux ». « *Les chemins de fer nous ont indiqué que ce problème serait réglé d'ici à la fin septembre* », tempère Michael Schroeren, porte-parole du ministre Vert de l'environnement, Jürgen Trittin, précisant que cet incident ne porte pas à conséquence : il serait de toutes façons administrativement impossible d'organiser un transport avant cette date. « *Dans cette partie d'échecs, c'est un coup de maître* », lance au contraire un lobbyiste pronucléaire.

Jusqu'à présent, seuls deux convois ont eu lieu de la Hague vers Gorleben, en mai 1996 et mai 1997. Depuis, plus rien. Fin 1997, les Français avaient accepté d'interrompre leurs livraisons pour ne pas gêner Helmut Kohl en campagne électorale.

Officiellement, les Allemands assurent aujourd'hui de leur bonne volonté : au sommet de Potsdam en décembre et lors de sa rencontre avec le ministre de l'industrie Christian Pierret mi-janvier, M. Trittin a déclaré vouloir faire tout son possible pour que l'Allemagne rapatrie deux convois par an sur son territoire dès 1999, selon le vœu des Français.

IMPATIENCE FRANÇAISE

En réalité, une telle reprise susciterait des manifestations monstres des militants écologistes, furieux de voir les Verts essuyer camouflet sur camouflet dans le dossier nucléaire. Ces troubles embarrasseraient tout le gouvernement Schröder : la chancellerie, si brutale avec ses partenaires étrangers, début janvier, lorsqu'il était question d'invoquer la clause de force majeure pour rompre sans indemnités les contrats de retraitement, leur aurait demandé d'être compréhensifs.

Côté français, on s'impatiente. Aucune date de réunion n'a encore été fixée pour réunir le groupe de travail franco-allemand pour étudier les modalités de sortie du nucléaire. On veille toutefois à ne pas envenimer les choses, alors que les négociations sur la politique agricole commune se passent au plus mal avec les Allemands *(lire page 3)*. Les Français vont devoir décider rapidement de la stratégie à adopter à l'égard de leur partenaire. Certaines centrales allemandes sont engorgées, et doivent absolument reprendre leurs convois vers la Hague dans les mois, voire les semaines à venir. La centrale de Philippsburg, dans le Bade-Wurtemberg, a déjà testé une nouvelle méthode pour remplir ses convois sans les contaminer – ceux-ci ayant été interdits au printemps 1998, lorsqu'on a découvert que les convois émettaient des radiations très supérieures aux normes autorisées.

La France, elle, devra décider si elle conditionne l'acceptation de nouveaux combustibles irradiés en provenance d'Allemagne à l'organisation de convois en sens inverse. Faute de quoi elle va devenir encore plus le centre de stockage intermédiaire des déchets allemands : la population outre-Rhin refuse obstinément tout stockage sur son territoire. Mais, animée d'un sentiment écologique qui s'arrête à ses frontières, elle ne manifeste jamais lorsque les déchets partent vers la France ou la Grande-Bretagne. Un écologiste allemand a un autre point de vue. « *Curieusement, depuis que les contrats de la Cogema ne sont plus en cause, la pression de l'opinion publique française, qui ne supporterait pas la présence des déchets allemands en France, semble soudain moins dramatique* », lance-t-il, sibyllin.

« *Notre objectif est d'autoriser conjointement départs et retours des déchets* », assure M. Schroeren. Les faiblesses de la voie de chemin de fer n'augurent pas d'une décision rapide. A la plus grande joie du gouvernement allemand, qui veut avant tout éviter les problèmes chez lui.

Arnaud Leparmentier

L'Afrique du Sud est confrontée au défi du terrorisme

A l'approche des élections, le gouvernement de Nelson Mandela fait face à une série d'attentats

La police sud-africaine soupçonne le mouvement d'autodéfense islamiste Pagad (Peuple contre le gangstérisme et la drogue), qui recrute dans la communauté métisse musulmane, d'être à l'origine d'une vague de terrorisme urbain marquée par des attentats à la bombe dans la région du Cap. A l'approche des élections de mai, ces violences sont devenues, pour le gouvernement de Nelson Mandela, un des enjeux de la campagne.

LE CAP
de notre envoyé spécial

Alerte à la bombe. Juste à côté du commissariat, le centre des impôts de Bellville, dans la banlieue nord du Cap, se vide. Confrontée à une vague terroriste dans le centre touristique de l'Afrique du Sud, la police prend les alertes au sérieux. Après un coup de fil anonyme, les forces de l'ordre fouillent le bâtiment, des voitures de police continuent d'arriver, sirènes hurlantes. Les employés attendent sur la pelouse.

Finalement, les fonctionnaires pourront regagner leurs bureaux. Mais il s'agit pour eux de la deuxième alerte à la bombe en trois mois. Même si les habitants du Cap s'en accommodent, les attentats créent un climat d'insécurité. De facture artisanale, les bombes n'ont pas fait beaucoup de victimes pour l'instant. Mais les terroristes défient de plus en plus ouvertement les autorités en s'en prenant aux commissariats et aux policiers chargés de l'enquête. Encore récemment, l'un d'entre eux a été grièvement blessé lors d'une embuscade. A l'approche des élections, le problème devient un enjeu politique. Le gouvernement de Nelson Mandela a lancé une campagne antiterroriste – l'opération « Good Hope » – et a doté la police du Cap de moyens supplémentaires.

Les résultats se font toujours attendre. Sans disposer de preuves formelles, la police attribue les attentats aux mouvements extrémistes de la communauté musulmane du Cap (minoritaire au sein de la communauté métisse). Elle oriente ses soupçons vers le groupe Pagad (Peuple contre le gangstérisme et la drogue), un mouvement d'autodéfense dont certains membres appartiennent aussi à des groupes islamistes. Ces groupes bénéficieraient du soutien de mouvements extrémistes proche-orientaux comme le Hezbollah, a affirmé le chef des services secrets sud-africains, sans fournir de preuves. *« S'il y a un soutien de l'étranger, il est minimal. La menace est avant tout locale »*, souligne un officier de police.

Ces dernières semaines, onze membres de la G-Force, la branche armée du Pagad, ont été arrêtés en possession d'armes. Soupçonnés d'avoir préparé un attentat contre le Parlement, cinq d'entre eux demeurent en garde à vue. *« Presque à chaque attentat, des membres du Pagad sont arrêtés parce que toutes les indications que nous avons à notre disposition vont dans ce sens »*, explique le capitaine Anine de Beer, porte-parole pour l'opération « Good Hope ». Un autre policier est catégorique : *« Les attentats sont le fait de membres de la G-Force de Pagad. Mais ils n'agissent pas forcément avec l'accord de la direction de leur mouvement. »*

Le président Mandela s'en est violemment pris aux groupes islamistes, sans nommer le Pagad, mais il a dénoncé une campagne contre le gangstérisme *« pourrie jusqu'à la moelle »* qui s'est transformée en *« offensive meurtrière contre un gouvernement démocratique »*. Le Pagad clame son innocence, dénonce un complot. *« La police se sert de nous comme bouc émissaire »*, déclare Abdus-Salaam Ebrahim, « coordinateur national » du Pagad, qui soutient que plusieurs membres de son organisation ont été torturés par la police. M. Ebrahim réfute les allégations qui présentent son mouvement comme une organisation islamiste menant un *djihad*, une guerre sainte contre les autorités. *« Nous condamnons les attentats et nous ne sommes ni en guerre contre le gouvernement ni en faveur d'un Etat islamique »*, affirme le dirigeant du Pagad. Il s'en prend néanmoins aux *« lois impies »* – comme celle sur l'avortement – et aux droits des homosexuels. Et il menace le gouvernement d'*« un soulèvement »* en cas de *« procès injuste »*.

MENACES DE MORT

« De plus en plus de gens estiment que le Pagad ne veut plus dire Peuple contre le gangstérisme et la drogue mais Peuple contre le gouvernement et la démocratie », affirme Ebrahim Rasool, chef du Congrès national africain (ANC, le parti de M. Mandela) dans la province du Cap. Cette région est l'une des deux seules que l'ANC ne contrôle pas encore. M. Rasool estime que la campagne terroriste s'inscrit dans la logique antigouvernementale et anti-ANC qui est celle du mouvement. *« La stratégie consiste à créer une atmosphère de peur et d'instabilité afin d'empêcher l'ANC de gagner la province »*, affirme-t-il. En tant que représentant du parti dirigeant et musulman modéré, M. Rasool est devenu l'une des cibles privilégiées du Pagad. Menacé de mort, il ne se déplace plus qu'accompagné de gardes du corps.

« Le Pagad fait régner la terreur sur la communauté musulmane », estime Sheikh Achmat Sedick, secrétaire général du Conseil judiciaire musulman (MJC). Cette organisation représente l'autorité morale et religieuse pour la très grande majorité des trois cent mille musulmans de la province (sur cinq cent mille musulmans en tout dans le pays). Des dirigeants du conseil ont, eux aussi, reçu des menaces de mort et se déplacent sous protection armée. *« Les agissements de ce mouvement ne font que jeter l'opprobre sur la communauté musulmane. Ils ne sont pas représentatifs »*, assure Sheik Sedick.

Descendants en majorité des esclaves venus de Java il y a trois cents ans, les musulmans du Cap représentent une minorité bien intégrée, rappelle Sheik Sedick : *« Je ne sais pas si c'est le Pagad qui pose les bombes. Mais il serait injuste de faire l'amalgame avec le reste de notre communauté. Les musulmans du Cap ne sont pas des terroristes. »*

Frédéric Chambon

Un livre sur le général Oufkir fait resurgir les années noires du pouvoir marocain

VOILÀ un ouvrage qui risque de déranger. Car le général Mohamed Oufkir, dont Stephen Smith, journaliste à *Libération*, publie une biographie, fut associé de trop près aux années les plus sombres du règne de Hassan II pour que l'image du roi sorte indemne de ce demi-millier de pages dont il est le héros caché.

Avant de devenir l'intime du souverain, Mohamed Oufkir, enfant d'une des tribus du Sud-Est marocain, s'est couvert de gloire sous l'uniforme français. Grand, maigre – *« un visage de Sioux au regard de bitume »*, écrit Jean Lacouture –, ce baroudeur est revenu d'Indochine bardé de médailles, de citations, et couturé de blessures. Face aux Allemands en 1944, il a appris à se battre. En Indochine, devant le Vietminh, c'est la pratique des interrogatoires musclés qu'il a acquise. De ces expériences, Hassan II saura tirer profit.

Entre le roi et le militaire venu à la politique grâce aux résidents généraux qu'il servit avec zèle sous le protectorat, une connivence va s'établir sur fond de violence. Qu'il s'agisse de réduire la révolte du Rif de 1958, de mater les émeutes de Casablanca en 1965 ou de pourchasser les militants de gauche, Oufkir et le roi sont côte à côte, complices, sans que l'on sache encore aujourd'hui quelle était la répartition des rôles entre ces deux hommes également énigmatiques. Oufkir ne fut-il que l'exécuteur des basses œuvres ou l'instigateur de crimes couverts par Hassan II ?

La question vaut aussi pour l'affaire Ben Barka, qui fit connaître le général Oufkir en France. Quelle est la part de responsabilité du ministre de l'intérieur dans l'enlèvement et l'exécution de l'opposant marocain à Paris en 1965 ? L'affaire est loin d'avoir livré tous ses secrets. *« Il ne s'agit pas de protéger les responsables politiques compromis il y a plus de trente ans – tous morts au demeurant –, mais de ménager Hassan II, dont la longévité au pouvoir oblige [...] à inventer des faux-fuyants de plus en plus embarrassants »*, observe Stephen Smith.

Sans doute faudra-t-il aussi patienter pour savoir quelle fut l'implication personnelle du général Oufkir dans la tuerie du palais de Skhirat qui faillit emporter le trône un après-midi de l'été 1971. L'homme fort du régime était-il de mèche avec les cadets du colonel Abadou qui massacrèrent les invités de Hassan II pour un *« coup d'Etat à la libyenne »* qui allait échouer ? Si l'auteur se garde de trancher, faute d'éléments nouveaux, c'est le portrait d'un homme seul, dégoûté par *« les mœurs dépravées et l'affairisme »* du palais, espionné par son bras droit, le chef de la sûreté nationale, Ahmed Dlimi, et soupçonné par le roi d'avoir été *« dans le coup de Skhirat »* qu'il nous brosse. Le lien entre le monarque et son *« janissaire »* distendu, vient le temps de la conjuration. Ce sera, l'été suivant, l'attaque du Boeing royal dans le ciel marocain par des chasseurs venus de la base de Kenitra. Par miracle, Hassan II en réchappe – mais pas Oufkir, dont le roi découvre rapidement qu'il est l'âme du complot.

Malgré le temps, les circonstances exactes de la mort du général, le 16 août 1972, restent, elles aussi, nimbées de mystère. Le palais parlera d'un *« suicide de loyauté »*. Mais c'est le corps d'un suicidé *« criblé de balles »* qui sera remis à la famille...

Oufkir disparu, c'est contre l'épouse du général défunt, Fatima, et ses six enfants que la vengeance du souverain va se déchaîner. Prisonniers pendant dix-neuf ans, les Oufkir vont ainsi disparaître de la surface de la terre, enfermés dans le jardin secret de Hassan II, *« comme si leur claustration dans les oubliettes du roi devait racheter les fautes commises par le général »*.

De ce calvaire qui n'a pris fin qu'en 1996, un autre livre porte témoignage, publié par Malika Oufkir, fille aînée du général félon. Savoureux lorsqu'il s'agit de raconter une enfance de princesse à l'ombre du monarque, le récit de *« la prisonnière »* change de rythme avec la disgrâce et les années de réclusion. Il devient sec, dépouillé, presque distant. Non pas que Malika ait pardonné mais, comme elle le confie maladroitement par ailleurs, *« quand on n'a pas les moyens, mieux vaut ne pas haïr. La haine est un sentiment beaucoup trop lourd à porter »*.

Jean-Pierre Tuquoi

★ **« Oufkir, un destin marocain », de Stephen Smith, Ed. Calmann-Lévy, 518 pages, 170 francs.**
★ **« La Prisonnière », de Malika Oufkir et Michèle Fitoussi, Ed. Grasset, 335 pages, 132 francs.**

1999, « année du Maroc » en France

Torpillée par la publication en 1990 du livre de Gilles Perrault, *Notre ami le roi*, « l'année du Maroc » aura lieu en 1999. Cofinancée par le Quai d'Orsay, le Maroc et des groupes privés, près de 200 manifestations et rencontres culturelles – dont une caravane du livre marocain – sont programmées dans plus d'une vingtaine de villes. Deux points forts à Paris : l'exposition sur « les trésors du patrimoine » ce printemps et celle sur « Matisse et le Maroc ». *« On peut compter sur nous pour rappeler que le Maroc de Hassan II n'est toujours pas une réelle démocratie »*, prévient le député (Verts) Noël Mamère, adversaire de toujours de la monarchie. *« Si je réussis à faire connaître quelques artistes contemporains, je n'aurais pas perdu mon temps »*, rétorque Frédéric Mitterrand, le commissaire (côté français) de ce « Temps du Maroc ».

Edith Cresson interrogée à Bruxelles sur les irrégularités du programme « Leonardo »

BRUXELLES (Union européenne). Edith Cresson, le commissaire européen à la recherche, la formation et l'éducation, a été interrogée, mardi 23 février, par la commission du contrôle budgétaire du Parlement européen, sur les irrégularités commises par la société Agenor qui gérait le programme de formation professionnelle « Leonardo ». Elle a répondu que des irrégularités, entraînant le refus de payer des factures de la part de ses services, avaient maintes fois été constatées, que c'était là le lot fréquent, voire inévitable, de contrats sous-traités à l'extérieur. Mme Cresson a été interrogée de nouveau sur les raisons pour lesquelles elle avait engagé comme *« visiteur scientifique »* René Berthelot, un dentiste ami de Châtellerault, et sur les conditions dans lesquelles elle était intervenue, lorsqu'il tomba malade, pour que ses appointements continuent à lui être versés. Mme Cresson et sept autres commissaires seront auditionnés le 2 mars par le « Comité des sages » que le Parlement et la commission ont mis en place et dont le rapport est attendu pour le 15 mars. – *(Corresp.)*

Emeutes en Irak : Saddam Hussein reprend la situation en main

BAGDAD. Le gouvernement du président Saddam Hussein avait repris la situation en main, mardi 23 février, dans les régions chiites d'Irak où, selon différentes sources, des émeutes avaient éclaté ces derniers jours. Les responsables irakiens ont de nouveau démenti qu'il y ait eu des émeutes et affirmé que l'implication des Etats-Unis dans le meurtre de l'ayatollah *« n'est pas à exclure »*. A Bagdad, des diplomates ont confirmé que des *« incidents »* ont eu lieu samedi à Madinat El Saoura, banlieue de la capitale, tout en assurant que les forces de l'ordre ont rapidement ramené le calme. Des sources irakiennes en Jordanie et à Téhéran ont affirmé que les autorités ont repris le contrôle de la situation partout dans le pays, au prix d'une *« violente répression »* des chiites. – *(AFP.)*

Violents combats entre Erythréens et Ethiopiens près de Badmé

ASMARA. De violents combats continuaient, mercredi 24 février, entre forces érythréennes et éthiopiennes à la frontière entre les deux pays. Ces combats avaient débuté mardi à l'aube par une offensive des forces éthiopiennes. Une vingtaine de chars éthiopiens auraient été détruits ou capturés par les forces érythréennes. La région de Badmé, sur le front ouest où se déroulent les combats, est occupée par l'Erythrée depuis début mai. Elle représente le symbole de *« l'agression érythréenne »* pour l'Ethiopie. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **INDONÉSIE : quatre personnes ont été tuées**, à Amboine (Est de l'Indonésie), mercredi 24 février, au cours d'une deuxième journée d'affrontements entre catholiques et musulmans. Deux des victimes ont été tuées par balles, selon une infirmière, et une autre a été brûlée vive dans un incendie. Des dizaines de personnes sont grièvement blessées. – *(AFP.)*

■ **TURQUIE : les avocats turcs du chef kurde Abdullah Öcalan**, arrivés mardi 23 février à Mudanya (ouest du pays), d'où ils devaient gagner l'île-prison d'Imrali pour rencontrer leur client, ont rebroussé chemin pour Istanbul, a annoncé le Centre d'information sur le Kurdistan (KIZ) basé en Allemagne. A leur arrivée à Mudanya, quatre de ces avocats ont été hués par la foule présente sur le quai. – *(AFP.)*

■ **GABON : l'Agence française de développement (AFD) a suspendu** le financement des projets au Gabon, en raison de l'accumulation des impayés gabonais, a annoncé, mardi 23 février, le directeur de l'antenne locale, Yves Boudot. L'AFD intervient dans plusieurs projets, dont la construction de routes et l'assainissement des rues de Libreville. – *(Reuters.)*

■ **ÎLE MAURICE : banques, bureaux et établissements scolaires ont fermé**, mardi 23 février à Port-Louis, la capitale de l'île Maurice, après trois jours d'émeutes provoqués par la mort en garde à vue de Joseph Reginald Topize, alias « Kaya », un chanteur de reggae très populaire. « Kaya », âgé de trente-neuf ans, est mort trois jours après avoir été arrêté pour avoir fumé de la marijuana au cours d'un meeting en faveur de la dépénalisation des drogues douces. – *(AFP, Reuters.)*

Prêt d'urgence à la première banque roumaine

BUCAREST. La banque centrale roumaine a accordé un prêt d'urgence, équivalent à 200 millions de dollars (182 millions d'euros), à Bancorex, la plus importante banque roumaine, alors que des centaines de déposants se précipitaient à ses guichets, mardi 23 février, au lendemain de la démission de son conseil d'administration. Celle-ci fait suite aux pressions de la Banque mondiale sur cette institution opaque détenue à 62 % par l'Etat. Une autre mesure extrême – l'augmentation du prix de l'essence – est réclamée par le Fonds monétaire international (FMI), dont une délégation, présente à Bucarest depuis dix jours, débat des conditions d'octroi de prêts indispensables pour payer les intérêts de la dette extérieure – 2,8 milliards de dollars (2,5 milliards d'euros) dus en 1999. Par ailleurs, l'agence Moody a sanctionné le pays en lui attribuant la plus mauvaise note qu'il ait jamais connue, Caa 1, pour sa dette intérieure. – *(Corresp.)*

ROME 920 F 140,25 €
MALTE 990 F 150,92 €
ATHENES 1 250 F 190,56 €
MARRAKECH 1 300 F 198,18 €
*LES ANTILLES 2 490 F 379,60 €
CAYENNE 2 660 F 405,51 €
BAMAKO 2 890 F 440,58 €
SAINT DOMINGUE 3 350 F 510,70 €
MADAGASCAR 3 900 F 594,55 €
**TAHITI 5 580 F 850,66 €

LISBONNE 890 F 135,68 €

VOLS ALLER RETOUR
DEPART DE PARIS
*DEPART DE LYON, MARSEILLE, TOULOUSE, NANTES
DEPART DE BREST 2 890 F ou 440,58 €
** REDUCTION DE 33 % POUR UNE 2e PERSONNE
EN CLASSE HORIZON
A CERTAINES DATES
HORS TAXES AERIENNES
200 AGENCES EN FRANCE
http://www.nouvelles-frontieres.fr

les vols

NOUVELLES FRONTIERES
Voyager ça fait avancer

هكذا من الاصل

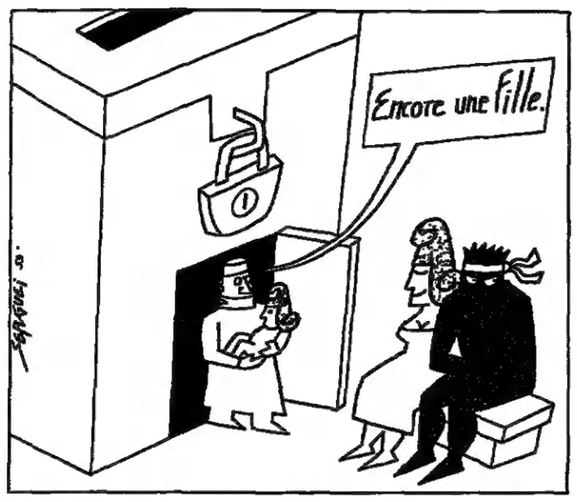
ELECTIONS Les Corses sont appelés à retourner aux urnes, le 7 et le 14 mars, pour élire les 51 conseillers à l'Assemblée territoriale, après l'annulation du scrutin de mars 1998 par le Conseil d'Etat. Le premier enjeu de ces élections est de savoir si *la droite – dont la principale liste associe Jean Baggioni (RPR) et José Rossi (DL) –* conservera la majorité préservée de justesse il y a un an. ● LES NATIONALISTES, en crise, ne sont pas assurés de passer le cap du premier tour. ● LA GAUCHE reste divisée. A côté de la liste conduite par Emile Zuccarelli, Simon Renucci entend incarner une conception plus transparente de la vie politique dans l'île. ● UN AN après l'assassinat du préfet Claude Erignac, la politique d'établissement de l'Etat de droit se traduit par un renforcement tous azimuts des contrôles en matière fiscale, d'urbanisme ou de prestations sociales.

Le rétablissement de l'Etat de droit en Corse soumis au verdict des urnes

L'élection, les 7 et 14 mars, des conseillers de l'Assemblée territoriale constitue un premier test de la volonté des insulaires d'accompagner la politique de restauration de l'autorité républicaine, un an après l'assassinat du préfet Claude Erignac

BASTIA
de notre correspondant

Le véritable enjeu de l'élection des conseillers à l'Assemblée de Corse, le 7 mars et le 14 mars, est double. Il s'agit d'abord de savoir si la droite conservera la majorité préservée en mars 1998 au prix d'une coalition forcée assurant au camp libéral 26 des 51 sièges de l'Assemblée territoriale et, par là même, la totalité des présidences aux offices et agences lui permettant une mainmise exclusive sur le fonctionnement public de la région. L'autre enjeu sera d'apprécier la capacité des nationalistes à être présents au second tour, c'est-à-dire de franchir la barre éliminatoire des 5 % des suffrages exprimés au premier tour. Chacun s'accordant à croire que la présence des nationalistes dans l'enceinte élue au suffrage universel assurerait à ce courant de pensée une légitimité démocratique que d'autres voies de reconnaissance, par exemple par la violence armée, condamnent.



RIVALITÉS PERSONNELLES

Les circonstances suffisamment hasardeuses de ce double enjeu autorisent chacun, à droite ou à gauche, à espérer tirer profit d'une situation beaucoup moins évidente qu'il n'y paraît. Outre le Front national, qui sera encore présent sous la direction du lepéniste Roger Holeindre, la droite traditionnelle a sérieusement resserré les rangs pour ne présenter cette année que trois listes concurrentes, alors qu'en mars 1998 elles étaient cinq. L'alliance, dès le premier tour, des listes du RPR et de l'UDF, respectivement conduites l'an dernier par le gaulliste Jean Baggioni, président du conseil exécutif territorial sortant, et par l'ancien ministre José Rossi (DL), président de l'Assemblée de Corse, donne à l'union une consistance politique que les rivalités personnelles entre les deux hommes forts de la Corse libérale ont quelquefois tendance à cacher.

La pugnacité et la force de travail incontestable de M. Baggioni a permis au député européen de bénéficier, cette fois-ci, de l'investiture que le RPR lui avait boudée l'an passé. Philippe Séguin, influencé à l'époque par Charles Pasqua, avait tenté de mettre en lice le très controversé Paul Natali, ancien président divers droite du conseil général de Haute-Corse devenu, depuis sa défaite, sénateur RPR de la Haute-Corse. Astucieux renvoi d'ascenseur ou prudence préventive ? Toujours est-il que, cette année, et contrairement à son habitude, M. Natali ne présentera pas de liste concurrente et soutiendra très officiellement les candidats de L'Alliance.

Cette configuration plus resserrée de la droite permettra à M. Rossi d'économiser sa propre combativité électorale pour mieux servir la cause de la présidence de l'Assemblée de Corse, dont il souhaite contribuer à améliorer l'efficacité, ce qui ne saurait nuire à sa crédibilité personnelle dans l'opinion. Une façon, pour le député de la Corse-du-Sud, de capitaliser pour des échéances à plus long terme...

DÉBATS ÉVACUÉS

Ces calculs n'empêcheront pas deux autres listes de briguer les suffrages des électeurs libéraux de Corse. *« Une façon de ratisser large »*, commente-t-on ici et là. Philippe Ceccaldi, habitué des listes autonomes à droite, sera de nouveau présent. Sa stratégie est, comme en 1998, d'être une force indispensable à une coalition libérale au mmoment de l'élection du conseil exécutif de Corse. Le docteur Jean-Louis Albertini, à la tête de la troisième liste de droite, ambitionne le même rôle, tout en espérant devenir le champion incontesté de la droite à Bastia, citadelle traditionnelle de l'union de la gauche. Stratégie individuelle *« ni à droite ni à gauche »* : c'est ainsi que se définit Toussaint Luciani, dont la liste avait obtenu quatre élus en 1998. Plus que l'an dernier, cette liste espère pouvoir constituer une force d'appui à *« une majorité de projets »*.

La marge de manœuvre de la gauche « plurielle », qui aurait pu être plus souple, est devenue très étroite du seul fait de sa stratégie de composition paritaire entre le Parti radical de gauche, le Parti communiste français et le Parti socialiste. Cette règle a privilégié les appareils des partis au détriment des personnalités ayant contribué aux débats publics depuis un an dans l'île. Ainsi, les femmes, dont les initiatives sur les questions de société pèsent d'un poids non négligeable dans l'opinion, ou les responsables associatifs, dont le rôle est essentiel dans le monde du travail ou dans les cités suburbaines, ou encore les élus des petites communes rurales en butte aux graves questions de désertification, de formation ou de développement économique, ont-ils été négligés au point qu'une seconde liste de gauche a été constituée à l'initiative du docteur Simon Renucci, véritable chef de file de l'alternance de gauche à Ajaccio *(lire ci-dessous)*.

Les nationalistes, divisés en cinq listes concurrentes, peuvent-ils espérer conserver une représentation dans la future Assemblée de Corse ? Arithmétiquement, leur division est moins forte qu'en 1998 puisque, à l'époque, six listes briguaient les suffrages des électeurs. Le choc produit dans l'opinion par l'assassinat du préfet Claude Erignac allait en leur défaveur. Malgré ce contexte difficile, la liste réputée la plus radicale, celle de Corsica Nazione, solidaire du FNLC-canal historique, parvenait seule à franchir la barre des 5 % du premier tour pour, finalement, compter cinq élus à l'issue du second tour.

Cette année, les arguments de campagne électorale, partagés d'ailleurs par les listes concurrentes à la gauche, s'articulent principalement autour des critiques visant la méthode d'établissement de l'Etat de droit telle que l'administre le préfet Bernard Bonnet. Sont également critiquées les méthodes réputés musclées des interventions policières dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du préfet Erignac. L'abrogation des arrêtés Miot alimente, enfin, la grogne dans l'île : la suppression de cette spécificité fiscale insulaire suffit à nourrir l'idée sommaire d'un retour contraint de la Corse dans le droit commun.

En définitive, cette campagne électorale est étonnante puisque, taisant ses propres divisions, chaque camp tente de capter l'électeur en l'appelant moins à voter pour une idée ou un projet que contre un adversaire politique.

Michel Codaccioni

Au moins 826 suffrages irréguliers

Le Conseil d'Etat a annulé, le 18 décembre 1998, les élections territoriales des 15 et 22 mars 1998 en Corse, en raison de *« suffrages irréguliers »* qui, selon la haute juridiction administrative, *« ne sont pas restés sans influence sur les résultats des deux tours de l'élection »*. Le Conseil a comptabilisé *« au moins 826 suffrages irrégulièrement exprimés »*, parmi lesquels, *« pour plus de 430 électeurs, une signature manifestement différente a pu être relevée sur les listes d'émargement entre le premier et le second tour de scrutin »*.

Saisi par une requête en annulation déposée par Edmond Simeoni (Union du peuple corse), à qui il avait manqué 41 voix pour que sa liste puisse se maintenir au second tour, le Conseil d'Etat a, en outre, noté que l'annulation de 298 suffrages aurait suffi pour que la liste nationaliste de Jean-Guy Talamoni tombe au-dessous du seuil des 5 % des suffrages exprimés au premier tour et ne puisse donc pas être présente au second tour.

PROFIL

SIMON RENUCCI, UN TON NOUVEAU

Ce pédiatre quinquagénaire est entré tardivement en politique. Son élection, en mars 1998, au conseil général de Corse-du-Sud et à l'Assemblée de Corse, où il figurait sur la liste de la gauche « plurielle » conduite par Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, a donné le ton à un nouveau discours par la gauche insulaire. La cohérence entre les promesses et les réalisations ou la transparence du discours en sont les principes de base. Mais, au fil des mois, le divorce a été consommé. *« J'ai fait pendant les huit mois de présence sur les bancs de l'Assemblée de Corse l'expérience de mon isolement. J'ai été abandonné par mes colistiers. »* En fait, M. Renucci souhaitait que l'Assemblée se prononce par voie de motion *« sur le soutien à la politique de l'Etat de droit »*. Ce débat ne fut jamais inscrit à l'ordre du jour.

Aujourd'hui, le docteur Renucci, dont l'image charismatique d'un médecin humaniste dépasse les frontières électorales d'Ajaccio, regroupe sur sa liste le plus grand nombre de femmes mais aussi des personnalités de gauche engagées dans le développement intercommunal, des universitaires, des chefs d'entreprise et des élus locaux anciens colistiers de M. Zuccarelli. M. Renucci devrait donc permettre à la gauche de capter un électorat plus large. Toute la question, pour ce candidat d'une gauche qui se veut ferme dans ses engagements, est de savoir dans quelles conditions, en cas de sélection au second tour, un accord avec la liste de gauche « plurielle » pourra être conclu *« sans perdre* [son] *âme et le sens de* [son] *engagement »*.

M. Co.

Cinq listes nationalistes en compétition

LES ÉLECTIONS à l'Assemblée de Corse n'en sont pas à un paradoxe près. Le docteur Edmond Simeoni, chef de file charismatique des régionalistes de l'Union du peuple corse (UPC), ne sera pas candidat le 7 mars. C'est pourtant lui qui a engagé le recours en annulation des élections territoriales de mars 1998 et qui a obtenu gain de cause. L'absence de M. Simeoni est symptomatique de la nouvelle crise que traversent les nationalistes.

Les maîtres mots de leurs discours sont *« union »* et *« refondation »*. Ainsi cinq listes sont-elles en compétition sur les seuls thèmes du nationalisme à reconstruire. Trois d'entre elles répondent à des agrégations groupusculaires issues des principaux partis nationalistes tels qu'ils existaient avant l'implosion de la mouvance en 1995. U Rinnovu Naziunale regroupe notamment des anciens militants issus du Mouvement pour l'autodétermination (MPA), de l'Accolta Naziunale Corsa (ANC) et de l'UPC. Uniti est composé d'anciens militants adhérents de A Cuncolta, de l'UPC et des écologistes nationalistes. Enfin, A Manca Naziunale associe les tenants traditionnels d'une gauche nationaliste et indépendantiste.

L'UPC, dont la première étape d'une crise interne se traduit actuellement par la mise à l'écart des frères Simeoni et de certains des cadres fondateurs du mouvement, se présente sur une argumentation moinspolitique que sociale, économique et culturelle. Corsica Nazione reconduit la même liste que celle présentée en 1998. La campagne des indépendantistes est centrée sur la dénonciation de la politique d'établissement de l'Etat de droit ou sur la critique des méthodes d'investigation policière dans l'affaire Erignac. Ces deux dernières listes espèrent franchir la barre des 5 % nécessaires à leur participation au second tour.

JUSQU'OÙ POUSSER LA PARTICIPATION ?

Dans ce cas, l'une et l'autre savent que l'électorat nationaliste, dans son ensemble, trouvera une raison de mobilisation au-delà des clivages du moment. Toute la différence se fera sur leur futur mode de participation à la vie de l'institution. L'UPC indique déjà sa volonté de contribuer au développement d'une politique identitaire dans le cadre de la République française. Alors que Corsica Nazione a toujours affirmé sa vocation à défendre les principes de la *« souveraineté nationale »*.

M. Co.

Fiscalité, urbanisme, allocations sociales : renforcement tous azimuts des contrôles dans l'île

LA FISCALITÉ, la distribution de la manne publique, l'organisation des marchés publics, le fonctionnement des organismes sociaux ou l'aménagement du littoral, il est peu de domaines de la vie quotidienne des Corses qui n'aient été touchés, depuis un an et l'assassinat du préfet Erignac, par la mise en place de nouvelles procédures et des contrôles plus rigoureux. L'Etat, lui-même, a nommé de nouveaux fonctionnaires à la tête de son administration tout en engageant des vérifications sur la gestion des fonds publics au sein des organismes publics locaux et des collectivités locales.

L'instauration de l'Etat de droit, qui entendait mettre un terme au racket de la manne publique organisé par certains clans au détriment de la population dans son ensemble, a bénéficié, dans un premier temps, d'un accueil favorable. Le clientélisme social, vécu depuis longtemps comme une fatalité, était désigné comme le premier mal dont souffrait la Corse. Les arrestations massives opérées dans le cadre de l'enquête sur la mort du préfet Erignac, l'attitude rétive d'un grand nombre d'élus locaux face à ces changements et l'application maladroite, dans certains cas, des nouvelles règles ont pu laisser croire, dans un second temps, que la politique affichée par l'Etat se résumait à la stigmatisation de la société insulaire.

● **Domaine fiscal.** Secteur sensible, la fiscalité permet d'apprécier au plus juste l'évolution des réflexes *« d'habitudes »*, comme les désigne le gouvernement. Le recouvrement de l'impôt sur le revenu, s'il accuse 10 points de retard par rapport à la moyenne nationale, a progressé de 3,5 % en 1998, atteignant 83,5 %. Par ailleurs, près de dix mille personnes ont décidé de payer mensuellement leurs impôts. Les recettes de TVA ont connu une hausse de 17,5 % par rapport à 1997. Ce résultat a été obtenu, en grande partie, grâce aux règles de la zone franche qui rendent obligatoire la déclaration de la TVA pour bénéficier des avantages liés à ce statut fiscal. Près d'un millier de chefs d'entreprise se sont, par ailleurs, engagés auprès de l'administration à rembourser leur dette fiscale et sociale.

Dans le même temps, l'Etat a accru la pression sur les mauvais payeurs. Les contrôles fiscaux ont augmenté de 43 % entre 1996 et 1998 . Les banques ont été mises à contribution par le Trésor public, qui leur a demandé de relayer plus fidèlement l'action de l'Etat en multipliant les saisies sur comptes bancaires, qui ont augmenté de 50 % en 1998. Les conditions de paiement des amendes paraissent avoir également évolué – 80 % des arriérés de contraventions ont été recouvrés pour l'année 1996. Le règlement spontané des amendes pénales a atteint 57 % à la fin 1998 contre seulement 7 % quelques mois plus tôt.

● **Domaine social.** Traditionnellement décrit comme objet d'un clientélisme important, le secteur social a été contrôlé aussi bien par des inspections administratives que par des procédures judiciaires, dont la plupart sont encore en cours. Grâce à une bonne saison touristique 1998 – la fréquentation de l'île ayant augmenté de 15 % par rapport à 1997 –, le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 5 % et celui des jeunes de moins de 26 ans a baissé de 13 %. Si le taux de chômage reste supérieur à celui enregistré sur le continent, ce paramètre permet de nuancer le constat négatif qui est aujourd'hui dressé par les élus locaux.

L'obtention des prestations sociales a été réformée. Le taux de refus de l'allocation adulte handicapé a progressé de 10 % à 50 %. Les autorités préfectorales ont mis en place un plan de contrôle de gestion du revenu minimum d'insertion ainsi que des mesures de prévention pour améliorer le recouvrement des cotisations Urssaf et d'Assedic. Enfin, la liste des médecins agréés pour les contrôles inhérents à l'obtention des aides sociales a été réduite de moitié.

● **Aménagement du territoire.** L'urbanisme, les marchés liés au bâtiment et aux travaux publics, l'aménagement du littoral ont donné lieu à plus de recours devant les tribunaux ou les juridictions administratives. Plus de huit cents dossiers ont été étudiés par la direction départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, soit une augmentation de 23 % par rapport à 1997. Parmi ces affaires, 295 cas d'irrégularités ont été découverts et 42 infractions graves relevant des tribunaux ont été dénoncées.

Pour sa part, le préfet de la région Corse, Bernard Bonnet, a transmis à la justice, en 1998, au titre de l'article 40, qui oblige les fonctionnaires à dénoncer des faits supposés délictueux, près de 80 dossiers mettant en cause des décisions prises en matière d'urbanisme par des maires de toutes tendances politiques. Cette démarche, jusqu'alors inusitée, a notamment conduit à la destruction de villages de vacances, de murs construits illégalement ainsi qu'à l'annonce d'une réforme importante de l'aménagement du littoral. Le tribunal administratif a été saisi à 128 reprises par la préfecture pour des problèmes de légalité de procédures qui concernaient, dans plus d'un tiers des cas, des affaires d'urbanisme.

Jacques Follorou

Enquête sur la mise en cause de M. Baggioni

Le ministère de la défense a ouvert, mardi 23 février, une enquête après la publication d'une note de la direction de la protection de la sécurité de la défense, par l'hebdomadaire *Le Point* daté du 19 février, relative à l'enquête sur l'assassinat du préfet Erignac. Ce document présentait, notamment, le président de l'exécutif de l'Assemblée de Corse, Jean Baggioni (RPR), sous l'intitulé *« Baggioni J »*, comme détenteur d'informations sur la mort du préfet. M. Baggioni avait annoncé, lundi 22 février, qu'il entendait déposer plainte pour diffamation et demandait que toute la lumière soit faite sur cette note. Dans un communiqué, le ministère affirme que cette note avait pour objet d'alerter les autorités de menaces visant des magistrats et des fonctionnaires de police, et précise que *« la mention supplémentaire figurant dans cette note et mettant en cause des tiers* [M. Baggioni] *à propos de l'information judiciaire sur l'assassinat du préfet Erignac était injustifiée, ce qui donne lieu à une enquête de commandement »*.

هكذا من الاصل

Jacques Chirac délivre une leçon de pédagogie sur l'enseignement professionnel

Le chef de l'Etat a visité un LEP du Loiret

SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE (Loiret)
de notre envoyée spéciale

« Monsieur le proviseur » Bernard Didier aurait pu vaciller sous les éloges. *« Qualité exceptionnelle du travail »*, *« compétence »* et *« dévouement »* des enseignants ; *« pôle d'excellence »* du lycée ; *« exemple à suivre »*. Monsieur le proviseur a souri. Monsieur le proviseur mesurait sans doute à quel point il incarnait à cet instant, pour le chef de l'Etat, le « monde enseignant mécontent de son ministre de tutelle » qu'il convenait de câliner. Jacques Chirac, qui visitait, mardi 23 février, le lycée d'enseignement professionnel de Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret), n'a en effet pas ménagé ses efforts pour offrir aux professeurs et aux élèves, le temps d'un après-midi, l'image de l'anti-Claude Allègre. A gros traits : l'écoute contre la provocation, l'hommage contre les critiques, le terrain contre les plateaux de télévision et, bien sûr, l'appel à *« une politique efficace et audacieuse »*.

Deux heures durant, le chef de l'Etat a donc sillonné les ateliers de mécanique automobile, se penchant avec intérêt sur les tableaux de contrôle technique des moteurs ou sur un prototype de panneaux solaires, admirant le profil d'un poids lourd, serrant méthodiquement toutes les mains lycéennes et organisant lui-même les séances photo. Comble du chic, il s'est même enfermé trois quarts d'heure durant avec des élèves et des enseignants du LEP dans une modeste salle de réunion. A huis clos, pour mieux prouver son désintéressement, tandis que, dehors, les élus de la région, les invités et la presse patientaient dans le froid.

Après les images, le texte. Quelques mots pour appeler le gouvernement à *« accorder tout l'intérêt qu'il mérite »* à l'enseignement professionnel et lui donner les *« moyens nécessaires à sa réussite »*. Au moment même où, à Paris, Lionel Jospin présidait une réunion interministérielle sur la formation professionnelle, M. Chirac affirmait : *« Mieux vaut se doter d'une formation professionnelle plutôt que de se lancer dans des premiers cycles universitaires sans débouché et sans lien avec l'univers économique. » « L'enseignement professionnel*, a poursuivi M. Chirac, *a été trop souvent l'oublié des réformes. Il s'est en général réformé tout seul et l'a souvent très bien fait. Le moment est venu de l'aider à progresser sur la bonne voie, celle de l'insertion économique et des parcours individualisés. »*

Cet intérêt marqué du président de la République pour l'enseignement professionnel a incité le président (PS) de la région Centre, Michel Sapin, à lui remettre, en souvenir, la collection complète, sous papier cadeau, des livres gratuits que l'assemblée régionale a décidé de financer pour les élèves entrant en BEP : un livre de français et littérature, un autre d'histoire-géographie, un ouvrage d'anglais *Easy steps*, les tomes 1 et 2 de la *Technologie fonctionnelle de l'automobile*, un recueil intitulé *Diesel diagnostic et mise au point* et un autre sur le dessin technique. M. Chirac a hoché la tête. Cette fois encore, Monsieur le proviseur a souri.

Pascale Robert-Diard

La direction du PS met la dernière main à la préparation des européennes

Ultimes discussions sur la convention « nation-Europe »

Le bureau national du Parti socialiste a terminé, mardi 23 février, la préparation du conseil national du 27 février, qui doit entériner le texte de base qu'il proposera ensuite au vote des militants. Le premier secrétaire, François Hollande, hésite à donner à la Gauche socialiste l'occasion de se démarquer.

LE BUREAU NATIONAL du PS a achevé, mardi 23 février, la discussion sur le texte préparatoire de la convention Nation-Europe des 27 et 28 mars. Samedi 27 février, le conseil national adoptera, en principe sans la participation de Lionel Jospin, le document qui sera envoyé aux militants. Un autre texte, alternatif, « Faire l'Europe sans renoncer au socialisme », présenté par d'ex-poperénistes conduits par Alain Vidalies, député des Landes, sera proposé au vote des militants ainsi que plusieurs amendements, émanant notamment de la Gauche socialiste.

En l'absence de François Hollande, et sous la houlette d'Alain Claeys, chargé de la coordination au secrétariat national et directeur de la campagne européenne, les dirigeants sont entrés dans le vif du sujet. Elaboré par Alain Bergounioux, Pervenche Berès et Pierre Guidoni, le texte de la direction (*Le Monde* du 3 février), soigneusement balancé entre la nation et l'Europe, doit servir de fil conducteur à la campagne européenne avec le Manifeste que le Parti des socialistes européens (PSE) doit adopter le 1er mars à Milan. Récusant la *« proclamation immédiate d'une sorte d' "Etat européen" absorbant les vieilles nations et exerçant l'intégralité de leurs prérogatives actuelles »*, le texte reprend l'idée d'une *« fédération d'Etats-nations »* qui doit réaliser la synthèse entre *« le fédéralisme nécessaire »* et le respect des *« compétences essentielles de la nation »*.

La direction du PS se prononce pour un nouveau traité social européen avec une Charte des droits civiques, économiques et sociaux, défendue par le PSE, et l'instauration d'un salaire minimum. Il se donne aussi l'objectif de bâtir une véritable *« Constitution européenne »*. Elaboré par Marie-Noëlle Lienemann, Harlem Désir et Gérard Filoche, le texte de la Gauche socialiste va plus loin dans le fédéralisme (*Le Monde* daté 7 et 8 février), en optant pour *« une République sociale européenne »* qui se doterait aussi d'un nouveau traité social mais en imposant, de manière contraignante, *« des critères de convergence sociale »*. L'idée serait d'instaurer un SMIC européen en cinq ans, avec un salaire minimum d'étape de *« 1 000 euros pour tous »*. Par ailleurs, la Constitution européenne qu'elle réclame devrait replacer la Banque centrale européenne *« sous l'autorité d'un pouvoir politique issu des citoyens »*.

QUATRE AMENDEMENTS

Mardi soir, Jean-Luc Mélenchon et Marie-Noëlle Lienemann ont sorti de leur texte quatre amendements sur les services publics, la Banque centrale, la République européenne et un traité social dont la non-observation pourrait entraîner des sanctions pour les Etats récalcitrants. Toute la question est de savoir quel sera le statut de ces amendements : s'ils sont *« contributifs »*, ils supposent le vote du texte de la direction et entrent dans une démarche constructive ; s'ils sont *« alternatifs »*, ils passent par un vote contre le texte de la direction et s'inscrivent dans une logique oppositionnelle.

M. Hollande tranchera, vendredi soir, sachant que si le statut alternatif l'emporte, la Gauche socialiste pourrait présenter au vote l'ensemble de son texte. D'autres amendements émanent d'Henri Nallet, d'Elisabeth Guigou, sur l'espace judiciaire européen, de Vincent Peillon et du groupe Partages de Régis Passerieux et François Rebsamen, mais leur sort n'a pas davantage été décidé.

Le débat sur le texte de la convention se mène parallèlement aux tractations sur la liste de M. Hollande. Le 19 février, juste avant l'heure limite, 335 candidatures avaient été déposées, dont 119 femmes. La commission électorale, présidée par Jean-Pierre Bel, commencera ses travaux la semaine prochaine. Pour l'heure, l'attention se focalise sur les vingt premiers, en sachant qu'il y aura autant de sortants que de nouveaux (*Le Monde* du 13 février). Mais les postulants les plus en vue pour les places éligibles sont plus nombreux que les postes à pourvoir et M. Hollande doit réaliser un triple équilibre (femmes-hommes, régions et courants). Cinq femmes sont bien placées : Adeline Hazan (Champagne-Ardenne), Michèle Sabban (Ile-de-France), Isabelle Galesne (Pays de la Loire), Catherine Guy-Quint (Auvergne) et Bettina Laville (Bourgogne). Mais six hommes ont également de bonnes chances : Bernard Poignant (Bretagne), Manuel Valls (Ile-de-France), Gilles Savary (Aquitaine), Henri Nallet (Bourgogne), Bernard Soulage (Rhône-Alpes) et Harlem Désir (Ile-de-France). La liste n'étant pas limitative, les arbitrages s'annoncent particulièrement délicats.

Michel Noblecourt

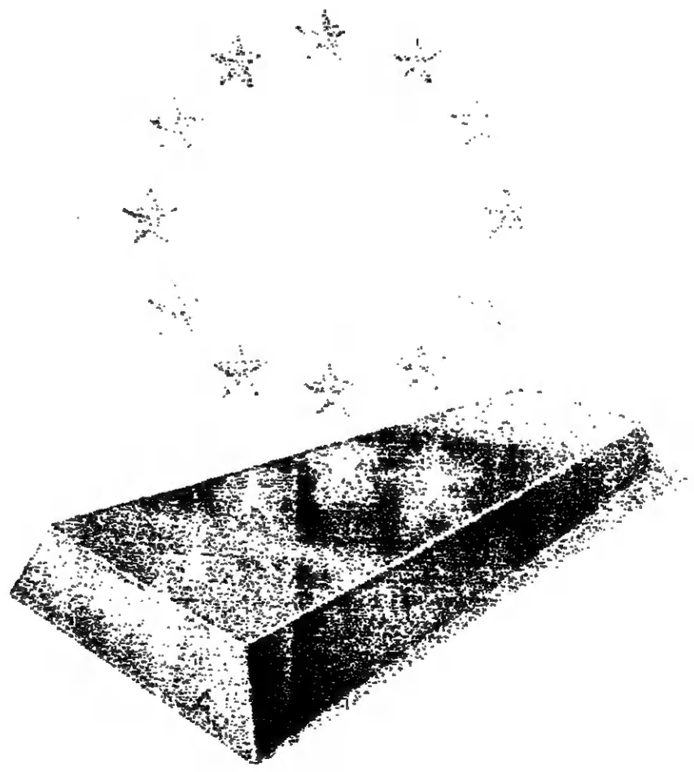
M. Giscard d'Estaing demande un « réajustement » à M. Séguin

VALÉRY GISCARD D'ESTAING revient, dans une tribune publiée par *Le Figaro* du 24 février, sur les conditions qui permettraient la constitution d'une liste RPR-UDF-Démocratie libérale aux élections européennes (*Le Monde* du 19 février), en demandant à Philippe Séguin, si sa désignation comme tête de liste *« s'avérait "non négociable" »*, *« un réajustement non seulement de son langage, mais de ses concepts intimes sur l'Europe »*. *« Il devrait s'engager à conduire la campagne électorale sur la ligne médiane de sa liste, et à ne pas accabler de sarcasmes ceux qui pensent, comme moi, que la gestion des compétences communes évoluera vers un modèle fédératif »*, écrit l'ancien président de la République.

DÉPÊCHES

■ **EUROPÉENNES : les listes de candidats aux élections européennes du 13 juin devront être déposées** entre le lundi 17 mai à 9 heures et le vendredi 28 mai à 18 heures, a annoncé le ministère de l'intérieur, mardi 23 février. La campagne officielle débutera le samedi 29 mai à 0 heure et sera close le vendredi 11 juin à minuit pour la campagne audiovisuelle, le samedi 12 juin à minuit pour les autres actions de propagande.

■ **AGRICULTEURS : Agen a été totalement paralysée**, mardi 23 février, par les agriculteurs de la Coordination rurale et du Centre départemental des jeunes agriculteurs qui entendaient exprimer leur refus de la réforme de la politique agricole commune. Cette manifestation n'a donné lieu à aucun affrontement avec des forces de l'ordre. – *(Corresp.)*



Une ère nouvelle est née avec l'adoption de la monnaie unique dans 11 pays européens... l'euro.

Et les habitants de la zone euro sont convaincus que leurs réserves nationales en or joueront un rôle majeur dans la solidité de la nouvelle monnaie et dans la santé économique de leur pays.

Selon un récent sondage d'opinion en France :

▪ 76 pour cent pensent que ces réserves en or sont importantes pour la santé économique de leur pays.

▪ 84 pour cent pensent que d'importantes réserves en or favorisent la confiance du public dont dépend toute économie nationale.

▪ 91 pour cent pensent que la Banque centrale européenne (BCE) doit maintenir des réserves en or au moins égales à celles qui soutiennent le franc aujourd'hui.

Les banques centrales de la zone euro détiennent des réserves en or de plus de 12 000 tonnes, ce qui représente de loin le plus grand fonds en or du monde. Les Français croient fermement que ces réserves renforcent la confiance du public en la monnaie unique.

WORLD GOLD COUNCIL

Enquête SOFRES juillet 1998. Pour les résultats, visitez le site : http://www.gold.org

http://www.gold.org

© 1999 World Gold Council

هكذا من الاصل

Pour Laurent Fabius, « il est grand temps qu'apparaisse la vérité »

Après les derniers témoignages, les trois anciens ministres ont exposé leurs « observations conclusives » sur le dossier. Ils ont exprimé leur émotion devant le drame vécu par les victimes et défendu leur action

LES JUGES de la Cour de justice sont de petits cachottiers. 10 h 30, mardi 23 février. Une demi-heure de retard pour commencer l'audience. Excuses du président. *« Il y a des inondations sur les voies sur berge »*... Et puis, quand vient l'ancien premier ministre Raymond Barre *(lire ci-dessous)*, il faut bien les recompter. Et là : stupéfaction ! Il manque un juge à la Cour de justice ! Un juge certes suppléant. Mais un juge absent. Comme si de rien n'était, le président Christian Le Gunehec ne mentionne ni n'explique l'irrégularité. En revanche, le président a beaucoup lu, ce week-end. Et il le fait savoir. Un livre sur la typologie des cabinets ministériels, un autre sur le travail gouvernemental. Pour la forme, Me Gérard Welzer, avocat d'Edmond Hervé, s'inquiète de savoir si les ouvrages sont, comme il se devrait, dans le dossier. *« Non, non. J'ai trouvé ça à la bibliothèque de la Cour de justice, répond le président. C'est très intéressant. »* Et de montrer les livres à la Bernard Pivot.

A « Bouillon de justice », ce mardi 23, défilent donc les derniers témoins cités par la défense. Jacques Fournier, ancien secrétaire général du gouvernement, livre les secrets de la cuisine gouvernementale et son expérience du travail interministériel. Prix Nobel de médecine, Jean Dausset indique que *« le coup de sonnette »*, à propos du sida, a été pour lui l'annonce du dépistage par Laurent Fabius, le 19 juin 1985. Plus tard, Didier Sicard, chef de service à l'hôpital Cochin, met en cause les médecins. *« On peut regretter que la communauté médicale n'ait pas fait pression sur le pouvoir politique. L'honneur de la médecine, c'est de reconnaître sa faillibilité, c'est d'assumer sa responsabilité. »* Et cet ancien président de la commission consultative de transfusion sanguine (entre 1991 et 1993) d'ajouter : *« L'enseignement de la transfusion était nul à l'Université. Il n'y avait pas de culture transfusionnelle chez les médecins. »*

« UN BOURREAU DE TRAVAIL »

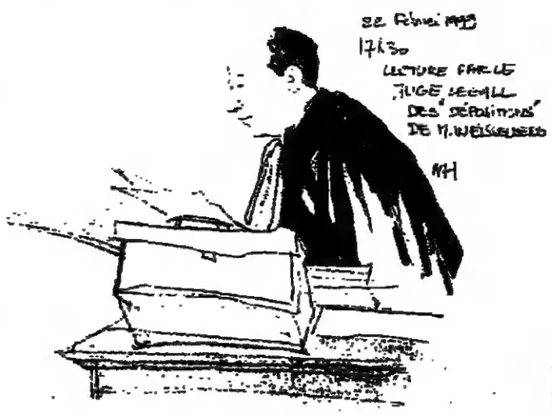
Alors, reste à la Cour de justice à fouiller le dernier arpent non exploré : le cabinet de l'ancien secrétaire d'Etat à la santé Edmond Hervé. En l'absence de Gaston Rimareix, ancien directeur de cabinet, décédé, et de Claude Weisselberg, ancien conseiller mis en examen, qui a refusé de témoigner, Jean-Martin Cohen-Solal, autre ancien conseiller, est finalement la seule mémoire vivante du proche entourage professionnel de l'ancien ministre à venir s'exprimer. Edmond Hervé, dit ce médecin aujourd'hui directeur de la Mutualité française, était *« un bourreau de travail »*, *« sérieux »*, *« impliqué »*, *« méticuleux »*, *« droit »*.

Et l'audience de balayer une dernière fois l'affaire du sang contaminé : la circulaire du 20 juin 1983 préconisant une sélection chez les donneurs de sang, son inapplication, les collectes dans les prisons. Sur ce point, le docteur Cohen-Solal indique n'avoir pas été au courant de la décision de l'administration pénitentiaire, en janvier 1984, d'autoriser l'augmentation du nombre de collectes en milieu carcéral. En revanche, il se souvient d'une réunion, fin août 1985, où *« le cabinet du garde des sceaux était réticent voire opposé à toute mesure d'arrêt de ces collectes »*, en raison notamment d'un important mouvement de surveillants de prison à Gradignan.

Puis, dans l'après-midi, le président Le Gunehec cède la parole à son assesseur Bernard Chalie pour la lecture des dépositions de Gaston Rimareix faites à la juge d'instruction Marie-Odile Bertella-Geffroy en charge du volet « non ministériel » de l'affaire. L'ancien directeur de cabinet d'Edmond Hervé disait en 1994 avoir *« très peu de souvenirs »* de ce dossier parmi tant d'autres. Dans les limbes, une information, cependant, apparaît : Gaston Rimareix indiquait *« avoir dû remettre »* au ministre le compte rendu de la fameuse réunion interministérielle du 9 mai 1985.

Alors, la défense d'Edmond Hervé s'indigne, par avance, du sort qui va être réservé au témoignage sur papier de l'ancien conseiller Claude Weisselberg, qui a refusé de témoigner.

Me Welzer et Me Maisonneuve indiquent que seuls quelques-uns des dix-neuf interrogatoires effectués par Mme Bertella-Geffroy figurent au dossier de la Cour de justice. En vain, ils ont essayé, expliquent-ils, d'obtenir l'intégralité du dossier du volet « non ministériel » de l'affaire. *« Cette méthode*, affirment-ils, *fait que, s'il y avait des éléments à décharge, nous n'avons pu y avoir accès. »*



LECTURE OU « RÉQUISITOIRE » ?

En fait de méthode, la défense va être à nouveau servie. Le président Le Gunehec cède derechef la parole à son autre assesseur, Henri-Claude Le Gall, qui – probablement par déformation professionnelle – se lance non pas dans la simple lecture des dépositions, mais dans un curieux rapport de synthèse de conseiller à la Cour de cassation. *« Un véritable réquisitoire contre mon client ! »*, tempête soudain Me Toubol-Fischer, l'avocate de Claude Weisselberg, qui se dresse au milieu du public.

Sèchement, le président Le Gunehec intervient : *« Vous n'êtes pas dans la procédure. Et nous n'avons pas à juger M. Weisselberg. »* Le conseiller Le Gall continue donc la lecture de ses morceaux choisis. Confronté à l'ancien directeur du Laboratoire national de la santé, qui indiquait avoir agi sur ses instructions pour retarder l'enregistrement du test Abbott, Claude Weisselberg refusait systématiquement de répondre aux questions du juge d'instruction. Me Toubol-Fischer bondit à nouveau : *« Ce n'est qu'un procès-verbal. Il a répondu par ailleurs dix-huit fois ! »* L'audience sombre un instant dans le chaos. Quand soudain, frappant sur la table : *« Je vous en prie, maître ! »*, crie le président.

« NOUS SOMMES ALLÉS TRÈS VITE »

Sur cette fin abrupte, les ministres sont alors conviés à exposer leurs *« observations conclusives »*. Rivé aux éléments du dossier, Edmond Hervé assure une dernière fois que son action *« a été constamment guidée par l'impératif de la santé publique »*. *« L'analyse du calendrier des décisions montre que nous sommes allés très vite. »*

Georgina Dufoix dit combien il lui a semblé important *« d'expliquer au peuple français comment se faisait une décision gouvernementale »* et *« de pouvoir parler devant ceux qui souffrent »* : *« Je ne sais pas s'ils ont pu entendre. »* Elle regrette que le rapport de l'inspecteur général des affaires sociales Michel Lucas établi en 1991 ait *« induit les gens en erreur »* (le rapport ne faisait nullement mention des collectes dans les prisons). Elle dit encore son humilité : *« On n'avait pas compris ce qui se passait. »* Et la *« lâcheté »* de *« beaucoup »* qui, avec le temps, ont ajusté leurs propos. Enfin, le *« désespoir »*, une fois l'affaire survenue, *« à la mesure de l'impression qu'avant* [le gouvernement] *avait été actif, précis et volontaire sur ce sujet »*.

Alors, debout, texte en main, Laurent Fabius jette ses derniers mots. Pour lui et pour ses ministres. En ancien chef de gouvernement. *« Je suis indigné (...) qu'on ait pu soutenir que nous aurions exposé la vie d'autrui, fût-ce involontairement, pour privilégier des intérêts économiques ou financiers. »* Et puis tout à la fin : *« Ce drame me hante depuis dix ans. On dit les politiques « blindés » ; non, ils ne le sont pas. Il est grand temps qu'apparaisse la vérité (...). »* La salle est silencieuse, l'audience est suspendue.

Jean-Michel Dumay
Dessins : Noëlle Herrenschmidt

INSTANTANÉ

LE SOUTIEN DE RAYMOND BARRE

Ce sont deux anciens premiers ministres de la France. Six mètres à peine les séparent. L'un, un peu vieilli, dépose à la barre. L'autre, au banc des prévenus, prend des notes et l'écoute. Et Raymond Barre le dit tout de go : *« Je ne pense pas que des délais excessifs sont intervenus dans cette affaire. »* Il ajoute même, jaugeant le travail de Laurent Fabius, l'un de ses successeurs à Matignon : *« C'est un exemple de rapidité. »*

Ancien premier ministre de 1976 à 1981, Raymond Barre est venu parler en homme d'expérience. Matignon, réunions interministérielles, cabinets, conseillers... Le député et maire de Lyon parle en connaissance de cause. Tout en rondeur, mains dans le dos, il dit de sa voix feutrée : *« Les mécanismes habituels ont joué. »* Puis il répond au procureur général, Jean-François Burgelin.

Le cumul des mandats ? *« Il appartient à chacun de déterminer comment il répartit son temps entre les fonctions qu'il accepte. »* Edmond Hervé, maire de Rennes, ancien secrétaire d'Etat, acquiesce. Les conseillers ministériels ? *« Il est souhaitable que des conseillers compétents puissent instruire les affaires du ministre. Mais il est important que les conseillers ne se prennent pas pour le ministre et qu'ils ne substituent pas aux administrations. Rien n'est plus dangereux que ceux qui agissent pour le compte du ministre. »*

Alors est abordée la question centrale de la responsabilité. *« Dans la mesure où le ministre a nommé les membres de son cabinet, il en est responsable politiquement »*, dit Raymond Barre. *« Nous ne serions pas des hommes politiques si nous n'acceptions pas cette responsabilité politique*, renchérit Laurent Fabius. *Le problème est que ce drame est apparu comme tel que plusieurs années après. Sur le moment, les décisions ont été jugées excellentes, voire trop rapides. C'est une des explications pour lesquelles le problème s'est porté sur le plan pénal. Et d'une certaine manière, la sanction politique a eu lieu. » « Assumez-vous vos actes ? »*, demande le président. *« Sur le plan politique, il est évident qu'il y a un tout, une responsabilité de la collectivité. Maintenant, sur le plan pénal de la responsabilité individuelle... »*

J.-M. Dy.

« On ne doit pas confondre, malgré la douleur de ceux qui souffrent, le ressentiment et la justice »

VOICI le texte intégral de la déclaration de Laurent Fabius, mardi 23 février, devant la Cour de justice de la République :

VERBATIM

« Tout au long de ces journées, je me suis attaché à répondre le plus complètement possible à vos interrogations. Demain, le parquet général prendra ses réquisitions ; les avocats, ensuite, plaideront. Puis, ainsi que l'a prévu la loi, vous aurez à vous prononcer. L'accusé est toujours par définition dans une position difficile. Il l'est particulièrement lorsqu'il est soumis depuis près de dix ans au tribunal de l'opinion, ne pouvant compter que sur la description des faits et le recours à la raison face à beaucoup d'émotion et à beaucoup de douleur.

« Au cours de ces débats, des questions très nombreuses ont été formulées. Je ne vais pas redire en cet instant ce que j'ai eu déjà l'occasion de répondre. J'espère qu'il apparaît désormais clair que pour la seule question dont j'ai été saisi, celle du dépistage obligatoire des dons de sang, j'ai agi comme premier ministre, en conscience, ainsi que je le devais, positivement et rapidement. La France a été ainsi un des tout premiers pays du monde à agir, alors même que les connaissances scientifiques étaient très incertaines et le risque faiblement perçu. L'intervention du politique, si souvent brocardé, a permis de retenir la bonne orientation, d'avancer d'au moins deux mois le calendrier que l'administration avait préparé, de mettre à bas les schémas protectionnistes que certains avaient pu échafauder. C'est ce que j'avais indiqué à la commission d'instruction qui, dans son arrêt de renvoi, y a substitué sa propre thèse.

« Mais ce soir je ne veux pas parler seulement ni surtout pour moi. Je souhaite exprimer mon soutien vigoureux à Edmond Hervé et à Georgina Dufoix, qui ont été membres de mon gouvernement et qui ont légitimement une conception élevée de leur mission. Je suis convaincu qu'ils ont agi en fonction exclusive de ce qu'ils ont perçu comme l'intérêt de la santé publique. Et je suis indigné, pour eux comme pour moi, qui avons choisi avec d'autres de consacrer toutes ces années au service de la collectivité, qu'on ait pu soutenir que nous aurions exposé la vie d'autrui, fût-ce involontairement, pour privilégier des intérêts économiques ou financiers. C'est faux pour eux ! C'est faux pour moi !

« Même si j'avais appris à bien connaître le dossier, j'ai découvert, au cours de ce procès, des éléments nouveaux, en particulier pour ce qui concerne les produits chauffés destinés aux hémophiles. J'en parle d'autant plus librement que je ne suis pas mis en cause sur ce point ; j'ai été frappé d'entendre les spécialistes, du moins ceux qui ne cèdent pas aux anachronismes, expliquer qu'à l'époque ils étaient eux-mêmes souvent ignorants. Qui, ici, s'il avait été lui-même à la place d'Edmond Hervé et de Georgina Dufoix, s'il avait reçu les mêmes informations et les mêmes recommandations que celles qui leur furent fournies, qui peut assurer avec certitude qu'il aurait pour la question du chauffage agi autrement ?

« Les cabinets ministériels ont été fortement mis en cause. Bien sûr, chaque système est perfectible. Pour autant, je crois qu'il serait trop rapide de situer là l'explication du drame. D'abord parce que l'existence des cabinets est un phénomène qui s'est développé non seulement dans les ministères d'un très grand nombre de pays, mais aussi à d'autres niveaux plus modestes de l'action publique, et plus généralement dans beaucoup de secteurs de notre société hypercomplexe. Ensuite parce que, en tout cas pour Matignon comme pour l'Elysée, qui ne disposent pas d'une administration en propre, on voit mal comment fonctionner sans cabinet. Enfin et surtout parce que, même si les règles de fonctionnement des cabinets en eux-mêmes et par rapport à l'administration doivent être précises, beaucoup dépendent des femmes et des hommes qui y servent ; or on ne peut qu'être frappé par la grande qualité, le sens de l'intérêt général de ceux que nous avons entendus témoigner, alors même que plusieurs d'entre eux se trouvent dans une situation judiciaire et humaine très difficile.

« Le professeur Riccœur, dans son exposé d'une exceptionnelle hauteur de vue, a souligné qu'on ne devait accepter dans ce drame ni la diabolisation – les ministres transformés en boucs émissaires – ni la fatalité – c'est ainsi et on n'y peut rien ! Il ne m'appartient pas, à la place où je suis, de disserter devant vous sur les causes réelles de ce drame sanitaire. Au moins dois-je citer, et seulement citer, pour faire droit à la vérité, le caractère radicalement nouveau du virus et la difficulté, même pour les plus grands savants, d'en comprendre à l'époque les mécanismes ; citer aussi le cloisonnement de la recherche scientifique et le poids des institutions et des savoirs établis ; la méfiance évidente du monde médical dans notre pays envers toute intervention de l'Etat surtout lorsqu'il s'agit de recommander des comportements collectifs interférant avec le fameux colloque singulier entre patients et médecins ; les pratiques de surtransfusion et l'ancienne organisation de la transfusion, réputée sûre et qui ne l'était pas ; la faiblesse de certaines administrations, leur insuffisance en moyens humains ; sans oublier des comportements personnels dont certains ont été pénalement condamnés par les tribunaux. J'ajoute à cette liste de causes une approche tardive, pour ne pas dire humiliante, de l'indemnisation qui, additionnée pendant un temps à une utilisation tendancieuse du drame, l'a fait percevoir comme un scandale.

« Car si le drame a eu lieu partout dans le monde, et si la mise en cause des responsables politiques est spécifique à notre pays, n'est-ce pas lié surtout au rapport des citoyens avec « les politiques » en France, cette mise en cause permettant au corps social de trouver à ses difficultés et à ses malheurs une explication commode, même si celle-ci n'est pas fondée ? D'où ce procès devenu nécessaire mais dans lequel – c'est toute la difficulté – on ne peut pas et on ne doit pas confondre, malgré la douleur de celles et ceux qui souffrent, le ressentiment et la justice. Oui, nous sommes en face d'une catastrophe avec un faisceau de causes, un enchaînement de circonstances, les unes inévitables comme l'incertitude scientifique et sans doute la sous-estimation du risque, les autres moins contingentes comme les défaillances du système transfusionnel français ou l'insuffisante culture de santé publique de notre pays. Il y a une injustice monstrueuse à ce que des innocents aient ainsi reçu la maladie et souvent la mort. Cette injustice-là demeure, même lorsque tout le processus a été mis à plat et les responsabilités de chacun établies. Elle est irréparable, elle ne pourra jamais cesser.

> « On dit les politiques "blindés" ; non, ils ne le sont pas »

« Dans les quelques phrases que j'avais prononcées au début du procès, j'avais espéré que celui-ci permettrait de vérifier si toutes les leçons avaient été tirées. On ne sera jamais assez vigilant sur ce point. Il serait déplacé dans ma situation d'en parler en détail. Au moins puis-je et dois-je aborder, avant de terminer, la question de la responsabilité car elle est au cœur du débat judiciaire. Autant je crois – et c'est le sens de la loi qui a créé cette Cour – que les dirigeants politiques ne doivent pas être par principe à l'abri de toute responsabilité pénale, autant il serait extrêmement dangereux, confondant le politique et le pénal, de faire jouer la responsabilité pénale à tort, car on aboutirait alors à l'inverse du but recherché, c'est-à-dire au risque de voir les responsables refuser de se saisir des problèmes les plus difficiles, refuser de décider, bref la paralysie et finalement – par un retournement paradoxal – l'irresponsabilité. Ce serait un immense recul qu'une société dans laquelle l'autorité publique, nationale ou locale, répugnerait désormais à s'engager et à traiter les problèmes de fond par crainte d'avoir ensuite à en subir les conséquences pénales si une difficulté peu prévisible, directe ou indirecte, venait à se produire.

Tout au long de ce procès, avec les ministres, j'ai expliqué, j'ai précisé, j'ai répondu. Ces explications ne sont en rien indifférence envers ceux qui ont souffert, au contraire. Témoignant, il y a déjà longtemps, au premier procès, le procès Garretta, j'avais dit, pensant aux victimes : *"Dans un tel drame, personne ne peut se sentir exonéré, même s'il a agi comme il faut."* Je le dis à nouveau ce soir. Ce drame me hante depuis dix ans. On dit les politiques "blindés" ; non, ils ne le sont pas. Il est grand temps qu'apparaisse la vérité, et ce sont ceux qui souffrent, d'abord, qui y ont droit : même si cette vérité n'est pas celle qu'ils ont crue ou celle qu'on leur a fait croire. La vérité, c'est-à-dire celle que vous établirez en rendant la justice. »

هكذا من الاصل

(Publicité)

Vous êtes aujourd'hui 2,4 millions d'actionnaires.

Merci de votre confiance et bienvenue à bord de votre compagnie.

Information actionnaires : n° vert 0 800 320 310.

AIR FRANCE

Vous avez raison d'y croire

هكذا من الاصل

MÉDECINE Dans un avis qui devait être adopté mercredi 24 février, le Conseil économique et social (CES) dresse un sévère constat des dispositifs de prise en charge des malades en fin de vie. ● SOULIGNANT les insuffisances du cadre réglementaire en vigueur, le CES recommande au gouvernement l'adoption d'une loi d'orientation et de programmation sur les soins palliatifs ainsi que la création d'un *« congé d'accompagnement »* pour les proches des mourants. ● LE SÉNATEUR Lucien Neuwirth (RPR, Loire) explique, dans un entretien au *Monde*, pourquoi la commission des affaires sociales du Sénat a voté une proposition de loi sur les soins en fin de vie. ● UNE ÉTUDE publiée dans *The New England Journal of Medicine*, daté du 18 février, dresse le bilan de la première année d'application de la loi sur le *« suicide médicalement assisté »* dans l'Oregon.

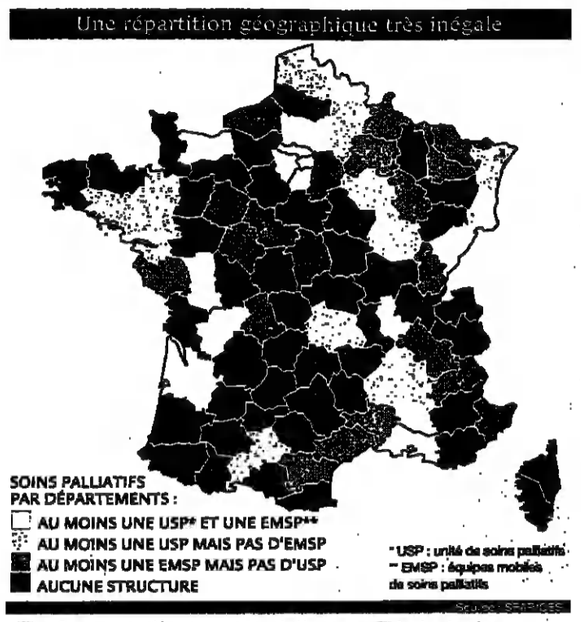
Les graves carences de l'accompagnement des malades en fin de vie

Dans un avis adopté mercredi 24 février, le Conseil économique et social dénonce les insuffisances de la prise en charge médicale des mourants. Il préconise l'adoption d'une loi d'orientation sur les soins palliatifs et la création d'un congé spécifique pour les proches

COMMENT améliorer les conditions dans lesquelles plus de 150 000 personnes trouvent chaque année en France la mort au terme d'une maladie longue et incurable ? Après un rapport d'informations sur les soins palliatifs rédigé par le sénateur Lucien Neuwirth (RPR, Loire), suivi d'une proposition de loi votée à l'unanimité par la commission des affaires sociales du Sénat, le Comité économique et social (CES) devait adopter, mercredi 24 février, un avis sur *« l'accompagnement des personnes en fin de vie »*. Le CES avait été saisi, le 12 novembre 1998, par Lionel Jospin, peu de temps après la présentation faite dans ces colonnes par Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, d'un programme triennal de lutte contre la douleur et de développement des soins palliatifs (*Le Monde* du 24 septembre 1998).

On estime à environ 535 000 le nombre de personnes décédées chaque année en France. Tous ces décès ne sont pas imputables à des pathologies. En pratique, les soins palliatifs et d'accompagnement concernent principalement les cancers, les troubles neurologiques dégénératifs (sclérose en plaques, maladie de Parkinson, sclérose latérale amyotrophique, maladie d'Alzheimer et sida), soit, au total, environ 150 000 personnes par an. Apparu en Angleterre il y a plus de trente ans, le concept de soins palliatifs (qui ne visent pas à la guérison, mais au soulagement des patients) est encore en grande partie ignoré tant dans le tissu hospitalier public que privé. Pour leur part, les autorités politiques et sanitaires ne se sont guère investies dans un domaine jugé peu gratifiant.

S'il n'est pas nouveau, le constat du CES n'en est que plus sévère : la prise en charge médicale des derniers jours ou des dernières semaines de vie des personnes atteintes de maladies incurables souffre dans notre pays d'inacceptables carences. *« L'approche des soins palliatifs n'a été introduite que très progressivement depuis 1986, date à laquelle fut publiée la circulaire du 26 août*, rappelle le CES. *A partir de ce texte peu contraignant et aux fondements juridiques incertains, se sont développées nombre d'expériences de prise en charge des soins palliatifs en institutions et dans une bien moindre mesure, à domicile. Les structures (...) continuent de se développer essentiellement à partir de l'engagement militant de quelques-uns, sans ligne directrice, sans vision planificatrice et sans financement spécifique. »* Le CES déplore la répartition géographique très inégale des dispositifs de prise en charge des malades en fin de vie et il en détaille les graves insuffisances.



Plus de quarante départements sont dépourvus de toute structure de soins aux personnes en fin de vie.

● **Les unités fixes de soins palliatifs**

54 unités, correspondant à 576 lits, offrent une prise en charge à la fois médicale, psychologique et sociale du patient et de son entourage. Ces unités accueillent généralement des malades adultes en phase dite « terminale ». La durée moyenne de séjour y est de moins de trente jours et plus de 80 % des patients y décèdent. Ces unités *« sont (...) généralement isolées et les coordinations avec le milieu hospitalier se font mal*, observe le CES. *(...) De nombreux obstacles techniques et financiers obèrent aujourd'hui les potentialités d'un développement cohérent de l'offre. »*

● **Les équipes mobiles**

Les missions dévolues aux 74 équipes existantes sont fondées sur l'idée d'une continuité des soins et de l'accompagnement, continuité qui ne peut pas être mieux assurée que par les services de l'établissement au sein duquel le malade est (ou a été) soigné, parfois depuis de nombreuses années. Pour le CES, la situation qui prévaut *« est hétéroclite »* et commande une *« remise en ordre urgente ». « Les moyens humains et matériels qui y sont affectés restent nettement insuffisants et l'on note une absence, trop fréquente, de réelles pluridisciplinarités »*, ajoute le CES, qui pointe l'absence de *« statut administratif clair »* des équipes mobiles.

● **Les soins au domicile**

La carence en la matière est quasi générale et, si l'on en croit les sondages, plus de 70 % des Français souhaitent pouvoir vivre leurs derniers instants chez eux, entourés de leurs proches – une situation qui ne concerne, en moyenne, qu'un mourant sur quatre. *« Bien coordonnée, la prise en charge d'une personne en fin de vie à son domicile est souvent possible sans effort financier exagéré pour les familles et pour la collectivité*, peut-on lire dans le rapport du CES. *(...) Le maintien d'un malade en service actif hospitalier revient de 3 000 à 5 000 francs par jour, son transfert en unité de soins palliatifs ramène ce coût aux environs de 2 200 francs par jour et son retour au domicile, avec une prise en charge de qualité, fait descendre le coût journalier aux alentours de 1 200 francs. »*

Pour remédier à la situation, le CES préconise l'ouverture d'une unité de soins palliatifs (comportant au minimum dix à quinze lits) dans chaque centre hospitalo-universitaire, ainsi que la création d'au moins une unité de soins palliatifs par département. Il recommande surtout la promulgation d'une loi d'orientation et de programmation sur les soins palliatifs, estimant que ce dispositif législatif devra être l'occasion d'un *« engagement financier conséquent de la société envers ceux qui vont la quitter, leur entourage et ceux qui les soignent. »* Cet investissement devrait se faire, selon le Conseil, hors de toute contrainte liée au taux général d'évolution annuelle des dépenses de santé.

Le CES analyse enfin les divers autres obstacles s'opposant au développement, en France, des soins palliatifs, qu'il s'agisse de l'enseignement et de la formation du corps médical et paramédical (*« sans stratégie d'ensemble, sans moyens, sans objectifs »*) ou des difficultés auxquelles se heurtent les proches des mourants. *« Aujourd'hui, un salarié souhaitant pouvoir accompagner un proche en fin de vie a deux possibilités : négocier avec son employeur des autorisations d'absence ou des aménagements d'horaires ou encore prendre un congé dans la limite de ses droits. A défaut, il cherchera à obtenir un certificat médical assorti d'un arrêt de travail. Cette dernière solution est, semble-t-il, très pratiquée »*, explique le CES.

Dans son avis, le Conseil préconise l'instauration, par la loi, d'un congé d'accompagnement qui serait ouvert à toute personne devant interrompre ou réduire son activité professionnelle pour accompagner un parent à l'approche de la mort. *« Ce congé devrait être complété par une prestation compensatrice forfaitaire (...) allouée à toute personne bénéficiant d'un congé d'accompagnement, quelle que soit sa situation (salarié du secteur privé ou public, actif non salarié)*, précise le CES. *Cette prestation d'un montant significatif serait destinée à compenser partiellement la perte de revenus. Elle devrait relever d'un financement collectif et solidaire. »* L'instauration de ce congé apparaît, selon le CES, comme *« la condition sine qua non du développement en France de l'accompagnement de la fin de vie à domicile. »*

J.-Y. N.

TROIS QUESTIONS A...

LUCIEN NEUWIRTH

1 Quelles sont les raisons qui ont conduit le sénateur (RPR, Loire) que vous êtes à déposer une proposition de loi sur les soins palliatifs qui vient d'être signée par tous les membres de la commission des affaires sociales du Sénat ?

C'est, tout simplement, le constat des extraordinaires insuffisances de l'organisation des soins palliatifs dans notre pays. Dans le rapport d'information que j'ai effectué pour la commission des affaires sociales du Sénat, une étude de législation comparée démontre à l'envi à quel point la France peut être en retard dans ce domaine. Songez que la Belgique a presque autant de lits hospitaliers de soins palliatifs que l'on peut en compter dans l'Hexagone et qu'elle a, en outre, fort intelligemment développé le soutien aux associations de bénévoles et, ainsi, à l'hospitalisation à domicile.

2 Quelles sont selon vous les causes de ce mal français ?

C'est un problème de mentalités, profondément culturel. J'en ai pleinement pris conscience quand je me suis lancé dans la prise en charge de la douleur. Un vrai système de santé devrait, à mes yeux, commencer à prendre le citoyen avant sa naissance, durant la grossesse de la future mère, l'accompagner durant toute son existence et jusqu'à la fin de sa vie. Il devrait aussi disposer d'une médecine à la fois technique et humaniste, qui prenne en considération l'homme en même temps que la maladie et non, comme c'est le cas aujourd'hui, la maladie avant l'homme.

3 Une loi peut-elle, selon vous, être dans ce domaine un instrument utile ?

Elle l'a été dans le champ de la lutte contre la douleur. Il en va de même à mes yeux pour les soins palliatifs. A notre époque où l'Eglise catholique en a définitivement fini avec le caractère rédempteur de la douleur, nous devrions pouvoir avancer rapidement en inscrivant le concept des soins palliatifs dans la loi et en facilitant ainsi leur développement dans le tissu hospitalier et dans les établissements privés.

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

Les quinze premiers morts par « suicide médicalement assisté » de l'Oregon

L'OREGON, aux Etats-Unis, est devenu, le 17 octobre 1997, peu après les Pays-Bas, l'un des premiers Etats au monde à adopter un ensemble de dispositions conduisant *de facto* à la légalisation du suicide dit *« médicalement assisté »*. Une équipe de responsables sanitaires américains fournit aujourd'hui, dans les colonnes du dernier numéro du *New England Journal of Medicine* (daté du 18 février), le bilan de la première année de l'expérience résultant de la *« loi de l'Oregon sur la mort dans la dignité »*.

Des données médicales très précises ont pu être obtenues sur ce thème. Elles concernent vingt-trois personnes ayant reçu, en 1998, des prescriptions de médicaments létaux et pour lesquels ces prescriptions avaient dûment été enregistrées au département de santé de l'Oregon. Dans dix-huit cas, les patients souffraient de différentes formes, incurables, de cancer des poumons, de l'ovaire ou du sang.

Les auteurs de cette analyse expliquent que quinze de ces vingt-trois malades ont absorbé les médications prescrites et en sont mortes. Pour six autres personnes, les décès ont pu être rapportés à l'évolution naturelle de la maladie, et les deux derniers patients concernés étaient encore en vie au 1er janvier 1999.

TRÈS VIOLENT CHOC ÉMOTIONNEL

La moyenne d'âge des quinze patients *« médicalement assistés »* était de soixante-neuf ans (avec des écarts allant de trente ans à quatre-vingt-dix ans). On comptait, parmi eux, huit hommes et sept femmes.

Adoptant une démarche à tous égards très scientifique, la publication du *New England Journal of Medicine* fournit l'ensemble des détails quant aux prescriptions médicamenteuses et aux conséquences de leur usage : dans tous les cas, les malades se sont vu prescrire par leur médecin une ou plusieurs substances barbituriques associées à d'autres molécules visant à faciliter leur absorption digestive. Pour les quinze suicides, la durée entre la prise médicamenteuse et la survenue d'un coma a été, en moyenne, de cinq minutes (trois à vingt minutes), la mort étant, quant à elle, constatée entre quinze minutes et onze heures après la prise.

Les auteurs de l'étude ont aussi cherché à établir quelles différences pouvaient exister entre les patients qui demandaient cette assistance médicale à la mort et un groupe de malades souffrant de maux similaires, mais qui n'avaient pas reçu de prescriptions létales. Il est ainsi apparu que les premiers s'inquiètent en général plus que les seconds de la perte d'autonomie résultant de leur maladie et, d'une manière plus générale, des conséquences de leur déchéance physique. Au moment du décès, 20 % des patients du premier groupe contre 80 % de ceux du groupe témoin étaient en état de totale impotence.

La plupart des médecins prescripteurs ont confié à quel point cette expérience a constitué pour eux un très violent choc émotionnel. Dans l'Etat d'Oregon, beaucoup de praticiens et de services hospitaliers refusent d'appliquer les dispositions législatives sur le *« suicide médicalement assisté »*.

J.-Y. N.

Deux membres du Comité d'éthique dénoncent les dangers du clonage

PARTICIPANT à l'émission « Le grand débat » France-Culture - *Le Monde* intitulée « Politique et science : qui est responsable ? », deux membres du Comité national d'éthique ont exprimé, lundi 22 février, leurs plus vives inquiétudes quant à la mise en œuvre de la technique du clonage reproductif dans l'espèce humaine. *« La société qui ferait cela serait en grand danger de régression morale*, a notamment affirmé le professeur Axel Kahn, spécialiste de génétique moléculaire. *Et même si ma position est un peu isolée, je ne suis pas non plus un fanatique de la mise en œuvre de cette technique à des fins thérapeutiques. »*

Pour le professeur Alain Etchegoyen, philosophe, l'autre danger du clonage réside dans le fait que le débat autour de cette technique occulte les aspects les plus dangereux d'autres pratiques d'ores et déjà en vigueur dans le champ de la biologie et de l'assistance médicale à la procréation. *« Tout comme la bombe atomique a fait oublier la bombe au napalm, on montre aujourd'hui le clonage comme l'horreur absolue, ce qui nous fait oublier le développement, depuis une quinzaine d'années, de projets de ce type. Méfions nous de ne pas monter en épingle le clonage, pendant que tout le reste se fait au motif que, précisément, ce n'est pas du clonage. »*

« UN DÉSASTRE »

Pour Monette Vacquin, psychanalyste, *« chacun pressent que le clonage humain va avoir lieu et que rien ne pourra le contenir ». « C'est pourquoi il est d'autant plus important que son interdit, au moins symbolique, soit maintenu, ne serait-ce qu'au nom de notre propre dignité*, a-t-elle ajouté. *Il y a là, à mes yeux un désastre épouvantable pour la civilisation, tout se passant comme si des questions qui demandaient un traitement métaphorique, sublimatoire, n'avaient pu être conservées à ce niveau. Le clonage n'est qu'un avatar, tout à fait prévisible, de l'artificialisation de la reproduction humaine. »*

J.-Y. N.

Un an de prison requis dans un procès de l'esclavage à Paris

CHAQUE MATIN, dans le treizième arrondissement de Paris, Charline Rahantanirina, âgée de vingt-trois ans, se levait vers 4 heures, préparait le petit déjeuner de son employeuse, malgache comme elle, Sahondra Rabesetraka. Puis elle se rendait au centre de la capitale travailler, jusqu'à 9 heures, pour une société de nettoyage. Puis elle revenait chez sa patronne, abattait toutes les besognes domestiques et préparait les repas. Avant de repartir vers 16 heures à Massy-Palaiseau pour faire de même chez le frère de celle-ci, Mamy Ratovomalala, aujourd'hui ministre de l'industrialisation à Madagascar. Elle rentrait à Paris vers 22 heures pour de nouvelles tâches ménagères avant de s'endormir vers minuit, à même le sol, sur le carrelage de la cuisine.

Avant de quitter la Grande Ile, en 1992, Charline s'était vu promettre un salaire mensuel de 200 francs, qu'elle comptait utiliser pour soigner sa fillette malade, demeurée au pays. Elle n'a jamais touché un sou. A son arrivée en France, son employeuse lui a confisqué son passeport. Charline a été nourrie pendant les trois premiers mois. Puis elle a dû se contenter des « restes » et a commencé à maigrir. Elle a été frappée plusieurs fois au visage et au ventre. Quasiment séquestrée, elle ne parle actuellement que quelques mots de français. Un jour, elle s'est confiée à une voisine malgache, qui l'a incitée à fuir. Mais Charline a redouté des représailles contre ses parents, très pauvres, restés à Tananarive, où son employeuse dispose de soutiens influents dans les allées du pouvoir. En novembre 1994, elle s'est enfin enfuie pour se réfugier chez son amicale voisine. Son poids atteint alors trente-deux kilos. Son calvaire a duré deux ans et demi.

LE PREMIER DU GENRE

Aujourd'hui, Charline a vingt-huit ans. Elle travaille et mène une vie normale. Timidement assise, mardi 23 février, devant le tribunal correctionnel de Paris, elle a revécu son martyre, lors du procès intenté à son employeuse – poursuivie pour avoir, dit pudiquement le code pénal, *« abusé de sa vulnérabilité »* – et à son beau-frère, Harifidy Rajaona, responsable de la société de nettoyage. Pour l'avocat de Charline, Me Bertrand Mertz, aucun doute : la petite bonne fut la victime d'une forme d'*« esclavagisme moderne »*. L'employeuse ne lui lançait-elle pas souvent cette humiliante insulte : *« Soalafa ! »* (esclave, en malgache) ? Evoquant *« Cosette »*, l'avocat a fustigé les deux prévenus, *« ces misérables Thénardier qui n'ont pas eu le courage de comparaître ici »*, en demandant une sanction exemplaire qui aura valeur de *« première jurisprudence »*.

Ce procès pénal est en effet le premier du genre en France. Début février, le conseil de prudhommes de Paris avait condamné des diplomates omanais à verser des arriérés de salaire à une employée indonésienne. Ces victoires réjouissent les animateurs du Comité contre l'esclavage moderne (CCEM), fondé en 1994. Même si, comme l'a souligné le substitut Guy Meyer, le principal obstacle à la justice dans ces affaires est, outre la prescription de trois ans, la difficulté d'apporter la preuve d'un délit ayant lieu dans le secret des domiciles privés. Le parquet a requis douze mois de prison ferme et 60 000 francs d'amende contre l'employeuse, six mois et 30 000 francs contre son beau-frère. Jugement le 16 mars.

Jean-Pierre Langellier

(Publicité)

13 NOMINATIONS aux OSCARS
dont -
MEILLEUR FILM
MEILLEUR RÉALISATEUR : JOHN MADDEN
MEILLEURE ACTRICE : GWYNETH PALTROW
MEILLEUR SCÉNARIO : MARC NORMAN/TOM STOPPARD

GWYNETH PALTROW · JOSEPH FIENNES · GEOFFREY RUSH · COLIN FIRTH · BEN AFFLECK · JUDI DENCH

Shakespeare in Love

UNIVERSAL PICTURES / MIRAMAX FILMS / THE BEDFORD FALLS COMPANY présente JOHN MADDEN GWYNETH PALTROW JOSEPH FIENNES GEOFFREY RUSH COLIN FIRTH
BEN AFFLECK SHAKESPEARE IN LOVE SIMON CALLOW JIM CARTER MARTIN CLUNES ANTONY SHER IMELDA STAUNTON TOM WILKINSON MARK WILLIAMS MICHELLE GOUGH
MARTIN CHRIS RICHARD GREATREX B.S.C. BOB WEINSTEIN JULIE GOLDSTEIN BANDE ORIGINALE SUR CDs
SANDY POWELL DAVID PARFITT DONNA GIGLIOTTI HARVEY WEINSTEIN EDWARD ZWICK MARC NORMAN MARC NORMAN & TOM STOPPARD JOHN MADDEN
www.miramax.com

cine cine mas

10 MARS

RFM la radio en or

صكنا من الاصل

Anthony Sauve comparaît aux assises de Paris pour avoir provoqué la mort de deux homosexuels

Il donnait des somnifères à ses victimes pour mieux les voler

[redacted] neuf reprises, [redacted] janvier à mars 1995, Anthony Sauve [redacted] cambriolé [redacted] domiciles d'homosexuels rencontrés dans des lieux gays. Pour endormir ses proies, le jeune homme leur versait subrepticement des sédatifs. Deux de [redacted] sont mortes après avoir absorbé un mélange composé d'un somnifère, d'un vasodilatateur et d'alcool. La cour d'assises de Paris juge Anthony Sauve pour *« vols avec violences ayant entraîné la mort »*.

LA CHEMISE impeccablement repassée, les cheveux soigneusement coiffés, Anthony Sauve pré[redacted] bien. Il n'est plus [redacted] jeune homme de vingt-quatre ans qui, en 1995, écumait les établissements [redacted] Paris habillé d'un pantalon en cuir noir, portant les cheveux longs en catogan [redacted] d'une casquette. Son but ? Draguer un homosexuel [redacted] faire inviter chez lui où il l'endormait [redacted] un [redacted] pour [redacted] cambrioler. Deux des onze victimes ne se [redacted] jamais réveillées et Anthony Sauve comparaît depuis [redacted] lundi 22 février devant [redacted] d'assises de [redacted] pour répondre [redacted] *« vols [redacted] violences ayant entraîné [redacted] mort »*.

PROCÈS

A l'époque [redacted] faits, Anthony Sauve [redacted] plutôt du genre séducteur, un *« beau gosse »* [redacted] d'une *technique bien rodée*. D'abord, chercher l'adresse d'un lieu gay, dans le guide spécialisé *Spartacus*. Sur place, repérer [redacted] proie [redacted] engager la conversation autour d'un verre. Puis, obtenir de passer la nuit chez sa victime. Là, prendre un [redacted] et, profitant d'un [redacted] d'inattention, verser dans la [redacted] de son compagnon d'un soir le contenu d'une [redacted] où des cachets d'un puissant sédatif, avaient été pilés. Pour s'assurer que la dose avalée était suffisante, il écrasait entre *« cinq [redacted] dix cachets »* [redacted] chaque fois, *« car il [redacted] toujours [redacted] fond de somnifère dans le verre »*, indique-t-il. Quand [redacted] compagnon [redacted] méfiant, il suggérait un *« jeu érotique »* : *« J'avalais [redacted] boisson contenant du Rohypnol, je l'embrassais et je lui refi[redacted] le liquide par la bouche en expliquant que c'était [redacted] de [redacted] ça. »*

« Je connaissais les effets [redacted] ce somnifère, admet Anthony Sauve. *Quand je vivais à Berlin, j'étais [redacted] à l'héroïne, il m'arrivait de prendre quinze à vingt cachets d'un coup. Je savais qu'on s'endormait aussitôt. »* Une fois sa victime dans les bras de Morphée, il n'avait plus qu'à faire le [redacted] l'appartement pour y faire son choix. Du plus luxueux au plus banal. De la montre de marque à une paire de baskets. Sans oublier, le cas échéant, la [redacted] bleue, [redacted] chéquier ou la menue monnaie. Il prenait le temps d'effacer [redacted] empreintes [redacted] parfois [redacted] créer [redacted] mise [redacted] scène, ajoutant [redacted] vides, en [redacted] d'autres. *« Je me [redacted] qu'au réveil, ma victime [redacted] souviendrait de rien [redacted] penserait qu'il y avait eu une beuverie. »*

Anthony Sauve a [redacted] procédé [redacted] neuf reprises, entre le 1er janvier et le 1er mars 1995. *« J'avais essayé d'établir [redacted] plan, je changeais de prénom à chaque fois car le milieu homo [redacted] très fermé et je pensais que ça se saurait vite. »* Il affirme avoir toujours agi seul, mais il chargeait sa compagne, Nina Assmann-Arsic, [redacted] un ami qui l'hébergeait, Benoît Pouplin, du stockage [redacted] de la marchandise. Ils sont poursuivis pour le délit de *« recel »*. [redacted] larcins auraient rapporté environ 65 000 francs. *« C'était pour soigner une [redacted] maligne à la poitrine »*, affirme l'accusé, et financer un [redacted] en [redacted] Nina. C'est [redacted] à son [redacted] qu'Anthony Sauve [redacted] interpellé [redacted] l'aéroport [redacted] Roissy.

Pourquoi avoir choisi [redacted] victimes dans les milieux homosexuels ? *« C'était la solution de facilité*, reconnaît Anthony Sauve. *Je savais qu'avec les homosexuels je pouvais me faire inviter facilement car je connaissais déjà le milieu. »* L'intéressé s'est prostitué [redacted] l'âge de dix-huit [redacted] Nice où il vivait alors. Il a recommencé [redacted] Berlin pour acheter [redacted] l'héroïne. [redacted] Dubec, l'expert-psychiatre chargé [redacted] l'examiner, Anthony Sauve est *« instable et immature »*. *« Son [redacted] moral n'est pas altéré car il revendique sa responsabilité*, poursuit-il. *Cependant, il [redacted] indifférent à ce qu'il faisait [redacted] victimes. Sans être sadique, il [redacted] usé d'une technique très élaborée et non dénuée d'une certaine perversité, [redacted] forme de malignité consistant à savoir comment rouler les gens. »*

> « C'était la solution de facilité, reconnaît l'accusé. Je savais qu'avec les homosexuels je pouvais me faire inviter facilement »

[redacted] ses juges, l'accusé [redacted] effec[redacted] un comportement [redacted]blant. Il regrette, et affirme ne pas avoir eu conscience du danger. Il raconte même avoir renoncé [redacted] aller jusqu'au bout avec un homme cardiaque : *« Je me suis tout de suite dit, c'est pas la peine, on ne sait jamais. »* Mais il évoque les faits avec une distance déroutante, sans jamais laisser transparaître le moindre sentiment. Il évoque ce soir du 8 février 1995, où il ne parvient pas [redacted] sortir de l'appartement de l'une de ses victimes. En désespoir de cause, il demande à une voisine de passer par son balcon, en expliquant que le locataire, *« un ami »*, est parti avec la clé. La voisine s'inquiète : l'appartement est au quatrième. *« J'ai vu Belmondo le faire »*, répond Anthony Sauve. Il [redacted] le balcon, se ravise et re[redacted] l'appartement récupérer la valise et le sac qui contiennent le produit du vol. La voisine n'y voit que du feu.

Même quand il se retrouve en compagnie de deux hommes, il ne manque [redacted] d'aplomb. *« Ça [redacted] être plus difficile avec deux partenaires ? »*, interroge [redacted] président Jean-Pierre Getti. *« J'avais décidé de faire ça. Enfin, pas [redacted] décidé, mais j'en avais rencontré deux, alors... »* Alors, il accepte la perspective d'une relation sexuelle [redacted] trois, [redacted] du *« poppers »* (un [redacted]tateur [redacted] utilisé par les homosexuels), et parvient finalement à ses fins. Le cas se produira [redacted] fois. Et, deux [redacted] succombera à une [redacted] massive au Rohypnol *« potentialisée*, selon les experts, *par la prise d'alcool et de [redacted] »*.

Acacio Pereira

Un pharmacien condamné pour discrimination raciale

Officiant dans la région de Cambrai, il avait refusé d'embaucher un candidat d'origine étrangère

LILLE
de [redacted] correspondante

[redacted] tribunal correctionnel [redacted] Cambrai [redacted] condamné, mardi 23 février, Jean Vantine, pharmacien [redacted] (Nord), [redacted] mois [redacted] prison [redacted] sursis et à 30 000 francs d'amende pour dis[redacted] raciale. En décembre, un docteur [redacted] pharmacie âgé [redacted] trente-six ans, Zakaria Chakib, installé [redacted] région [redacted] Valenciennes, avait postulé [redacted] un emploi d'assistant pharmacien [redacted] sein [redacted] l'officine [redacted] M. Vantine. [redacted] *« origines étrangères »* [redacted] l'intéressé lui avaient [redacted] opposées pour écarter [redacted] candidature, [redacted] qui avait conduit M. Chakib [redacted] déposer plainte (*Le Monde* [redacted] 12 janvier).

Après un [redacted] deux [redacted] effectué [redacted] mi-décembre, [redacted] duquel les deux hommes avaient [redacted] formali[redacted] administratives, M. [redacted] finalement reçu [redacted] lettre de M. Vantine. [redacted] invoqué pour justifier [redacted] rejet : [redacted] origines du postulant. *« [redacted] clientèle [redacted] semble pas apprécier [redacted] origines étrangères »*, [redacted] écrit M. Vantine. Le Mouvement [redacted] racisme [redacted] pour l'amitié [redacted] les peuples (MRAP) et la Ligue des droits de l'homme (LDH) [redacted] sont constitués partie civile afin d'appuyer la plainte de M. Chakib.

A l'audience, M. Vantine a expliqué que plusieurs employés de son officine lui auraient rapporté des propos négatifs provenant de [redacted]. *« On m'a dit [redacted] avaient changé de file. [redacted] m'a parlé d'un sentiment [redacted] créé par cette présence »*, a-t-il [redacted] première lettre, qu'il [redacted] qualifiée de *« stupide et maladroite »*, a [redacted] suivie d'un second courrier, [redacted] 11 janvier. S'il [redacted] soulignait [redacted] qua[redacted] humaines [redacted] professionnelles [redacted] M. Chakib, le pharmacien de Solesmes [redacted] revenait nullement sur sa décision, pas plus que sur [redacted] raisons ayant dicté [redacted] choix.

Tout en [redacted] défendant d'être raciste – *« Si j'avais été [redacted] réel raciste, je [redacted] l'aurais jamais reçu pour faire [redacted] essai »* –, M. Vantine [redacted] justifier [redacted] comportement. Au procureur Thierry Pocquet du Haut-Jussé, il a répondu [redacted] hésiter : *« Si c'était [redacted] refaire ? Je referai [redacted] même chose... mais [redacted] l'écrire. »* Une réponse que n'ont appréciée ni les parties [redacted] ni [redacted] tribunal.

« PEUT-ON ÊTRE NEUTRE ? »

Tandis que la défense du prévenu [redacted] l'accent sur [redacted] *« impératifs économiques incontournables »* de [redacted] affaire, les parties civiles dénonçaient le [redacted] du racisme ordinaire. [redacted] arguments relayés par [redacted] procureur : *« Peut-on être neutre [redacted] ces situations ? N'est-ce pas être raciste que [redacted] cautionner l'intrusion du [redacted] dans [redacted] quotidienne ? »*

Le tribunal [redacted] allé au-delà des réquisitions du ministère public, qui avait demandé une amende allant de 10 000 [redacted] 20 000 francs. Parallèlement [redacted] la condamnation de M. Vantine, M. Chakib recevra, en outre, un euro symbolique pour dommages-intérêts, conformément [redacted] sa demande.

Nadia Lemaire

CARNET

DISPARITIONS

■ **Mgr ANDRÉ DUPONT**, ancien évêque de Ouagadougou [redacted] de Bobo-Dioulasso (Burkina-Faso), est mort [redacted] Bry-sur-Marne (Val-de-Marne), dimanche 21 février, à l'âge [redacted] quatre-vingt-dix-sept [redacted]. Né à Saint-André-lez-Lille (Nord) [redacted] 17 janvier 1902, missionnaire chez [redacted] Pères [redacted] (société des missions africaines), André Dupont avait [redacted] ordonné prêtre en 1932 en Haute-Volta (futur Burkina-Faso). Nommé évêque de Ouagadougou par Pie [redacted] en 1941, il sera transféré au siège de Bobo-Dioulasso en 1955, où il se [redacted] surtout [redacted] formation de prêtres africains. De [redacted] 1965, Mgr André Dupont [redacted] participé au concile Vatican II et, en 1974, il a démissionné de [redacted] fonctions pour laisser la place [redacted] un évêque africain.

■ **GERTRUDE ELION**, Prix Nobel de médecine 1988, [redacted] morte dimanche 21 février à l'âge de quatre-vingt-un ans [redacted] Caroline du Nord. Née [redacted] New York le 23 janvier 1918, *Gertrude Elion*, après des études de chimie au Hunter College et [redacted] l'université de New York, [redacted] peut, étant une femme, trouver de poste universitaire [redacted] se résout [redacted] travailler pour l'industrie privée. Elle [redacted] ainsi en 1944 au sein [redacted] la multinationale Burroughs Wellcome (devenu Glaxo Wellcome) qu'elle [redacted] quittera plus, jusqu'en 1983. Nommée [redacted] la [redacted] du département de thérapeutique expérimentale, elle enseigne la pharmacologie à la Duke University [redacted] contribue grandement [redacted] la mise [redacted] point de l'aciclovir, médicament antiviral actif contre l'infection par [redacted] virus herpès. Ce sont [redacted] travaux qui lui ont valu en [redacted] l'attribution du Prix Nobel [redacted] médecine, qu'elle partagea [redacted] James Black et George Hitchings, deux autres chercheurs [redacted] la firme Wellcome, qui avaient également apporté une contribution décisive [redacted] la mise au point de

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du mercredi [redacted] février [redacted] publiée :

■ **Pompiers** : une loi portant modification de la loi du [redacted] mai 1996 relative au développement du volontariat [redacted] corps [redacted] peurs-pompiers.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Sy[redacted], Pi[redacted] BUHLER
et Nicolas,
ont la joie d'annoncer la [redacted] de

Alexandre,

[redacted] New York, [redacted] février [redacted]

1143 Fifth Avenue,
New York, NY10128 (USA).

Décès

– [redacted] et Mme Denis Chateau,
ses enfants,
[redacted] Mme Jacques Girard,
M. et Mme Jean-François Mabire,
M. [redacted] Mme [redacted] Chateau,
[redacted] petits-enfants,
Ainsi [redacted] arrière-petits-enfants,
[redacted] la douleur de faire part [redacted] décès de

Marie-Thérèse BÉNÉVENT,
docteur ès sciences,
membre correspondant
[redacted] l'Académie de pharmacie,

[redacted] le lundi 22 février 1999, [redacted] son domicile [redacted] Marseille.

La cérémonie religieuse [redacted] célébrée le jeudi 25 février, en l'église de Baume-les-Messieurs, suivie [redacted] l'inhumation au cimetière [redacted] Baume-les-Messieurs.

32, boulevard Edouard-Herriot,
[redacted] Marseille.

– Tu nous a quittés, il y a six mois,

Maryse LIGNON.

Nous ne t'oublierons jamais.

M. [redacted] Mme Lignon,
83210 Belgentier.

CARNET DU MONDE
TARIFS 99 - TARIF à [redacted] ligne
DÉCÈS, REMERCIEMENTS,
AVIS DE MESSE,
ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS
136 F TTC - 20,73 €
TARIF ABONNÉS 118 F TTC - 17,98 €
NAISSANCES, ANNIVERSAIRES,
MARIAGES, FIANÇAILLES
520 F TTC - 79,27 € FORFAIT 10 LIGNES
[redacted] : [redacted] TTC - 9,45 €
THÈSES - ÉTUDIANTS : 83 F TTC - 12,65 €
COLLOQUES - CONFÉRENCES :
Nous consulter
☎ 01.42.17.39.80 + 01-42-17-38-42
Fax : 01.42.17.21.36
[redacted] lignes [redacted] capitales grasses [redacted] sur la [redacted] lignes.
Les lignes en blanc [redacted] obligatoires [redacted] facturées.

– Roger et Mauricette Brouard,
ses parents,
Marianne [redacted] Brouard,
sa femme,
Marie et Jérôme,
Caroline et Jean-Pierre,
Emilie et Pierre,
Léo et Wi[redacted],
Leurs familles, leurs proches, [redacted] amis,
[redacted] part [redacted] la [redacted]

Jean-Luc BROUARD,

le [redacted] février 1999.

Tous [redacted] qui l'ont connu [redacted] aimé [redacted] souviennent de lui.

– Mme Jean-Jacques Burger,
[redacted] Hufiier,
son épouse,
M. [redacted] Mme Patrick Burger,
[redacted] Dominique Burger,
[redacted] enfants,
Nathalie, Olivier, Philippe,
Brice, Raphaëlle, Franklin,
ses petits-enfants,
[redacted] frère,
[redacted] belles-sœurs [redacted] beaux-frères,
[redacted] nièces,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Jacques BURGER,

[redacted] Cavalaire, le 22 février 1999, [redacted] soixante-dix-huitième année.

Les obsèques [redacted] lieu dans l'intimité, [redacted] jeudi [redacted] février.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Sambracis,
boulevard Mar-Clar,
83120 Sainte-Maxime.

– Jacques [redacted] Jacqueline Deleuze,
Antoine [redacted] Caroline Clavel,
Philippe [redacted] Marie-Claire Gabbai,
François Clavel [redacted] Isabelle Merlier,
[redacted] Isabelle Clavel,
[redacted] enfants,
Tous [redacted] petits-enfants,
Les familles Duntze, Clavel, Merle,
[redacted] la douleur de faire part du décès [redacted]

[redacted] CLAVEL,
[redacted] DUNTZE,

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le 24 février [redacted] à Saint-[redacted] (Gard).

– Jacqueline et Philippe Clavreul,
Les [redacted] Bocquet, Saucier et Terral,
Ses petits-enfants,
Et arrière-petits-enfants,
[redacted] la tristesse de faire part [redacted] l'âge de quatre-vingt-dix-sept [redacted]

René CLAVREUL,

[redacted] le 21 février 1999.

« Ni Dieu ni [redacted] »

[redacted] Saint-Jacques,
[redacted] Paris.

– Notre ami,

M. Claude FORGEOT,

nous a quittés le 12 janvier 1999, à Antequera (Espagne).

Mme Forgeot,
87, avenue du Général-Michel-Bizot,
75012 Paris.

– Mme Suzanne Darnois,
sa sœur,
M. et Mme William Zaoui,
et leurs enfants,
Mme Joëlle Lau-Hansen
et ses enfants,
Ses neveux et nièces,
ont la tristesse de faire part du décès de

Lucienne JOLY-SZOBEL,
professeur honoraire,

[redacted] février 1999, à l'âge [redacted] quatre-vingt-treize ans.

L'incinération a eu lieu dans l'intimité familiale, le 22 février.

Ils rappellent le souvenir de son époux,

[redacted] SZOBEL (1905-1963),
artiste peintre.

– Le professeur Jean-Charles Sournia,
Christine Sournia-Fay
[redacted] François-Michel Fay,
Olivier, Ingrid et Béatrice Fay,
Anne Sournia,
font part avec tristesse du décès de

Marianne HILLBOM-SOURNIA,
professeur de langues,

leur épouse, [redacted] et grand-mère, [redacted] l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Selon le désir de la défunte, l'incinération a eu lieu dans la stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

103, rue de Rennes,
75006 Paris.

– Les anciens élèves du collège Libermann [redacted] (Cameroun) [redacted] la communauté sawa de France partagent avec
Danièle,
son épouse,
[redacted] enfants,
la douleur [redacted] décès [redacted]

M. Eric [redacted]
MOUELLE MOUKOURI,
leur [redacted] et ami,

survenu accidentellement, [redacted] 17 [redacted] 1999, dans sa quarante-cinquième année.

[redacted] soirée de recueillement aura lieu, le jeudi [redacted] février, à 18 h 30, en l'église Sainte-Marthe [redacted] suivie d'une [redacted] de requiem, [redacted] vendredi, [redacted] h [redacted]

– Marie Tonneau,
sa petite-fille,
a la grande tristesse de faire part du [redacted] de

Mme Marcelle VANSTEELANDT,

survenu le 22 février 1999, [redacted] quatre-vingt-neuvième année.

La [redacted] religieuse [redacted] le vendredi 26 février, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Nazareth, 349, rue Lecourbe, Paris-15e.

362 *ter*, rue de Vaugirard,
[redacted] Paris.

Anniversaires de décès

– Vandenesse. Courbevoie.

Guy DAMAIS,
25 février [redacted]

« Sa passion était celle de l'artiste,
et son triomphe
le triomphe de l'homme sur la nature »
Somerset Maugham

Paule, sa femme,
Pascale, sa fille,

– *« Et vous irez jeter ses souvenirs cendrés au sud du Péloponnèse. »*

Le 22 février [redacted]

Marc LE CAISNE,

[redacted]

Comme promis, nous [redacted] dispersé [redacted] au large de [redacted] d'Ermioni.

Que ses amis se souviennent.

Ses enfants,
Arthur, [redacted] et Garance.

Souvenir

– Nous nous sommes tant aimés...

Philippe CATILLON,
24 février 1997.

Merci à [redacted] ceux qui, depuis [redacted], n'ont jamais [redacted] d'être présents [redacted] leur affection, leur amitié, leur [redacted].

Merci à vous tous de rester fidèles à son souvenir.

[redacted],
[redacted] La Fontaine,
[redacted] Marly-le-Roi.

Conférences

[redacted] L'ENVIRONNEMENT
[redacted] AVEC DES SCIENTIFIQUES

[redacted] Salon [redacted] de l'agriculture [redacted] Versailles, [redacted] agronomique publique proposent [redacted] sur [redacted] grands [redacted]

Lundi 1er mars : Du champ à l'assiette :
[redacted] aliments.
[redacted] 2 [redacted] : [redacted] animaux
[redacted] et [redacted] hommes : quels équilibres ?
[redacted] 3 [redacted] : l'environnement :
[redacted] priorité pour l'agriculture.
[redacted] : [redacted] animale,
santé publique : des maux en commun.
[redacted] 5 mars : Explorer, exploiter
la diversité génétique.
Samedi 6 mars matin : Agriculture et
[redacted] : [redacted] enjeux pour demain.

Lieu : « Espace [redacted] », [redacted] par
l'ACTA, [redacted] le CIRAD, l'IRD,
l'INRA
Hall 2.2 allée H, stand n° 29
10 h-12 h [redacted] h-17 h
accès libre.
Contact pour le programme [redacted] :
Daniel Beri-IRD
Tél. : 01-48-03-76-03

3615 LEMONDE (2,23 F/mn)
rubrique VOL
COMPAREZ TOUS LES TARIFS AÉRIENS SUR 500 DESTINATIONS...
VOLS RÉGULIERS, CHARTERS, PROMOTIONS
QUIZ : testez vos connaissances et gagnez des billets [redacted] ou des guides de voyage

Le litto

NATEXIS MULTIDEVISES

هكذا من الأصل

Le littoral, entre béton et protection

Le premier bilan officiel de la « loi littoral » de 1986 est présenté mercredi 24 février au conseil des ministres. Le rapporteur juge que le texte a freiné l'« urbanisation diffuse et incontrôlée », mais il admet que le « recul » des espaces agricoles et naturels n'a pas été enrayé

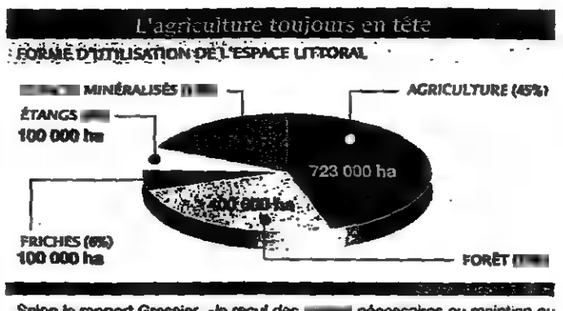
LA « LOI LITTORAL » a rempli sa mission : il constat [illegible] du rapport que Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement, devait présenter mercredi 24 février, au conseil des ministres, avant de le transmettre au Parlement. Claude Gressier, directeur du transport, des ports et du littoral maritime au ministère de l'équipement, [illegible] l'auteur de ce premier bilan officiel de l'application de la loi du 3 janvier 1986 (Laurent Fabius étant premier ministre), commandé le 1er avril [illegible] par le comité interministériel de la mer. Il [illegible] que le texte, aujourd'hui globalement appliqué, a rempli ses objectifs et produit quelques *« aménagements »*.

Cette législation, qui visait notamment à éviter le bétonnage des côtes, est intervenue après des années d'atermoiements des pouvoirs publics. La mise en place [illegible] donc pas de soi. *« Il a fallu près de dix ans pour que la loi puisse trouver un équilibre satisfaisant entre les impératifs de l'environnement et ceux de la valorisation économique »*, souligne le rapporteur. En fait, la loi a permis, dès le départ, par les [illegible] un outil de protection aux dépens du développement économique.

Ainsi le document gouvernemental estime-t-il que l'application de la loi a connu trois phases : la première jusqu'en 1990, phase d'*« interrogations et de tâtonnements »* [illegible] en place des premiers [illegible] ; la seconde (1991 à 1995), caractérisée par l'intervention des tribunaux administratifs, afin que les articles protecteurs soient mieux appliqués ; la troisième, depuis 1995, où elle a été *« mieux comprise dans sa globalité »*.

[illegible] DES CÔTES

« Elle a permis de mettre un terme sévère aux dérives », explique Claude Gressier. Pour l'auteur, la loi a permis de *« repousser l'urbanisation en profondeur »*, de regrouper, d'organiser l'accès au rivage, de prévoir des espaces naturels coupant l'urbanisation et de protéger les espaces remarquables. La loi garantit aussi une certaine qualité des eaux de baignades et des eaux de rivières, en limitant les rejets.



Selon le rapport Gressier, *« le recul des [illegible] nécessaires au maintien ou au développement des activités agricoles, pastorales, forestières et maritimes »* [selon les termes de la loi] *n'a pas [illegible] significativement [illegible] au cours de ces dernières années »* et *« la protection des terres agricoles (...) reste une nécessité »*.

La tâche n'était pourtant pas aisée, [illegible] le rapporteur : [illegible] % de la population résident en effet dans les communes du littoral (4 % du territoire national). A cette population en constante progression, il faut ajouter les résidents saisonniers, qui multiplient [illegible] la population des communes littorales par 2,3 en moyenne. En dépit de cette situation, face au [illegible] des constructions de résidences secondaires ou touristiques, [illegible] *« a bien constitué un frein à l'urbanisation diffuse et incontrôlée »*. Selon le rapport, cette dernière se trouve aujourd'hui *« stabilisée »*, même si quelques problèmes subsistent, comme les mouillages sauvages de bateaux, la multiplication des terrains de campings privatifs isolés, ou l'érosion des plages et des falaises.

Ce constat globalement positif ne fera sans doute pas l'unanimité. Les dernières études disponibles ont montré une croissance de l'urbanisation des côtes. La frange littorale de l'Hexagone demeure ainsi, selon l'Institut français de l'environnement (Ifen), l'*« une des plus artificialisées d'Europe »*. En décembre 1996, un rapport du Conservatoire du littoral expliquait même que, *« dans l'état actuel des plans d'occupation, les surfaces constructibles autorisées représentent trois à cinquante ans de construction sur le littoral »*. Ce grignotage était confirmé fin [illegible] par l'OCDE dans un « Examen des performances environnementales de la France », qui estimait que *« le bétonnage des côtes se poursuit à un rythme significatif »*.

Le rapport Gressier, lui, affirme que *« plus de 82 % des communes littorales couvertes par un POS [Plan d'occupation des sols] (88 % de l'ensemble des communes littorales) (...) sont aujourd'hui en compatibilité avec les principes et règles posés par la loi »*. Mais, par ailleurs, le rapport explique laconiquement qu'*« une reprise de l'activité BTP* [bâtiment [illegible] publics] *sur le littoral semble cependant se dessiner depuis le début de l'année [illegible] »*. De son point de vue, le bilan de M. Gressier pâtit de l'absence totale de chiffres sur le nombre de permis de construire accordés depuis le début de l'application de la « loi littoral » – pourtant disponible *via* le fichier « Cyclone » de la direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction rattachée au secrétariat de Louis Besson, secrétaire d'Etat auprès de... M. Gayssot.

« CONTRATS SPÉCIFIQUES »

Le rapport, se demeurant, estime qu'après douze ans de bons loyaux services, il est temps de toilettes la loi qui gère la protection des côtes. Parfois trop selon le rapporteur. M. Gressier juge ainsi nécessaire d'apporter quelques aménagements afin de ne pas freiner certaines activités économiques. Si le rapport insiste sur la nécessité de [illegible] en conformité avec le [illegible] l'ensemble des POS littoraux, il préconise aussi de *« rester vigilant sur les espaces nécessaires aux activités traditionnelles »*.

Ainsi l'auteur propose-t-il de permettre l'extension de l'urbanisation pour les activités agroalimentaires (type porcheries et poulaillers industriels ou établissements conchylicoles) afin d'éviter leur implantation près des habitations. Un amendement au projet de loi d'orientation agricole, actuellement examiné au Parlement, a été adopté en ce sens par le Sénat en première lecture, souligne le rapport.

Une modification du dispositif sur les espaces remarquables est également proposée, afin de permettre des *« aménagements légers »*. Le ministère de l'équipement souhaite aussi une modification de la procédure d'élaboration des schémas de mise en valeur de la mer, jugée *« trop lourde »*. Il s'agirait de raccourcir le temps des études et de prévoir une structure de suivi après leur adoption, pour permettre des modifications ultérieures.

Enfin, les élus du littoral sont appelés à se saisir des futurs [illegible] du plan Etat-région afin de proposer des *« contrats spécifiques »* du littoral, en vue de sa protection et de son développement économique.

Gaëlle Dupont

Sylvia Zappi

Le golfe du Morbihan saturé par les parcs à huîtres

LARMOR-BADEN (Morbihan)
de notre correspondante régionale

Alfred Groleau égrène ses souvenirs. *« Sur cette plage, quand j'avais huit ans, je me baignais. »* Le retraité, membre d'une association de riverains, embrasse du regard la vaste étendue de parcs à huîtres qui barre entièrement le chenal, en face de lui. La mer s'est retirée, laissant apparaître des structures en fer à béton sur lesquelles les huîtres sont élevées dans des poches en plastique. Aux abords d'un autre chantier ostréicole, il désigne un empilement de « tables à huîtres », à l'abandon sur cette petite plage transformée au rang de dépotoir, pointe [illegible] du doigt une bâtisse aveugle de couleur [illegible] : *« Le golfe du Morbihan est un site exceptionnel. Nous ne voulons pas léguer à nos enfants un paysage défiguré. »*

REPORTAGE

La mer s'est retirée, laissant apparaître les structures en fer à béton des élevages

Daniel Dejardin, adjoint au directeur départemental des affaires maritimes, est plus modéré : les chantiers ostréicoles occupent seulement 25 % de l'estran (la zone entre le point le plus haut et le plus bas de la marée) sur le golfe, *« en dix ans, la surface d'espaces concédés n'a pas augmenté »*. Mais le mode de culture a changé. De l'élevage à plat (à même le sable), invisible et inoffensif, les ostréiculteurs sont passés à l'élevage sur table, plus rentable. *« Les tables ont un impact visuel et physique indéniable »*, reconnaît Daniel Dejardin. A tel point que le *Guide du routard* conseille à ses lecteurs de [illegible] ou de kayak *« d'être extrêmement prudents aux abords des côtes et des rivages des îles »*, afin de ne pas être poussés vers les fameuses tables à huîtres et leurs picots rouillés.

« LES CONFLITS SONT LÉGION »

Les riverains, eux, sont de plus en plus [illegible] à [illegible] *« l'application de la loi »*. « La « loi littoral » prévoit la préservation des paysages, mais aussi le développement des cultures marines. Or [illegible] le deuxième volet », répond Alain Dréano, [illegible] général de la section conchylicole de Bretagne Sud. Daniel Dejardin [illegible] *« Il est difficile d'appliquer un texte aussi général. Nous sommes suspendus aux décisions des tribunaux administratifs. »*

Pourtant, chez les riverains et les ostréiculteurs, comme à la Direction départementale de l'équipement (DDE) et [illegible] maritimes, le constat est identique : le golfe est arrivé à saturation. Mais les bureaux des maires sont toujours couverts de demandes de permis de construire des maisons d'habitation ou de résidences secondaires. Les ostréiculteurs sont aussi nombreux à vouloir agrandir ou transformer leurs [illegible] sur le rivage. *« L'application de la loi littoral a permis de juguler l'urbanisation du golfe »*, explique-t-on à la direction départementale de l'équipement. Mais toutes les communes n'ont pas mis leur plan d'occupation des sols (POS) en conformité avec la loi. *« Nous sommes contraints d'exercer une surveillance de tous les instants. Et les conflits sont légion. »*

Tous sont également d'accord pour réclamer un équilibre des usages, qui permettrait une cohabitation entre ostréiculteurs, riverains, plaisanciers, vacanciers, randonneurs, pêcheurs à pied, nageurs, défenseurs de l'environnement... L'accumulation des protections dont bénéficie le golfe du Morbihan grâce à la richesse de sa faune et de sa flore, et l'application au coup par coup de la « loi littoral » ne suffit pas à assurer cet équilibre. *« L'approche des conflits d'usage est fractionnée. Chaque maire doit se débrouiller avec ses problèmes »*, regrette Gabriel Aubert, secrétaire général de la préfecture du Morbihan.

Certains [illegible] souhaitent créer un parc naturel régional, qui leur permettrait de travailler ensemble et de soumettre un cahier des charges à l'Etat. La Région s'est prononcée en faveur du projet. Un schéma d'aménagement de la mer pourrait également être mis sur pied. L'Etat, qui souhaite lui aussi avoir une approche plus globale de la préservation du site, fera connaître sa position dans les semaines à venir.

Erik Orsenna, le promeneur solitaire du Chemin des Dames

LAON
de notre correspondant

« C'est un des plus beaux paysages de France et le siège d'une des plus sanglantes batailles de l'Histoire. C'est un divorce entre la beauté de la nature et la folie d'un certain nombre de dirigeants. » Erik Orsenna arpente [illegible] le Chemin des Dames, afin d'écrire le scénario d'un film pour France 3 (produit par la société Cinétévé, dirigée par Fabienne Servan-Schreiber) qui évoquera l'offensive Nivelle d'avril 1917. Le tournage devrait débuter à l'automne, dans le cadre d'une série sollicitant des écrivains, destinée à raconter des événements méconnus de l'Histoire de France pour célébrer la fin du siècle.

Le lauréat du prix Goncourt 1988, pour *L'Exposition coloniale*, n'a pas attendu la polémique de novembre [illegible] sur les mutins de 1917 pour être fasciné par ce grand cimetière longtemps ignoré, cette terre marquée par la révolte des soldats et l'aveuglement des généraux : *« Quand on évoque une grande offensive, les regards se tournent vers Verdun, on oublie le Chemin des Dames et le rôle crucial des tirailleurs sénégalais. Je voulais depuis quinze ans corriger ces deux oublis et rappeler ce que fut cette grande offensive meurtrière, ce concentré de folie et de vaillance. »* « Le site est peut-être un des personnages principaux de la bataille », affirme Erik Orsenna, sensible au fait que deux de ses auteurs de prédilection, Apollinaire et Aragon, combattirent sur cette crête chargée d'Histoire, entre Laon et Soissons. L'écrivain ajoute encore, en évoquant la personnalité du romancier qui choisit d'être inhumé là, pour souligner sa [illegible] avec les combattants : *« Comme Yves Gibeau, je suis bouleversé par tous ces hommes qui sont morts ici. »*

HOMMAGE AUX TIRAILLEURS SÉNÉGALAIS

En deux semaines, 147 000 victimes furent dénombrées dans les rangs de l'armée française, sur un front d'une trentaine de kilomètres. Orsenna s'interroge sur les raisons de ce désastre, qu'il compare à Dien Bien Phu. Il essaie de démonter l'étrange mécanisme de cette attaque qui ne bénéficia d'aucun effet de surprise et se déroula face à des troupes bien retranchées. L'écrivain considère que la France n'a pas payé sa dette aux tirailleurs sénégalais, dont les pensions furent gelées au moment de l'indépendance. Ils furent 8 500 originaires des colonies d'Afrique à être considérés comme tués ou hors de combat lors de l'offensive Nivelle. Parfois les pieds nus, les membres gelés sous la neige, les Sénégalais s'élancèrent vers des positions allemandes fortifiées, situées dans des contreforts.

L'écrivain imagine le retour sur le Chemin des Dames d'un survivant sénégalais [illegible] lors de l'offensive meurtrière. Il essaie de saisir sa psychologie, dans un environnement si différent de son pays d'origine. Le 10 novembre 1998, l'ancien collaborateur de François Mitterrand avait accompagné l'ambassadeur de France, qui devait accorder la Légion d'honneur au dernier vétéran sénégalais de la première guerre mondiale et arriva trop tard (*Le Monde* du 12 novembre 1998). Lors de ce conflit, 183 000 soldats originaires d'Afrique noire furent enrôlés, souvent de force. 15 000 d'entre eux sont « morts pour la France ».

Thierry de Lestang-Parade

Sur Minitel la nouvelle

- des taux de change pour 170 devises en EUR, FRF, USD
- des taux d'intérêt
- des taux d'inflation
- des séries rétrospectives (jusqu'à [illegible] ans)

08 36 29 00 65
3623 NXMULTIDEV

NATEXIS GROUPE

NATEXIS MULTIDEVISES
LA BASE DE DONNÉES DE RÉFÉRENCE

Vers un « débat public » sur le TGV Rhin-Rhône

LA COMMISSION NATIONALE du débat public (CNDP), qui organise depuis septembre 1997 la concertation, en amont des enquêtes d'utilité publique, des grands projets d'aménagement d'intérêt national, a dressé, mardi 23 février, son premier bilan. Deux dossiers – Le Havre Port 2000 et la ligne à très haute tension Boutre (Var) - Carros (Alpes-Maritimes) – ont donné lieu à débats et comptes rendus, publiés en [illegible]. Six saisines ont été classées, dont trois parce qu'elles étaient officiellement prises en considération par un ministère (autoroute A 65 Langon-Pau, RN 88 et TGV Lyon-Turin). Les sept autres sont en cours d'instruction. Le principe d'un débat public a été admis pour le barrage de Charlas (Haute-Garonne) et le projet d'aqueduc Rhône-Espagne. Deux débats sont programmés : du 3 mars au 3 juin, sur le projet d'autoroute A 32 (ex-A 31 bis) Metz-Nancy ; ensuite, sur le dossier de la branche sud du TGV Rhin-Rhône, dont le tracé suscite de vives polémiques entre les partisans d'une logique Est-Ouest (Besançon-Dijon-Paris) et ceux d'une logique Nord-Sud (Besançon-Jura-vallée du Rhône).

One.Tel

DES PRIX INCROYABLES SUR VOS APPELS INTERNATIONAUX

0,58 F USA
0,68 F CANADA
0,45 F ROYAUME-UNI
0,88 F ALLEMAGNE
1,95 F ISRAEL

FAITES DES ÉCONOMIES
7 jours/7
24 heures/24

NOUVEAUX TARIFS

QUELQUES EXEMPLES DE PRIX INCROYABLES !

Algérie	2,10 F (TTC/mn)
Australie	[illegible] F
Autriche	1,66 F
Belgique	1,00 F
Grèce	1,95 F
Italie	1,25 F
Maroc	2,46 F
Pays-Bas	0,95 F
Portugal	1,69 F
Tunisie	2,03 F

COMMENT TÉLÉPHONER AVEC One.Tel
COMPOSEZ LE 01 53 53 7000 | CODE PAYS | NUMÉRO D'APPEL

AUCUN ABONNEMENT
AUCUN PAIEMENT ANTICIPÉ
AUCUN FRAIS D'INSTALLATION
AUCUNE CONSO MINIMUM

APPELLEZ VITE LE
01 53 53 75 18*

One.Tel
100% Télécoms.

page 22

Lire page 13

communication 18
carnet de bord 19
aujourd'hui 22
météorologie 25
jeux 25
culture 26
guide culturel 28
radio-Télévision 29

هكذا من الاصل

« Disparus ». Depuis vingt-deux ans, des mères d'opposants politiques liquidés pendant les années 70 manif[illegible] chaque jeudi [illegible] la place de Mai, [illegible] Aires.

La longue traque du Condor

Les Mères argentines de la place de Mai alimentent le juge espagnol Garzón dans son action contre les anciens dictateurs d' Amérique latine qui, dans les années 70, avaient lancé l'opération « Condor », un plan d'élimination systématique de leurs opposants

PINOCHET n'était [illegible] seul. » Elle a dit cela d'une [illegible] grave, où percent à la fois l'émotion [illegible] détermination. Hebe de Bonafini, présidente [illegible] mouvement [illegible]gentin des Mères de la place [illegible] Mai, a perdu [illegible] fils, lors [illegible] années noires [illegible] dictature. Avec d'autres Mères, [illegible] s'est rendue, [illegible] janvier, chez le [illegible] Garzón, à Madrid. « *Nous [illegible] la seule association [illegible] partie civile [illegible] Pinochet. Depuis deux ans, nous [illegible] un [illegible] permanent [illegible] Garzón.* »

Cette fois, [illegible] Bonafini [illegible] venue [illegible] au juge [illegible] gros volumes [illegible] pièces. [illegible] milliers de [illegible] à l'opération « Condor », [illegible] plus [illegible] entreprises conjointes mises [illegible] point [illegible] dictatures latino-américaines pour réduire à néant leurs adversaires, [illegible] les années 70. « *On [illegible]blie,* [illegible] Hebe, *que l'acte d'accusation, en s'appuyant [illegible] l'opération "Condor", élargit [illegible] domaine [illegible] l'instruction au-delà du seul [illegible] Pinochet.* » De fait, dès son chapitre premier, la « Demande d'arrestation provisoire [illegible] d'extradition » présentée à Londres par [illegible] Garzón stipule qu'« [illegible] *internationale, [illegible] été formée, [illegible] le [illegible] d'opération "Condor". (...) [illegible] objectif : coordon[illegible] l'action répressive. Augusto Pinochet Ugarte, alors chef des forces ar[illegible] de [illegible] chiliens, (...) ordonna [illegible] physique, [illegible] torture, l'enlèvement [illegible] disparition de Chiliens [illegible] personnes d'autres nationalités, au Chili [illegible] ailleurs, dans [illegible] cadre des agissements des services secrets (DINA) et selon le précité plan "Condor".* »

Et de citer 79 « cas supposés » entrant dans cette qualification. Dans son [illegible] chapitre, la [illegible] d'extradition ajoute que Pinochet « *apparaît comme l'un des principaux responsables [illegible] leader d'une organisation internationale créée, en coordination [illegible] des responsables militaires [illegible] civils d'autres pays, principalement l'Argentine, pour concevoir, développer [illegible] exécuter la planification systématique [illegible] détentions illégales, tortures, déplacements forcés, assassinats et/ou disparitions de nombreuses [illegible], y compris des Argentins, des Espagnols, des Britanniques, des Américains, des Chiliens [illegible] d'autres nationalités. Le but : atteindre [illegible] objectifs politiques et économiques de la conspiration* ».

« *Tout part de là,* dit Hebe de Bonafini, *et le juge Garzón l'a très bien compris.* » Le plan « Condor » [illegible] susceptible de fournir les fonde[illegible] juridiques des poursuites, [illegible] il acte l'illégalité et l'ingérence [illegible] crimes perpétrés par [illegible] dictatures à l'encontre [illegible] citoyens étrangers sur leur propre sol, [illegible] à l'encontre de leurs propres citoyens en territoire étranger. Voilà pourquoi les six volumes remis [illegible] janvier par les [illegible] au juge espagnol concernent, dans leur quasi-totalité, [illegible] cas [illegible] dans la [illegible] internationales de l'opération « Condor ».

Ainsi, Jorge [illegible] Fuentes Alarcón, citoyen chilien, fut-il intercepté [illegible] 17 mai [illegible] par la police paraguayenne [illegible] provenance d'Argentine, [illegible] d'être [illegible] à Santiago, d'où il n'est jamais réapparu. Citoyens uruguayens, Telva Suarez, Ary Cabrera [illegible] Eduardo [illegible] furent séquestrés puis [illegible] en avril [illegible] à [illegible] Aires. [illegible] Jaccard Siegler, détenteur de la double nationalité [illegible] chilienne, fut cueilli à l'aéroport de la capitale argentine le 15 mai 1977, puis livré à la police chilienne. Zelman Michelini, ancien président du Parlement uruguayen, fut retrouvé mort, près [illegible] Aires, [illegible] compagnie de deux diri[illegible] de l'opposition, Hector Gutierrez et William Whitelaw, le 22 mai 1976. Le [illegible] de l'ex-président bolivien, Juan José Torres, fut trouvé sans vie le [illegible] mai 1976 à 90 kilomètres [illegible] la capitale argentine. Quelques jours seulement après le coup [illegible] du général Videla, Rodolfo Saneman, dirigeant du parti d'opposition paraguayen Colorado, et son épouse, réfugiés en Argentine, furent arrêtés [illegible] torturés avant d'être remis à la police d'Asunción.

De la conspiration du « Condor », on [illegible] l'essentiel, c'est-à-dire l'existence [illegible] d'une machine infernale et secrète, commune aux dictatures, destinée à broyer leurs opposants. Les indices abondent. Les « preuves » écrites, [illegible] qui peuvent convaincre un tribunal, font défaut. L'équivalent de la « conférence de [illegible] » des conspirateurs, où fut mise au point la « solution finale » pour [illegible] milliers de militants [illegible] de [illegible] latino-américains, [illegible] en octobre [illegible] à Santiago du Chili, [illegible] l'égide du général Manuel Contreras, chef de la DINA, les services [illegible] chiliens. Y participèrent [illegible] responsables chiliens, argentins, uruguayens, paraguayens et [illegible].

Le quotidien argentin *El Auténtico* publia, le 10 décembre 1975, [illegible] qu'il présenta [illegible] certaines [illegible] minutes [illegible] la réunion secrète. Un général [illegible] chiliens y aurait proposé « *de désigner dans chaque ambassade* [de chacun des cinq pays dans le monde] *un attaché de sécurité* » affilié à l'opération « Condor », [illegible] « *créer [illegible] centrale d'information* » [illegible] permettre à [illegible] forces « *d'aller et venir, [illegible] la Bolivie, le Chili, l'Argentine* », « *de [illegible] rendre [illegible] n'importe quel pays [illegible] que cela nécessite une enquête officielle* ». [illegible] chaque ambassade, proposa le commissaire argentin Al[illegible] Villar, « *on pourrait dire que l'on [illegible] créé une commission des narcotiques, et nous [illegible] saurions [illegible] de quoi il s'agit* ».

Le seul [illegible] public faisant [illegible] à l'opération « Condor » est américain. Washington a en effet partiellement [illegible] un câble envoyé par le chef d'antenne du FBI à [illegible] Aires, Robert Scherrer, à [illegible] supérieurs. Il [illegible] daté du [illegible] 1976, soit une [illegible] après l'assassinat, en plein Washington, d'Orlando Letelier, l'ex-ministre [illegible] étrangères de Salvador Allende. « *L'opération "Condor",* écrit [illegible] Scherrer, [illegible] *le [illegible] de code pour la collecte, l'échange [illegible] la con[illegible] d'informations concernant [illegible] présumés gauchistes, communistes [illegible] maoïstes, récemment mis en place par les services de renseignements [illegible] Amérique du Sud. (...) Le [illegible] est au centre de l'opération. [illegible] membres sont, [illegible] plus, l'Argentine, la Bolivie, le Paraguay [illegible] l'Uruguay. Le Brésil semble avoir accepté [illegible] fournir [illegible] renseignements. (...) La phase trois, la plus secrète, inclut la mise [illegible] place d'équipes voyageant partout dans [illegible] monde pour [illegible] à [illegible] des sanctions [illegible] jusqu'à l'assassinat. (...) Les [illegible] pays européens mentionnés pour de possibles opérations de phase trois [illegible] "Condor" sont [illegible] France [illegible] le Portugal.* »

[illegible] « actions de phase [illegible] », il y [illegible] eut [illegible] millier, [illegible] plus de mille de [illegible] ressortissants étrangers. « *Vingt et un [illegible] concernés* », [illegible] Hebe de Bonafini. La [illegible] d'élection, si l'on peut dire, du « Condor » [illegible] l'Argentine, où plusieurs [illegible] de milliers de militants [illegible] de démocrates latino-américains avaient trouvé refuge [illegible] 1976, *fuyant leurs propres dic[illegible]* [illegible] par le National Security [illegible] (NSI), *une puissante* [illegible] *américaine,* [illegible] conjurés du « Condor » [illegible] aussi [illegible] le général nicaraguayen Anastasio Somoza [illegible] les [illegible] la [illegible] sal[illegible] Ils [illegible] enfin collaboré pour [illegible] échec aux agents du [illegible] traquant [illegible] l'Amérique latine. L'opération « Condor », qui a culminé en 1976-1977, s'est poursuivie au [illegible] jusqu'à la [illegible] des généraux argentins, en [illegible].

[illegible] nouvelles pièces produites par les Mères, 1 800 pages [illegible] général Stroessner, le dictateur [illegible] ami des dignitaires nazis, qu'il a hébergés en nombre durant [illegible] interminable règne, de 1954 à 1988. Dans le cas du Paraguay, les traqueurs du « Condor » ont eu de la chance. En 1992 [illegible] ont [illegible] découvertes, fortuitement, les « [illegible] de la terreur » : quatre [illegible] de documents, dont beaucoup illustrent la coopération des services paraguayens [illegible] du « Condor ».

On y [illegible] une [illegible] de décembre 1975, envoyée par le général [illegible] à ses quatre collègues, évoquant nommément l'opération « Condor ». Ou cet accord, signé des colonels Benito Guanes pour le Paraguay et Juan Felix Porcel pour l'Argentine, [illegible] « *le [illegible] combiné d'interrogatoires* » et « *l'échange de détenus maintenus au secret* ». Preuve du lien étroit entre services sud-américains : une photo montrant Federico Tatter, avant sa mort, entre les mains de la police paraguayenne. Ce dirigeant de l'opposition paraguayenne avait été enlevé à Buenos Aires en 1976.

Mais la clé de l'opération « Condor » se trouve à Washington. En novembre, 36 *congressmen* ont écrit à Bill Clinton pour le prier d'autoriser le juge espagnol à accéder aux sources classifiées. Le 3 décembre, Baltasar Garzón a adressé au ministère américain de la justice, *via* Interpol, une extension de sa première commission rogatoire envoyée en 1998. La ministre américaine de la justice, Janet Reno, s'est déclarée disposée à « *examiner* » sa demande. Déclassifier les archives américaines, déclarait récemment au *New York Times* un ancien haut responsable des services secrets en poste au Chili dans les années 70, « *ouvrirait la boîte où grouillent les vers de terre* ». Les premiers « vers » sortent déjà. Ainsi le [illegible] février, a été déclassifiée une lettre du 6 juin 1975, signée Robert Scherrer, le résident du FBI à Buenos Aires. Envoyée au général chilien Ernesto Baeza, elle montre que le FBI informait alors les services de Santiago des détails de l'« interrogatoire » à Asuncion du chilien Jorge Fuentes, arrêté trois semaines auparavant.

On sait aussi que Vernon Walters, directeur adjoint de la CIA, a longuement [illegible] général [illegible] à Washington en août 1975, deux mois avant la réunion [illegible] crète présumée des responsables du plan « Condor ». « *Un document détenu par la justice italienne [illegible] qu'un mois après [illegible] Walters, Contreras a demandé à Pinochet l'affectation de 600 000 dollars supplémentaires* », écrit dans le *Los Angeles Times* du 1er novembre 1998 Lucy Komisar, une chercheuse qui prépare un livre sur les violations américaines des droits de l'homme dans les années 70. [illegible] sa demande, le général [illegible] fait référence à « *la [illegible] des principaux [illegible] de la junte chilienne [illegible] Mexique, [illegible] Argentine, au [illegible] Rica, [illegible] Etats-Unis [illegible] en Italie* ».

Enquêtant sur [illegible] d'Orlando [illegible] NSI, a eu accès à certaines auditions [illegible] responsables américains des renseignements devant le Sénat, auditions toujours classifiées. Ces documents, expliquait-il en décembre 1998, montrent que, pour le moins, la CIA « *en savait beaucoup sur les opérations du "Condor" en Argentine et en Uruguay* ». Quant à la DINA chilienne, elle « *se [illegible] en confiance [illegible] la CIA* » qu'elle avait demandé l'ouverture d'une antenne du « Condor » à Miami. Henry Kissinger s'y serait opposé.

De leur quartier général de [illegible] Aires, les [illegible] suivent attentivement les dernières pérégrinations du Condor [illegible] Etats-Unis. « *Finalement, vous agissez comme un lobby international ?* » Devant la question, Hebe de Bonafini sursaute. Le terme lui paraît incongru. Et puis, à la réflexion : « *Si vous voulez, nous sommes un lobby.* [illegible] *un lobby qui ne s'attacherait pas à faire gagner des voix ou de l'argent à quelqu'un. Un lobby radical.* » Les 2 000 Mères ont constitué le plus grand fonds d'Amérique latine portant sur les violations des droits de l'homme. Elles sont en relations suivies avec des ONG américaines, mais aussi avec des groupes en France, en Italie, en Allemagne, aux Pays-Bas, au Canada et en Australie. Malgré la volonté affichée des classes politiques des pays du cône [illegible] « passer l'éponge », [illegible] continuent, chaque jeudi et depuis vingt-deux ans, de manifester place de Mai à Buenos Aires, « *pour que personne n'oublie et que justice soit faite* ».

Pinochet, lui, attend le verdict des Lords. Le général chilien Contreras purge depuis 1995 une peine de sept ans de prison pour son implication dans l'assassinat d'Orlando Letelier. Les putschistes argentins, les généraux Videla, [illegible] Galtieri, sont assignés à résidence, de nouveau poursuivis à Buenos Aires *pour « détournement et appropriation illégale de 36 ou [illegible] enfants nés en captivité entre [illegible] et 1983* » et « donnés » à des familles de tortionnaires en manque de progéniture. Pour leurs autres crimes (considérés de droit commun), les trois généraux ont été jugés en 1985 et amnistiés en 1990. Les militaires uruguayens ne sont plus concernés, un plébiscite en 1989 ayant mis fin à toute poursuite à leur encontre. Quant à Hugo Banzer, l'ex-dictateur bolivien de 1971 à 1978 devenu [illegible], il s'est fait très démocratiquement [illegible] président de la Bolivie en 1997.

Reste [illegible] Stroessner, [illegible] plus concerné de tous par les documents récents réunis par les Mères. Depuis sa déposition, le 3 février 1989, il vit une retraite dorée à Brasilia. Le 3 février, le militant des droits [illegible] l'homme Martin Almada a [illegible] au président Cardoso de « *réexaminer l'asile* » offert au vieux despote, « *parce que le Brésil ne peut pas continuer à être un paradis pour ceux qui [illegible] commis [illegible] crimes [illegible] l'humanité* ». Les « *archives de la terreur* » paraguayennes, argue-t-il, incluent « *une liste pleine des victimes brésiliennes (...) de l'opération "Condor"* ».

Pourquoi s'acharner sur un vieillard [illegible] de quatre-vingt-[illegible] ans, semble-t-il [illegible] sénile ? « *Parce que,* dit Hebe, [illegible] *compte [illegible] comparution en justice des dictateurs [illegible] comparses. Le juge Garzón a obtenu de l'Audience nationale espagnole une décision qui bouleverse les données [illegible] international. Pour des raisons politiques, aucun pays du cône Sud n'est [illegible] jourd'hui disposé à juger les crimes de ses anciens bourreaux. Et [illegible] n'avons pas [illegible] d'attendre que soit constitué un tribunal pénal international, dans deux, cinq ou dix ans. [illegible] avance, nous avançons avec lui. Ce qu'il faut, c'est en accrocher un puis tirer le fil. Si Pinochet, Stroessner ou un autre tombe dans les mailles de la justice pour [illegible] contre l'humanité, les autres suivront en cascade.* » Au juge Garzón, les Mères ont remis la liste de dizaines de criminels ayant [illegible] aux ordres [illegible] toujours en liberté.

Si les Lords confirment la possibilité d'extrader Pinochet, tout, [illegible] en sont convaincues, ira en s'accélérant. Il deviendra difficile [illegible] rités américaines de refuser au juge Garzón l'accès [illegible] sen[illegible]. Il n'obtiendra [illegible] consul[illegible] les pièces pouvant mettre en [illegible] des responsables [illegible]. Mais il pourrait enfin entrer en possession d'éléments tangibles démontrant la réalité de l'opération « Condor », sur laquelle il fonde l'essentiel [illegible] d'accusation. « *Nous rendrons publiques [illegible] d'informations [illegible] possible, compa[illegible] américaines et les [illegible] Etats-Unis* », [illegible] James [illegible], le porte-parole [illegible] département d'Etat. Baltasar Garzón s'est promis d'« *atteindre le [illegible] du "Condor"* ». Comme les *Madres* [illegible] *Plaza de Mayo.*

> « Aucun pays du cône Sud n'est aujourd'hui disposé à juger les crimes de ses anciens bourreaux. Si Pinochet, Stroessner ou un autre tombe dans les mailles de la justice pour crimes contre l'humanité, les autres suivront en cascade »

Sylvain Cypel
Photo : Daniel Garcia

L'impatience des candidats à l'Union

ADHÉRER [redacted] l'Union européenne, c'est un peu comme entrer dans un club de golf, dit-on [redacted] dans les [redacted] candidats d'Eu[redacted]. Avant [redacted] admis sur la pelouse, il faut s'équiper [redacted] pied [redacted] cap, s'initier au jeu puis trouver des parrains. Mais il n'est pas question [redacted] modifier [redacted] du sport, ou du club, présumées intangibles.

De même, pendant la phase [redacted] préadhésion à l'Union, ouverte en novembre 1998, les cinq pays postulants [redacted] à négocier avec elle (Estonie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovénie) devront assumer l'ensemble [redacted] obligations [redacted] vigueur [redacted] du club – l'« acquis communautaire » – au cours d'un fastidieux travail [redacted] mise en conformité, législatif et ad[redacted] aussi s'armer d'une longue patience, puisqu'ils ignorent totalement [redacted] s'ouvriront, pour eux, [redacted] portes de l'Union.

« 2003 ? [redacted] ? [redacted] ? *Connaître, dès aujourd'hui, la [redacted] l'adhésion importe peu* », observait l'un des responsables bruxellois du dossier, lors d'un récent séminaire organisé à Prague, sur ce thème, par le Centre européen de journalisme de Maastricht. « *Ce qui compte, c'est que les Quinze ont pris un engagement politique inflexible. N'oublions pas qu'il a fallu douze ans pour mener [redacted] bien [redacted] premier [redacted] de [redacted] Communauté !* » Ce rappel historique ne consolera guère les Centre-Européens.

[redacted] d'obtenir rapidement [redacted] Quinze une échéance précise, dont ils ont pour l'instant fait leur deuil, les candidats [redacted] au moins disposer d'une date approximative qui leur permette de mieux mobiliser les énergies [redacted]. [redacted] attendant – et [redacted] cet effet –, certains se sont fixés un calendrier contraignant. Ainsi, la Slovénie affirme qu'elle [redacted] fin prête [redacted] l'adhésion dans le courant de 2002.

[redacted] sur un point : l'essentiel, et le plus dur de la négo[redacted] aura [redacted] à [redacted] de chaque pays candidat. Entre le gouvernement d'une part, et de l'autre, le Parlement, l'administration et l'ensemble des forces politiques et sociales. « *La négociation se joue à 90 % entre les acteurs nationaux*, estime un responsable tchèque. *Nous devons [redacted] l'Europe [redacted] nos opinions. Pour le reste, nous chercherons autant à convaincre les capitales des Quinze que Bruxelles.* » D'où l'intérêt pour les Centre-Européens de se doter, pour accomplir ce travail de « lobbying », d'un réseau diplomatique efficace.

L'un [redacted] principaux obstacles psychologiques sur [redacted] l'adhésion [redacted] la [redacted] ménager la susceptibilité des Etats de la région. Car ceux-ci envisagent avec méfiance [redacted] transferts de pouvoir au profit de Bruxelles qui [redacted] obligeront à sacrifier [redacted] part [redacted] leur souveraineté nationale [redacted] fraîchement reconquise. « *La négociation [redacted] l'élargissement [redacted] un processus très injuste* », admet un [redacted]. Une injustice [redacted] se sont toujours plaints, aujourd'hui comme hier, [redacted] candidats puisque l'Union exige plus des nouveaux arrivants que de certains Etats membres. L'alignement sur [redacted] normes de Schengen, qui ne s'impose [redacted] à l'ensemble [redacted] Quinze, [redacted] la contrainte la plus flagrante. Il [redacted] qu'en [redacted] l'Union jusqu'à [redacted] frontière [redacted] la Pologne, [redacted] futur élargissement – le plus [redacted] depuis le traité de Rome – fait craindre, exagérément ou non, [redacted] massifs [redacted] et [redacted] trafics en [redacted].

« *Au [redacted] l'Union, d'immenses régions [redacted] jusqu'en Ouzbékistan échapperont pratiquement [redacted]* », avertit-on à Bruxelles [redacted] l'on propose [redacted] Centre-Européens une coopération policière, [redacted]nière ou consulaire. « *[redacted] peut [redacted] bien imaginer [redacted] français ou espagnols donner un coup [redacted] main [redacted] leurs homologues polonais.* » [redacted] ont un souci plus immédiat : [redacted] de nouvelles [redacted] la première [redacted]. C'est en particulier le cas de [redacted] République tchèque [redacted] la Slovaquie. Prague plaide pour le maintien [redacted] régimes spéciaux [redacted] séparés [redacted]. « *L'Union a [redacted] d'une frontière sûre*, [redacted] un négociateur tchèque. *Mais [redacted] prendre en compte la [redacted] problème. Il ne faut pas que l'adhésion complique [redacted].* »

LA « VRAIE NÉGOCIATION »

En cette période d'analyse (dite [redacted] « screening ») [redacted] l'acquis communautaire – environ [redacted] 000 pages [redacted] législation – qui [redacted] jusqu'à l'été, les pays candi[redacted] se préparent à la « [redacted] négociation », avec l'aide [redacted] de Bruxelles, destinée notamment [redacted] former « une petite armée de bu[redacted] » originaire d'Europe [redacted].

Cette expérience commune in[redacted] les impétrants à coopérer entre eux et à se rapprocher des cinq [redacted] priés [redacted] plus longtemps (Bulgarie, Lettonie, Lituanie, Roumanie, Slovaquie). Avec Bruxelles, ils disent jouer [redacted] jeu. « *[redacted] sommes [redacted] et cré[redacted] que possible pour donner [redacted] maintenant la meilleure [redacted] de notre futur comportement au sein [redacted] l'Union. La difficulté, c'est de défendre [redacted] mieux [redacted] nationa[redacted] anticipant [redacted] positions [redacted] la Commission. Car, étant demandeurs, nous devons [redacted] les premiers.* »

Les Centre-Européens admettent [redacted] règles du jeu économique que le club [redacted] Quinze leur [redacted] imposées dans [redacted] « *partenariats pour l'adhésion* ». Après tout, adhésion [redacted] non, [redacted] réformes en [redacted] – restructurations, privatisations – résultent d'une [redacted] historique. « *Le coût [redacted] nos réformes est lié aux exigences [redacted] la transition, pas [redacted]* », souligne Janez Potocnik, [redacted] des négociateurs slovènes. Indépendante depuis 1991, la [redacted] n'a-t-elle [redacted] sacralisé [redacted] marché [redacted] l'inscrivant [redacted] Constitution ?

CLICHÉS

[redacted] veulent [redacted] tordre le [redacted] clichés un [redacted] trop répandus [redacted] l'Ouest du continent, comme celui qui [redacted] l'Europe [redacted] une [redacted] beau[redacted] plus pauvre [redacted] plus agricole que l'Europe des Quinze. Certes, l'agriculture ne représente que 2 % du PNB et n'occupe que 5 % de la main-d'œuvre [redacted] l'Ouest (contre respectivement 7 % [redacted] à l'Est). [redacted] moyenne statistique masque de grandes disparités. En République tchèque, par exemple, [redacted] pourcentages agricoles sont proches [redacted] chiffres moyens [redacted] l'Union ; [redacted] le PIB [redacted] habitant [redacted] supérieur [redacted] celui de la Grèce, lorsque celle-ci était elle-même [redacted] l'adhésion. L'économiste hongrois Andras Inotai précise que son pays vend plus de machines [redacted] d'équipements [redacted] à l'Allemagne [redacted] l'Espagne. De [redacted], l'Europe [redacted] économiquement beaucoup plus intégrée à l'Union qu'on ne [redacted], puisqu'elle lui assure 13 % de ses dé[redacted] commerciaux.

Une chose [redacted] sûre : [redacted] peuples d'Europe centrale [redacted] largement [redacted] gouvernements [redacted] doutent [redacted] du bien-fondé [redacted] leur démarche. « *Il suffit [redacted] la paranoïa [redacted] exclus*, relève un haut [redacted] d'un pays candidat, *pour être sûr [redacted] nous avons fait [redacted] bon choix.* »

Jean-Pierre Langellier

Les gens *par Kerleroux*

Le sang contaminé, la complexité en œuvre

Suite de la première page

[redacted] l'éminent biologiste François Gros, ancien [redacted] scientifique de Laurent Fabius, dédouaner l'ancien premier ministre et endosser seul la responsabilité de la tenue de cette réunion au cours de laquelle bloquer le concurrent de la firme française Diagnostics Pasteur, a-t-il avoué, avait été effectivement « *un objectif* », fût-il « *secondaire* ».

Mais, comme tout chercheur, décelant sa visée, le juge s'est aussi aperçu que la France, paradoxalement, avait été le seul pays à avoir choisi une attitude libérale vis-à-vis [redacted] tests étrangers, [redacted] de tests ayant pratiqué, du [redacted] de l'enjeu économique, une politique protectionniste. Surtout, réduisant son *grossissement*, [redacted] s'est rendu compte que si la mise en place du dépistage biologique avait pris une telle acuité en France en 1985 en matière de *transfusion sanguine* (1 % [redacted] 4 400 contaminations post-transfusionnelles [redacted] année-là, selon une expertise), [redacted] essentiellement parce qu'apparaissaient, [redacted] *amont*, [redacted] *carences* bien plus graves, spécifiquement françaises, reposant sur d'autres responsabilités, [redacted] l'articulation, cette fois, du monde médical et du monde [redacted]. [redacted] dit [redacted] qu'un premier barrage [redacted] fonctionné.

On le [redacted] : si [redacted] se situe, en [redacted] qui concerne les hémophiles, [redacted] un [redacted] relativement homogène [redacted] pays n'ayant pas su, [redacted] temps utile, adopter [redacted] mesures préventives qui s'impo[redacted] (à l'exception [redacted] Belgique), la [redacted] ment différente quant [redacted] contaminations post-transfusionnelles : la [redacted] cumule [redacted] plus [redacted] contaminations que ses voisins européens qui ont pourtant [redacted] en place le dépistage après [redacted]. Abondamment évoquée par [redacted] juges, [redacted] « spécificité française » trouve son [redacted] l'inapplication, par la communauté médicale et transfusionnelle, [redacted] chez [redacted] donneurs [redacted] des sujets « à risque ». Bien que préconisées par [redacted] pouvoirs pu[redacted] *juin* 1983, [redacted] empêché la poursuite [redacted] collectes dans [redacted] prisons, infimes en proportion [redacted] mais [redacted] par [redacted] *effets* : en 1985, 0,37 % [redacted] prélèvements ont [redacted] responsables de 25 [redacted] contaminations.

FERMENTS PASSIONNELS

Aussi, par un ajustement permanent [redacted] sa [redacted] de l'affaire [redacted] différentes focales, sait-on déjà que le juge de la Cour de justice sera contraint, au [redacted], de resituer au plus juste les décisions ou l'inaction éventuellement [redacted] différents protagonistes entre le temps administratif, le temps médical ou le temps scientifique. Toutes chronologies qui ont été, ces dernières années, par la passion et la pres[redacted] médiatique, particulièrement comprimées. Trancher [redacted] pour le juge d'autant plus [redacted] qu'il [redacted] opérer [redacted] le [redacted] nelles. [redacted] pressent [redacted] possibles, [redacted] que tout prévenu [redacted] être a priori jugé autrement qu'à l'aune de ce qu'il [redacted] *conséquences possibles de ses* [redacted] de [redacted].

Parce qu'il y avait en elle tous les [redacted] passionnels – le sang, la *maladie*, la *mort*, le *pouvoir* [redacted] l'argent –, l'affaire du sang [redacted] miné exigeait d'être minutieusement [redacted] analysée par [redacted] ce que le philosophe [redacted] Ricœur dans sa déposition a nommé « [redacted] *narration intelligible et acceptable* ». Brouillonne [redacted] imparfaite, [redacted] fruit d'une [redacted] croi[redacted] avec [redacted] d'une procédure connexe – le [redacted] ministériel » de l'affaire –, la procédure [redacted] la Cour [redacted] justice [redacted] la République n'a rempli que partiellement [redacted] mission. L'affaire du sang contaminé n'a pas [redacted] exposée, comme [redacted] aurait dû l'être, *chronologiquement*, thématiquement, en présence constante – ce qui [redacted] souhaitable –, à chaque étape, et sur chacun des sujets, [redacted] *protagonistes*.

Chaque témoin important, généralement mis [redacted] examen [redacted] le volet « non ministériel » de l'affaire, [redacted] venu déposer, logiquement sur la défensive, [redacted] une [redacted] de notes, [redacted] qui est peu conforme [redacted] la procédure. [redacted] n'ont pas témoigné sous serment. [redacted] pas répondre aux questions.

Enfin, un témoin important, Claude Weisselberg, ancien [redacted] d'Edmond Hervé, [redacted] qui [redacted] d'interrogations pèsent, a [redacted] témoigner. [redacted] confrontations n'ont [redacted] eu [redacted].

Pour [redacted] raisons, il manque, [redacted] l'évidence, [redacted] « [redacted] *civique* » que Paul Ricœur appelait [redacted], chargée d'embrasser [redacted] globalité [redacted] tout [redacted] minant « *la minutie des choix* » opérés par [redacted] politiques, permettant [redacted] disséquer [redacted] événements relevant du [redacted] collec[redacted] et, éventuellement, d'établir [redacted] responsabilités individuelles. [redacted] *imperfections* [redacted] n'ont fait, du reste, [redacted] renforcer cet [redacted] sentiment prégnant [redacted] conférences [redacted] : [redacted] dif[redacted] d'une [redacted] à juger [redacted].

Jean-Michel Dumay

RECTIFICATIF

Vuk Draskovic

[redacted] Mme Nedeljka Gluscevic, [redacted] conseiller à [redacted] Yougoslavie [redacted] Paris, la mise [redacted] point suivante : « *[redacted] publié dans Le [redacted] 12 février [redacted] M. [redacted] Védrine, ministre français [redacted] affaires étrangères, n'a pas reçu [redacted] Vuk Draskovic, vice-premier ministre [redacted] gouver[redacted] yougoslave. Cette fausse information communiquée en un moment politique bien délicat, [redacted] qui plus [redacted] pendant [redacted] conférence de Rambouillet, [redacted] contribue guère à [redacted] image objective [redacted] pays, [redacted] nous voulons croire qu'elle n'est pas volontaire. [redacted] a bien reçu [redacted] Vuk Draskovic, ainsi que MM. Milan Kommenic, [redacted] fédéral [redacted] l'information, [redacted] Bogdan Trifunovic, ambassadeur de Yougoslavie [redacted] France, le 11 février à 19 heures au Quai d'Orsay.* »

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - [redacted] PARIS CEDEX 05
[redacted] : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. [redacted] clientèle [redacted] : [redacted]
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Kosovo : une étape

A l'aune de l'objectif que l'on [redacted] fixé, [redacted] en avant, voix forte [redacted] péremptoire, la conférence de Rambouillet [redacted] Kosovo [redacted] achevée, mardi [redacted] 23 février, sur un échec. Car les pays du Groupe de contact (Allemagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie [redacted]) n'avaient pas convoqué [redacted] et Kosovars au château de Rambouillet pour [redacted] *négociation* [redacted]. [redacted] belligérants [redacted] là pour prendre connaissance du plan de paix qu'ils auraient [redacted] appliquer. Ils [redacted] choix. [redacted] prendre ou [redacted] laisser. Les représentants du gouvernement [redacted] Belgrade devaient rendre [redacted] le régime d'autonomie poussée qui [redacted] sien avant que Slobodan Milosevic ne [redacted] piétine en 1989. [redacted] Kosovars de[redacted] renoncer [redacted] leur revendication d'indépendance de [redacted] province de deux millions d'habi[redacted] peuplée d'Albanais.

L'OTAN allait déployer [redacted] hommes au sol [redacted] une double mission : [redacted] que [redacted] uns, [redacted], retirent leurs troupes du [redacted] fassent point pièce [redacted] *auto-administration* ; garantir que les autres, [redacted] Kosovars, désarment une partie [redacted] leurs [redacted] ne sortent pas du régime d'autonomie. [redacted] *Etats-Unis* voyaient les [redacted] *simplement* : [redacted] n'oseraient repousser une offre aussi avan[redacted] ; quant [redacted] ils se[redacted] *immédiatement*, mécaniquement, bombardés s'ils se risquaient [redacted].

Cela ne s'est pas [redacted] comme prévu : les deux parties ont refusé [redacted] sans condition l'accord qui leur [redacted] soumis. [redacted] *les Balkans éminemment* complexes, il ne fallait [redacted] aller avec une tactique aussi simple. Il y [redacted] une limite [redacted] la menace de l'utilisation [redacted] la [redacted] – même si, [redacted] M. Milosevic, elle [redacted] indispensable. Mais [redacted] ne peut [redacted] réduit [redacted] l'approche binaire volontiers défendue [redacted] les Américains : [redacted] passe [redacted] on cogne. La [redacted] d'Etat, Madeleine Albright, que [redacted] représente [redacted] *shérif* retenant mal son envie [redacted] dégainer ses colts, [redacted] trompée sur [redacted] « gueux » ont [redacted] *tenir* [redacted] *l'Amérique* : un [redacted]min [redacted] vingt-neuf ans, jusqu'alors inconnu des chancelleries, Hashim Thaçi, chef [redacted] poignée [redacted] guérilleros, [redacted], [redacted] leur nom, [redacted] de renoncer au principe [redacted] l'indépendance. [redacted] Milosevic, de son côté, ne s'est pas [redacted] *intimider* [redacted] la [redacted] bombardements : il refuse, lui, [redacted] déploiement de la [redacted] l'OTAN.

Pour autant, [redacted] n'est pas un [redacted] il [redacted] un début. Kosovars [redacted] ont accepté, sous condition, [redacted] grandes lignes du plan, sérieux [redacted] bon, qui leur [redacted] *soumis*. [redacted] le [redacted] d'un séjour français le 15 mars pour [redacted] deux grands points d'achoppement : le *déploiement – impératif*, [redacted] la force [redacted] l'OTAN – [redacted] l'épineuse question de l'indépendance. Aux Occidentaux, [redacted] Russes, de savoir [redacted] doser pressions et *menaces*, manier l'ambiguïté constructive. Le temps presse. Sur le terrain, les combats ont repris. On sait le prix que paie en [redacted] une [redacted] civile à la merci des forces serbes.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, *directeur général* ; Noël-Jean Bergeroux, *directeur général adjoint*
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz (*Editoriaux et analyses*) ; Laurent Greilsamer (*Suppléments et cahiers spéciaux*) ; Michel Kajman (*Débats*) ; Eric Le Boucher [redacted], Patrick Jarreau (*France*) ; Franck Nouchi (*Société*) ; Claire Blandin (*Entreprises*) ; Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Josyane Savigneau (*Culture*) ; [redacted]
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : [redacted] Beuve-Méry (1944-1969), [redacted] Laurens (1982-1985), [redacted] (1985-1991), [redacted]
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*, Fonds commun de placement des personnels du *Monde*, Association Hubert-Beuve-Méry, *Société anonyme des lecteurs du Monde*, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

L'accord de Rhodes

APRÈS [redacted] semaines de négociations ardues, la conférence de [redacted] se termine [redacted] un succès capital. [redacted] délégués de l'Egypte [redacted] d'Israël [redacted] d'accord sur un [redacted] d'armistice qui a [redacted] signé [redacted] le [redacted] *jaune* [redacted]. [redacted] armistice, qui met officiellement fin à l'état [redacted] guerre en Terre sainte, doit pour devenir *complet* [redacted] par [redacted] accords similaires avec la Transjordanie, la Syrie [redacted] le Liban ; [redacted] d'ores [redacted] déjà il constitue un [redacted] stabili[redacted] cette partie du monde.

Ce qui [redacted] capital dans l'accord de Rhodes, c'est tout d'abord la reconnaissance implicite [redacted] juif par un gouvernement arabe. Certes l'accord, fait-on observer au Caire, [redacted] d'ordre exclusivement militaire ; il n'en demeure pas moins que c'est au nom [redacted] l'Etat d'Israël que [redacted] délégués juifs ont apposé leurs signatures. [redacted] donc l'Etat juif admis, bon gré mal gré, [redacted] souveraine [redacted] Proche-Orient arabe. Mieux, [redacted] frontières méridionales [redacted] provisoirement fixées.

Et *c'est* [redacted] *le second point* important : la [redacted] du Neguev se termine par un succès [redacted] des armées juives. Le désert du Neguev – *du moins dans sa partie* septentrionale – demeure [redacted] mains d'Israël. Plus que pour l'Egypte qui n'y possédait pas d'in[redacted] précis, c'est pour [redacted] Grande-Bretagne un sérieux échec. Certes le [redacted] du [redacted] le golfe d'Akaba n'est [redacted] réglé ; il dépend [redacted] pourparlers entre Israël [redacted] la Transjordanie. Mais, [redacted] de l'immobilité égyptienne sur leurs flancs, les juifs abordent [redacted] seconde négociation [redacted] des [redacted] renforcés.

(25 février 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : [redacted] LEMONDE
[redacted] sur Minitel : 3617 [redacted] LMDOC
ou [redacted]
Le [redacted] sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
[redacted] microfilms [redacted] *Monde* : 01-42-17-29-33
Le Monde sur Compu[redacted] : [redacted] LEMONDE
Adresse [redacted] : http://www.lemonde.fr
Films à Paris et en province : [redacted]

هكذا من الاصل

La parité républicaine par le double vote

par Stany Grudzielski

IL est étrange que [redacted] républicains universalistes opposés [redacted] la parité obligatoire entre hommes [redacted] femmes ne trouvent rien [redacted] redire au découpage du territoire en circonscriptions électorales. Comment peuvent-ils admettre une [redacted] atteinte au principe sacré [redacted] l'indivisibilité de la République, une aussi insupportable dérive communautariste, par laquelle [redacted] citoyens, [redacted] êtres « *abstraits puisque universels* » (Elisabeth Badinter), sont catégorisés en habitants de Dunkerque, Paris ou Bourg-en-Bresse ? Entre autres perversités, [redacted] communautarisme circonscriptionnel n'a-t-elle pas pour effet de transformer chaque député en défenseur d'intérêts géographico-catégoriels, quand il devrait [redacted] comporter en représentant [redacted] nation une [redacted] indivisible ?

Redescendons sur terre. Le but d'un système électoral est de transformer des voix en sièges. Ces voix sont celles de citoyens qui habitent quelque part, ont une origine, un âge, des activités et – osera-t-on l'avouer ? – un sexe. Appelons [redacted] données des « catégories objectives ». Quelles sont celles dont le système électoral peut légitimement organiser la représentation parlementaire ? [redacted] répond : « aucune », alors on ne saurait admettre le découpage du territoire [redacted] circonscriptions électorales. Que nos républicains universalistes aillent au bout de leur logique ! Sur [redacted] point, Mme Badin[redacted] a raison : en introduisant une forme [redacted] reconnaissance catégorielle, [redacted] court [redacted] risque que d'autres catégories revendiquent une protection [redacted] leur représentation parlementaire. [redacted] pourquoi passer sous silence que [redacted] dérive communautariste a débuté [redacted] l'introduction du suffrage universel, quand on a fait droit, d'emblée, au souci [redacted] parties géographiques du [redacted] d'être représentées équitablement à l'Assemblée nationale ?

En réalité, la possibilité d'organiser la représentation nationale en tenant compte de l'existence de certaines catégories est une chance pour la République, qui [redacted] libre de s'organiser comme elle l'entend. C'est d'ailleurs, [redacted] proprement parler, [redacted] qui en fait une République, libre d'assurer une représentation garantie sur la base d'un critère catégoriel précis, [redacted] libre de la refuser [redacted] la base d'autres raisons précises.

Il faut ici prendre [redacted] contre-pied de [redacted] qui pensent [redacted] la République [redacted] lui interdisant de s'organiser à [redacted] guise, en vertu de [redacted] principe qui s'imposerait – « *naturellement* » ? – [redacted] elle. Ce qui fonde la République est au contraire la liberté des citoyens d'organiser leurs rapports politiques : nulle divinité, nulle « *nature humaine* » n'a institué [redacted] République. Nul principe intangible ne peut donc [redacted] invoqué pour faire obstacle [redacted] l'auto-organisation, par les citoyens, [redacted] leurs institutions.

Choisissons d'abord, librement, [redacted] critères en fonction desquels nous pourrons apprécier la pertinence d'une représentation parlementaire garantie de certaines catégories. Pour ma part – mais discutons-en ! –, je distingue trois critères utiles : [redacted] permanence (on ne saurait organiser structurellement la représentation nationale sur la [redacted] catégories conjoncturelles) ; l'intransitivité (on ne saurait organiser durablement la représentation nationale sur la base de catégories entre lesquelles les individus circulent) ; enfin, [redacted] déséquilibre (on ne saurait organiser un rééquilibrage [redacted] de la représentation nationale [redacted] la [redacted] de catégories dont aucun terme n'est [redacted] de [redacted]quilibre).

Passée au crible [redacted] critères, quelle [redacted] légitimité [redacted] quelques catégories objectives de la population [redacted] revendiquer une représentation parlementaire garantie ?

Est-il légitime de garantir une représentation des différents [redacted] d'âge ? [redacted] pas : si l'âge [redacted] citoyens induit bien [redacted] catégories pérennes – le critère de permanence [redacted] donc rempli –, c'est aussi une caractéristique [redacted] : [redacted] membres d'une catégorie d'âge n'y [redacted] de façon définitive (le critère d'intransitivité n'est donc [redacted] rempli). Par ailleurs, [redacted] n'observe [redacted] situation structurellement déséquilibrée quant à la représentation parlementaire [redacted] différents [redacted] d'âge (le critère [redacted] déséquilibre n'est donc pas rempli non plus).

Est-il légitime [redacted] garantir une représentation [redacted] différentes [redacted] tégories socioprofessionnelles ? Sûrement [redacted] : [redacted] caractéristiques [redacted] ni permanentes – la République cherche [redacted] à en [redacted]treindre l'importance – ni intransitives – on peut, bien entendu, passer d'une activité professionnelle [redacted] une autre. Certes, le critère de déséquilibre s'applique incontestablement à ce cas. L'inégalité [redacted] au [redacted] de la représentation nationale est même un problème politique central. Mais cela [redacted] fait qu'un critère rempli sur trois. La [redacted] d'ordres et le [redacted]poratisme sont bien incompatibles avec la République.

Est-il légitime de garantir une représentation des différents par[redacted] géographiques du pays ? C'est discutable. Cette catégorisation [redacted] critères sur trois : les parties géographiques du territoire sont permanentes et clairement déséquilibrées. [redacted] le critère d'intransitivité n'est [redacted] rempli : [redacted] citoyens [redacted] libres de déménager d'une partie du [redacted] vers [redacted] autre. Or, répétons-le, ce fractionnement [redacted] la République [redacted] le seul, [redacted] jour, à être admis, de façon, semble-t-il, incontestée.

Est-il légitime [redacted] garantir une représentation en fonction [redacted] l'origine [redacted] ou ethnique [redacted] citoyens ? Ce serait – horreur ! – ouvrir la voie au communautarisme ethnique. Perspective discutable s'il en [redacted]. Observons, malgré tout, que [redacted] catégorisation remplit, [redacted] la précédente, [redacted] critères sur trois : la permanence – il y aura toujours des citoyens d'origines diverses – [redacted] le déséquilibre – combien [redacted] députés d'origine maghrébine ou africaine ? Si [redacted] communautarisme apparaît antirépublicain, il n'est pourtant guère moins légitime que le communautarisme circonscrip[redacted] en vigueur.

Finalement, est-il, oui ou non, légitime [redacted] garantir une représen[redacted] parlementaire proportionnelle [redacted] deux sexes ? N'en déplaise aux antiparitaristes, il se fait que, parmi les cinq catégorisations [redacted] ici, celle-ci est la [redacted] qui [redacted] aux trois critères que nous avons définis : la permanence (il y aura toujours des hommes et [redacted] femmes) ; l'intransitivité (négligeons [redacted] cas extrêmement rares [redacted] transsexualité) [redacted] le déséquilibre (incontestable, [redacted] à l'origine [redacted] tout le débat actuel). On peut certes, répétons-le, refuser par principe [redacted] catégorisation, mais alors on [redacted] *a fortiori* rejeter le découpage de la République en circonscriptions, qui est moins légitime que la parité.

[redacted] qui répond [redacted] quelques arguments [redacted] principe contre la parité institutionnalisée. Mais certains – tel Robert Badinter – pensent que [redacted] parité ne peut [redacted] techniquement [redacted] imposée par le système électoral dans le cadre d'un mode [redacted] scrutin majoritaire. C'est faux, tout simplement. Il suffit d'introduire le système du double vote. Dans ce système, chaque [redacted] dispose [redacted] deux voix : l'une pour élire un homme, l'autre pour élire [redacted] femme. Il [redacted] s'agit pas, bien entendu, d'un système [redacted] séparation [redacted] un collège électoral masculin [redacted] un collège électoral féminin, où les hommes éliraient [redacted] hommes [redacted] femmes [redacted] femmes, [redacted] bien d'un système conduisant chaque électrice [redacted] chaque électeur à [redacted] à la [redacted] un homme [redacted] une femme, reconnaissant par là même qu'il [redacted] deux composantes [redacted] l'humanité.

Concrètement, il suffira [redacted] doubler la taille des circonscriptions actuelles pour en faire des circonscriptions binominales, dans lesquelles [redacted] élira une femme et un homme. Libre, évidemment, au [redacted] et à la candidate d'une même sensibilité politique de [redacted] présenter ensemble, en « ticket paritaire ».

Qu'en [redacted] il du [redacted] de liste ? M. [redacted] a tort de [redacted] qu'on peut [redacted] la parité, dans le cadre de ce mode de scrutin, en « *imposant* [redacted] *partis de respecter* [redacted] *parité dans* [redacted] *composition de leurs* [redacted] ». Cela ne garantit en rien les positions respectives [redacted] hommes et [redacted] femmes [redacted] Faut-il [redacted] imposer l'alternance, [redacted] différentes positions, d'une femme [redacted] d'un homme ? Ce n'est [redacted] efficace non plus : les [redacted] obtenant un nombre impair d'élus seront inégalement représentées [redacted] regard du [redacted], et, là [redacted] une [redacted] n'obtient qu'un élu, il [redacted] fort à parier que celui-ci [redacted] plus fréquemment un homme qu'une femme.

En réalité, seul le système [redacted] double vote, ici aussi, [redacted] garantir la parité [redacted] : concrètement, il suffira que le découpage des arrondissements électoraux soit effectué [redacted] à [redacted] que chaque arrondissement compte un nombre pair [redacted] que chaque parti [redacted] présente [redacted] de candidats (une [redacted] une [redacted] femmes).

Il est donc possible, [redacted] le [redacted] haite vraiment, [redacted] déterminer un système électoral qui réalise politiquement, [redacted] hommes [redacted] les femmes, le maximum d'égalité de [redacted] qui [redacted] compatible avec l'égalité [redacted] et [redacted] devoirs [redacted] individus. On peut s'opposer pour des raisons [redacted] principe [redacted] parité – ce n'est pas mon cas ! –, mais il [redacted] faux de prétendre qu'elle [redacted] techniquement impossible. [redacted] cette matière comme dans d'autres, les citoyens peuvent aisément trouver une solution institutionnelle [redacted] un problème [redacted] justice [redacted] ou politique qu'ils se posent à eux-mêmes. N'est-ce [redacted] rassurant, pour la [redacted] comme pour la République ?

> Certains – tel Robert Badinter – pensent que la parité ne peut pas techniquement être imposée par le système électoral dans le cadre d'un mode de scrutin majoritaire. C'est faux, tout simplement

***Stany Grudzielski**, sociologue, travaille pour les services [redacted] la Commission européenne.*

L'abstraction du calcul contre celle des principes

par Elisabeth de Fontenay

ON peut être une femme révoltée par l'infériorité à laquelle les hommes condamnent toujours les femmes et n'avoir pas été vraiment attentive aux débats sur la parité : par manque de compétence [redacted] d'expérience, par vieille lassitude devant les querelles historiques du féminisme, par ignorance du contentieux américain et de ses implications. Parce que je constatais que des amies, des amis militaient dans les deux camps, je fluctuais d'une opinion [redacted] l'autre, d'autant plus facilement que les objectifs déclarés par les partisans [redacted] par [redacted] adversaires [redacted] la parité me semblaient également favorables [redacted] la libération des femmes [redacted] à l'épanouissement de la démocratie.

Si je prends aujourd'hui la parole, c'est parce que je [redacted] supporte plus qu'un débat politique [redacted] dégrade [redacted] règlement de comptes. Des deux côtés, certes, des propos intolérables [redacted] échangés, mais ce sont les femmes « paritaires » qui ont frappé le plus bas. Et je ne dirai rien du haro porté sur [redacted] malheureux sénateurs, [redacted] d'immobilistes séniles par un parti du mouvement qui semble oublier que la [redacted] entre jeunes [redacted] vieux [redacted] aussi naturelle [redacted] universelle que celle qui existe entre hommes et [redacted] : d'où [redacted] fait que beaucoup [redacted] démocraties aient institué un conseil des sages !

C'est de manière franchement populiste que l'opposition à la parité [redacted] – une opposition juridiquement [redacted] philosophiquement instruite – a [redacted] désignée par des élues, par des militantes en colère comme culte du concept et apanage d'une classe privilégiée. En lisant certains jugements haineux portés sur [redacted] qui ont signé le manifeste antiparitaire, on peut se demander si la détestation de l'abstraction manifestée par quelques « paritaires » [redacted] les [redacted] traîne pas sur un chemin peu recommandable. [redacted] laisser [redacted] dévider un certain type de discours, [redacted] filerait bien vite [redacted] le pire : de fil en aiguille, on soupçonne la réflexion sur les principes de relever d'une spéculation oiseuse de nanti, on dénonce dans la capitale et dans les capitaux la raison dernière de ce qu'on présente comme un artificialisme élitaire et un constructivisme dénaturant.

Celles qui [redacted] sont prêtées à ces invectives risquent [redacted] se retrouver au plus près de [redacted] qu'un marxiste allemand, August Bebel, appelait le « *socialisme des imbéciles* ». Ou bien pensera-t-on qu'il [redacted] convient [redacted] à des femmes de veiller sur l'esprit [redacted] la lettre de la Constitution ? Il faudrait alors qu'elles soient et demeurent [redacted] êtres que l'inquiétant [redacted] Weininger décrivait, il y a un siècle, dans *Sexe* [redacted] *caractère*, comme constitutivement incapables de [redacted] représenter l'universalité de la loi [redacted] la généralité des principes.

Force [redacted] de remarquer, aussi, que [redacted] structure stalinienne n'a pas besoin du support [redacted] la lutte [redacted] classes pour [redacted] manifester. Sauf que, du temps où l'on militait pour que le plus grand nombre jouisse effectivement des droits de l'homme [redacted] du citoyen, on ne parlait pas [redacted] changer la Constitution : ou bien on [redacted] révolutionnaire et on préparait le renversement de l'Etat ; ou bien on [redacted] réformiste [redacted] on [redacted] battait politiquement pour une transformation des appareils d'Etat qui ajoutât l'effectivité [redacted] l'égalité [redacted] l'universalité des principes.

Les choses ont-elles radicalement changé, [redacted] parvenu à la fin de l'histoire, les enfants des [redacted] ethnies [redacted] accèdent-ils massivement à l'université et [redacted] grands écoles pour que nous puissions nous griser ainsi du consensus paritaire, de sa quasi-unanimité ? Faut-il qu'un état d'urgence, [redacted] nécessité de sa[redacted] public nous presse pour que [redacted] députés, séance tenante, fassent d'une question de mœurs l'absolue priorité [redacted] législatives !

Le bon sens imposerait [redacted] faire au moins trois constats. D'abord, [redacted] n'est pas sombrer dans l'intégrisme que de tenir, [redacted] toutes les forces [redacted] et [redacted] cœur, à ce principe souvent menacé, [redacted] droite et à gauche, qu'est l'unité du genre humain, c'est-à-dire [redacted] faire fond sur son universalité inépuisablement singularisable.

Ensuite, ce n'est pas pratiquer quelque *Verleugnung* freudienne, quelque déni pervers ou psychotique [redacted] la réalité qu'est la différence des [redacted] que [redacted] ne [redacted] inscrire ce clivage qui [redacted] universel parce que naturel dans la Constitution, laquelle institue une universalité qui n'a rien [redacted] naturel.

Enfin, ce n'est pas se laisser obséder par le même [redacted] se fermer à l'altérité que d'avoir peur d'un communautarisme dont on ne manquera pas, [redacted] discrimination [redacted] hommes et femmes, d'introduire la légitimité, [redacted] la possibilité. Le différentialisme se révèle [redacted] effet comme [redacted] réquisit qualitatif exorbitant d'une parité aux allures bon enfant.

Bien sûr, il importe de réparer l'injustice subie par les femmes [redacted] la sphère [redacted] la politique. [redacted] faut-il [redacted] faire [redacted] installant au fondement même de la Constitution le calcul d'une égale proportion entre les sexes ? C'est ce chiffrage de l'égalité, pour le coup, qui [redacted] semble relever d'une mauvaise abstraction. Qu'on y songe. Le Conseil constitutionnel a refusé le système des quotas. Qu'à cela ne tienne ! Les deux Assemblées changeront la Constitution, [redacted] quotas deviendront constitutionnels et le tour sera joué.

Cette mise en demeure de la Constitution a tout d'une instrumentalisation, d'une inversion [redacted] fins et des moyens. On veut modifier cet article 3 qui est la [redacted] voûte de l'architecture républicaine [redacted] refuse de voir qu'en le déverrouillant on porte atteinte [redacted] souveraineté du peuple, laquelle [redacted] dans son unité, [redacted] sur l'égalité de sujets [redacted] droit [redacted] différents. On fait ainsi [redacted] marché d'une transcendance qui a pourtant [redacted] ainsi conçue qu'elle [redacted] la seule que chacun puisse respecter sans renier sa singularité.

[redacted] une fois, les partenaires [redacted] débat veulent [redacted] et [redacted] que les femmes [redacted] plus empêchées d'être les égales des hommes, en politique [redacted] ailleurs. Si je suis maintenant hostile à la parité telle qu'on [redacted] la propose, alors [redacted] croyais pencher [redacted] l'autre camp, c'est que j'ai fait l'effort intellectuel de lire l'impeccable leçon [redacted] droit que Robert Badinter a donnée dans [redacted] entretien au *Monde* (daté 14-15 février). J'ai compris qu'on peut obtenir [redacted] les mêmes effets [redacted] modifiant [redacted] l'article 3, ce fondement [redacted] fonde[redacted] de [redacted] droit constitutionnel, qui porte sur l'unité du peuple souverain, mais l'article 4, qui codifie le rôle [redacted] partis.

Cette substitution d'un article à l'autre en vue [redacted] sa modification aboutirait [redacted] même résultat, [redacted] aurait l'avantage de [redacted] pas risquer de déclencher l'incalculable [redacted] philosophique [redacted] symbolique à laquelle peut conduire la manipulation de l'article 3. Je ne comprends pas pourquoi les députés, [redacted] femmes [redacted] bonne volonté, [redacted] citoyens en général ne [redacted] rallieraient [redacted] à [redacted] solution. Préféreront-ils l'abstraction mécanique du calcul à l'abstraction dialectique [redacted] principes ?

> C'est de manière franchement populiste que l'opposition à la parité [redacted] été désignée par des élues, par des militantes en colère comme culte du concept et apanage d'une classe privilégiée

***Elisabeth de Fontenay** [redacted] maître de conférences de philosophie à l'université Paris-I.*

Ne pas confondre sexe et genre

par Joëlle Wiels

LES opinions qui [redacted] exprimées récemment pour [redacted] contre [redacted] parité mélangent [redacted] notions [redacted] sexe et [redacted] genre – ou, si l'on préfère, [redacted] sexe biologique [redacted] de sexe social –, [redacted] que cette distinction a [redacted] clairement [redacted] depuis plus [redacted] vingt ans par les [redacted] féministes. Cette ignorance ou ce manque [redacted] réflexion paraissent pour le moins surprenants, voire carrément [redacted] chez [redacted] personnes qui prétendent prendre position sur ce sujet. Car la lutte pour la parité [redacted] hommes et des [redacted] publique n'est en aucune façon liée à la réalité biologique qu'est le [redacted] individus composant la population humaine. Elle [redacted] corriger des inégalités qui touchent [redacted] femmes en tant que genre.

La nuance n'est pourtant pas mince. [redacted] d'un individu mâle ou [redacted] – qu'on peut apprécier par de multiples [redacted] que les [redacted] génitaux [redacted] ou internes, le caryotype, la présence ou l'absence de [redacted] gènes – [redacted] le résultat d'un processus biologique très complexe qui a lieu durant le développement embryonnaire et se poursuit [redacted] la vie [redacted] l'individu. [redacted] qui n'aboutit évidemment pas toujours à des situations très simples.

[redacted] admet généralement que [redacted] mâles [redacted] un chromosome X [redacted] un chromosome Y, [redacted] que les femelles ont deux chromosomes X. Mais un individu sur huit cents possède [redacted] et un sur sept cents un X et deux Y ou deux X [redacted] un Y. Il existe [redacted] – beaucoup plus rarement – [redacted] personnes qui [redacted] un caryotype en opposition [redacted] leur morphologie externe, c'est-à-dire des « [redacted] » XX et [redacted] « femmes » XY. Ainsi donc, le sexe, [redacted] biologique complexe et variable, ne permet pas [redacted] placer tous les individus dans [redacted] catégories.

En revanche, [redacted] qui permet [redacted] déclarer garçon ou fille [redacted] la mairie et [redacted] leur attribuer ensuite un numéro [redacted] Sécurité [redacted] (1 pour les hommes, 2 pour les femmes), c'est le genre. Le concept [redacted] genre, même s'il émane directement [redacted] donc [redacted] la nature, n'a pas grand-chose à voir avec elle. Le genre [redacted] une construction sociale, une réalité historique, politique, juridique, linguistique, culturelle. Il [redacted] une invention humaine, festi[redacted] frontière entre [redacted] et d'autres, afin [redacted] répartir – inégalitairement – biens, covées, pouvoirs, devoirs.

[redacted] n'est [redacted] la nature qui pendant [redacted] siècles, a empêché les femmes d'aller [redacted] qui leur interdisait, il y a peu [redacted] d'entrer [redacted] Polytechnique, mais [redacted] qui ne [redacted] pas qu'elles aient [redacted] aux emplois les plus prestigieux [redacted] qui disposent [redacted] moyens [redacted] leur barrer légalement la route. Ce n'est [redacted] non plus la nature qui empêche aujourd'hui un homme d'épouser un autre homme et [redacted] fonder une famille, mais [redacted] dispositifs [redacted] reposant sur une idéologie normative. Enfin, ce n'est pas [redacted] nature qui fait que [redacted] nationale [redacted] remplie de [redacted] d'hommes, mais une [redacted] politique [redacted] du jeu non [redacted] qui permettent aux hommes de maintenir leur monopole sur [redacted] pouvoir et qui on [redacted] peu [redacted] la compétence.

Ce n'est donc pas au nom [redacted] nature que [redacted] féministes, aujourd'hui, revendiquent la parité. C'est au nom de l'histoire des relations [redacted] les hommes e[redacted] femmes, qui [redacted] si vieille [redacted] ancrée dans [redacted] coutumes et nos institutions [redacted] qu'il [redacted] poser que [redacted] changeront [redacted] seules, là [redacted] se légitimise [redacted] où se reproduit la domination masculine : dans [redacted] lieux de pouvoir. La parité [redacted] introduire dans [redacted] loi pour que puisse s'écrire une autre histoire. Pour que le genre qui structure notre société depuis [redacted] longtemps, et dont nous ne [redacted] débarrasserons malheureusement pas d'un coup de baguette magique, [redacted] à créer [redacted] l'égalité. [redacted] n'est que lorsqu'il ne [redacted] plus [redacted] créer de l'inégalité qu'il disparaîtra. Du moins peut-on l'espérer.

***Joëlle Wiels** [redacted] de recherche au CNRS.*

double vote

Ne pas

Quand copulent les mouches

par Birthe Pedersen

N[redacted] avons, dans mon Danemark [redacted] tal aussi, une expression fort rustique pour désigner les débats futiles et scolastiques dans lesquels on perd de vue un objectif pragmatique : elle désigne la copulation [redacted] mouches. Il me semble que, dans le débat sur la parité, [redacted] France risque de se retrouver dans peu de temps avec une infestation [redacted] moucherons [redacted] de ces [redacted] qui ne [redacted] d'étonner [redacted] je suis.

Voilà un [redacted] – la France – qui [redacted] la honte [redacted] l'Europe [redacted] représentation politique [redacted] femmes. Voilà un pays où les hommes, même [redacted] l'enceinte démocratique la plus prestigieuse, [redacted] croient [redacted] à lancer [redacted] invectives misogynes [redacted] que *« chœur des vagins »* ou *« à poil ! »*. Cinquante [redacted] droit [redacted] et trente [redacted] de lutte [redacted] femmes n'ont rien changé [redacted] situation. Et quand, enfin, la [redacted] prend conscience [redacted] anomalie, qui entend-on [redacted] virulence [redacted] une mesure [redacted] réparer l'injustice ? [redacted] féministes. Ou, du moins, [redacted] partie d'entre [redacted] rêver.

L'argumentation qui [redacted] refuser la loi sur la parité [redacted] nom [redacted] refus d'une spécificité féminine [redacted] paraît absurde. [redacted] vu que des [redacted] parité [redacted] conduit à [redacted] institutionnalisation de l'infériorité [redacted] une dégradation de l'égalité [redacted] les sexes ? La Norvège, qui a adopté [redacted] mesures volontaristes, [redacted] aujourd'hui le [redacted] au monde [redacted] cette même égalité [redacted] mieux respectée, devant la Suède, [redacted] Danemark et la Finlande, qui occupent les premières places [redacted] la [redacted] des [redacted] les plus respectueux de l'égalité des sexes établie [redacted] l'Organisation des [redacted].

La [redacted] quant [redacted] au quarantième [redacted] la Chine, les Philippines et la Colombie, principalement à cause de la sous-représentation des femmes en politique. Il faut que les adversaires [redacted] la parité expliquent en quoi l'universalisme a favorisé les Françaises et la discrimination positive pénalisé [redacted] Norvégiennes.

[redacted] Danoises et [redacted] Suédoises n'ont [redacted] eu recours à [redacted] parité, mais elles ont menacé, hérésie suprême, [redacted] constituer des partis [redacted] femmes. Osez me dire qu'en cela nous avons permis un retour [redacted] l'épanouissement [redacted] les préjugés inégalitaires. Ou alors, le taux record d'élues aux Parlements nationaux [redacted] femmes ministres [redacted] devenu la preuve de la discrimination des femmes au nom [redacted] leur biologie.

La Norvège, qui a adopté de telles mesures volontaristes, est aujourd'hui le pays au monde où cette égalité est le mieux respectée

Autre argument [redacted] : [redacted] hommes [redacted] femmes [redacted] la porte ouverte à des revendications similaires [redacted] la part [redacted] minorités ethniques ou religieuses, [redacted] rouquins, des horlogers, etc. Et alors ? Il [redacted] normal qu'il y ait, [redacted] démocratie, [redacted] revendications. Ensuite il appartient au [redacted] démocratique de déterminer [redacted] les revendications [redacted] légitimes et s'il existe une majorité pour les convertir en mesures législatives. Refuser la parité sur [redacted] de cet argument revient à considérer qu'une plus grande représentation des [redacted] légitime que [redacted] des horlogers. Et [redacted] l'exclusion des [redacted] n'est pas suffisamment scandaleuse pour [redacted] donne un coup de pouce législatif là où les mentalités résistent.

Si on glorifie le citoyen abstrait sans [redacted], il n'est, en effet, [redacted] scandaleux qu'il n'y [redacted] que des hommes à l'Assemblée nationale puisque, quel que soit le sexe de l'élu, il représente l'humanité tout entière et réagit, vote et légifère en tant que représentant de l'humanité sans distinction de sexe : *« On ne vote pas en tant que mâle ou femelle. »* Tout cela [redacted] une abstraction hypothétique qui ne résiste [redacted] à l'examen [redacted] la réalité.

Est-ce que les élus qui crient *« à poil ! »* aux élues réagissent en tant que représen[redacted] l'espèce humaine [redacted] tant [redacted] mâles ? Pourquoi a-t-il fallu attendre la fin [redacted] années 80 pour que le viol soit considéré comme un crime par « LE législateur » sinon parce que « LE législateur » était [redacted] ? Certes, les femmes, [redacted] les hommes, [redacted] pour défendre un projet [redacted] société, [redacted] pour défendre [redacted] intérêts [redacted] leurs congénères. [redacted] élu républicain sans [redacted] n'existe [redacted] perd donc pas grand-chose [redacted] l'enterrant [redacted] l'égalité [redacted].

Il s'agit, pour [redacted] femmes, [redacted] gagner leur place [redacted] leur légitimité [redacted] politique, chose possible seulement si elles arrivent à accéder aux mandats. Que l'on [redacted] les [redacted] qui [redacted] excluent, que les [redacted] entrent massivement à l'Assemblée nationale, [redacted] verra s'affirmer sur un pied d'égalité avec [redacted] hommes, quelle que [redacted] la manière [redacted] leur représentation [redacted] favorisée. La discrimination positive contribue [redacted] changer les mentalités. Elle sert à casser [redacted] mécanismes d'exclusion [redacted] débouchera sur [redacted] pérennisation [redacted] leur présence [redacted] politique [redacted] façon que [redacted] présence devienne naturelle.

Quelle [redacted] la situation la plus inacceptable ? Que les femmes [redacted] *de facto* des mandats politiques ? [redacted] qu'elles gagnent le droit [redacted] l'égalité de traitement grâce [redacted] une mesure volontariste ? [redacted] les [redacted] de la parité disent clairement qu'elles préfèrent la première solution pendant un [redacted] miné et, selon toute probabilité, encore [redacted]. Et qu'elles nous expliquent par quels [redacted] elles entendent faire [redacted] la représentation des femmes en l'ab[redacted] de [redacted] volontaristes [redacted] que, pendant cinquante ans, cela [redacted] révélé impossible. Bien sûr, il serait préférable que les partis politiques viennent à la sagesse [redacted] y [redacted] contraints par une loi. [redacted] le Parti [redacted] a [redacted] de favoriser la candidature [redacted] femmes, c'est justement grâce au débat sur la parité. Et que nous offre-t-il, le PS ? Trente pour [redacted] des candidatures. Trente pour cent, c'est l'aumône ; la justice, [redacted] la parité.

Toutes [redacted] ont été menées au nom des femmes, au nom [redacted] moitié de l'humanité et [redacted] citoyens que [redacted] sommes. Réduire [redacted] qualité de [redacted] l'humanité [redacted] l'appartenance à une corporation revient [redacted] nier [redacted] d'action collective et à limiter la lutte pour l'égalité des sexes à une lutte individuelle. Dans [redacted] cas, [redacted] parlons plus [redacted] féminisme. Le féminisme [redacted] toujours [redacted] une lutte collective [redacted] femmes, pour les femmes, parce qu'elles [redacted] discriminées [redacted] tant que femmes.

[redacted] revendications [redacted] n'ont jamais [redacted] formulées au nom d'une [redacted] les hommes [redacted] les femmes, [redacted] seulement pour qu'une [redacted] traitement ne [redacted] plus acceptée. Pour que l'appartenance à la [redacted] féminine [redacted] soit plus prétexte [redacted] des discriminations. Il [redacted] paraît fort préjudiciable que [redacted] sur la parité [redacted] pollué par un débat sur [redacted] éventuelle spécificité féminine. Qu'il [redacted] différence entre les sexes est sans importance dans un débat qui devrait être celui de la justice. Les femmes sont exclues [redacted] mandats politiques parce qu'elles sont des femmes. Il faut donc faire en sorte qu'elles ne le [redacted] plus. Point final. Le reste [redacted] copulation de mouches.

[redacted] est [redacted] pondante [redacted] France [redacted] quotidien danois « Kristeligt Dagblat » et du magazine [redacted] danois [redacted] cherche [redacted] condition féminine.

Les antiparitaires se trompent

par Janine Mossuz-Lavau

POUR justifier leur position, les antipari[redacted] invoquent l'universalisme que le projet de parité mettrait [redacted] mal. Rappelant [redacted] principes fondateurs de notre démocratie, ils énoncent [redacted] celle-ci ne connaît [redacted] le citoyen abstrait, c'est-à-dire un être qui ne peut être défini par aucune caractéristique sociale, religieuse, culturelle ou sexuelle. Prendre [redacted] compte, pour sélectionner [redacted] représentants, un critère, quel qu'il soit, reviendrait [redacted] rompre [redacted] règle [redacted] égalité qui doit régner entre les citoyens et qui [redacted] peut exister, justement, [redacted] ne [redacted] que [redacted] *« individus abstraits »*.

Or, [redacted] l'on admet que seul puisse [redacted] légitiment reconnu [redacted] individu abstrait, [redacted] quoi [redacted] un problème que [redacted] assemblées soient presque exclusivement masculines ? [redacted] représentants, quels qu'ils [redacted] – et seraient-ils tous [redacted] –, parleraient au nom [redacted] représentés – femmes et hommes. [redacted] n'est [redacted] le raisonnement que tiennent [redacted] antiparitaires. Toutes [redacted] déplorent [redacted] quasi-absence [redacted] femmes [redacted] assemblées élues.

[redacted] antiparitaires allient-ils [redacted] reconnaissance [redacted] la dimension sexuée [redacted] l'humanité avec leur refus [redacted] voir celle-ci inscrite dans la loi ? Jusqu'à [redacted] peu, ils répondaient qu'il [redacted] fallait pas inscrire la différence sexuée [redacted] la loi parce que toute mesure [redacted] térinant une [redacted] ne pouvait qu'entraîner [redacted] régression. J'y reviendrai.

Mais certains faisaient une première exception [redacted] cette [redacted] en proposant, dès 1995, [redacted] une surdotation aux partis politiques présentant un nombre *« convenable »* de [redacted]. [redacted] qui supposait d'inscrire la [redacted] sexuée dans la [redacted] financement des partis politiques. On pouvait [redacted] se poser la question : en quoi [redacted] moins grave, moins [redacted] toire [redacted] l'universalisme d'inscrire [redacted] la loi de financement [redacted] partis politiques plutôt [redacted] loi électorale ou dans la Constitution ?

Aujourd'hui, un certain nombre d'antiparitaires demandent que l'on inscrive qu'il y a [redacted] hommes et [redacted] femmes... [redacted] l'article 4 [redacted] Constitution, pour éviter cette inscription dans l'article 3. [redacted] serait donc plus attentatoire [redacted] l'universalisme [redacted] faire figurer malgré tout la différence sexuée [redacted] Constitution, sous prétexte qu'il s'agit d'un article concernant les partis politiques plutôt que la souveraineté nationale ?

[redacted] retrouve aussi beaucoup, [redacted] le [redacted] des antiparitaires, l'argument selon lequel, si l'on adoptait [redacted] mesures contraignantes pour [redacted] la promo[redacted] politique [redacted] femmes, celles-ci seraient choisies parce qu'elles seraient [redacted] et non pas pour leurs compétences. Comme si « [redacted] » allait choisir les candidats hommes parmi [redacted] militants [redacted] partis politiques et [redacted] candidates femmes dans une sorte de no man's land, hors [redacted] formations politiques – pourquoi [redacted] dans la rue ?

Si l'on devait organiser [redacted] élections paritaires, [redacted] partis choisiraient [redacted] candidates femmes parmi leurs militantes, qui sont nombreuses. Donc, [redacted] femmes adhérant à leurs idées, capables [redacted] battre pour un programme [redacted] on saurait parfaitement quels engagements politiques elles ont pris. Elles seraient, au même titre que [redacted] hommes, élues en fonction [redacted] leur adhésion à un projet politique et non [redacted] au seul motif qu'elles seraient des femmes. Elles représenteraient les hommes et [redacted] femmes [redacted] interviendraient [redacted] questions soumises à l'appréciation [redacted].

Et pourquoi ces militantes seraient-elles moins compétentes [redacted] hommes qui siègent aujourd'hui [redacted] assemblées ? Qu'on nous démontre que les femmes socialistes qui ont été [redacted] députées en 1997 parce que 28 % [redacted] circonscriptions avaient [redacted] réservés aux femmes sont [redacted] moins [redacted] parlementaires que leurs homologues masculins. Cette suspicion rappelle en tout cas fâcheusement le propos d'Alain Juppé lors du débat [redacted] vote [redacted] l'Assemblée nationale, le 11 mars 1997 : il proposait de faire apparaître les femmes aux niveaux municipal, régional et européen : *« Je suis convaincu,* disait-il, *qu'ayant fait [redacted] niveaux l'apprentissage [redacted] la vie politique, [redacted] femmes disposeraient de [redacted] les [redacted] pour ensuite partir [redacted] l'assaut, avec succès, [redacted] scrutins uninominaux. »* [redacted] quoi Frédérique Bredin répliquait qu'une [redacted] ne proposait [redacted] femmes que *« [redacted] petits boulots »*. [redacted] femmes, qui sont aujourd'hui plus nom[redacted] hommes [redacted] l'Université, qui forment 45 [redacted] la population active, n'ont plus [redacted] prouver leurs compétences. Elles [redacted] seulement besoin qu'on ne [redacted] empêche pas de les [redacted].

Les femmes n'ont plus à prouver leurs compétences. Elles ont seulement besoin qu'on ne les empêche pas de les exercer

Dans le « Manifeste » publié par *L'Express* le 11 février, [redacted] antipari[redacted] aussi les paritaires d'abandonner le *« principe [redacted] la solidarité entre victimes de discrimination »* et d'ignorer les *« inéga[redacted] économiques, sociales, raciales [redacted] souffrent [redacted] de femmes »*. Or les difficultés [redacted] rencontrent [redacted] femmes [redacted] au cœur des préoccupations [redacted] paritaires. Et il leur [redacted] que ces inégalités, ces dif[redacted] mieux prises en compte dans des assemblées comportant 50 % [redacted] femmes qu'elles ne [redacted] sont aujourd'hui.

L'agenda politique serait alors conçu [redacted] telle manière que, quand on traiterait par exemple du chômage, on tiendrait compte [redacted] façon [redacted] particulière dont il touche [redacted] femmes. Et il en [redacted] même pour tout ce qui concerne le temps partiel – presque exclusivement le lot des femmes –, les familles monoparentales – pour l'essentiel assumées par des femmes – et [redacted] les problèmes susceptibles d'être discutés par des [redacted] du peuple.

A moins que [redacted] antiparitaires fassent plus confiance, pour résoudre ces difficultés, à des [redacted] semblées composées [redacted] 90 % d'hommes ? Qui peut croire que [redacted] hommes seuls sont plus [redacted] même [redacted] prendre en charge [redacted] problèmes des femmes que [redacted] assemblées paritaires ?

Enfin, défendre la parité reviendrait à instaurer le différencialisme, [redacted] mettre en avant la diffé[redacted] entre [redacted] sexes [redacted] conduirait à une *« régression »*, au [redacted] laquelle [redacted] seraient menacées de perdre leurs droits, leurs acquis, d'être renvoyées [redacted] l'image [redacted] l'on voulait donner d'elles [redacted] le régime de Vichy.

Qui peut croire, là encore, que [redacted] de permettre [redacted] 288 [redacted] à 289 [redacted] siéger à l'Assemblée nationale va autoriser qui que ce soit à remettre [redacted] leur droit [redacted] disposer [redacted] leur corps, leur droit au travail, leur entrée massive dans l'enseignement supérieur ?

Comment le fait qu'elles obtiennent un droit politique réel, celui de l'éligibilité, donc des droits politiques qu'elles n'ont pas à ce jour dans la réalité, pourrait-il conduire [redacted] la mise en cause de leur statut actuel ? [redacted] femmes à la moitié [redacted] postes de responsabilité seraient, au contraire, ga[redacted] de ce qu'il n'y aurait pas [redacted] régression possible.

Janine Mossuz-Lavau [redacted] *directrice [redacted] recherche au Centre d'étude de la vie politique française (Cevipof).*

Oui, tenter cette expérience nouvelle

par Michelle Perrot

AUJOURD'HUI, on oppose [redacted] *« paritaires »* [redacted] *« universalistes »*. Est-il possible, quitte [redacted] compliquer [redacted] un peu plus les choses, de défendre l'idée d'une parité universaliste ?

L'universel, constamment sollicité [redacted] ce débat, [redacted] un objectif, non [redacted] réalité. [redacted] les faits, c'est un cache-misère, un cache-sexe qui ne recouvre le plus souvent que du masculin [redacted] a servi [redacted] exclure les femmes du gouvernement [redacted] la Cité. Sieyès, lorsqu'il distingue, en 1789, [redacted] *« actifs »* [redacted] les *« passifs »*, inclut l'ensemble des femmes au rang de ces derniers, aux [redacted] pauvres, des étrangers [redacted] mineurs, la discrimination de [redacted] évidemment la plus forte de toutes. Il ajoutait cependant : *« du moins dans l'[redacted] actuel »*.

L'« [redacted] actuel » a duré jusqu'en 1944 pour le droit de vote ; il dure encore pour [redacted] représentation (11 % de femmes [redacted] l'Assemblée nationale). Les femmes, qui [redacted] aujourd'hui les égales des hommes en instruction, qualification, capacités, autonomie sexuelle, voire – à un moindre degré – économique, continuent à [redacted] la décision politique parce que [redacted] politique s'est construite comme un club masculin où [redacted] demeurent des intruses. C'est un déni de justice, et [redacted] doute une faute, les femmes, [redacted] par leur situation, leur expérience propre, étant susceptibles d'apporter quelque chose d'autre à [redacted] difficile gestion de la Cité.

Je dis [redacted] dessein, par leur *« expérience, situation »* par cet *« habitus »* qui constitue une seconde nature, [redacted] nature sociale, la seule [redacted] laquelle [redacted] ayons affaire ; non par leur nature biologique. De ce point de vue, je ne me reconnais pas dans les propos de Sylviane Agacinski (*Le Monde* [redacted] 6 février) : *« Il y a [redacted]*, [redacted] dualité [redacted] asseoir la parité politique.

[redacted] enracinement du politique [redacted] biologique me paraît un dangereux [redacted] arrière, vers un XIXe siècle qui [redacted] tenté de fonder son organisation sur le corps, [redacted] d'un masculin [redacted] d'un féminin, opposés ou complémentaires, mais toujours fortement hiérarchisés.

Retourner l'argument au profit [redacted] femmes, dire, [redacted] exemple, que, par leur nature, [redacted] compris maternelle, [redacted] femmes seraient porteuses d'une [redacted] politique, [redacted] paraît faux [redacted] dangereux. Sylviane Agacinski ne [redacted] fait d'ailleurs pas, [redacted] c'est une [redacted]tation constante [redacted] différencialistes, au vrai un [redacted] paradoxes [redacted] féministes, acculées [redacted] tantôt de leur similitude – *« nous sommes [redacted] individues »* –, tantôt de leur différence – *« [redacted] sommes des femmes »*, comme le montre Joan [redacted] dans son livre *La Citoyenne paradoxale. Les Féministes françaises et [redacted] droits [redacted] l'homme* (Albin Michel).

La vision dualiste [redacted] Sylviane Agacinski [redacted] quelque chose de rassurant parce qu'elle [redacted] simple et claire ; mais elle introduit du normatif là [redacted] nous commençons à percevoir l'ambiguïté [redacted] choses, des [redacted] de la sexualité.

La vision dualiste de Sylviane Agacinski a quelque chose de rassurant ; mais elle introduit du normatif là où nous commençons à percevoir l'ambiguïté des choses, des sexes et de la sexualité

A tout prendre, Simone de Beauvoir – dont [redacted] vient de fêter le cinquantième anniversaire [redacted] ouvrage *Le Deuxième Sexe* – [redacted] paraît plus contemporaine. En [redacted] l'accent sur le devenir [redacted] l'existence, [redacted] détriment de [redacted] essentialisme, elle a ouvert la voie aux modernes théories du genre qu'ont développées un certain nombre de féministes américaines, qu'il [redacted] se garder de diaboliser et d'amalgamer, [redacted] sont [redacted].

Alors, pourquoi [redacted] comment la parité légale ? Parce que l'injustice [redacted] aux femmes [redacted] genre dominé [redacted] flagrante, parce que la politique [redacted] non seulement un bastion qui leur résiste, mais le moyen et [redacted] symbole de leur oppression, la loi a [redacted] pouvoir – et le devoir – d'apporter un correctif. C'est son rôle. Non pour établir [redacted] *« discrimination positive »* – et, [redacted] ce point de vue, [redacted] parité [redacted] plus satisfaisante que les humiliants quotas –, mais pour parvenir au droit commun.

[redacted] femmes – les féministes surtout – ont d'ailleurs eu souvent recours à la loi à cet effet. Il eût certes [redacted] bien préférable [redacted] s'en passer. Mais l'évolution [redacted] mœurs [redacted] suffit [redacted] toujours, surtout [redacted] France, passablement archaïque, voire bloquée en la matière, persuadée par ailleurs [redacted] l'excellence d'un modèle républicain qui s'accommode pourtant [redacted] tant d'inégalités, drapé dans l'illusion [redacted] l'universel. Jusqu'où faut-il aller dans l'usage [redacted] la loi ? Voilà qui me paraît plus contingent, discutable et ouvert. Si l'on [redacted] un symbole fort, sans doute faut-il inscrire la parité [redacted] l'article 3 comme principe fondamental. [redacted] sommes-nous assurés [redacted] notre conception [redacted] la différence [redacted] sexes ? [redacted] veut, de manière plus pragmatique, promouvoir une politique volontariste, sensible moins aux principes qu'à l'obligation de résul[redacted], le cadre [redacted] l'article 4 suffit probablement, sans [redacted] dissimuler qu'en tout [redacted] lution la bataille commencera après.

En [redacted] cas, [redacted] mesures énergiques s'imposent. La question paritaire, dont il faut rappeler qu'elle a été lancée [redacted] par le livre [redacted] Françoise Gaspard, Claude Servan-Schreiber [redacted] Anne Le Gall *Au pouvoir, citoyennes ! Liberté, égalité, parité* (Éditions du Seuil) [redacted] fait l'objet, depuis lors, d'un intense travail [redacted] discussion, soutenu par de nombreuses [redacted]ciations. Elle s'inscrit dans un mouvement de protestation [redacted] conscience identitaire qui [redacted] comme [redacted] second souffle du féminisme. Elle exprime [redacted] ras-le-bol [redacted] femmes devant les formes les plus voyantes de leur déni – l'économique leur échappant bien davantage encore. Pour [redacted] raison, elle [redacted] populaire [redacted] largement partagée. Il importe d'y [redacted] céder, de tenter cette expérience nouvelle du gouvernement de [redacted] Cité.

Si rien [redacted] se passait, la déception [redacted] grande [redacted] donnerait le sentiment d'une politique irrémédiablement figée. Et, pour comble, on incriminerait [redacted] femmes qui consentent à leur domination !

Michelle Perrot *est historienne*

page 22
Lire page 13

هكذا من الاصل

MONDIALISATION [redacted] grands groupes japonais, frappés par la crise financière qui secoue l'Asie, opèrent une profonde restructuration. Les banques fusionnent ou passent sous contrôle étranger, telle la Nippon Leasing reprise par l'américain General Electric Capital pour 5,85 milliards d'euros. ● L'INDUSTRIE connaît le même mouvement. Dans l'automobile, où Nissan poursuit ses pourparlers, ainsi que dans la chimie ou les pneumatiques, les groupes multiplient [redacted] alliances internationales. Désormais, comme en Occident, la recherche de plus grands profits passe avant la conquête de nouvelles parts de marché. ● L'ÉTAT n'est plus à même [redacted] maîtriser [redacted] mutations. Tout juste peut-il essayer de limiter la « casse sociale ». ● EN CORÉE DU SUD, le président Kim, au pouvoir depuis un an, réorganise le secteur des assurances après [redacted] restructuré le secteur bancaire.

Frappé par la crise, un nouveau capitalisme japonais tente d'émerger

Tant les banques que l'industrie se réorganisent et s'ouvrent aux capitaux étrangers. La recherche des profits prend le pas sur la conquête des parts de marché. L'Etat tente de limiter les effets sociaux des restructurations en cours

TOKYO
de notre correspondant

Pris [redacted] la tourmente, traînant des monceaux de mauvaises dettes, le système bancaire nippon a entrepris une restructuration qui [redacted] traduit par [redacted] fusions et [redacted] acquisitions [redacted] l'entrée de capitaux étrangers. Un phénomène qui touche également le secteur industriel. Après la prise de contrôle de Nippon Leasing par l'américain General Electric Capital – la plus importante opération réalisée dans [redacted] domaine : 6,5 milliards de dollars (5,85 milliards d'euros) –, quatre grandes sociétés de crédit-bail du groupe Mitsubishi devraient fusionner.

Plus symptomatique [redacted] mutations en cours, [redacted] banques de gestion de patrimoine, Mitsubishi Trust [redacted] Sumitomo Trust, négocient un accord [redacted] coopération qui pourrait déboucher sur [redacted] fusion [redacted] sur [redacted] création d'une holding. La fusion de [redacted] deux banques, qui [redacted] ferait [redacted] premier organisme financier du pays (devant la banque Tokyo-Mitsubishi) marquerait l'aboutissement de la restructuration du secteur des banques de gestion de portefeuille (les autres Mitsui [redacted] Chuo ont annoncé leur fusion, Toyo a conclu un accord avec la banque Sanwa et Yasuda doit passer sous le contrôle de la banque Fuji).

L'alliance des deux banques rivales Mitsubishi et Sumitomo pourrait indiquer des mutations plus profondes : le début d'une coopération entre [redacted] deux plus importants groupes financiers [redacted] industriels du pays, héritiers des conglomérats (*zaibatsu*) de l'avant-guerre. Or, [redacted] les yeux [redacted] tournés [redacted] la restructuration des banques, talon d'Achille [redacted] l'économie nippone, les mutations dans le [redacted] industriel vont également bon train.

L'appareil productif nippon souffre [redacted] surcapacités et de pesan[redacted] dues souvent [redacted] des diversifications excessives. [redacted] entreprises n'ont guère d'autre choix que de faire des « cures d'amaigrissement », de couper les branches mortes [redacted] de transférer des productions non rentables à des concurrents : bref de passer des alliances [redacted] de fusionner.

ACCÉLÉRATION

L'entrée du capital étranger [redacted] *relativement faible* (24,3 milliards d'euros) mais il s'accélère : plus d'un tiers des investissements ont eu lieu [redacted] cours [redacted] 1998 [redacted] pourraient doubler [redacted] année. Il sont surtout concentrés dans le secteur de la finance [redacted] des services. Mais l'alliance, début février, entre [redacted] fabricant de pneumatiques Goodyear [redacted] Sumitomo Rubber, [redacted] numéro deux nippon, qui fera du nouveau groupe le numéro un mondial (22,6 % du marché) devant le japonais Bridgestone [redacted] le français Michelin, est révélatrice d'une accélération du phénomène [redacted] fusions dans [redacted] domaine industriel. L'entreprise chimique américaine DuPont [redacted] son homologue nippone Teijin ont également passé une alliance [redacted] deviennent le premier producteur mondial [redacted] film polyester.

Le grand [redacted] attendu concerne l'automobile : le partenariat en gestation [redacted] Nissan, [redacted] cond constructeur nippon, et Daimler-Chrysler [redacted] Renault, qui, [redacted] la presse locale, devrait se préciser au printemps. Nissan [redacted] en difficultés, comme en témoigne [redacted] mise à pied [redacted] 3 000 salariés [redacted] Nissan Diesel.

[redacted] spectaculaire, [redacted] fusions [redacted] acquisitions [redacted] entreprises japonaises indiquent cependant [redacted] changements de stratégies : [redacted] compte [redacted] de [redacted] acquisitions d'entreprises japonaises [redacted] elles en 1998, soit 30 % de plus qu'en 1997. Les alliances [redacted] rendues impératives par l'entrée en vigueur à partir du nouvel exercice budgétaire (qui commence le 1er avril) des nouvelles mesures obligeant [redacted] présenter un bilan consolidé (la création [redacted] filiales avait permis dans le passé de dissimuler des pertes). Mais ces alliances témoignent aussi du souci de certaines entreprises de se réorienter [redacted] leur métier d'origine alors qu'elles ne peuvent plus disposer d'un [redacted] bancaire « garanti » comme autrefois.

Après les alliances [redacted] Nippon Oil et [redacted] Oil puis Mitsubishi Chemical et Tokyo Tanabe, [redacted] Mitsubishi Electric et Toshiba, qui ont décidé de créer une so[redacted] commune pour produire [redacted] électriques. [redacted] symptomatique : le temps de la diversification [redacted] deux groupes [redacted] rivaux d'hier [redacted] coopèrent.

Dans le cadre de [redacted] politique de restructuration, Toshiba a [redacted] passé une alliance avec Fujitsu dans le domaine des semi-conducteurs (tandis que Mitsubishi Electric s'allait [redacted] Matsushita) puis avec Asahi Glass pour la fabrication de verre. [redacted] s'opèrent également dans l'industrie du papier, par exemple entre Takasaki et Sanko. Pour sa part, Nissan [redacted] vendu sa filiale de machines pour le textile à une filiale de Toyota et [redacted] passé un accord avec Hitachi, premier [redacted] d'appareillages électroniques pour [redacted] production de véhicules « intelligents ».

Le cas d'Hitachi [redacted] révélateur [redacted] restructurations [redacted] auxquelles procèdent certains groupes. Hitachi fut longtemps l'un [redacted] l'industrie nippone, régnant sur une ville [redacted] 300 000 habitants au nord [redacted] Tokyo qui porte son nom, [redacted] l'instar de Toyota City dans le cas [redacted] premier [redacted] automobile nippon. Géant employant [redacted] salariés (dont 60 000 à l'étranger) et dont la pro[redacted] représente 2 % du [redacted] national, [redacted] a enregistré en [redacted] une perte [redacted] près [redacted] plus [redacted] 250 milliards [redacted] yens (1,87 milliard d'euros). Une partie [redacted] celles-ci [redacted] due à [redacted] efforts [redacted] restructuration. Le groupe [redacted] en train de se réorganiser en dix [redacted] disposant d'une pleine autonomie en matière d'investissement comme de politique d'emploi. [redacted] ne [redacted] de ses productions mais [redacted] changer [redacted] stratégie : la recherche [redacted] profits [redacted] prendre le [redacted] sur la conquête [redacted] parts [redacted] marché. [redacted] succès [redacted] la réorientation [redacted] la stratégie d'Hitachi sera un test des capacités de redéploiement [redacted] l'industrie nippone.

[redacted] passé, celle-ci [redacted] su, [redacted] grand [redacted] d'âme, [redacted] refaçonner rapidement, passant du textile à l'acier [redacted] à la construction navale puis [redacted] l'automobile [redacted] à l'électronique. La grande différence, aujourd'hui, c'est que l'Etat n'a plus les moyens [redacted] ni [redacted] pouvoir dirigiste [redacted] il disposait [redacted] pour maîtriser le changement. Il ne peut qu'aider les plus [redacted] à survivre afin d'éviter l'aggravation [redacted] chômage [redacted] l'augmentation [redacted] qui, [redacted] un peu plus [redacted] confiance, entraîneraient [redacted] plus profondément dans la [redacted] tion. Cette politique temporisatrice, visant à panser [redacted] blessures [redacted] à colmater [redacted] brèches, ralentit une restructuration que [redacted] partenaires du Japon voudraient plus rapide, mais [redacted] coût social [redacted] peut-être moins lourd [redacted] celui entraîné [redacted] plus drastiques.

Philippe Pons

NEC dans la tourmente

Le groupe japonais d'électronique grand public est en grande difficulté. Confirmant des rumeurs parues dans la [redacted] nippone [redacted] mercredi 17 février, le géant de l'électronique [redacted] ses prévisions financières pour l'exercice en cours, qui va se clore le 31 mars 1999. NEC devrait afficher des pertes [redacted] 150 milliards [redacted] yens (1,2 milliard d'euros) – en [redacted] 1998, l'entreprise avait annoncé que ses pertes seraient de l'ordre de 35 milliards de yens.

Afin de rassurer les marchés, le groupe a aussitôt annoncé une série de mesures d'exception : changement du management, réorientation stratégique [redacted] plan de restructuration de grande ampleur [redacted] programmés. 15 000 emplois, [redacted] % des effectifs du groupe, devraient être supprimés sur trois ans. 3 000 de ces suppressions découleraient [redacted] la fermeture d'activités [redacted] Ce [redacted] licenciements [redacted] une pratique assez inhabituelle au Japon. Un nouveau président, Koji Nishigaki, [redacted] prendre la place [redacted] Hisashi Kaneko, démissionnaire, qui [redacted] au conseil d'administration.

Mitsubishi recherche partenaire

Alors que [redacted] demande intérieure japonaise est au plus bas, les [redacted] d'automobiles tels que Toyota ou Mitsubishi ont vu leur production baisser en janvier sur l'Archipel. Afin de faire [redacted] à cette surcapacité [redacted] l'outil de production et le rendre ainsi plus flexible, Nissan a annoncé, mercredi [redacted] février, qu'il allait reprendre en direct les opérations de montage actuellement assurées par sa filiale détenue à 33 %, Aichi Machine Industry, d'ici [redacted] 2001. « [redacted] *ration* [redacted] *nécessaires pour améliorer notre production et renforcer notre compétitivité* », affirme le groupe.

Précédemment, le président de Mitsubishi, Katsuhiko Kawa[redacted] avait affirmé dans une interview au *Financial Times* le 16 février qu'il recherchait un partenaire étranger pour une alliance stratégique. Citant le groupe allemand DaimlerChrysler comme un partenaire possible dans le domaine [redacted] camions, [redacted] a ajouté que les dettes [redacted] son groupe (17,54 milliards de dollars, soit 15,94 milliards deuros) restaient un obstacle [redacted] recherche [redacted] partenaire.

Après ses banques, la Corée du Sud assainit ses compagnies d'assurances

SÉOUL
de notre envoyé spécial

La restructuration du système financier coréen entre dans une nouvelle phase : après les banques, [redacted] sont [redacted] compagnies d'assurances qui sont désormais [redacted] collimateur [redacted] la commission de supervision financière, mise en place en avril 1998 pour piloter l'assainissement du système financier. Fortement endettées [redacted] aussi, certaines compagnies d'assurances devront [redacted] reprises, ou se déclarer *en faillite*. [redacted] la commission, six d'entre [redacted] (Dong-Ah, Pacific, Kookmin, Hankuk, Josun et Doowon), qui ont large[redacted] sous-estimé leurs mauvaises créances (évaluées [redacted] plus de 2 milliards de dollars – 1,8 milliard d'euros) [redacted] en [redacted] banqueroute. La commission a rendu public un programme de mise en liquidation ou de reprise [redacted] six établissements.

Des assureurs étrangers sont sur les rangs, mais les conglomérats – chaebols – entendent aussi entrer sur [redacted] marché [redacted] chiffre d'affaires annuel [redacted] milliards de dollars (74,7 milliards d'euros). Jusqu'à présent, l'assurance en Corée du Sud était dominée par Samsung, Kyobo [redacted] Korea Life. [redacted] Hyundai a annoncé son intention de créer [redacted] propre compagnie, Hyundai Life Insurance (au capital de 25 milliards de dollars) en reprenant Hankuk Life. Le groupe LG a également déposé une demande de création d'une compagnie auprès du ministère [redacted] finances, [redacted] propose [redacted] reprendre Hansung Life.

Le gouvernement sera-t-il aussi [redacted] dans son souci de réforme et d'ouverture [redacted] l'étran[redacted] en ce qui [redacted] les compagnies d'assurances qu'il l'a été dans le cas [redacted] banques ? Pour l'instant, il n'autorise toujours pas les chaebols [redacted] créer leurs propres banques. Les laissera-t-il dominer le marché de l'assurance ?

Le président Kim Dae-jung peut mettre à son actif un assainissement du système bancaire, qui a surpris par sa rapidité et la détermination dont il a fait preuve. A la veille de fêter le 25 février la première année de son mandat, il peut légitimement déclarer, comme il l'a fait dimanche dernier au cours de l'une des ces « rencontres télévisées avec la population » qu'il a instituées, que « *la crise financière a* [redacted] *pratiquement* [redacted] *tée* ». M. Kim a cependant mis en garde ses compatriotes [redacted] difficultés à [redacted] pour redresser le pays.

ONDE DE CHOC

Si la phase aiguë de la crise financière paraît effectivement avoir [redacted] surmontée, l'onde de choc risque de se faire sentir encore longtemps. Les progrès accomplis n'en [redacted] moins impressionnants. Le [redacted] la Seoul Bank par la Hongkong and Shanghai Bank, qui détient désormais la majorité de [redacted] capital (70 % ; le gouvernement conservant 30 %), vient d'être approuvé par le mi[redacted] des finances. C'est un nouveau signe du regain de confiance de la finance internationale dans la Corée. L'opération revient, pour la Hongkong and Shanghai Bank, à un investissement [redacted] 700 millions de [redacted] (630 millions d'euros). Avec [redacted] rachat, au début de l'année, de la Korea First par le groupe américain Newbridge, [redacted] l'entrée de l'allemande Commerzbank dans le capital de Korea exchange Bank, ces trois banques sous contrôle ou participation étrangère devraient accélérer le changement du secteur en pratiquant une politique de prêts, qui sera fondée sur une évaluation des risques et non plus en fonction de ramifications politiques. En situation d'insolvabilité en 1997, la Korea First et la Seoul Bank avaient été reprises par l'Etat, qui s'était engagé à les revendre.

[redacted] restructuration du système bancaire s'est opérée en fonction de trois axes : fermetures d'entités non viables, soutien aux établissements en difficulté à travers des mécanismes d'apurement des [redacted] douteux – rachetés par un organe de défaisance – [redacted] recapitalisation par l'Etat. L'assainissement du système bancaire s'est [redacted] par un mouvement de concentration (en l'espace [redacted] an, [redacted] nombre des banques [redacted] ciales aura été réduit de 26 à 17) et d'ouverture à l'étranger. Les autorités ont, en outre, mis en place des mesures de contrôle prudentiel conformes aux normes internationales et renforcé le pouvoir des actionnaires.

Depuis le début de l'année, l'organisme de défaisance a racheté 44 000 milliards de wons (31,5 milliards d'euros) de créances douteuses [redacted] 40 % de leur valeur nominale. Le montant total des mauvaises créances devrait s'élever [redacted] 100 000 [redacted] de [redacted] En d'autres termes, la restructuration bancaire coûtera l'équivalent de 25 % à 30 % du PIB et sa prise en charge par l'Etat aura pour conséquence une augmentation de la dette publique. Elle a eu, en outre, un coût social élevé : 30 % des [redacted] ont été licenciés.

La rapidité et la fermeté avec lesquelles [redacted] été menée la restructuration du système bancaire ont conduit les agences de cotation [redacted] revoir en hausse la « note » de la Corée. L'assainissement auquel il a été procédé, qui passe auprès des opérateurs des marchés et du Fonds monétaire international pour un modèle de politique [redacted] dont les Japonais feraient bien de prendre exemple, pourrait cependant se révéler plus coûteux que prévu : de nouvelles mauvaises créances engendrées par les restructurations du secteur industriel pourraient augmenter sensiblement le montant total de celles-ci et né[redacted] une [redacted] supplémentaire de fonds publics.

[redacted]

Les grands conglomérats, contraints de réduire leur taux [redacted] par rapport à leurs fonds propres (qui voisine les 500 %), exigent [redacted] banques qu'elles transforment ces dettes en participation au capital. Mais la [redacted] ces [redacted] ne [redacted] permet guère d'accepter d'importantes conversions. Comme l'Etat [redacted] veut pas prendre le risque de mettre en faillite un grand chaebol, en [redacted] répercussions *macro-économiques* [redacted] *sociales* d'un tel écroulement, il faudra qu'il intervienne.

En dépit de l'optimisme désormais de mise chez les analystes financiers étrangers, les autorités financières coréennes et les milieux industriels sont plus réservés dans leur évaluation de la sortie de crise.

Ph. P.

Les « cinquante-sept petits Vilvorde » du groupe Unilever

ROTTERDAM
de notre envoyé spécial

Rarement dialogue de sourds aura été aussi criant. Mardi 23 février, [redacted] Rotterdam (Pays-Bas), [redacted] anglo-néerlandais Unilever présentait [redacted] la presse [redacted] résultats [redacted]. A deux pas de là, dans un restaurant du centre-ville, le comité d'entreprise européen d'Unilever, appelé par deux fédérations syndicales européennes, la Fédération des mines de la chimie et de l'énergie (EMCEF) [redacted] celle [redacted] travailleurs de l'alimentation [redacted] l'hôtellerie (SETA-UITA), [redacted] proposait de faire, à l'intention des journalistes, un « décryptage » du bilan présenté par la [redacted] du groupe [redacted] matin même. Une première [redacted] l'échelle de l'Europe.

Le bénéfice net d'Unilever a fait, hors éléments exceptionnels de 1997, un bond de 13 % en 1998, [redacted] 19,7 milliards de francs (3 milliards d'euros) et ce, malgré un chiffre d'affaires en recul, [redacted] périmètre comparable, [redacted] 2 %, à 265 milliards de francs (40 milliards d'euros). Une belle performance pour la multinationale de l'alimentaire, [redacted] cosmétiques [redacted] produits d'entretien, s'est félicité Morris Tabaksblat, le co-président finlandais du groupe bicéphale. Manifestement content de lui pour [redacted] dernier exercice avant son départ en retraite le 4 mai prochain, M. Tabaksblat [redacted] réservé une petite surprise [redacted] chers [redacted] tionnaires : « *un dividende spécial* » d'un [redacted] de [redacted] milliards de florins (un peu moins [redacted] 48 milliards [redacted] francs) !

« *Nous* [redacted] *surplus de liquidités...* », [redacted] fait mine de s'excuser le patron. Après avoir vendu [redacted] pôle chimie pour 6 milliards d'euros en 1997, Unilever, explique-t-il, n'a [redacted] trouvé d'acquisition [redacted] mesure susceptible de « *créer de la valeur* ». Et de [redacted] façon, « *même après le versement du dividende spécial, la capacité d'endettement du groupe serait suffisante pour réaliser des acquisitions majeures* ».

DOULOUREUSE [redacted]

De l'autre [redacted] de la place [redacted] la Gare, la « surprise » a coupé le souffle [redacted] syndicats. Eux qui [redacted] haitaient dénoncer l'obsession de la *shareholder value* manifestée par la [redacted] du [redacted], n'imaginaient pas que [redacted] dernière apporterait de façon aussi spectaculaire de l'eau [redacted] leur moulin. M. Tabaksblat est particulièrement fier du nouvel indicateur qu'il [redacted] mis en place depuis deux ans, le TSR, pour *total shareholder return*, qui permet de comparer en permanence [redacted] performance [redacted] d'Unilever avec celle [redacted] ses vingt principaux [redacted] mondiaux. De la 10e place en 1997, le groupe est passé à la 7e en 1998.

S'ils se félicitent de la bonne santé d'Unilever, les représentants [redacted] personnel européen exigent [redacted] « *ce fonds soit utilisé* [redacted] *des investissements et non pour enrichir encore plus les actionnaires* ». Ils rappellent que les salariés ont largement [redacted] douloureusement payé leur écot aux restructurations qui ont permis cette [redacted] profits. « *De 1991 à* [redacted], [redacted] *a fermé 57 sites en Europe* », soit plus d'un quart de son dispositif industriel, soulignent-ils. Le coprésident du groupe ne nie pas les faits. Il a même donné des chiffres : « *Nous* [redacted] *sommes délestés d'environ 20 000 emplois sur 90 000 dont, au final, 8 000 à 8 500 ont été* [redacted] *supprimés.* » Et le PDG de rappeler, [redacted] un avertissement, qu'Unilever possède encore 148 sites de production en Europe.

Les syndicats ne refusent [redacted] [redacted] de certaines restructurations. Ils déplorent qu'elles [redacted] décidées [redacted] façon unilatérale, qu'elles visent « *même des sites* [redacted] *tables* » et qu'elles ne fassent jamais l'objet d'une concertation [redacted] les instances syndicales européennes.

Cette fois, les organisations syndicales européennes semblent décidées à agir. « *Cinquante-sept ferme-* [redacted] *de sites, c'est autant* [redacted] *petits Vilvorde* », souligne Franco Bisegna, secrétaire général de l'Emecef. Vilvorde, le mot est lâché. Histoire de compter leurs troupes, [redacted] syndi[redacted] avaient appelé [redacted] des débrayages [redacted] travers toute l'Europe dans les 148 sites d'Unilever, mardi 23 février. Ils n'entendent pas en rester là. « *Unilever doit réaliser qu'il n'est pas possible, à long terme, de faire de bonnes affaires avec des* [redacted] *tionnaires* [redacted] *motivés* [redacted] *salariés démotivés* », ont prévenu côte [redacted] côte les représentants [redacted] allemands, italiens, néerlandais. Un [redacted] avant, M. Tabaksblat affirmait, tranquillement, « *le rythme de la* [redacted] *se poursuivre cette année* ».

Pascal Galinier

كثيكل الإعمال

Alan Greenspan annonce la fin de la baisse de taux aux Etats-Unis

Intervenant devant la commission bancaire du Sénat américain, le président de la Réserve fédérale [redacted] souligné à la fois la vigueur de l'économie des Etats-Unis et [redacted] vulnérabilité

Le président de la Réserve Fédérale américaine (Fed), Alan Greenspan, [redacted] dressé mardi 23 février un tableau optimiste de l'économie américaine en 1999, ponctué toutefois d'une mise en garde sur les risques de surchauffe et sur une éventuelle correction boursière. Devant la commission bancaire du Sénat, M. Greenspan [redacted] estimé que les fondamentaux de l'économie américaine étaient « *solides* » *et qu'il n'y avait* pas de signe de retour de l'inflation pour l'instant. La croissance devrait être comprise cette année entre 2,5 % et 3 %, un niveau supérieur aux prévisions des économistes. L'inflation devrait augmenter de 2 % [redacted] 2,5 % et le taux de chômage rester [redacted] son plus bas niveau depuis les années 70. M. Greenspan a laissé entendre que, dans ce contexte, la série de baisses de taux décidée à la fin de l'année dernière pour [redacted] internationale est arrivée [redacted] son terme.

L'INTERVENTION deux [redacted] par [redacted] devant [redacted] commission bancaire du [redacted] américain d'Alan Greenspan, le président [redacted] Réserve fédérale américaine (Fed), est toujours attendue [redacted] un mélange d'impatience [redacted] d'appréhension. Elle provoque [redacted] des [redacted] sur [redacted] marchés. La tradition [redacted] respectée [redacted] les propos tenus mardi 23 février [redacted] par [redacted] banquier central le plus puissant et le plus admiré ont provoqué des réactions contradictoires [redacted] sur les places financières.

[redacted] Street [redacted] finalement limité [redacted] dégâts, l'indice [redacted] Jones perdant seulement [redacted] points (– 0,09 %) mardi, [redacted] fin [redacted] séance, après avoir abandonné un moment 75 points, [redacted] secousses [redacted] plus violentes [redacted] change [redacted]. Le [redacted] très ferme [redacted] la devise européennes, repassant sous [redacted] 1,10 pour un euro [redacted] s'est affaibli [redacted] à la monnaie japonaise [redacted] 121,6 yens pour un [redacted] vert. Les [redacted] d'intérêt à long [redacted] ont subitement remonté pour [redacted] leur plus haut niveau depuis le mois d'août, [redacted] 5,43 % pour le [redacted] dement de l'obligation d'Etat américaine à [redacted].

M. Greenspan a, [redacted] à [redacted] habitude, [redacted] souffler [redacted] chaud et [redacted] froid, [redacted] exergue [redacted] bons fondamentaux [redacted] l'économie américaine et sa vulnérabilité. Il a [redacted] crainte [redacted] surchauffe en s'interrogeant [redacted] adéquat des [redacted] d'intérêt [redacted] à court terme, [redacted] du marché de l'emploi [redacted] Unis et une [redacted] de Bourse, *reprenant même sa* [redacted] formule d'« *exubérance irrationnelle* », qu'il avait [redacted] première fois en décembre 1996.

LÉGÈRE INFLATION

Du côté des points très positifs, la [redacted] devrait [redacted] forte – bien plus que ne l'imaginait, il y a quelques semaines encore, [redacted] plupart [redacted] économistes – [redacted] comprise [redacted] 2,5 % [redacted] 3 % [redacted] année. [redacted] temps, l'inflation devrait augmenter, pour atteindre 2 % à 2,5 % (1,6 % en 1998). Si des tensions se manifestent [redacted] salaires, [redacted] faiblesse des prix du pétrole limite le dérapage des prix. Le taux de chômage [redacted] devrait [redacted] inchangé, à son plus [redacted] niveau depuis [redacted] ans, [redacted] 4,25 % et 4,5 % de [redacted] population active.

[redacted] économie « *admirable* » qui entre [redacted] sa [redacted] vième année [redacted] croissance ininterrompue [redacted] « *vulnérable* ». M. Greenspan s'est ouvertement interrogé sur le niveau des taux d'intérêt à court terme, se déclarant prêt à la fois [redacted] les baisser ou à les [redacted] « *rapidement* ». Entre septembre et novembre 1998, la [redacted] fédérale [redacted] réduit à trois reprises [redacted] loyer de l'argent au jour le jour, le ramenant de 5,50 % à 4,75 % afin de soutenir les marchés [redacted] plein fouet par la crise financière en Asie [redacted] en Russie. Depuis, les marchés [redacted] sont [redacted] « *la Réserve fédérale* [redacted] *continuer* [redacted] *vérifier si toute l'étendue des baisses de taux* [redacted] *l'automne dernier pour diminuer* [redacted] *tension* [redacted] *les marchés reste adaptée* », a déclaré [redacted] Greenspan. « *L'économie apparaît tendue dans certaines* [redacted] *dimensions, ce qui implique d'énormes risques pour les perspectives économiques* », a-t-il ajouté.

Pour [redacted] analystes, [redacted] propos signifient [redacted] phase [redacted] baisse des [redacted] arrivée [redacted] son terme [redacted] Etats-Unis. « *Au regard des performances de l'économie, le carrousel de baisse des* [redacted] *s'arrêter. Après les propos tenus aujourd'hui par M. Greenspan, le marché* [redacted] *demander si* [redacted] *Fed va annuler* [redacted] *ou plusieurs des baisses effectuées à la fin de l'année dernière* », explique David Resler, [redacted] Nomura securities.

« [redacted] » BOURSIÈRE

M. Greenspan [redacted] également provoqué [redacted] multiples interrogations [redacted] les marchés [redacted] change. D'un côté, l'éventualité d'une hausse des [redacted] outre-Atlantique soutient [redacted] devise américaine mais [redacted] l'autre [redacted] président de la [redacted] a exprimé [redacted] inquiétude [redacted] l'ampleur du déficit de la balance des paiements courants des Etats-Unis, soulignant que si des inquiétudes [redacted] dette américaine « [redacted] *valeur du dollar pourrait baisser* ».

Paradoxalement, Wall Street, qui aurait dû être le plus ébranlé par les mises en garde de M. Greenspan, [redacted] marché qui [redacted] le moins réagi. La [redacted] américaine [redacted] l'annonce, toujours mardi, dans l'après-midi, d'une progression [redacted] de l'indice de confiance des [redacted] teurs américains en février.

[redacted] président [redacted] Réserve [redacted] semble considérer que la principale [redacted] pour l'économie américaine vient d'une Bourse surévaluée. « *Les prix* [redacted] *actions sont suffisamment élevés pour que la question* [redacted] *leur surévaluation* [redacted] *pose... Une correction du prix des actions pourrait conduire* [redacted] *ralentissement de* [redacted] *croissance des investissements.* [redacted] *plus, un déclin* [redacted] *marché boursier pourrait restreindre la* [redacted] *tion des ménages* », a averti [redacted] Greenspan.

[redacted] Leser

Six nouveaux accords de branche sur les 35 heures ont été étendus

SIX ARRÊTÉS d'extension d'accords sur la réduction du temps de travail [redacted] publiés, mardi 23 février, au *Journal officiel*. Il s'agit des accords [redacted] les 35 heures signés dans les services de l'automobile (430 [redacted] salariés), la bijouterie-joaillerie-orfèvrerie (24 000 salariés), la ganterie [redacted] peau (2 000 salariés), les experts-comptables [redacted] commissaires aux comptes (105 000 salariés), la grande distribution (450 000 salariés) et enfin [redacted] entrepôts alimentaires.

Ces extensions d'accords, désormais applicables [redacted] entreprises de leur secteur, y compris celles qui [redacted] pas adhérentes à leur branche professionnelle, s'ajoutent aux sept [redacted] accords déjà étendus par [redacted] ministère de l'emploi [redacted] à [redacted] demi-douzaine qui l'ont [redacted] par [redacted] ministère [redacted] l'agriculture. L'accord signé [redacted] BTP pourrait être également étendu très prochainement. Désormais plus de 2 millions de salariés [redacted] dans le champ des accords [redacted] branche.

Le partenariat entre l'Ecureuil et la Caisse des dépôts prend forme

LES CAISSES d'épargne [redacted] la Caisse [redacted] dépôts [redacted] consignations (CDC) s'affairent pour préparer la réforme programmée [redacted] l'Ecureuil, et [redacted] donner à cette occasion les moyens d'affronter [redacted] concurrence des nouveaux géants qui apparaissent dans [redacted] bancaire. Le projet de loi « *relatif à l'épargne et à la sécurité financière* », qui doit modeler le nouveau [redacted] d'épargne, [redacted] lui donnant un statut coopératif, sera [redacted] à l'assemblée [redacted] nationale les 9 et 10 mars. Le gouvernement souhaite que le nouveau texte soit adopté au premier [redacted] 1999.

Avant que [redacted] soit voté, deux textes importants, deux accords stratégiques [redacted] les Caisses d'épargne et la CDC doivent [redacted] signés. Le premier est un pacte d'actionnaire, qui définira dans quelles conditions et [redacted] quel niveau la CDC sera [redacted] Caisse nationale des Caisses d'épargne (CNCE), la « *banque centrale* » et l'organe dirigeant du futur groupe coopératif. Le second [redacted] un protocole commercial qui régira [redacted] relations commerciales entre [redacted] CDC et l'Ecureuil.

Les discussions entre [redacted] deux groupes [redacted] pas tout-à-fait bouclées mais ont [redacted] avancé. Charles Milhaud, [redacted] de René Barberye [redacted] présidence du directoire du Cencep (Centre [redacted] tional des [redacted] d'épargne), officiellement nommé par l'assemblée générale du mercredi [redacted] février, [redacted] devrait [redacted] en [redacted] grandes lignes [redacted] ces [redacted], sur lesquelles CDC [redacted] Ecureuil sont parvenus à un accord. Pas plus que [redacted] deux [redacted] membres du directoire qui viennent d'être nommés, Jean Sebeyran [redacted] Alain Lemaire. Ces deux énarques viennent de [redacted] Caisse [redacted] dépôts. Comme Daniel Lebègue, [redacted] directeur général [redacted] institution, [redacted] d'un partenariat privilégié [redacted] banque de réseau et [redacted] que forment [redacted] Caisses d'épargne et la banque [redacted] gros qu'abrite la Caisse [redacted] dépôts.

[redacted] points [redacted] toutefois à parfaire. Sur le plan du protocole commercial tout d'abord, [redacted] doivent ajuster leurs politiques respectives dans les domaines où elles interviennent toutes deux, [redacted] le financement des collectivités locales. La CDC tient [redacted] rester le banquier de l'économie mixte [redacted] banquier du monde HLM, elle tient aussi [redacted] conserver [redacted] rôle de banque conseil pour les collectivités qui lèvent des capitaux [redacted] marchés. Elle [redacted] en revanche [redacted] Caisses d'épargne l'activité de crédit [redacted] aux collectivités locales [redacted] le financement du [redacted] associatif et des acteurs publics ou semi-publics.

La CDC souhaite aussi que [redacted] caisses d'épargne s'engagent, [redacted] protocole commercial qu'elles signeront avec elle, à faire de la lutte [redacted] l'exclusion bancaire, leur principale mission d'intérêt général, après la collecte du Livret A.

Reste à définir plus précisément le pacte d'actionnaire. [redacted] semble acquis que la CDC [redacted] à hauteur de 30 % [redacted] 35 % du capital de la future CNCE, le curseur n'est pas encore précisément arrêté. Laisser ou non la minorité de blocage à la CDC reste un sujet [redacted] débat. Mais dans tous les cas, elle aura son mot à dire [redacted] de la rentabilité des Caisses d'épargne, sur les [redacted] stratégiques [redacted] le choix des dirigeants.

STATUT DES [redacted]

En contrepartie de [redacted] présence forte [redacted] active [redacted] le groupe Ecureuil, la CDC est prête à ouvrir le capital de ses filiales à la CNCE. Déjà présente au [redacted] de l'assureur CNP, l'Ecureuil pourrait [redacted] capital des [redacted] la CDC spécialisées [redacted] la gestion d'actifs, [redacted] financement de projets ou dans [redacted] société de [redacted]. A terme, [redacted] dépôts [redacted] ses activités de conservation de titres ou [redacted] gestion d'actifs immobiliers, ou crée une holding chapeautant toute [redacted] activité de banque d'investissement, un sujet sur lequel elle [redacted] activement, la CNCE [redacted] aussi vocation [redacted] y participer. Il [redacted] auparavant régler la question du [redacted] des 400 fonctionnaires qui travaillent [redacted] et qui [redacted] pour obtenir [redacted] garanties.

La réforme des Caisses d'épargne [redacted] donc l'occasion [redacted] dessiner un [redacted] financier, qui ne [redacted] figé. La CDC [redacted] prête à voir [redacted] participation [redacted] CNCE descendre pour laisser [redacted] au capital des Caisses d'épargne d'autres partenaires. La CDC ne s'interdit pas non plus – au contraire – de faire [redacted] d'autres banques que les [redacted] d'épargne [redacted] capital [redacted] spécialisées.

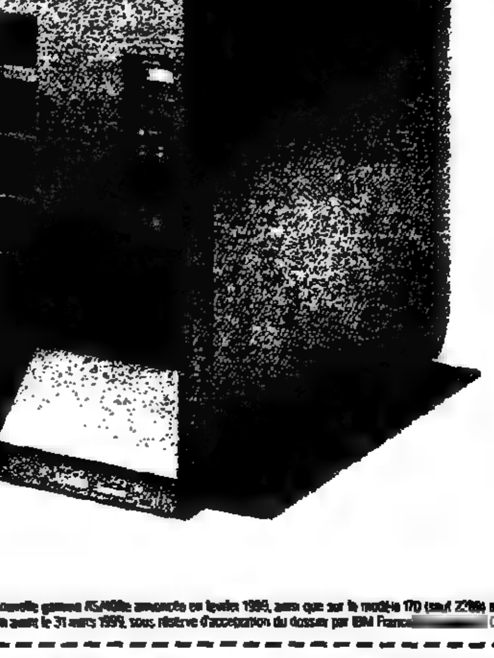
Pour y parvenir, les dirigeants [redacted] deux [redacted] devront [redacted] gérer [redacted] doigté la question sociale. Le mouvement de grève qui a [redacted] pendant plusieurs semaines [redacted] y a un an a montré [redacted] sensibilité des salariés. Quant aux syndicats [redacted] Caisses d'épargne, [redacted] la réforme. [redacted] organisations – Force ouvrière [redacted] CGC – [redacted] prêtes [redacted] l'accepter, [redacted] certaines conditions. L'intersyndicale Syndicat unifié, CFDT et CGT est [redacted] revanche contre et appelle à la grève à compter du [redacted].

Sophie Fay

Installez votre AS/400 en mars 1999. Ne payez rien avant l'an 2000.
[redacted] avez [redacted] 5 au 28 février [redacted] profiter d'une [redacted] incroyable [redacted]. Commandez et installez votre AS/400e en mars 1999 [redacted] d'un [redacted] paiement jusqu'en janvier 2000, suivi de 24 mois de location sans frais*. Vous avez bien lu, cette offre sans précédent porte sur la nouvelle [redacted] AS/400e dont le rapport prix/performance est plus [redacted] que jamais. [redacted] que [redacted] jours, ne perdez pas une minute pour renvoyer votre coupon-réponse. Vous [redacted] appeler le **0 801 TEL IBM (0 801 835 426)** ou vous connecter sur Internet **www.as400.ibm.com/france**

e-business tools¹

Equipez-vous maintenant,
payez plus tard.
Beaucoup plus tard.



IBM

* [illegible] Cette offre n'est cumulable avec aucune autre. ¹ Outils e-business

Coupon-réponse à renvoyer avant le 28 février 1999 [redacted] IBM Direct BP 51 F-45802 St-Jean-de-Braye Cedex

Oui, [redacted] suis intéressé(e) par cette offre "Location An 2000 AS/400" d'IBM France Financement. [redacted] de me contacter.

[redacted] : ________ Fonction : ________ [redacted] : ________

[redacted] ________

Tél. : ________ Fax : ________ e-mail : ________

Code Siret de l'entreprise : ________ Déjà équipée d'un AS/400 : ☐ OUI ☐ NON

Vous êtes en relation avec un Partenaire Commercial IBM : ☐ OUI ☐ NON Si oui, ses coordonnées : ________

[illegible]

هكذا من الاصل

Les radios locales se professionnalisent et gagnent de l'audience

Si la recette de leur succès est la proximité en matière d'informations et de programmes, les petites stations se regroupent pour s'assurer le marché publicitaire local, qui aiguise les appétits des grands groupes et des futures télévisions locales

LA PROXIMITÉ est à la mode. Sur des petits bassins d'audience [illegible] petites équipes, [illegible] locales, [illegible] nées au début des [illegible] ont subitement grandi. A l'automne dernier, leur audience, mesurée par Médiamétrie, avait gagné 2,6 %, passant de 20,8 % à 23,4 % [illegible] novembre [illegible] janvier. Leurs programmes, [illegible] à un public [illegible] 25 à [illegible], se déclinent autour [illegible] la musique [illegible] informations [illegible] de services.

A force de se développer, certaines de ces radios prennent des airs de petit réseau

« On a récemment renforcé nos émissions de proximité pour être proche des préoccupations des gens. [illegible] « La question du jour » consiste [illegible] un micro-trottoir [illegible] un thème d'actualité », explique [illegible]ric Guillen, directeur d'antenne de Radio Maritima, qui recueille 25,9 % d'audience autour de l'étang de Berre. Sur un effectif de 19 personnes, les journalistes traquent l'information dans la dizaine de communes du pays martégal.

Dans la plupart de ces radios, les [illegible] *services* et l'interactivité [illegible] une grande place. Dans la région de Briançon, Alpes 1, [illegible] comme exemple d'un [illegible] rapide, se plaît à rendre compte de la [illegible] des anniversaires de ses auditeurs, elle [illegible] les mariages et annonce les [illegible] du mariage. En quelque sorte, elle donne du son aux petits événements que la presse régionale imprime [illegible] longue date. Dans [illegible] région touristique, la grille s'adapte lorsque arrivent les vacanciers. Résultat : le chiffre d'affaires atteint [illegible] millions de francs (1,22 million d'euros) avec une croissance de 30 % par an.

Ailleurs, le summum de la proximité [illegible] à jouer le bilinguisme. *C'est par exemple le cas de Dreyeckland*, en Alsace, dont [illegible] fut Radio Verte Fessenheim, pionnière des radios libres. Diffusée [illegible] Mulhouse, [illegible] Strasbourg-sud, [illegible] intègre les *« influences germaniques »* dans son programme musical [illegible] elle utilise le dialecte dans certaines émissions. Avec 15 personnes, [illegible] un chiffre d'affaires de [illegible] *millions* de francs (915 [illegible] €).

Les décrochages permettent [illegible] plus près des auditeurs. Ainsi Dreyeckland donne des informations [illegible] dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin. Alpes 1 fait des décrochages à Briançon, Gap et Sisteron. D'autres, comme ARL, à Marmande (Lot-et-Garonne), attendent impatiemment de disposer des 300 [illegible] francs indispensables pour les équipements informatiques nécessaires à ces décrochages.

Toutes ces radios labourent le terrain publicitaire local. Les commerçants – grands et petits –, les garagistes et vendeurs de voitures, les collectivités locales mais aussi La Poste leur achètent des spots, dont les prix [illegible] de [illegible] francs les 30 secondes [illegible] 300 francs pour ceux qui ont le plus [illegible] audience. Pour la collecte des quelque 20 % de publicité nationale qu'elles diffusent, un grand nombre de ces stations se sont regroupées dans le GIE [illegible] Indépendantes. Créé en 1992, cet organisme a confié la régie publicitaire à Europe Régies dans le cadre d'un contrat qui vient à échéance en [illegible].

Le GIE offre aussi à ses adhérents [illegible] une logistique : [illegible] formation pour l'antenne, le [illegible] et le *juridique*. Il *s'occupe aussi* de leur promotion, comme [illegible] la fabrication de grandes affiches sur le thème : *« Plus près, on entend mieux »*, sur lesquelles chacune peut greffer son propre logo. S'il comporte des avantages certains, l'adhésion au GIE a des contraintes. *« A certaines heures, la publicité qui vient du GIE est pléthorique. Il [illegible] nous empêche d'en prendre sur le marché local »*, [illegible] Huguette Monzie, directrice d'ARL. Elle s'agace aussi de la clé de répartition des recettes, fondée sur les mesures d'audience de Médiamétrie, que les petites radios estiment mal adaptées à leur spécificité.

A force de se développer, certaines de ces radios prennent des airs de petit réseau. Le groupe Start est un des plus dynamiques. Constitué autour de Vibration, [illegible] à Orléans, *il comporte* [illegible] à Poitiers et Black Box à Bordeaux, récemment intégrées à ce mini-groupe qui emploie [illegible] personnes, réalise 25 millions de francs de chiffre d'affaires [illegible] diffusé sur [illegible] de départements. En outre, deux de ses dirigeants sont entrés au conseil d'administration d'Ado FM, une radio destinée aux 15-24 ans, à laquelle Vibration apporte son savoir-faire technique et en matière de programmation.

« Notre perspective est régionale plus que locale. Pour rester indépendant, nous devons [illegible] un équilibre économique que nous ne pouvons trouver qu'en faisant des alliances. Autrement, on risque d'être racheté par un grand groupe », explique Jean-Eric Valli, fondateur et président de Vibration. Il n'est donc pas étonnant que ce champion des radios locales [illegible] d'un mauvais œil l'irruption du groupe NRJ dans le paysage des radios locales. A Orléans, NRJ a installé, en mai, cinq personnes dont deux pour démarcher les annonceurs. Deux journalistes font des flashes d'informations *et quelques chroniques* à la mi-journée.

Car, derrière cette bataille pour l'audience, il y a celle pour la conquête du marché publicitaire local, qui a crû de 5,7 % en 1998 et sur lequel les télévisions locales pourraient vouloir jouer les trouble-fête.

Françoise Chirot

Des émissions et des flashes en prêt-à-diffuser

FAUTE de moyens pour se fabriquer des programmes sur mesure, certaines radios locales recourent à *une sorte de prêt-à-diffuser. Plusieurs* entreprises, notamment du service public, ont créé des banques de programmes. Elles réalisent des émissions dans lesquelles les radios clientes puisent ce dont elles ont envie. Créée en [illegible] par Radio-France, Sophia fournit de la musique, plutôt destinée aux 25-[illegible] ans, elle propose quotidiennement dix-sept chroniques (cinéma, voyages, multimédia, voyages, etc.) et des journaux et flashes d'information, [illegible] par les journalistes de FIP, France Musique et France Culture. Ces *clients paient entre 2 000* et 4 000 francs par mois, selon le bassin de population desservi.

AFP Audio fournit un service comparable à ses 120 clients, mais le réseau des correspondants de l'AFP dans le monde lui permet d'être plus complet sur l'information internationale. Sur n'importe quel fait divers à l'autre bout de la planète, l'AFP peut ainsi diffuser rapidement un reportage. Quant à Radio-France Internationale, elle propose un programme musical et un service de [illegible] magazines hebdomadaires en quatre langues à 700 radios partenaires à travers le monde.

AVEC MENTION DE L'ANNONCEUR

Il existe des stratégies beaucoup plus commerciales qui mêlent chroniques et publicité. Par exemple, celle de Seprem Productions, une société qui se veut *« le précurseur du bartering en France »*. Le système est le suivant : Seprem productions fournit aux radios des émissions gratuites sur le jardinage, les animaux domestiques, la santé, les fruits et légumes, etc., à *condition* que le nom de l'annonceur – Royal Canin, le journal *Top Santé*, les producteurs de fruits et légumes ou d'autres – précède et suive la diffusion de la chronique. *« Dans les villes de moins de 100 000 habitants, ce sont les radios FM qui sont en tête de l'écoute, loin devant les périphériques »*, explique Daniel Bourn, directeur général, qui représente aussi les annonceurs et alimente quelque 180 radios.

F. Ch.

Télés locales : cinq candidats pour quatre villes

CINQ OPÉRATEURS ont déposé des dossiers, mardi 23 février, au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) lors de la clôture de l'appel à candidatures pour des télévisions locales dans quatre villes.

L'une des réponses les plus spectaculaires est celle de *La Montagne*, premier quotidien régional à se lancer ainsi dans l'aventure des télévisions locales. Au moment de son quatre-vingtième anniversaire, le quotidien clermontois *« a souhaité élaborer des programmes reflétant pleinement la vie des Clermontoises et des Clermontois, qui constitueront leur "mémoire" en images et qui participeront, à côté des grands médias déjà actifs sur notre ville, à l'expression de leur diversité et de leur dynamisme »*. Les partenaires financiers du quotidien dans la Société clermontoise de télévision devraient être *« les chambres consulaires, les grandes banques régionales, des chefs d'entreprise locaux, des sociétés de production audiovisuelles et des sociétés d'investissement »*.

Un autre projet a été déposé dans la capitale de l'Auvergne par la Télé locale indépendante (TLI), présidée par Jean-Pierre Wagner, par ailleurs président du Syndicat national des télévisions locales de proximité. *Grâce à des fonds* provenant de personnes physiques et avec un budget de 7 millions de francs – dont les deux tiers provenant de la publicité –, il prévoit d'émettre tous les jours de 7 heures à 23 heures.

DEUX SOCIÉTÉS À TOURS

A Tours, autre ville concernée par l'appel à candidatures, *La Nouvelle République du Centre-Ouest* n'a pas déposé de dossier. Deux sociétés sont candidates. La [illegible] Centre communication et la [illegible] communication, qui a aussi candidaté pour la fréquence des Sables-d'Olonne. Cette société a déjà obtenu des autorisations temporaires pour TFM 102 (*Le Monde* du 18 décembre). A Luçon (Vendée), un seul candidat a déposé pour [illegible] Sud.

F. Ch.

La CLT-UFA souhaite garder une part de Premiere

« l'accord de principe » de Bertelsmann, la CLT-UFA négocie avec Kirch sa montée du capital de Premiere. Toutefois, l'opérateur luxembourgeois veut monter à hauteur de *« 5 % à 10 % »* dans le tour de table de la chaîne cryptée allemande. RTL TV, filiale de la CLT-UFA, pourrait porter cette future participation. Pour la CLT-UFA, le but est *« d'éviter que Kirch [illegible] de sa future position monopolistique dans la télévision à péage en Allemagne pour peser sur les studios américains afin qu'ils vendent les droits de diffusion en clair de leurs catalogues aux seules chaînes généralistes du groupe Kirch »*, qui possède déjà les droits cryptés de [illegible] les majors américaines.

La CLT-UFA a déjà procédé de la même manière avec TPS. Grâce à la participation de sa filiale [illegible] au capital du bouquet, la chaîne privée a [illegible] avec TF 1 une société commune (TCM) pour protéger son accès aux catalogues de films américains.

Outre un maintien *a minima* de la CLT-UFA dans Premiere, les discussions butent sur l'évaluation de la chaîne. La valorisation haute est fixée à 1 454 [illegible] par abonné (*Le Monde* du 24 février), tandis que la [illegible] basse, établie à 1 137 [illegible], fait référence au prix choisi pour Premiere lors de la fusion de la CLT avec la UFA. La CLT-UFA *« dément [illegible] une alliance avec TF 1 »*. Un rapprochement également dénoncé par la chaîne de Patrick Le Lay.

Guy Dutheil

Presse professionnelle : échec de la fusion Bertelsmann-Havas

APRÈS DE LONGS MOIS d'une intense négociation, le groupe français Vivendi et l'allemand Bertelsmann ont renoncé à créer une société commune pour leurs activités de presse professionnelle. Dans un communiqué commun, publié mercredi 24 février, les deux groupes évoquent les *« difficultés techniques, notamment d'ordre fiscal »* pour expliquer l'échec de la fusion. Néanmoins, ils *« n'excluent pas de reprendre à l'avenir »* le projet de joint-venture entre les activités d'Havas – filiale de Vivendi – et celles de Bertelsmann dans la presse spécialisée.

Le terme commun ne marque pas un divorce entre les deux partenaires, qui annoncent leur intention de *« renforcer leur coopération stratégique dans le marché de l'information professionnelle »*. Ils *« se concerteront régulièrement afin de voir en commun les possibilités d'acquisition »*, comme ce fut le cas pour les éditions médicales espagnoles Doyma en [illegible]. Déjà alliés dans le multimédia, Havas et Bertelsmann souhaitaient unir leurs forces dans un domaine dominé par les grands groupes anglo-saxons et néerlandais Thomson, Reed-Elsevier et Wolters Kluwer.

Les discussions, qui ont duré toute l'année 1998, ont d'abord buté sur le périmètre de la société à créer ainsi que sur son management. Des [illegible] ont été accumulées pour la valorisation des « dots » respectives dans la mesure où chacun des deux partenaires s'est livré à des acquisitions tout au long de l'année. Ainsi, Havas a pris le contrôle du groupe espagnol Anaya, du groupe français L'Etudiant et des éditions médicales de Vidal. Pour sa part, Bertelsmann a doublé le volume de *son secteur professionnel* avec la reprise de l'éditeur spécialisé allemand Springer-Verlag.

DIFFICULTÉS DE VALORISATION

Désormais, la branche professionnelle de Bertelsmann représente 1,25 milliard de deutschemarks (641 millions d'euros), un poids proche de celui d'Havas, estimé à *4,23 milliards de francs* (645 millions d'euros). Les difficultés à concrétiser une fusion seraient venues de la valorisation du groupe français. Havas Editions Publications (ex-CEP Communication) détient, via les groupes Moniteur, Tests, France agricole et L'Usine nouvelle, une cinquantaine de titres. La plupart ont été acquis de longue date, ce qui les soumet à une plus-value fortement taxée qui minore la valeur [illegible] du pôle par rapport à sa valeur comptable.

[illegible] l'attente d'une dérogation du traitement fiscal de la part du ministère français de l'économie et des finances, les deux parties ont repoussé de deux mois l'échéance du calendrier de négociations, initialement prévues à Noël [illegible]. En vain. Ils [illegible] l'espoir d'arriver un jour à une entité [illegible] *« lorsque les difficultés auront été résolues »*.

Jean-Jacques Bourdon

DÉPÊCHES

■ **PRESSE : le groupe de presse allemand Axel Springer Verlag** (qui édite les quotidiens *Bild* et *Die Welt* et est présent dans la chaîne de télévision privée SAT 1) a vu son bénéfice net bondir de 31 % à *274,9* millions de deutschemarks (141 millions d'euros) en 1998 par rapport à l'année précédente, selon *des chiffres provisoires publiés* mardi 23 février. Le chiffre d'affaires du groupe a augmenté parallèlement de 5 % à 4,79 milliards de deutschemarks (2,46 milliards d'euros). – *(AFP.)*

■ **TÉLÉVISION : la société des journalistes de France 2** demande que l'émission « Direct » *soit baptisée "magazine de la rédaction"* ». Les journalistes protestent ainsi contre le fait que ce magazine, dont le premier numéro sera diffusé jeudi 25 février, soit confié à Albert du Roy, *« qui a publiquement diffamé la rédaction dans la presse »*, lors de sa nomination à la direction de l'information au printemps.

LE CARNAVAL DE NICE* VIBRE AU SON D'EUROPE 2

Gloria Gaynor
Karen Ramirez
Jessica Mellowman
Larusso
Des'ree

en CONCERT GRATUIT

Vendredi 26 février
à partir de 20h,
place Masséna à Nice.

* Organisé par l'Office du Tourisme et des Congrès de la Ville de Nice.

NICE AOM Europe 2

e l'audience

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **35 HEURES : le constructeur automobile Renault** a proposé, mardi 23 février, que la réduction du temps de travail passe par neuf jours de repos supplémentaires par an et par un nouveau calcul du temps de travail effectif, ce qui a été jugé insuffisant, voire « *inacceptable* », par [redacted] syndicats.

■ **ALSTHOM : les chantiers** [redacted] **l'Atlantique à Saint-Nazaire** ont indiqué mardi 24 février qu'ils avaient reçu [redacted] commande ferme de deux paquebots de [redacted] (294 mètres [redacted] longueur) pour Royal [redacted] Ltd.

■ ***AUTOMOBILE* : les constructeurs mondiaux** [redacted] **produit 51,9 millions** [redacted] particulières, utilitaires légers [redacted] utilitaires lourds en 1998, une baisse [redacted] 2,3 [redacted] *par rapport* [redacted] *1997, due* principalement à l'Amérique [redacted] à l'Asie, [redacted] annoncé mardi l'Organisation [redacted] (*OICA*).

● **ALLEMAGNE : [redacted] syndicat [redacted] métallurgie (IG Metall) du Mecklenbourg,** un des nouveaux *Länder où son application aurait* pu poser problème, a adopté [redacted] l'accord [redacted] pilote conclu [redacted] Bade-Wurtemberg (de [redacted] 4 % de hausse sur quatorze mois).

SERVICES

■ ***SODEXHO ALLIANCE* : le** groupe [redacted] **collective et de services table sur** un bénéfice net part du groupe dépassant [redacted] millions [redacted] francs (125,01 millions d'euros) pour l'exercice [redacted] (clos fin août) contre [redacted] MF (83,85 [redacted] d'euros) en 1997/98, [redacted] une hausse de 49 %, [redacted] annoncé mardi 23 février son PDG [redacted].

■ **AIR AFRIQUE : la** [redacted] **aérienne multinationale** [redacted] pas menacée [redacted] mais [redacted] « *rapidement privatisée* », a [redacted] à l'AFP son directeur général, Sir Harry Tirvengadum. Le transporteur doit comparaître mercredi 3 mars devant le tribunal de commerce de Paris pour un litige qui l'oppose à ses créanciers.

FINANCE

■ **SWISS LIFE : la filiale française** [redacted] **l'assureur** [redacted] a [redacted] mercredi [redacted] février le [redacted] l'assureur français Lloyd *Continental (2,9 milliards de francs* de chiffre d'affaires) aux [redacted] Verspieren [redacted] Du Brusle [redacted] Rouvroy qui en déti[redacted] 85 %. *Le prix* [redacted] 3,24 [redacted] *de francs* (490 millions d'euros) pour 100 %.

● **CRÉDIT LYONNAIS : la banque publique** a adressé *une mise en* garde sur les estimations de résultats, qui seront présentés le [redacted] mars, émanant de notes internes. En 1997, le résultat net consolidé *du* [redacted] et [redacted] participative, [redacted] 1,853 milliard de francs, ramené à 357 millions après prise en compte de ces deux éléments.

RÉSULTATS

■ **SANOFI : le groupe a** [redacted] **mercredi** [redacted] **un** [redacted] **net en** [redacted] de 10 % en 1998, [redacted] 2,1 *milliards* [redacted] *francs* (323 [redacted] d'euros), pour [redacted] chiffre [redacted] 25,8 milliards [redacted] (3,9 mil[redacted] d'euros).

■ **CGU : [redacted] britannique** [redacted] fusion entre Commercial Union [redacted] General Accident [redacted] annoncé [redacted] février [redacted] bénéfice d'exploitation (avant impôt et éléments exceptionnels) en repli [redacted] 38 % [redacted] millions [redacted] livres (1,129 milliard d'euros), contre 1,238 milliard de livres (1,8 milliard d'euros) [redacted] auparavant.

■ **NATWEST : le bénéfice** [redacted] impôt de [redacted] banque britannique [redacted] 2,1 [redacted] de livres (3,06 milliard d'euros), [redacted] 975 millions en 1997. La rentabilité [redacted] fonds propres [redacted] 7,8 [redacted] en 1997.

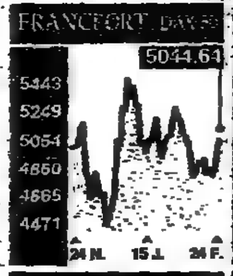
■ **HYPOVEREINSBANK : [redacted] bénéfice [redacted] la banque [redacted] roise, numéro [redacted] allemande, [redacted] plus que doublé,** [redacted] 3,8 milliards de deutschemarks (1,94 [redacted] d'euros en 1998), malgré [redacted] fortes provisions liées [redacted] des risques immobiliers dans les régions de l'ex-RDA.

■ **IBERIA : [redacted] compagnie aérienne espagnole** [redacted] annoncé mardi [redacted] février un bénéfice [redacted] consolidé de 37,2 [redacted] de pesetas (223 millions d'euros) en 1998, en hausse de 117,5 % par rapport à 1997. [redacted] 12 février, [redacted] vendu 9 % de son capital à British Airways (BA) [redacted] 1 % [redacted] American Airlines ans [redacted] cadre de sa privatisation.

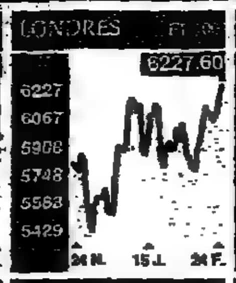
■ **SABENA : le transporteur aéronautique belge** [redacted] renoué [redacted] 1998 avec les bénéfices, avec un résultat net positif de 17,4 [redacted] d'euros, contre une perte de 63 millions d'euros l'année précédente.

EUROPE

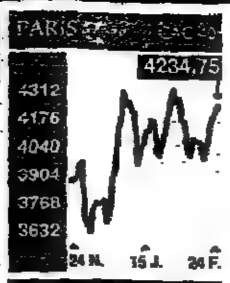
FRANCFORT DAX 30 — 5044,64



LONDRES FT 100 — 6227,60



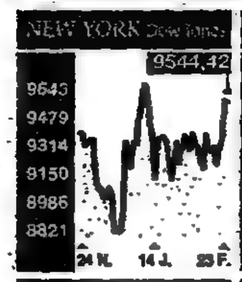
PARIS [redacted] CAC 40 — 4234,75



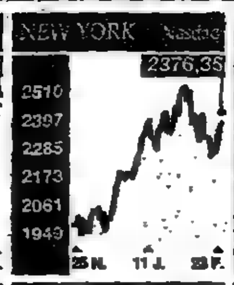
Europe 12h30	Indices sélection	cours 24/02	[redacted]	Var.% 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3853,20	[redacted]	6,31
EUROPE	STOXX 50	3531,49	0,85	[redacted]
EUROPE	EURO STOXX 324	310,18	0,48	[redacted]
EUROPE	STOXX 653	[redacted]	0,62	[redacted]
PARIS	CAC 40	4234,75	0,84	7,41
PARIS	MIDCAC	1586,15	0,30	−3,13
PARIS	SBF 120	[redacted]	0,56	[redacted]
PARIS	SBF 250	2847,35	[redacted]	[redacted]
PARIS	SECOND MARCHÉ	[redacted]	0,38	−5,55
AMSTERDAM	AEX	542,79	1,74	[redacted]
BRUXELLES	BEL 20	3435,21	−0,26	−2,26
FRANCFORT	DAX 30	5044,64	1,14	[redacted]
LONDRES	FTSE 100	6227,60	1,18	[redacted]
MADRID	STOCK EXCHANGE	10186,30	0,82	3,36
MILAN	MIBTEL 30	35812,00	1,14	1,86
ZURICH	SPI	7216,60	0,97	0,76

AMÉRIQUES

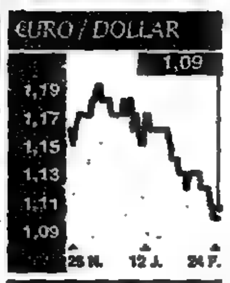
NEW YORK Dow Jones — 9544,42



NEW YORK Nasdaq — 2376,35



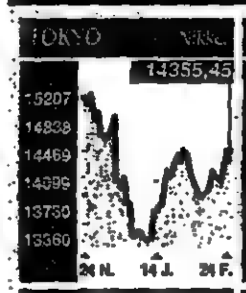
EURO / DOLLAR — 1,09



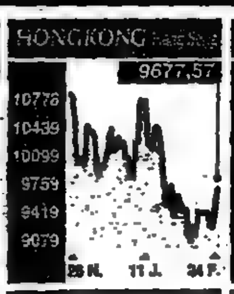
Amérique 10h15	Indices sélection	cours 23/02	Var.% veille	Var.% 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	9544,42	−0,09	3,95
[redacted]	S&P 500	1271,18	−0,08	3,41
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2376,36	1,47	[redacted]
TORONTO	TSE INDEX	6464,74	−0,77	−0,48
SÃO PAULO	BOVESPA	[redacted]	−1,46	31,62
[redacted]	BOLSA	343,39	−0,01	4,95
BUENOS AIRES	MERVAL	382,20	−1,83	−11,13
SANTIAGO	IPSA GENERAL	111,46	−1,75	44,74
CARACAS	CAPITAL GENERAL	[redacted]	−0,24	−18,77

ASIE - PACIFIQUE

TOKYO Nikkei — 14355,45



HONGKONG Hang Seng — 9677,57



EURO / YEN — 133,57

Zone Asie 10h15	Indices sélection	cours 24/02	Var.% 23/02	Var.% 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	14358,45	−1	3,71
HONGKONG	HANG SENG	9677,57	2,88	−3,80
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	0,00	—	1,31
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	57,80	−0,45	−11,43
SYDNEY	ALL ORDINARIES	2894,50	0,36	4,30
BANGKOK	SET	24,26	0,89	−6,57
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	3290,22	0,16	7,65
WELLINGTON	NZSE-40	2206,22	−1,26	6,82

ÉCONOMIE

Les Etats-Unis s'inquiètent de la situation [redacted] Japon

LA REPRÉSENTANTE américaine pour [redacted] commerce, Charlene Barshefsky, [redacted] exhorté mardi le Japon [redacted] stimuler [redacted] économie [redacted] situation devient « *plus inquiétante* ». Les Etats-Unis « *continuent* [redacted] *exceptionnellement préoccupés par l'incapacité du gouvernement japonais à mettre en* [redacted] *pleinement* [redacted] *politiques* [redacted] *relance tirée par la demande intérieure* ». Madame Barshefsky [redacted] également qualifié [redacted] « *pas tenable* » [redacted] global de l'archipel nippon, qui [redacted] augmenté [redacted] % en janvier pour atteindre 6,3 milliards de dollars, estimant que les Etats-Unis « *ne peuvent pas continuer* [redacted] *être* [redacted] *seuls importateurs mondiaux* ». [redacted] Barshefsky a [redacted] invité l'Europe « *à faire davantage pour stimuler* [redacted] *croissance* » de manière [redacted] plus d'importations du [redacted] du monde.

■ **INDE : [redacted] a connu [redacted] croissance [redacted] 5,8 % au [redacted]** l'année fiscale 1998-99, [redacted] 5 % l'année précédente, selon [redacted] estimations [redacted] publiées [redacted] di. Le gouvernement indien [redacted] sur 7 [redacted] croissance pour l'année fiscale 1998-99 qui s'achève fin mars, mais elle [redacted] été ralentie par la crise [redacted] Asie, a-t-il indiqué.

■ **ETATS-UNIS : devant la commission bancaire du Sénat,** Alan Greenspan, [redacted] président [redacted] fédérale, a [redacted] que [redacted] de l'économie américaine étaient « *solides* » [redacted] qu'il n'y avait pas [redacted] signe [redacted] l'inflation pour l'instant, même si l'économie des Etats-Unis demeure « *vulnérable* » [redacted] troubles financiers internationaux. La croissance du produit intérieur brut [redacted] progresser à un rythme plus lent cette année, de 2,5 [redacted] à [redacted] %, selon lui *(lire* [redacted] *19)*.

■ **L'indice [redacted] consommateurs** [redacted] les conditions présentes [redacted] perspectives [redacted] l'économie américaine, établi [redacted] le Conference Board, a augmenté de 3,2 % en février comparativement [redacted] janvier, a annoncé l'institut [redacted] conjoncture privé [redacted] New York.

■ ***UNION EUROPENNE* : les prix** [redacted] **la production industrielle ont** baissé de 2,2 % [redacted] décembre [redacted] par rapport à décembre 1997 et [redacted] 2,5 % dans la [redacted] euro, [redacted] les données publiées [redacted] Eurostat, l'Office statistique des Communautés européennes. Ces résultats s'expliquent par une forte chute [redacted] prix dans le secteur des produits pétroliers raffinés, [redacted] Eu[redacted].

■ **GRANDE-BRETAGNE : le pre[redacted] ministre, Tony Blair,** a estimé, mardi, [redacted] l'introduction définitive de l'euro en Grande-Bretagne devrait prendre trois ans à partir du [redacted] où [redacted] Britanniques auront approuvé par référendum une adhésion [redacted] l'Union monétaire. Il [redacted] répété que la période envisagée pour [redacted] référendum [redacted] « *le début de* [redacted] *prochaine législature* », prévue au plus tard en [redacted] *(lire* [redacted] *4)*.

■ [redacted] **déficit commercial britannique** s'est légèrement contracté en décembre, mais sur l'ensemble [redacted] l'année 1998 l'écart entre les importations [redacted] exportations [redacted] le plus important jamais enregistré depuis [redacted] ans, [redacted] annoncé l'Office [redacted] statistiques national (ONS). Il s'élève à 7,2 milliards [redacted] livres.

■ ***La croissance* [redacted] *PIB* [redacted] Royaume-Uni** au quatrième trimestre [redacted] 1998 reste estimée [redacted] 0,2 % par rapport au troisième trimestre, a annoncé mardi *l'ONS*, alors que [redacted] marchés financiers attendaient [redacted] révision à [redacted] baisse.

■ **BCE : [redacted] Lafontaine,** [redacted] ministre [redacted] *l'économie allemand*, [redacted] de nouveau appelé mardi la Banque [redacted] européenne [redacted] assouplir [redacted] politique monétaire. Soulignant l'absence de risques inflationnistes, il [redacted] déclaré : « *Il faut agir. La politique monétaire n'est pas neutre vis-à-vis de la croissance :* [redacted] *mécanisme des taux d'intérêt peut être, par exemple,* [redacted] *pour donner des impulsions* [redacted] *la croissance dans un cadre économique stable.* »

■ **ESPAGNE : [redacted] déficit public** [redacted] à [redacted] du produit intérieur brut (PIB) en 1998, contre 2,6 % l'année précédente, a indiqué mardi un communiqué du ministère de l'économie. Pour 1999, le gouvernement table sur un déficit public représentant 1,6 % [redacted] PIB.

■ **DANEMARK : 13 [redacted] des emplois** [redacted] *demeurent* inoccupés en raison, notamment, du manque [redacted] main-d'œuvre qualifiée dans le secteur privé, selon une enquête publiée par la direction du marché du travail, publiée mardi.

■ **BRÉSIL : l'inflation** entre le 11 janvier et [redacted] 10 février s'est éta[redacted] 2,64 % selon les calculs [redacted] *l'Institut brésilien d'économie* [redacted] la fondation Getulio Vargas rendus publics mardi. La veille, le ministre brésilien de l'économie, Pedro Malan, avait [redacted] que l'inflation [redacted] nuelle du pays atteindrait 12 % en 1999.

VALEUR DU JOUR

Bénéfices records pour Volkswagen en 1998

VOLKSWAGEN vole de record en record. Après avoir déjà [redacted] plus [redacted] en 1997, le [redacted] allemand [redacted] l'exploit pour [redacted] en annonçant, mardi 23 février, 1,15 milliard d'euros (7,54 milliards de francs) [redacted] net, en hausse de 65 %.

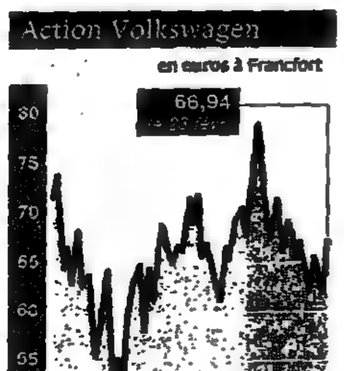
C'est la quatrième année consécutive que le constructeur de Wolfsburg (Basse-Saxe) améliore ses résultats. Le [redacted] d'affaires du groupe s'est par ailleurs établi [redacted] 68,62 milliards d'euros (450 milliards de francs) en [redacted] en progression de 18,5 % par rapport [redacted] 1997.

Avec près de 4,75 millions de véhicules livrés l'année dernière, Volks[redacted] passerait au troisième [redacted] mondial, doublant [redacted] Toyota [redacted] positionnant derrière [redacted] deux géants américains, General [redacted] Ford.

La part du *marché mondial* [redacted] groupe [redacted] passée de 10,4 % [redacted] 11,4 %, toutes les marques du groupe (Volkswagen, Audi, [redacted] Skoda) concourant [redacted] l'augmentation de [redacted] Volkswagen [redacted] toutefois rencontré des [redacted] en Amérique du Sud, où [redacted] résul[redacted] commerciaux ont sensiblement reculé.

Le premier constructeur [redacted] bile européen a par ailleurs créé quelque 18 000 emplois à travers [redacted] monde [redacted] 1998, portant [redacted] effectifs à la fin [redacted] l'année [redacted] près de 298 000 salariés. [redacted] année [redacted] été également marquée par l'acquisition à prix d'or de trois marques de luxe : Bugatti, Lamborghini et *Rolls-Royce*, qui [redacted] rétrocédée [redacted] en [redacted].

Action Volkswagen en euros à Francfort



La direction de Volkswagen, [redacted] un communiqué publié mardi 23 février, s'est cependant [redacted] plus pessimiste [redacted] 1999, jugeant une nouvelle amélioration des ré[redacted] « *difficilement réalisable* [redacted] *vu de* [redacted] *situation actuelle* », compte tenu de la crise qui sévit sur le marché automobile. Ainsi, [redacted] janvier 1999, [redacted] marques du groupe, [redacted] l'exception notable [redacted] Volkswagen, ont enregistré un recul de leurs ventes par rapport à la même période de 1997. [redacted] Francfort, [redacted] credi [redacted] février, le [redacted] Volkswagen était en baisse de 4,74 %, [redacted] 62,2 euros [redacted] 66,94 [redacted].

Stéphane Lauer

SUR LES MARCHÉS

PARIS

[redacted] *avoir entamé* [redacted] séance du mercredi 23 février sur une baisse de 0,31 % de l'indice CAC 40, la Bourse de Paris se reprenait ensuite [redacted] gagnait [redacted] *milieu de journée* 0,65 %, [redacted] 4 235,22 points, soutenue par de nouvelles statistiques favorables de l'économie française. *Mardi, le CAC 40* [redacted] *sur une hausse de* 1,01 %, [redacted] 4 207,95 points.

FRANCFORT

LA [redacted] allemande [redacted] en hausse, mardi 23 février, en milieu [redacted] séance, l'indice DAX progressait de *0,61 %*, à 5 043 42 points. Mardi, la [redacted] de Francfort a franchi le seuil des [redacted] points, l'indice vedette DAX progressant de 2,56 %, [redacted] 5 012,6 points.

LONDRES

LA [redacted] de *Londres était en* hausse sensible mercredi de 1,19 %, à 6228,60 points, pour l'indice FT 100. [redacted] le FT 100 avait terminé *la journée* [redacted] *un* gain de 1,4 %, [redacted] 6 155,2 points, [redacted] record absolu.

TOKYO

LA BOURSE de Tokyo a terminé mercredi en baisse, [redacted] prises [redacted] bénéfice au cours [redacted] la dernière heure de transactions réduisant à néant [redacted] gains enregistrés jusque-là en séance. L'indice Nikkei [redacted] 1 %, [redacted] finir à 14 355,45 points.

NEW YORK

APRÈS les déclarations d'Alan Greenspan, le président de la Ré[redacted] fédérale, [redacted] Bourse américaine [redacted] finalement restée stable mardi 24 février. *L'indice Dow* Jones vedette a terminé sur [redacted] baisse [redacted] 0,09 % [redacted] 9 544,42 points, tandis [redacted] l'indice composite [redacted] la [redacted] électronique Nasdaq a gagné 1,47 %, à 2 376,37 points.

TAUX

LES MARCHÉS obligataires étaient mal orientés mercredi 23 février. Le rendement des obligations du Trésor français s'inscrivaient [redacted] 3,96 %. Les investisseurs redoutent [redacted] *durcissement* [redacted] politique monétaire de [redacted] banque centrale américaine. Outre-Atlantique, [redacted] marché obligataire a été pénalisé par [redacted] mouvement vendeur. L'obligation [redacted] trente ans [redacted] Trésor américain [redacted] perdu 31 centièmes, [redacted] 97,14, en fin [redacted] séance. Evoluant [redacted] l'inverse du prix, [redacted] de rendement de [redacted] ligne [redacted] ans, principale référence, a fini [redacted] 5,413 %, [redacted] 5,349 %, lundi en clôture.

MONNAIES

L'EURO montrait de nouveaux signes de [redacted] mercredi matin face au dollar [redacted] les premières transactions [redacted] le marché européen. Il s'échangeait à 1,0965 dollar, contre 1,1005 dollar la veille. Face au yen, l'euro perdait également du terrain, [redacted] 133,09 yens [redacted] 133,55 yens mardi. Le [redacted] vert est [redacted] face au yen, à 121,39 yens contre 121,36 yens mardi soir.

Taux de change [redacted] zone €uro

€uro contre ▶	Taux	contre franc ▶	Taux
FRANC	6,55957	EURO	0,15245
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35385
LIRE [redacted] (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774
[redacted] ESPAG. (100)	[redacted]	PESETA ESPAG. (100)	3,94238
ESCUDO PORT. [redacted]	[redacted]	ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	[redacted]	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS	[redacted]	FLORIN [redacted]	[redacted]
FRANC [redacted] (10)	[redacted]	[redacted] BELGE [redacted]	1,62607
[redacted] FINLAND.	[redacted]	[redacted]	1,10324

[redacted] €uro

€uro contre ▶	23/02
[redacted]	[redacted]
[redacted] NORVÉGIENNE	[redacted]
[redacted] SUÉDOISE	[redacted]
[redacted] TCHÈQUE	[redacted]
[redacted]	1,7148
DOLLAR [redacted]	[redacted]
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	[redacted]
DRACHME GRECQUE	323,10
FLORINT HONGROIS	249,90
ZLOTY POLONAIS	[redacted]

[redacted] de change croisés

24/02 12h30 ▶	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
DOLLAR	...	0,82311	1,09930	0,16759	1,60130	0,69018
YEN	121,49000	...	133,57000	20,35500	194,47000	83,86500
EURO	0,90967	0,74867	...	0,15245	1,45570	0,62805
FRANC	5,96705	4,91305	6,55957	...	9,54945	4,11880
LIVRE	0,62449	0,51440	0,68695	0,10475	...	0,43110
FRANC SUISSE	1,44890	1,19265	1,59275	0,24280	2,31850	...

Taux d'intérêt (%)

Taux 23/02 ▶	Taux j.j.	[redacted]	[redacted]	Taux [redacted]
FRANCE	3,05	2,90	[redacted]	4,81
ALLEMAGNE	3	[redacted]	[redacted]	[redacted]
GDE-BRETAG.	5,81	[redacted]	4,40	[redacted]
ITALIE	...	[redacted]	[redacted]	5
JAPON	0,17	0,14	1,75	...
ÉTATS-UNIS	4,66	[redacted]	[redacted]	[redacted]
SUISSE	1,12	1,13	2,37	[redacted]
PAYS-BAS	3,18	[redacted]	[redacted]	[redacted]

Matif

Cours 12h30 ▶	Volume 24/02	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5 MARS 99	8809	111,64	111,63
Euribor 3 mois MARS 99	1365	96,96	[redacted]

[redacted] premières

En dollars ▶	[redacted]	[redacted]
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	1394,5	0,18
ALUMINIUM 3 MOIS	1186,5	0,30
PLOMB 3 MOIS	518	−0,58
ETAIN 3 MOIS	5290	...
ZINC 3 MOIS	1003,5	−0,83
NICKEL 3 MOIS	4820	0,20
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
[redacted]	5,58	−0,18
[redacted]	82995,28	0,61
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	[redacted]	−0,10
MAÏS (CHICAGO)	214,75	−0,12
SOJA TOURTEAU (CHG.)	[redacted]	−0,16
SOFTS		$/TONNE
CACAO [redacted] YORK)	1385	0,48
[redacted] (LONDRES)	1718	...
[redacted] (PARIS)	[redacted]	...

Pétrole

En dollars ▶	Cours 23/02	[redacted] veille
BRENT (LONDRES)	10,94	...
WTI (NEW YORK)	11,98	...
LIGHT SWEET CRUDE	[redacted]	[redacted]

Or

En euros ▶	[redacted]	[redacted]
OR FIN KILO BARRE	8260	−1,42
OR FIN LINGOT	8390	−1,30
ONCE D'OR (LO) $	285,75	...
PIÈCE FRANCE 20 F	48,40	−1
PIÈCE SUISSE 20 F	49,40	−2,37
PIÈCE UNION LAT. 20 F	49,50	+1,84
PIÈCE 10 [redacted] US	258,25	−0,10
PIÈCE 20 [redacted] US	433	+0,46
PIÈCE [redacted] MEX.	[redacted]	...

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

page 22

ETTA

Lire page 13

صكذا من الاصل

VALEURS EUROPÉENNES

■ **Bayer** [redacted] grimpé de 6,6 % mardi 23 % février, à 32,25 euros. La maison de titres Dresdner Kleinwort Benson recommande [redacted] l'achat [redacted] actions du deuxième allemand après leur récente baisse.

● **British Gas** a progressé de 1,4 % mardi [redacted] clôture, à 366,5 euros. [redacted] compagnie a [redacted] bénéfice net augmenter de 6,9 pence par action au quatrième trimestre.

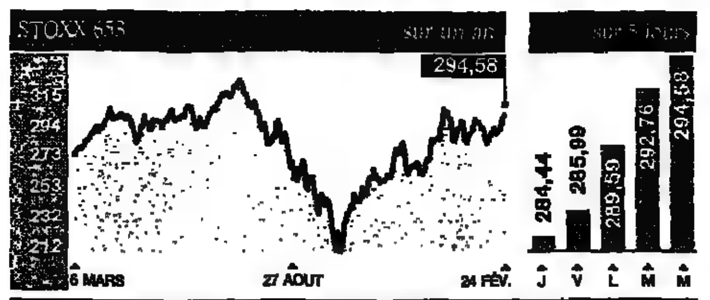
■ **British [redacted] Broadcasting Group** [redacted] bondi de 3,5 % mardi, à 536,75 euros. Le deuxième groupe [redacted] télévision payante en Europe serait en discussion [redacted] rival français, Canal Plus, pour une possible fusion, selon [redacted] *Wall Street Journal* de mardi. Les deux compagnies ont refusé de commenter [redacted] informations.

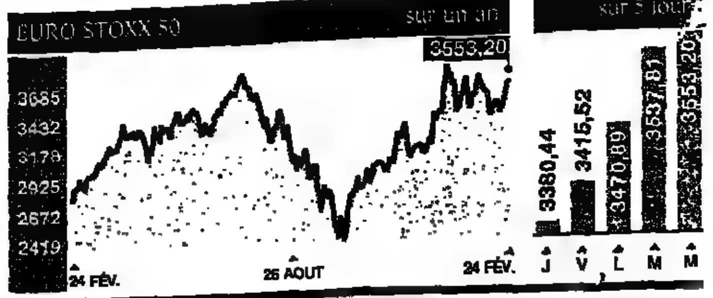
● [redacted] **Speciality Chemicals** [redacted] perdu mardi 3,9 %, [redacted] 110 francs suisses. Le groupe chimique [redacted] annoncé que [redacted] profit a baissé plus que prévu au second semestre [redacted].

■ **National Westminster Bank** [redacted] gagné 4,3 [redacted] mardi, à 1 329 pence. La troisième banque par son bilan a indiqué que son bénéfice avait plus que doublé [redacted].

● **Nokia** a progressé de 5,5 %, [redacted] 126,5 euros. Le numéro un mondial [redacted] téléphone mobile [redacted] commercia[redacted] le premier téléphone portable capable de surfer sur Internet.

■ **SAP** a bondi mardi de 6 %, à 310 [redacted]. Le numéro un mondial [redacted] logiciels pour entreprises a bénéficié [redacted] la [redacted] marché américain Nasdaq enregistrée lundi.





24/02 12 h 23 ▶	Code pays	Cours en euros	% Var. [redacted]

AUTOMOBI[redacted]

[redacted] SDR	SE	35,81	-1,24
BASF AG	[redacted]	31,8	-0,47
BMW	DE •	676	-2,88
CONTINENTAL AG	[redacted]	23,7	-0,84
[redacted]	[redacted]	88,4	+0,45
FIAT	IT •	2,73	-0,73
FIAT PRIV.	IT •	1,4	-1,41
[redacted]	FR •	188,4	-0,05
[redacted]	GB	4,18	....
[redacted]	IT •	1,84	-1,47
MICHELIN-B- /RM	FR •	40,71	-0,71
PEUGEOT /RM	FR •	126,6	-1,09
PIRELLI	IT •	2,86	-1,48
[redacted]	FR •	48,25	-2,63
[redacted]	FR •	23,2	+0,87
[redacted]	FR •	88,75	-2,82
VOLKSWAGEN	DE •	63	-4,62
[redacted] -A-	[redacted]	24,85	+1,17
[redacted]	SE	24,75	+0,66
▶ DJ E STOXX AUTO P		272,62	-1,30

BANQUES

ABBEY NATIONAL	GB	18,64	+1,52
ABN AMRO HOLDIN	NL •	18	+2,43
ALLIED IRISH BA	GB	18,44	-0,10
ALPHA CREDIT BA	GR	84,08	....
ARGENTARIA R	ES •	22,07	+0,32
B PINTO MAYOR R	PT •	18,45	....
BANCO ESSI R	PT •	10,3	....
BANK AUSTRIA AG	AT •	50,47	-1,02
BANK OF IRELAND	GB	19,60	+0,15
[redacted] PIRAEUS	GR	38,22	....
[redacted]	ES •	33,86	+0,63
BARCLAYS PLC	GB	25,38	+0,82
[redacted]	DE •	81,3	+4,06
BCA [redacted]	IT •	5,43	+0,56
BCA [redacted]	IT •	4,88	....
BCA ROMA	IT •	1,39	-1,42
BCO [redacted] VIZC	ES •	13,54	+0,07
BCO [redacted] HIS	ES •	11,04	+1,01
BCO [redacted] ESP	ES •	62,1	+0,73
BCO SANTANDER	ES •	18,42	+1,32
BCP REG	PT •	28,65	....
[redacted] /RM	FR •	75,75	+0,33
CCF [redacted]	FR •	78,3	+0,63
CHRISTIANIA [redacted]	NO	3,42	-0,34
COMIT	IT •	5,59	-0,34
COMM.BANK OF GR	GR	101,52	....
[redacted]	DE •	28,8	+1,57
DEN DANSKE BK	DK	108,86	+0,62
DEN NORSKE BANK	NO	3,30	+0,35
[redacted] A	DE •	49	+3,92
[redacted] CC	BE •	139,2	-0,36
[redacted]	FR •	124,2	+0,16
DRESDNER BK AG	DE •	33,8	+2,42
[redacted]	GR	68,27	....
[redacted]	AT •	575	....
[redacted] A	SE	21,88	-2,54
FOKUS [redacted]	NO	8,70	....
[redacted]	GB	11,48	+0,78
[redacted]	GB	28,04	+3,63
IMI	IT •	....	....
[redacted]	GR	48,73	....
[redacted] REG	DK	76,87	....
[redacted] HOLDING	DK	44,36	....
[redacted]	BE •	71,4	-0,70
[redacted] TSB	GB	13,87	+2,09
[redacted]	FI •	6,49	+3,58
NAT [redacted]	GR	57,28	....
NATEXIS	FR •	52,55	....
NATL [redacted] BK	[redacted]	[redacted]	+1,20
[redacted]	[redacted]	[redacted]	+2
OBERBANK	AT •	62,8	....
[redacted]	IT •	22	-0,85
ROYAL BK SCOTL	GB	18,20	-0,48
[redacted] -A-	[redacted]	10,44	+1,09
[redacted]	NL •	161	+0,63
STE GENERAL-A-	FR •	[redacted]	+1,03
SV [redacted] -A-	SE	[redacted]	-0,50
[redacted] REG	CH	283,66	+0,86
UNICREDITO ITAL	IT •	4,7	....
[redacted] -A-	DK	65,91	+1,24
FIOSBANK	[redacted]	41	....
▶ DJ E STOXX BANK P		266,07	+0,98

PRODUITS DE BASE

ACERINOX REG	ES •	....	....
[redacted]	[redacted]	56,52	....
[redacted]	GB	1,65	-1,76
[redacted]	SE	16,11	-0,35
AVESTA	SE	3,50	+3,97
BEKAERT	[redacted]	372	-2,11
BILTON	GB	4,46	....
[redacted]	AT •	[redacted]	+2,04
[redacted] STEEL	[redacted]	1,84	+2,46
[redacted]	NL •	16,5	+1,54
[redacted] PLC	[redacted]	3,31	....
CART.BURGO	IT •	5,17	-1,90
DEGUSSA-HUELS	DE •	33,05	+2,96
[redacted] ASA, OSLO	NO	12,45	+0,33
ELVAL	[redacted]	9,90	....
INPARSA	PT •	19,33	....
JOHNSON MATTHEY	[redacted]	6,72	+0,22
MAYR-MELNHOF [redacted]	AT •	43,04	-0,55
METSAE-SERLA A	FI •	6,25	....
[redacted] B FR	SE	24,13	....
[redacted] SKOGIND-	NO	27,67	+1,27
OUTOKUMPU OY -A	FI •	7,35	....
PECHINEY-A-	FR •	30,36	-1,43
PORTUCEL INDUST	PT •	5,32	....
RAUTARUUKKI [redacted]	FI •	5,62	....
[redacted] TINTO	GB	11,73	+1,66
[redacted]	GR	21,03	....
SILVER [redacted] BARYTE	GR	29,25	....
SMURFIT JEFFERS	GB	1,82	-0,80
[redacted]	PT •	11,9	....
SOPORCEL	PT •	12,45	....
[redacted] SW ST A FR	[redacted]	9,82	+2,34
STORA ENSO -A-	FI •	7,6	-0,65
STORA ENSO -R-	FI •	7,9	....
SVENSKA CELLULO	SE	18,80	-[redacted]
THYSSEN	DE •	[redacted]	+2,25
[redacted] B	[redacted]	[redacted]	-0,67
UNION MINIERE	BE •	[redacted]	-0,77
[redacted]	FI •	23,9	....
USINOR	FR •	[redacted]	-0,41
VIOHALCO	GR	29,56	....
VOEST-ALPINE ST	AT •	27,7	+3,47
▶ DJ E STOXX BASI P		150,86	+0,71

CHIMIE

AGA -A-	SE	12,24	+0,46
AGA -B-	SE	12,24	+0,46
AIR LIQUIDE /RM	FR •	146	+1,18
AKZO NOBEL	NL •	....	....
BASF AG	DE •	31,5	-0,47
BAYER AG	DE •	31,98	-0,47
BOC GROUP PLC	GB	12,04	+0,25
CIBA SPEC CHEM	CH	56,91	-2,95
CLARIANT N	CH	455,69	+0,41
DYNO INDUSTRIER	NO	13,72	....
EMS-CHEM HOLD A	CH	4845,15	+0,81
HENKEL KGAA VZ	DE •	73,2	+1,53
HOECHST AG	DE •	43,2	+4,36
ICI	GB	8,06	+1,48
KEMIRA	FI •	5,55	....
LAPORTE	GB	8,51	+1,07
LENZING AG	AT •	58,5	-0,36
PERSTORP -B-	SE	9,04	+0,63
SNIA BPD	IT •	1,28	-0,78
SOLVAY	BE •	63,25	-1,26
TESSENDERLO CHE	BE •	45,81	-1,04
UCB	BE •	....	....
▶ DJ E STOXX CHEM P		[illegible]	+1,01

CONGLOMERATS

[redacted] RGI -A-	NO	10,03	-1,74
CGIP /RM	FR •	51,85	+0,39
CIR	IT •	[redacted]	-0,99
D'IETEREN [redacted]	[redacted]	438,3	-0,79
[redacted] ET EAUX /RM	FR •	[redacted]	+0,47
[redacted]	BE •	171,8	-0,35
GENL ELECTR CO	GB	7,82	+1,37
GEVAERT	BE •	70,05	-1,06
HAGEMEYER NV	NL •	28,6	-1,17
INCHCAPE PLC	GB	2,19	-1,33
INVESTOR -A-	SE	37,27	-0,30
INVESTOR -B-	SE	[redacted]	+0,29
KVAERNER -A-	NO	[redacted]	+5,28
[redacted] -B-	[redacted]	14,01	[redacted]
[redacted] / RM	FR •	197,1	[redacted]
MYTILINEOS HOLD	GR	13,08	....
NORSK HYDRO	[redacted]	[redacted]	+1,87
[redacted]	CH	[redacted]	+5,14
ORKLA -A-	NO	12,85	[redacted]
ORKLA [redacted]	NO	10,05	+0,83
SONAE INVESTIME	PT •	37,3	....
VEBA AG	DE •	50,1	+2,66
▶ DJ E STOXX CONG P		[illegible]	+0,52

TELECOMMUNICATIONS

BRITISH TELECOM	GB	15,91	+0,46
CABLE & WIRELES	GB	12,35	+0,12
DEUTSCHE TELEKO	DE •	[redacted]	-1,61
[redacted] HLD	SE	[redacted]	+2,43
[redacted]	FR •	[redacted]	+1,79
[redacted] TELE (	[redacted]	22,63	....
KONINKLIJKE KPN	NL •	[redacted]	-0,43
[redacted]	PT •	45,56	....
[redacted] N	CH	[redacted]	+1,86
TELE [redacted]	[redacted]	116,17	+0,15
TELECEL	PT •	170,2	....
[redacted]	IT •	[redacted]	+3,24
[redacted]	IT •	[redacted]	+0,82
TELEFONICA	ES •	[redacted]	+0,21
TIM	IT •	[redacted]	+4,06
VODAFONE GROUP	GB	17,36	+0,85
▶ DJ E STOXX TCOM P		702,02	[illegible]

CONSTRUCTION

AALBORG PORTLAN	DK	16,81	....
ACCIONA	ES •	87,7	[redacted]
ACESA REG	[redacted]	[redacted]	-[redacted]
[redacted]	GR	11,39	....
[redacted]	FI •	13,82	-[redacted]
AUMAR	[redacted]	23,18	+0,13
AUTOSTRADE	IT •	[redacted]	+2,12
[redacted]	IT •	[redacted]	....
[redacted] PLC	[redacted]	[redacted]	+2,47
[redacted] BER	DE •	17,9	+[redacted]
[redacted] CIRCLE [redacted]	[redacted]	4,46	-2,57
[redacted]	FR •	[redacted]	-[redacted]
BPB	GB	[redacted]	+1,81
CARADON	GB	[redacted]	+1,44
CBR	BE •	[redacted]	-[redacted]
CHARTER	[redacted]	8,09	-0,58
CIMPOR SGPS R	PT •	25,2	....
COLAS /RM	FR •	[redacted]	+1,70
CRH PLC	GB	[redacted]	+0,63
CRISTALERIA ESP	ES •	[redacted]	-0,10
[redacted]	ES •	36	+0,56
[redacted]	ES •	64,28	+0,39
GROUPE [redacted]	FR •	82,6	-0,48
[redacted] ZE	DE •	[redacted]	+2,35
[redacted]	[redacted]	9,10	....
[redacted]	GR	20,50	....
HOCHTIEF [redacted]	DE •	31,7	+1,93
HOLDERBANK [redacted]	CH	228,78	....
[redacted]	[redacted]	952,11	-0,59
IMETAL [redacted]	FR •	107,8	+0,94
ITALCEMENTI	IT •	10,25	-3,76
[redacted]	IT •	4,37	-2,89
[redacted]	FR •	86,35	+2,80
[redacted]	GR	[redacted]	....
PARTEK	FI •	7,75	+0,65
PHILIPP [redacted]	[redacted]	[redacted]	+1,61
PILKINGTON [redacted]	GB	[redacted]	+3,23
POTAGUA -B-	DK	18,56	....
[redacted]	GB	[redacted]	+0,30
[redacted] GRP	GB	1,40	+1,06
[redacted]	FR •	[redacted]	-0,36
SEMAPA	PT •	[redacted]	....
[redacted] -B-	SE	[redacted]	+0,77
SUPERFOS	[redacted]	13,45	....
TARMAC	GB	1,52	-1,90
TAYLOR WOODROW	GB	[redacted]	+1,20
TECHNIP /RM	FR •	85,5	-0,47
TITAN CEMENT RE	GR	[redacted]	....
UNICEM	IT •	[redacted]	-1,46
URALITA SA	ES •	9,13	+0,33
VALENCIANA CEM	ES •	11,59	-0,09
WIENERB BAUSTOF	AT •	180	+2,27
WILLIAMS	[redacted]	[redacted]	+3,01
▶ DJ E STOXX CNST P		191,45	+0,15

CONSOMMATION CYCLIQUE

[redacted] /RM	[redacted]	222,7	-1,02
ADIDAS-SALOMON	DE •	86,8	....
AMER [redacted] A	FI •	12,1	-0,82
[redacted] AIRLIN	AT •	29,31	-0,30
BANG [redacted] OLUFSEN	[redacted]	61,20	[redacted]
BARRATT DEV PLC	GB	[redacted]	....
BEAZER GROUP	GB	2,50	+2,41
BENETTON GROUP	IT •	1,54	-0,85
BERKELEY GROUP	GB	8,24	-0,53
BRITISH AIRWAYS	GB	6,67	+0,64
BRYANT GROUP PL	GB	1,71	+0,87
CHARGEURS RM	FR •	43	+2,38
CLUB MED. /RM	FR •	89	....
COATS VIYELLA	GB	0,64	-2,63
COMPASS GRP	GB	10,96	+4,49
COURTAULDS TEXT	GB	2,08	....
DT.LUFTHANSA N	DE •	19,8	+0,51
ELECTROLUX -B-	SE	18,13	-0,92
EMI GROUP	GB	6,25	+0,71
EURO DISNEY /RM	FR •	1,2	....
FINNAIR	FI •	4,75	+1,08
G WIMPEY PLC	GB	2,02	+3,79
GRANADA GROUP P	GB	17,78	....
HERMES INTL	FR •	89,6	+0,72
HPI	IT •	0,58	-1,69
HUNTER DOUGLAS	NL •	28,85	+0,87
KLM	NL •	24,5	+0,41
LADBROKE GRP	GB	4,18	+3,81
MOULINEX /RM	FR •	9,79	+0,41
NCL HLDG	NO	2,30	....
PATHE /RM	FR •	239,6	+2,83
PENTLAND GRP	GB	1,49	-1,02
PERSIMMON PLC	GB	3,12	....
RANK GROUP	GB	3,61	+2,51
SAIRGROUP N	CH	186,50	+2,26
SAS DANMARK A/S	DK	9,08	+0,75
SEB /RM	FR •	59,2	+0,34
THE SWATCH GRP	CH	612,72	+0,12
THE SWATCH GRP	CH	116,94	+0,13
WILLIAM BAIRD	GB	1,48	....
WILSON BOWDEN	GB	8,46	+1,59
WOLFORD AG	AT •	48,2	....
WWWW UK UNITS	GB	0,71	+2,13
▶ DJ E STOXX CYC GO P		155,88	[illegible]

PHARMACIE

ASTRA -A-	SE	18,41	....
ASTRA -B-	SE	18,41	....
ELAN CORP	GB	68,50	+0,09
GLAXO WELLCOME	GB	31,27	+2,90
NOVARTIS N	CH	1637,21	+1,57
NOVO NORDISK B	DK	104,11	-1,16
ORION A	FI •	20,3	-0,98
ORION B	FI •	20	....
RHONE POUL/RM	FR •	44,12	+2,80
ROCHE HOLDING	CH	16171,49	-0,15
ROCHE HOLDING G	CH	11642,86	+0,41
SANOFI /RM	FR •	166	+2,41
SCHERING AG	DE •	117,5	-0,09
SMITHKLINE BEEC	GB	13,40	+1,67
[redacted] GROUP	GB	38,85	+0,53
▶ [redacted]		489,05	+1,53

ENERGIE

[redacted]	NO	6,34	....
BG	GB	5,21	-3,28
BP [redacted]	GB	12,88	+2,34
[redacted]	GB	11,68	-1,89
[redacted]	ES •	33,04	-1,34
[redacted]	BE •	108	....
[redacted] AQUITAINE /	FR •	93,66	-0,66
ENI	IT •	5,3	-2,03
[redacted] OIL	GB	3,56	+1,26
KOLSEN [redacted]	NO	6,28	+1,87
[redacted]	GB	1,60	-0,91
OCEAN RIG	NO	0,18	-1,86
OMV [redacted]	AT •	83,6	-0,71
[redacted] BR	BE •	423,5	+0,40
[redacted]	NO	10,56	-2,14
[redacted]	FR •	78	+0,64
PROSAFE	NO	5,19	....
REPSOL	ES •	48,5	....
ROYAL DUTCH CO	NL •	39,85	+1,14
SAGA PETROLEUM	NO	7,78	....
SAIPEM	IT •	3,2	-1,23
SHELL TRANSP &	GB	4,96	+0,90
SMEDVIG -A-	NO	7,28	+6,78
TOTAL /RM	FR •	96,65	-0,36
▶ DJ E STOXX ENGY P		228,07	-0,05

SERVICES FINANCIERS

3I	GB	9,46	+0,63
ALMANIJ	BE •	72,06	+1,19
ALPHA FINANCE	GR	41,16	....
[redacted]	GB	8,76	-0,17
[redacted] INVEST [redacted]	FR •	129,4	....
[redacted] N	PT •	32,13	....
BRITISH LAND CO	GB	7,17	-0,41
CAPITAL SHOPPIN	GB	5,69	+1,84
COBEPA	BE •	66,7	+0,15
CORP FIN [redacted] -	ES •	137,7	-0,22
CPR [redacted]	FR •	38,5	-0,27
[redacted] GROUP [redacted]	CH	145,69	+0,65
[redacted]	FR •	451,2	-0,18
[redacted] LYONNA	FR •	131	....
FORTIS [redacted]	BE •	....	....
GECINA /RM	FR •	102,5	....
HAMMERSON	GB	5,94	+1,25
IMMEUBLES FRANC	FR •	17,5	-1,41
KAPITAL [redacted]	DK	44,38	....
LAND SECURITIES	GB	11,65	+0,39
LIBERTY INT.HDG	GB	6,33	+0,47
MEDIOBANCA	IT •	10,7	....
MEDIOLANUM	IT •	5,85	-0,86
MEPC PLC	GB	6,56	+0,22
METROVACESA	ES •	23,55	-1,34
NATIO-INTER -C-	NL •	....	....
PARIBAS	FR •	90,4	....
PROVIDENT FIN	GB	12,46	-0,47
RODAMCO NV	NL •	21	-0,24
SCHRODERS PLC	GB	18,94	+0,16
SEFIMEG N /RM	FR •	64,55	+0,86
[redacted] N /RM	FR •	83,15	-1,01
SLOUGH [redacted]	GB	4,77	+0,62
[redacted] /RM	FR •	37,35	+0,95
UNIBAIL [redacted]	FR •	117	....
[redacted]	IT •	0,51	+2
VALLEHERMOSO	ES •	11,02	+0,84
WOOLWICH PLC	GB	5,69	+0,52
▶ DJ E STOXX FINS P		251,06	-0,92

ALIMENTATION ET BOISSON

[redacted]	GB	8,82	-0,42
[redacted] BRIT	GB	7,34	+0,40
BASS	[redacted]	11,73	+1,27
[redacted] OF BRAU-BE	AT •	43,5	+1,19
BONGRAIN /RM	FR •	350,9	+0,26
[redacted]	AT •	47,55	-0,52
CADBURY SCHWEPP	GB	15,36	+0,97
[redacted] -B-	[redacted]	41,03	....
CARLSBERG AS -A	[redacted]	41,03	+1,87
CHR. HANSEN HLD	DK	104,82	-2,28
CULTOR -1-	FI •	9	....
DANISCO	[redacted]	43,96	-0,30
DANONE /RM	FR •	229,8	-0,08
DELTA DAIRY	GR	15,29	....
DIAGEO	[redacted]	10,23	+4,81
ELAIS OLEAGINOU	[redacted]	19,87	....
ERID.BEGH.SAY /	FR •	132,6	+1,55
GREENCORE GROUP	[redacted]	3,59	....
HEINEKEN	NL •	47,7	+1,38
HELLENIC BOTTLI	[redacted]	27,38	....
HELLENIC SUGAR	GR	7,50	....
HUHTAMAEKI I VZ	[redacted]	32,6	-3,56
KERRY GRP-A-	[redacted]	11,52	....
MONTEDISON	IT •	0,89	....
NESTLE N	CH	1741,68	+1,87
PARMALAT	IT •	1,31	....
PERNOD RICARD /	FR •	67,5	....
RAISIO GRP K	FI •	5,81	-1,80
RAISIO GRP V	FI •	6	+0,60
RIEBER [redacted]	NO	6,53	....
TATE [redacted]	GB	6,56	-1,78
[redacted]	PT •	20,7	....
UNIGATE [redacted]	GB	5,89	+0,74
UNILEVER	NL •	70,7	-0,42
UNILEVER	GB	9,16	-1,27
▶ DJ E STOXX F & BV P		239,24	-0,11

BIENS D'É[redacted]PEMENT

ABB AB -A-	SE	10,38	+0,54
[redacted] -B-	SE	10,33	+0,55
ABB [redacted]	CH	1106,19	+0,87
ADECCO CHESEREX	CH	455,08	+1,11
ALSTOM	FR •	24,35	+2,87
ALUSUISSE LON G	CH	1021,08	+0,55
ASSOC [redacted]	[redacted]	[redacted]	+2,29
ATLAS COPCO [redacted]	SE	[redacted]	-0,49
ATLAS COPCO -B-	[redacted]	22,67	....
ATTICA ENTR [redacted]	GR	7,12	....
[redacted]	GB	10,37	-2,49
BBA GROUP PLC	GB	5,60	-1,88
[redacted]	NO	12,22	+0,65
[redacted]	NO	17,59	....
[redacted]	[redacted]	31,2	+0,66
COOKSON GROUP P	[redacted]	2,12	-0,89
DAMPSKIBS -A-	DK	6233,11	....
DAMPSKIBS [redacted]	DK	6447,66	-3,57
[redacted] SVEND	[redacted]	8003,34	-1,75
[redacted] PLC	GB	1,77	+2,56
DET [redacted]	NO	5,99	-1,89
[redacted]	GB	5,47	+1,09
EQUANT NV	DE •	66,5	+0,74
FINNUNES	FI •	27,5	....
FKI	GB	2,32	-1,28
FLS INDS	[redacted]	19,23	[redacted]
FLUGHAFEN WIEN	AT •	39,9	+1,73
GKN	GB	12,07	-1,44
GLYNWED INTL PL	[redacted]	2,83	-1,10
HALKOR	GR	5,77	....
HANSON PLC	[redacted]	7,48	+1,40
HAYS	[redacted]	8,22	+0,72
HEIDELBERGER DR	[redacted]	51,5	-1,44
HELLAS CAN SA P	[redacted]	19,11	....
IFIL	IT •	3,14	[redacted]
IMI PLC	[redacted]	3,25	-1,78
ISS INTL SERV-B	DK	56,36	+0,27
KOEBENHAVN LUFT	DK	96,85	-[redacted]
KON.NEDLLOYD	NL •	10,6	+1,92
KONE B	FI •	107	[redacted]
LAHMEYER	[redacted]	46,45	....
LEGRAND /RM	FR •	203,5	+2,26
LEIF HOEGH	NO	10,84	....
LINDE AG	DE •	496	+3,98
MAN AG	DE •	250	-0,79
MANNESMANN AG	DE •	127,7	+0,55
METALLGESELLSCH	[redacted]	16,05	-2,13
METRA A	FI •	16,2	....
MORGAN CRUCIBLE	[redacted]	3,09	....
NFC	GB	2,26	+1,32
NKT HOLDING	DK	72,23	+1,32
OCEAN GROUP	[redacted]	11,89	+0,75
[redacted]	GB	10,39	-0,14
PREMIER FARNELL	GB	2,87	+3,72
[redacted] AG	DE •	450	+0,33
[redacted]	GB	20,92	+0,14
RANDSTAD HOLDIN	NL •	48,45	+2,33
RATIN -A-	DK	182,28	[redacted]
RATIN -B-	DK	188,99	-[redacted]
RAUMA OY	FI •	10,4	+0,97
RENTOKIL INITIA	[redacted]	5,80	+1,76
REXAM	GB	2,87	+2,63
REXEL /RM	FR •	74	+3,79
RHI AG	AT •	28	[redacted]
RIETER HLDG N	CH	534,66	-0,12
SANDVIK -A-	SE	17,29	+0,98
SANDVIK -B-	SE	17,34	+1,31
SAURER ARBON N	[redacted]	404,29	-0,77
SCANIA AB -A-	SE	22,90	....
SCANIA AB -B-	SE	23,29	+0,48
SCHINDLER HOLD	[redacted]	1425,97	-2,36
[redacted]	CH	1516,85	+2,11
[redacted]	FR •	53,8	+1,32
SEAT-PAGINE GIA	IT •	1,2	+1,69
[redacted]	GB	9,21	+1,29
[redacted] -B-	SE	15,56	-3,15
SCS [redacted] GR	[redacted]	713,30	+0,26
[redacted]	GB	[redacted]	+1,26
SIDEL /RM	FR •	69	....
BTR SIEBE	GB	3,61	+1,24
SITA /RM	FR •	189	+0,59
SKF -A-	SE	11,73	+1,46
SKF -B-	SE	12,29	+1,33
SOPHUS BEREND -	DK	30,80	+0,44
SOPHUS BERENDS	DK	29,22	....
STORK NV	NL •	18,25	+0,55
SULZER FRAT.SA1	CH	534,66	-0,61
SVEDALA	SE	14,26	+1,20
SVENDBORG -A-	DK	7647,35	....
T.I.GROUP PLC	GB	5,56	-1,58
TOMRA SYSTEMS	NO	33,09	+2,87
ULSTEIN [redacted]	NO	19,60	....
UNITOR	NO	7,84	....
VA TECHNOLOGIE	AT •	71,65	-0,78
VALMET	FI •	9,6	+1,05
▶ DJ E STOXX IND GO P		325,23	-0,48

ASSURANCES

AGF /RM	FR •	51,55	-1,06
ALLEANZA ASS	IT •	10,08	+2,44
ALLIANZ AG	[redacted]	290	+1,75
ALLIED [redacted]	GB	13,79	+1,64
[redacted] PRONIA [redacted]	[redacted]	14,52	....
AXA /RM	[redacted]	125,7	+0,96
CGU	GB	13,98	+0,11
CORP.MAPFRE REG	[redacted]	20,34	+0,93
ERGO VERSICHERU	DE •	121,1	+2,19
ETHNIKI GEN [redacted]	GB	36,21	....
FONDIARIA ASS	IT •	4,31	-1,15
[redacted]	[redacted]	94,63	....
FORTIS AMEV NV	NL •	74,7	....
GENERALI ASS	IT •	36,8	+1,79
[redacted] HLD VI	AT •	189,25	-1,36
INA	IT •	2,06	+0,49
IRISH LIFE	GB	9,17	....
LEGAL & GENERAL	GB	13,27	+1,01
MUENCH [redacted]	[redacted]	188,5	+2,45
[redacted]	GB	6,89	+0,58
POHJOLA [redacted]	FI •	61	+2,82
[redacted]	[redacted]	12,60	-1,56
[redacted]	IT •	9,73	-0,21
[redacted] SUN [redacted]	[redacted]	7,60	+1,70
SAMPO -A-	FI •	31,5	....
SCHWEIZ [redacted]	CH	2133,62	+1,34
[redacted] MUNDIAL	PT •	28,85	....
SKANDIA FOERSAE	SE	16	+2,59
STOREBRAND	NO	7,15	-0,80
SWISS LIFE BR	CH	601,73	-0,93
TOPDANMARK [redacted]	DK	177,56	+0,76
TRYG-BALTICA	DK	22,14	-1,71
ZURICH ALLIED N	CH	624,29	+1,63
▶ DJ E STOXX INSU P		[illegible]	[illegible]

MEDIAS

B SKY B [redacted]	GB	8,03	+2,06
CANAL PLUS /RM	FR •	236,4	+1,67
CARLTON COMMUNI	GB	5,88	-0,46
ELSEVIER	[redacted]	15,1	+1
HAVAS ADVERTISI	FR •	178	-1,57
INDEPENDENT NEW	[redacted]	3,38	....
LAGARDERE SCA N	[redacted]	37,09	+1,62
MEDIASET	IT •	6,3	-0,72
PEARSON	GB	20,11	+0,51
REED INTERNATIO	GB	8,20	+0,51
REUTERS GROUP	GB	12,85	-0,84
SCHIBSTED	NO	10,84	....
TF1	FR •	164	-0,61
UNITED NEWS & M	GB	9,70	+0,76
WOLTERS KLUWER	NL •	172,3	+1,85
WPP GROUP	GB	7,17	+3,88
▶ DJ E STOXX MEDIA P		328,74	[illegible]

BIENS DE CONSOMMATION

AHOLD	[redacted]	[redacted]	+0,85
ASDA GROUP PLC	GB	[redacted]	....
ATHENS MEDICAL	[redacted]	[redacted]	....
AUSTRIA TABAK A	AT •	57	....
BEIERSDORF AG	DE •	66	+1,48
BIC /RM	FR •	[redacted]	-0,55
BRIT AMER TOBAC	GB	[redacted]	....
CASINO GP /RM	FR •	[redacted]	-[redacted]
CFR UNITS -A-	CH	[redacted]	[redacted]
CPT MODERNES /R	FR •	807	....
DELHAIZE	BE •	68	-0,23
ESSILOR INTL /R	FR •	360	+3,15
ETS COLRUYT	BE •	675	-1,46
FYFFES	GB	2,06	+4,08
GIB	BE •	37,08	-1,51
GOODYS	GR	25,25	....
IMPERIAL TOBACC	GB	10,78	+1,10
[redacted]	FI •	12,61	-0,71
L'OREAL /RM	FR •	613	+0,91
[redacted] CONTINEN	PT •	19,4	....
[redacted] CIG	[redacted]	15,33	....
[redacted]	FR •	612	+0,49
RECKITT & [redacted]	[redacted]	12,75	+0,58
[redacted]	GB	4,09	+2,98
[redacted] J. PL	[redacted]	5,30	-0,55
SEITA /RM	[redacted]	55,46	+2,60
[redacted] & NEPHEW	[redacted]	2,60	-1,67
[redacted] HLDG	GB	3,66	+2,47
[redacted]	[redacted]	20,7	-0,10
[redacted]	FI •	3,9	+1,30
TESCO [redacted]	GB	2,53	+22,86
TNT POST GROEP	NL •	30	+2,04
▶ DJ E STOXX N CY G P		505,1	+0,61

COMMERCE DISTRIBUTION

[redacted] GRP	GB	[redacted]	+1,70
BOOTS CO PLC	GB	14,33	+0,41
CARREFOUR /RM	FR •	[redacted]	+1,75
CASTO.DUBOIS /R	FR •	193,5	-0,77
CENTROS COMER P	[redacted]	21,69	....
CONTINENTE	[redacted]	27,55	+1,66
DIXONS GROUP [redacted]	GB	16,23	+1,01
[redacted]	[redacted]	51	-0,97
[redacted] UNIV [redacted]	GB	11,12	+0,67
GUILBERT [redacted]	FR •	115	....
HENNES [redacted] MAURIT	[redacted]	70,61	+0,46
JERONIMO MARTIN	PT •	37,13	....
KARSTADT AG	DE •	350	....
[redacted]	[redacted]	11,01	+1,22
MARKS [redacted]	[redacted]	5,75	+2,62
[redacted]	[redacted]	67,6	+0,30
NEXT [redacted]	[redacted]	9,76	+0,91
PINAULT PRINT/	FR •	163,9	+2,31
[redacted]	IT •	7,9	+2,20
STOCKMANN A	FI •	23	....
[redacted] HLDG N	CH	203,08	+0,31
W.H SMITH GRP	[redacted]	7,87	+0,38
WOLSELEY PLC	[redacted]	5,77	-2
▶ DJ E STOXX RETL P		356,62	+0,39

HAUTE TECHNOLOGIE

ALCATEL /RM	FR •	103,8	+2,87
[redacted] SA REG.	GR	[redacted]	....
ASK PROXIMA	NO	[redacted]	-2,88
BAAN COMPANY	NL •	8,8	....
BARCO	[redacted]	165,1	-0,42
BOWTHORPE	GB	[redacted]	....
[redacted]	GB	6,44	+2,58
BRITISH BIOTECH	GB	0,28	....
CAP GEMINI [redacted]	[redacted]	169,8	-0,99
COLOPLAST B	[redacted]	95,50	....
DASSAULT SYST/	FR •	37,42	-1,53
[redacted] A	SE	26,55	+0,21
FINMECCANICA	IT •	1,07	+1,90
[redacted] MED C	DE •	56,5	+1,80
GAMBRO -A-	SE	7,86	....
GAMBRO -B-	SE	7,86	-0,71
GETRONICS	NL •	39,05	+1,36
GN GREAT NORDIC	DK	30,94	-0,43
INSTRUMENTARIUM	FI •	29	-7,05
INTRACOM N	GR	58,49	....
KON. PHILIPS EL	NL •	66,5	-1,04
MERKANTILDATA	NO	9,45	-2,96
MISYS	GB	8,95	-1,94
NERA ASA	NO	1,87	+0,52
NETCOM ASA	NO	29,74	+1,18
NOKIA -A-	FI •	127,06	+1,24
NOKIA -K-	FI •	126,8	+1,44
NYCOMED AMERSHA	GB	6,24	+2,56
OCE	NL •	25,35	+2,01
OLIVETTI	IT •	2,94	+1,03
RACAL ELECT CON	GB	6,06	-0,46
RADIOMETER -B-	DK	43,04	....
ROLLS ROYCE	[redacted]	3,96	+3,07
SAGEM	[redacted]	520	-1,52
SAP AG	[redacted]	318,5	+2,06
SAP VZ	[redacted]	364	+3,86
SEMA GROUP	GB	10,67	-0,58
SIEMENS AG	[redacted]	69,1	+1,60
SIRTI	IT •	5,43	-0,37
SMITHS IND PLC	[redacted]	14,61	+1,02
STMICROELEC SIC	FR •	56,95	+2,24
TANDBERG [redacted] A	NO	3,40	-1,57
THOMSON [redacted] /RM	[redacted]	30,73	-0,84
WILLIAM DEMANT	[redacted]	55,58	-0,48
[redacted]	FR •	183,1	-2,35
▶ DJ E STOXX TECH P		379,35	[illegible]

SERVICES COLLECTIFS

[redacted]	[redacted]	11,21	....
[redacted] ENERGY	GB	6,67	[redacted]
[redacted]	[redacted]	[redacted]	+1,63
EDISON	IT •	8,36	[redacted]
ELECTRABEL	[redacted]	388,7	+0,15
ELECTRIC PORTUG	PT •	19,49	....
ENDESA	ES •	24,75	-0,24
EVN	AT •	124	+1,56
GAS NATURAL SDG	ES •	94,9	+0,64
HAFSLUND -A-	NO	5,75	....
HAFSLUND -B-	NO	3,82	....
IBERDROLA	ES •	14,69	-0,20
ITALGAS	IT •	4,85	-1,62
NATIONAL GRID G	GB	6,77	-0,48
NATIONAL POWER	GB	7,58	+0,39
OESTERR ELEKTR	AT •	147	-0,84
POWERGEN	GB	11,71	-0,25
RWE	DE •	40,6	+3,94
SCOT POWER	[redacted]	8,74	-0,50
SEVERN TRENT	[redacted]	13,81	-0,21
SUEZ LYON EAUX/	[redacted]	193,6	+0,78
SYDKRAFT -A-	SE	24,47	+0,93
SYDKRAFT -C-	[redacted]	18,30	....
THAMES WATER	[redacted]	15,69	+0,28
TRACTEBEL	BE •	168,1	-1,12
UNION EL.-FENOS	ES •	15,2	+0,86
UNITED UTILITIE	GB	12,28	-0,24
VIAG	DE •	467	+1,10
VIVENDI/RM	FR •	244,5	+0,20
▶ DJ E STOXX PO SUP P		[illegible]	[illegible]

EURO NOUVEAU MARCHÉ

24/02 12 h 23 ▶	Cours en euros	% Var. veille

AMSTERDAM

AIRSPRAY NV	[redacted]	-1,43
ANTONOV	0,84	....
CITAC	[redacted]	-0,67
CARDIO CONTROL	[redacted]	-3,85
CSS	[redacted]	-[redacted]
HITT NV	[redacted]	-0,65
[redacted]	[redacted]	....
NEOGRAPHICS HOLD	[redacted]	....
POLYDOC	[redacted]	+2,63
PROLION HOLDING	[redacted]	+0,14
RING [redacted]	[redacted]	-3,93
RING ROSA WT	[redacted]	+11,11
[redacted] HOLDING [redacted]	16	[redacted]

BRUXELLES

ENVIPCO HLD CT	2	+21,95
FARDEM BELGIUM ABC	18,50	+12,72
INTERNOC HLD	4,5	-3,02
INTL BRACHYTHER B	13,9	+0,72
LINK SOFTWARE B	7,99	....
PAYTON PLANAR	2,7	+1,50
SYNERGIA	7	....

FRANCFORT

1 & 1 AG & CO.KGAA	139,5	-0,57
AIXTRON	218	-0,14
AUGUSTA BETEILIGUN	66,5	-0,76
BB BIOTECH ZT-D	32,3	+1,57
BB MEDTECH ZT-D	17,3	+0,29
BERTRANDT AG	90	....
BETA SYSTEMS SOFTW	22	-2,22
CE COMPUTER EQUIPM	150	....
CE CONSUMER ELECTR	241	-3,21
CENIT SYSTEMHAUS	289	+1,61
DRILLISCH	177,8	-0,67
EDEL MUSIC E 98	387	+1,44
ELSA	84	-3,46
EM.TV & MERCHANDI	685	-1,67
EUROMICRON	34,6	+0,29
GRAPHISOFT NV	22,61	-2,97
HOEFT & WESSEL	175	-2,78
[redacted] INFORMAT	128	....
[redacted]	310	-0,64
INTERSHOP COMMUNIC	140	-1,41
[redacted] MEDIEN	208	+4
[redacted]	42	-4,65
LINTEC [redacted]	161	+1,90
[redacted] UMWELTSCHUT	10,5	-2,78
[redacted] UND [redacted]	90	....
MOBILCOM	384	-2,41
MUEHL PRODUCT & SE	17,45	-1,97
MUEHLBAUER HOLDING	82	+4,65
PFEIFFER VACU TECH	43,05	-0,35
[redacted]	170	+0,59
PSI	91,6	-1,61
[redacted] NV	67,8	-1,59
REFUGIUM HOLDING [redacted]	34,5	+1,47
SACHSENRING AUTO	16,8	-2,33
SALTUS [redacted]	39	-1,76
SCM MICROSYSTEMS	83,5	-2,91
[redacted] SYSTEME	420,8	+1,40
[redacted] ENTSORGUNG	11,75	-1,26

★ CODES PAYS ZONE EURO
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO
CH : Suisse - [redacted] : Norvège - DK : Danemark
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.

VALEURS FRANÇAISES

● Les actions des constructeurs automobiles perdaient du terrain mercredi 23 février à l'ouverture de la séance après que Volkswagen eut mis en garde sur les difficultés qu'il pourrait recontrer en 1999 en raison d'un ralentissement de la croissance en Europe. L'action **Renault** cédait 2,7 % à 46,24 euros tandis que **Peugeot** reculait de 2,9 % à 124,3 euros.

● **Air France** poursuivait sa hausse mercredi 23 février, à l'ouverture de la séance. Après une hausse de 9,94 % mardi, le titre progressait de 2,54 % [illegible] euros.

● **Dassault Aviation** [illegible] stable en [illegible] mercredi à 168,7 euros. Le groupe aéronautique a annoncé une hausse de 11,6 % de son résultat net consolidé part du groupe 1998, à 229 millions d'euros. Pro forma, après les réorganisations liées au rapprochement avec Aerospatiale entérinées fin décembre 1998, le bénéfice net consolidé part du groupe 1998 a très légèrement baissé de 2 %.

● **Sanofi** progressait mercredi matin de 2,3 % à 165,9 euros. La firme pharmaceutique Sanofi a dégagé un résultat net en hausse de 10 % en 1998. Ce chiffre est conforme aux prévisions des analystes.

● **Sodexho Alliance** reculait de 4,2 % à 156,1 euros à l'ouverture de la séance mercredi. Le groupe français de restauration collective s'attend à un bénéfice net en hausse de 49 %, a annoncé mardi 23 février son PDG Pierre Bellon, au cours de l'assemblée générale des actionnaires.

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 24 FÉVRIER — Cours relevés à 12 h 30

Liquidation : 24 mars

France ▶	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Paiement dernier coupon (1)
B.N.P. (T.P)	148	[illegible]	970,82	....	30/07
CR.LYONNAIS(TP)	140,70	[illegible]	922,93	....	22/10
RENAULT (T.P.)	436	[illegible]	2840,29	– 0,68	24/10
SAINT GOBAIN(T.P.	179	....	....	....	15/07
THOMSON S.A (T.P	144	[illegible]	943,92	– 0,08	01/08
ACCOR	225	[illegible]	1461,47	– 0,87	15/06
AGF	52,10	[illegible]	337,49	– 1,24	12/06
AIR FRANCE GPE N	17,70	[illegible]	117,15	+ 0,90	08/07
AIR LIQUIDE	144,30	[illegible]	951,14	+ 0,48	28/05
ALCATEL	100,90	[illegible]	680,88	+ 2,57	30/06
ALSTOM	23,70	24,44	160,32	+ 3,12	....
ALTRAN TECHNO. #	250	253	1659,57	+ 1,20	28/06
ATOS CA	205	200	1311,91	– 2,43	....
AXA	124,50	[illegible]	817,32	+ 0,08	11/05
BAIL INVESTIS	129,40	[illegible]	848,81	....	10/07
BAZAR HOT. VILLE	96,70	[illegible]	633,65	– 0,10	17/07
BERTRAND FAURE	56,60	[illegible]	355,18	– 4,40	20/04
BIC	54,10	53,55	351,26	– 1,01	14/01
BIS	78,10	82,30	539,85	+ 4,04	01/07
B.N.P.	75,50	75,05	492,30	– 0,59	30/06
BOLLORE	174,80	176,40	1157,11	+ 0,91	01/07
BONGRAIN	350	350,90	2301,75	+ 0,25	14/05
BOUYGUES	245,10	242,40	1590,04	– 1,10	08/07
BOUYGUES OFFS.	23,90	23,80	156,12	– 0,41	25/06
BULL#	5,80	5,80	38,05	....	....
CANAL +	293,80	298,90	1960,66	+ 1,73	01/07
CAP GEMINI	171,50	169,20	1109,88	– 1,34	17/04
CARBONE LORRAINE	38,68	38,65	253,53	– 0,07	12/06
CARREFOUR	627	638	4185,01	+ 1,75	27/04
CASINO GUICHARD	86,50	82,86	543,46	– 4,21	10/06
CASINO GUICH.ADP	55	52,75	346,02	– 4,09	10/06
CASTORAMA DUB.(L	195	194	1272,56	– 0,51	15/05
C.C.F.	78,80	79,30	520,17	+ 0,63	11/05
CEGID (LY)	153	154,20	1011,49	+ 0,78	02/06
CERUS	6,75	6,50	42,64	– 3,70	17/06
CGIP	51,65	52	341,10	+ 0,67	12/06
CHARGEURS	42	42,90	281,41	+ 2,14	25/06
CHRISTIAN DALLOZ	46,35	46,30	303,71	– 0,10	02/07
CHRISTIAN DIOR	106,10	105,30	690,72	– 0,75	01/12
CIC -ACTIONS A	80	81,90	537,23	+ 2,37	....
CIMENTS FRANCAIS	51,30	52,40	343,72	+ 2,14	30/06
CLARINS	64,90	66	432,93	+ 1,69	21/07
CLUB MEDITERRANE	89	88,20	578,55	– 0,89	24/06
CNP ASSURANCES	23,50	23,52	154,28	+ 0,08	....
COFLEXIP	53	52,20	342,41	– 1,50	09/06
COLAS	176	179	1174,16	+ 1,70	29/06
COMPTOIR ENTREP.	2,15	2,17	14,23	+ 0,93	15/07
CPR	36,60	36,45	239,10	– 0,40	08/07
CRED.FON.FRANCE	14,20	14,19	93,08	– 0,07	16/06
CFF.(FERRAILLES)	31	32,25	211,55	+ 4,03	30/03
CREDIT LYONNAIS	39,78	40,03	262,58	+ 0,67	01/07
CS SIGNAUX(CSEE)	66,15	67,20	440,80	+ 1,58	01/07
DAMART	66	67	439,49	+ 1,51	18/12
DANONE	230	229,60	1506,08	– 0,17	26/05
DASSAULT-AVIATIO	168,70	167	1095,45	– 1	25/06
DASSAULT SYS[illegible]E	38	37,42	245,46	– 1,52	07/07
DE DIETRICH	43,80	44	[illegible]	+ 0,45	05/06
DEVEAUX(LY)#	78	80,15	[illegible]	+ 2,76	01/07
DEV.R.N-P.CAL LI	[illegible]	....	....	....	....
DEXIA FRANCE	124	123,90	812,73	– 0,08	11/06
DMC (DOLLFUS MI)	6,15	6,15	40,34	....	20/06
DYNACTION	22,80	22,80	149,56	....	10/07
ECIA	95,90	94,75	621,52	– 1,19	06/05
EIFFAGE	63	63,80	418,50	+ 1,26	04/01
ELF AQUITAINE	94,20	93,80	615,29	– 0,42	18/06
ERAMET	33,63	34,25	224,67	+ 1,84	09/06
ERIDANIA BEGHIN	130,60	132	865,86	+ 1,07	15/07
ESSILOR INTL	349	359	2354,89	+ 2,86	01/07
ESSILOR INTL.ADP	306	307	2013,79	+ 0,32	01/07
ESSO	70,10	71,20	467,04	+ 1,56	16/02
EURAFRANCE	452	451,50	2961,65	– 0,11	18/12
EURO DISNEY	1,20	1,19	7,81	– 0,83	23/02
EUROPE 1	[illegible]	281	1815,26	+ 1,78	01/04
EUROTUNNEL	1,33	1,30	8,53	– 2,26	....
FIMALAC SA	103	100,50	659,24	– 2,42	01/07
FINEXTEL	18,31	18,35	120,37	+ 0,21	26/06
FIVES-LILLE	72	69,90	458,51	– 2,91	15/07
FRANCE TELECOM	83,60	84,80	556,25	+ 1,43	17/06
FROMAGERIES BEL	664	662	4342,44	– 0,30	29/07
GALERIES LAFAYET	900	920	6034,80	+ 2,22	18/06
GASCOGNE	77	79,95	524,44	+ 3,83	02/06
GAUMONT #	62,50	62,65	410,96	+ 0,24	24/06
GAZ ET EAUX	40,21	40,31	264,42	+ 0,24	10/06
GECINA	102,60	102,50	672,36	....	27/07
GEOPHYSIQUE	37	37,85	248,28	+ 2,29	12/07
GRANDVISION	22,20	21,80	143	– 1,80	05/06
GROUPE ANDRE S.A	104,20	104	682,20	– 0,19	10/06
GPE VALFOND ACT.	44,89	44,38	291,11	– 1,13	03/07
GR.ZANNIER (LY)	[illegible]	17,90	117,42	+ 2,26	01/07
GROUPE GTM	83	82,65	542,15	– 0,42	15/05
GROUPE PARTOUCHE	63	65	426,37	+ 3,17	07/05
GUILBERT	115	116,50	764,19	+ 1,30	08/06
GUYENNE GASCOGNE	365,10	367	2407,36	+ 0,52	19/06
HACHETTE FILLI.ME	241,80	245	1607,09	+ 1,32	02/06
HAVAS ADVERTISIN	178,80	175,30	1149,89	– 1,95	03/09
IMETAL	106,80	108	708,43	+ 1,12	25/06
IMMEUBLES DE FCE	17,75	17,50	114,79	– 1,40	....
INFOGRAMES ENTER	63	62,55	410,30	– 0,71	....
INGENICO	22,35	22,40	146,93	+ 0,22	01/09
INTERBAIL	21,75	22	144,31	+ 1,14	30/06
INTERTECHNIQUE	267	259	1698,93	– 2,99	30/09
ISIS	51	51	334,54	....	30/06
JEAN LEFEBVRE	80,65	78	511,65	– 3,28	08/05
KLEPIERRE	85,50	85,50	560,84	....	23/03
LABINAL	188,50	188,40	1235,82	– 0,05	08/07
LAFARGE	84	85,65	561,83	+ 1,96	08/06
LAGARDERE	36,50	36,87	241,85	+ 1,01	02/06
LAPEYRE	65	63,20	414,56	– 2,76	27/05
LEBON (CIE)	36,10	36,50	239,42	+ 1,10	03/07
LEGRAND	199	203,50	1334,87	+ 2,26	01/02
LEGRAND ADP	119	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
LEGRIS INDUST.	41,20	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
LOCINDUS	120,10	120,10	787,80	....	01/07
L'OREAL	607,50	611	4007,90	+ 0,57	12/06
LVMH MOET HEN.	197	197,20	1293,55	+ 0,10	01/12
MARINE WENDEL	176	179	1174,16	+ 1,70	30/11
METALEUROP	4,85	[illegible]	31,81	....	04/07
MICHELIN	41	40,23	263,89	– 1,87	10/07
MONTUPET SA	[illegible]	33,30	218,43	+ 0,93	29/06
MOULINEX	9,75	9,80	64,28	+ 0,51	14/09
NATEXIS	52,55	52,75	346,02	+ 0,38	20/07
NEOPOST	[illegible]	14,30	93,80	– 4,66	....
NORBERT DENTRES.	27,50	27,50	180,39	....	08/06
NORD-EST	23,99	24	157,43	+ 0,04	08/07
NORDON (NY)	75,40	71,60	469,67	– 5,03	....
NRJ #	203,90	207,10	1358,49	+ 1,61	17/03
OLIPAR	[illegible]	....	....	....	....
PARIBAS	[illegible]	80,35	527,06	– 0,06	....
PATHE	233	239,50	1571,02	+ 2,78	29/05
PECHINEY ACT ORD	30,80	30,36	199,15	– 1,42	30/06
PERNOD-RICARD	[illegible]	56,50	370,62	– 1,73	12/01
PEUGEOT	128	126,30	828,47	– 1,32	10/06
PINAULT-PRINT.RE	160,20	163,60	1073,15	+ 2,12	01/07
PLASTIC OMN.(LY)	[illegible]	67,80	444,74	– 1,09	02/06
PRIMAGAZ	74,60	75,50	495,25	+ 1,20	12/06
PROMODES	[illegible]	617	4047,25	+ 1,14	08/06
PUBLICIS #	158,50	153	1003,61	– 3,47	10/07
REMY COINTREAU	14,50	14,41	94,52	– 0,62	15/09
RENAULT	[illegible]	46,50	305,02	– 2,10	03/07
REXEL	71,30	74,45	488,36	+ 4,41	01/07
RHODIA	12,50	12,68	83,18	+ 1,44	....
RHONE POULENC A	[illegible]	44,40	291,24	+ 3,25	08/06
ROCHEFORTAISE CO	[illegible]	106	695,31	– 2,75	15/07
ROCHETTE (LA)	[illegible]	2,56	16,79	+ 0,39	25/06
ROYAL CANIN	46,50	46,85	307,32	+ 0,75	08/04
RUE IMPERIALE (L	[illegible]	1020	6690,76	....	10/07
SADE (NY)	[illegible]	37,81	248,02	+ 2,10	12/06
SAGEM SA	528	523,50	3433,93	– 0,85	10/07
SAINT-GOBAIN	138	137,20	899,97	– 0,87	29/06
SALVEPAR (NY)	76,45	74	[illegible]	– 1,92	05/06
SANOFI	[illegible]	166,30	[illegible]	+ 2,52	05/06
SAUPIQUET (NS)	[illegible]	83	[illegible]	– 0,85	21/04
SCHNEIDER SA	53,10	53,85	[illegible]	+ 1,41	[illegible]
SCOR	47,10	47,90	314,20	+ 1,69	03/06
S.E.B.	59	58,50	[illegible]	– 0,84	[illegible]
SEFIMEG CA	64	64,55	[illegible]	+ 0,85	[illegible]
SEITA	54	55,10	361,43	+ 2,03	17/06
SELECTIBANQUE	10,30	10,29	67,50	– 0,09	12/07
SFIM	[illegible]	37,88	248,61	+ 3,60	[illegible]
SGE	40,20	39,20	257,14	[illegible]	06/07
SIDEL	69	68,90	[illegible]	– 0,14	05/06
SILIC CA	158	[illegible]	1036,41	....	15/07
SIMCO	84	[illegible]	545,43	– 1,01	30/06
S.I.T.A	187,90	187,60	1230,58	– 0,15	06/07
SKIS ROSSIGNOL	11,78	12,35	81,01	+ 4,83	25/09
SOCIETE GENERALE	136	137,50	901,94	+ 1,10	13/05
SOC.FONC.LYON.#	131	130,50	856,02	– 0,38	01/07
SODEXHO ALLIANCE	163	157,60	1033,79	– 3,31	05/03
SOGEPARC (FIN)	69,70	69,70	457,20	....	04/01
SOMMER-ALLIBERT	23	23,20	152,18	+ 0,86	18/06
SOPHIA	37	37,35	245	+ 0,94	30/06
SPIR COMMUNIC. #	55,70	55,75	365,70	+ 0,08	29/05
STRAFOR FACOM	65,60	65,20	427,68	– 0,91	19/06
SUEZ LYON.DES EA	192	193,80	1271,24	+ 0,93	29/05
SYNTHELABO	208	213,30	1399,16	+ 2,54	26/06
TECHNIP	85,90	86	564,12	+ 0,11	29/05
THOMSON-CSF	31,01	30,74	201,64	– 0,87	10/07
TOTAL	97	96,70	634,31	– 0,30	27/05
UNIBAIL	117	117	767,47	....	10/06
UNION ASSUR.FDAL	110	112	734,67	+ 1,81	15/06
USINOR	12,25	12,20	80,03	– 0,40	01/07
VALEO	85	83,75	549,36	– 2,61	06/07
VALLOUREC	27,50	27,50	180,39	....	01/07
VIA BANQUE	27,25	27,50	180,39	+ 0,91	13/06
VIVENDI	244	244,30	1602,50	+ 0,12	08/06
WORMS (EX.SOMEAL	13,30	13,30	87,24	....	....
ZODIAC EX.DT DIV	187,50	183,10	1201,06	– 2,34	06/01

International ▶	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Paiement dernier coupon (1)
AMERICAN EXPRESS	104,50	100	655,96	– 4,30	10/02
A.T.T. #	78,50	78,10	512,30	– 0,50	01/02
BARRICK GOLD #	16,71	16,40	107,58	– 1,85	15/12
CROWN CORK ORD.#	25,50	....	....	....	22/02
DE BEERS #	14,77	15	98,39	+ 1,55	21/10
DU PONT NEMOURS	48,29	49	321,42	+ 1,47	15/03
FORD MOTOR #	54,95	53,55	351,26	– 2,54	01/03
GENERAL ELECT. #	95	93,50	613,32	– 1,57	25/01
GENERAL MOTORS #	78	77,25	506,73	– 0,96	10/03
HITACHI #	5,55	5,66	37,13	+ 1,98	31/12
I.B.M #	162,20	160,20	1050,84	– 1,23	10/09
ITO YOKADO #	54	52,65	345,36	– 2,50	13/11
MATSUSHITA #	15,08	14,90	97,61	– 1,19	31/12
MC DONALD'S #	76,90	78	511,65	+ 1,43	11/12
MERCK AND CO #	148	146,60	961,63	– 0,94	04/01
MITSUBISHI CORP.	4,98	4,98	32,67	....	31/12
MOBIL CORPORAT.#	76,55	75,90	497,87	– 0,84	10/06
MORGAN J.P. #	103,20	104,50	685,48	+ 1,26	15/01
NIPP. MEATPACKER	11,60	....	....	....	29/06
PHILIP MORRIS #	36,98	37,20	244,02	+ 0,59	11/01
PROCTER GAMBLE	83	82,20	539,20	– 0,96	16/02
SEGA ENTERPRISES	17,50	17	111,51	– 2,85	31/12
SCHLUMBERGER #	44,50	43,61	286,06	– 2	06/01
SONY CORP. #	68,90	68,20	447,36	– 1,01	31/12

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; # contrat d'animation ; o = offert ; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; ■ cours précédent.

DERNIÈRE COLONNE RM (1) :

Lundi daté mardi : % variation 31/12 ; Mardi daté mercredi : montant du coupon en euros; Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon ; Jeudi daté vendredi : compensation ; Vendredi daté samedi : nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

MERCREDI [illegible] FÉVRIER

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ▶	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
[illegible] #	[illegible]	144,44	+ 0,04
AB SOFT	[illegible]	98,98	+ 9,96
ALPHAMEDIA	[illegible]	262,38	+ 1,26
ALPHA MOS	[illegible]	54,12	+ 3,12
ALTAMIR & CI	[illegible]	563,38	....
APPLIGENE ON	[illegible]	17,48	....
ASTRA	[illegible]	5,71	....
ATN	[illegible]	85,27	+ 6,64
AVENIR TELEC	[illegible]	406,53	+ 0,40
BELVEDERE	[illegible]	557,66	– 4,44
[illegible] #	[illegible]	84,95	– 0,36
BVRP EX DT S	[illegible]	308,10	....
CAC SYSTEMES	[illegible]	42,70	– 1,36
CEREP	[illegible]	124,63	– 5
CHEMUNEX #	[illegible]	7,22	....
COIL	[illegible]	250,55	– 1,92
CRYO INTERAC	[illegible]	183,92	+ 2
CYBER PRES.P	[illegible]	255,78	– 6,04
CYRANO #	[illegible]	95,77	– 0,68
DESK #	[illegible]	165,96	+ 1,60
DESK BS 98	[illegible]	18,50	– 7
DMS #	[illegible]	64,16	– 0,10
DURAND ALLIZ	[illegible]	46,57	+ 1,42
DURAN DUBOI	[illegible]	699,25	+ 3,49
DURAN NV JCE	[illegible]	570,88	....
EFFIK #	[illegible]	124,63	– 4,26
ESKER	[illegible]	140,37	– 1,98
[illegible] SCI	[illegible]	446,05	....
EURO.CARGO S	[illegible]	75,09	+ 0,96
EUROPSTAT #	[illegible]	225,96	+ 0,26
FABMASTER #	[illegible]	110	....
FI SYSTEM #	[illegible]	183,87	– 1,06
FLOREANE MED	[illegible]	59,04	....
GENERIX #	[illegible]	360,78	– 0,90
GENESYS #	[illegible]	72,09	+ 10,01
GENSET	[illegible]	326,01	– 0,30
GROUPE D #	[illegible]	161,37	+ 1,65
GUILLEMOT #	[illegible]	375,19	– 2,69
GUYANOR ACTI	[illegible]	2,49	– 2,56
HF COMPANY	[illegible]	459,17	+ 4,47
HIGH CO.	[illegible]	249,92	– 1,29
HOLOGRAM IND	[illegible]	387,82	+ 3,76
IGE + XAO	[illegible]	34,98	....
ILOG #	[illegible]	54,44	+ 3,82
IMECOM GROUP	[illegible]	18,37	+ 0,35
INFONIE	[illegible]	180,37	....
INFOTEL #	[illegible]	157,43	....
[illegible]	[illegible]	163,67	+ 3,13
JOLIEZ-REGOL	[illegible]	52,48	....
JOLIEZ-REGOL	[illegible]	1,44	....
LACIE GROUP	[illegible]	70,84	+ 0,46
MEDIDEP #	[illegible]	108,17	– 0,06
MILLE AMIS #	[illegible]	40,28	....
MONDIAL PECH	[illegible]	58,10	....
NATUREX	[illegible]	81,40	+ 9,92
OLITEC	[illegible]	492,06	+ 2,96
OMNICOM	[illegible]	833,07	– 0,16
OXIS INTL RG	[illegible]	13,78	– 4,54
PERFECT TECH	[illegible]	119,71	– 0,21
PHONE SYS.NE	[illegible]	57,40	+ 2,94
PICOGICA	[illegible]	77,07	+ 0,42
PROSODIE	[illegible]	491,97	....
PROLOGUE SOF	[illegible]	176,14	– 0,22
QUANTEL	[illegible]	36,09	+ 0,18
R2I SANTE	[illegible]	295,18	– 0,44
RADOUX INTL	[illegible]	239,42	+ 0,55
RECIF #	[illegible]	87,98	+ 0,07
REPONSE #	[illegible]	108,89	....
REGINA RUBEN	[illegible]	31,09	– 1,25
SAVEURS DE F	[illegible]	170,22	+ 0,15
SILICOMP #	[illegible]	72,16	+ 0,91
SERP RECYCLA	[illegible]	918,34	....
SOI TEC SILI	[illegible]	180,71	....
STACI #	[illegible]	164,06	– 0,04
STELAX	[illegible]	[illegible]	....
SYNELEC #	[illegible]	238,77	+ 0,02
LA TETE D.L	[illegible]	18,20	+ 0,81
THERMATECH I	[illegible]	175,80	– 0,74
TITUS INTERA	[illegible]	527,72	+ 0,18
TITUS INTER.	[illegible]	659,89	....
TRANSGENE #	[illegible]	282,06	+ 3,81
TR SERVICES	[illegible]	84,09	+ 0,07
VALORUM #	[illegible]	5,87	....
V CON TELEC	[illegible]	31,49	+ 8,86
WESTERN TELE	[illegible]	30,96	+ 0,85

SECOND MARCHÉ

MERCREDI [illegible] FÉVRIER

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ▶	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
ADA	63,70	417,84	– 0,23
[illegible] #	[illegible]	458,19	– 0,14
ALGECO #	[illegible]	367,01	....
APRIL S.A.#	[illegible]	524,77	....
ARKOPHARMA #	[illegible]	426,37	– 4,41
ASSUR.BQ.POP	[illegible]	640,21	+ 0,61
ASSYSTEM #	[illegible]	126,50	+ 1,57
BENETEAU CB#	[illegible]	1012,80	+ 0,25
BISC. GARDEI	[illegible]	41,06	....
BOIRON (LY)#	[illegible]	350,94	– 1,83
BOISSET (LY)	[illegible]	307,38	+ 0,10
BOIZEL CHANO	[illegible]	521,48	+ 0,63
BONDUELLE	[illegible]	111,25	+ 1,25
BOURGEOIS (L	[illegible]	[illegible]	....
BRICE	[illegible]	[illegible]	....
BRICORAMA #	[illegible]	[illegible]	+ 2
BRIOCHE PASQ	[illegible]	[illegible]	– 1,04
BUT S.A.	[illegible]	[illegible]	....
SOLERI	[illegible]	334,54	....
CDA-CIE DES	[illegible]	182,36	– 1,45
CEGEDIM #	[illegible]	275,17	+ 2,31
CERG-FINANCE	[illegible]	557,56	+ 2,40
CGBI	[illegible]	173,17	+ 1,14
[illegible] (LY)	[illegible]	45,86	....
CNIM [illegible]	[illegible]	233,52	+ 0,26
COFITEM-COFI	[illegible]	370,94	+ 0,89
[illegible] FIN.ST-H	[illegible]	411,61	....
C.A. PARIS I	[illegible]	966,86	....
C.A.ILLE & V	[illegible]	321,09	+ 0,51
C.A.LOIRE/H.	[illegible]	278,03	+ 0,19
C.A.MORBIHAN	[illegible]	318,80	– 0,30
C.A.DU NORD#	[illegible]	488,03	– 0,13
C.A. OISE CC	[illegible]	400,46	+ 1,32
C.A.PAS DE C	[illegible]	570,03	....
C.A.TOULOUSE	[illegible]	503,37	+ 0,64
CRCAM CCI NV	[illegible]	270,25	....
CRCAM TOUR.P	[illegible]	361,43	+ 0,18
CROMETAL	[illegible]	288,12	....
DAFTA-MALLIN	[illegible]	....	....
GROUPE J.C.D.	[illegible]	380,46	– 1,19
DAUPHIN OTA	[illegible]	422,09	– 0,69
DECAN GPE [illegible]	[illegible]	261,07	....
[illegible] PAREIL AU	[illegible]	419,16	+ 0,07
EXPAND S.A.	[illegible]	209,91	....
L ENTREPRISE	[illegible]	416,63	– 0,78
ETAM [illegible]	[illegible]	193,51	– 1
[illegible] C.	[illegible]	[illegible]	[illegible]
EUROP.EXTINC	[illegible]	[illegible]	+ 0,20
EXEL INDUSTR	[illegible]	[illegible]	– 1,61
FACTOREM	[illegible]	[illegible]	– 1,43
FACTOREM NV	[illegible]	531,10	....
FAIVELEY #	[illegible]	129,58	....
FINACOR	[illegible]	26,24	+ 5,26
FINATIS(EX.L	[illegible]	465,78	– 2,80
FININFO	[illegible]	1049,63	+ 0,31
[illegible] (GROUPE)	[illegible]	245	– 1,71
[illegible] (GROUP	[illegible]	321,42	....
FRAIKIN 2#	[illegible]	364,08	– 0,89
GARONOR ORD.	[illegible]	122,34	....
GAUTIER FRAN	[illegible]	308,30	....
GEL 2000	[illegible]	11,68	....
GENERALE LOC	[illegible]	173,85	+ 1,92
GEODIS #	[illegible]	439,49	....
[illegible] PASQUI	[illegible]	14,89	– 2,18
GFI INDUSTRI	[illegible]	196,95	+ 0,70
GFI INFORMAT	[illegible]	669,05	+ 0,89
GO SPORT	[illegible]	412,92	– 0,07
[illegible] C.	[illegible]	49,20	....
GRAND MARNIE	[illegible]	31817,19	....
GROUPE BOURB	[illegible]	305,02	....
GUERBET S.A.	[illegible]	101,02	– 3,75
GUY DEGRENNE	[illegible]	250,58	– 2,05
GUYOMARC H N	[illegible]	343,07	– 2,61
HERMES INTL	[illegible]	456,55	+ 0,72
HYPARLO #(LY	[illegible]	673,01	+ 1,58
I.C.C.#	[illegible]	177,04	+ 2,08
IMMOB.BATIBA	[illegible]	327,96	– 0,08
IMS(INT.META	[illegible]	59,82	– 5
INFO REALITE	[illegible]	247,82	– 0,13
INT. COMPUTE	[illegible]	48	+ 0,14
JET MULTIMED	[illegible]	677,24	– 3,06
LATECOERE #	[illegible]	511,65	– 1,88
L.D.C.	[illegible]	735,66	....
LECTRA SYST.	[illegible]	43,29	– 0,75
LEON BRUXELL	[illegible]	257,70	+ 4,80
LOUIS DREYFU	[illegible]	150,80	+ 2,40
LVL MEDICAL	[illegible]	106,92	+ 1,24
M6-METROPOLE	[illegible]	987,08	....
MEDASYS DIGI	[illegible]	13,12	– 1,47
MANITOU #	[illegible]	872,42	+ 1,06
MANUTAN	[illegible]	347,66	....
MARC ORIAN	[illegible]	695,97	– 4,41
MARIONNAUD P.	[illegible]	268,94	– 1,20
MECATHERM #	[illegible]	206,63	+ 0,03
MGI COUTIER	[illegible]	214,50	+ 0,81
MICHEL [illegible]	[illegible]	754,35	+ 0,43
[illegible] #	[illegible]	67,87	[illegible]
PENAUILLE PO	[illegible]	[illegible]	[illegible]
PHYTO-LIERAC	[illegible]	[illegible]	+ 9,09
POCHET	[illegible]	489,34	....
[illegible]IALL #	[illegible]	373,90	+ 1,42
RALLYE(CATHI	[illegible]	[illegible]	[illegible]
REYNOLDS	[illegible]	[illegible]	– 1
RUBIS #	[illegible]	137,75	– 1,31
SABATE SA #	[illegible]	742,54	....
SEGUIN MOREA	[illegible]	[illegible]	– 4,11
SIDERGIE	[illegible]	662,62	– 1,94
SIPAREX (LY)	[illegible]	150,54	– 0,21
SOCAMEL-RESC	[illegible]	124,04	....
SOPRA #	[illegible]	2335,65	+ 4,94
SPORT ELEC S	[illegible]	36,08	+ 80,34
STALLERGENES	[illegible]	170,56	....
STEF-TFE #	[illegible]	236,14	– 5,76
SUPERVOX (B)	[illegible]	15,27	....
SYLEA	[illegible]	316,04	+ 1,21
TF1	[illegible]	1056,75	– 2,36
TOUPARGEL (L	[illegible]	55,10	– 0,23
TRANSICIEL #	[illegible]	708,43	+ 0,74
TRIGANO	[illegible]	164,96	– 1,05
UBI SOFT ENT	[illegible]	774,03	+ 1,02
UNILOG	[illegible]	3102,02	+ 0,81
VIEL ET CIE	[illegible]	127,26	+ 1,78

SICAV FCP

Une sélection.

Cours de clôture le 23 février

Émetteurs ▶	Valeurs unitaires ★ euros	francs ★★	Date cours
AGIPI			
[illegible] AMBITION (AXA)	24,43	160,25	23/02
AGIPI [illegible] (AXA)	23,67	155,27	23/02
BNP — 3615 BNP			
ANTIGONE TRÉSORIE	141758,82	929744,96	23/02
NATIO COURT TERME	2272,58	14907,15	23/02
NATIO COURT TERME 2	61721,85	404868,80	23/02
NATIO EPARGNE	346,66	2273,94	22/02
[illegible]	632,72	[illegible]	[illegible]
[illegible]	26,44	173,44	[illegible]
[illegible] EPARG. RETRAITE	[illegible]	[illegible]	23/02
NATIO EPARGNE TRÉSOR	[illegible]	[illegible]	22/02
[illegible] EURO VALEURS	210,15	1378,49	23/02
[illegible] EURO OBLIG.	[illegible]	[illegible]	22/02
NATIO EURO OPPORT.	[illegible]	[illegible]	[illegible]
NATIO EURO PERSPECT.	[illegible]	1867,31	[illegible]
[illegible] IMMOBILIER	[illegible]	1179,41	22/02
[illegible] INTER	[illegible]	[illegible]	23/02
NATIO MONÉTAIRE C	595,45	[illegible]	23/02
[illegible] MONÉTAIRE D	[illegible]	5225,42	23/02
[illegible] OBLIG. LT	36,83	241,59	22/02
[illegible] OBLIG. MT C	142,66	[illegible]	[illegible]
NATIO OBLIG. MT D	138,80	[illegible]	22/02
NATIO OPPORTUNITÉS	33,03	216,66	[illegible]
NATIO PLACEMENT C	12549,61	82319,39	[illegible]
NATIO PLACEMENT D	11470,96	[illegible]	23/02
NATIO REVENUS	173,16	[illegible]	22/02
NATIO SÉCURITÉ	1762	11557,96	[illegible]
NATIO VALEURS	271,59	1781,51	[illegible]
BANQUE POPULAIRE ASSET MANAGEMENT			
MONEDEN	14623,79	[illegible]	[illegible]
CDC Asset Management — www.cdc-assetmanagement.com			
LIVRET B. INV.D PEA	[illegible]	1097,22	07/02
NORD SUD DEVELOP. C	[illegible]	2730,62	22/02
NORD SUD DÉVELOP. D	[illegible]	2447,70	23/02
MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC			
PATRIMOINE RETRAITE C	50,01	328,04	23/02
PATRIMOINE RETRAITE D	47,36	310,60	23/02
CDC TRESOR — Minitel : 3616 CDC TRESOR (1,29 F/mn)			
FONSICAV C	[illegible]	20682,32	23/02
MUTUAL. DÉPÔTS SIC. C	[illegible]	20598,56	23/02
CAISSE D'EPARGNE — Sicav en ligne : 08 36 68 09 00 (2,23 F/mn)			
ÉCUR. ACT. FUT.D PEA	[illegible]	389,67	14/02
ÉCUR. CAPITALISATION C	42,52	278,91	23/02
ÉCUR. EXPANSION C	13375,85	87740,48	23/02
ÉCUR. GÉOVALEURS C	655,53	4299,99	23/02
ÉCUR. INVESTIS. D PEA	46,48	304,89	14/02
ÉC. MONÉT.C/10 30/11/98	206,98	1357,18	23/02
ÉC. MONÉT.D/10 30/11/98	186,65	1224,34	23/02
ÉCUR. TRÉSORERIE C	50,76	332,96	23/02
ÉCUR. TRÉSORERIE D	46,40	304,36	23/02
ÉCUR. TRIMESTRIEL D	325,06	2132,19	23/02
ÉPARCOURT-SICAV D	30,48	199,94	23/02
GÉOPTIM C	2218,07	14549,59	23/02
GÉOPTIM D	1985,22	13025,47	23/02
HORIZON C	445,37	2921,44	23/02
PRÉVOYANCE ÉCUR. D	16,79	110,14	23/02
CRÉDIT AGRICOLE — INDOCAM — 08 36 68 56 55 (2,23 F/mn)			
AMPLIA	9562,50	62725,89	24/02
ATOUT AMÉRIQUE	38,11	249,99	23/02
ATOUT ASIE	12,76	83,67	23/02
ATOUT FRANCE EUROPE	172,18	1129,43	23/02
ATOUT FRANCE MONDE	42,46	278,52	23/02
ATOUT FUTUR C	168,88	1107,85	23/02
ATOUT FUTUR D	156,62	1027,36	23/02
COEXIS	325,14	2132,78	[illegible]
DIÈZE	418,28	2743,74	23/02
ELICASH	[illegible]	998738,88	[illegible]
EURODYN	522,21	3425,47	23/02
INDICIA	365,42	2395,03	22/02
INDOCAM CONVERT. C	2454,08	16097,58	23/02
INDOCAM CONVERT. D	2246,45	14735,75	23/02
INDOCAM EUR. NOUV.	1599,32	10490,85	22/02
INDOCAM HOR. EUR. C	194,52	1275,97	23/02
INDOCAM HOR. EUR. D	183,58	1204,07	23/02
INDOCAM MULTI OBLIG	155,99	1023,23	23/02
INDOCAM ORIENT C	23,96	157,17	22/02
INDOCAM ORIENT D	21,53	141,23	22/02
INDOCAM UNIJAPON	131,25	860,94	23/02
INDOCAM STR. 5-7 C	325,50	2135,14	23/02
INDOCAM STR. 5-7 D	222,80	1461,47	23/02
MONÉ.J C	1896,14	12437,86	24/02
MONÉ.J D	1764,98	11611,91	24/02
OBLIFUTUR C	94,73	621,52	23/02
OBLIFUTUR D	87,33	572,85	23/02
ORACTION	180,32	1182,82	23/02
REVENU-VERT	182,27	1195,61	23/02
SÉVÉA	18,03	118,27	22/02
SYNTHÉSIS	3264,79	21415,36	23/02
UNIVERS [illegible]	47,89	314,14	23/02
UNI ASSOCIATIONS	18,31	120,11	24/02
[illegible] C	49,16	322,47	24/02
UNIVAR D	46,09	302,33	24/02
UNIVERS-OBLIGATIONS	41,65	273,21	23/02
Fonds communs de placements			
INDOCAM DOLLAR 3 M	15254,49	100049,51	22/02
INDOCAM VAL. RESTR.	2673,31	17535,76	18/02
OPTALIS DYNAMIQ. C	18,71	122,73	22/02
OPTALIS DYNAMIQ. D	18,53	121,55	22/02
OPTALIS ÉQUILIB. C	18,08	118,60	22/02
OPTALIS ÉQUILIB. D	17,62	115,58	22/02
OPTALIS EXPANSION C	16,85	110,53	22/02
OPTALIS EXPANSION D	16,85	110,53	22/02
OPTALIS SÉRÉNITÉ C	16,80	110,20	22/02
OPTALIS SÉRÉNITÉ D	16,06	105,28	22/02
PACTE SOL. LOG[illegible]	79,89	[illegible]	[illegible]
PACTE VERT T. MONDE	81,79	[illegible]	23/02
CIC BANQUES			
FRANCIC	29,91	[illegible]	[illegible]
[illegible] PIERRE	28,66	[illegible]	23/02
EUROPE RÉGIONS	39,06	[illegible]	23/02
CIC PARIS			
ASSOCIC	168,34	1104,24	23/02
CICAMONDE	27,71	181,77	[illegible]
CONVERTICIC	75,64	496,17	[illegible]
ECOCIC	362,28	[illegible]	[illegible]
MENSUELCIC	1524,28	[illegible]	23/02
OBLICIC MONDIAL	663,82	[illegible]	[illegible]
OBLICIC RÉGIONS	191,65	[illegible]	23/02
RENTACIC	25,15	165,04	23/02
CREDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT			
EURCO SOLIDARITÉ	[illegible]	1471,90	[illegible]
LION 20000 C	2722,32	[illegible]	[illegible]
LION 20000 D	[illegible]	16287,74	[illegible]
LION-ASSOCIATIONS C	[illegible]	11877,74	[illegible]
LION-ASSOCIATIONS D	[illegible]	10715,25	23/02
LION COURT TERME C	[illegible]	27743,18	23/02
LION COURT TERME D	[illegible]	[illegible]	23/02
LIONPLUS C	[illegible]	[illegible]	23/02
LIONPLUS D	[illegible]	[illegible]	23/02
LION TRÉSOR	410,44	2692,31	23/02
OBLILION	377,35	2475,25	23/02
SICAV 5000	148,48	973,96	[illegible]
SLIVAFRANCE	252,69	1657,54	23/02
SLIVAM	105,78	693,94	23/02
SLIVARENTE	42,02	275,63	23/02
SLIVINTER	150,95	990,17	23/02
TRILION	795,86	5217,35	23/02
Crédit Mutuel FINANCE			
CM EURO PEA	19,15	125,62	23/02
CM FRANCE ACTIONS	30,61	200,79	23/02
CM MID. ACT. FRANCE	24,24	159	23/02
CM MONDE ACTIONS	310,75	2038,39	23/02
CM OBLIG. LONG TERME	107,31	703,91	23/02
CM OPTION DYNAM.	27,18	178,29	23/02
CM OPTION ÉQUIL.	49,69	325,95	23/02
CM [illegible]	150,73	988,72	23/02
CM OBLIG. MOYEN TERME	314,75	2064,62	23/02
CM OBLIG. QUATRE	[illegible]	1109,68	23/02
[illegible] communs de placements			
CM OPTION MODÉRATION	17,76	116,48	23/02
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE			
ASIE 2000	57	373,90	23/02
SAINT-HONORÉ CAPITAL	[illegible]	22332,84	23/02
ST-HONORÉ MAR. ÉMER.	[illegible]	324,04	23/02
ST-HONORÉ PACIFIQUE	[illegible]	504,43	23/02
ST-HONORÉ VIE SANTÉ	324,06	2125,69	23/02
LEGAL & GENERAL BANK			
SÉCURITAUX	290,61	1906,28	23/02
STRATÉGIE IND. EUROPE	190,53	1249,79	23/02
STRATÉGIE RENDEMENT	333,24	2187,68	23/02
LA POSTE — Sicav Info Poste : 08 36 68 50 10 (2,23 F/mn)			
AMPLITUDE AMÉRIQUE C	23,85	156,45	23/02
AMPLITUDE AMÉRIQUE D	23,78	155,99	23/02
AMPLITUDE EUROPE C	33,35	218,76	23/02
AMPLITUDE [illegible] D	32,70	214,50	23/02
AMPLITUDE MONDE C	201,69	1323,72	23/02
AMPLITUDE MONDE D	188,71	1237,86	23/02
AMPLITUDE PACIFIQUE C	13,25	86,91	23/02
AMPLITUDE PACIFIQUE D	13,14	86,19	23/02
ÉLANCIEL FRANCE D PEA	39,84	261,33	23/02
ÉLANCIEL EURO D PEA	100,96	662,25	23/02
ÉMERGENCE E.POST.D PEA	28,35	185,96	23/02
GÉOBILYS C	110,82	726,93	23/02
GÉOBILYS D	103,71	680,28	23/02
INTENSYS C	19,11	125,35	23/02
INTENSYS D	17,58	115,32	23/02
LATITUDE C	23,63	155	23/02
LATITUDE D	20,98	137,62	23/02
OBLITYS D	105,83	694,20	23/02
PLÉNITUDE D PEA	40,51	265,73	23/02
POSTE GESTION D	2290,22	[illegible]	23/02
POSTE PREMIÈRE SI	6488,38	42560,33	23/02
POSTE PREMIÈRE 1 AN	38813,99	254602,43	23/02
POSTE PREMIÈRE 2-3	8371,06	54910,55	23/02
REVENUS TRIMESTR. D	812,46	5329,52	23/02
THÉSORA C	169,67	1112,96	23/02
THÉSORA D	148,44	973,70	23/02
TRÉSORYS C	[illegible]	281333,40	23/02
SOLSTICE D	367,21	2408,74	23/02
SG ASSET MANAGEMENT — Serveur vocal : 08 36 68 36 62 (2,23 F/mn)			
ACTIMONÉTAIRE C	6054,23	39713,15	23/02
ACTIMONÉTAIRE D	4669,41	30629,32	23/02
CADENCE 1 D	164,48	1078,92	23/02
CADENCE 2 D	162,86	1068,29	23/02
CADENCE 3 D	162,77	1067,70	23/02
CAPIMONÉTAIRE C	64,97	426,18	23/02
CAPIMONÉTAIRE D	57,20	375,21	23/02
INTEROBLIG C	51,48	337,56	23/02
INTERSÉLECTION FR. D	69,23	454,12	23/02
SÉLECT DÉFENSIF C	180,18	1181,90	23/02
SÉLECT DYNAMIQUE C	212,10	1391,28	23/02
SÉLECT ÉQUILIBRE 2	153,88	1009,39	23/02
SELECT PEA 3	145,83	965,27	23/02
SOGEPEA EUROPE	217,19	1424,67	23/02
SG FRANCE OPPORT. C	386,81	2536	23/02
SG FRANCE OPPORT. D	363,45	2384,08	23/02
SOGENFRANCE C	423,02	2774,83	23/02
SOGENFRANCE D	382,48	2508,90	23/02
SOGEOBLIG D	95,50	626,44	23/02
SOGEPARGNE D	46,76	306,73	23/02
SOGINTER C	59,01	387,08	23/02

LÉGENDE

★ Hors frais. ★★ A titre indicatif.

هكذا من الاصل

(Publicité)

OUI, VOUS POUVEZ VOYAGER MOINS CHER DANS L'ESPACE EURO

[illegible]

OUI, LA BNP VOUS PROPOSE DES COMMISSIONS RÉDUITES POUR VOS ACHATS PAR CARTE DANS L'ESPACE EURO

La carte bancaire internationale est le moyen de paiement le plus adapté aux voyages. Avec le tarif spécial « espace euro » de la BNP, vous bénéficiez d'une commission plus favorable : 1,10 % dans la zone euro, contre 2,10 % hors zone euro plus un fixe de 2,62 F (0,40 euro) dans les deux cas. A titre d'exemple, un achat de 1 000 F (152,45 euros) vous coûtera 13,62 F (2,08 euros) en Italie ou en Allemagne, contre 23,62 F (3,60 euros) dans un pays extérieur à la zone euro.

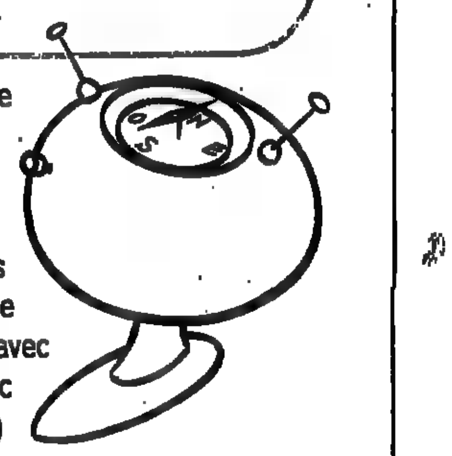
LE CONSEIL DE LA BNP

À l'étranger, utilisez la carte bancaire BNP pour les dépenses courantes de votre voyage : hôtels, restaurants, achats divers... C'est le moyen de paiement qui vous permet de bénéficier du tarif BNP « espace euro » le plus avantageux.

LE CONSEIL DE LA BNP

Si vous allez dans plusieurs pays de la zone euro, munissez-vous de chèques de voyage en euros : ils sont valables dans toute l'Europe, et peuvent faire l'objet d'une opposition en cas de perte.

OUI, LA BNP VOUS PROPOSE DES PRIX « SERRÉS » POUR VOS RETRAITS D'ESPÈCES



En voyage, vous ne pouvez pas acheter un journal ni payer un taxi par carte bancaire ! Vous devez donc vous munir d'espèces. Pour cela, deux solutions possibles :

- Effectuer un retrait avec votre carte BNP dans un distributeur automatique du pays où vous voyagez. La BNP vous fait bénéficier de tarifs privilégiés (1,1 % + 9,48 F, soit 1,45 euro) lorsque vous retirez des espèces aux distributeurs de banques partenaires : Dresdner Bank en Allemagne et Banco Bilbao Vizcaya en Espagne. Bien que le Royaume-Uni ne fasse pas encore partie de la zone euro, un accord similaire existe avec la Midland Bank. La commission sur un retrait de 1 000 F (152,45 euros) s'élève alors à 20,51 F (3,13 euros). Auprès des banques avec lesquelles la BNP ne dispose pas d'accord particulier, le tarif est de 1,1 % + 18,96 F (2,89 euros). Un retrait de 1 000 F (152,45 euros) revient donc à 29,96 F (4,57 euros) ;

- Demander des devises à votre agence bancaire avant votre départ en voyage. A la BNP, vous paierez : 3,3 % de commission avec un minimum de 25 F (3,81 euros).

Par ailleurs, n'oubliez pas que le chèque de voyage reste un moyen de paiement économique : 1,5 % avec un minimum de 25 F (3,81 euros). Si vous avez besoin de l'équivalent de 2 000 F (304,90 euros), prenez 750 F (114,34 euros) en espèces pour vos premières dépenses et 1 250 F (190,56 euros) en chèques de voyage. Vous paierez une commission totale de 50 F (7,62 euros).

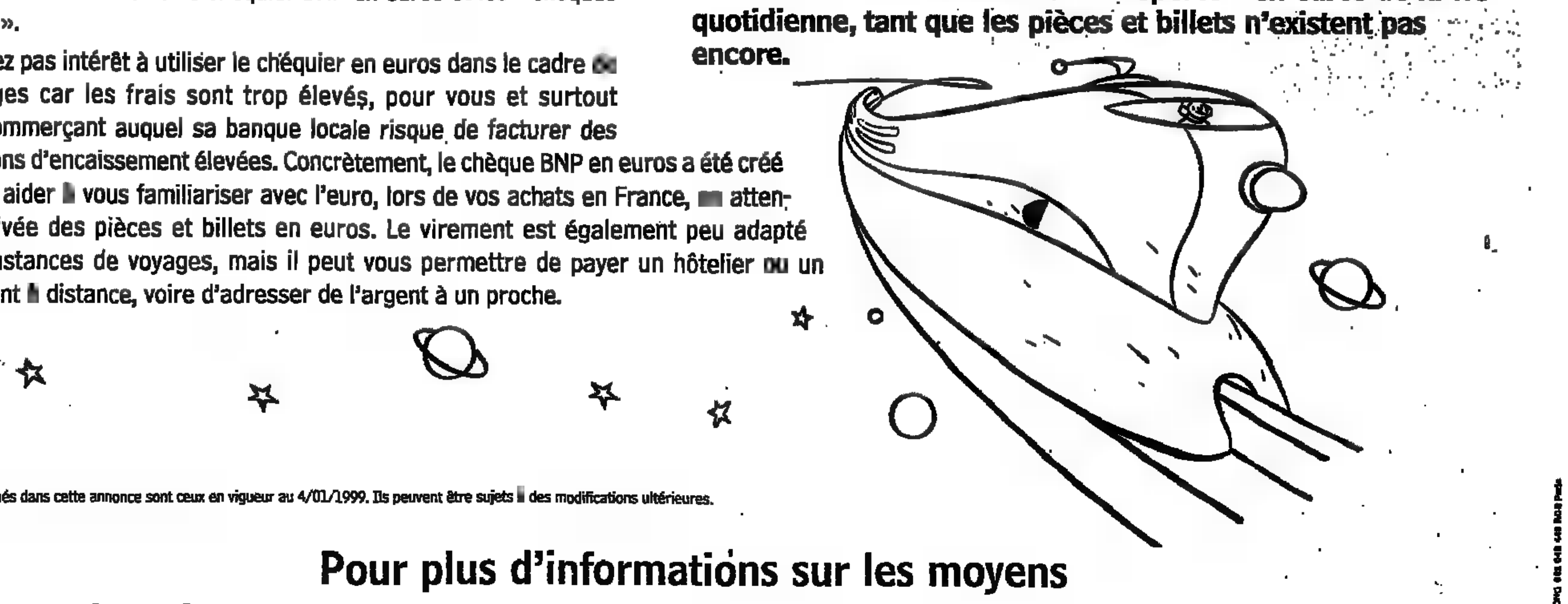
OUI, VOTRE CHÉQUIER EUROS EST DÉCONSEILLÉ À L'ÉTRANGER

Il ne faut pas confondre votre chéquier BNP en euros et les « chèques de voyage ».

Vous n'avez pas intérêt à utiliser le chéquier en euros dans le cadre de vos voyages car les frais sont trop élevés, pour vous et surtout pour le commerçant auquel sa banque locale risque de facturer des commissions d'encaissement élevées. Concrètement, le chèque BNP en euros a été créé pour vous aider à vous familiariser avec l'euro, lors de vos achats en France, en attendant l'arrivée des pièces et billets en euros. Le virement est également peu adapté aux circonstances de voyages, mais il peut vous permettre de payer un hôtelier ou un commerçant à distance, voire d'adresser de l'argent à un proche.

LE CONSEIL DE LA BNP

Exercez-vous avec votre chéquier en euros... pour les achats que vous faites en France ! Ce chéquier, gratuit, est destiné à vous aider à vous habituer aux « repères » en euros de la vie quotidienne, tant que les pièces et billets n'existent pas encore.



* Les tarifs indiqués dans cette annonce sont ceux en vigueur au 4/01/1999. Ils peuvent être sujets à des modifications ultérieures.

Pour plus d'informations sur les moyens de paiement en euros et nos tarifs, consultez votre conseiller BNP

BNP PARLONS D'AVENIR

www.bnp.fr

SCIENCES *La Fondation Marcel-Mérieux vient de construire à Lyon un laboratoire de* [redacted] *haute sécurité pour l'étude des virus et bactéries les plus dangereux, qui* [redacted] *inauguré* [redacted] *mars par Jacques Chirac.* ■ **DIRIGÉE** par la Britannique Susan Fisher-Hoch, spécialiste [redacted] africains de *Lassa* [redacted] *d'Ebola,* [redacted] structure unique en Europe *répond* [redacted] des exigences de sécurité draconiennes. ■ **DANS CE LABORATOIRE** d'un genre particulier, qui [redacted] classé point sensible national, les [redacted]gistes, [redacted] de scaphandres [redacted] de ceux en usage dans [redacted] nucléaire, seront [redacted] de stricts protocoles afin d'empêcher toute évasion [redacted] agent pathogène. ● **UNE CONVENTION** *internationale* prohibant, en principe, la préparation de la guerre biologique en laboratoire, les installations militaires se consacrent plutôt, quant à elles, à l'évaluation [redacted] à la prévention des risques.

Haute sécurité pour le nouveau laboratoire lyonnais de microbiologie

Jacques Chirac doit inaugurer, en mars, dans le quartier de Gerland, un laboratoire dit P4, où seront étudiés les bactéries et les virus les plus dangereux. Dans cette structure unique en Europe, des mesures draconiennes ont été mises en place pour éviter tout incident

LYON
de [redacted] *envoyé spécial*

[redacted] l'extérieur, [redacted] *construction* [redacted] de quoi surprendre. [redacted] grands piliers [redacted] béton, [redacted] parallélépipède bleu enjambe littéralement [redacted] le laboratoire [redacted]. Tel un arthropode géant [redacted] promené [redacted] les quais du Rhône, [redacted] deux [redacted] de [redacted] Tony-Garnier, à un jet [redacted] pierre [redacted] Gerland. Là où l'on [redacted] un bunker, voici un gracile édifice. [redacted] les apparences [redacted] trompeuses. La construction [redacted] normes parasismiques. Là-haut, dans la boîte de verre pare-balles, une [redacted] boîte, blindée celle-là. Et [redacted] poupée [redacted]ferme un des laboratoires les plus sûrs et les plus sensibles [redacted] monde. Un « P4 », [redacted] le jargon scientifique : P pour « pathogène », 4 désignant le niveau [redacted] confinement maximal requis pour l'étude des bactéries [redacted] virus les plus dangereux.

Cette étrange structure sur pilotis n'est [redacted] un caprice d'architecte. La Fondation Marcel-Mérieux, qui [redacted] financé [redacted] projet de [redacted] millions de francs (7,62 [redacted] d'euros), manquait [redacted] simplement de place [redacted]. Un « P4 » devant être une construction indépendante, il n'était [redacted] question de l'installer [redacted] l'intérieur [redacted] laboratoire Mérieux. D'où [redacted] solution originale, que défend aujourd'hui Jacques Grange. [redacted] chercheur de l'Institut national [redacted] recherche médicale (Inserm), responsable technique du P4, l'évolution technologique permet de « *passer du blockhaus* [redacted] *structure légère capable d'encaisser des coups que n'encaisserait pas le béton* ».

R. BENA[redacted]-R. GAILLARD/GAMMA

Une [redacted] *sur pilotis, aux* [redacted] *parasismiques, qui enjambe* [redacted] *laboratoire Mérieux.*

FILTRAGE [redacted]

[redacted] fait, [redacted] laboratoire de haute sécurité, que Jacques Chirac inaugurera en mars, [redacted] à [redacted] les niveaux sa modernité. Pour s'en apercevoir, il [redacted] d'y entrer. Badge [redacted] confidentiel personnalisés pour chaque membre de l'équipe ouvrent [redacted] première porte. Après avoir [redacted] vêtements et objets personnels [redacted] mis [redacted] tenue chirurgicale, le chercheur enfile un scaphandre léger dérivé de ceux en usage dans le nucléaire. Il vérifie les zones fragiles que [redacted] les gants en caoutchouc.

Autre point sensible, la fiche où se branchera l'arrivée d'air pressurisé qui l'aérera [redacted] lui permettra de respirer. Derrière ce « [redacted] » dans la combinaison [redacted] niche un filtre absolu, un maillage très [redacted] se comportant, vis-à-vis de toute particule y pénétrant, comme [redacted] labyrinthe de galeries collantes. Le virus qui s'y logerait n'en sortirait pas.

On [redacted] dans un deuxième sas, dernière étape avant le saint des saints. La gâche magnétique [redacted] désactivée, le joint gonflant [redacted] rétracte, la porte s'ouvre. On se branche [redacted] l'une [redacted] soixante arrivées d'air, ce qui provoque dans le scaphandre un brouhaha auquel [redacted] faut s'habituer. Dans le local [redacted] maintenue une dépressurisation artificielle, principale arme de sécurité de [redacted] de laboratoire. Si l'enceinte de confinement fuit, l'air passe [redacted] l'extérieur vers l'intérieur [redacted] non l'inverse, empêchant la diffusion [redacted]o-organismes pathogènes dans la ville. De même, [redacted] le scaphandre [redacted] percé, [redacted] différence de pression [redacted] combinaison et le laboratoire in[redacted] virus ou de bactéries.

Hormis cela, le P4 ressemble [redacted] un laboratoire comme les autres. Centrifugeuses, [redacted] à flux laminaire, congélateurs, cages pour [redacted] animaux, salle de prélèvement avec [redacted] d'examen, etc. [redacted] étu[redacted] dans un premier temps les virus de Lassa [redacted] d'Ebola, spécialités de Susan Fisher-Hoch, [redacted] directrice britannique [redacted] laboratoire, qui a opéré pendant huit ans au P4 d'Atlanta. [redacted] cinq [redacted] Fondation [redacted] financera les recherches. « [redacted], *par nos travaux, de donner* [redacted] *ce laboratoire une crédibilité internationale qui* [redacted] *permettra d'obtenir par la suite des financements de partout* », lance Mme Fisher-Hoch.

Dans l'aire de travail du P4, la sécurité, quasiment invisible, est assurée par le biais de réseaux différents. Seul indice, un tableau d'affichage indiquant quelques paramètres. Dans leur scaphandre, [redacted] chercheurs disposent d'un micro [redacted] d'une oreillette reliés en permanence avec [redacted] standard. Toutes les prises électriques sont [redacted] par un ordinateur cen[redacted] pouvant prédire les pannes des appareils qui y [redacted] branchés en fonction [redacted] leur [redacted]tion. L'air [redacted] et renouvelé en permanence. Des caméras vidéo [redacted] l'animalerie.

L'accès aux cuves d'azote liquide dans lesquelles sont conservées les souches de virus est contrôlé par le « Big Brother » informatique. A l'image de l'alimentation électrique, tous les circuits sont doublés. Si la ligne [redacted] haute tension est coupée, deux onduleurs prennent le relais. Si eux-mêmes défaillent, deux générateurs électriques alimentent le laboratoire.

Quant aux déchets, liquides [redacted] solides – fluides corporels des animaux, litières, carcasses, instruments –, ils sont portés à la température [redacted] 128° C, bien au-delà des 60° C auxquels aucun virus [redacted] résiste. « *On tue deux fois les organismes*, plaisante Thierry Massé, virologiste à la Fondation Mérieux. *C'est ce que l'on appelle un labo "bretelles et ceinture".* »

POINT SENSIBLE NATIONAL

Quand le chercheur [redacted] terminé [redacted] travail, il passe par un sas [redacted] décontamination dans lequel, toujours vêtu de [redacted] combinaison, il subit une douche chimique, puis [redacted] mélange de désinfectant et [redacted] détergent. Aucun microbe ne survit à quatre minutes de [redacted] traitement.

Tout semble donc prévu pour empêcher l'accident. Mais, souligne M. Massé, « [redacted] *limite de la machine, c'est l'homme. Il va encore falloir vérifier* [redacted] *valider les procédures d'alerte* [redacted] *réel, avec les scaphandres. Le démarrage ne se fera qu'après environ six mois de labo-école, pendant lesquels* [redacted] *travaillera en mode P4 mais* [redacted] *virus P4.* » Même son de cloche chez M. Grange : « *Tous les matins, une check-list* [redacted] *établie, comme pour* [redacted] *avion qui décolle. Les gens qui entrent dans le P4* [redacted] *font pas n'importe quoi et ont un protocole à respecter.* »

Si l'on peut raisonnablement miser sur la conscience professionnelle des chercheurs, il [redacted] faut pas perdre de [redacted] que [redacted] danger peut aussi venir de l'extérieur. Actes de malveillance, attentats, beaucoup de scénarios ont été passés [redacted] revue. La structure [redacted] capable de résister à [redacted] tir de bazooka. Un dispositif top secret est installé pour neutraliser un commando. « *Nous* [redacted] *classés point sensible national*, précise M. Grange. [redacted] *réquisitionnables pour produire du vaccin* [redacted] *de crise majeure,* [redacted] *reliés directement avec* [redacted] *police et les pompiers.* »

Pour défendre la sûreté de [redacted] « bébé », Mme Fisher-Hoch rappelle que « *les gens de la NASA sont ven* [redacted] *pendant trois jours pour étudier les technologies utilisées ici. Ils pourraient s'en inspirer pour le laboratoire où seront étudiés les échantillons de sol martien* ».

Pierre Barthélémy

Quatre groupes de risque

Les agents biologiques [redacted] classifiés [redacted] quatre groupes [redacted] risque, auxquels correspondent quatre types de laboratoires :

■ Niveau 1. Il concerne [redacted] agents biologiques ne provoquant pas de maladie chez les travailleurs ou [redacted] animaux en bonne santé. Ils peuvent [redacted] manipulés sans protection particulière ;

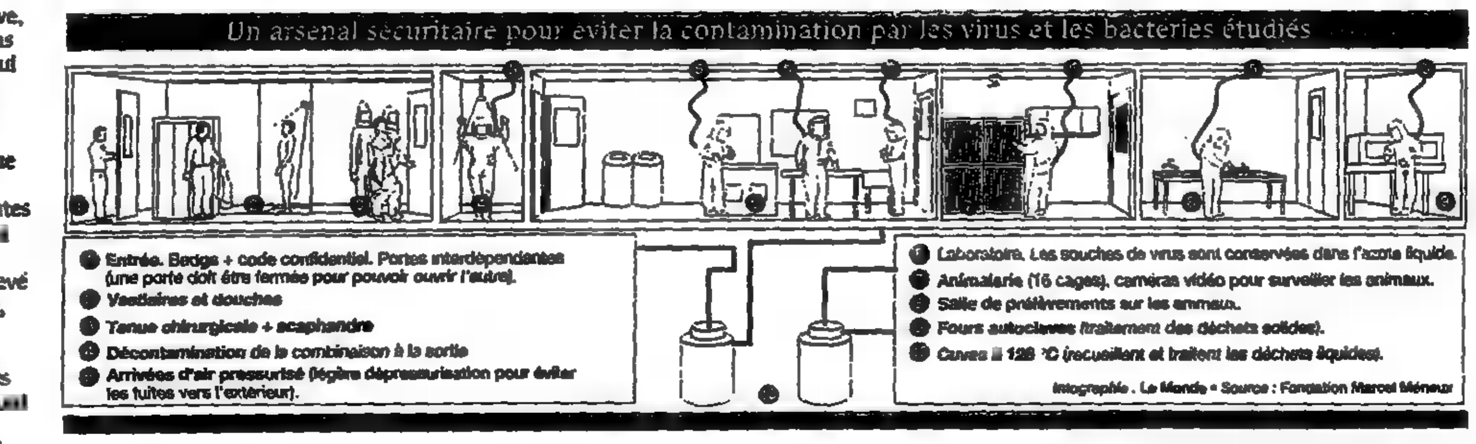
● Niveau 2. Il s'agit d'agents pathogènes qui, [redacted] circonstances normales, ne constituent [redacted] un danger sérieux et pour lequels il [redacted] traitements [redacted] et [redacted] mesures préventives limitant le risque [redacted] propagation. Figurent notamment dans [redacted] liste [redacted] staphylocoque doré, [redacted] salmonelles, la bactérie responsable de la maladie du légionnaire, les virus de [redacted] rubéole et [redacted] dengue. Travailler dans [redacted] laboratoire P2 nécessite des vêtements protecteurs et une hotte aspirante à flux laminaire ;

● Niveau 3. Ces agents pathogènes provoquent généralement [redacted] maladie grave, pouvant avoir [redacted] répercussions économiques sérieuses, mais qui [redacted] simple contact, [redacted] se traite [redacted] des agents antimicrobiens ou antiparasitaires. Le virus typique de niveau 3 est le VIH. Les laboratoires [redacted] enceintes confinées [redacted] contrôle [redacted] d'air [redacted] accès réglementé ;

■ Niveau 4. Ici, le risque [redacted] élevé pour l'individu et la collectivité, car les agents en question [redacted] facilement d'un individu à l'autre et les maladies très graves qu'ils provoquent [redacted] pour l'heure incurables. Sont notamment classés 4 [redacted] virus de Lassa, d'Ebola, de l'herpès simien et [redacted] variole.

Trois cousins seulement existent dans le monde

Le laboratoire de [redacted] est le plus moderne du monde dans sa catégorie. Il [redacted] dire que les P4 [redacted] « en scaphandre » [redacted] pas [redacted] rues. Aucun autre n'existe en Europe ; il y en a deux [redacted] Etats-Unis – l'un au Center for Disease Control (CDC) d'Atlanta, [redacted] Géorgie, l'autre [redacted] centre de recherche [redacted] l'armée, à Fort Detrick, dans le Maryland – [redacted] un en Afrique [redacted] Sud. Le Canada en achève [redacted] autre. [redacted] c'est [redacted] Novosibirsk a [redacted] fermé par [redacted] ses, [redacted] crédits. [redacted] Japon et l'Australie avaient également construit [redacted] leur mais, sous la pression de la population, ils n'ont jamais étudié de virus de risque 4. Les chercheurs emploient parfois [redacted] sortes de P4 miniatures, petits caissons étanches baptisés « boîtes à [redacted] », dans lesquels ils ne peuvent que passer les mains pour [redacted] manipulations [redacted] travers d'épais gants peu commodes d'utilisation.



Tous les dispositifs mis en œuvre, des sas d'entrée aux fours autoclaves en passant par les scaphandres pressurisés, sont destinés à la fois à protéger les chercheurs et à éviter l'"évasion" des agents pathogènes vers l'extérieur du laboratoire.

Les militaires concentrent leurs recherches sur l'évaluation et la prévention des risques

LE SERVICE de santé des armées et [redacted] délégation générale pour l'armement [redacted] la responsabilité, [redacted] France, d'étudier [redacted] manières [redacted] prémunir contre [redacted] effets d'un arsenal biologique. Leurs recherches portent aussi [redacted] les risques nucléaire [redacted] chimique. Ces travaux [redacted] menés, en priorité, par les laboratoires du centre d'études du Bouchet (Essonne) [redacted] par ceux du Commissariat [redacted] l'énergie atomique (CEA), [redacted] Fontenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine). On s'y préoccupe surtout d'évaluer la menace, [redacted] mettre [redacted] point et d'expérimenter les matériels [redacted] les équipements destinés [redacted] protéger les combattants ou [redacted] population, [redacted] de surveiller les contaminations de l'environnement.

Au Bouchet, par exemple, un service de microbiologie oriente plus spécialement [redacted] activités sur la menace que représentent les agents biologiques les plus reconnaissables (bactéries, virus ou toxines) et [redacted] méthodes [redacted] détection, d'identification, d'alerte et de contrôle. Les moyens du service [redacted] appel [redacted] chimioluminescence, [redacted] bioluminescence, [redacted] l'analyse immunologique, à la biologie moléculaire [redacted] cellulaire. Pour l'instant, l'arsenal biologique [redacted] ceci de particulier – par rapport aux armes nucléaires [redacted] chimiques – qu'il [redacted] plus spéculatif que réel [redacted] d'emploi [redacted]. Il existe davantage de présomptions que de preuves concrètes [redacted] apparition sur [redacted] champs [redacted] bataille.

[redacted] incertitudes demeurent [redacted] la [redacted] biologiques, leur temps de latence, la nature [redacted] l'étendue de leurs effets potentiels [redacted] le terrain ; notamment [redacted] la capacité d'une armée à [redacted] contrôler l'extension [redacted] à la limiter [redacted] but poursuivi [redacted] l'état-major de façon [redacted] en éviter le choc en retour contre [redacted] propres troupes. Concrètement, en l'absence de [redacted] vaccination, l'épidémie peut toucher amis et ennemis. Mais, d'un [redacted] côté, [redacted] immunisation de l'agresseur [redacted] de son adversaire [redacted] les [redacted] camps sur [redacted] pied d'égalité, [redacted] diffusion des agents pathogènes [redacted] permettant de clouer au sol ni l'un ni l'autre.

UNE [redacted]

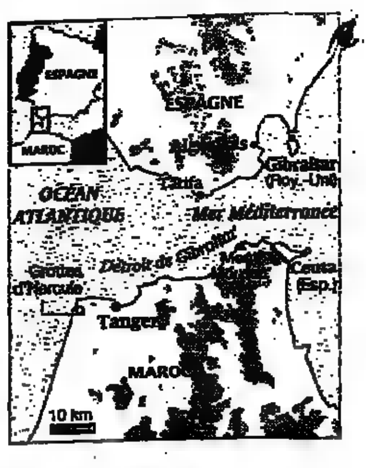
Depuis 1972, une convention internationale prohibe, en principe, la préparation de la guerre biologique en laboratoire, qu'il s'agisse d'agents létaux – comme le [redacted] du charbon, [redacted] choléra, [redacted] peste pulmonaire, [redacted] typhoïde, [redacted] typhus épidémique, la fièvre jaune, [redacted] variole et autres encéphalites [redacted]missibles – ou d'agents incapacitants – telles [redacted] dysenterie, [redacted] brucellose, certaines fièvres, [redacted] dengue ou la grippe. Autant d'agents pathogènes connus des [redacted] du monde entier et dont [redacted] production de [redacted] requiert des moyens industriels – par congélation, lyophilisation [redacted] micro-encapsulation – difficiles à rassembler, à la différence de ce qui [redacted] nécessaire pour disposer d'agents chimiques.

Les chercheurs français font par ailleurs observer [redacted] la période de nocivité d'une attaque biologique est, [redacted] général, très courte et que l'assaillant doit choisir [redacted] agent contre lequel la thérapeutique [redacted] précaire. Ce qui limiterait la gamme [redacted] produits potentiellement utilisables à des fins militaires [redacted] une vingtaine d'agents pathogènes dont les effets dépendent de la sensibilité de chaque individu et de facteurs extérieurs variables, comme les conditions météorologiques. S'il devait y avoir un danger majeur [redacted] immédiat, il devrait plutôt provenir de la frontière extrêmement ténue [redacted] certaines [redacted] biologiques [redacted] les armes chimiques. C'est [redacted] cas du [redacted] du charbon, des toxines botuliniques [redacted] des entérotoxines du staphylocoque B.

Ces substances infectieuses peuvent être sécrétées par reproduction naturelle d'agents vivants et être ensuite dispersées, quasi[redacted] en aérosol, au moyen de vecteurs conçus pour des armes chimiques. Larguées de la sorte, [redacted] manière d'un [redacted] de combat, elles [redacted] effets létaux considérables (75 [redacted] taux de mortalité), selon les experts, dans des délais rapides mais différés (jusqu'à cinq jours après l'attaque).

Jacques Isnard

صكنا من الاهل



Au-delà de Benzou, village musulman de l'enclave hispanique de Ceuta, se déploie une vue imprenable sur le djebel marocain Moussa – et son contrefort, la « montagne de la Femme-Morte » – qui se veut le pilier méridional des mythologiques colonnes d'Hercule (ci-contre) ; le pilier septentrional est formé par le djebel Tarik, du nom d'un guerrier arabo-berbère médiéval dont les langues européennes ont fait « Gibraltar » (en bas à droite). Tanger (en haut à droite) essaie par ses illuminations de rivaliser avec la riche contrebandière Ceuta.

PATRICK [illegible]

Zigzags dans l'histoire, entre les colonnes d'Hercule

Au confluent de l'Atlantique et de la Méditerranée, choc des irrédentismes et des cultures, échanges, trafics et entraves à la circulation jettent leurs piments sur un quatuor de cités

DÉTROIT [illegible] GIBRALTAR
[illegible] *envoyé spécial*

[illegible], quatre statuts territoriaux, cinq idiomes [illegible] et commercent tout en se regardant en chiens de [illegible] de part et d'autre [illegible] colonnes d'Hercule, haut lieu géopolitique où a toujours [illegible] avec force le vent [illegible] – sans parler de trois vents [illegible] : sirocco, vendaval, levantin. [illegible] quart du trafic maritime mondial – sans compter hydroglisseurs, [illegible] autres *pateras* – [illegible] toujours entre d'un côté le roc britannique, [illegible] l'autre le djebel marocain [illegible] et le Monte-Hacho espagnol à Ceuta, chacun [illegible] deux se voulant le pilier méridional sur lequel [illegible] fils de Jupiter [illegible] d'Alcmène s'arc-bou[illegible] pour séparer Afrique et Europe, pour marier [illegible] et Océan.

Un endroit idéal pour vivre, séjourner [illegible] escale que [illegible] rectangle [illegible] cinquantaine de kilomètres de long sur une quinzaine [illegible] large, où l'on parle et prie en berbère, arabe, castillan, anglais [illegible] français ; où l'on porte djellabas, foulards, kippas, [illegible] bikinis ; où l'on prépare, [illegible] la même maison, couscous, paëlla, steaks-[illegible] pudding ; [illegible] murailles portugaises de [illegible] l'[illegible] de saint Jean de Dieu, le palais sultanesque de [illegible] Hutton à Tanger, les oléastres du maquis suspendu [illegible] dans lequel s'est sans doute perdu [illegible] « *marin* » [illegible] Marguerite Duras et le culte moderne [illegible] à Algésiras [illegible] là pour [illegible] vieilleries et tenants [illegible] l'écologie.

Seulement voilà, [illegible] souvenance, [illegible] l'Antiquité à l'Union européenne, la politique a troublé [illegible] eaux vert-bleu profond (935 mètres) du Détroit [illegible] rondes collines [illegible] deux [illegible]. De Tarik, [illegible] islamisa les [illegible] un demi-millénaire, à Henri l'infant navigateur de Lisbonne qui, en 1415, [illegible]nisa Ceuta, jusqu'aux Anglais prenant [illegible] en [illegible] pour enquiquiner Louis XIV ; de Nelson, le vainqueur [illegible] Trafalgar, au sultan [illegible] V tonnant contre le [illegible] franco-hispanique, jusqu'au Kaiser débarquant [illegible] Maroc, on a là [illegible] échantillon des cent événements [illegible] ayant [illegible] ce petit quadrilatère [illegible] roche sèche [illegible].

A Tanger, ex-chef-lieu [illegible] interlope d'une poche internationale (1923-1956, [illegible] durant l'occupation franquiste [illegible] 1945), mué [illegible] conurbation mag[illegible] 800 000 habitants, on ne retrouve pas, au milieu de la luxuriance démographique, ce goût pour le « *laissez-mourir* » que convoque Tahar [illegible] Jelloun [illegible] film [illegible] *d'en face* (1996).

DÉSAMOUR ROYAL

Le poids historique [illegible] humain [illegible] Tanger, sa légende [illegible] (depuis 1900, [illegible] y a [illegible] quarante-cinq longs métrages et autant [illegible] créa[illegible] y [illegible] travaillé, de [illegible] à Daniel [illegible] *via* [illegible]tisse, [illegible] et Mohamed Choucri), auraient dû en [illegible] la reine du [illegible]. Il eût fallu également pour [illegible] que [illegible] capitale [illegible]caine [illegible] fût promotionnée [illegible] son roi, qui [illegible] ne [illegible] pas et n'y vient jamais. Le désamour royal ne justifie pas [illegible] moins l'incurie municipale qui [illegible] poubelles [illegible] honorer jusqu'au cœur même de la ville.

Ceuta, malgré ses 80 000 âmes et ses 19 kilomètres carrés seulement, profite [illegible] la nonchalance [illegible]roise. Catholiquissime, militaris[illegible] (son monument [illegible] s'effrite [illegible] entretient [illegible] musées militaires), contrebandière sans frein [illegible] ses vitrines bourgeoises, elle se hausse, elle se pousse, elle [illegible] le [illegible] régio[illegible]nal. Elle [illegible] obtenu d'être zone franche puis municipe autonome des Espagnes, elle [illegible] construit « *le plus beau parc maritime* [illegible] », une jetée neuve [illegible] de nouvelles arcades ; [illegible] enfin la subventionne, [illegible] le même processus qu'à Gibraltar.

En une demi-heure, [illegible] moelleux [illegible] sur [illegible] d'air rallient sans [illegible] Algésiras, [illegible] que le havre andalou n'est [illegible] à Tanger, par [illegible] poussifs ferries, qu'en deux heures et demie. Ceuta [illegible] éclate [illegible] lumière [illegible] Singapour [illegible] Alicante et elle voudrait bien être un peu les deux. Hélas pour elle, comptoirs et colo[illegible] sont de nos jours marqués d'infamie, et, malgré la chirurgie esthétique, Ceuta ne sera jamais que la [illegible] morganatique de l'[illegible].

Vis-à-vis, Gibraltar a [illegible] durant deux cent cinquante ans sur le [illegible] son hégémonie [illegible] en *understatement* (de façade). A présent [illegible] dont [illegible] 30 000 [illegible] du Peñon [illegible] à cinquante clubs), c'est « *ne ja*[illegible] *devenir espagnols* ». Bien [illegible] catholiques [illegible] latins [illegible] latinisés à près de 75 %, ils [illegible] forgé un *gi*[illegible] qu'ils comparent [illegible] spécificité andorrane : « *Juan Car*[illegible] *comme co-prince avec* [illegible] *pour Andorre,* [illegible] *président français et* [illegible] *évêque* [illegible]*talan, oui ; le roi d'Espagne comme seul maître, non, plutôt partir !* »

Du coup, les Castillans entravent les mouvements terrestres [illegible] La Linea et [illegible] vols depuis l'aéroport artificiel de *Gib* vers les métropoles européennes, excepté Londres. « *On s'en fout,* sifflotent [illegible] Gibraltariens, *notre paradis fiscal loge 70 000 sociétés et* [illegible] *recevons six millions de visiteurs par an, soit autant qu'Algésiras et Tanger réunies.* »

Création arabe dont le nom, comme [illegible] *île*, Algésiras (100 000 [illegible]) [illegible] dans le quatuor de la Passe ; le participant qui fait le moins d'histoires et en a donc le moins à confier. Entre la [illegible] conférence euro-chérifienne de [illegible] qui régla pour [illegible] cinquante ans le sort de la région et les arrivées massives de clandestins africains et nord-africains ces derniers lustres, Algésiras n'a rien à raconter hormis sa benoîte prospérité [illegible]. Les Algésiraliens vous distraient en vous expédiant à Tarifa, « *point* [illegible] *mieux* [illegible] *d'Europe* ». [illegible] un détour de la corniche, on est soudain jeté dans un monde donquichottesque multiplié [illegible] géantifié : [illegible] perte [illegible] vue tournent, en haut de leurs pylônes, les blanches ailes, les trois pétales métalliques, de centaines [illegible] méga-éoliennes alimentant l'Andalousie en énergie propre. Les esthètes [illegible] au [illegible] paysager, [illegible] qui n'a pas empêché les gigantesques [illegible] aluminium de [illegible] la super-attraction du détroit de Gibraltar. En attendant le pont ou le tunnel qui un jour annulera le travail d'Hercule.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Regain de tension britannico-espagnol

« Le motif de ce blocage est politique et relève de la campagne espagnole pour récupérer le Rocher. Alertez votre eurodéputé ! » **Les automobilistes, bloqués ces jours-ci, durant [illegible] heure et plus, par les Espagnols, à la frontière hispano-gibraltarienne, ont pu mémoriser les affiches multilingues du Groupe pour l'autodétermination de Gibraltar (*Le Monde* daté 14-15 février). On n'en est pas à la fermeture totale, par Madrid, de la grille entre le Peñon et la Péninsule, [illegible] de 1969 à 1985, mais le fait est que [illegible] membres de l'Union européenne se querellent au détriment [illegible] habitants et des voyageurs, au sujet d'un territoire appartenant lui-même à l'Union... En face, les Marocains n'entravent pas la circulation [illegible] la *« place espagnole* [illegible] *»* [illegible] Ceuta [illegible] rappellent néanmoins l'avis donné par Hassan II, dès 1975 : *« Le jour où l'Espagne aura Gibraltar, le Maroc aura Ceuta, car personne au monde ne permettra qu'un seul Etat possède les deux verrous de la même passe stratégique mondiale. »***

Carnet de route

■ [illegible] Vol Royal [illegible] Maroc (tél. : 01-44-94-13-10) Paris-Tanger le mardi, 1 600 F (244 €) aller-retour. [illegible] Algésiras-Ceuta [illegible] hydroglisseur, 400 F (61 [illegible]) l'aller pour un [illegible] et son véhicule. Les quatre ports du [illegible] entre [illegible] Gibraltar [illegible] Ceuta.

■ [illegible] A Tanger, le Dawliz, avec vue sur le [illegible] 325 F la nuit (50 [illegible] Tél. : 00-212-933-18-12. A La Linea (Espagne), le Rocamar, [illegible] vue sur le Penon. [illegible] F la nuit (40 €). Tél. : 00-34-956-176-923.

■ **Voyagiste.** L'agence Calypso, [illegible] Tanger, organise [illegible] séjours dans la région, notamment des « tours écologiques » pour [illegible] personnes au Maroc nord. Tél. [illegible] fax : 00-212-993-85-32.

■ [illegible] A 50 km au sud de Tanger, les 170 menhirs [illegible] : à Souk-Etnine-de-Sidi-Yéméni, [illegible] indiquer la piste ([illegible] km). [illegible] Ceuta, l'ermitage [illegible] pour le panorama bicontinental. A Gibraltar, [illegible] parc [illegible] d'Upper Rock. [illegible] Algésiras, la salle zelligée de la [illegible] de 1906 à la *Casa consistorial* (mairie).

● **Publications.** Livres en français, espagnol, arabe, anglais à la librairie [illegible] Colonnes, Tanger (tél. : 00-212-993-69-55). *Ibn Battouta, prince* [illegible] *voyageurs,* [illegible] Lotfi Akalaÿ, Fennec, Casablanca ; *Autour de la Méditerranée*, de Fernand Braudel, Livre de poche ; *Ceuta aux époques almohade* [illegible] *mérinide,* [illegible] Mohamed Chérif, Harmattan. [illegible] Michelin *Espagne* et *Maroc.* [illegible] *D 3,* mensuel culturel francophone tangerois.

(Tous [illegible] *numéros de téléphone sont libellés pour être composés* [illegible] *France.)*

EVASION

DirecTours.
La LOUISIANE c'est DIRECTOURS
18 hôtels [illegible] la Nouvelle Orléans. 12 Plantations et Bed and Breakfast dans tout le pays.
Autotours individuels et circuit accompagné.
Transferts en limousine, visites privées, etc...
[illegible] prix directs. Producteur imbattable.
BROCHURE SPÉCIALE sur demande.
Brochures gratuites [illegible].45.62.62.62 ou de province au 08.01.63.75.43
Minitel 3615 Directours (2,23 F/mn)
Internet : www.directours.fr
90, av. des Champs-Elysées, PARIS 8e
Membre SNAV Garantie APS

TREK OU DÉCOUVERTE ?
L'ESSENTIEL DU VOYAGE AVEC
Club Aventure
0 803 306 032
Tél. : 01 44 32 09 30
Internet : clubaventure.fr
3615 CLUBAVT
18 rue Séguier 75006 Paris

ISLANDE
ILES FÉROÉ
Rendez-vous avec la nature
Partez avec [illegible] à bord du NORRÖNA
CONTACTEZ VOTRE AGENCE DE [illegible] OU L'AGENT GÉNÉRAL
TOURISME voyages gallia
12, rue Auber, 75009 Paris
Tél. 01 53 43 36 96 - Fax 01 47 42 84 07
Internet : http://www.gallia.ikor.fr

Paris/Athènes*
575F
AIRHELIADES

CUENDET Le spécialiste de la Location de demeures de Charme
propose depuis [illegible] ans la plus belle collection de villas, fermes et appartements en châteaux aux amateurs de culture [illegible] calme, de confort [illegible] qualité.
Prix à partir de 3.500 F/semaine
Catalogue Italie (Toscane, Ombrie, Vénétie...) 336 pages, 30 F
N°Vert [illegible] 909222 - 907885 - 907888

Vos vacances sont sur Minitel
Offres de dernière minute
Spécial départs immédiats prix exceptionnels à saisir [illegible] !
Vols, [illegible] circuits, croisières [illegible]
+ de 2000 [illegible] infos enneigement
3617 AIREVASION
3617 ECOVOYAGE
3617 INFONEIGE

© MIGUEL GONZALEZ/LAIF

PLUMES DE FRANCE

Sur les pas des écrivains

QUI N'A VISITÉ un [redacted] lieux à gueule d'atmosphère dont on garde [redacted] jamais le souvenir ? L'un [redacted] ces endroits [redacted] un écrivain a nourri son inspiration [redacted] défaut d'y ancrer sa vie. Ainsi, [redacted] Chambéry, les Charmettes, enfouies dans l'herbe d'un vallon, happant les arbres par toutes leurs fenêtres. Univers bucolique d'où sont issues les *Confessions*, [redacted] *Rêveries d'un promeneur solitaire* nommé [redacted]. Ou, en Touraine, le manoir [redacted] Saché, refuge de [redacted]. Pour le bicentenaire [redacted], en 1799, la France multiplie les célébrations.

L'Indre tourangelle [redacted] pages [redacted] romans, notamment *Le Lys* [redacted] *la vallée*. D'où [redacted] itinéraire qui, au « jardin de France », met [redacted] d'une pléiade [redacted] grands hommes : [redacted] La Devinière, maison [redacted] champs [redacted] la famille de Rabelais [redacted] Seuilly ; [redacted] Prieuré de Saint-Cosme, qui inspira [redacted] Ronsard ; au manoir du Clos-Lucé, [redacted] s'illustra Léonard [redacted] Vinci (on [redacted] verra certaines [redacted] machines [redacted] maquette du premier aéroplane) ; [redacted] au château [redacted] Saché, qui enchanta l'auteur [redacted] *La Comédie humaine*. Deux journées [redacted] nuit en Logis [redacted] France [redacted] étoiles, demi-pension [redacted] billets d'entrée inclus, [redacted] (73 €) par personne en chambre double. Auprès du service loisirs-accueil, tél. : 02-47-48-37-27.

LE « GUEULOIR » DE FLAUBERT

Henri Alban Alain-Fournier enflamme [redacted] imaginations. Aussi un week-end littéraire en Berry s'attache-t-il [redacted] ressusciter la fête, étrange [redacted] poignante, du *Grand Meaulnes*. [redacted] une maison du XVIIIe siècle aménagée en chambres d'hôtes, dîner aux chandelles. Le lendemain, pèlerinage [redacted] sources : Gué de la Pierre, maison natale, [redacted] la Chapelle-d'Angillon. Temps fort [redacted] cette imprégnation, le pique-nique « à l'ancienne » dans le [redacted] mystérieux, à l'abbaye [redacted] Loroy. De mi-avril [redacted] mi-novembre, en groupe [redacted] (quatre à six inconditionnels [redacted] romancier), [redacted] € [redacted] personne pour [redacted] nuits en chambre d'hôtes [redacted] épis et petits déjeuners, [redacted] aux chandelles et pique-nique inclus. Auprès du service loisirs-accueil [redacted] (tél. : 02-48-67-00-18).

Autre lieu, autre tempérament. Flaubert et ses dissections psychologiques. La Normandie fut son fief. La chambre où il naquit est à Rouen, dans l'ancien pavillon du chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu devenu Musée Flaubert, [redacted] « gueuloir » – ce qui [redacted] de l'al[redacted] tilleul, où il vérifiait à haute voix [redacted] textes – au pavillon de Croisset, [redacted] Canteleu. Quant [redacted] campagne environnante, avec ses pommiers en fleur au printemps, [redacted] est un livre ouvert [redacted] lire *Madame Bovary*. S'attarder [redacted] Ry, le Yonville du roman. Pour de plus amples renseignements (carte touristique, parcs [redacted] jardins en Normandie, circuit Flaubert), s'adresser au comité départemental du tourisme [redacted] Seine-Maritime (tél. : 02-35-12-10-10).

DERRIÈRE PAGNOL, [redacted] DOS D'ÂNE

Grand oublié [redacted] touristiques, Racine. Pour avoir, trop tôt, été ressassé dans le secondaire ? Ecrivant pour la [redacted], il vécut [redacted] son sillage. Pour [redacted] sillonner [redacted] environs de Paris : la vallée de Chevreuse, les ruines [redacted] Port-Royal-des-Champs, haut lieu du jansénisme, Versailles évidemment, et Saint-Cyr, où [redacted] jeunes filles [redacted] la Maison Saint Louis jouèrent *Esther*. Pour le tricentenaire [redacted] sa mort, le conseil général [redacted] Yvelines (tél. : 01-39-07-71-83) organise un programme très complet [redacted] manifestations : expositions (« Saint-Cyr, maison royale » jusqu'au 2 mai, « Racine, Phèdre : le choix [redacted] l'Absolu », [redacted] 9 avril [redacted] août), circuits touristiques, promenade littéraire, promenade musicale [redacted] adaptées aux enfants.

Aux antipodes [redacted] la langue classique, la veine méridionale d'un Pagnol [redacted] d'un Giono. Le service loisirs-accueil des Bouches-du-Rhône (tél. : 04-90-59-49-36) [redacted] l'office [redacted] tourisme d'Aubagne (04-42-03-49-98) proposent respectivement un « Voyage avec mon [redacted] au pays [redacted] Pagnol » et un circuit commenté en bus quand le centre Jean-Giono [redacted] Manosque (tél. : 04-92-70-54-54) [redacted] prévu [redacted] randonnée littéraire sur [redacted] Giono en haute Provence [redacted] en Trièves.

Si l'on [redacted] manquer [redacted] munitions, emporter [redacted] petit guide *Personnages célèbres*, pratique et synthétique, [redacted] spécialement par le Salon des vacances en France (40 F, 6 €, au 04-78-62-33-62), *La France des écrivains*, sous la direction d'Emmanuel [redacted] (Gallimard) et l'album *Jardins d'écrivains*, de José Cabanis et Georges Herscher (Actes Sud), qui traduit parfaitement ce « *va-et-vient du* [redacted] *à la réalité* ».

D. T.

Week-end « antiquités » à Maastricht

Du 13 au 21 mars, la ville la plus méridionale des Pays-Bas sera [redacted] du monde – des antiquités et de l'art, s'entend. Le traité de Maastricht lui conférait une [redacted] austère. Erreur : [redacted] une beauté pétillante [redacted] vie, jeune en ses habits anciens.

Au milieu, la Meuse. Rive gauche, le nouveau quartier, [redacted] par la tour du Bonnefantenmuseum (belle collection d'art médiéval), qui prépare, pour l'an 2000, une exposition sur la tradition [redacted] ateliers. Et, dans Hoogbrugstraat, enseignes au-dessus des portes et ancien hôpital Saint-Gilles, longue bâtisse basse et rouge. Rive droite, la vieille ville, entièrement pavée. Stokstraat, avec ses maisons XVII-XVIIIe siècle, est la plus belle rue.

Maastricht compte, [redacted] quelque 120 000 habitants (dont 10 % d'étudiants), 53 églises, 250 enseignes, 450 cafés-restaurants. Et des statues en bronze : la Proue, à l'entrée [redacted] Plankstraat, l'Amazone, sur Bezemstraat-[redacted]e – deux œuvres d'Arthur Spronken – et, à l'extrémité de Stokstraat, [redacted] sur [redacted] bord derrière [redacted] Bonne Femme Lunch Café (atmosphère, musique classique, prix raisonnables), d'un muret, un jeune garçon que son chien contemple avec amour. Pause au de Böbbel (32, Wolfstraat), café typiquement maastrichtois – longue table centrale et [redacted] sur le plancher. Quand on [redacted] enfin qu'environ 450 000 bouteilles (vins français à 90 %) dorment sous les voûtes de la maison Thiessen (Grote Gracht, 18) et que les antiquaires sont sur Pieterstraat, Rechtstraat et Bredestraat, on aura quelque idée des attraits de la ravissante capitale du Limbourg.

[redacted] notre envoyée spéciale, Danielle Tramard

★ The European Fine Art Fair, tél. : 00-31-73-614-51-65. Entrée (180 F, 27 €), catalogue inclus, auprès de la FNAC (tél. : 01-49-87-54-54).
★ Réservations d'hôtel au 00-31-43-383-83-83. Hôtel Mabi (tél. : 00-31-43-351-44-44), séduisant, [redacted] le thème du cinéma ; château Saint Gerlach (tél. : 608-88-88), luxueux.
★ Forfaits Koné-Voyages (tél. : 01-53-42-12-24) et Europauli (agences de voyages). [redacted] de tourisme des Pays-Bas, tél. : 01-43-12-34-20. Avec Thalys, Maastricht est à trois heures de train de Paris.

A tous prix

■ **1 335 F (204 €) : un week-end « grandes marées » en Bretagne.** A Saint-Quay-Portrieux, [redacted] escapade tonique [redacted] balade sur le sentier [redacted] douaniers, pêche [redacted] pied [redacted] découverte de l'île [redacted] Bréhat. Pour finir la journée : soirée casino ! Prix par personne pour deux nuits en chambre double [redacted] hôtel « 3 [redacted] » et demi-pension. Enfants de 5 à 11 ans : 440 F (67 €). Les meilleurs week-ends : 21 mars, 18 avril, 17 mai et [redacted] octobre. Renseignements au 01-53-63-11-53.

■ **3 100 F (473 €) : une semaine « golf » au Pays basque** proposée, [redacted] 1er mars au 3 avril, par Philippe Mendiburu au centre d'entraînement d'Ilbaritz (tél. : 05-59-43-77-87), [redacted] km de Biarritz. Le prix, par personne, inclut un stage d'initiation de 5 jours et 6 nuits en chambre double (1 300 F, 198 €, le supplément single) avec petits déjeuners [redacted] une [redacted] du XVIIe siècle restaurée. Pour un accompagnant : 1 550 F (236 €). Pour un stage « perfectionnement » : 4 570 F (697 €). Forfaits similaires sur un week-end (2 nuits). Renseignements au 05-59-43-83-00.

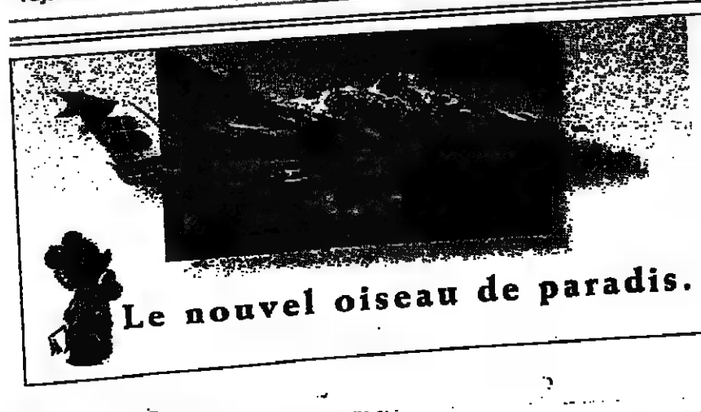
■ **17 700 F (2 698 €) : un raid découverte au Vietnam** (1 200 km), du 16 [redacted] 26 avril, d'Ho Chi Minh-Ville à Hué, hors des sentiers battus. Ni chrono [redacted] compétition, mais la découverte d'un pays et de sa population. On circule en toute liberté, au volant d'un 4 × 4 climatisé. Egalement proposé un parcours de 2 200 km au Tonkin (du 24 avril au [redacted] mai, [redacted] F, [redacted] €) et la possibilité d'opter pour une [redacted] (125 cc). [redacted] prix incluent l'avion, l'hébergement en chambre double, [redacted] repas, le véhicule, l'assurance et l'assistance. En sus, l'essence, le visa et le permis vietnamien. Renseignements auprès [redacted] Raids découvertes (tél. : 01-44-09-70-70).

DÉPÊCHES

■ **VILLAGES À LA CARTE.** Tous [redacted] villages de vacances sur [redacted] (légendée en cinq langues) avec, pour chacun, [redacted] niveau [redacted] qualité des loisirs, des services, du logement [redacted] du site. De quoi comparer et choisir, en connais[redacted] [redacted] cause, un lieu [redacted] séjour correspondant à ses besoins et [redacted] ses moyens. Diffusée par Loisirs [redacted] France, 8, rue César-Franck, 75015 Paris ou *via* le Minitel 3615 LdF.

■ **L'ESPAGNE SUR INTERNET.** Au sommaire du site Internet (www.espagne.infotourisme.com) ouvert par l'Office espagnol du tourisme (tél. : 01-45-03-82-50) : formalités, transports, héberge[redacted] (dont les parador), musées, agenda [redacted] fêtes, adresses utiles [redacted] présentation [redacted] pays, région par région.

■ **MANOSQUE EN LIVRES.** Deux courtes histoires [redacted] la ville pour décor : *Manosque aller-retour*, d'Ahmed Zitouni, une nouvelle [redacted] parfum [redacted] nostalgie, [redacted] *Vierge noire*, [redacted] René Frégni, un roman noir plein [redacted] sel. Gratuits à l'Office de tourisme (tél. : 04-92-72-16-00) [redacted] F (1,52 [redacted] en librairie (éditions [redacted] temps).



Désormais, en 1h50 à peine, vous pourrez vous rendre au coeur du paradis Asturien, au nord de l'Espagne. Là, se dressent, du niveau de la mer jusqu'à 2000 mètres d'altitude, les spectaculaires Pics d'Europe et d'immenses forêts de hêtres et de chênes.
La Principauté des Asturies, dispose aussi d'une offre hotélière très étendue et de tout confort située dans des sites historiques et des paysages d'une beauté surprenante. Vous serez séduits par cette région aux activités sportives variées et multiples, ainsi que par sa cuisine raffinée où se marient harmonieusement produits de la mer et du terroir, tradition et modernité.
Alors qu'attendez-vous? Le nouveau jet CANADAIR, (IBERIA RECIONAL, opère par AIR NOSTRUM), décolle de Paris trois fois par semaine pour vous y conduire.
Asturies toujours, paradis de la nature.

Pour tout renseignement complémentaire, [redacted]tacter l'Office Espagnol du Tourisme à Paris. Tél.: 01 [redacted] 82 50 et 01 45 03 82 57. Fax: 01 45 03 82 51. Minitel 3615 ESPAGNE (0,12 F l'accès 1,29 F/minute).

Le nouvel oiseau de paradis.

IBERIAregional
AIR NOSTRUM

Asturies paradis de nature

PRINCIPADO DE ASTURIAS
CONSEJERIA DE ECONOMIA

هكذا من الاصل

Une judoka belge part en croisade contre les fédérations

Christelle Deliège attaque le système de sélection des fédérations sportives devant la Cour européenne de justice. Les quotas de nationalité, qui permettent une représentativité de tous les pays, pourraient être remis en cause

Vexée [redacted] ne pas être sélectionnée [redacted] équipe nationale de Belgique lors [redacted] deux dernières éditions des Jeux olympiques, la judoka Christelle Deliège a décidé de saisir les juridictions civiles. Le tribunal de première instance de Namur (Belgique) a renvoyé l'affaire devant la Cour de justice des cours européennes, laquelle [redacted] entendu les différentes parties, mardi 23 février [redacted] Luxembourg. Conseillée par le même avocat que le footballeur Jean-Marc Bosman, Christelle [redacted] s'en prend [redacted] pouvoir [redacted] fédérations sportives, seules habilitées [redacted] sélectionner les athlètes. Le sys[redacted] des quotas de nationalité, qui permet aux petits pays de participer [redacted] grandes manifestations, [redacted] remis en cause. Un « arrêt Deliège » aurait des conséquences incalculables [redacted] encourageant d'autres sportifs recalés [redacted] porter plainte [redacted] leur fédération.

LUXEMBOURG
de notre envoyé spécial

C'est un petit bout [redacted] femme de 52 kilos qui, en bonne judoka qu'elle est, veut faire vaciller plus lourd qu'elle. Cheveux blonds en bataille, orgueil [redacted] fleur [redacted] peau. Christelle Deliège marche indubitablement sur les [redacted] de Jean-Marc Bosman. Ce dernier avait réussi [redacted] faire plier [redacted] fédérations sportives sur la question de [redacted] libre circulation [redacted] footballeurs professionnels au sein de l'Europe communautaire. Comme lui, Christelle Deliège [redacted] belge. Conseil[redacted] par [redacted] même avocat, Me Luc Misson, la voilà [redacted] tour devant la Cour [redacted] justice des communautés européennes. Mardi 23 février à Luxembourg, les juges [redacted] plus [redacted] autorité juridictionnelle [redacted]péenne ont entendu [redacted] parties s'exprimer sur une [redacted] appelée à faire autant de bruit que l'arrêt Bosman, si la Cour donne raison à la plaignante.

[redacted] Deliège, vingt-six ans, pratique le judo depuis 1983. Championne du monde juniors, [redacted] s'estime victime, en 1992, de la guerre linguistique qui divise régulièrement [redacted] Belgique : alors qu'elle s'attendait [redacted] être sélectionnée pour [redacted] Jeux olympiques [redacted] Barcelone, la jeune francophone doit céder [redacted] place [redacted] compatriote flamande. Christelle Deliège n'est alors qu'au [redacted] début du conflit qui [redacted] l'opposer, plusieurs années durant, [redacted] la [redacted]tion belge [redacted] judo. Les saisons qui vont suivre [redacted] être marquées par de nouvelles non-sélections en équipe nationale, [redacted] Fédération mettant en [redacted] le « *mauvais [redacted]tère* » de la judoka ainsi que ses ab[redacted] répétées aux entraînements [redacted] stages [redacted] préparation. Furieuse de ne pas être retenue pour le Tournoi [redacted] Paris de février 1996, [redacted] obligé pour participer [redacted] JO d'Atlanta, [redacted] Deliège [redacted] le tribunal de première instance [redacted] Namur (Belgique), qui [redacted] de [redacted]voyer l'affaire devant la Cour européenne de justice.

La question principale posée aux magistrats européens [redacted] donner [redacted] froides à tout président [redacted] fédération sportive : « *Un règlement qui impose à un sportif professionnel, semi-professionnel ou candidat [redacted] un tel statut d'être en possession d'une autorisation ou d'une sélection [redacted] sa fédération [redacted] pour pouvoir concourir dans [redacted] compétition internationale et qui prévoit des quotas nationaux d'engagement (...) est-il ou non contraire [redacted] traité [redacted] Rome (...) ?* » En cas de réponse positive, il [redacted] fait aucun doute, [redacted] pour l'arrêt Bosman, qu'un nouvel ordre sportif européen [redacted] automatiquement : [redacted] pourraient s'inscrire [redacted] mêmes [redacted] compétitions [redacted] leur choix ; les critères de sélection propres aux fédérations deviendraient caducs ; quant aux organisateurs de [redacted] sportives, ils auraient tendance [redacted] n'ouvrir leurs épreuves qu'aux « meilleurs ath[redacted] » [redacted] se [redacted] leur nationalité.

Inquiets [redacted] un tel scénario, neuf gouvernements européens [redacted] dépêché [redacted] représentants [redacted] Luxembourg, mardi. « *Le système [redacted] quotas de [redacted] est le seul [redacted] qui garantisse une représentativité [redacted] manifestations sportives ; c'est là la [redacted] unificatrice et universelle du sport* », indiquait l'envoyée spéciale [redacted] ministère français [redacted] étrangères, [redacted] de Bourgoing.

EFFETS CONTRADICTOIRES

Luc Misson, le [redacted] Christelle Deliège, a [redacted] logique. « *La Belgique n'a [redacted] envoyer [redacted] derniers JO qu'une [redacted] judoka dans la catégorie [redacted] moins [redacted] 52 kg*, rappelait-il. *Or la Belgique possède [redacted] quatre jeunes femmes [redacted] bon niveau, qui [redacted] meilleures [redacted] représentantes [redacted] certains [redacted]. Ce [redacted] un appauvrissement [redacted] notion de compétition.* » L'avocat [redacted] loué les [redacted] du système du [redacted]king (classement individuel), qui permet, par exemple, aux organisateurs de tournois de tennis d'inscrire les participants en fonction de leur rang. Conscient que de nombreux petits pays se verraient éconduits de certaines compétitions, Me Misson enchaînait : « *Quel intérêt peut avoir [redacted] Belgique [redacted] envoyer [redacted] à l'épreuve du 100 mètres des Jeux olympiques [redacted] c'est pour terminer [redacted] la 50e place ?* » Ce [redacted] quoi l'un des avo[redacted] de la Fédération [redacted] de judo ripostait : « *Si je suis [redacted]ment, au vu des [redacted] de [redacted] dernière Coupe du monde, [redacted] devrions donc fermer les stades [redacted] football* [les Belges ont [redacted] au premier tour] *! [redacted] devrions aussi rendre [redacted] judo et le tennis [redacted]* [deux disciplines où [redacted] Belges brillent] *obligatoires à l'école !* »

Ce sont ces conséquences et ces effets contradictoires que les juges européens devront apprécier. L'avocat général ne livrera pas ses conclusions avant quelques mois. Un délai supplémentaire de plusieurs [redacted] nécessaire avant [redacted] délibéré de la Cour. Christelle Deliège, qui portait récemment les couleurs du club allemand de Leverkusen, a décidé de mettre sa carrière sportive en [redacted] dans l'espoir qu'un arrêt porte, un jour, [redacted] compatriote Jean-Marc Bosman.

F. P.

Le judo est-il une activité économique ?

Christelle Deliège et son avocat estiment que le système des quotas de nationalité, sur lequel se fondent les fédérations sportives pour sélectionner les athlètes, sont contraires au traité de Rome, et notamment aux dispositions garantissant la libre prestation des services (articles 59 et suivants) ainsi que la libre concurrence (articles 85 et 86). Pour aller jusqu'au terme du raisonnement, Christelle Deliège devra d'abord démontrer que le judo [redacted] haut niveau est « *une activité économique* », condition *sine qua non* du traité (article 2). Or la judoka n'est pas professionnelle, comme peut l'être un footballeur : elle n'a jamais signé de contrat de travail et n'a jamais perçu de salaire. En revanche, elle a touché des bourses de sa fédération ainsi que des revenus de ses sponsors. Ces émoluments étaient-ils des « *rémunérations* » au regard du droit européen ? Toute la question est là.

TROIS QUESTIONS À...

PHILIPPE LAMBLIN

1 En tant que [redacted] de [redacted] Fédération française [redacted] (FFA), [redacted] vous inspire l'affaire Deliège ?

Avant, quand il n'y avait pas d'argent dans un [redacted] nombre de disciplines individuelles, ce genre d'affaires ne se produisait jamais. Maintenant que l'argent est là, [redacted] sportifs qui ne [redacted] pas sélectionnés pour une compétition se rendent compte que rater la moindre épreuve est [redacted] perte de gains pour eux. C'est pour cela qu'on voit [redacted] plus [redacted] plus d'ath[redacted] engager des procédures. Je [redacted] convaincu que [redacted] système de sélection doit [redacted] notre ressort. Une fédération [redacted] la nôtre a dû [redacted] doter [redacted] règles extrêmement précises afin que personne [redacted] vienne nous reprocher [redacted] faire du favoritisme. Il y a [redacted] quelques années, [redacted] FFA ne possé[redacted] aucun document écrit. Le directeur technique national décidait [redacted] retenir un athlète selon ses propres appréciations.

2 Il [redacted] que, [redacted] de nombreuses disciplines, [redacted] sportifs continuent régulièrement [redacted] se demander pourquoi ils [redacted] pas retenus...

Oui. Actuellement, [redacted] sommes nous-mêmes confrontés [redacted] une nouvelle affaire. Le directeur technique national, a [redacted] de n'engager personne pour l'épreuve masculine par équipes [redacted] prochains championnats du monde de cross. Il fait [redacted] de son pouvoir régalien, et je ne [redacted] rien à y redire : nous risquons en [redacted] de terminer a la vingtième place, vu [redacted] niveau. [redacted] pose la question : [redacted] vraiment à la Cour [redacted]péenne de justice ou [redacted] quelque [redacted] tribunal [redacted] si nous devons envoyer ou non une équipe ?

3 L'affaire Deliège met également en cause [redacted] quotas [redacted] imposés dans [redacted] manifestations sportives. [redacted] la [redacted] européenne de justice donne [redacted] Deliège, quels [redacted] effets [redacted] jurisprudence ?

C'est très simple : en finale du 400 m aux [redacted] olympiques, il y [redacted]ra sept ou huit Américains. Aujourd'hui, [redacted] système des quotas permet [redacted] un [redacted] comme [redacted] Etats-Unis [redacted] sélectionner trois [redacted] par [redacted]. [redacted] sûr, le quatrième [redacted] le cinquième meilleurs Américains [redacted] supérieurs [redacted] bien [redacted] Européens, mais [redacted] règle du jeu est ainsi. Si [redacted] système disparaît, [redacted] compétitions n'auront plus [redacted] sens.

Propos recueillis par Frédéric Potet

Le parcours du combattant des athlètes privés de sélection

LA BELGE [redacted] Deliège n'est [redacted] la première sportive [redacted] haut [redacted] à être [redacted] conflit avec sa [redacted] pour des raisons de [redacted] en équipe nationale. La France a connu plusieurs cas similaires ces [redacted]. La plupart [redacted] été traités par la commission de [redacted] national olympique et sportif français (CNOSF), qui est un recours obligatoire [redacted] la [redacted] d'un [redacted] civil. Trois exemples.

● **Affaire Olivier Marmurek.** Ce pongiste de ni[redacted] international [redacted] multiplié les [redacted] contre le pouvoir sportif. Tout [redacted] commencé en 1991. Bien que classé nº 2 français, il ne figure [redacted] la liste des cinq joueurs envoyés par la Fédération française [redacted] table (FFTT) à Chiba (Japon) pour [redacted] championnats du monde. Plusieurs non-sélections en équipe [redacted] France vont alors se succéder, [redacted] une en 1994, année [redacted] titre européen par équipes gagné par [redacted] formation française. [redacted] Marmurek estimera avoir [redacted] mis [redacted] l'écart pour avoir critiqué [redacted] d'entraînement « *à [redacted] chinoise* » [redacted] la FFTT. Les respon[redacted] fédéraux avanceront, eux, [redacted] raisons d'ordre sportif, mais n'ayant [redacted] rapport [redacted] le rang [redacted]cupé [redacted] le joueur. Comme [redacted] nombreuses fédérations, la FFTT s'autorise la possibilité de sélectionner ses [redacted] en fonction [redacted] « libre appréciation » [redacted] entraîneurs nationaux. Il [redacted] ainsi de la capacité du sportif à gérer [redacted] grands événements ou [redacted] l'adaptation [redacted] la vie de groupe. Saisie [redacted] plusieurs reprises par [redacted] Marmurek, la commission [redacted] conci[redacted] du CNOSF ne [redacted] a jamais donné raison.

● **[redacted] Philippe Humez.** [redacted] tireur à l'arc s'est [redacted] refuser [redacted] participer aux championnats du monde [redacted] Victoria (Canada) en août 1997. Son niveau l'autorisait pourtant [redacted] retenu en équipe [redacted] France : demi-finaliste lors de l'épreuve de présélection disputée le mois précédent, Philippe Humez avait gagné l'une [redacted] quatre places réservées [redacted] championnats du monde. Il semble que l'athlète fut jugé indésirable au sein de la Fédération française de tir à l'arc (FFTA) [redacted] des motifs n'ayant rien [redacted] voir avec ses qualités de tireur : quelques [redacted] plus tôt, Philippe Humez [redacted] se présenter à [redacted] de la [redacted] « [redacted] » de la [redacted] de tir à l'arc (FITA) ; il disposait [redacted] du soutien [redacted] membres américains de la FITA, lesquels sont [redacted] ennemis intimes de la Fédération française. La commission de conciliation du [redacted] a refusé de se [redacted] sur [redacted] point-là. Elle a [redacted] au tireur, pour un autre mobile : dans les textes de la FFTA, ne figurent [redacted] « objectifs » [redacted] (minima, qualifications) ; [redacted] libre arbitre [redacted] entraîneurs nationaux n'est [redacted] évoqué. Indifférente au verdict du CNOSF, [redacted] FFTA a [redacted] d'envoyer Philippe Humez [redacted] championnats du monde. Celui-ci a saisi le tribunal administratif [redacted].

● **Affaire Jean-Charles Trouabal.** [redacted] recordman du monde du [redacted] × 100 m [redacted] ancien [redacted] champion d'Europe [redacted] la spécialité, ce sprinteur n'est pas retenu [redacted] l'équipe [redacted] France qui [redacted] pour les championnats du monde [redacted] à Athènes, en août [redacted]. [redacted] temps [redacted] précédents semblaient pourtant lui garantir une [redacted]. [redacted] Jean-Charles Trouabal a [redacted] frais du conflit oppo[redacted] entraîneur, Jo Maïsetti, au directeur technique [redacted] la Fédération française [redacted] (FFA), Richard [redacted]. L'athlète, par ailleurs, revenait d'une grave blessure (rupture du tendon d'Achille). Durant [redacted] période d'immobilité, [redacted] modifications furent apportées aux [redacted] qu'il en [redacted] informé. Evoquant [redacted] motif, [redacted] commission [redacted] conciliation [redacted] CNOSF a [redacted] que [redacted] FFA avait [redacted] preuve [redacted] légèreté. Elle [redacted] invité [redacted] deux parties [redacted] s'entendre afin [redacted] « *réparer le préjudice moral* » dont [redacted] été victime l'athlète. Jean-Charles Trouabal n'a pas donné suite.

F. P.

Tennis : quatre Françaises qualifiées pour le deuxième tour de l'Open de Paris

LES JOUEUSES françaises ont [redacted] les premières, mardi 23 février, à investir le [redacted] Pierre-de-Coubertin à Paris pour l'ouverture du septième Open Gaz de France. [redacted] en lice pour [redacted] premier tour, elles [redacted] seront plus que quatre au deuxième. Sandrine Testud s'est inclinée face à [redacted] compatriote Nathalie Dechy (7-5, 6-2). [redacted] Pitkow[redacted] au tie-break du troisième set par la Yougoslave Sandra Nacuk. Victorieuse de l'épreuve [redacted] 1996, Julie Halard [redacted] vaincu sans difficulté (6-4, 6-0) la Vénézuélienne Maria-Alejandra [redacted]. Elle affrontera [redacted] deuxième tour [redacted] compatriote Anne-Gaëlle Sidot, qui, [redacted] qualifications, s'est [redacted] (6-3, 4-6, 6-2) [redacted] la Belge Laurence Courtois. [redacted] Cocheteux, invitée par [redacted] organisateurs, a [redacted] (6-3, 6-3) l'Israélienne Anna Smashnova. Par ailleurs, l'Américaine [redacted] Williams a dominé [redacted] Suédoise [redacted] Carlsson (6-1, 6-2).

DÉPÊCHES

■ **DOPAGE : l'équipe cycliste [redacted]pagnole ONCE [redacted] les policiers** du SRPJ [redacted] Lille ont manqué leur [redacted]dez-vous mardi 23 février [redacted] Bordeaux. Convoquée dans le [redacted] Festina, la formation [redacted] Manolo Saiz avait informé [redacted] juge, vendredi [redacted] février, qu'elle exigeait de la justice française la prise en charge [redacted] de déplacement. Devant le refus du juge, les diri[redacted] la ONCE [redacted] qu'ils ne se rendraient pas à [redacted]deaux, ce qui a motivé l'annulation du [redacted] par les policiers lil[redacted]. Pourtant, mardi matin, [redacted] représentants de la [redacted] se sont présentés [redacted]. [redacted] rien. Une [redacted] devrait [redacted] fixée [redacted] les prochains jours.

■ **Une perquisition au centre d'études du médecin sportif italien** [redacted] a été [redacted] mardi [redacted] février, sur mandat du procureur du parquet de Ferrara, Pierguido Soprani. Les policiers [redacted] documents portant [redacted] financements des recherches [redacted] provenant de [redacted] fédérations sportives. Le professeur Conconi a [redacted] en examen, en octobre 1998, [redacted] juge Soprani pour faux [redacted] distribution [redacted] produits pharmaceutiques dangereux pour la [redacted].

■ **FOOTBALL : Arsenal [redacted] gagné, mardi 23 février, la [redacted] édition du 8e [redacted] finale de la Coupe d'Angleterre [redacted] Uni[redacted]** (2-1). L'entraîneur français du club londonien, Arsène Wenger, avait obtenu [redacted] faire rejouer [redacted] premier match (2-1 pour Arsenal, le 13 février), car [redacted] deuxième but [redacted] équipe avait [redacted] marqué [redacted] la suite d'un manque de fair-play [redacted] son équipe. Le Nigérian Kanu n'avait [redacted] rendu [redacted] ballon [redacted] Sheffield [redacted] la [redacted] d'une blessure d'un joueur [redacted] ce club.

■ **Guus Hiddink a [redacted] limogé, mercredi 24 février, par la direction [redacted] Real Madrid.** L'entraîneur néerlandais était [redacted] depuis plusieurs semaines en raison [redacted] résultats [redacted] champions d'Europe en titre (sixième du championnat d'Espagne). Le Gal[redacted] John Toshak, l'actuel technicien du club turc [redacted] Besiktas, [redacted] pressenti pour prendre la succession. Il [redacted] déjà entraîné [redacted] club madrilène entre 1989 et 1991 et avait gagné le [redacted] de champion d'Espagne.

■ **SKI NORDIQUE : le Norvégien Thomas Alsgaard** a enlevé, mardi 23 février, le titre mondial du 15 km poursuite libre à Ramsau (Autriche). Il a [redacted] le Finlan[redacted] Mika Myllylae [redacted] l'Italien Fulvio Valbusa. L'Italienne [redacted] Belmondo s'est adjugé l'épreuve du [redacted] km poursuite libre, précédant la [redacted] Nina Gavriliuk et l'Ukrainienne Irina Taranenko-Terelia. La première Française, Sophie Villeneuve, [redacted] terminé dixième.

■ **SKI ALPIN : la Slovène Spela Pretnar** a gagné, mardi [redacted] février à Are (Suède), [redacted] slalom [redacted] comptant pour la Coupe du monde, devant la Norvégienne Trine Bakke et la Suédoise Anja Paerson. La Française Stéphanie Clément-Guy, qui s'était [redacted] une vertèbre [redacted] en 1984, [redacted] pris la 10e place.

Comment utiliser
Le Monde
en classe

Pour suivre l'actualité sur toute une semaine et mieux comprendre la presse,

Le Monde renouvelle son opération

KIT-PRESSE

- du 15 au 20 mars 1999 -

- 20 exemplaires pendant [redacted] jours
- la nouvelle mallette pédagogique sur la presse

Tarifs et commandes :
Tél. : 01-42-17-33-04
Fax : 01-42-17-21-70

(Offre réservée aux établissements scolaires)

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'[redacted] 360 F d'économie soit 7 semaines de lecture GRATUITE
Offre valable jusqu'au 31/12/99

ABONNEZ-VOUS ET DEVENEZ LECTEUR PRIVILÉGIÉ DU MONDE

Pour tout abonnement d'une durée de 1 an.

Oui, je [redacted] m'abonner [redacted] pour [redacted] durée [redacted] :
☐ 3 MOIS - 562 F au lieu de [redacted] F* ☐ 6 MOIS - 1 086 F au lieu de 1 170 F* ☐ 1 AN - 1 980 F au lieu de 2340 F* Soit 360 F [redacted]
* Prix de vente au numéro (Tarif en France métropolitaine uniquement)
je joins mon règlement soit : ______ F 901 MQ 001
☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du *Monde*
☐ par carte bancaire Nº
Date de [redacted] Signature :
☐ M. ☐ Mme Nom :
Prénom :
Adresse :
Localité : Code postal :

TARIFS HORS FRANCE

	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne	USA - CANADA
1 AN	2 190 F	2 960 F	« Le Monde » (USPS=0009729) is published daily for $ 892 per year « Le Monde » 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 129 19 1518. Pour les abonnements souscrits aux USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03
3 mois	598 F	790 F	

Offre valable jusqu'au 31/12/99

• Pour tout renseignement concernant : le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement etc. Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi.
• Pour un changement d'adresse, un transfert ou une suspension vacances [redacted] exclusif : 0 803 022 021 (0,99 F TTC/mn)

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc 60646 Chantilly Cedex

Prome

MOTS CROISES

هكذا في الأصل

Enfin l'accalmie

JEUDI, le temps perturbé est repoussé vers l'Espagne. Une poussée anticyclonique par le nord ramène un temps sec, généralement ensoleillé et sans vent. Les températures augmentent légèrement.

Bretagne, pays de Loire, [redacted] Normandie.– Encore beaucoup de grisaille le matin, puis [redacted] pourra profiter d'un temps calme, [redacted]. Le ciel [redacted] voilera à nou[redacted] par [redacted] nord-ouest dans l'après-midi.

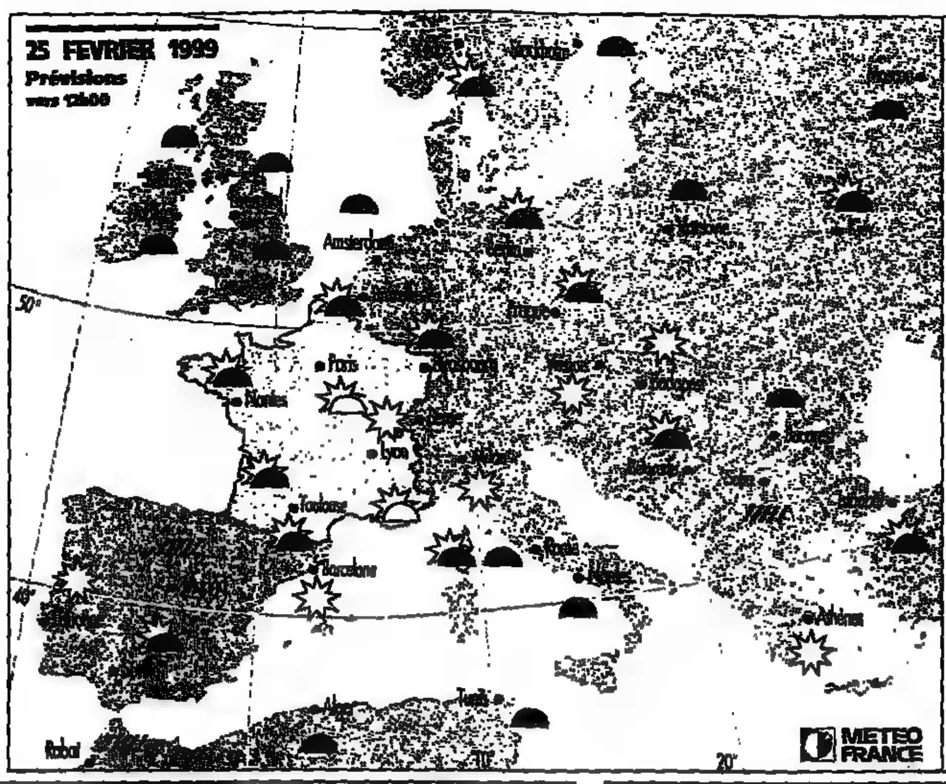
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.– Il fera beau dès le matin, [redacted] l'exception [redacted] nombreux brouillards au sud de la Loire et de quel[redacted] brumes au nord, qui [redacted] dissiperont [redacted] profit du [redacted]. Un voile nuageux [redacted] le ciel [redacted] l'après-midi par le nord-ouest.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.– [redacted] plaques de brouillards localement givrants [redacted] formeront par [redacted] du jour, puis ils se dissiperont [redacted] le [redacted] s'installera partout pour l'après-midi. Ailleurs, il fera beau dès le matin. Dans le Jura, les nuages tarderont à s'évacuer en donnant [redacted] quelques flo[redacted]

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.– Les plaques [redacted] brouillards [redacted] de grisaille [redacted] présents [redacted] matin. Elles [redacted] déchireront progressivement pour [redacted] place au soleil.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.– La [redacted] matinale donnera encore quelques pluies, [redacted] quelques [redacted] montagne, sur [redacted] de [redacted] région Rhône-Alpes. Certain [redacted] resteront chargés, [redacted] le [redacted] fera généralement [redacted] belles trouées l'après-midi. Dans [redacted] Alpes, temps calme [redacted] généralement ensoleillé.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte [redacted]'Azur, Corse.– De la [redacted] d'Azur au pied [redacted] Alpes, quelques [redacted] mari[redacted] le soleil par moments. [redacted] le temps [redacted] généreux. Températures [redacted] 13 [redacted] degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

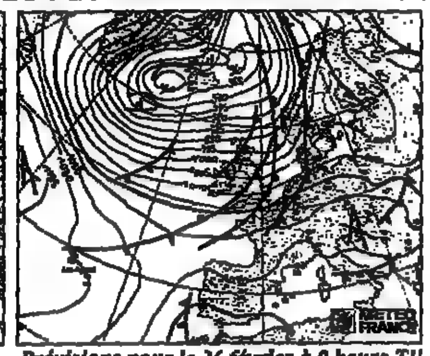
■ **ALLEMAGNE.** Afin de simplifier les déplacements des voyageurs entre Lyon-La Part-Dieu, Nantes, Saint-Pierre-des-Corps [redacted] destinations desservies par Lufthansa [redacted] départ de Charles-de-Gaulle, la SNCF [redacted] la compagnie allemande [redacted] conclu un accord [redacted] TGV sous numéro [redacted] vol Lufthansa. Les passagers peuvent acheter auprès des [redacted] de voyages [redacted] des compagnies aériennes [redacted] monde entier l'intégralité de leur parcours TGV/[redacted] Lufthansa sur un même billet. [redacted] d'emprunter leur train, [redacted] échangeront simplement leur cou[redacted] aérien auprès d'un [redacted] gui[redacted] intitulé « TGV Air le Rendez-vous » [redacted] l'aéroport et dans [redacted] villes concernées.

■ **IRLANDE.** Brittany Ferries reprendra [redacted] traversées [redacted] Roscoff et Cork, [redacted] sud de l'Irlande, [redacted] rythme d'une par semaine, le 2 avril [redacted] jusqu'en octobre.

PRÉVISIONS POUR LE 25 FEVRIER [redacted]
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		
AJACCIO	[redacted]	[redacted]
BIARRITZ	[redacted]	[redacted]
BORDEAUX	4/13	N
BOURGES	3/10	S
BREST	6/11	N
CAEN	1/7	N
CHERBOURG	4/9	N
CLERMONT-F.	4/11	C
DIJON	0/9	S
GRENOBLE	2/7	N
LILLE	-2/6	N
LIMOGES	4/10	S
LYON	3/11	N
MARSEILLE	[redacted]	S
[redacted]	-3/6	S
NANTES	6/11	S
NICE	5/14	N
PARIS	1/8	S
PAU	4/12	N
PERPIGNAN	6/16	S
RENNES	5/11	N
ST-ETIENNE	3/10	N
STRASBOURG	-4/8	N
TOULOUSE	5/12	N
TOURS	4/10	S
FRANCE outre-mer		
CAYENNE	25/27	P
FORT-DE-FR.	21/28	S
NOUMEA	25/29	P
PAPEETE	27/30	[redacted]
POINTE-A-PIT.	21/28	S
ST-DENIS-RE.	24/29	S
EUROPE		
AMSTERDAM	2/5	C
ATHENES	6/14	S
BARCELONE	11/16	S
BELFAST	6/11	C
BELGRADE	-1/4	N
BERLIN	-4/5	N
BERNE	-4/3	S
BRUXELLES	1/5	N
BUCAREST	-4/7	C
BUDAPEST	-2/2	S
COPENHAGUE	-5/2	S
DUBLIN	7/13	C
FRANCFORT	-1/3	S
GEN[redacted]	1/5	N
HELSINKI	-5/-3	C
ISTAN[redacted]	4/10	N
KIEV	-4/0	N
LISBONNE	8/15	S
LIVERPOOL	5/10	C
LONDRES	2/9	C
LUXEMBOURG	-2/3	S
MADRID	5/14	P
MILAN	1/10	S
MOSCOU	-6/-1	C
MUNICH	-6/2	S
NAPLES	8/14	C
OSLO	-9/-5	N
[redacted] DE M.	10/15	N
PRAGUE	-6/1	N
ROME	9/14	C
SEVILLE	8/18	N
SOFIA	-4/2	P
ST-PETERSB.	-4/-2	C
STOCKHOLM	-8/-3	C
TENERI[redacted]	10/14	C
VARSOVIE	-4/-2	C
VENISE	2/9	S
VIENNE	-1/3	S
AMÉRIQUES		
BRASILIA	20/25	P
BUENOS AIR.	21/29	S
CARACAS	22/28	S
CHICAGO	-4/0	S
LIMA	22/25	P
LOS ANGELES	11/17	N
MEXICO	11/21	S
MONTREAL	-17/-6	S
NEW YORK	-4/3	C
SAN FRANCIS.	7/11	N
SANTIAGO/CHI	11/27	S
TORONTO	-6/0	
WASHINGTON	-3/7	P
AFRIQUE		
ALGER	9/20	C
DAKAR	17/24	C
KINSHASA	21/31	N
LE CAIRE	11/19	S
MARRAKECH	8/16	P
NAIROBI	18/30	S
PRETORIA	20/31	S
RABAT	9/14	P
TUNIS	9/18	C
ASIE-OCÉANIE		
BANGKOK	24/35	N
BOMBAY	23/35	S
DJAKARTA	26/29	C
DUBAI	19/26	N
HANOI	19/28	N
HONGKONG	18/24	N
JERUSALEM	10/19	N
NEW DEHLI	12/25	S
PEKIN	-5/10	N
SEOUL	3/9	S
SINGAPOUR	25/30	P
SYDNEY	20/23	P
TOKYO	7/12	S

Situation le 24 février à 0 heure TU



Prévisions pour le 26 février à 0 heure TU

JARDINAGE

Promenade dans un jardin brésilien

RIO DE JANEIRO
[redacted] notre envoyé spécial

Célèbre pour [redacted] Pain de [redacted], le Corcovado, son carnaval... ses plages [redacted] plantes [redacted] deux sexes qui [redacted] s'y faire admirer [redacted] ne [redacted] Ipanema pour se baigner [redacted] regarder et être vus en toute *innocence*), Rio [redacted] pour ses *jardins*. La ville peut pourtant s'enorgueillir d'être [redacted] la plus grande [redacted], la forêt de Tijuca, un lieu de promenade délicieux, [redacted] rues [redacted] plantations splendides et [redacted] un jardin botanique dont les grandes allées sont [redacted] par [redacted] palmiers impériaux [redacted] premiers furent plantés au [redacted] XIXe [redacted]. Le plus vieux, [redacted] « *Palma* [redacted]*ter* » – palmier mère – par les Brésiliens, [redacted] mort, il y a une quinzaine d'années, frappé par la [redacted].

La rumeur [redacted] que tous [redacted] palmiers impériaux [redacted] des[redacted] spécimen rapporté d'Afrique. [redacted] plus cé[redacted] ont [redacted] plantés, [redacted] après année, à partir de [redacted] par l'empe[redacted] Secundo, qui [redacted] été [redacted] un sénateur de l'empire dans une fazenda située dans le quartier de Sao Conrado. Cette maison [redacted] miraculeusement traversé les années grâce à la famille Riso, qui en est propriétaire depuis 1932.

Venu pour observer des baleines qui s'étaient échouées dans la baie de Rio, l'empereur revint chaque année prendre quelques jours [redacted] repos [redacted] magnifique [redacted]. A chaque séjour, il plantait un palmier pour marquer son passage. Dans cette maison historique [redacted] mis au point [redacted] texte du traité mettant fin à l'esclavage dans le pays. L'empereur aura planté six palmiers dont les palmes ondulent toujours à une quarantaine [redacted] mètres du sol. Ils ne s'élèvent quasiment plus et leur mort [redacted] devrait, hélas, plus trop tarder. Le palmier *impérial* ne [redacted] guère plus [redacted] cinquante [redacted] plantés ailleurs, dans ce parc qui se visite.

Chaque jour, la Villa Riso ouvre en effet ses portes au public, qui peut admirer des expositions temporaires de peinture, la chapelle, le jardin et y déguster sa célèbre feijoada – les spécialistes la tiennent pour la meilleure de tout Rio – et bien d'autres gourmandises, chaque dimanche. [redacted] Brésil n'est guère connu des Français pour sa cuisine, mais [redacted] sa variété et son inventivité, elle [redacted]ment l'une des meilleures du [redacted].

DES PETITS SINGES SAUVAGES

[redacted] tropicales de ce jardin, les marbres italiens dont il est orné, la beauté sévère de [redacted]ments qui remontent [redacted] début du XVIIIe siècle et sont l'un [redacted] derniers vestiges [redacted] coloniale de la ville [redacted] par la spéculation [redacted] (et, ici, comme ailleurs par le peu de talent des architectes qui œuvrèrent dans les années 50, 60 et 70), les 2,2 hectares du parc dans lequel on peut parfois apercevoir des petits singes sauvages venus de la forêt toute proche, écouter, de l'aube jusqu'à la nuit tombante, le cri curieux [redacted] ici.

La première fois, on est surpris [redacted] non [redacted] un « *Bem-te-vi !* » sonore et plus [redacted]*core* [redacted] *de constater* [redacted] l'[redacted] répond si on l'imite. Et encore plus surpris d'apprendre [redacted] ce [redacted] veut [redacted] « Je t'ai [redacted] vu ! ». Quand on vous dit que [redacted]garder les autres est, bien avant le football, le *sport national du Brésil !*

Moins fleuri que [redacted] jardins [redacted]péens, le jardin brésilien n'en [redacted] pas [redacted] coloré. [redacted] les crotons [redacted] et jaunes, [redacted], les [redacted] de jaune, d'argent, de brun, de [redacted], [redacted] feuilles panachées de cer[redacted] lianes, [redacted] grandes [redacted] profondément découpées [redacted] (que l'on appelle [redacted] nous le philodendron), [redacted] feuillage [redacted] *Cycas* [redacted] qu'à première vue [redacted] pourrait prendre [redacted] un palmier, [redacted] il a les [redacted] longues et divisées groupées [redacted] bouquet terminal, mais qu'il n'est pas, la mousse espagnole qui pend des arbres [redacted] longues traînes argentées, [redacted] *Tillandsia* accrochées en bouquet sur [redacted] d'arbres, [redacted] tuiles des maisons, [redacted] *électriques*, dont [redacted] *de* [redacted] pâle saupoudrées d'argent et quantité [redacted] plantes dont on ignore le [redacted] tiennent lieu de fleurs.

A vrai dire, des fleurs, il y en a dans [redacted] jardins [redacted] splendides, mais on ne les cultive [redacted] en [redacted] ni en *mixed border* : des orchidées qui poussent en épiphytes [redacted] long [redacted] d'arbre, des *Tibouchina* violets tellement fleuris qu'on ne voit plus leurs [redacted] que l'on a quelques difficultés [redacted] identifier quand on [redacted] ce petit [redacted] version européano/chétive – il [redacted] une quinzaine de [redacted] de hauteur contre un maximum [redacted] mètres [redacted] nous, ses [redacted] sont d'un [redacted] foncé, quand elles sont [redacted] chez [redacted].

Il y a [redacted] *toutes les couleurs. Ici*, ce sont [redacted] plus [redacted] volu[redacted]. [redacted] poussent en [redacted] et atteignent, [redacted] de nombreux jardins brésiliens, un diamètre [redacted]. Imaginez quel effet peut produire une telle masse quand elle est recouverte de fleurs... qui n'en [redacted] pas, puisque ce [redacted] des bractées qui enserrent [redacted] minuscules qui n'auraient [redacted] chance d'attirer [redacted] insectes butineurs [redacted] colibris.

[redacted] Lompech

*Villa [redacted], [redacted] Gavea, 28, Sao Conrado, Rio [redacted] Janeiro, 2270-310. [redacted] de [redacted] à [redacted] heures ; [redacted] dimanche, de 12 h 30 à 18 heures. http : //www.villariso.com.br

Difficilement transportable

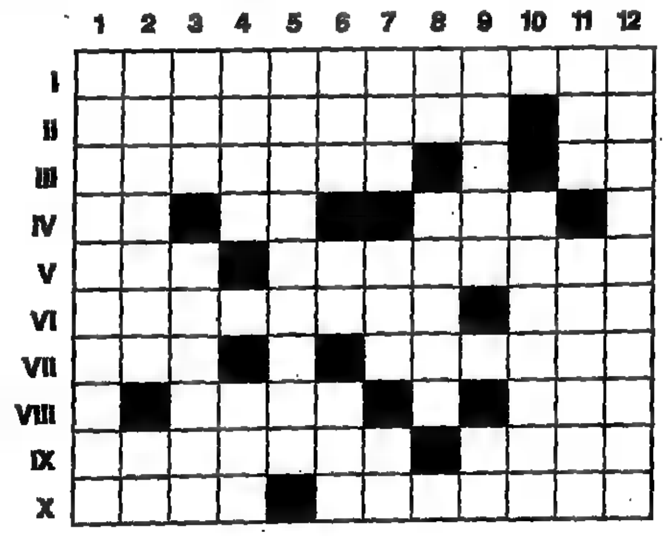
Bien qu'on en soit parfois tenté, il vaut mieux ne pas prélever de plantes dans la nature. Les Brésiliens, *même ceux très modestes qui vivent dans les favelas, aiment tant les plantes qu'il y a* [redacted] nombreux pépiniéristes et revendeurs jusque dans la ville de Rio même.

Il est théoriquement interdit [redacted] rapporter des plantes [redacted] France, mais depuis qu'on sait qu'un ministre français en vacances en Grèce a été remarqué par la police [redacted] train [redacted] piquer des boutures de lauriers roses sur le bord d'une route... Choisissez toujours des tout pe[redacted] spécimens. Ils se transportent plus facilement [redacted] souffrent moins de leur adaptation en Europe. Et surtout résistez au désir de rapporter un morceau de tronc [redacted] yucca ou de [redacted]. Mis [redacted] depuis un an et demi, le nôtre vient juste de montrer ses premiers bourgeons !

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99048

[redacted] *jeux de mots :* [redacted] *LEMONDE, tapez* [redacted] *(2,23 F/min).*



HORIZONTALEMENT

I. Grand nettoyage après abattage. – II. Difficile et désagréable à saisir. Effilé [redacted] chaque bout. – III. *Elle prend son temps pour devenir belle. Bande mise sous surveillance.* – IV. Note. Points. *Donne du grain* à moudre. – V. Beau-parricide. Une sainte qui ne trouve pas sa place sur [redacted] calendriers. – VI. En position de défense. Cité chargée d'histoire. – VII. Son inverse [redacted] peu de chance d'y *entrer. Sommet* espagnol. – VIII. [redacted] vraiment [redacted] caractère. Evite d'aller plus loin. – IX. [redacted] au front quand ça va mal. Fait avancer, mais en faire ne fait pas avancer. – X. Grandes eaux. La confusion quand on est dedans.

VERTICALEMENT

1. Font la peau. – 2. [redacted] apport permet [redacted] tenir. *Donne* [redacted] – 3. Titre chez Tony. [redacted] chance. – 4. Franchis le pas. [redacted] bel avec le temps. – 5. Apporte [redacted] l'office. – 6. [redacted] En piste. Retourné en tous sens. – 7. Utile pour l'avan[redacted]. Prend [redacted] partout. – 8. Vient d'être. On lui doit Louis XIV [redacted] cheval. – 9. [redacted] colin à l'étal. Convient. – 10. Marqués dans [redacted] coins. – 11. [redacted] devenus grossiers. – 12. [redacted] fera rien d'excessif.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° [redacted]

HORIZONTALEMENT

I. Hypnotiseurs. – II. Rapetassée. – III. [redacted] Ain. – IV. Lin. Ns. [redacted] – V. Usurières. Eu. – VI. Bis. Oui. Posa. – VII. EV. Enrager. – VIII. Rends. Ravi. – IX. Ua. Stagnât. – X. Urémie. Hêtre.

VERTICALEMENT

1. Hurluberlu. – 2. [redacted] – 3. Prunus. [redacted] – 4. [redacted] Edam. – 5. Opinions. – [redacted] Tenseur. [redacted] – 7. [redacted] Riant. – 8. Sasse. Ah. – 9. Es. Asperge. – 10. Usai. Orant. – 11. [redacted] Var. – 12. Sensualité.

BRIDGE

[redacted] N° 1829

LE RÔLE DE LA CHANCE

Dans [redacted] donne, [redacted] meilleure manche [redacted] « 4 Piques » ; mais, dans l'incertitude du nombre [redacted] Piques que [redacted] partenaire, Kowalski laissa le contrat de « 3 SA », dont la réussite contribua à leur victoire dans [redacted] *championnat* [redacted] paires [redacted]

	♠ A V 8 3 ♡ A 4 3 ♢ V 9 2 ♣ 9 6 2	
♠ 10 6 2 ♡ 7 5 ♢ D 10 6 3 ♣ A V 10 5	N O E S	♠ D 5 ♡ V 9 6 2 ♢ R 8 4 ♣ D 8 4 3
	♠ R 9 7 4 ♡ R D 10 8 ♢ A 7 5 ♣ R 7	

Ann. : N. don. N.-S. vuln.

[redacted]	Nord	[redacted]	[redacted]
X...	[redacted]	Y...	[redacted]
–	passe	passe	1 SA
[redacted]	2 ♣	[redacted]	2 ♡
[redacted]	3 SA	passe	passe...

Ouest ayant entamé le [redacted] de Carreau pour le [redacted] d'Est, [redacted] *Kowalski*, [redacted] *Sud*, *a-t-il gagné* [redacted] ATOUT ?

Réponse

Craignant qu'Est [redacted] prenne [redacted] main et ne contre-attaque [redacted] (*s'il* [redacted] la [redacted] Pique et [redacted] l'As de Trèfle était en Ouest), Kowalski, après avoir pris l'entame avec l'As de Carreau, a joué *l'As* [redacted] *Pique, puis* [redacted] *3* [redacted] *Pique* du mort. Alors, l'apparition de la Dame [redacted] Pique en Est a bien amélioré la situation, car le déclarant n'avait plus qu'à rejouer [redacted] 5 [redacted] Carreau pour trouver sa neuvième levée avec le Valet de Carreau (Ouest ayant vraisemblablement la Dame de Carreau, d'après son entame). [redacted] prit [redacted] Dame, [redacted] ne put empêcher le déclarant de faire encore le Valet de Carreau, puis deux autres Piques et [redacted]

Au contrat de « 4 Piques », il était normal [redacted] faire *l'impasse à la Dame* [redacted] *Pique* [redacted] chuter, comme [redacted] de la plupart [redacted] paires.

L'HAMEÇON ANGLAIS

[redacted] grand champion anglais Jeremy Flint [redacted] au [redacted] d'un championnat d'Europe. [redacted] donne, [redacted] allaient battre les joueurs français [redacted] gagner le match par 11 à 9.

	♠ A V 8 7 ♡ 2 ♢ V 7 5 2 ♣ R D 5 4	
♠ D 2 ♡ D 5 4 ♢ A 8 6 4 3 ♣ V 3 2	N O E S	♠ 9 3 ♡ R 9 8 3 ♢ D 10 ♣ 10 9 8 7 6
	♠ R 10 6 5 4 ♡ A V 10 7 6 ♢ R 9 ♣ A	

Ann. : O. don. E.-O. vuln.

[redacted]	[redacted]	Est	Sud
Boulenger	[redacted]	[redacted]	Flint
passe	[redacted]	[redacted]	1 ♠
[redacted]	2 ♣	passe	2 ♡
[redacted]	4 ♠	passe	5 ♣
passe	5 ♡	passe	6 ♠...

Ouest entama l'As de Carreau (Est mit le 10) et rejoua le 4 pour la Dame d'Est et le Roi [redacted] Sud. *Comment fallait-il jouer* pour gagner ce PETIT CHELEM À PIQUE [redacted] *et sans perdre d'atout ?*

[redacted] *sur* [redacted] *enchères*

Reese, au deuxième tour, avait fait un Drury (enchère artificielle de « 2 Trèfles » qui demande au partenaire la force [redacted] son ouverture). Sud n'ayant [redacted] dit « 2 Carreaux » (le *minimum*). Reese, sur « 2 Cœurs », a sauté [redacted] « 4 Piques ». « 5 Trèfles » [redacted] « 5 Cœurs » montraient ensuite [redacted] la couleur.

Philippe Brugnon

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. [redacted] paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
[redacted] : Stéphane Corre
21bis, [redacted] Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : [redacted] - Fax : 01.42.17.39.26
PRINTED IN FRANCE

هكذا من الاصل

CINÉMA Après *La Balade sauvage* (1973) et *Les Moissons du ciel* (1979), Terrence Malick confirme qu'il [redacted] un cinéaste aussi rare que précieux. *La Ligne rouge*, adaptation d'un récit de James Jones, choisit comme cadre la bataille de Guadalcanal opposant Américains et Japonais en 1942, pour tenter de cerner le mystère des origines. ■ NICK NOLTE, interprète [redacted] le film du Colonel Tall, évoque pour *Le Monde* sa rencontre avec Ter[redacted] Malick et la méthode du réalisateur : *« D'habitude, un tournage est planifié, chaque plan [redacted] ordonné, [redacted] je croyais jusqu'à aujourd'hui que c'était une manière intelligente de [redacted] les choses.* ■ ● TERRENCE MALICK [redacted] éloigné du cinéma pendant presque vingt ans. Loin [redacted] excentrique décrit par [redacted] journalistes américains, il a choisi de protéger sa vie privée.

Le combat homérique de l'Amérique contre elle-même

La Ligne rouge. Vingt ans après « Les Moissons du ciel », Terrence Malick fait un retour en force. En prenant pour prétexte la bataille de Guadalcanal, en 1942, il livre une méditation métaphysique sur les liens de l'homme et de la nature

Film américain [redacted] Terrence Malick. Avec Sean Penn, Adrien Brody, Jim Caviezel, [redacted] Chaplin, George Clooney, John Cusack, Woody Harrelson, [redacted] Koteas, Nick Nolte. [redacted] h 50.)

On a pu craindre que le nom de Terrence Malick ne serve qu'à épaissir les pages des dictionnaires du cinéma. [redacted] son entrée, on aurait ainsi écrit : réalisateur américain, né [redacted] 1943. Auteur de *La Balade sauvage*, en 1973 – [redacted] premier film [redacted] plus impressionnant depuis *Citizen Kane*. Crée la sensation [redacted] 1979 au Festival [redacted] Cannes, année où la Palme d'or [redacted] décernée [redacted] *Apocalypse Now*, [redacted] son second opus, *Les Moissons du ciel*. Le tournage de [redacted] film [redacted] duré un an. Le réalisateur a passé presque deux ans [redacted] la salle de montage [redacted] finalement livré un chef-d'œuvre. Depuis cette date, Malick a traduit Heidegger, étudié le bouddhisme [redacted] s'est éloigné du cinéma [redacted] de Hollywood.

Jusqu'à *La Ligne rouge*, adaptation austère [redacted] hallucinée de *The Thin Red Line*, [redacted] James Jones – auteur de *Tant qu'il y aura des hommes* –, consacré [redacted] l'offensive américaine à Guadalcanal en 1942. *La Ligne rouge* [redacted] un film de patrouille métaphysique où le champ de bataille est autant le [redacted] de combat qu'une méditation, proche de celle [redacted] Ralph Waldo Emerson, sur [redacted] liens [redacted] l'homme et la nature.

MERIE W. WALLACE

Nick [redacted] interprète Tall, le colonel va-t-en-guerre de « La Ligne rouge », de Terrence [redacted].

LA CONDITION HUMAINE

La première victoire américaine [redacted] la guerre du Pacifique, [redacted] plus sanglante aussi, fut donc Guadalcanal, l'une des îles Salomon, situées à l'est de la Nouvelle-Guinée, alors aux mains des Japonais. Les troupes américaines mirent six mois à les en déloger. Si le film de [redacted] ressemble [redacted] une opération coup de poing, [redacted] combat [redacted] réalité depuis longtemps engagé, mené en grande partie par la C Company, essentiellement formée de jeunes [redacted] suppléer les « marines » qui [redacted] avaient précédés. *La Ligne rouge* donne une [redacted] précise, parfois idéalisée, de ce qu'est une patrouille au combat en mettant [redacted] place [redacted] archétypes du genre : Witt, [redacted] soldat mystique (Jim Caviezel) ; Welsh, le sergent cynique (Sean Penn) ; Tall, le colonel va-t-en-guerre (Nick Nolte) ; Staros, le capitaine humaniste (Ellas Koteas) ; Fife, [redacted] fantassin peureux (Adrian Brody) ; Bell, le soldat sentimental (Ben Chaplin) ; Gaff, le capitaine [redacted] peur [redacted] reproches (John Cusack). Par son utilisation virtuose de [redacted] voix off – huits récits s'entrelacent pour relater [redacted] épopée –, *La Ligne rouge* passe [redacted] [redacted] conscience du soldat Witt à celle du colonel Tall, puis [redacted] celle de Bell, [redacted] pour marquer que chacun de ces hommes constitue les facettes d'une seule [redacted] même individualité.

Mais, plus que la seconde guerre mondiale, le souci du cinéaste est la condition humaine. *Il faut sauver le soldat Ryan*, auquel la critique américaine n'a [redacted] manqué de comparer [redacted] *La Ligne rouge*, commencait [redacted] un tour [redacted] force spielbergien, le plus [redacted] de son auteur depuis la première scène des *Dents de la mer*, montrant le débarquement des forces alliées à Omaha Beach. Le film de Malick est, lui, beaucoup plus contemplatif, appuyé [redacted] la splendide musique d'Hans Zimmer. Il s'ouvre sur le visage beau et pensif du soldat Witt (Jim Caviezel, en qui [redacted] a trouvé un nouveau Montgomery Clift), [redacted] tranquillement dans un village indigène [redacted] Pacifique sud. [redacted] ses deux premiers films, le réalisateur américain raconte la quête d'un paradis perdu. Guadalcanal, sous ses caméras, [redacted] de l'Ancien Testament. *La Ligne rouge* commence [redacted] la perte d'un [redacted] tropical [redacted] s'achève par le duel fratricide [redacted] d'Abel : le soldat américain [redacted] son frère japonais [redacted] que l'on puisse jamais distinguer lequel serait [redacted] lequel [redacted] rait Abel. Les soldats de la C Company [redacted] engagés [redacted] un [redacted] immémorial, [redacted] guerre [redacted] moderne. Ainsi, pour mieux le préparer à la nature du combat qu'il va mener, [redacted] colonel Tall de[redacted] capitaine [redacted] s'il [redacted] lu Homère dans le texte, et la coiffure arborescente [redacted] Penn rappelle plus [redacted] d'Achille que [redacted] d'un GI.

James Jones, gravement [redacted] Guadalcanal, consacrait plus d'une moitié [redacted] roman à l'assaut de [redacted] [redacted] en [redacted] même, [redacted] orchestre l'une [redacted] plus longues batailles [redacted] l'histoire du cinéma – les soldats américains tombent [redacted] les uns après [redacted] autres, tripes [redacted] l'air. Cette vision barbare des combats est vite dépassée. La guerre, [redacted] mort [redacted] de [redacted] intériorisées. Lorsque, [redacted] *scène capitale*, [redacted] troupes japonaises sortent [redacted] la [redacted] pour [redacted] Witt, on a l'impression de voir des esprits surgir de la végétation. Leurs casques [redacted] omés de branches, et l'embuscade s'organise [redacted] un rituel étrange. Witt, qui [redacted] traversé toute cette [redacted] sa tête, ne peut y croire et se laisse abattre sans même [redacted] à s'emparer [redacted] fusil.

A plusieurs reprises, Malick interrompt [redacted] images [redacted] guerre [redacted] d'une jeune [redacted] – ange sauveur [redacted] soldat Bell (Ben Chaplin) – ou, [redacted] manière encore plus surprenante, [redacted] plans d'herbes [redacted] par le vent, d'arbres noyés par la lumière ou d'oiseaux mutilés par le plomb des armes à feu. *La Ligne rouge* raconte ainsi l'agression, vouée [redacted] l'échec, de la nature par l'homme. Les premières images du film [redacted] un [redacted] vierge de [redacted] présence humaine, et son plan final [redacted] spectacle d'une armée sur le départ. *« Je ne dis pas qu'il y a un [redacted] monde, je [redacted] dis, des fois, que je l'ai imaginé »*, dit le soldat [redacted] au sergent [redacted].

La Ligne rouge est la tentative, admirable, de cerner [redacted] autre monde. Malick oppose [redacted] [redacted] chronique historique le mystère des origines. Le réalisateur américain avait travaillé, au début des années [redacted], à un scénario consacré [redacted] la création du monde, et [redacted] en tourner plusieurs images. Il n'a jamais abandonné [redacted] projet ; [redacted] même [redacted] qu'il n'a [redacted] depuis dix-neuf ans d'y travailler. *La Ligne rouge* tente ce saut hors [redacted] parfait [redacted]. Ce film [redacted] le spectacle, sublime, d'un [redacted] [redacted] sa genèse. [redacted] chacune de ses images, on a le sentiment d'assister à la naissance du cinéma.

[redacted] Blumenfeld

Nick Nolte : « Terry commençait à tourner une scène et s'arrêtait au milieu »

APRÈS quinze années passées au théâtre, Nick Nolte obtient [redacted] premier grand rôle dans Les Guerriers de l'enfer, *de Karel Reisz.* [redacted] *joue depuis sur tous les registres, celui de la comédie (*48 Heures, *de Walter Hill, ou* Le Clochard de Beverly Hills, *de Paul Mazursky) comme celui du drame (*Contre-enquête, *de Sidney Lumet)* [redacted] *le thriller (*Les [redacted] [redacted] vif, *de Martin Scorsese). Dans un entretien au* Monde, *il explique les raisons de* [redacted] *complicité avec Ter*[redacted] *Malick.*

VERBATIM

« De Terrence Malick, j'ai vu *La Balade sauvage* au moment de sa sortie. J'ai [redacted] la chance de travailler [redacted] Martin Sheen [redacted] Sissy Spacek, les deux interprètes du film, qui m'avaient affirmé que [redacted] était un type brillant. Je préparais, il y a deux ans, *La fille d'un soldat* [redacted] *meurt jamais*, [redacted] James Ivory, [redacted] le séjour de James Jones à Paris, [redacted] je m'étais largement documenté [redacted] l'écrivain. Terry m'a appelé pour cette raison. Nous [redacted] passé quatre heures ensemble. Il voulait savoir ce qui avait changé [redacted] Hollywood [redacted] dix-sept dernières années. Je lui [redacted] répondu : *"Rien. Les gens sont simplement* [redacted] *peu plus paranoïaques qu'auparavant."*

« Nous [redacted] beaucoup parlé de James Jones. Pour [redacted] dernier, l'horreur de la guerre allait de soi. Il parlait souvent de cet épisode où, pris en embuscade par des Japonais, il avait senti une peur panique gagner ses pieds, [redacted] remonter jusqu'à [redacted] cheveux qui se [redacted] sur sa tête. Jones racontait qu'il avait alors ressenti une énorme compassion pour ses camarades [redacted] combat. Il s'agissait selon [redacted] d'un *"amour métaphysique"*. Terry m'a avoué qu'il me croyait trop âgé pour tenir un rôle dans son film. Mais il m'a quand même demandé de me docu[redacted] sur le colonel Tall, et la manière dont un type de cet âge peut obtenir un commandement [redacted] temps de guerre. Une semaine plus tard, il m'offrait le rôle de Tall. [redacted] devais laisser tomber le film d'Ivory. C'est dommage : j'aurais vraiment aimé interpréter le [redacted] d'un roman de James Jones puis le rôle de l'écrivain lui-même.

« Très [redacted] sur [redacted] tournage de *La Ligne rouge*, Terry commençait à tourner une scène et s'arrêtait au milieu. Il disait simplement : *"Ce serait peut-être pas plus mal de la terminer la semaine prochaine,* [redacted] *?"* Et la plupart [redacted] comédiens se disaient : *"Mais comment vais-je m'y prendre pour retrouver la concentration de ce jour-là ?"* Vers 5 ou 6 heures de l'après-midi, au moment où le [redacted] devenait orange, Terry [redacted] : *"Et si on reprenait* [redacted] *scène de* [redacted] *semaine dernière ? La lumière ne* [redacted] *pas raccord, mais c'est pas grave, elle est magnifique."* J'imagine que [redacted] Terry avait dit aux [redacted] du studio qu'il ne comptait [redacted] qu'entre 16 et 20 heures, on ne l'aurait jamais laissé faire le film. En laissant les scènes ouvertes, il obligeait les comédiens à trouver un moyen de les jouer [redacted].

« D'habitude, un tournage [redacted] planifié, chaque plan est ordonné, [redacted] je croyais jusqu'à aujourd'hui [redacted] c'était [redacted] manière intelligente [redacted] faire les choses. Au bout de peu de temps, nous nous sommes habitués [redacted] la méthode [redacted] Terry. [redacted] début, beaucoup de comédiens perdaient leur calme, jusqu'au jour où ils [redacted] compris qu'en réfléchissant malgré eux à leur rôle, ils finiraient par donner [redacted] meilleur d'eux-mêmes. Terry [redacted] terminé le film à la date prévue, sans dépasser son budget d'un dollar. Cela m'épate pour [redacted] type qui n'avait pas tourné depuis si longtemps et qui se moquait d'autant plus des questions de budget qu'il s'agissait peut-être de son dernier film. »

Les faux mystères d'un homme comme les autres

PORTRAIT

Terrence Malick, un nouvel Howard Hughes ? La vérité est plus décevante

COMME J. D. SALINGER avant lui, Terrence Malick a interrompu [redacted] carrière artistique au moment où il était [redacted] pleine possession [redacted] moyens, abandonnant une œuvre qui promettait d'être l'une des plus excitantes du cinéma américain. *Les Moissons du ciel* (1979) affichait une perfection rarement atteinte. Le thème – la perte du paradis racontée par l'entremise d'un couple venu [redacted] réfugier, au début du siècle, [redacted] une ferme au Texas – était ambitieux. *Le film était servi par la photo* splendide [redacted] Almendros et Haskell Wexler, les visages inoubliables de Richard Gere et de Sam Shepard dans leurs plus beaux rôles. Tous composaient un poème lyrique brassant plusieurs thèmes mythologiques américains empruntés [redacted] Walt Whitman et Mark Twain.

[redacted] dix-neuf [redacted] qui séparent la retraite prématurée de Terrence Malick de [redacted] retour inespéré ont [redacted] largement documentées. Ce fut d'ailleurs l'une des marottes de la presse américaine que de chercher [redacted] localiser le réalisateur américain. On le retrouva, à une époque, à Paris où il habitait dans l'Ile Saint-Louis. Ce jeu de piste était d'autant plus sérieux que l'effacement du cinéaste a coïncidé, au début [redacted] années 80, avec l'entrée du cinéma américain dans une période de vaches maigres sur le plan de la création. Après la débâcle de *La Porte du paradis* (de Michael Cimino), *les patrons des studios ont* resserré leur contrôle sur les productions au début des années [redacted] en finissant [redacted] l'ère du réalisateur démiurge, seul maître à bord. Terrence Malick, capable de passer plus de trois [redacted] la réalisation [redacted] l'achèvement des *Moissons du ciel*, n'avait [redacted] doute plus [redacted] place dans un [redacted] environnement. Son absence durable fut en tout [redacted] interprétée [redacted] cette manière.

Le million [redacted] dollars qu'il empoche [redacted] la Paramount pour développer *Q*, un film [redacted] cré [redacted] la création du monde, et la manière abrupte dont il décroche du projet ne feront qu'entretenir sa légende. Terrence [redacted] beau travailler durant [redacted] années [redacted] des adaptations [redacted] *The Desert Rose*, de Larry McMurtry, et du *Cinéphile*, [redacted] Walker Percy, peaufiner le scénario [redacted] *Great [redacted] of Fire*, de Jim McBride, [redacted] surtout [redacted] excentricités qui retiendront l'attention des journalistes *lancés à sa poursuite*. L'homme s'est transformé, malgré lui, en un nouvel Howard Hughes, créant malgré lui une mystique propre.

Comme toute légende, Terrence [redacted] [redacted] son biographe en [redacted] personne [redacted] Peter [redacted], critique [redacted] cinéma américain qui s'est attelé [redacted] la tâche ingrate de raconter, dans [redacted] numéro [redacted] décembre 1998 de *Vanity Fair*, [redacted] vie d'un homme qui n'a plus parlé [redacted] la presse depuis [redacted] sortie des *Moissons du ciel* et [redacted] préciser, [redacted] le contrat signé [redacted] la Fox pour *La Ligne rouge*, qu'il n'accorderait aucun entretien. Malheureusement, Biskind confond la réclusion avec [redacted] folie et [redacted] gestion du [redacted] avec [redacted] paranoïa. Terrence Malick [redacted] un génie et, c'est bien connu, tous les génies [redacted] excentriques.

VOITURE D'OCCASION

En fox-terrier agressif, [redacted] Biskind s'est mis en tête de débusquer [redacted] folie. On ne peut [redacted] communiquer avec le cinéaste, il faut d'abord passer par son frère, qui [redacted] numéro [redacted] phone et [redacted] communique au maître. Terrence [redacted] peut [redacted] paraître d'une rencontre pour quelques minutes [redacted] rappeler trois jours plus tard pour [redacted] expliquer qu'il [redacted] parti dans l'Oklahoma observer [redacted] oiseaux. Il a aussi l'habitude [redacted] enlever [redacted] postes [redacted] d'hôtel, de [redacted] jamais montrer à une [redacted] personne les [redacted] [redacted] musique qu'il écoute, [redacted] protéger [redacted] couvertures [redacted] ses livres pour qu'on ne puisse [redacted] deviner le titre.

La vérité [redacted] plus décevante, beaucoup plus [redacted] aussi. *« Je crois* [redacted] *Terry* [redacted] *arrêté de faire* [redacted] *cinéma parce qu'il s'est rendu compte qu'il y avait,* [redacted] *précis de son existence, quelque chose de plus important dans* [redacted] *vie »*, explique [redacted] Medavoy, producteur de *La Ligne rouge*, [redacted] agent [redacted] Terrence Malick à [redacted] débuts. *« Le mystère* [redacted] *simple*, affirme [redacted] *Terry s'y prend-il pour gagner sa* [redacted] *puis-qu'il* [redacted] *fait* [redacted] *des films ? S'il ne le fait pas, il y a* [redacted] *raison. Terry sait qu'en envisageant* [redacted] *carrière en termes strictement économiques cela changera* [redacted] *perspective sur l'existence. S'il devient un* [redacted] *public,* [redacted] *retrouvera en danger. Il* [redacted] *seul* [redacted] *que je connaisse qui ait du temps,* [redacted] *le temps* [redacted] *la clé de* [redacted] *inspiration. »*

« Terry [redacted] *abandonné* [redacted] *pourcentage* [redacted] *les* [redacted] *film* [redacted] *l'équipe,* [redacted] Jim Caviezel. *Il* [redacted] *ensuite reparti chez lui à Austin. Il roule toujours dans la même voiture pourrie,* [redacted] *air conditionné, ce qui,* [redacted] *Texas, n'est franchement* [redacted] *qu'il y a de plus agréable. »* Terrence Malick roule donc [redacted] une voiture d'occasion, n'a aucun plan [redacted] carrière, et protège sa vie privée, comme tout le monde. N'en déplaise aux biographes, il n'y a pas [redacted] mystère Terrence [redacted].

S. Bd.

Le Monde interactif

Sandrine Kiberlain, actrice

« Ma façon d'aborder les rôles est toujours très physique »

« Comment avez-vous pris connaissance de votre rôle, qui assez particulier ?

– Par le scénario. j'ai tout suite aimé. Son ton, construction, que racontait. J'avais envie d'être dans le film mais, contrairement à qui passe *d'habitude, où je* rôle vite, je ne savais pas vraiment comment aborder le personnage de Juliette, qui faisait peur, que le trouvais risqué. Juliette une fille insolite, libre, au langage *extrêmement cru.* Nous donc décidé avec Pascal [Bonitzer, réalisateur de *Rien Robert*] de faire des essais. C'était la scène la plus crue, celle où Juliette décrit *dans le détail* à expérience un *Je* connaissais rasoir, Pascal me donnait la réplique. On s'est vraiment bien amusé, c'est que Juliette arrivée.

– *Que préconisait* Pascal Bonitzer ?

– De tirer texte, qui très écrit fort, la banalité. De chercher l'état de fille les mots. pour moi, c'est *qui parle une grande* liberté, qui sincère et spontanée, qui spécialement choses pour provoquer, même si qu'elle est terriblement provocant.

– *Vous pensez donc qu'elle qu'on appelle* vulgairement, du moins aux yeux de partenaire masculin, une emmerdeuse ?

– C'est vrai qu'elle souci pas des dégâts qu'elle provoque du mal qu'elle peut faire. peu d'intérêt pour celui qui est en face. Mais moi je qu'elle est essentiellement libre, qu'elle est emmerdeuse parce qu'elle libre. Elle veut le beurre et l'argent du beurre. Etre avec un homme et *garder* sa liberté. Elle va de envies, concession à la morale. Pour cela, je pense qu'on peut que la détester. Et puis elle peut-être ça aussi parce que tient rôle. Il ne la prend jamais par le col en lui demandant de calmer, il laisse faire. Est-ce que tout cela n'est pas pour qu'il réagisse ?

– *On a quand même l'impression que la liberté, pour elle, est essentiellement la liberté de détruire.*

– Elle fait souffrir mais elle souffre elle-même...

– *Que doit selon vous personnage à votre interprétation ?*

– Je crois s'en était tenu au texte, l'effet de caricature aurait plus prononcé. *J'espère l'avoir rendue plus humaine, plus profonde, plus ambiguë. J'ai été* tentée d'en faire une plus sexy, plus extravertie, car je demandais comprendrait autrement que homme soit fou d'elle. *Mais je crois que c'est* ainsi. Toutes ces questions ne se posent aussi qu'après coup. Sur l'instant, les choses font beaucoup plus instinctivement.

– Vous sentiriez-vous affinités personnelles avec Juliette ?

– *Franchement, ça me ferait* peur. Peut-être parce que je me reconnais inconsciemment elle, parce que je que ça pourrait m'arriver. Mais, a priori, ça trop facile n'être jamais heureuse *là où on est, de toujours* vouloir être ailleurs, de ne faire que ce qu'on a envie de faire, avec espèce nonchalance. Une chose sûre : ces filles existent, je le sais, Pascal sans doute le premier.

– *Comment voyez-vous le couple que vous formez avec votre concurrente, Aurélie ?*

– Ce évidemment deux extrêmes, deux types de femme. *Aurélie court après l'absolu,* Juliette après liberté. Mais l'une, ni l'autre n'obtient quoi que soit.

– Pour reprendre une comparaison proposée par Pascal Bonitzer, il y *Lucrèce, celle qui tue, et celle qui* tue.

– Ce n'est pas simple que ça à mon avis. Car celle qui tue, tue en temps, celle qui *tue, aussi. Juliette* fait jamais mal qu'en faisant du mal autour d'elle. Aurélie nécessairement du mal d'elle faisant mal à elle-même.

– Et là-dedans ?

– C'est la victime, celui auquel on s'identifie le plus. En même temps, bien qu'il cherche un ce qui lui arrive. Peut-être choisit-il les comme de la critique, les avoir Je trouve que Fabrice Luchini donne au rôle puissance formidable, révélant aspects de lui qu'on ne connaissait pas.

– *Ne risque-t-on d'accuser* Bonitzer de misogynie ?

– Sans doute, puisqu'il y deux folles. il les aime en même temps, il les défend pas mal. Ce de beaux personnages. *J'en connais plein, des filles ça, et en souffrent. Ce n'est pas* misogyne que de parler de ce qui existe, même s'il vaut mieux pas les croiser sur son chemin.

– Avez-vous conscience d'incarner personnages – *Le Sept Ciel,* Benoît Jacquot, *vendre,* Laetitia – qui entretiennent une très explicite au à la jouissance ?

– En fait, je viens de réaliser ça film. Ça n'arrête pas, *depuis le rôle de la call-girl dans Les Patriotes.* C'est bizarre parce que je ne vois pas qui chez moi peut susciter cette envie-là, sinon ma façon d'aborder les rôles, qui toujours très physique. Je ne peux trouver les mots que si *j'ai trouvé la justesse physique.* C'est là qu'est la grande différence entre les personnages américains français, dans cette présence du corps, dont peu de metteurs en scène français ont envie. »

Propos recueillis par Jacques Mandelbaum

M. HISPARKO/ELLE

« J'espère avoir rendu [Juliette] plus humaine, plus ambiguë. »

DÉPÊCHES

■ **Un professionnel du cinéma siégera au Conseil de la concurrence**, *a annoncé Catherine* Trautmann, ministre de la culture, aux responsables des organisations corporatives du secteur lors d'une réunion organisée à la suite des manifestations de *mauvaise humeur d'une partie* des producteurs, dépendants de Canal Plus, qui vient d'être condamné par ce même Conseil de la concurrence. Au cours de *cette réunion, le 23 février,* la ministre a expliqué les avantages que le cinéma obtiendrait, selon elle, du vote de projet de loi sur l'audiovisuel. Demandant que la *chaîne cryptée reprenne « le courant de pré-achats vital pour le cinéma »*, la ministre a également affirmé avoir obtenu de Matignon et de Bercy l'assurance que le commissaire du gouvernement défendrait les intérêts du cinéma lors du jugement au fond de la procédure opposant Canal Plus et TPS.

■ **part de marché du cinéma allemand** *chute de près de moitié* à 9,5 % en 1998 en Allemagne, après un pic à 17,3 % un an plus tôt, a indiqué l'Office de promotion du cinéma (FFA) à Berlin. Environ 13,5 millions de spectateurs sont allés voir un film allemand en 1998, soit dix millions de moins qu'en 1997. Seuls deux films, *Comedian Harmonists*, histoire du groupe musical A Capella démantelé par les nazis parce que membres étaient juifs, et *Lola rennt* ont franchi seuil des deux millions de spectateurs. A l'exception de *Titanic* (17,9 millions d'entrées) et *Armaggedon* (5,3 millions), les grandes productions américaines ont aussi eu moyenne moins de spectateurs. Les multiplexes – 77 dans toute l'Allemagne, soit 16 % des salles – ont drainé 30 % des spectateurs.

■ **La force de la livre sterling éloigne Hollywood** des plateaux britanniques. La production Grande-Bretagne subi en 1998 la désaffection des grands d'Hollywood, et le budget des films tournés dans le pays a reculé de 14,95 % 1997, selon British Film Commission. films seulement été tournés dans le pays au moins partiellement contre 108 en 1997, pour budget total 372 millions de livres (567 millions d'euros) contre 467 millions (712 millions d'euros). Le tournage de deux films la série « Star Wars » a été transféré en Australie, entraînant une perte évaluée à millions de livres (91 millions d'euros) pour l'industrie cinématographique britannique. *« Les ouvertures faites forme d'incitations fiscales par nos concurrents étrangers aux studios et grandes compagnies américaines trouvent des oreilles réceptives »*, explique le responsable de la BFC, Steve Norris, qui demande gouvernement britannique de prendre des initiatives similaires.

Enquête sur un beau parleur au bord du vide

Rien sur Robert. Le deuxième film de Pascal Bonitzer cite Robert Desnos sans renoncer à lorgner du côté de Woody Allen

Film français Pascal Bonitzer. Avec Fabrice Luchini, Sandrine Kiberlain, Valentina Cervi h 45). scénario édité dans la Petite Bibliothèque des *Cahiers du cinéma*, 80 p., 39 F €.)

Un film d'hypothèses, comme d'autres sont thèse. Encore ! dira-t-on. Pas du tout. *Encore*, c'était le titre précédent de Pascal Bonitzer. Cela rend pas pour autant le hypothétique, loin de là. De fait, *Rien sur Robert* plus loin... Didier (Fabrice Luchini), le personnage principal, écrivain, velléitaire pleutre, se mortifie entre deux pâtit d'une réputation de *faussaire depuis qu'il* a *écrit* article un film bosniaque qu'il n'a pas vu. Dans même temps, il est persécuté par un jeune écrivain à succès qui incarne tout qu'il a peut-être rêvé d'être jamais *oser le devenir.*

Première hypothèse : Woody Allen. C'est le terrain autobiographique (Bonitzer a écrit sur cinéma), la flagellation amoureuse, l'autodérision, la parodie de l'intelligentsia. le *sentiment* qu'en affublant Luchini d'une paire de lunettes en écaille et d'une mère juive (celle Didier n'en pas le titre mais les prérogatives), c'est sans doute premier film français *qui recoupe point l'univers de* l'auteur *Manhattan*. Hypothèse numéro deux : rêve. Où Bonitzer, scénariste Raoul Ruiz et Jacques Rivette, développe compte logique narrative qui, *sans ruiner la crédibilité de* l'œuvre, emprunte beaucoup à l'ellipse onirique, cauchemar inclus. Par exemple, cette effrayante scène d'anthologie au cours laquelle Didier, débarquant un dîner où il n'est pas convié, se « lyncher » avec la complicité tacite de l'assemblée par de céans Piccoli), écrivain qui ne perpétue *pouvoir et son cénacle qu'au prix* de la paranoïa, l'injure et de l'excommunication.

Hypothèse numéro trois : la poésie. Où se poursuit, sur le ver sentimental, « *l'épanchement du songe dans la vie réelle* », selon Gérard de Nerval. Soit, hantise du double (Julien, le jeune écrivain plein d'avenir qui fait de l'ombre Didier), polarisation de l'univers deux femmes *antagonistes*, la blonde Juliette la brune Aurélie, lesquelles le héros se laisse écarteler. On les nommera, vulgairement, l'emmerdeuse et passionnée ; tragiquement, Judith Lucrèce ; mythiquement, Pandora et Aurélia, deux nervaliennes.

L'ULTIME HYPOTHÈSE

Supplicié par la première (Sandrine Kiberlain, entre la Grande Prostituée l'*Apocalypse* la *lunatique moderne*), rédimé par la seconde (Valentina Cervi, citant beauté maladive des héroïnes romantiques), Didier/Luchini (tout en subtilité – mais oui – retenue) compose elles un triangle envoûtant qui ménage des passerelles inattendues figure mythologique personnage moderne, élégie romantique chronique contemporaine, *drôlerie désespoir.*

D'où l'hypothèse numéro quatre : la psychanalyse. Car il ne suffit pas Didier travailler pour qui s'appelle *L'Autre. Il faut encore que* tragicomédie désir où il le « beau » rôle son lien au réel. Ici, la réalité, c'est évidemment le film bosniaque, jamais à cause de la dispute inaugurale avec Juliette, et porté comme un deuil explatoire tout au long son histoire. La réalité est obscène : elle ne peut être, en soi, ni vue, ni atteinte. Il y faut médiation du désir ou l'art, en un mot l'illusion et la supercherie *nécessaires à l'émergence* d'une vérité.

Car vérité il y a, au terme doux initiatique, et son apparition, révélée lors de la plus scène du film, cogne aussi *dur que la confrontation du désir* la réalité. Ceci appelle l'hypothèse numéro cinq : l'énigme. Hormis une brève allusion à Robert Desnos (Juliette demande dans une librairie livre du poète), tout justifie du film, mais l'explique. *Rien sur Robert*, soit, mais qui Robert ? La figure jamais incarnée du désir qui veut que rien soit jamais à la place où on l'attend ? Ou Robert Desnos, artiste du sommeil et *poète résistant qui définissait* art comme un fragment arbitrairement arraché au rêve, avant que réalité ne l'assassine dans un camp de concentration ?

Sixième dernière hypothèse : *Bonitzer. Pour mieux dire,* certitude, qui consiste lui rendre qui lui appartient : ce film comme un rêve éveillé, où la fiction semble jaillir de la boîte Pandore, pour se repandre malicieusement, *mais non moins effroyablement,* d'un hé critique. N'est-ce encore, pour le cinéaste, une façon de reprendre compte le mot fa de Nerval « *Je serai jamais propriétaire* » ? Au spectateur de lui en savoir gré, en confirmant cette ultime hypothèse.

J. M.

Les meilleures entrées en France

	FILMS	nombre de semaines d'exploitation	ENTRÉES *	NOMBRE D'ÉCRANS	% d'évolution par rapport à la semaine précédente	TOTAL depuis la sortie
1	Astérix et Obélix contre César	3	[illegible]	[illegible]	- 10 %	6 283 428
2	1 001 pattes	[illegible]	[illegible]	818	+ 37 %	1 300 474
3	Very Bad Things	1	[illegible]	206	–	203 712
4	Ma meilleure ennemie	2	[illegible] 902	[illegible]	- 3 %	[illegible]
5	Vénus [illegible] (Institut)	[illegible]	171 [illegible]	[illegible]	+ 13 %	656 308
6	Virus	1	122 [illegible]	241	–	122 514
7	[illegible] collègues	1	115 525	165	–	115 525
8	Rush Hour	[illegible]	111 942	321	- 27 %	1 008 934
9	Le ciel, les oiseaux et... ta mère	[illegible]	[illegible]	222	- 13 %	887 482
10	A tout jamais	[illegible]	82 368	247	- [illegible]	191 745

* période du mercredi 17/2 au dimanche 21/2 inclus

Source : Ecran total

Astérix et Cie continue de mener la reconquête des parts de marché du cinéma français : *même tenant compte des vacances* scolaires, 6,2 millions d'entrées en 19 jours est une performance exceptionnelle, que soulignent le remarquable taux de fréquentation par écran (1 757) la faible baisse d'affluence. Cette situation d'autant plus remarquable qu'une deuxième comédie visant le public adolescent, *Les Collègues*, vient confirmer succès de *Le Ciel, les oiseaux et...* ta *mère*, dont la réussite ne dément pas. Tandis que *Vénus Beauté (Institut)*, moins « ciblé », se révèle comme un des phénomènes de début d'année. En nette amélioration, l'état de la diversité des films demeure pourtant circonscrit à binôme où Hollywood classe dix titres parmi les quinze premiers du box-office. Alimentée, elle aussi, par les congés, hausse de la fréquentation *1 001 Pattes* permettre ce film Disney de prendre l'avantage sur rival direct, *Fourmiz* (1,4 million d'entrées).

Le Monde interactif

http://www.lemonde.fr

« Le Monde des **Livres**, les critiques, l'actualité, des services (recherches et commandes parmi 400 000 ouvrages). »

35 F - Chez votre

هكذا من الأصل

Les films hongrois entre Hollywood et l'Europe

Réglementation néolibérale et renouveau de la création dans une économie en voie de réorganisation

Alors que la nouvelle loi du gouvernement libéral propose de multiplier par deux le budget annuel consacré à l'industrie du cinéma, la trentième Semaine du film hongrois, organisée [redacted] Bu[redacted] du 4 [redacted] 10 février, a montré des signes de renouveau du côté des créateurs. En témoigne *Le Faux Pas du ministre*, de Robert Koltai, qui, avec plus de 600 000 entrées, se place en deuxième position du box-office de l'année 1998, après *Titanic*.

BUDAPEST
correspondance

Au printemps 1998, après la privatisation réussie [redacted] chaînes de télévision, une nouvelle [redacted] sur le cinéma, [redacted] impatience par les professionnels, mais critiquée par les distributeurs (parmi lesquels dominent les [redacted]ciétés américaines ou [redacted] représentants), [redacted] point d'être votée en Hongrie (*Le Monde* du [redacted] février 1998). Achevant la réorganisation [redacted] l'industrie, [redacted] réglementation promettait un équilibre entre économie [redacted] marché [redacted] protection [redacted] la culture nationale. La Hongrie [redacted] alors figure [redacted] pour [redacted] région, [redacted] pouvait espérer avoir rapidement accès, bien avant [redacted] voisins, [redacted] programme [redacted] II [redacted] la Commission européenne.

Renversé aux élections de mai 1998, [redacted] gouvernement [redacted] centre gauche (quoique grand promoteur [redacted] privatisations) de Gyula Horn a [redacted] remplacé par celui du jeune [redacted] ultra-libéral Viktor Orban, chef d'une nouvelle coalition [redacted] connotations nationalistes. [redacted] distributeurs hongrois (dont les [redacted] plus importants, [redacted] américains Intercom et UIP, détiennent [redacted] du marché) [redacted] profité pour lancer une offensive [redacted] projet de loi sur le cinéma. La taxe additionnelle sur [redacted] billets [redacted] passée [redacted] 3 [redacted] 6 % – en plus [redacted] 12 [redacted] TVA – afin de financer le cinéma national. Ils proposaient [redacted] maintenir la taxe à son ancien niveau, mais [redacted] transférer les 12 % [redacted] TVA (ainsi que [redacted] 3 %) [redacted] un fonds de [redacted] au cinéma.

Cette approche « libérale » [redacted] supporter, paradoxalement, à [redacted] collectivité tout entière l'aide massive au profit du cinéma [redacted] supprimerait le caractère symbolique d'une mesure qui prélevait [redacted] sommes sur les entrées réali[redacted] par des films américains dans des [redacted] appartenant aux Américains pour financer le cinéma national.

> De 13 longs métrages produits en moyenne depuis cinq ans, on est passé à 25 pour 1998

Il [redacted] que l'industrie [redacted] cinéma bénéficierait [redacted] total d'une ponction [redacted] 15 % sur [redacted] recettes, multipliant par [redacted] budget annuel qui lui [redacted] consacré, pour atteindre 55 millions [redacted] francs environ (8,2 millions d'euros). « *De plus*, [redacted] réjouit Ferenc Port, président [redacted] l'Union des distribu[redacted] hongrois, *si je passe quelques films hongrois, je pourrai aussi récupérer de l'argent pour l'entretien de [redacted] salles.* » [redacted] projet prévoit en effet d'affecter [redacted] % du produit de la [redacted] à [redacted] production hongroise, 30 % spécifiquement aux films d'auteur et 30 % [redacted] distributeurs [redacted] films nationaux. Il reste encore au ministère [redacted] finances à se prononcer. S'il ne bloque pas, la loi pourrait [redacted] soumise au Parlement en sep[redacted] prochain, et entrer en vigueur en janvier [redacted]

Une seconde offensive en provenance d'outre-Atlantique [redacted] simultanément frappé [redacted] monde [redacted] images. En [redacted] 1997, le diffuseur [redacted] programmes satellites [redacted] (filiale du groupe américain Time-Warner), [redacted] d'Allemagne pour avoir contrevenu à la directive « Télévision sans frontières » [redacted] l'Union européenne (qui impose un quota [redacted] diffusion d'œuvres européennes), [redacted] trouvé refuge [redacted] Hongrie. HBO diffuse depuis Budapest [redacted] Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Roumanie des programmes presque entièrement américains. Ce que Canal [redacted] Polska, qui s'est imposé un cahier des charges très sévère en accord avec la directive européenne, juge parfaitement déloyal. En mars 1998, la filiale polonaise de Canal Plus a donc porté plainte contre HBO (*Le Monde* du 25 mars 1998). La loi hongroise sur [redacted] médias, [redacted] en 1995, [redacted] voulait dans l'esprit [redacted] la directive, mais une certaine confusion dans [redacted] rédaction a obligé [redacted] juges hongrois [redacted] débouter le [redacted] polonais (qui [redacted] fait appel).

De telles imprécisions dans la réglementation sur les [redacted] constituent un frein radical au processus d'intégration dans l'Union européenne, qui [redacted] figure de contrepoids [redacted] visées hégémoniques d'Hollywood. « *Le gouvernement s'est fermement [redacted]gagé [redacted] modifier la [redacted] de [redacted] [redacted] conséquence*, [redacted] Zsolt Kedzdi-Kovacs, directeur de Ma[redacted] Film Unio, organisme responsable [redacted] la promotion du cinéma hongrois. *Nous pourrions ainsi, d'ici quelques mois, bénéficier enfin du programme Média II. Ce qui nous aiderait beaucoup, entre autres, à [redacted] protéger [redacted] la pression américaine sur [redacted] industrie cinématographique.* » Un objectif d'autant plus [redacted] que la trentième Semaine du film hongrois, organisée [redacted] Budapest du [redacted] [redacted] 10 février, [redacted] montré [redacted] signes de renouveau du côté des créateurs.

Le nombre [redacted] films constitue le premier heureux présage : [redacted] treize longs métrages produits en moyenne depuis cinq ans, [redacted] est passé à 25 pour 1998. Quelques œuvres retiennent [redacted] l'attention, à des [redacted]. Ainsi [redacted] comédie politico-scabreuse *Le Faux [redacted] du ministre*, [redacted] et avec l'acteur ultra-populaire [redacted] Koltai, apparaît comme une invitation, pour [redacted] Hongrois, à [redacted]nouer [redacted] liens, autrefois [redacted] étroits, avec leur [redacted] national. Avec plus de 600 000 entrées (pour [redacted] millions d'habitants), [redacted] film se place [redacted] deuxième position du box-office [redacted] l'année 1998, juste après *Titanic* (qui, [redacted] partout, [redacted] battu [redacted] les records [redacted] dépassant [redacted] million [redacted] billets).

Dans cette lignée, un film à l'humour [redacted] aux références [redacted] nationales risque [redacted] remporter lui aussi un joli succès, [redacted] condition que [redacted] acceptent [redacted] le promouvoir [redacted] Il s'agit du troisième film de Peter Timar, intitulé *Six [redacted]* – [redacted] évoque [redacted] résultat du match [redacted] remporté par l'équipe hongroise contre l'Angleterre [redacted] 25 novembre 1953, jour « historique » pour [redacted] Hongrois.

Côté cinéma d'auteur, alors qu'on attend le montage final du dernier film d'Istvan Szabo, *Sonnenschein*, qui retrace l'histoire d'une famille juive hongroise sur trois générations, le grand événement [redacted] début d'année s'intitule *Simon [redacted] magicien* (rien [redacted] voir [redacted] le film britannique du même nom [redacted] compétition [redacted] Berlin). Il [redacted] signé par [redacted] Enyedi, la réa[redacted] *vingtième siècle*, Caméra d'or à Cannes [redacted] 1989. Tourné à Paris, [redacted] film s'inspire librement de la rivalité, [redacted] la [redacted] multiculturelle [redacted] premier siècle, [redacted] l'apôtre [redacted] [redacted] le magicien Simon, pour interroger [redacted] valeurs de [redacted] millénaire finissant.

Le [redacted] rigoureux [redacted] acteurs – dont [redacted] jeune Française, Julie Delarme, [redacted] –, un [redacted]quilibre sans cesse rattrapé entre [redacted] subtile, ainsi que [redacted] nombreux [redacted] pure émotion, [redacted] une œuvre marquante [redacted] cinéma européen. On serait [redacted] étonné, dès lors, [redacted] ne pas retrouver prochainement un tel film [redacted] un [redacted]val de renommée internationale.

Pierre Daum

Sylvester Stallone prend le volant en Hongrie

Le comédien américain Sylvester Stallone va tourner un film en Hongrie cette année. Il interprétera [redacted] rôle d'un pilote de Formule 1, selon le producteur Andrew Vajna cité [redacted] le quotidien *Magyar Hirlap*.

Le film sera essentiellement tourné sur le circuit hongrois Hungaroring [redacted] le patron de la Formule 1, Bernie Ecclestone, a accepté de coopérer au tournage. [redacted] partie du tournage [redacted] déroulera à l'occasion du Grand Prix [redacted] Hongrie de Formule 1 en août prochain.

CAHIERS DU CINEMA

LE VENT DE LA NUIT
ENTRETIEN AVEC PHILIPPE GARREL

533
MARS 99

VIVE LA COMÉDIE ! RIEN SUR ROBERT DE PASCAL BONITZER
ASIA ARGENTO, LA NOUVELLE EVE D'ABEL FERRARA

NUMÉRO [redacted] - MARS 1999
CAHIERS DU CINÉMA
[redacted] F - Chez votre marchand de journaux

LES NOUVEAUX FILMS

FERMETURE DES USINES RENAULT À VILVOORDE

■ Le cinéaste Jan Bucquoy, déjà auteur de comédies satiriques anarchisantes regroupées sous [redacted] titre générique *La Vie sexuelle des Belges*, [redacted] filmé, durant [redacted] qui ont suivi l'annonce, [redacted] février 1997, [redacted] la fermeture [redacted] usines Renault [redacted] Vilvoorde, les actions [redacted] ouvriers [redacted] grève. Occupations d'usine, manifestations, voyages de sensibilisation [redacted] se succèdent. Le film témoigne très [redacted] la permanence des paroles et d'une culture ouvrière dont [redacted] partisans du libéralisme économique et les idéologues de [redacted] fin [redacted] idéologies avaient annoncé la disparition. L'esprit du film [redacted] essentiellement libertaire et Bucquoy, en interrogeant les dirigeants français de gauche (PS ou PCF, [redacted] dans l'opposition) [redacted]nus manifester leur soutien aux grévistes, obtient d'amusantes ré[redacted] contournées lorsqu'il s'agit [redacted] faire parler [redacted] responsabili[redacted] du système capitaliste. Le [redacted]vement suit un trajet bien connu qui aboutit à l'arrêt [redacted] la grève [redacted] à [redacted] « trahison » des organisations syndicales, accusées par [redacted] élé[redacted] plus radicaux de [redacted]tisme. Bucquoy traduit [redacted] général par une séquence d'agit-prop, imaginant une [redacted] armée visant à enlever Louis Schweitzer, PDG de Renault. [redacted] fin du film [redacted] le départ d'une révolution prolétarienne. L'utilisation [redacted] plans d'*Octobre* d'Eisenstein traduit, là aussi, [redacted] permanence d'un imaginaire. ***Jean-François Rauger***
Film [redacted] Jan Bucquoy. Avec Jan Bucquoy [redacted] les ouvriers [redacted] l'usine Renault de Vilvorde. (1 h 25.)

LES GRANDES BOUCHES

■ Trois zonars, Esther, Lamar [redacted] Zed, en ont assez de vivre [redacted] petits larcins [redacted] décident [redacted] frapper un grand coup. Pour cela, [redacted] s'adressent à un ancien parrain du milieu. Pour façonner son polar à l'ancienne, Bernie Bonvoisin a puisé un petit peu partout. Du [redacted] de *Touchez pas au grisbi*, [redacted] Jacques Becker, de San Antonio et [redacted] Quentin Tarantino. Un tel assemblage n'a rien [redacted] convaincant. Les dialogues, parsemés d'un argot volontairement ringard, se [redacted] totalement artificiels. L'outrance des personnages, qui [redacted] tout sauf crédibles, vire rapidement [redacted] caricature. *Les Grandes Bouches* [redacted] le second degré, mais à vouloir transformer ses personnages en archétypes (le parrain à cheval sur [redacted] principes, le truand sanguin), son [redacted] en [redacted] l'impression [redacted] son film [redacted] des jumelles. ***[redacted] Bd***
Film français de Bernie Bonvoisin. Avec [redacted] Farès, Thierry Frémont, Gérard Darmon, Victor Lanoux. (1 h 45.)

LIENS SECRETS

■ [redacted] fin [redacted] 50. Un frère et une sœur, unis par le souvenir traumatisant du meurtre par leur père de l'amant [redacted] leur mère, ont développé un lien quasi inces[redacted]. [redacted] à une machination violente, leur relation déjà trouble va [redacted] renforcer... Tiré d'une nouvelle [redacted] Jim Thompson, [redacted] film de Michael Oblowitz décrit des personnages marqués par une malédiction sociale [redacted] biologique, [redacted] pulsions. La force unique de l'univers [redacted] l'auteur [redacted] *1 275 âmes* [redacted] palpable dans le [redacted] d'un [redacted] implacable. Il [redacted] d'autant plus regrettable [redacted] cinéaste [redacted] choisi, pour la reconstitution [redacted] son Amérique des années 50, une esthétique [redacted] publicitaire, une avalanche de [redacted] visuels qui, dans le souci [redacted] passer l'époque [redacted] référence, [redacted] qu'à aseptiser les potentialités [redacted] son scénario. [redacted] l'interprétation féminine (Sheryl Lee et surtout Gina Gershon) qui pourrait justifier que l'on fasse un détour par ce film. ***J.-F. R.***
Film américain [redacted] Michael Oblowitz. [redacted] Billy [redacted], [redacted] Gershon, Sheryl Lee. (1 h 38.)

LA LIGNE ROUGE
Lire page 30

RIEN SUR ROBERT
Lire page 31

HYGIÈNE DE L'ASSASSIN
La critique de ce film paraîtra dans nos prochaines éditions.

SORTIR

PARIS

David Daniels
Antoine Pollack (piano)
David Daniels [redacted] une gloire montante du chant baroque. Sa [redacted] est fruitée, assez bizarre parfois, [redacted] qui [redacted] naturel puisqu'elle n'est justement pas naturelle... C'est un contre-ténor ! Quelle idée curieuse que de le faire accompagner par un piano. [redacted] de Haendel, Caldara, Lotti, Cesti, Gluck, Poulenc, Sauget [redacted] Messager.
[redacted] Gaveau, 45, rue La [redacted], Paris 8e. [redacted] Miromesnil. Le 24, [redacted] 20 h [redacted] : 01-49-53-05-07. [redacted] 90 F [redacted] 300 F (14 à 46 €).

Birell Lagrène, André Ceccarelli
On dirait qu'un [redacted] musiciens les plus imprévisibles, [redacted] plus respectés [redacted] la planète, Birell Lagrène (guitariste), est [redacted] club ; [redacted] un restaurant-bar, une sorte [redacted] café-concert ; [redacted] l'un des [redacted] plus [redacted] musique syncopée, [redacted] « [redacted] » Ceccarelli : personne n'y croirait, [redacted] peut, c'est pourtant le fait. Un [redacted] à Montparnasse, [redacted] Petit-Journal.
[redacted] Journal Montparnasse, 13, [redacted] Commandant-René-Mouchotte, Paris 14e. [redacted] Gaîté. Le 24, [redacted] 22 heures. [redacted] : 01-43-21-56-70. [redacted] 100 F à 150 F (15 à 23 €).

Philip Catherine Trio
En dépit [redacted] réputation, [redacted] sa carrière, [redacted] succès, [redacted] notoriété, Philip Catherine (guitariste, immortel [redacted] *Father [redacted]* pour Mingus) n'aime rien tant que jouer en petite formation, en petit club, en petit comité. [redacted] a le format [redacted] De [redacted] façon, quand Philip Catherine joue, [redacted] bourré. [redacted] était vide, Philip Catherine jouerait quand même. Pas pour lui : pour la musique.
Au duc [redacted] Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mº Châtelet. Les 24 et 25, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F (12 €).

Mercury [redacted]
Merveille de magie pop, *Deserter's Songs*, le dernier album [redacted] Mercury Rev, a obtenu d'innombrables suffrages [redacted] bilans [redacted] fin d'année 1998. Belle surprise pour un groupe qu'on croyait condamné à un psychédélisme bruitiste, intrigant mais souvent indigeste. En tournée, [redacted] new-yorkais [redacted] arrangements aériens en [redacted] base plus rock, [redacted] fendant d'hommages [redacted] Neil Young [redacted] John Lennon, sans négliger [redacted] mystères de [redacted] nouvelles chansons.
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mº Anvers. Le 24, à 19 h 30. Tél. : 01-44-92-45-45. [redacted] F (22 €).

[redacted]

Henri Texier [redacted] ses [redacted] Le Pannonica de Nantes [redacted] une réputation [redacted] *reins* [redacted] pour programmer trois soirs d'affilée le compositeur, contrebassiste [redacted] capitaine [redacted] frégate Henri Texier [redacted] trois formations distinctes : [redacted] Ferris (extraordinaire, trombone) [redacted] Tony [redacted] (batteur) le [redacted] février : [redacted] Texier le fils [redacted] ; Bojan Z., piano et Rabeson le 27. Il fut un temps [redacted] le [redacted] musicien séjournait plusieurs semaines [redacted] le même club pour que [redacted] musique pût prendre. Trois jours [redacted] Nantes, aujourd'hui, c'est énorme.
Pannonica, 5, rue Le Nôtre, [redacted] 000 Nantes. Tél. : 02-40-48-74-74. [redacted] 70 F [redacted] 100 F (11 à 15 €).

GUIDE

CINÉMA

Cinéma expérimental
[redacted] de ce nouveau rendez-vous [redacted] au cinéma expérimental sur le thème « Un film, [redacted] ville, un concept ». [redacted] programme : Paris, [redacted] Francisco, Turin, New York (trans)figurées [redacted] par des films courts et rares : [redacted] (Jean-Claude Sée, [redacted] réalisé grâce [redacted] Henri Langlois et dont la musique (concrète) est signée Pierre Henry ; [redacted] *censure* (Pierre Clémenti, 1967-75), une mélopée transgressive qui scande une période charnière ; *Paris express* (Pierre Prévert, [redacted] tourné dans [redacted] bas-fonds parisiens [redacted] des figures [redacted] légende ; *Velocità* (Pippo Oriani, 1930-31), un [redacted] premiers films futuristes tourné [redacted] Turin ; [redacted] *watermelons* (Robert Nelson, 1965), film sans un seul plan de [redacted] Francisco mais qui évoque l'esprit [redacted] la ville [redacted] les années [redacted] sur une musique de [redacted] Reich...
Forum [redacted] images, porte Saint-Eustache, 1er. Mº Châtelet-Les Halles. Le 24, [redacted] 19 heures [redacted] 21 heures. Tél. : 01-44-76-62-00. 30 F.

Tragédie, mythes et modernité
Fruit [redacted] la collaboration entre [redacted] culturel La Clef, [redacted] cinéma Images d'ailleurs et [redacted] Théâtre [redacted] Lierre, ce festival présente une sélection [redacted] films sur le [redacted] « Tragédie, mythes et modernité ». Petit aperçu de [redacted] programmation : *Le Septième [redacted]* (Bergman, 1958), *Le Sacrifice* (Andreï Tarkovski, 1986), *[redacted] Mépris* (Jean-Luc Godard, 1963), [redacted] (Idrissa Ouedraogo, [redacted] (Pier [redacted] Pasolini, [redacted], mais également [redacted] films [redacted] Kurosawa, [redacted] Welles, Straub [redacted] Huillet, Wim Wenders...
[redacted] Images d'ailleurs, 21, rue [redacted] la Clef, 5e. Mº Censier Daubenton. Du [redacted] février au 1er [redacted]. Tél. : 01-47-63-74-00. 35 F.

Michel [redacted]
[redacted] Opportun, [redacted] rue des Lavandières-Sainte-Opportune, 1er. Mº [redacted] [redacted] 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.

Richard Galliano
Jean-Marie Ecay
Rémi Vignolo
Sunset, 60, [redacted] des Lombards, 1er. MºChâtelet. [redacted] 24, [redacted] et 22 heures. Tél. : [redacted] De [redacted] F [redacted] Jusqu'au [redacted]

Les Négropolitains
Chansons [redacted] Boby Lapointe interprétées par un duo de chanteurs africains.
[redacted] d'Edgar, 58, boulevard [redacted]gar-Quinet, 14e. Mº Edgar-Quinet. [redacted] 20 h 15. [redacted] : 01-42-79-97-97. De 70 F [redacted] 90 F. Jusqu'au [redacted] février.

[redacted] Matchboxx
Sentier [redacted] Halles, 50, rue d'Aboukir, 2e. Mº Sentier. Le 24, [redacted] heures. Tél. : 01-42-36-37-27. Jusqu'au [redacted] février.

TROUVER SON FILM

Tous [redacted] films Paris [redacted] régions sur [redacted] Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : [redacted] places du jour vendues [redacted] moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place [redacted] la Madeleine [redacted] Parvis [redacted] Montparnasse. [redacted] 12 h 30 à [redacted] heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 [redacted] heures, le dimanche.

Alain Kremski (piano)
Œuvres [redacted] Liszt, Satie, Schumann, Scriabine, Brahms, Chopin [redacted] Mahler.
Théâtre de l'île Saint-Louis, 39, quai d'Anjou, [redacted] Pont-Marie. [redacted] 24, à 18 h 30 et [redacted] heures. Tél. : 01-46-33-48-65. [redacted] 100 F. Jusqu'au 28 février.

Ensemble intercontemporain
Chin : [redacted] *pour ensemble* [redacted] *électronique.* Stravinsky : *Symphonie [redacted] à vent, L'Histoire du soldat, suite.* Ferneyhough : *Allgebrah.* [redacted] (hautbois), David Robertson (direction).
Cité de [redacted] musique, 221, avenue Jean-Jaurès, 19e. Mº Porte-de-Pan[redacted] Le 24, à 19 h [redacted] Tél. : [redacted] 120 F.

RÉSERVATIONS

[redacted] Juif [redacted] Malte
[redacted] Christopher Marlowe, [redacted] en [redacted] Bernard Sobel.
Théâtre, 41, [redacted] Grésillons, [redacted] Gennevilliers. Du [redacted] mars au 18 avril. Tél. : 01-41-32-26-26. [redacted] 140 F.

[redacted] Taha
Olympia, [redacted] boulevard [redacted] Capucines, 9e. [redacted] 18 [redacted] heures. Tél. : 01-47-42-25-49. 181 F.

DERNIERS JOURS

[redacted] février :

Le Marchand [redacted]
[redacted] William Shakespeare, [redacted] en [redacted] de Stéphane Braunschweig.
Bouffes [redacted] Nord, [redacted] bis, boulevard [redacted] la Chapelle, 10e. Tél. : 01-46-07-[redacted] 70 F à 130 F.

Partage de midi
[redacted] Paul Claudel, [redacted] en scène de [redacted] Desarthe.
Théâtre national [redacted] Chaillot, 1, place du Trocadéro, [redacted] Tél. : 01-53-[redacted] F.

[redacted] :

Lucien [redacted]
et le post-impressionnisme anglais
[redacted] Tavet-Delacour, 4, rue Lemercier, [redacted] Pontoise. Tél. : 01-30-38-02-40. 20 F.

L'Atelier
[redacted] Jean-Claude Grumberg, mise en scène de Gildas Bourdet.
Théâtre Hébertot, 78 bis, boulevard [redacted] Batignolles, 17e. Tél. : 01-43-87-23-23. [redacted] 100 F [redacted] 250 F.

George Dandin
ou [redacted] Mari [redacted]
[redacted] Molière, [redacted] scène de Catherine Hiégel.
Comédie-Française-Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue [redacted] Colombier, 6e. Tél. : 01-44-39-87-00. [redacted] 65 F à 160 F.

Les Huissiers
[redacted] Michel Vinaver, mise [redacted] scène d'Alain Françon.
[redacted] national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20e. Tél. : 01-44-62-[redacted] De 80 F à 160 F.

Berthe Morisot, Degas, Manet, Renoir
[redacted] Marmottan - Claude Monet, 2, rue Louis-Boilly, [redacted] Tél. : [redacted] 24-07-02. [redacted]

MERCREDI [redacted] FÉVRIER

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

[redacted] néo-zapatistes. Forum Planète
[redacted] La Ruée vers le 7e art. Forum Planète

MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs. Invités : [redacted] de Fontenay, Elvis Pompilio, [redacted] Jo [redacted] Arno, Laurent Gerra, le professeur Jean-François Chassignol. [redacted]
19.10 et 0.10 [redacted] Rendez-vous [redacted] Ruth Elkrief. LCI
[redacted] l'Histoire. [redacted] d'une [redacted] extrême [2/2]. Arte
20.45 [redacted] Dossiers de l'Histoire. [redacted] Charansky. Histoire
[redacted] Ushuaïa nature. Les glaces [redacted] «Groenland». TF 1
[redacted] série. D'un [redacted] à l'autre. France [redacted]
[redacted] Le Droit [redacted] savoir. Enquête sur [redacted] plaisir : sexe, fric [redacted] TF 1
[redacted] Ça [redacted] discute. Les animaux sauvages ont-[redacted] leur place à la maison ? France 2
[redacted] Un [redacted] d'écrivains. [redacted] Kiljan [redacted] France 3
[redacted] Génération Albator. France 3
[redacted] Le Cercle. [redacted] France 2
[redacted] Le Canal [redacted] savoir. Mark [redacted] Paris Première

DOCUMENTAIRES

20.30 Zapata mort ou vif. Forum Planète
20.35 Radio Bikini. [redacted]
20.55 La Montée au pouvoir des femmes. [1 et 2/3]. Téva
[redacted] et bulldozers. [redacted]
[redacted] Les Tribus [redacted] Les Hurons. Planète
[redacted] Estonie. La tentation de l'Occident. Histoire
21.55 Les [redacted] Heures d'Anne de Bretagne. [redacted]
[redacted] Tsar Boris. [2/2]. [redacted]
[redacted] Quand on aime la vie, on va au cinéma ! Forum Planète
22.50 Pinochet, un dictateur [redacted] Odyssée
22.55 Les [redacted] himalayens. [redacted]
[redacted] légende [redacted]

DANSE

21.00 La Mentira. Chorégraphie de Wim Vandekeybus. Par la compagnie Ultima Vez. Muzzik
21.55 Scènes d'enfants. Musique de [redacted] Par le [redacted] du Staatsoper de Hambourg. Dir. John Neumeier. Muzzik
22.45 Songe d'une nuit d'été. Chorégraphie de Heinz Spoerli. Musique, Glass et Mendelssohn-Bartholdy. Par la compagnie de ballet du Deutsche Oper am Rhein. Mezzo

MUSIQUE

[redacted] La [redacted]. Avec Orquesta Aragon ; Boy Ge Mendes. Mezzo
21.50 Dialogues [redacted] carmélites. Opéra de Poulenc. Mise en scène. [redacted] Keller. [redacted] Jan Latham-Koenig. En simultané [redacted] France-Musique. [redacted]

TÉLÉFILMS

20.30 Sa majesté le flic. Jean-Pierre Decourt. Festival
[redacted] Meurtres, mode d'emploi. Fred Gerber. RTL 9
20.50 Vacances au purgatoire. Marc [redacted]

SÉRIES

20.40 Homicide. Le vieil homme et la mort. Série Club
20.40 Nestor Burma. Sortie des artistes. 13ème Rue
20.55 Marie Fransson. Positif. France 2
20.55 Le Chinois. Tour de passe-passe. TMC
21.30 Two. Coincé entre deux causes. Série Club
[redacted] Urgence. TV 5
[redacted] Oz. [redacted] appel. Série Club
[redacted] Friends. [redacted] One Where [redacted] In. Canal Jimmy
22.35 Ally [redacted] sourire. La fièvre du lundi soir. M 6
[redacted] Absolutely Fabulous. Joyeux anniversaire (v.o.). Canal Jimmy

FILMS

15.20 1941 ■■ Steven Spielberg (Etats-Unis, 1979, 115 min) O. [redacted]
[redacted] ■■ [redacted]ini (Italie, 1960, 120 min) O. Histoire
16.45 Août ■■ [redacted] Herré (France, 1991, 95 min) O. Ciné Cinéma 1
[redacted] Pat Garrett et Billy le Kid ■■ [redacted] Peckinpah (Etats-Unis, 1973, 105 min) O. Ciné Cinéma 2
20.50 Ripoux [redacted]ntre Ripoux ■■ [redacted] Zidi (France, 1990, 105 min) O. [redacted]
21.00 Hamlet ■■ [redacted] Branagh (EU - GB, 1997, [redacted] min) O. Canal +
21.00 Traquée ■■ Ridley Scott (Etats-Unis, 1987, 110 min) O. [redacted] 2

COLL. CHRISTOPHE L

[redacted] Ginger [redacted] Fred ■■■ [redacted] Fellini. [redacted] Masina, [redacted] (Fr.- It., 1986, 125 min) [redacted] [redacted] 1
[redacted] Conan le [redacted] ■■ John [redacted] (Etats-Unis, 1982, 125 min) [redacted]
22.45 [redacted] Disparus de Saint-Agil ■■ Christian-Jaque (France, 1938, N., 95 min) O. Ciné [redacted]
[redacted] Domicile conjugal ■■ François Truffaut (France, [redacted], 105 min) [redacted] Cinétoile
0.20 Plus dure sera la chute ■■ [redacted] (Etats-Unis, 1956, N., v.o., 110 min) [redacted] Ciné Classics
[redacted] L'Eau [redacted] ■■ [redacted] Assayas (France, 1994, [redacted] min) [redacted] Cinéstar 1
[redacted] Les [redacted] Marches ■■ [redacted] Hitchcock (Grande-Bretagne, 1935, N., [redacted] min) [redacted]
[redacted] Le Temps [redacted] l'innocence ■■ Martin Scorsese (Etats-Unis, 1993, 135 min) O. Cinéstar 2

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF1

18.25 Exclusif.
[redacted] Le [redacted]
[redacted] Journal, [redacted]
[redacted] Ushuaïa nature. Les glaces [redacted] «Groenland».
22.35 [redacted] Droit [redacted] savoir. Enquête [redacted] marché du plaisir : sexe, fric [redacted]
23.55 Minuit sport.
0.35 Nautisme.

FRANCE 2

[redacted] Friends. O.
18.45 Et [redacted] deux, et trois.
19.15 [redacted] l'an 2000.
19.20 Qui [redacted] qui ?
[redacted] Journal, Météo.
[redacted] Marie Fransson. Positif. O.
22.40 Ça se discute. [redacted] animaux [redacted] ont-ils leur place [redacted] la maison ?
0.30 Journal, Météo.
[redacted] Cercle. Les incontournables.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
[redacted] Un livre, un jour.
18.55 [redacted] l'information, Météo.
20.05 Cosby. O.
20.30 Tout le sport.
20.50 Hors série. D'un amour à l'autre.
22.30 Météo, Soir 3.
23.05 Un siècle d'écrivains. Halldor Kiljan [redacted]
[redacted] Génération Albator, le retour [redacted]
1.15 Nocturnales.

[redacted]

▶ En clair jusqu'à [redacted]
[redacted] Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.59 et 23.00 Shakespeare au cinéma. 21.00 Hamlet ■■ Film. [redacted] Branagh. [redacted] 23.05 Looking [redacted] Richard ■ Film. [redacted] Pacino (v.o.). [redacted]
[redacted] South Park. Série. [redacted] chef [redacted] chocolat salé. [redacted]
1.15 Spin City. Embrasse-moi idiot. [redacted]
[redacted] des morts-vivants ■ Film. Amando [redacted] O.

ARTE

19.00 Connaissance. Tout ce que [redacted] avez toujours voulu [redacted] pâtes.
19.45 Météo, Arte [redacted]
[redacted] Reportage. Preuves virtuelles.
[redacted] Mercredis de l'Histoire. Histoire d'une droite extrême [2/2].
21.35 Les Cent [redacted] siècle. La Guerre du Golfe, S. Salgado (1991).
21.50 Musica. Dialogues des carmélites. Opéra de Poulenc. En simultané sur France-Musique.
0.30 La [redacted] Book Business, [redacted] d'une multinationale. [redacted] Juhana Manner (v.o.). [redacted]
1.25 Tous [redacted] parfums de l'Arabie.

[redacted]

19.54 Le Six [redacted] Météo.
[redacted] Notre [redacted] famille. O.
20.40 Décrochage info, Une journée avec...
[redacted] purgatoire. Téléfilm. Marc Simenon. [redacted]
[redacted] Ally [redacted] Dites-le avec [redacted] sourire. [redacted] La fièvre du lundi soir. [redacted]
[redacted] Pourquoi [redacted] marche.

RADIO

[redacted]ANCE-CULTURE

[redacted] [redacted]gora. Daniel Zimmermann.
[redacted] Philambule.
22.10 Fiction. L'Autre Fils ; Le Retour, [redacted] Luigi Pirandello.
[redacted] Nuits magnétiques. [3/5].

FRANCE-MUSIQUE

21.45 Dialogues [redacted] Carmélites. 100e anniversaire de [redacted] naissance [redacted] Francis Poulenc. Par [redacted] Chœurs [redacted] l'Opéra national du [redacted] et l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, dir. Jan Latham-Koenig. [redacted] simultané [redacted] Arte.

RADIO CLAS[redacted]E

20.15 [redacted] Soirées. Concerto pour violon et orchestre n° [redacted] Grétry op. 37, [redacted] Vieuxtemps, par l'Orchestre [redacted] Paris, dir. Daniel Barenboïm. 20.40 Concert par l'Akademie für [redacted] Berlin. Œuvres [redacted] Haendel, Bach.
[redacted] Soirées... [redacted] Œuvres [redacted] Gouvy.

Le Monde TÉLÉVISION

CINÉ CINÉMA 2

[redacted] Garrett and Billy the [redacted] ■■

Au début des années 70, [redacted] Peckinpah reprend le [redacted] de [redacted] Garrett, hors-la-loi devenu shérif, [redacted] de Billy [redacted] Kid, son ancien *compagnon qu'il traque* [redacted] *nom* [redacted] l'ordre. A la suite d'un conflit, la MGM lui retire le montage [redacted] dénature [redacted] intentions. Après sa *mort, un nouveau montage* [redacted] effectué selon [redacted] instructions d'origine.

FRANCE 3

20.50 Hors [redacted]

Le documentaire *D'un* [redacted] *l'autre*, [redacted] Jean-Xavier de Lestrade, [redacted] trois histoires [redacted] couples « binationaux » divorcés qui s'arrachent leurs enfants, au [redacted] propre, [redacted] dépit de [redacted] internationale [redacted] La Haye. Les témoignages montrent [redacted] force [redacted] limites du droit international, lorqu'il [redacted] confronté [redacted] passions [redacted] et aux préférences nationales.

CANAL +

[redacted] Looking for Richard ■

[redacted] Pacino, plus [redacted] pour [redacted] prestations hollywoodiennes que shakespeariennes, a décidé de [redacted] au cinéma *Richard III*, [redacted] montrant tout : [redacted] coulisses, le tournage du tournage [redacted] aussi [redacted] recherche sur la pièce [redacted] son universel auteur. Une occasion [redacted] d'évoquer les « complexes » [redacted] comédiens américains face [redacted] Shakespeare. Un rêve d'acteur, un plaisir [redacted] spectateur. En v.o.

JEUDI [redacted] FÉVRIER

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.40 et 23.10 Thema. Laisse pas traîner ton fils ! Invités : Philippe Boggio, Patrick Delaroche, Marie-Anne Beulon, Fabienne Brugels, Paul Honkannen-Schubert, Richard Herding. Arte

MAGAZINES

13.30 Envoy[redacted]ial, les années 90. Irak, la [redacted] atomique. Les pisteurs. Invités : [redacted] Hélène Labbé, Sylvain Jouty. Histoire
15.40 [redacted] Vrai Journal. [redacted] : François Bayrou. [redacted]
16.25 1 an de +. Invités : Annette Peulvast-Bergal, Pascal Nègre. [redacted]
17.10 Le Débat. Le Kosovo. LCI
[redacted] stock. [redacted] McQueen. [redacted] Connery. [redacted] Première
18.00 et 21.00 Le Grand Journal. LCI
[redacted] part ailleurs. Invités : Sergent Garcia, Emile Ntamack, Eric Bayle. Canal +
[redacted] et 0.10 Le Rendez-vous [redacted] Ruth Elkrief. [redacted]
[redacted] Première. [redacted]
20.05 Temps présent. Enfants esclaves : [redacted] tapis [redacted] la honte. [redacted] l'éthique [redacted] l'étiquette. [redacted] au Kosovo ! Le siècle en images : Marée noire dans le golfe. [redacted]
[redacted] Direct. Invitée : [redacted] Aubry. France 2
22.20 Les Années belges. La gendarmerie, esprit [redacted] corps, es-tu là ? RTBF 1
[redacted] Le Magazine [redacted] l'Histoire. Invités : Yves [redacted] André Sellier, Frédéric Monier, Dominique Veillon, Alain Rey. [redacted]
[redacted] Hors série. D'un [redacted] à l'autre. France [redacted]
[redacted] La 25e Heure. [redacted] France 2

DOCUMENTAIRES

17.20 Pinochet, un dictateur face à ses victimes. [redacted]
[redacted] Brocéliande, [redacted] légende [redacted] réalité. [redacted]
18.25 Portraits de gangsters. [4/10]. Bonnie and Clyde. [redacted]
[redacted] Bretagne, le chant d'un peuple. Muzzik
[redacted] Voyages, voyages. Australie. Arte
19.10 Les Grandes Expositions. L'impressionnisme et [redacted] français. [redacted]
[redacted] Muttaburasaurus. [redacted]
20.20 Le Défi des océans. [redacted]
[redacted] A la rencontre de Jupiter. Forum Planète
20.35 Cinq colonnes à la une. Planète
20.45 Thema. Laisse pas traîner ton fils ! [redacted]
21.05 Des trains pas comme les autres. L'Orient-Express : Florence, [redacted] la Toscane [1/2]. TV 5
21.15 La Chine, dragon millénaire. [redacted]
21.40 Les Grands Compositeurs. [7/7]. Mozart. Planète
21.45 Les Seigneurs de l'Atlas. [redacted]
22.30 [redacted] Up : The [redacted] of Quincy Jones. Canal Jimmy
22.40 Divination, cigares et [redacted] Simon. [redacted]
23.40 Les Tribus indiennes. [9/20]. [redacted] Hurons. [redacted]
[redacted] Posti [redacted]
[redacted] Tsar [redacted] [2/2]. Intrigues au Kremlin. [redacted]
[redacted] Les Grandes [redacted] d'Anne [redacted] Bretagne. [redacted]

SPORTS EN [redacted]

[redacted] Championnats du monde. Sprint [redacted]
16.15 Tennis. Tournoi [redacted] de [redacted] Eurosport
16.40 Cyclisme. Tour de [redacted]
18.30 Football. Championnat [redacted] Europe indoor 1999. [redacted] - Belgique. [redacted]
[redacted] Basket-ball. [redacted] - Yougoslavie. Eurosport
20.30 [redacted] D1 : [redacted] SG - Lyon. [redacted]

DANSE

18.30 [redacted] d'une nuit d'été. [redacted]raphie. [redacted] Spoerli. Musique. Philip [redacted] et [redacted] Mendelssohn-Bartholdy. Par la compagnie [redacted] Deutsche Oper am Rhein. [redacted] l'Orchestre philharmonique [redacted] : [redacted] Kremer, violon. [redacted]

MUSIQUE

18.00 [redacted] Muzzik
20.00 The Return of Maria Callas. Londres 1973. Muzzik
[redacted] Prinsengracht Concert. [redacted] Shlomo Mintz, violon [redacted] alto ; Paul Ostrovsky, piano. Dir. Joop Stokkermans. Muzzik
21.40 Quintette pour cor, de [redacted] Par les Berliner Solisten. [redacted]
22.00 [redacted] pour piano de Mozart. Avec Daniel [redacted] Mezzo
22.20 Magic of Montreux 92. Muzzik
23.30 Simon [redacted]gra. Opéra de Verdi. Mise en [redacted] d'Elijah Moshinski. Par l'Orchestre du Royal Opera House, dir. sir Georg Solti. Muzzik
23.45 Quatuor à cordes, de Ravel. Par le Quatuor LaSalle. Mezzo
0.30 [redacted] Concert [redacted] Florence 1995. Avec [redacted] Chang, violon. Par l'Orchestre [redacted]harmonique [redacted] Berlin. [redacted] Mehta. [redacted]

TÉLÉFILMS

[redacted] Chérie, nous avons été rétrécis. Dean Cundey. Canal +
[redacted] Merisiers. Pierre Lary. [redacted]
18.45 Tout va bien dans [redacted] service. [redacted] Festival
[redacted] du diable. [redacted] Cayatte. Festival
22.00 La [redacted] Cayatte. [redacted]
[redacted] de têtes. Richard Elfman. [redacted]

SÉRIES

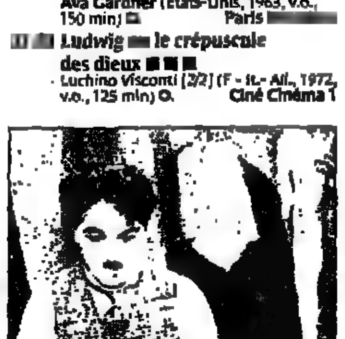
17.25 Seconde [redacted] Fugue pour la mineure. TMC
17.50 Hartley, cœurs à vif. France 2
[redacted] La [redacted] de famille. Le cauchemar d'Eddie. [redacted]
20.00 Larry [redacted] Balki. [1/2]. Le grand numéro. TMC
[redacted] Cosby. Le [redacted] France 3
[redacted] famille. Un [redacted] événement. M 6
20.10 Campus Show. [redacted] jambes [redacted] la [redacted] Série Club
20.13 [redacted] présente. Un simple accident. 13ème Rue
[redacted] Ellen. The [redacted] Show. [redacted]
[redacted] Buffy [redacted] vampires. Le [redacted] Série [redacted]
[redacted] Julie Lescaut. [redacted] RTBF 1
20.50 Marc Eliot. [redacted] La [redacted] TF 1
21.45 Stargate. Message [redacted]
22.10 La Rédac. Retour en enfance. Disney [redacted]
22.15 L'Inspecteur Lavardin. [redacted] en ville. TV 5
23.00 Working. Episode pilote (v.o.). [redacted]
[redacted] High Incident. [redacted] Quarters. 13ème Rue

FILMS

15.05 Plus dure sera la chute ■■ Mark Robson (Etats-Unis, 1956, N., 110 min) [redacted] Ciné Classics
[redacted] Baby Doll ■■ Elia Kazan (Etats-Unis, 1956, N., 110 min) O. Cinétoile
18.05 Les 39 Marches ■■ Alfred [redacted] (Grande-Bretagne, 1935, N., 85 min) [redacted] Cinétoile
20.30 Stromboli ■■■ Roberto Rossellini (Italie, 1949, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classics
20.35 Celles qu'on n'a [redacted] eues ■■ Pascal [redacted] (France, 1980, 105 min) O. Canal Jimmy
[redacted] Sherlock [redacted] attaque l'Orient-Express ■■ [redacted] Ross (Etats-Unis, [redacted], 115 min) O. 13ème Rue
20.45 Senso ■■■ Luchino Visconti (Italie, 1954, 120 min) O. Histoire
20.50 Les Démons de Jésus ■■ Bernie Bonvoisin (France, 1996, 125 min) O. M 6

COLL. [redacted]

[redacted] Les 55 jours de Pékin ■■ [redacted] Avec Charlton Heston, Ava Gardner (Etats-Unis, 1963, v.o., 150 min) [redacted] Paris [redacted]
[redacted] Ludwig [redacted] le crépuscule des dieux ■■■ Luchino Visconti [2/2] (F - It.- All., 1972, v.o., 125 min) O. Ciné Cinéma 1



CINÉ CLASSICS

22.20 Le Cirque ■■■ Charlie Chaplin (EU, 1928, muet, N., v.o., 70 min) O. Ciné Classics
22.30 Août ■■ Henri [redacted] (France, 1991, [redacted] min) O. Ciné Cinéma 3
22.50 Swing [redacted] ■■ [redacted] Carter (Etats-Unis, 1992, 115 min) O. [redacted] 2
[redacted] Papa longues jambes ■■ [redacted] (Etats-Unis, 1955, 125 min) O. Téva
23.00 1941 ■■ [redacted] Spielberg (Etats-Unis, 1979, v.o., 115 min) [redacted]
23.25 Hurlements ■■ [redacted] (Etats-Unis, 1981, [redacted] min) [redacted] 13ème [redacted]
[redacted] La Dixième Symphonie ■■ [redacted] (France, 1918, muet, N., [redacted] min) [redacted] Arte
2.25 Peggy [redacted] s'est mariée ■■ [redacted] Coppola (Etats-Unis, 1986, v.o., 100 min) O. Cinéstar 2

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF1

[redacted] La loi est la loi. O.
16.25 L'homme qui tombe à pic. O.
17.15 Sunset Beach. O.
17.40 Beverly Hills. O.
18.30 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Marc Eliot. [redacted] filles. O. [redacted] traque. O.
22.50 [redacted] Une femme traquée. Téléfilm. Stuart Cooper. O.
0.35 Les [redacted] l'entreprise.
[redacted] TF 1 nuit, [redacted]

FRANCE 2

[redacted] La Chance aux [redacted]
[redacted] Des chiffres [redacted]
17.15 Un livre, des livres.
17.20 Cap des Pins. O.
[redacted] Hartley, [redacted] vif. O.
[redacted] Et un, et deux, [redacted]
[redacted] 1 000 enfants [redacted] l'an 2000.
[redacted] Qui est qui ?
[redacted] Journal, Météo, Point route.
20.55 Direct. Invitée : Martine Aubry.
22.40 Expression [redacted] FO.
22.50 Les [redacted] de Jack Burton [redacted] les [redacted] du mandarin ■ Film. John Carpenter. [redacted]
[redacted] Journal, Météo.
0.50 La 25e Heure. Sœur Alice Domon.
[redacted] l'info.

FRANCE 3

15.00 Simon et Simon. O.
16.40 Les Minikeums.
17.45 Le Kadox.
18.20 Questions pour un champion.
18.45 Un livre, un jour.
[redacted] L'Euro, [redacted] d'emploi.
18.55 [redacted] de l'information, [redacted]
[redacted] Cosby. [redacted]
[redacted] le sport.
20.55 Ils [redacted] ces sorciers. Film. Georges Lautner. [redacted]
22.30 Météo, [redacted] 3.
[redacted] La Preuve par trois. Comités d'entreprise : [redacted] causes.
0.00 Espace francophone. Le phéno[redacted] reggae [redacted] Côte-d'Ivoire.
[redacted] Hors [redacted] amour à l'autre.

CANAL +

15.20 Surprises.
15.40 Le Vrai Journal.
16.25 1 an de +.
17.10 Chérie, nous avons [redacted] rétrécis. [redacted] Cundey. [redacted]
▶ En clair jusqu'à 20.30
[redacted] part [redacted]
20.15 Football. [redacted] de D1. [redacted] - Lyon. 20.30 Coup d'envoi.
22.30 Spécial «Jour de foot».
[redacted] têtes. [redacted]
0.20 Football. Montpellier - [redacted]
[redacted] Hockey NHL.

[redacted]A CINQ[redacted]IÈME/ARTE

14.30 La Cinquième rencontre. [redacted] 14.35 [redacted] guerre [redacted] 15.30 [redacted] avec Georges Wolinski.
16.00 Pi égale 3,14...
16.30 Correspondance pour l'Europe.
17.00 Au nom de la loi. O.
17.30 100 % question.
17.55 Paysages du monde.
18.25 Météo.
18.30 Le Monde des animaux.
[redacted] Voyages, [redacted]
19.45 [redacted]
20.15 [redacted] Formule glace.
[redacted] Soirée thématique. Laisse pas traîner [redacted] fils ! 20.45 Papa, [redacted] le juge et moi. [redacted] 22.25 L'Ecole des [redacted]
[redacted] Symphonie ■■ Film. muet [redacted] O.
1.25 [redacted] temps s'envole. [redacted] Hong Jong-kim (v.o.). O.

M[redacted]

15.15 [redacted] du paradis. O.
16.15 [redacted] 1.30 [redacted] clips.
[redacted] Les [redacted]
18.25 [redacted] Clark. O.
19.20 Mariés, deux enfants. O.
[redacted] Minutes, Météo.
20.10 [redacted] belle [redacted]
[redacted] Décrochage info, [redacted] simple junior.
[redacted] de Jésus ■■ Film. Bernie Bonvoisin. [redacted]
[redacted] House ■ Film. [redacted] Miner. [redacted]
[redacted] La [redacted] de [redacted] les cauchemars. [redacted] enfants [redacted] la pleine lune. O.

RADIO

FRANCE-CULTURE

[redacted] la musique. [4/5].
[redacted] Agora. [redacted] Audi.
[redacted] Lieux [redacted] mémoire. L'Olympia.
22.10 [redacted] Stan Rougier, prêtre catholique.
23.00 [redacted] magnétiques. [4/5].
[redacted] Du jour au [redacted] Pascal Ory.

FRANCE-MUSIQUE

[redacted] l'écoute.
19.40 Prélude.
20.00 [redacted] Violoncelle [redacted] l'Orchestre. Par l'Orchestre national [redacted] France, dir. Vassily Sinaisky : Œuvres [redacted] Tchaïkovski, Schnittke, Scriabine.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Jarrell, Holliger.
23.07 Papillons de nuit. Invités : Ravi [redacted] Régine Chopinot.

RADI[redacted] CLASSIQUE

20.15 [redacted] Soirées. Quatuor op. 33 n° 3, [redacted] Haydn, [redacted] Quatuor Mosaïques. 20.40 Concert. [redacted] l'Orchestre [redacted] Bretagne, dir. Stefan Sanderling. Œuvres [redacted] Labey, [redacted]
[redacted] Soirées... (suite). [redacted] de Dvorak, Suk.

[redacted] DES [redacted]

[redacted]
- Tous publics
- Accord parental souhaitable
- Accord parental indispensable ou interdit [redacted] moins de 12 ans
- Public adulte Interdit aux moins [redacted] 16 ans
- Interdit [redacted] moins [redacted] 18 ans

[redacted] *films*
- ■ [redacted] peut voir
- ■■ A ne pas manquer
- ■■■ Chef-d'œuvre ou classique

[redacted] symboles spéciaux [redacted] Canal +
- DD Dernière diffusion
- ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds [redacted] les malentendants

Le Monde TÉLÉVISION

ARTE

20.45 Thema : De quoi j'me mêle !

Cette « Thema » traite [redacted] l'autorité parentale, ou, plutôt, de son déclin. [redacted] Aït Aoudia, [redacted] Bakhtaoui, du document *Papa, maman, le juge et moi*, y livre [redacted] ce témoignage [redacted] propos des familles rencontrées au tribunal pour enfants : « *J'ai* [redacted] *des parents démunis, désespérés, perdus, oui. Mais des parents démissionnaires, jamais.* »

PARIS PREMIÈRE

21.00 Les 55 jours [redacted] Pékin ■■

Le [redacted] juin 1900, les Boxers, nationa[redacted] fanatiques [redacted] par la cour impériale, se lancent à l'assaut des légations étrangères installées [redacted] Pékin. Le siège dure jusqu'à l'arrivée d'une colonne internationale d'intervention, [redacted] août. Dans ce film ultra-romanesque à très grand, très fascinant spectacle dirigé par Nicholas Ray, Charlton [redacted] Ava Gardner font rêver. En v.o.

CANAL +

22.55 Réducteur [redacted]

Un blondinet, qui [redacted] remettre [redacted] pas un gang, les Vipers, les donne [redacted] flics. Les Vipers l'assassinent [redacted] que ses deux copains. Un ancien « tonton [redacted] » [redacted] cite sous forme de [redacted] réduites. Pour [redacted] venger, le trio transforme [redacted] malfrats en zombies. Peu de surprises dans ce téléfilm [redacted] par Richard Elfman ; une bonne idée, [redacted] d'un boss mafieux incarné par une homosexuelle.

35 F - Chez votre ...

صكنا من الاجل

Le Monde
JEUDI 25 FÉVRIER 1999

L'inflation en France au plus bas en janvier, la consommation au plus haut

EN JANVIER, les prix à la consommation [redacted] ménages français [redacted] baissé. L'indice [redacted] l'inflation, *publié par l'Insee mercredi 24 février*, [redacted] devenu négatif de 0,3 [redacted] au [redacted] du premier mois de l'année. Sur les [redacted] derniers mois, [redacted] prix n'ont progressé que de 0,2 %, le ni[redacted] le plus bas depuis mai 1957, qui avait connu une [redacted] prix [redacted] 0,3 % en glissement annuel.

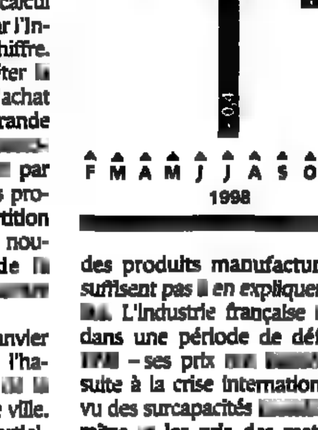
Le changement de mode [redacted] calcul [redacted] l'indice [redacted] prix, introduit par l'In[redacted] n'est pas à l'origine [redacted] chiffre. [redacted] permet juste [redacted] mieux refléter [redacted] réalité [redacted] comportements d'achat [redacted] Français, par une plus grande [redacted] géographique [redacted] leur consommation [redacted] par une pondération [redacted] différents produits plus proche [redacted] répartition [redacted] dépenses des ménages. Le nouvel indice [redacted] 94,1 % de la *consommation des ménages*, [redacted] auparavant

Une partie du [redacted] janvier s'explique par [redacted] soldes dans l'habillement [redacted] par [redacted] réduction [redacted] TVA sur l'électricité et le gaz de ville. [redacted] sont [redacted] partiellement compensés par la [redacted] produits frais, pour partie saisonnière, et du tabac. Hormis ces éléments exceptionnels, ce chiffre [redacted] apparaître [redacted] l'industrie [redacted] les services [redacted] prix [redacted] en janvier et en hausse de 1,1 % sur les [redacted]

Durant cette période, les produits [redacted] ont vu leurs prix baisser de 0,3 %. Une [redacted] à [redacted] dont les [redacted] augmentent quand [redacted] (+ 2,6 % en 1998) et pour qui les taux d'intérêt [redacted] deviennent élevés. Si [redacted] d'hiver expliquent une partie de cette [redacted] prix des produits manufacturés, ils ne *suffisent pas* [redacted] *en expliquer l'intégra*[redacted]. L'industrie française [redacted] dans une période de déflation [redacted] – ses prix [redacted] 3 % – suite à la crise internationale, qui [redacted] vu des surcapacités [redacted] apparaître [redacted] les prix des matières pre[redacted]

La déflation de janvier et la désinflation des derniers mois se traduisent pour les Français [redacted] une augmentation [redacted] leur pouvoir d'achat. L'an dernier, déjà, [redacted] avait augmenté de 3,4 %, suite à la faible [redacted] prix (+ 0,3 [redacted]) et à la [redacted] du chômage. Conséquence, la [redacted] des ménages [redacted] produits manufacturés [redacted] cesse d'augmenter. Après [redacted] envolée de 5,8 % en 1998, elle s'est encore accrue de 3,6 % en janvier, atteignant [redacted] niveau record de 64,55 milliards [redacted]

Virginie Malingre



Au moins dix morts et trente et un disparus dans une avalanche en Autriche

En Savoie, les intempéries empêchaient toujours de secourir les trois randonneurs de la Vanoise

■ **EN AUTRICHE**, les premières opérations ont débuté [redacted] 24 février, [redacted] la matinée, pour *secourir* [redacted] la [redacted] de Galtuer, dans [redacted] Tyrol, [redacted] une avalanche [redacted] 10 personnes, mardi. Dans un premier bilan, 31 personnes (4 habitants [redacted] touristes) [redacted] portées disparues, [redacted] plus d'une vingtaine blessées, dont plusieurs [redacted] dans un [redacted] critique, [redacted] la municipalité de la [redacted] sports d'hiver.

[redacted] gigantesque avalanche, la plus importante dans [redacted] région depuis 1919, a [redacted] 4 [redacted] a endommagé [redacted] autres, [redacted] de s'arrêter [redacted] quelques [redacted] la petite église du village. [redacted] un témoin, *« Il faisait soudainement nuit* [redacted] *4 heures de l'après-midi,* [redacted] *si* [redacted] *avait* [redacted] *d'un coup éteint* [redacted] *lumières ».* En réalité, *trois avalanches formant* [redacted] coulée [redacted] neige [redacted] de largeur ont [redacted] sur le village, situé à 1 600 m d'altitude. La neige s'entassait jusqu'à 5 m [redacted] hauteur dans le [redacted] Galtuer.

En raison des [redacted] neige, [redacted] hélicoptères [redacted] autrichienne n'ont pu transporter de sauveteurs sur place le jour même. Les [redacted] n'ont pas pu être évacués. Comme [redacted] d'hiver de la vallée [redacted] Paznaun, [redacted] est coupée du [redacted] depuis [redacted] week-end dernier, [redacted] avalanches ayant formé un mur qui [redacted] jusqu'à 7 m [redacted] hauteur sur la route d'accès. [redacted] total, 20 000 personnes sont bloquées dans ces villages. [redacted] la *nuit,* [redacted] *personnes* [redacted] *fouillé* pratiquement à [redacted] nues pour chercher les [redacted] ensevelies, [redacted] chances de [redacted] s'amenuisaient, puisque, [redacted] les experts, 70 % d'entre elles meurent après 35 minutes.

Dans la province de Salzbourg, une personne a été *tuée* par une avalanche. Le maire d'Ischgl, [redacted] une [redacted] kilomètres de Galtuer, [redacted] l'évacuation des touristes [redacted] son village pour éviter une catastrophe analogue. Il [redacted] cependant guère possible de déblayer les gigantesques [redacted] de neige qui bloquent la route [redacted] vendredi.

L'Autriche a demandé aux armées [redacted] cinq [redacted] (Allemagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et Suisse) de mettre des hélicoptères [redacted] sa disposition [redacted] atteindre [redacted] villages [redacted]

■ En [redacted], 5 [redacted], dont ceux [redacted] 4 touristes français, membres d'une famille de la région de [redacted] (Calvados), ont été [redacted] par [redacted] l'emplacement d'un chalet emporté par l'avalanche qui s'est produite [redacted] Evolène, [redacted] le [redacted] du Valais, portant [redacted] 7 le nombre [redacted] corps retrouvés. Trois autres touristes français étaient toujours portés disparus.

Environ *40 000 personnes*, dont 20 000 touristes, [redacted] bloquées dans les [redacted] sports d'hiver de Davos [redacted] Klosters, dans le nord-[redacted] du [redacted]. Toutes [redacted] voies d'ac[redacted] ont [redacted] en raison du très fort danger d'avalanches, après de nouvelles chutes de neige, ont précisé [redacted] autorités [redacted] Grisons, qui [redacted] qualifié la [redacted] de [redacted] critique.

Toute la partie nord-est de la Suisse est exposée à un risque maximum d'avalanches, selon [redacted] graduée de [redacted] 5 [redacted] par l'institut fédéral pour [redacted] la neige et [redacted] avalanches, basé [redacted] Davos. *« Le danger* [redacted] *très grandes avalanches subsiste,* [redacted] *particulier* [redacted] *zones non encore purgées »*, [redacted] indiqué cet [redacted]. Un danger [redacted] par un léger réchauffement [redacted] la température, qui se [redacted] *« par* [redacted] *diminution de* [redacted] *résistance de la couverture neigeuse, surtout* [redacted] *altitudes relativement* [redacted] *».*

■ **En France**, de nouvelles tentatives de repérage, effectuées mercredi matin par [redacted] hélicoptères des [redacted] en montagne, n'ont pas permis [redacted] localiser [redacted] randonneurs bloqués depuis plus d'une semaine dans [redacted] massif de la Vanoise (Savoie). Profitant [redacted] l'ab[redacted] *nuages* [redacted] *de vent,* [redacted] hélicoptères avaient décollé pour survoler [redacted] où [redacted] hommes sont censés avoir passé leur 8e nuit, [redacted] plus [redacted] 3 000 m d'altitude, [redacted] un igloo (*Le Monde* du 24 février).

Mais [redacted] situation [redacted] rapidement évolué [redacted] nouvelles chutes [redacted] neige et [redacted] nappes [redacted] brouillard. La veille, [redacted] secouristes avaient déjà [redacted] renoncer, compte tenu [redacted] conditions météo exécrables, [redacted] 120 km/h balayant le [redacted]teur. Après avoir progressé [redacted] une hauteur [redacted] neige de 1,5 m, la [redacted] de secours, composée d'une douzaine [redacted] du peloton [redacted] montagne de l'unité d'Albertville, [redacted] dû rebrousser chemin après avoir approché [redacted] col [redacted] Rechasse (3 000 m), les risques d'avalanche étant au maximum.

En revanche, le randonneur, [redacted] trente-cinq [redacted] disparu depuis dimanche dans le massif [redacted] la Chartreuse (Isère), [redacted] qui avait également [redacted] l'alerte grâce [redacted] son téléphone portable, a été retrouvé sain et sauf mardi [redacted] les gendarmes [redacted] peloton [redacted] haute montagne, vers 1 700 m d'altitude. Il [redacted] durant [redacted] nuits [redacted] une [redacted]

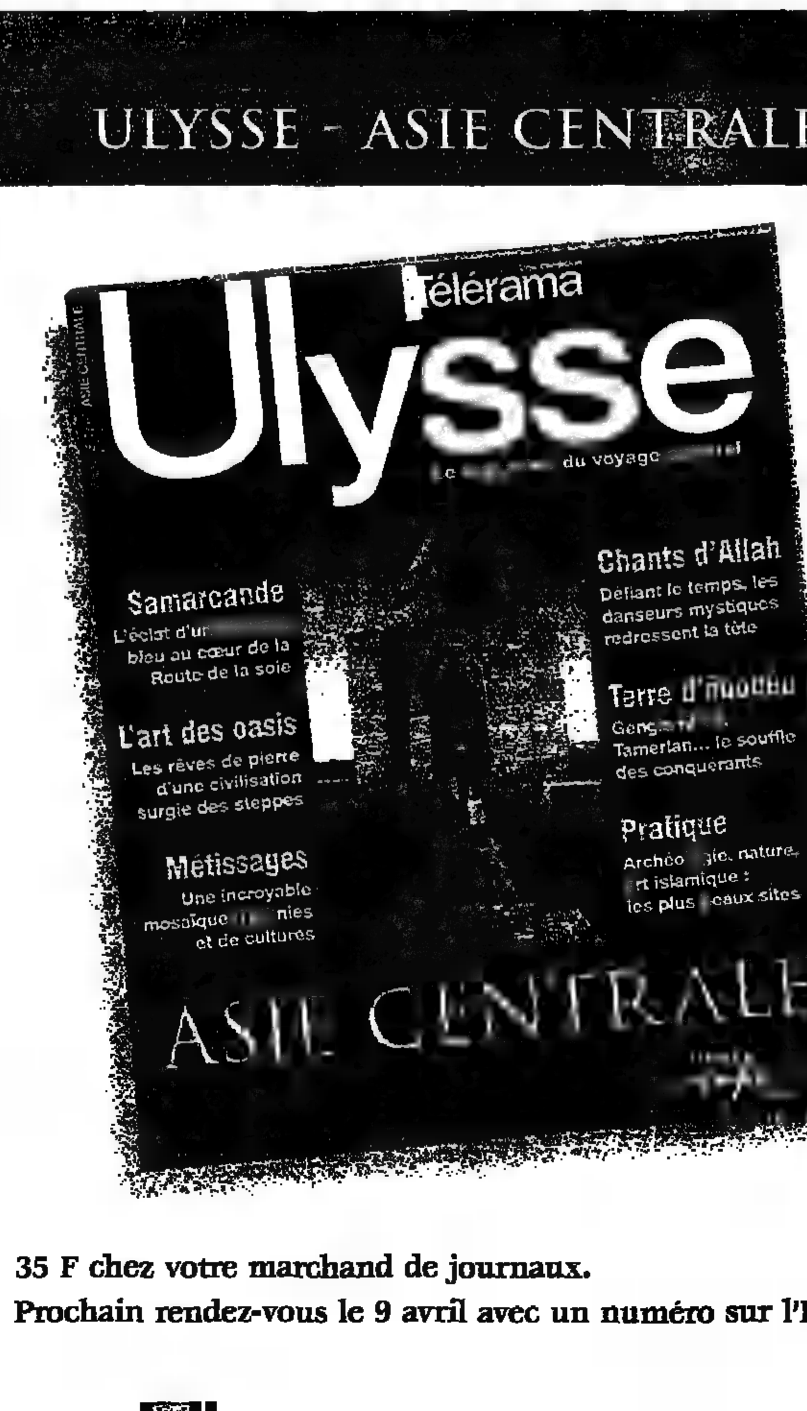
[redacted] Subtil
(avec nos correspondan[redacted] en Autriche et en Savoie)

Dans les Pyrénées, un randonneur succombe au froid

Un randonneur, [redacted] de vingt-six ans, [redacted] la nuit du mardi [redacted] mercredi 24 février, peu après son admission [redacted] l'hôpital [redacted] Tarbes, [redacted] il avait [redacted] transféré en hélicoptère après avoir [redacted] trouvé en [redacted] de [redacted] hypothermie, dans le massif pyrénéen du Montaigu. [redacted] femme qui l'accompagnait, [redacted] de trente-trois ans, également hospitalisée [redacted] d'hypothermie, [redacted] consciente lorsque [redacted] les ont retrouvés et hélitreuillés.

[redacted] randonneurs, qui [redacted] lundi [redacted] qu'ils tentaient [redacted] *redescendre dans* la vallée, *avaient été localisés par les secours* grâce à [redacted] photos [redacted] prises par hélicoptère. [redacted] faisaient partie d'un groupe [redacted] Toulousains partis dimanche, pour une journée de course, [redacted] Montaigu. Surpris par une tem[redacted] neige, ils avaient organisé un [redacted] d'altitude, improvisé pour la nuit, avant de se séparer en [redacted] cordées.

ULYSSE - ASIE CENTRALE



35 F chez votre marchand de journaux.
Prochain rendez-vous le 9 avril avec un numéro sur l'Egypte.

Ulysse le magazine du voyage culturel.
coédité [redacted] Télérama

Perquisitions chez un proche de M. Pasqua dans l'affaire Elf

LES JUGES [redacted] Joly [redacted] Laurence Vichnievsky [redacted] conduit, [redacted] février, une série de perquisitions visant un ancien policier, Daniel Léandri, considéré comme l'un [redacted] plus proches collaborateurs de [redacted] Pasqua. Escortées [redacted] policiers [redacted] la brigade financière, les magistrates [redacted] domicile, [redacted] le Val-d'Oise, dans un appartement du 5e arrondissement de Paris, puis [redacted] Nanterre, au conseil général des Hauts-de-Seine – [redacted] Pasqua [redacted] président – [redacted] jusque dans un immeuble [redacted] services du ministère de l'intérieur, où [redacted] fouillé [redacted] de l'ancienne secrétaire de M. [redacted]

[redacted] M. Pasqua au [redacted] l'intérieur, [redacted] Léandri [redacted] un [redacted] de conseiller au cabinet de Jean-Louis Debré, [redacted] d'être [redacted] à la direction générale de la police, où il était demeuré après [redacted] Jean-Pierre Chevènement. Promu officier, après s'être longtemps [redacted] son grade [redacted] brigadier-chef, peu en rapport avec [redacted] influence véritable, M. Léandri [redacted] en 1998 au [redacted] coopération technique internationale de police (SCTIP), avant de solliciter, en novembre, sa mise à la retraite. Spécialiste des questions [redacted] et des [redacted] africaines, il n'a pu [redacted] interrogé : il [redacted] envolé, la veille, pour un énième périple en Afrique...

Les juges cherchent apparemment à vérifier d'éventuels liens financiers entre M. Léandri [redacted] le groupe Elf. Evoquant des *« missions stratégiques* [en Afrique] [redacted] *d'Elf »*, [redacted] au [redacted] novembre 1997 n'avoir *« jamais reçu un centime »*. L'ancienne compagne de Roland Dumas, Christine Deviers-Joncour, avait par ailleurs affirmé [redacted] été recommandée auprès de lui par Alfred Sirven, ex-di[redacted] d'Elf aujourd'hui en [redacted]. Elle avait ensuite réalisé une brochure pour le conseil général des Hauts-de-[redacted]

Hervé Gattegno

Martine Aubry cherche à renouer le dialogue avec les médecins

LA MINISTRE de la solidarité, Martine Aubry, et le secrétaire d'Etat à la santé, Bernard Kouchner, ont adressé, mardi 23 février, une lettre à 137 000 médecins libéraux pour [redacted] convaincre [redacted] s'engager dans [redacted] maîtrise [redacted] dépenses [redacted] santé, contournant ainsi leurs syndicats. *« [redacted] croyons pas [redacted] la fatalité selon laquelle [redacted] ministres* (...) *et [redacted] médecins ne pourraient parvenir [redacted] comprendre »*, écrivent-ils. Les ministres réaffirment leur [redacted] remplacer d'ici quatre mois le mécanisme de sanctions collectives prévu dans la [redacted] et annulé par le Conseil [redacted]

Mme Aubry a prolongé cette opération [redacted] séduction en rendant [redacted] mardi, [redacted] un généraliste [redacted] Saint-Maur (Val-de-Marne) qui a adhéré à l'option « médecin référent » (abonnement d'un patient à un généraliste). Enfin, le ministère a engagé une concertation avec [redacted] représentants des médecins, des cliniques et des biologistes.

Christoph Eschenbach nommé à la tête de l'Orchestre de Paris

LA NOMINATION de Christoph Eschenbach, pianiste et chef d'orchestre, comme directeur musical [redacted] l'Orchestre de [redacted] adoptée par le conseil d'administration réuni mardi 23 février (*Le* [redacted] 21-22 février). Catherine Trautmann, ministre de la culture, a [redacted] *« celui qui* [redacted] *d'abord un excellent musicien* [redacted] *qui* [redacted] *une* [redacted] *française* [redacted] *nommer des musiciens* [redacted] *orchestres* [redacted] *« à bras ouverts par l'Orchestre de Paris »*, il [redacted] ministre, *« tirer le meilleur* [redacted] *ce que* [redacted] *fournir* [redacted] *formation qui* [redacted] *besoin* [redacted] *et emportée fermement par un travail soutenu ».*

La construction d'un auditorium [redacted] Paris a [redacted] confirmée par la ministre qui avait reçu un rapport en ce sens [redacted] M. Larquié, nouveau président de l'Etablissement public de la Cité de la musique de La Villette. Cet auditorium de 2 000 à [redacted] 500 places pourrait être situé sur les terrains de la Villette, mais d'autres emplacements [redacted]. Le [redacted] équipement serait [redacted] 400 millions [redacted] francs [redacted] son budget de fonctionnement de l'ordre de 20 millions.

DÉPÊCHES

■ **DROITE : [redacted] « responsables politiques départementaux de l'opposition républicaine »** d'Indre-et-Loire [redacted] lancé un appel lundi [redacted] février, à leurs *«* [redacted] *pour qu'ils reprennent leurs dis*[redacted] *en* [redacted] *d'aboutir* [redacted] *une* [redacted] *unique RPR-DL-UDF »* aux [redacted] européennes. Cette initiative vaut surtout par la qualité des signataires : Philippe Briand, député RPR, proche [redacted] Jacques Chirac et d'Alain Juppé, qui avait réuni ses collègues deux jours plus tôt dans sa mairie de Saint-Cyr-sur-Loire, Renaud Donnedieu [redacted] Vabres, député UDF, proche de François Léotard, Jean-Jacques Descamps, proche de Valéry Giscard d'Estaing, et Hervé Novelli, proche d'Alain Madelin.

■ **BIOLOGIE : le groupement d'intérêt scientifique Génoplante** a [redacted] présenté, mardi 23 février, par Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la [redacted] et de la technologie, entouré [redacted] respon[redacted] principaux instituts de recherche publics et [redacted] industriels concernés. Ce GIS, [redacted] 1,4 milliard de francs sur cinq ans, regroupe [redacted] publics [redacted] privés qui se consacrent [redacted] l'étude du génome [redacted] (*Le Monde* du 23 février). Il pourrait s'élargir dans un an à [redacted] partenaires européens.

Tirage du *Monde* daté mercredi 24 février 1999 : 474 777 exemplaires.

هكذا من الأصل

L'EGYPTE

JEUDI 25 FEVRIER 1999

Cette communication a été réalisée par la société Interfrance Média

Pierre après pierre, une visite au cœur d'un édifice en mutation

■ Ces dernières années, le pays a dû démontrer sa capacité à absorber les chocs

ET SI l'Egypte [illegible] ? Ces fameux critères de bonne gestion macro-économique, [illegible] de l'entrée dans l'Union économique et monétaire qui, il y a à peine un an, donnaient [illegible] de bien des responsables des pays européens candidats ? Simple vanterdise du ministère égyptien de l'économie ? Pas sûr. Dès avec un déficit budgétaire inférieur à 1 % du PIB, c'est l'une des conditions qui avait posé le plus de problèmes à bien des pays européens qui se trouve ici remplie. Certes, à 3,8 % pour 1998, le taux d'inflation ne [illegible] la limite imposée [illegible] 2,5 %. Mais quand on sait qu'il est en baisse [illegible] depuis des années et que, en 1997, il était de 6,4 %, la performance n'en

Le ministre de l'économie table sur une croissance de 7 % en l'an 2000

est pas moins impressionnante. Et ce d'autant plus que l'endettement global du pays ne cesse de diminuer.

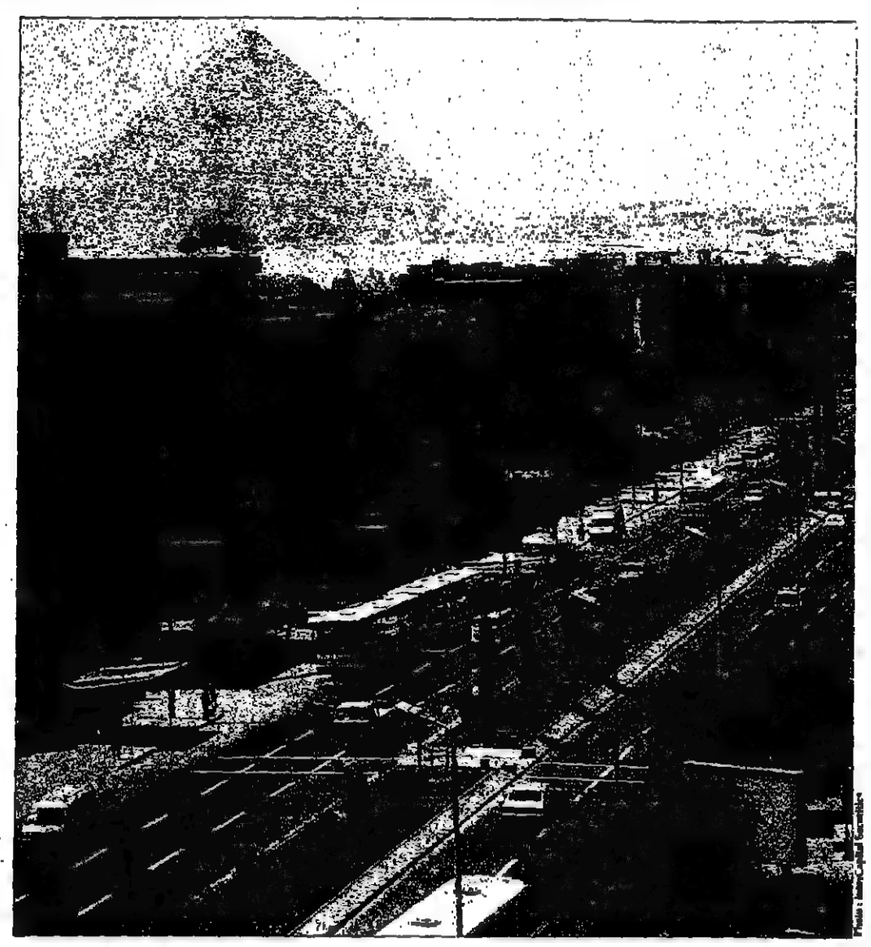
Encore plus fort : en Europe, la [illegible] de ces critères était [illegible] importante qu'elle justifiait, aux yeux de la plupart des dirigeants, le [illegible] provisoire de plusieurs points de [illegible]. En Egypte, c'est [illegible] le contraire qui est en train de se produire : malgré une gestion des comptes [illegible] tout-à-fait rigoureuse, la croissance a été de 5 % en [illegible] et le ministre égyptien de l'économie, Youssef Boutros-Ghali, table sur un chiffre de 7 % en l'an 2000. Le tout avec une hausse de la productivité de la main-d'œuvre, en [illegible] de 7 % par an, une augmentation notable à la fois de l'épargne et de l'investissement et un [illegible] de la population contenu à 2 % par année. De quoi, là encore, faire bien des envieux.

Autant de raisons de satisfaction qui ont valu à l'Egypte, phénomène assez rare ces temps-ci pour être relevé, un [illegible] du Fonds monétaire international. L'institution financière a en effet qualifié le programme de réformes engagé par le gouvernement égyptien au début des années 90 de « [illegible] ». Ce programme de stabilisation et de réformes, lancé en 1991, pourrait bien être la clef de la réussite actuelle. La première phase de ce plan prévoyait un contrôle budgétaire et monétaire serré, la libéralisation des taux de change et la dérégulation des prix. C'est largement elle, en posant les bases d'une reprise en main de l'économie, qui a permis de baisser continue et spectaculaire de l'inflation. La deuxième phase a été l'occasion de déréguler plus avant les prix et les marchés et de mettre en œuvre une réforme des secteurs public et privé. La troisième phase, quant à elle, entame la consolidation des acquis et doit s'achever cette année.

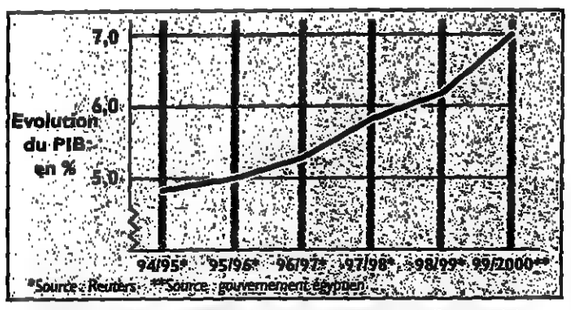
Le plus remarquable est que, pour arriver à ces performances, l'économie égyptienne a eu à affronter les [illegible] qui l'ont secouée ces dernières années. Elle a en effet réussi à résister à la fois à la chute de fréquentation touristique, la baisse des prix du pétrole et les crises économiques asiatique et russe. Comme l'explique Youssef Boutros-Ghali : « L'Egypte a bénéficié du fait d'avoir été sous-estimée par les investisseurs internationaux. L'idée qu'ils s'en faisaient était inférieure à la performance réelle de notre économie. Et les remous que nous avons eu à affronter a prouvé notre capacité à encaisser les chocs. » Une réaction positive facilitée par la faible dépendance de l'Egypte par rapport à l'Asie. « Nous tirons même un [illegible] de la situation, du fait que le [illegible] de nos importations en provenance de [illegible] s'est amoindri et que nous arrivons parfois à remplacer ces pays sur les marchés à l'exportation. De plus, nos deux principaux marchés, l'Europe et les Etats-Unis, connaissent une période de croissance, par conséquent nos exportations augmentent. »

Résultat, malgré ces turbulences n'empêchent ni les réformes de continuer à porter leurs fruits, ni le gouvernement de continuer la mise en œuvre de son ambitieux programme de privatisations, les investisseurs étrangers sont de plus en plus intéressés par l'Egypte. Alors qu'ils étaient de 7,7 milliards de francs en 1998, les investissements étrangers devraient se monter pour 1999 à 11 milliards de francs.

Une situation confortable qui permet au pays de faire un ultime pied de nez à la crise asiatique : alors que les financiers internationaux sont de plus en plus réticents à financer les pays émergents, l'Egypte vient de lancer une grande campagne d'appel aux capitaux internationaux sous forme d'emprunts qui devraient être souscrits sans grands problèmes.



Le Caire, entre deux continents, entre les richesses de son histoire et les ressources de son présent.



Le croissance du PIB, 445 milliards de francs en 1998, permet d'être optimiste.

Egypte et France : actions et intérêts communs

« [illegible] pays entretiennent des relations profondes et bien anciennes, ils ont tissé des liens étroits dont les racines remontent pour beaucoup au XIX* siècle et que l'un et l'autre souhaitent renforcer encore. La France, qui est à l'origine de la politique euro-méditerranéenne lancée par la Conférence de Barcelone de 1995, [illegible] s'appuyer sur l'Egypte, comme l'Egypte peut trouver avantage, dans ses rapports avec l'Europe, à s'appuyer sur la France ». Comme le soulignent les propos de l'Ambassadeur de France en Egypte, M. Jean-Marc de la Sablière, l'Hexagone occupe une position claire et [illegible] vis-à-vis de son homologue égyptien. Si les lois anti-dumping adoptées à son encontre par l'Union Européenne ont pu mettre un bémol à la bonne entente réciproque, le climat est à nouveau serein et les [illegible] porteurs d'échanges, tant sur le plan politique qu'économique, culturel et scientifique.

La concertation politique en est un volet stratégique qui porte avant tout sur le processus de paix au Moyen-Orient. L'année dernière, la France et l'Egypte ont constitué un groupe de travail et [illegible] leur volonté de jouer un rôle [illegible]. Une déclaration d'intention suivie dans les faits de nombreuses consultations périodiques et régulières. Ainsi, après avoir proposé au mois de mai 1998 l'organisation d'une conférence [illegible] visant à faire avancer les relations entre Israël et les pays arabes, les présidents Jacques Chirac et Hosni Moubarak se sont à nouveau rencontrés le 1er février à ce sujet. Au cœur des débats : les negociations avec la Palestine, la Syrie et le Liban. De leur côté, les ministres des affaires étrangères, Hubert Védrine et Amr Moussa, entretiennent des [illegible] fréquents.

Au chapitre économique, [illegible] aussi intense.

Suite page 2

Les entreprises changent de main

QUELQUE quarante-six entreprises publiques égyptiennes seront privatisées d'ici juin prochain. Tel est l'ambitieux projet de Atef Ebeid, le ministre du secteur des affaires. Parmi les priorités : les entreprises travaillant dans le secteur du commerce international ainsi le capital [illegible] le mois de février ouvert aux grands investisseurs, même si le gouvernement n'a pas écarté la possibilité d'autoriser des investissements individuels à prendre une participation également. Cette nouvelle vague de privatisations relancera la Bourse dont la capitalisation, qui s'élève aujourd'hui à quelque 116 milliards de francs, devrait ainsi passer au total à 336 milliards. « Un exemple à suivre pour les autres pays en difficulté économique », ont récemment félicité la Banque Mondiale et le Fonds monétaire international.

C'est la deuxième phase d'un programme de privatisations qui a commencé en 1991 et doit s'achever en 2001. Des entreprises de tissage à Alexandrie, Rashid et Damiette, ainsi que la société des Chemins de fer, devraient également faire partie de cette deuxième phase des privatisations. Autre priorité pour cette nouvelle vague : [illegible]. L'une des quatre grandes banques publiques se préparerait à passer aux mains du secteur privé : la banque d'Alexandrie, la banque nationale d'Egypte, la banque du Caire ou la banque Misr. Des rapprochements entre elles pourraient d'ailleurs intervenir parallèlement. Mais cette privatisation se fera progressivement, selon le projet de Mahmoud Mohieddine Aziz, le président de la Fédération des banques égyptiennes. 40 % du capital seraient dans un premier temps vendus à un investisseur étranger ; puis 40 % seraient soumis à une souscription publique, 20 % revenant au citoyens. Le gouvernement a cependant insisté sur le fait que ni les industries militaires ni le canal de Suez n'étaient à vendre.

En 1998, [illegible] nouvelles entreprises ont été vendues à un seul investisseur, représentant quelque 4,4 milliards de francs. Parallèlement, des appels d'offre publique ont été lancés pour trente-huit autres entreprises ou usines, [illegible] 50 et 60 % de leur capital. L'année dernière, pour la première fois, plusieurs entreprises d'infrastructure ont même quitté le domaine public ; des autoroutes par exemple, ou encore l'entreprise du téléphone cellulaire. Au total depuis 1991, environ 120 entreprises ont été privatisées, partiellement ou totalement, générant 14,6 milliards de francs de revenus. Le programme tend à s'accélérer. En 1998, huit entreprises étaient vendues tous les deux mois ; en novembre et décembre dernier, trente-deux entreprises l'ont été.

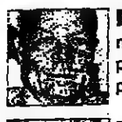
Des premières privatisations ont été un succès [illegible] 97 % [illegible] selon le gouvernement, augmentant à la fois les revenus et la valeur sur le marché des entreprises concernées. Les privatisations ont permis aux entreprises de payer leurs dettes et de financer des programmes de départ à la retraite, conduisant ainsi à la fois au rétablissement de leur équilibre financier et à la réduction de leur personnel. Près de 100 000 employés sont [illegible] en retraite anticipée. Parmi les nouveaux propriétaires privés, figurent non seulement les grands investisseurs [illegible] traditionnels de la Bourse, mais également, dans certains cas, les employés eux-mêmes, [illegible] associations d'actionnaires.

Le programme des privatisations attire les investisseurs étrangers, parmi lesquels des groupes français. Lafarge s'est d'ores et déjà déclaré intéressé par le rachat de Beni Suef Cement, présentant l'offre la plus élevée. Il aurait proposé de reprendre plus des trois quarts du capital de l'entreprise, soit un investissement de [illegible] millions de francs. Une offre qui [illegible] rence [illegible] celle d'un autre groupe étranger, l'Allemand Heidelberger Zement. La plupart des acteurs

Suite page 3

BANQUES Les quatre grandes banques publiques sont en voie de quitter le giron de l'Etat. Actuellement, seul un tiers du capital est entre les mains d'établissements privés. Une opération de grande ampleur a été annoncée. Le directeur général de la CIB, Adel A. El Labban, donne son avis sur la situation et sur les évolutions nécessaires. 3

FRANCEXPO 99 Du 2 au 8 mai 1999, une cinquantaine d'entreprises [illegible] conférences [illegible] du [illegible] pour les [illegible] français et égyptiens de se rencontrer et de discuter des possibilités de partenariat, de part et d'autre de la Méditerranée. 9



ENERGIE D'après Hamdi el-Banbi, ministre du pétrole, les [illegible] pétrole et en gaz connaissent une nouvelle phase d'exploitation. Leur production a augmenté en 1998 et de nouveaux sites ont été découverts ; l'Egypte renforce sa position au sein de l'organisation des pays arabes exportateurs de pétrole. 10

TOURISME Flâner [illegible] d'une croisière [illegible] les eaux [illegible] du Nil, [illegible] risquer dans les labyrinthes [illegible] pyramides, [illegible] papyrus... [illegible] le souligne le ministre de l'économie, Mamdouh El Beltagui, les [illegible] touristiques sont essentielles pour l'économie locale, et elles reprennent. 12

CETTE COMMUNICATION A ETE REALISEE PAR LA SOCIETE INTERFRANCE MEDIA QUI EST SEULE RESPONSABLE DE SON CONTENU

35 F - Chez votre

هكذا من الاصل

Cette communication a été réalisée par la société Interfrance Média

Pour une meilleure productivité, pour la croissance des investissements

■ Le gouvernement a pris une série de mesures pour relancer la machine économique. Bilan et perspectives

Le président Hosni Moubarak inaugure le chantier de ce qui sera la plus grande station de pompage du monde, destinée à irriguer la Haute Egypte.

L'ANNÉE qui vient [illegible] s'écouler [illegible] sans [illegible] [illegible] marquer d'une pierre blanche dans [illegible] annales économiques de l'Egypte, [illegible] plus [illegible] du [illegible] de la [illegible] Egypte où investisseurs et hommes d'affaires sont arrivés en [illegible]. L'Agence pour [illegible] Investissements et [illegible] [illegible] franches (General Authority For In[illegible] [illegible] Free Zones, le GAFI), [illegible] savoir en janvier par la voix [illegible] son président, [illegible] Dr Ibrahim Fawzy, [illegible] le nombre d'entreprises constituées au [illegible] premiers mois [illegible] dépassait [illegible] lui enregistré pour l'ensemble [illegible] 1997. [illegible] succès [illegible] aucun doute sur le programme mis [illegible] place par [illegible] gouvernement pour re[illegible] [illegible] machine économique. Les incitants fiscaux proposés [illegible] entreprises [illegible] donc avoir joué pleinement leur [illegible] ramené la confiance. Ceux-ci varient en fonc[illegible] du lieu d'implantation. L'incitant [illegible] une exemption [illegible] d'une durée [illegible] cinq ans, durée portée à dix [illegible] dans les [illegible] industrielles [illegible] qui peut atteindre vingt [illegible] les régions plus [illegible]culées [illegible] que le [illegible] la [illegible] Nil. Dans [illegible] franches, qui [illegible] accessibles à tous [illegible] d'entreprises industrielles pourvu qu'elles exportent [illegible] moins 50 % de [illegible] production, cette exemption est d'une durée illimitée. On [illegible] trouve une large palette d'activités : entreposage, [illegible] manufacturière [illegible] les *domaines du [illegible] encore de* l'ingénierie, conditionnement, assemblage, services, transports [illegible]ritimes, [illegible] pétrole, etc. La notion [illegible] zones franches se [illegible]ractérise en Egypte [illegible] sa [illegible]té. Ainsi, à [illegible] des zones dites publiques, [illegible] clairement circonscrits et ouverts à tous, trouve-t-on [illegible] privées. Comme l'explique le Dr Fawzy : « Un mécanisme a été mis [illegible] place qui [illegible] permet d'accorder [illegible] usine, ou qu'elle se [illegible] territoire et selon certaines conditions, *les privilèges qui [illegible] d'application* [illegible] les zones franches. »

« Un mécanisme nous permet d'attribuer à toute usine les privilèges accordés aux zones franches »
Ibrahim Fawzy

[illegible] les [illegible] locaux et étrangers s'inscrit [illegible] en [illegible] capitales à l'ordre [illegible] jour, lequel comporte quatre autres thèmes prioritaires : l'épargne nationale, la [illegible] économique, l'augmentation des exportations, et une diminution drastique [illegible] procédures administratives. La bureaucratie, jugée trop lourde, [illegible] en effet accusée [illegible] freiner les [illegible]. L'Egypte entend [illegible] outre réformer [illegible] place boursière à laquelle elle [illegible] donner [illegible] moyens [illegible] jouer un rôle déterminant par-delà les frontières nationales.

Entre janvier [illegible] 1998, 222 entreprises ont [illegible] constituées [illegible] Haute Egypte, 209 en Basse Egypte. Les capitaux [illegible] majoritai[illegible] d'origine égyptienne (76 [illegible] (12 %) ; parmi ceux-ci, [illegible] peut noter que [illegible] nombreuses *joint-ventures déjà présentes* [illegible] pris la décision de réinvestir [illegible] sous [illegible] forme de nouveaux [illegible] plutôt [illegible] de les engager à l'étranger. L'Union Européenne, [illegible] le [illegible] de la construction, [illegible] ensuite avec 5 %.

On [illegible] encore peu d'investissements français, quel en est le motif ? « La [illegible] a jusqu'ici en[illegible] historiques plus solides avec [illegible] Tunisie, [illegible] Maroc [illegible] l'Algérie, qui parlent la même langue et sont géographiquement plus proches. [illegible] convaincre d'investir en Egypte requiert donc [illegible] formation d'un nouveau [illegible] d'évaluation [illegible] changements d'orientation, ce qui nécessite du temps », répond [illegible] Dr Fawzy. Cependant [illegible] courbe tend à s'inverser ; [illegible] France prend pied au [illegible] pyramides. Ça [illegible] en 1997 dans le [illegible] bancaire [illegible] *télécommunications* en 1998. De son côté, Fouad Sultan, président [illegible] la société Alehly for Development & Investment, souligne que le [illegible] directs étrangers [illegible], d'une [illegible] générale, relativement faible et que ces derniers se concentrent [illegible] les [illegible] du pétrole et [illegible] la pétrochimie. A l'instar d'autres [illegible] économiques, il [illegible] le poids du bouche à oreille, sur [illegible] fait que ce sont [illegible] succès déjà [illegible]grangés [illegible] entrepreneurs qui inciteront de [illegible] investisseurs à s'installer [illegible] le pays.

Il s'agit donc [illegible] déposer l'ouvrage sur le métier, [illegible] d'autant plus léger [illegible] tendance [illegible] l'optimisme. [illegible] ministre [illegible] l'économie, Youssef Boutros-Ghali, [illegible] qu'il reste [illegible] chemin à parcourir mais affirme [illegible] son pays [illegible] perçu positivement, [illegible] l'intérieur [illegible] l'extérieur. Un rapport publié [illegible] *le [illegible] mois de décembre* 1998 est à l'origine de ses [illegible]tions. Il stipule que [illegible] bien progressé ces deux dernières années [illegible] les facteurs macroéconomiques indiquent [illegible] la [illegible] des [illegible] étrangers est un objectif à portée de main en [illegible], ainsi qu'une meilleure productivité, plus d'exportations et une [illegible] expertise managériale.

D'après [illegible] ministre toujours, les privatisations et [illegible] étrangers [illegible] couronné [illegible] réformes économiques menées [illegible] l'égide du Fonds monétaire international depuis cinq ans. Fort [illegible] ces données, il prévoit une augmentation [illegible] PIB, qui passerait de 278,4 [illegible] livres ([illegible] milliards [illegible] francs) [illegible] milliards ([illegible] francs), [illegible] investissements qui augmenteraient [illegible] 4 milliards [illegible] (6,6 [illegible] francs) par rapport à l'année précédente.

Egypte et France...

Suite [illegible] la première page

Les projets fourmillent [illegible] un [illegible]nement d'ampleur [illegible] prépare : « Francexpo 99 » au mois de mai prochain, [illegible] manifestation d'envergure [illegible] laquelle [illegible] cinquante entreprises [illegible] dues [illegible] Caire (voir [illegible] page 9). [illegible] mois [illegible] décembre dernier, [illegible] ministre du commerce extérieur, Jacques Dondoux, déclarait [illegible] que la [illegible] prête [illegible] financer [illegible] projets d'infrastructure [illegible] Egypte. Un prêt [illegible] millions [illegible] a récemment [illegible] accordé qui devrait servir [illegible] mise en [illegible] d'un projet [illegible] d'épuration [illegible] eaux [illegible] d'Alexandrie [illegible] la [illegible] la [illegible] ferroviaire du [illegible].

La culture [illegible] également [illegible] présente au [illegible] engagements bilatéraux. [illegible] du programme « France-Egypte, [illegible] partagés », [illegible] centaine [illegible] mani[illegible] ont [illegible] organisées [illegible] pays, [illegible] l'automne 1997 [illegible] long [illegible]. [illegible] l'exposition [illegible] d'Alexandrie au [illegible] sur [illegible] Fatimides à l'Institut du [illegible] Arabe. [illegible] public [illegible] a pu quant [illegible] lui admirer [illegible] exposition couvrant un [illegible] peinture française, [illegible] Corot [illegible]. [illegible] oublier l'archéologie où la contribution française [illegible] active.

Dans [illegible] sillage de la culture, [illegible] Allègre, ministre de l'éducation [illegible], de [illegible] et [illegible] l'Innovation, a annoncé que [illegible] à [illegible] une augmen[illegible] tangible de la coopération scientifique et technologique entre *les deux [illegible], ajoutant [illegible] les* sphères légales et humanitaires [illegible] également explorées. *En [illegible] quelques années, une* [illegible] française devrait voir [illegible] jour au Caire, un projet très [illegible] dans la mesure [illegible] plus [illegible] quarante mille élèves [illegible] leurs [illegible] des écoles dites à français renforcé. Il est prévu que l'Etat français apporte un appui pédagogique [illegible] institution, jugée [illegible] pour l'avenir [illegible] francophonie [illegible] Egypte. A ce propos, il [illegible] intéressant [illegible] constater que c'est l'Egyptien [illegible] Boutros-Ghali, [illegible] Secrétaire général [illegible] l'ONU, qui [illegible] trouve aujourd'hui [illegible] la [illegible] l'association [illegible] la francophonie [illegible] !

En [illegible] inverse, un institut d'études islamiques, auquel [illegible] professeurs égyptiens apporteront leur concours, devrait s'ouvrir [illegible] Paris [illegible] prochain.

Echanges euro-méditerranéens

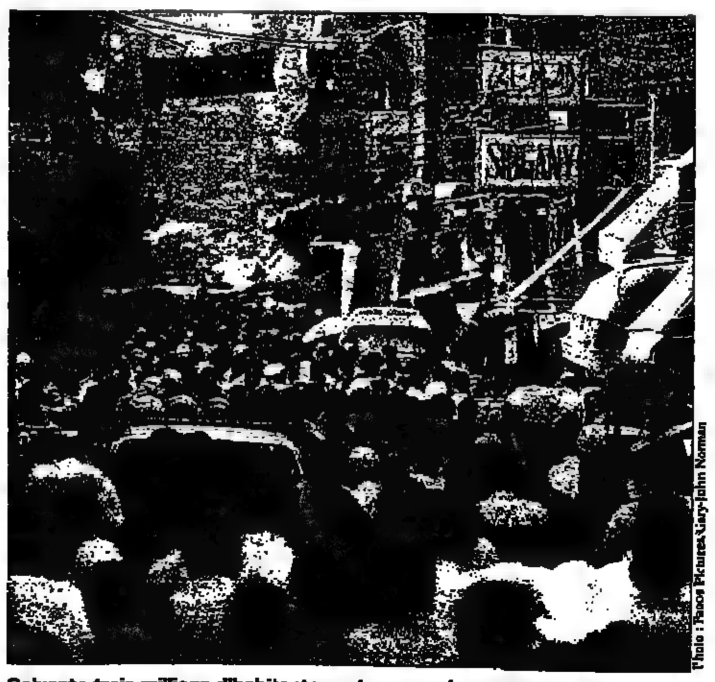
SI L'HISTOIRE lie l'Egypte et [illegible] France [illegible] si [illegible] deux [illegible] positionnent [illegible] côte [illegible] côte, l'Union Européenne dans son ensemble opère un rapprochement avec les terres [illegible] Ramsès et de Toutankhamon et, plus largement, [illegible] arabes.

Un programme-cadre défini [illegible] Conférence [illegible] Barcelone en novembre 1995 a en [illegible] jeté [illegible] d'une zone [illegible] libre-échange euro-méditerranéenne prévue pour 2010. Dans ce contexte, [illegible] nombreuses rencontres ont déjà [illegible] certaines décisions ont été prises. La Commission a ainsi approuvé au début du [illegible] décembre dernier l'octroi d'un [illegible] de 1,6 milliard de francs, dégagés sur une période de cinq ans, pour soutenir le processus [illegible] modernisation [illegible] l'industrie égyptienne. Il s'agira d'une part d'aug[illegible] sa productivité [illegible] d'autre part d'améliorer [illegible] capacités d'exportation grâce entre [illegible] à [illegible] meilleure formation du management [illegible] employés. La finalité [illegible] ces interventions est de préparer l'Egypte à la pression de [illegible] compétitivité attendue lors [illegible] l'ouverture [illegible] frontières [illegible] lui donner [illegible] moyens [illegible] jouer un rôle conséquent [illegible] sein [illegible] la nouvelle entité. Une proposition de loi a [illegible] déposée en janvier [illegible] la [illegible] du parlement égyptien à ce sujet. La participation [illegible] l'UE s'élève donc [illegible] plus [illegible] % [illegible] montant total (2,6 milliards [illegible] francs), le [illegible] étant financé conjointement par [illegible] gouvernement et le [illegible] privé égyptiens. C'est la somme la plus importante jamais allouée par l'Union [illegible] l'Egypte jusqu'à présent.

Une assemblée [illegible] ministres [illegible] affaires étrangères européens doit [illegible] tenir au sujet [illegible] la nouvelle zone [illegible] libre-échange à la mi-avril, à Stuttgart, [illegible] la présidence [illegible] l'Allemagne. Auparavant, une réunion [illegible] inscrite à l'agenda en janvier 1999, [illegible] Valence (Espagne) qui [illegible] ouvrir la voie [illegible] négociations [illegible] arrondir [illegible] aspérités [illegible] certaines pierres d'achoppement subsistant entre [illegible] nord et [illegible] sud. C'est le cas notamment [illegible] l'exportation [illegible] quatre produits [illegible] l'agriculture [illegible] oranges, [illegible] terre, [illegible] fleurs coupées [illegible] riz) ainsi que [illegible] la question [illegible] aux droits [illegible] l'Homme et [illegible] problèmes inhérents [illegible] ressortissants en séjour illégal [illegible] Europe. La France [illegible] déjà fait savoir en décembre dernier par l'intermédiaire de son ministre du commerce extérieur, Jacques Dondoux, qu'elle soutiendrait l'Egypte dans son souhait d'augmenter ses exportations [illegible] pommes [illegible] vers l'UE [illegible] que le problème de dumping n'était plus [illegible] l'ordre du jour.

« Avant tout, soutenir le développement économique du pays »
Amr Moussa

En prévision [illegible] ces négociations toujours, [illegible] pourparlers ont [illegible] engagés entre [illegible] qui entendent défendre une position commune [illegible] l'accord euro-méditerranéen. Une conférence, [illegible] laquelle participaient l'Egypte, [illegible] Syrie, [illegible] Liban, la Jordanie, la Lybie, [illegible] Tunisie, l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie [illegible] la Palestine, s'est [illegible] au [illegible] au [illegible] pour [illegible] coordination [illegible] pour demander [illegible] l'Egypte de servir d'interface. Cette dernière multiplie parallèlement [illegible] et mène [illegible] discussions avec [illegible] Turquie ainsi qu'avec les membres [illegible] l'AELE, [illegible] Européenne [illegible] Libre Echange qui regroupe l'UE, la Suisse, la Norvège l'Islande [illegible] le Lichtenstein, pour créer [illegible] nouvelles opportunités d'exportations. Ces [illegible] permettront aux produits égyptiens de pénétrer [illegible] marchés. Toutes actions qui jalonnent [illegible] chemin [illegible] par le ministre égyptien [illegible] affaires étrangères, Amr Moussa, qui [illegible] au [illegible] année : « [illegible] objectif prioritaire [illegible] aujourd'hui [illegible] le développement économique du pays. C'est [illegible] que nous œuvrons à la poursuite [illegible] processus d'intégration économique [illegible] les pays [illegible] que nous négocions un [illegible] partenariat avec l'Union Européenne, que [illegible] espérons conduire à son terme avant la fin de [illegible]. [illegible] travaillons à une coopération [illegible] le Moyen-Orient, laquelle repose sur [illegible] processus [illegible] paix ; enfin, nous avons [illegible] ac[illegible] les Etats-Unis. »



Soixante-trois millions d'habitants sont concernés par les réformes.

Cette communication a [illegible] entièrement réalisée par la société Interfrance Média Ltd.

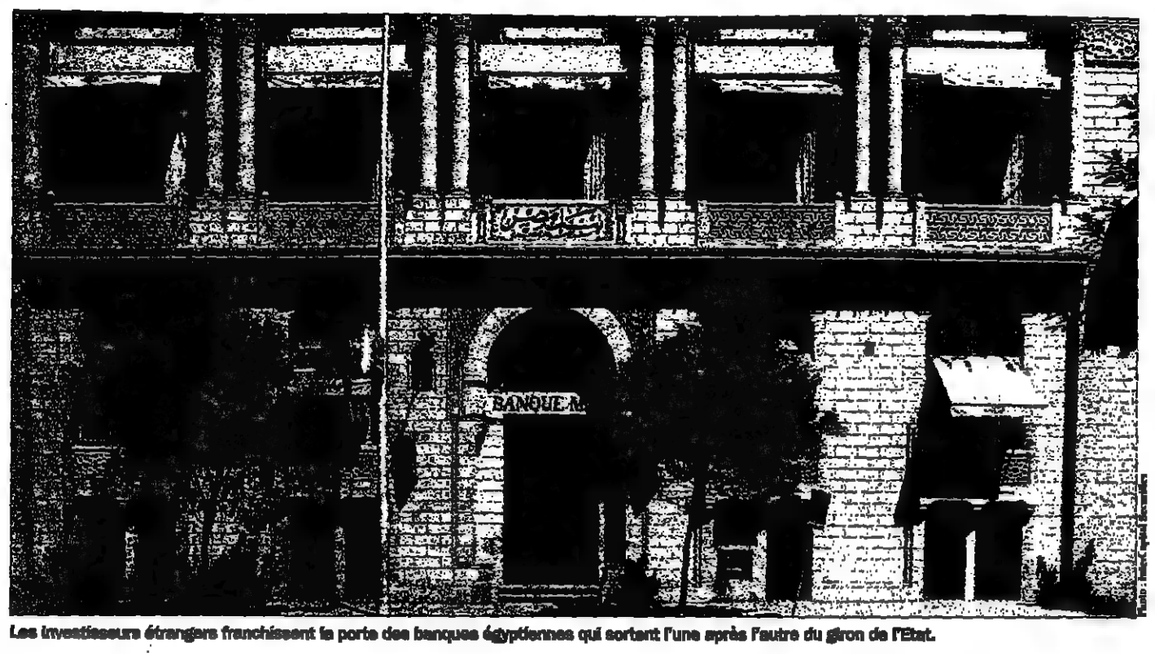
Interfrance Média Ltd
Centre d'affaires Ateac
112, avenue Kleber
75116 Paris
Tél : 01.47.23.00.23 Fax : 01.47.23.00.28

Les banques da[…]
privatisations à […]

هكذا من الأصل

Les banques dans une valse de privatisations à quatre temps

■ Les institutions bancaires publiques sur la voie de la dénationalisation



Les investisseurs étrangers franchissent la porte des banques égyptiennes qui sortent l'une après l'autre du giron de l'Etat.

[illegible] la vague [illegible] privatisations qu'est en train de connaître l'Egypte, un secteur, qui [illegible] prochainement [illegible] son baptême du feu, [illegible] une importance symbolique : [illegible] banques, [illegible] lesquelles la présence de l'Etat est encore très importante. Le gouverneur de la [illegible] égyptienne, Ismaïl [illegible], a ainsi récemment annoncé que des plans étaient à l'étude pour [illegible] prochainement l'une des [illegible] banques publiques [illegible] sont la National [illegible], Misr Bank, la Banque du Caire et Alexandria Bank. L'identité de « l'heureuse élue » qui devrait ouvrir le bal n'est pas encore [illegible], mais elle devrait être [illegible] un peu plus tard par les trois autres [illegible].

Ces projets semblent en tout cas assez avancés pour que le président de la Fédération des banques égyptiennes, Mahmoud Abdel Aziz, puisse donner quelques précisions sur les [illegible] que [illegible] ce processus : selon lui, 40 % des actifs de ces banques publiques pourraient être [illegible] à des [illegible] étrangers, [illegible] % à des [illegible] égyptiens et les 20 % restants pourraient être ouverts au public.

Ces annonces interviennent alors que l'Etat égyptien a déjà commencé à [illegible] dans le secteur bancaire : selon [illegible], toujours, [illegible] banques dans lesquelles il est actionnaire aux côtés de partenaires privés, le gouvernement a diminué sa participation de 51 % à environ 20 %. Les trois banques restantes devraient [illegible] prochainement connaître une évolution comparable. « Les privatisations pourraient apporter une gestion plus dynamique, [illegible] temps plus orthodoxe, aux [illegible] concernés », juge Henri [illegible] de Rolley, directeur général de la [illegible] Société [illegible] Bank, qui représente la Société Générale en Egypte. « De plus, elles obligeront [illegible] du secteur bancaire à être plus compétitif et cela contribuera à faire venir des investisseurs étrangers en Egypte », dit-il.

La Société Générale n'a d'ailleurs pas attendu le début [illegible] des privatisations pour renforcer sa présence : elle est la première institution étrangère à avoir détenu la majorité des parts d'une banque égyptienne, la National Bank of Egypt. Un [illegible] que beaucoup de professionnels trouvent justifié par les [illegible] mesures de libéralisation et de dérégulation du secteur bancaire que le gouvernement égyptien a prises depuis le début des années [illegible]. Parmi elles, [illegible] : la dérégulation du montant des dépôts et des taux auxquels les établissements bancaires peuvent consentir des prêts, qui a forcé les banques à adopter une attitude beaucoup plus compétitive et à se battre pour [illegible] clients, [illegible] qui autorise un actionnaire étranger à détenir la majorité des parts dans une banque égyptienne.

« Nous avons à la fois la possibilité et l'obligation de développer les régions »

Adel A. El-Labban

Photo : Interfrance Média

Mais les banques n'ont pas ressenti de manière aussi positive tous les aspects de la législation récente. La [illegible] « Loi 11 » votée en janvier 1998 a fait couler beaucoup d'encre en Egypte et a probablement empêché plus d'un banquier de dormir. Il faut dire que la [illegible] qu'elle a entraîné est de taille : alors que jusque là les bénéfices réalisés par les banques sur les [illegible] du trésor étaient pratiquement exonérés d'impôts, cet avantage vient de se trouver brusquement supprimé. Ce brutal [illegible] lui-même signe que le secteur bancaire égyptien est plus qu'en jamais condamné à la modernisation, et donc à devenir à terme plus profitable.

Directeur général de la Commercial International Bank [illegible], la plus importante banque privée d'Egypte, Adel A. El [illegible] envisage quatre [illegible] pour le développement du secteur bancaire dans son pays, il considère quatre pistes. « Le secteur bancaire est d'abord appelé à se concentrer. Nous avons en effet actuellement 62 banques ; la taille moyenne de beaucoup d'entre elles ne leur permet pas d'investir pour soutenir leur croissance. Il vaudrait donc mieux un plus petit nombre de sociétés de [illegible] plus importante », dit-il.

[illegible] priorité, les privatisations déjà évoquées. Une opération qui pourrait avoir un grande ampleur, si l'on considère qu'actuellement, seulement [illegible] du capital bancaire est entre les mains d'établissements privés. [illegible] impératif, le développement du réseau égyptien, et [illegible] des banques privées, sur l'ensemble du pays. « Je pense que nous avons à la fois la possibilité et l'obligation de développer les régions », affirme M. El-Labban. Enfin, rien [illegible] ne pourra se faire sans une plus grande transparence du système bancaire, en particulier les règles de comptabilité qui devront suivre les standards internationaux.

Moyennant quoi, [illegible]

Les entreprises...

Suite de la première page

étrangers [illegible] en général [illegible] gérant des fonds de pensions ou des assurances, à la recherche d'investissements sur le long terme. « La Bourse ne [illegible] donc pas vive dans le cadre d'un soudaine [illegible] de [illegible] », [illegible] Sherif Raafat, l'ancien président de la Bourse.

Le marché [illegible] égyptien présente cependant [illegible] plusieurs [illegible]. Les trois secteurs-clefs des télécommunications, de l'électricité et de la banque ne comptent actuellement que pour [illegible] % de la capitalisation totale, une proportion nettement plus faible que la moyenne [illegible] (70 %). Une situation qui devrait s'améliorer avec les prochaines privatisations d'entreprises [illegible]. Autre faiblesse, soulignée par [illegible] Taymour, le directeur général d'Egyptian Financial Group (EFG Hermes), le [illegible] de l'administration du public vers le privé reste bien [illegible] imparfait, parfois même [illegible] d'entreprises pourtant privatisées à plus de [illegible] %. L'Etat continue d'intervenir, diminuant [illegible] l'attrait de ses entreprises sur le marché boursier.

Pour résoudre ces problèmes, Sherif [illegible] recommande notamment deux [illegible] : la modernisation des infrastructures boursières, avec un personnel plus compétent, et la mise en place d'un véritable organisme de régulation. Le gouvernement souhaite lui aussi réorganiser la Bourse afin d'attirer davantage de capitaux étrangers pour son programme de privatisations. Avec deux priorités : améliorer l'accès général aux informations et réduire la [illegible].

Un site internet a été créé pour améliorer l'information des investisseurs étrangers. « Dans un futur proche, j'espère que la Bourse égyptienne devra être la première bourse de la région », conclut Youssef Boutros-Ghali, le ministre de l'économie.

Fusionner pour mieux progresser

MISR Exterior Bank se prépare à fusionner. « J'ai toujours été l'avocat des fusions, pas des acquisitions [illegible] simples mais bel et bien des véritables [illegible] sur un pied d'égalité avec des partenaires et nourries par un projet », affirme Nabil Ibrahim, le président de Misr Exterior Bank. « Regardez dans le reste du monde, les banques américaines, les entreprises industrielles, tout le train se consolider. C'est devenu une nécessité. » Actuellement, la banque est en cours de négociations avec d'autres banques. Mais aucun nom n'a encore été rendu public.

« Les petites structures ne peuvent pas survivre bien longtemps »

Misr Exterior Bank provient à l'origine d'une joint-venture avec la Banque Misr, la banque publique égyptienne, et [illegible] de España. Le secteur privé, qui au départ ne possédait qu'une minorité du capital, a racheté les parts de la banque espagnole. Misr Exterior Bank est [illegible] une société entièrement égyptienne. Un peu plus d'un [illegible] de son capital est désormais aux mains du secteur privé, le reste restant au groupe Banque Misr. Avec seulement neuf agences, Misr Exterior Bank ne cherche pas à acquérir une clientèle de particuliers. « Nous sommes très sélectifs », indique Nabil Ibrahim. « Nos clients sont plutôt importants, c'est la crème de la crème. » Misr Exterior Bank préfère pour le moment se concentrer sur le Caire et Alexandrie. « Se développer dans [illegible] serait [illegible] une stratégie. Je [illegible] ce marché pour les grosses banques. »

Le futur partenaire de Misr Exterior Bank, dont les [illegible] pour [illegible] s'élevaient à quelque [illegible] millions de francs, sera probablement une banque de taille comparable. « Il faut faire des fusions entre grosses entreprises », insiste Nabil Ibrahim. Mais projets sont [illegible]. « Je veux que cette banque, qui est de taille moyenne pour le moment, devienne une banque géante. Les petites structures ne peuvent pas survivre bien longtemps », précise-t-il. « Cela permettra également d'investir davantage dans la technologie et de mieux concurrencer les grandes banques internationales. »

Misr Exterior Bank entretient aujourd'hui des multiples relations à l'étranger, en Grande-Bretagne, avec notamment NatWest, mais aussi en France, avec le Crédit Lyonnais et la Société Générale. Le [illegible] de l'euro est d'ailleurs pour elle un sujet d'inquiétude. « Mais [illegible] nos partenaires européens vont perdre de leur flexibilité et l'Union risque de moins investir dans les marchés émergents. Nous voulons travailler main dans la main avec les Français. C'est très bien d'avoir ici la réalisation de projets [illegible] avec des entrepreneurs égyptiens, mais la clef de cette collaboration est avant tout la multiplication de joint-ventures », insiste-t-il.

CIG

CONCORD INTERNATIONAL INVESTMENTS

Gestion de portefeuilles individuels

Gestion de fonds communs de placement des marchés émergents

New York

Le Caire

هكذا من الاصل

La Bourse, adaptation et réglementations

■ Pour moderniser l'institution financière et la rendre plus stable

LE 15 DECEMBRE [redacted] M. Sameh el-Torgoman [redacted] pris [redacted] commandes [redacted] la Bourse du Caire [redacted] d'Alexandrie. [redacted] deux villes [redacted] partagent en [redacted] la *même* place boursière [redacted] placées [redacted] la tutelle d'une présidence unique. Peu après son entrée [redacted] fonction, il a déclaré que [redacted] action en [redacted] consisterait [redacted] rendre l'institution plus [redacted] plus performante, adaptée aux *conditions du marché aussi bien* [redacted] de technologie que [redacted] réglementations. Il suit en [redacted] politique choisie par son prédeces- [redacted] Raafat, qui a mis en place [redacted] juillet 1997 un programme destiné [redacted] moderniser et consolider [redacted] bases. L'objectif [redacted] d'accélérer [redacted] maturité et de lui donner [redacted] moyens [redacted] ambi*tions, à la* [redacted] *cadre du* processus [redacted] l'éco- [redacted] plaque tournante financière qu'elle souhaite jouer [redacted] la région, [redacted] Moyen-Orient [redacted] Afrique. Le plan [redacted] modernisation a commencé par [redacted] réaménagement [redacted] locaux, la réorganisation [redacted] humaines [redacted] définition [redacted] nouvelles *règles plus élaborées. En janvier,* un projet de transactions électroniques était testé et, d'ici l'été, un système de trading par ordinateur sera installé [redacted] soutien financier de l'agence [redacted] développement international [redacted] Etats-Unis. L'introduction d'un [redacted] système [redacted] de données est également [redacted] l'étude. Dans le même [redacted] d'esprit, [redacted] place boursière du Caire [redacted] son apparition [redacted] réseau [redacted] réseaux, [redacted] l'on peut consulter [redacted] informations *qui y sont relatives sur* [redacted] *site* www.egypse.com.

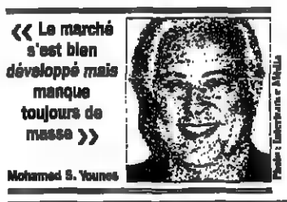
La renaissance [redacted] la Bourse égyptienne remonte [redacted] quelques années seulement. Après avoir fonctionné [redacted] ralenti pendant environ quatre décennies, [redacted] redéploie [redacted] ailes, en phase [redacted] changements d'attitude dont fait preuve le gouvernement [redacted] égard. Une *étape importante* [redacted] *été franchie* [redacted] lorsque [redacted] dernier a rendu possible [redacted] privatisations d'entreprises publiques [redacted] 100 % (elles n'étaient jusque [redacted] autorisées qu'à [redacted] 20 [redacted] 30 % maximum). Au début 1997, [redacted] Bourse a été extrêmement spéculative, l'année s'est cependant soldée par [redacted] croissance importante. 1998 [redacted] *par la suite été caractérisée par une* alternance [redacted] hauts [redacted] de bas.

M. Mohamed Younes, P.-D.G. [redacted] Concord International Investments, l'une [redacted] figures de proue dans le domaine [redacted] la gestion [redacted] portefeuilles, résume l'évolution du [redacted] et de son environnement économique. « A l'aube des années 90, la situation économique [redacted] *l'Egypte était similaire à celle de* l'URSS. Le déclic [redacted] intervenu à l'occasion de la guerre du Golfe, lorsque [redacted] communauté internatio- [redacted] s'est aperçue qu'une Egypte [redacted] pourrait [redacted] garant de la [redacted] régionale. [redacted] lui a donc proposé de s'éloigner du modèle socialiste et d'entreprendre [redacted] réformes économiques. En guise d'incitant, elle s'est engagée [redacted] annuler 50 % [redacted] sa [redacted] extérieu- [redacted] un délai [redacted] cinq [redacted] Les changements ont [redacted] résultats macroeconomiques spectaculaires. Ainsi l'Egypte dispose-t-elle actuellement de l'une [redacted] réserves en devises [redacted] plus importantes du monde, qui permet de couvrir dix-sept mois d'importation. Le marché financier s'est développé sur *ce terreau et* [redacted] *lui-même fait* d'énormes progrès. Il manque cependant toujours [redacted] masse [redacted] la capitalisation boursière, bien qu'ayant crû de façon vertigineuse ces dernières années, devrait encore augmenter. Notez que la [redacted] introduction de l'opérateur de téléphonie mobile « Mobinil » a accru la capitalisation de 50 %. *Ceci nous donne de quoi être* optimistes. De plus, on [redacted] à une participation croissante de la population, la preuve la plus tangible résidant dans le nombre de partici- [redacted] au [redacted] égyptiens, qui est de 250 000 personnes [redacted] qu'il n'y en avait pas il [redacted] a à peine deux ans ; nous [redacted] maintenant le potentiel à quatre [redacted] »

[redacted] porte à croire [redacted] les [redacted] dans leur ensemble vont poursuivre leur envolée. [redacted] El Hamid *Ibrahim, président* [redacted] Capital [redacted] Authority, l'organisme qui chapeaute la Bourse du Caire [redacted] d'Alexandrie, souligne de son côté : « [redacted] *1999, nous aurons un* [redacted] ché plus organisé qui attirera plus d'investisseurs et qui sera particulièrement actif. » Une affirmation confortée par l'intention [redacted] deux géants de l'industrie égyptienne, Orascom Construction Industries et EZZ Steel, [redacted] donner [redacted] leur expansion en émettant des obligations et [redacted] la place boursière. M. Ibrahim a [redacted] communiqué les [redacted] des [redacted] mois écoulés. De janvier à décembre [redacted] ont [redacted] effectuées pour [redacted] 22,6 [redacted] de livres égyptiennes, [redacted] l'équivalent [redacted] 37,5 [redacted] de francs, [redacted] quantité d'actions émises pour de nouvelles entreprises s'élevait, depuis janvier 1996, [redacted] 6 802, et [redacted] volume [redacted] *échanges était estimé pour les deux* [redacted] 57,8 [redacted] livres c'est-à-dire environ [redacted] de francs.

[redacted] fin novembre 1998, on comptait 833 entreprises [redacted] à la [redacted] du Caire.

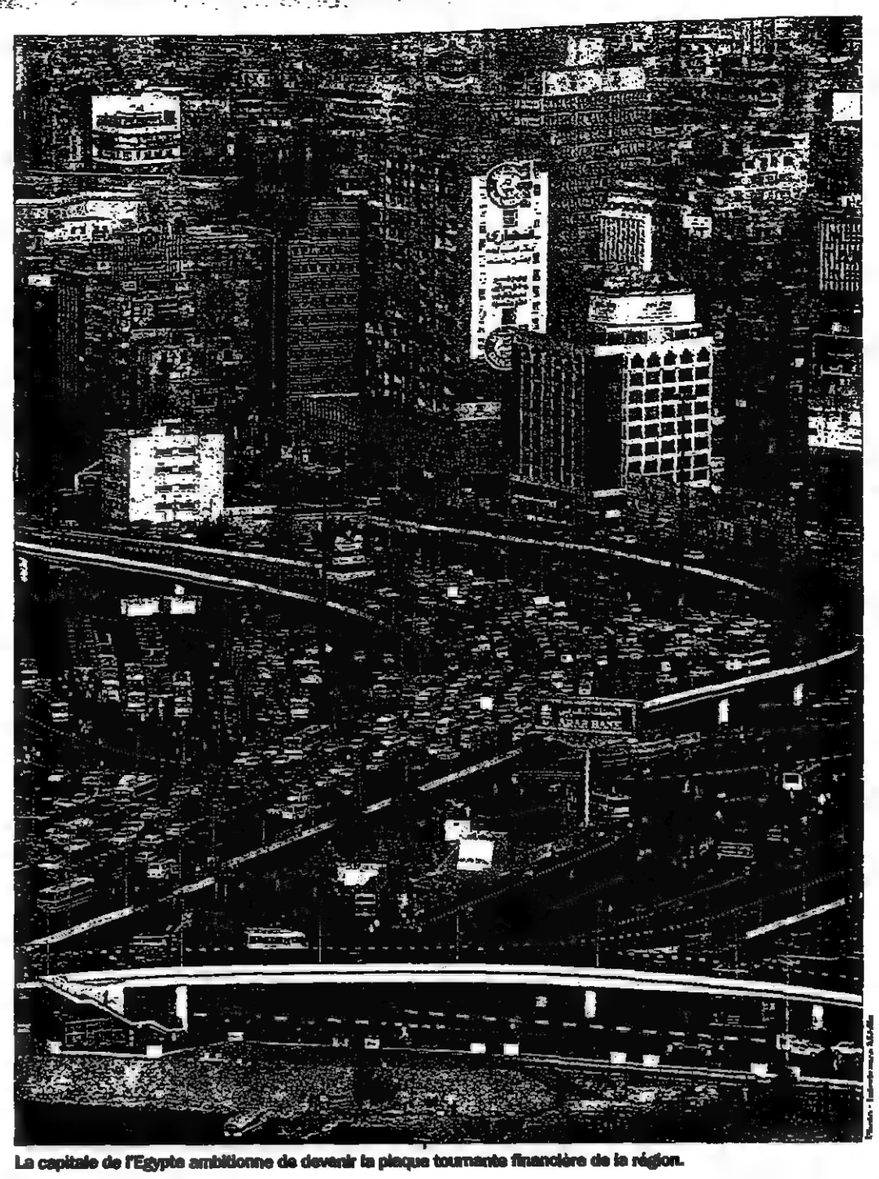
Un nouveau système de trading par ordinateur sera installé cet été



« Le marché s'est bien *développé mais* manque toujours de masse »

Mohamed S. Younes

Photo : Interfrance Média



La capitale de l'Egypte ambitionne de devenir la plaque tournante financière de la région.

Photo : Interfrance Média

Une période transitoire, des affaires à saisir ?

ATTENTION, affaire à saisir : voilà résumé en quelques [redacted] diagnostic [redacted] porte sur l'économie égyptien- [redacted] le processus [redacted] privatisation, M. Al Mansour Al Tarzy, président de l'Egyptian Advisory House, [redacted] *société de consultants économiques qui conseille* [redacted] nombreux [redacted] privés égyptiens. « En [redacted] de privatisations, le gouvernement égyptien va aller [redacted] vite cette année : plus de soixante sociétés vont être vendues en [redacted] et le programme [redacted] privatisations [redacted] achève en l'an 2000 », explique-t-il.

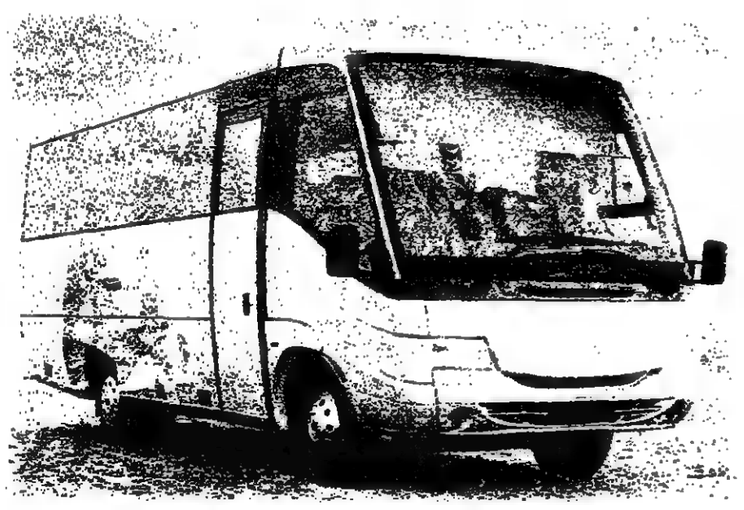
[redacted] temps [redacted] perdre, donc. C'est ce qu'ont *déjà fort* [redacted] *compris les groupes égyptiens eux-mêmes*, qui ont tendance à [redacted] précipiter [redacted] la moindre opportunité qui se présente et à considérer que l'intendance suivra. Au risque [redacted] trop se diversifier [redacted] de devenir plus fragiles ? « C'est vrai que plusieurs groupes se sont peut-être un peu trop diversifiés », concède M. Al Tarzy. « Mais [redacted] perception générale selon laquelle l'Egypte [redacted] période [redacted] historique, [redacted] qui [redacted] qu'il y a tellement d'opportunités. Or, il va falloir [redacted] en [redacted] peu [redacted] temps, car dans quelques années, il [redacted] trop tard. » Il [redacted] d'ailleurs relativiser [redacted] fragilisation que [redacted] encourir cette stratégie [redacted] à [redacted] sociétés : « Il est tout-à-fait possible que, dans quelques temps, elles revendent certaines [redacted] acquisitions. Mais, ce faisant, elles feront un gain en capital tellement important qu'elles [redacted] en [redacted] de rembourser non seulement l'argent qu'elles [redacted] emprunté [redacted] l'achat des entreprises dont elles [redacted] choisi de se [redacted] aussi [redacted] emprunts qu'elles ont souscrits pour d'autres projets. »

Si l'Egypte paraît être un tel pays de cocagne pour les investisseurs [redacted] d'acquérir [redacted] sociétés, *c'est en partie parce que le secteur privé y a toujours* été [redacted] Ainsi, même s'il [redacted] certaines [redacted] dans [redacted] années [redacted] et 70, il n'a *jamais été laminé comme* [redacted] les [redacted] l'est. De plus, au début [redacted] années 80, [redacted] président [redacted] lui a redonné une [redacted] qui a ouvert [redacted] voie [redacted] une decennie d'essor spectaculaire.

A ces raisons histoniques s'ajoute un [redacted] facteur *positif, même s'il peut sembler paradoxal : la part* relativement plus [redacted] investissements étrangers [redacted] rapport à d'autres [redacted] emergents, qui [redacted] contri- [redacted] protéger l'Egypte [redacted] économiques asiatique [redacted] Une leçon [redacted] prudence qu'a retenue [redacted] gouvernement pour [redacted] privatisations du cru 1999 [redacted] qui, paradoxe encore, pourrait [redacted] *avantager les étrangers : « A cause* [redacted] *la fragilité* [redacted] *la* Bourse, [redacted] dirigeants [redacted] veulent plus dépendre [redacted] marchés financiers. [redacted] préfèrent [redacted] présent créer pour [redacted] entreprises privatisées [redacted] noyaux durs d'actionnaires qui pourraient notamment intéresser [redacted] investisseurs étrangers. « Certes, ce [redacted] d'abord [redacted] investisseurs arabes, réputés plus intéressés par [redacted] stratégie [redacted] long terme [redacted] Egypte, qui sont visés. Mais les entreprises françaises ont elles aussi d'excellents arguments [redacted] faire valoir : « En [redacted] qui [redacted] France, il y [redacted] affinité, un potentiel [redacted] important, les investisseurs français sont vus d'un [redacted] œil ici. La présence française [redacted] surtout forte [redacted] banque [redacted] *l'assurance. Pour* [redacted] France, *l'Egypte représente une* porte d'entrée sur le monde arabe, [redacted] aussi [redacted] l'Afrique. Beaucoup de vos entreprises pourraient y voir [redacted] potentiel très *important* ».

Les dirigeants souhaitent créer des noyaux durs d'actionnaires

MCV 200



Le minibus
pour le confort, la sécurité
et la satisfaction totale du client !

MCV

Manufacturing Commercial Vehicles, S.A.E.
Agent Général de Daimler-Benz AG pour Véhicules Commerciaux
Km 24, Route Le Caire / Ismaylia - El Obour - Le Caire - Egypte
Tel.: (202) 2791969 - 4771335 - Fax: (202) 2791973

GRAPHIA

■ Le secteur de l'automobile ■ déjà quitté le bord de la piste depuis un moment. Aujourd'hui, il prend de l'accélération

Sur les chapeaux de roues

L'INDUSTRIE [redacted] l'automobile [redacted] son départ et, depuis [redacted] dizaine d'années, soixante mille employés travaillent [redacted] accélérer [redacted] vitesse de croisière. Voitures [redacted] ou particulières, minibus [redacted] poids lourds, [redacted] catégo- [redacted] véhicules [redacted] pour [redacted] exportées [redacted] pays [redacted] voisins, l'Afrique et l'Europe, [redacted] pour [redacted] 95 % [redacted] du marché local.

En [redacted] 1998, [redacted] teur coréen Daewoo, en joint-venture [redacted] le [redacted] Fotough Establishment, a [redacted] une usine dans la banlieue du Caire où sont désormais assemblés ses deux derniers modèles, [redacted] Lanos [redacted] Leganza. Ce faisant, Daewoo rejoint quelques marques [redacted] déjà présentes [redacted] Egypte, comme, entre [redacted] Peugeot, Chrysler [redacted] Motors. [redacted] Mitsubishi, qui a également confié [redacted] une entreprise [redacted] l'assemblage [redacted] bus et camions, [redacted] pièces étant importées [redacted] Japon. [redacted] construc- [redacted] Samsung envisagent [redacted] rejoindre prochainement le cortège. Cependant, les usines [redacted] fonctionnent encore qu'à moins d'un [redacted] leur capacité. [redacted] Saoudi, directeur [redacted] la Fédération industrielle du [redacted] automobile, souhaite que cette capacité [redacted] à 80 % et que son pays devienne rapidement le [redacted] de production majeur [redacted] l'ensemble [redacted] monde [redacted] de l'Afrique.

« Si elle veut perdurer, une entreprise doit un jour ou l'autre sortir du cercle familial »

Karim Ghabbour

L'exemple de MCV donne [redacted] pouls de cette industrie florissante. MCV [redacted] entreprise familiale privée détenue [redacted] % par [redacted] directeur général, Karim Ghabbour, et à [redacted] % par le beau-père [redacted] dernier. Son [redacted] d'affaires [redacted] était [redacted] millions de francs, un montant appelé [redacted] d'ici 2001 [redacted] projections [redacted] dirigeants. Les employés [redacted] au nombre [redacted] 1 300, [redacted] toutes at- [redacted] 000 dans quelques mois. Depuis 1995, MCV occupe une position confortable dans le domaine [redacted] poids lourds ; [redacted] tente aujourd'hui [redacted] prendre sa place [redacted] le trafic [redacted] camions plus légers. « Je reconnais que ce [redacted] assez [redacted] où cela va nous obliger à entrer en compétition [redacted] géants [redacted] me [redacted] General Motors qui contrôle 80 % du marché », affirme néanmoins Karim Ghabbour, qui [redacted] flèches [redacted]

En 1997, l'entreprise s'est diversifiée dans l'assemblage [redacted] camions légers [redacted] et ce, en collaboration [redacted] Mercedes qui apporte notamment [redacted] savoir-faire. Cinquante [redacted] en [redacted], l'objectif [redacted] produire [redacted] unités par [redacted] à court [redacted]. En [redacted] qui [redacted] camions légers, l'estimation [redacted] de 1500, [redacted] dit une multiplication du [redacted] par trois en [redacted]. Pour l'heure, [redacted] attentions [redacted] portées sur un [redacted] minibus de [redacted] places, [redacted] MCV 200, un produit pour lequel [redacted] robots [redacted] équipements sophistiqués ne suffisent [redacted] qui, par la force [redacted] choses, [redacted] appel à plus [redacted] main-d'œuvre. Un [redacted] dont le directeur de MCV entend bien tirer avantage : « Ce plus grand besoin [redacted] main-d'œuvre [redacted] général, que ce [redacted] ici ou en Europe, où elle [redacted] très chère. Et si, entre l'une [redacted] l'autre région, la qualité est équivalente, [redacted] peut obtenir [redacted] résultats [redacted] l'exportation. » Avant [redacted] cibler d'autres pays, les responsables de MCV souhaitent s'implanter fermement en Egypte, tout en [redacted] perdant [redacted] de vue que le marché domestique [redacted] certains inconvénients et peut affirmer un caractère [redacted] me cela [redacted] été le cas ces [redacted] temps en raison de la [redacted] fréquentation touristique. Après cela, ils orienteront leurs regards [redacted] le Moyen-Orient [redacted] l'Afrique, où ils comptent distribuer leurs véhicules par l'intermédiaire du réseau Mercedes. L'Europe, plus difficile [redacted] approcher, n'est pas [redacted] sur [redacted] liste ; l'Amérique [redacted] pourrait bien [redacted] revanche [redacted] faire partie.

MCV travaille actuellement [redacted] partenariat avec les [redacted] Scandinaves, mais [redacted] Ghabbour a récemment fait un détour par la France pour analyser [redacted] discuter des possibilités de joint-ventures dans le secteur de la construction : « J'apprécie beaucoup la France, en [redacted] de l'éducation que j'ai reçue sans doute. Nos deux cultures sont très [redacted] et pourtant nous avons des points communs. Nous ne sommes distants que de trois ou quatre heures d'avions et je crois que nous avons beaucoup de choses à nous apprendre l'un l'autre. « L'entrée en Bourse de la société n'est pas [redacted] l'ordre du jour mais pourrait bien se réaliser dans deux ou trois ans, dans la mesure où « si elle veut perdurer, une entreprise doit un jour ou l'autre sortir du cercle familial. »

L'assemblage de certains véhicules requiert beaucoup de main-d'œuvre, un avantage pour l'Egypte.

Consensus à propos de l'exportation

L'IMAGE [redacted] claire : [redacted] politique [redacted] marketing dont [redacted] pays [redacted] besoin pour [redacted] son développement [redacted] s'ouvrir vers l'extérieur sera mise au point [redacted] courant [redacted] l'année. Du tourisme à l'exportation, tous [redacted] concernés. [redacted] campagne [redacted] promotion [redacted] a [redacted] lancée [redacted] ce [redacted]. Pour [redacted] progression du [redacted] gouvernement a d'ores [redacted] déjà passé [redacted] intergouvernementaux relatifs [redacted] échanges commerciaux [redacted] le Maroc, la Tunisie, [redacted] Liban [redacted] la Jordanie.

En accord avec [redacted] changements et en tant que membre de la Communauté économique d'Afrique du [redacted] l'Est, l'Egypte [redacted] approuvé [redacted] réduction [redacted] 90 % des taxes [redacted] les vingt [redacted] un pays adhérents, [redacted] application depuis le 1er janvier [redacted]. D'ici l'an 2000, [redacted] échanges [redacted] sein [redacted] la Communauté, dont [redacted] volume [redacted] atteint 50 milliards [redacted] dollars, s'effectueront [redacted] frais [redacted] douane.

Le ministre du [redacted] services, Ahmed Guweili, a abordé [redacted] ces questions [redacted] d'un [redacted] minaire organisé [redacted] décembre dernier par l'Association [redacted] Femmes [redacted] égyptiennes. Intitulé « Exportations, horizons pour relever le [redacted] XXIe siècle ». [redacted] présidente du mouvement, Mme Amal Asfour, [redacted] listé [redacted] obstacles qui freinent [redacted] développement [redacted] l'économie et a souligné l'importance [redacted] partenariat [redacted] les secteurs public et privé et [redacted] rôle que les femmes ont à jouer pour renforcer la présence de l'Egypte sur la scène mondiale. Un site internet [redacted] mis en place sur lequel les exporta- [redacted] peuvent demander conseil.

Du coton, de l'ail, etc.

UNE pointe d'ail pour relever le goût... [redacted] notre terroir [redacted] un peu [redacted] l'Egypte. Atik Holding, l'un [redacted] plus grands groupes égyptiens, exporte 90 % de sa production de gousses roses vers l'Hexagone. Par [redacted] du courrier, la France lui fait parvenir [redacted] savoir-faire technologique qu'elle [redacted] forgé au cours du temps, [redacted] domaine de l'automobile notamment. « Nous allons [redacted] vingt-cinq [redacted] de collaboration [redacted] Renault [redacted] eux une usine d'assemblage [redacted] camions [redacted] bus. Tous nos châssis [redacted] fabriqués selon leurs techniques [redacted] selon leur degré d'exigence », explique [redacted] président d'Atik Holding, Mounir Ghabbour. La société [redacted] actuellement numéro 3 sur le marché [redacted] bus [redacted] camions, derrière Iveco et Mercedes, respectivement numéros 1 [redacted] 2. « En ce qui [redacted] voitures particulières, Renault [redacted] presque [redacted] inconnue aux yeux [redacted] population [redacted] en [redacted] prix élevés [redacted] à l'achat qu'au niveau [redacted] pièces [redacted] rechange. Quant a Peugeot, il a été adopté pour des taxis mais jouit néanmoins d'une présence limitée, [redacted] Citroën, qui [redacted] bien démarré, a disparu aujourd'hui », regrette M. Ghabbour.

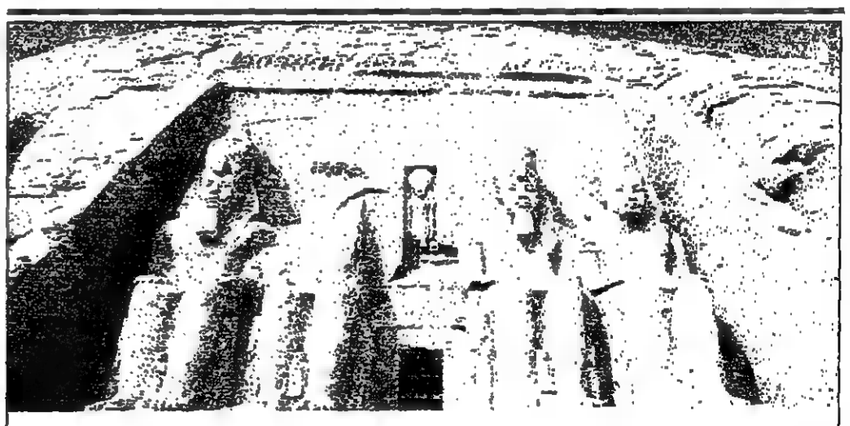
Parallèlement [redacted] l'agriculture [redacted] voitures, le groupe, qui est [redacted] familial, dispose d'un capital [redacted] millions [redacted] francs [redacted] emploie 4 [redacted] personnes, [redacted] actif [redacted] du textile, [redacted] et du tourisme. Ditem, située dans la zone franche [redacted] Alexandrie [redacted] usine spécialisée [redacted] prêt-a-porter et dotée d'équipements de haute technologie : elle est détenue [redacted] % par Atik et [redacted] % par une société française. Avec un effectif de 2 500 employés, elle fabrique [redacted] vêtements aux finitions soignées qu'elle exporte [redacted] 90 % vers les Etats-Unis, le solde partant [redacted] l'Union Européenne, un marché-cible pour le [redacted] égyptien au sein duquel [redacted] recherche [redacted] partenaires.

« Nous allons fêter 25 ans de [redacted] avec Renault. Pour l'instant nous construisons une usine d'assemblage de bus et de camions »

Mounir Ghabbour

Sur le marché [redacted] assurances, Atik a joué un rôle [redacted] précurseur en créant voici [redacted] ans Pharaonic, la première société d'assurances tributaire [redacted] 100 % de fonds privés. La constitution d'un [redacted] privé [redacted] promulgation de la loi reconnaissant [redacted] participations étrangères en la matière semblent ouvrir [redacted] horizons. « Nous continuons [redacted] développer, l'année dernière, nous avons monté [redacted] compagnie d'assurance-vie [redacted] un [redacted] tenaire américain. Les compagnies [redacted] auxquels [redacted] faisons appel sont [redacted] Français [redacted] Score », ajoute M. Ghabbour.

Atik, c'est aussi le tourisme. C'est l'hôtel [redacted] du Caire et deux bateaux [redacted] croisière [redacted] Nil Sonesta; c'est [redacted] Tours, Sakkara [redacted] Hotels. Et c'est, enfin, un nouveau projet au nom évocateur : Mirage. Un mirage tout [redacted] qui [redacted] l'automne prochain apportera [redacted] fortunés du Caire et [redacted] une clientèle composée d'hommes [redacted] vert en bordure du désert, [redacted] souffle d'air pur, un regain de vitalité, à l'abri de la pollution dont la capitale [redacted] le plus souvent voilée. Un terrain [redacted] golf international sera construit par une entreprise française, Gregori [redacted] : le green sera entouré de villas et d'un hôtel de 400 chambres géré par « The Luxury Collection of Marriot ».



> Vous serez accueillis en privilégiés dans l'un des 20 hôtels du groupe Accor en Egypte.

Hotel Sofitel

A la faveur souveraine d'un lever de soleil, aux abords de Louxor ou sur l'île Eléphantine au large d'Assouan... Au sortir des plus beaux palaces du Nil... A la découverte des fonds marins de la Mer Rouge...

Sejours et circuits dans les brochures de nos partenaires : Accor Tour, Autrement l'Egypte, Djos'Air, Fram, Jet tours, Kuoni, Nouvelles Frontières, Republic Tours, STI, Rev'Vacances. Réservations auprès de votre agence de voyages habituelle. **Informations Accor** : http//.www.accor.com

ACCOR
Nous fabriquons du sourire.

هكذا من الاصل

De l'esprit d'entreprise et de son contexte

■ Un aperçu de la situation économique actuelle de ses développements à le regard du P.-D.G. d'un groupe égyptien, formé à Fontainebleau

LA CONFIANCE est de mise *Egypte. enseigne que durant* seul mois novembre 1998, 178 sociétés ont été constituées dans l'ensemble du territoire, pour un capital 5.3 milliards francs, tandis que 54 procédaient à augmentation de leur capital à 1,2 milliard francs. La philosophie ambiante prône privatisation appelle savoir-faire partenaires technologiquement plus

Président-directeur général *groupe Lakah, Ramy Lakah nous* livre interprétation situation actuelle, son évolution, pour lesquelles il permis de en lendemains qui chantent, écueils qui subsistent. Formé à l'INSEAD, il fait partie d'une famille d'origine syro- arrivée voici siècles en Egypte ou, depuis, joue un rôle actif sur la scène économique. La société d'importation de matériel médical fondée par son grand-père 1890 est aujourd'hui numéro un dans son domaine pour l'Afrique le Moyen-Orient. Le groupe emploie 6 800 personnes, représente de grands l'industrie mondiale dans la région laquelle *il possède vingt-huit bureaux (en* Turquie, en Arabie Saoudite, en Syrie, Koweït...). En 1998, il a réalisé un chiffre d'affaires 2,6 milliards de francs environ, chiffre qui traduit un accroissement 32 % par rapport à l'exercice précédent. activités s'étendent notamment appareils médicaux, à la sidérurgie, à la construction, à l'énergie, tourisme transports aériens.

« L'ouverture du marché, qui a voici huit est un prin*cipe encore neuf pour hommes* d'affaires pour citoyens en général. La structure ressemble un peu que l'on trouvait la période d'après-guerre en France. C'est-à-dire que l'on à l'émergence groupes familiaux qui cherchent à progresser à diversifier. à l'heure actuelle, *disposons de beaucoup d'atouts qui* encouragent développement l'économie lui donnent des chances réussir : la situation politique sont stables ; dialogue est ouvert entre milieu affaires et le gouvernement, ce qui était impensable il y dizaine d'années. La possibilité nous est offerte de faire *propositions, il existe un aéroport* privé, ce sont des choses vraiment nouvelles ici. »

Si, jusqu'il y a peu, les grands groupes égyptiens confinaient leurs activités à l'importation de produits de marque étrangère, il note que c'est principalement dû au fait que la constitution d'une ano*nyme relevait d'un processus lent et* : il fallait près de six mois. A présent, quatre jours suffisent la tendance pour les entreprises ancrées le marché d'élargir horizons. Le groupe Lakah multiplie ainsi à l'échelle la planète et le transfert de savoir-faire, notamment le Japon, l'Europe et Etats-Unis. Il une période restructuration sur la consolidation existantes ainsi que la mise en *place de plus de transparence,* veille d'ouvrir % de capital dont 10 à la Bourse égyptienne 20 % aux sociétés internationales. Une évolution qui devrait confirmer en Egypte.

Optimiste, M. Lakah n'en pas moins pragmatique lorsqu'il évoque privatisations annoncées, pierre angulaire du mouvement : « Je que les privatisations sont une bonne mais il faut veiller à que glissement d'une situation autre ne se fasse pas trop rapidement. Il essentiel d'éduquer tous acteurs concernés avant de lancer sur voie. Nos patrons et nos ouvriers sont bons, mais en revanche, *dans la plupart* cas, cadres moyens n'atteignent pas encore le niveau de compétence requis par les marchés internationaux. En d'autres termes, de entreprises revêtent caractère intéressant pour des investisseurs potentiels, les opportunités sont grandes, mais le management a besoin de temps pour modifier ses comportements. »

Il conclut la qualité de l'ac- réservé aux minorités sur la terre des Pharaons : « Nous sommes en Egypte l'une des rares entreprises qui fasse partie d'une minorité religieuse ; en qui nous concerne, nous sommes catholiques. J'aimerais insister sur que, contrairement à l'idée certains cherchent à aux Etats-Unis, les minorités, quelles qu'elles soient, ne souffrent de discrimination, ni la part du gouvernement, ni part de population, que ni uns ni n'entravent développement de affaires. Je notre position de l'économie nationale le démontre très clairement. »

« Les privatisations sont une bonne chose en soi mais il faut rester vigilant »

Ramy Lakah

Photo : Interfrance Média

Comme un parc scientifique dans le désert

Produits high-tech fabriqués par Gold Star au Caire.

Photo : Interfrance Média

LE SINAI aura bientôt son « Sophia-Antipolis ». Le Premier le el-Ganzouri, a donné en janvier dernier une lecture détaillée des actions réalisées par le gouvernement égyptien et a fait part plan d'action qu'il échafaudé pour accompagner le pays dans le grand saut vers le troisième *millénaire.* le cadre *mesures préconisées,* il a mis l'accent sur les technologies a soulevé questions relatives à la production, à l'exportation, ainsi que les problèmes posés par densité population dans certaines régions. Son programme consiste donc à améliorer la productivité, à étoffer la gamme des produits offerts, à donner plus de poids au principe même l'exportation, à mettre tout pour accroître investissements étrangers. *changements* d'orientation seront suivis faits de plusieurs conséquences avantageuses. Source création d'emplois, contribueront à l'amélioration du niveau vie, permettront faire l'enseignement la recherche scientifique, ils permettront enfin employés ouvriers bénéficier d'un accès aisé techniques plus avancées d'être ainsi mieux formés.

La construction d'un d'activités économiques réservé entreprises spécialisées technologies s'inscrit parfaitement schéma. Son nom : « Sinaï Technology Valley » (STV). Il sera situé près la ville d'Ismaïlia, endroit choisi pour proximité avec l'aéroport du Caire, quatre-vingt- minutes voiture, Port Suez, que pour son environnement non pollué, qualité indispensable

Il devrait être opérationnel d'ici une vingtaine *d'années, moment où il pourra accueillir* trois entreprises actives dans domaines que les biotechnologies, microélectronique, télécommunications, technologies l'environnement ou ordinateurs. Selon estimations, vingt mille emplois seraient alors créés STV participerait à un accroissement du PIB 11 francs. attirer plus sûrement investisseurs étrangers, gouvernement offrira amateurs avantages encore plus séduisants que qui dans franches, sous forme diverses exemptions d'impôt d'allocations notamment.

Autour du parc proprement dit, c'est toute ville qui devrait « pousser » désert. Les plans incluent la construction logements pour employés, d'un oasis, d'un canal, de terrains de golf, de médicaux, d'une université et centres de recherches, d'une galerie d'exposition, etc. Trois sont également concernés.

Nous sommes fiers de construire le futur de l'Egypte

Chez Alexandria Company for Real Estate Investment, notre connaissance pointue du marché égyptien et notre grand savoir-faire nous ont fait gagner à la fois la confiance de clients et une solide réputation dans le secteur de l'immobilier. La stabilité de notre entreprise, cotée à la Bourse du Caire, est un gage de confiance pour notre clientèle et nos partenaires commerciaux internationaux. Nous sommes également membre du prestigieux groupe Talaat Mostafa, grâce auquel nous enregistrons une forte croissance depuis de nombreuses années.

Nous développons actuellement de nombreux projets immobiliers résidentiels et touristiques, principalement Egypte, et recherchons de nouveaux investisseurs souhaitant participer à notre expansion et à la croissance de l'Egypte.

Alexandria Co.
For Real Estate Investment
Membre du Talaat Mostafa Group
Siège social : 36 Mosadak St., Zip Code 12311, Dokki, Giza, Le Caire, Egypte
Tél.: (202) 331 2000 / 301 6701 Fax: (202) 336 2198

Le choix de la France

■ Le groupe Esig a choisi d'adopter en exclusivité les méthodes françaises pour mener l'ensemble de ses activités. Une entente synallagmatique où chacun des partenaires bénéficie de l'expérience de l'autre

LA FRANCE. point c'est ! Hani El Sharkawi, président-fondateur du groupe familial El Sharkawi International Group Ltd, Esig, résolument choisi de conduire ses affaires en partenariat avec entreprises françaises, nonobstant d'autres alliances envisageables. Créée dans les années 70, la société ancré ses activités dans secteurs l'éducation, de l'édition. Aujourd'hui, elle également bien dans la telecommunication, le textile et le conseil. Dans chacune de ces branches, on une présence française, le n'étant se confiner dans un rôle d'importateurs mais jouer pleinement la carte de la conception, d'introduire le savoir-faire français et de l'adapter spécificités du marché égyptien.

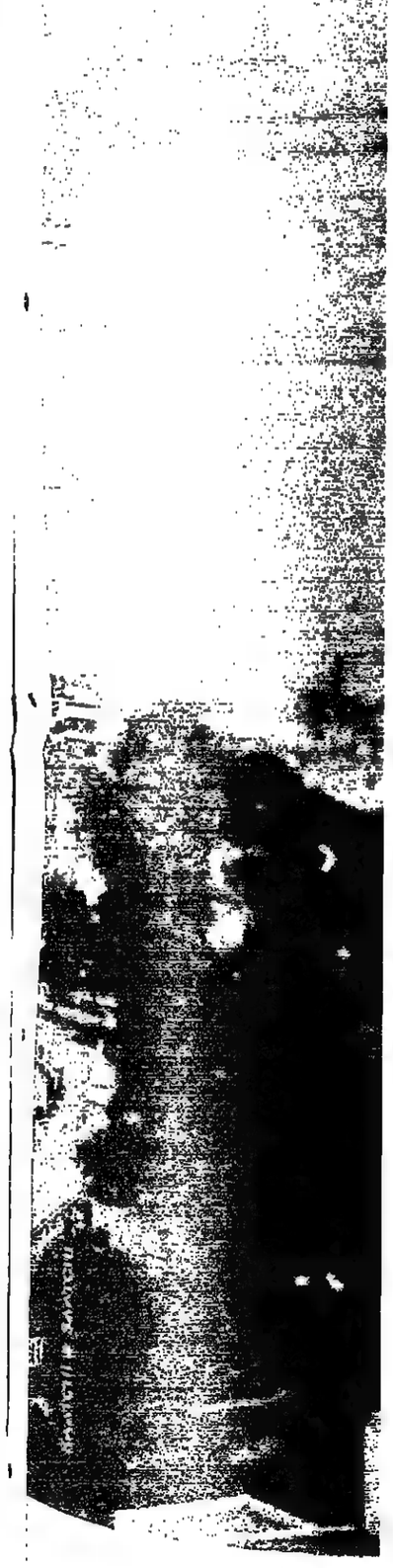
La philosophie d'Esig repose entière sur cette démarche : « Dans un monde pleine mutation, nous pensons que l'échange culture, d'information, de compétence et technologie enrichit hommes. C'est notre projet. » Esig souhaite offrir investisseurs français tous les dont peuvent avoir besoin. « Ce que nous voulons, c'est un véritable partenariat, au sens fort du terme, c'est notre vocation. nous sommes installés à Paris nos éventuels partenaires peuvent tout savoir de nous sans avoir à franchir la Méditerranée. n'apportons pas de notre côté savoir-faire mais nous pouvons proposer notre culture juridique, diplomatique, nous présenter interlocuteurs, nous pouvons donc aider au montage de joint-ventures. Nous expliquons en aux intéressés quelle sera leur vie quotidienne, aussi bien en termes de que loisirs », ajoute M. El Sharkawi qui reconnaît que, pour les Français, s'implanter en Egypte n'est pas toujours très facile. Parce que les textes de loi ne sont automatiquement traduits en français et que la logique managériale contraintes fiscales par exemple être quelque peu différentes. Il relève ainsi les professionnels français considèrent une condition sine qua non la mise à disposition d'un dossier complet sur les conditions d'investissement alors que pour les Egyptiens mot « budget » n'est, quoi qu'on en dise, usité dans les Une bonne alliance permet franchir ces obstacles, d'acquérir connaissance plus fine l'autre marché. Ils peuvent aussi se reposer sur une structure et, là, démarrer leur propre « Nous aussi jouer le d'interface montage entreprises, ce qui constitue l'étape *la plus sensible* », ajoute président d'Esig.

« Ce que nous voulons, c'est un partenariat au sens fort du terme, c'est notre vocation »

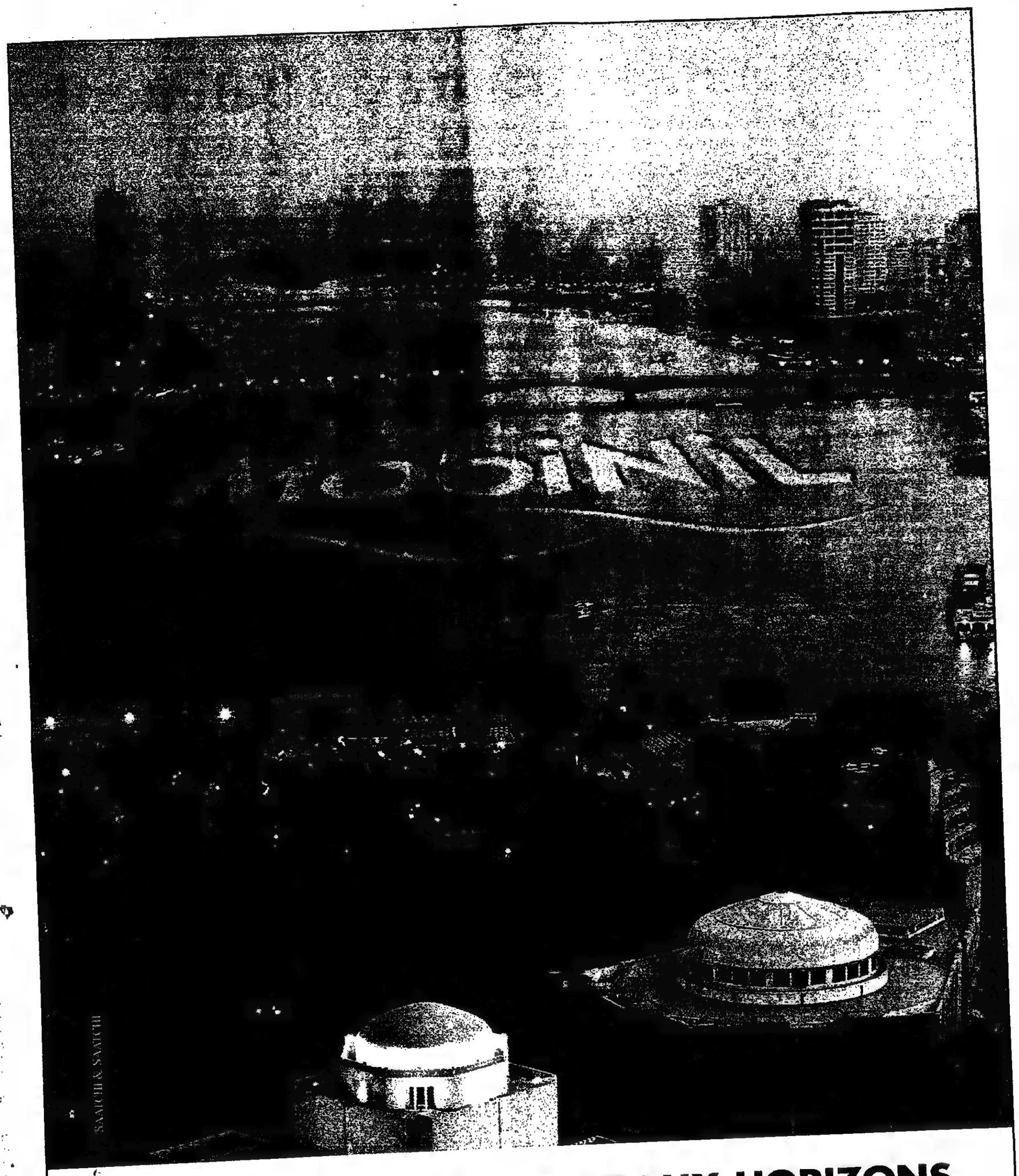
Hani El Sharkawi

Photo : Interfrance Média

M. Sharkawi, s'est rapidement intéressé aux marchés étrangers : « Dès les débuts nos activités, conclu un avec Thomson depuis n'avons cesse d'intensifier nos contacts France. ont à chaque fois une réussite ceci, je pour une raison majeure : bonne compréhension mentalités nous faisons usage du français les discussions, ce qui permet intervenants d'entrer plus dans détails comprendre sans détours. » Dans *années 80, ils réalisent l'adaptation* d'un projet français pour le ministère égyptien l'éducation et introduisent l'informatique dans pénètrent ensuite milieu l'édition avec un partenaire Lillois travaillent groupe Hatier sur des livres d'apprentissage du français. A partir là, échanges l'Hexagone multiplient, d'autres partenariats spécialisés forment, avec France Télécom notamment, sa Citcom pour l'enseignement à distance, téléconférences, l'édition électronique. Esig concentre maintenant privatisation sociétés qui pourraient intéresser Français poursuit la voie la diversification. » A la fin l'année dernière, signé un contrat avec une grande chaîne française pour vendre d'anniversaire papyrus. Nous avons aussi démarré nouvelles activités papeterie avec Clairefontaine. Et nombreux projets, tel que qui consiste à ouvrir une en Egypte, à prendre pied dans de l'agro-alimentaire et l'électronique », conclut Hani El Sharkawi.



هكذا من الأصل



CHAQUE JOUR, DE NOUVEAUX HORIZONS

Aujourd'hui, après des mois de travail et de détermination, MobilNil est devenu un véritable fleuve qui s'étire au cœur de l'Egypte.

En effet, ce sont chaque jour de nouvelles villes qui sont connectées à notre réseau GSM, dont la qualité et la couverture sont en croissance constante, et ce, grâce aux centaines d'employés qui travaillent quotidiennement au service de nos abonnés.

Pour répondre à vos exigences en matière de communication, nous allons au devant de vos besoins pour, chaque jour, vous amener toujours plus loin.

MobiNil

المحمول فى يد الجميع

هكذا من الاصل

Cette communication a été réalisée par la société Interfrance Média

La nouvelle structure du bâtiment

■ Des logements aux hôtels, des centres commerciaux aux installations portuaires : la construction bat son plein et le secteur se privatise

DE multiples projets immobiliers sont en cours mais le plus conséquent est sans aucun doute celui qui concerne la zone de développement industriel de Suez. Il s'agit d'un chantier gigantesque qui allie l'aménagement d'un parc industriel à la construction de lotissements. On y bâtit plusieurs usines, dont une aciérie, un système d'acheminement et d'épuration des eaux, et un port, auquel le gouvernement égyptien attache une importance particulière. La zone de logements qui doit le jouxter permettra d'accueillir les employés et leur famille.

L'une des entreprises les plus impliquées dans ce projet est le groupe égyptien Orascom, à travers sa filiale Orascom Construction Industries (OCI) qui détient une majorité des parts dans la Compagnie industrielle de développement de Suez (Suez Industrial Development Company - SIDC). « Orascom est un groupe familial qui a été fondé en 1950. Il a récemment réorganisé en trois grands secteurs », explique Naguib Sawiris, vice-président. « OCI, qui construit des hôpitaux, des usines, des égouts et des ouvrages ferroviaires ; Orascom Tourist Development et, enfin, Orascom Technologies. Ce dernier regroupe des entreprises qui opèrent dans l'informatique et la communication et qui participent au consortium de téléphonie mobile Mobinil. Il faut y ajouter une société spécialisée dans les investissements, Orascom Investment. » Orascom Touristic Development est déjà introduit en Bourse. En ce début d'année 1999, c'est OCI, leader du secteur de la construction en Egypte, qui est sur la Bourse. Selon les analystes du secteur, il sera en effet au centre de la plus importante ouverture de capital jamais réalisée en Egypte par le secteur privé. Des obligations ont déjà été émises fin janvier pour un montant de 465 millions de francs. L'émission d'actions est programmée pour ce mois de février.

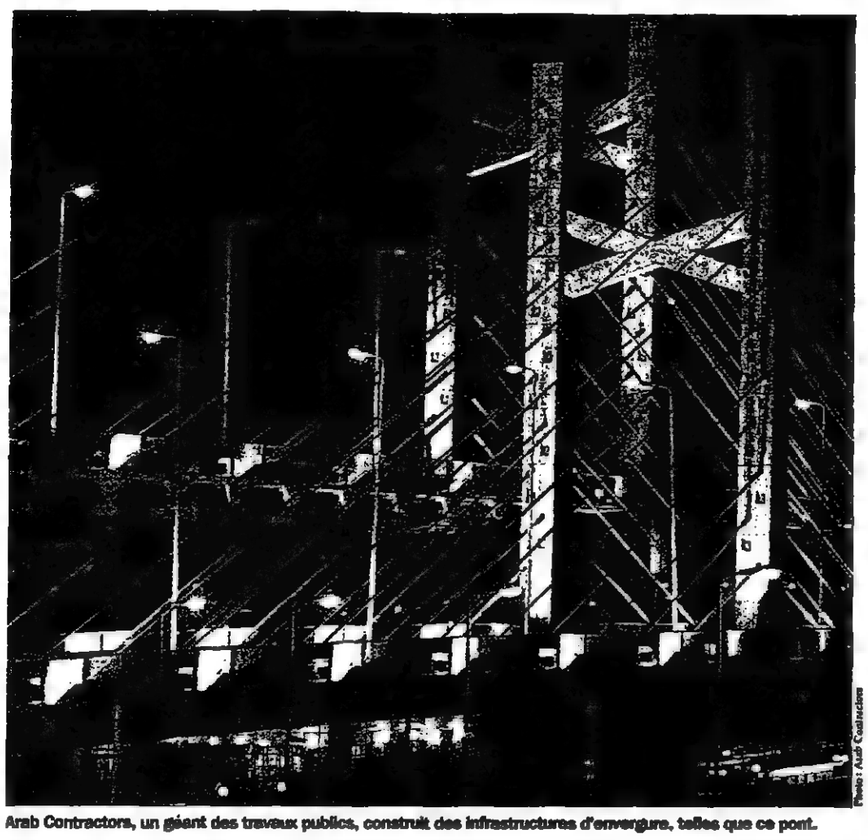


Photo : Arab Contractors

Arab Contractors, un géant des travaux publics, construit des infrastructures d'envergure, telles que ce pont.

La zone de développement industriel de Suez associe d'autres grands noms de l'industrie nationale, et non des moindres. Ainsi, l'entreprise Orascom Investments est-elle également partenaire du projet ainsi que Arab Contractors, dont les bénéfices ont augmenté de 40 % de 1997 à 1998. Spécialisé dans le BTP, ce groupe a d'ailleurs des relations privilégiées avec plusieurs sociétés françaises. « Nous avons une coopération avec les Français il y a plus de vingt ans », explique Ibrahim Mahlab, le vice-président d'Arab Contractors. « Cela a commencé avec l'aéroport du Caire, pour lequel nous formions notamment un partenariat avec Bouygues et avec Campenon Bernard. Puis nous avons construit le port de Damiette, toujours avec les Français. Nous travaillons pour l'instant avec ceux-ci sur le métro du Caire dont les travaux ont commencé en 1987 pour la première ligne. De plus, nous nous concentrons sur le transfert de technologie et du savoir-faire en matière de tunnels. Et nous avons encore d'autres projets à Charm el-Cheikh et dans le Sinaï avec les Français. »

Actuellement entreprise publique, Arab Contractors sera privatisée dans un futur proche. « Nous avons déjà le privilège de fonctionner de façon très autonome, pratiquement sans aucune interférence », dit Ismail Osman, président d'Arab Contractors. « Il est nécessaire de privatiser pour continuer sur notre lancée, d'autant que nous appliquons déjà la philosophie d'une entreprise privée. »

Un autre acteur essentiel du secteur du bâtiment est des travaux publics en Egypte est la société Alexandria Company for Real Estate Investment (AREI), filiale du groupe Talaat Mostafa qui a également fait son entrée en Bourse dernièrement. Avec des bénéfices estimés à 73 millions de francs pour 1998, soit presque 2,5 fois plus qu'en 1997, AREI est en pleine expansion, à l'image de l'ensemble du secteur.

Les projets majeurs qui occupent actuellement Talaat Mostafa, qui emploie 12 000 personnes, donnent d'ailleurs une idée des secteurs où l'activité est la plus intense : les constructions touristiques et les infrastructures, dont le logement en grande partie. « Dans le domaine du tourisme, nous avons deux chantiers », explique le directeur général d'AREI, Hisham T. Mostafa. « Il s'agit du complexe Nile Plaza, qui incluera un hôtel de 1 000 chambres géré par le groupe Four Seasons, et d'un second à Charm El-Cheikh, aussi avec Four Seasons, il ouvrira ses portes fin 1999. » Il est également à la tête du consortium qui développe le San Stefano, situé à Alexandrie et qui comportera un hôtel et un centre commercial. « En ce qui concerne le logement, nous travaillons à la cité El Rehab, à l'est du Caire, la première ville créée par le secteur privé en Egypte », poursuit Hisham T. Mostafa. Sur 8 millions de m², 2 000 seront consacrés à des habitations, une université, des écoles et six centres commerciaux. Le but est d'attirer les personnes des classes moyennes qui recherchent un logement à un prix compétitif. »

« Le groupe Orascom a été récemment réorganisé en trois grands secteurs »

Naguib Sawiris

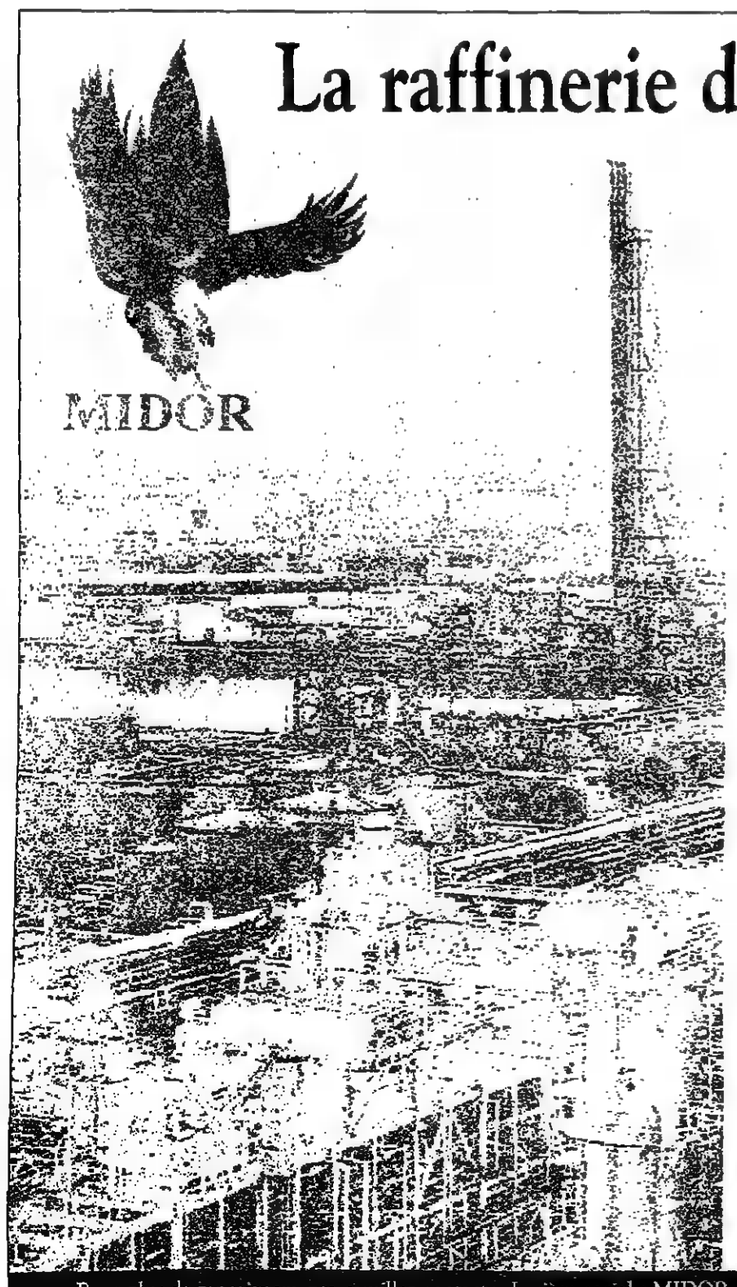
« Il est devenu nécessaire de privatiser si nous voulons continuer sur notre lancée »

Ismail Osman

« Nous travaillons à la première ville créée en Egypte par le secteur privé »

Hisham T. Mostafa

La raffinerie du futur au pays des Pharaons



Implantée à Alexandrie, à Ameriya dans la zone franche, la raffinerie Midor veut être à la pointe de la technologie au Moyen-Orient et ce, dans le plus grand respect de l'environnement. Elle dispose d'installations à la technologie la plus avancée, dans les domaines suivants :

- cokéfaction retardée
- hydrocraqueur
- réformage catalytique
- isomérisation

Elle occupe ainsi le premier rang dans la production de produits haut de gamme, tels que :

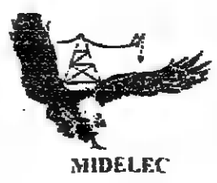
- essence sans plomb à haut indice d'octane (98) et (95)
- kérosène
- carburant pour avions
- diesel à basse teneur en soufre

Midtap, société jumelle de la raffinerie Midor, dispose de pipelines et de dépôts de stockage, ainsi que des facilités d'exportation grâce à un terminal portuaire (400 mètres).

Capital investi : 1,5 milliard de dollars, réparti entre :

1 milliard USD

400 millions USD



70 millions USD

30 millions USD

Pour plus de renseignements, veuillez contacter le siège social : MIDOR, 22 El Badia Street, Heliopolis, Le Caire, [illegible] (20-2) [illegible] 55 01/0[illegible] Fax: (20-2) 414 59[illegible]

هكذا من الأصل

Du 2 au 6 mai, l'Hexagone expose son savoir-faire

■ Le Caire : point de rencontre des milieux d'affaires français et égyptiens

Séminaires, multiples opportunités de contacts et manifestations culturelles sont inscrits au programme.

AU PRINTEMPS prochain, « Francexpo [redacted] » polarisera [redacted] attentions. Après Shangaï [redacted] juin 1997 [redacted] Djakkarta, [redacted] avril 1998, la grande foire commerciale française se déroulera [redacted] année [redacted] conférences international du Caire, où 150 entreprises sont attendues. [redacted] nombreux acteurs économiques français [redacted] égyptiens [redacted] *impliqués* [redacted] *l'organisation* [redacted] événement qui porte [redacted] lui [redacted] partenariats et, partant, [redacted] la perspective [redacted] nouvelles [redacted]. Du 2 au 6 mai, [redacted] rencontres pourront avoir lieu, [redacted] petites [redacted] *moyennes entreprises. Les unes* [redacted] devraient y trouver [redacted] avantages [redacted] précis : pénétrer plus [redacted] le marché [redacted] l'Union Européenne pour [redacted] premières, [redacted] com-[redacted] *du monde* [redacted] contribuer à [redacted] modernisation [redacted] l'industrie égyptienne ainsi qu'à l'amélioration [redacted] capacités d'exportation pour [redacted] secondes.

Quinze mille visiteurs sont attendus *sur les stands de l'exposition qui* [redacted] *inaugurée* par Lionel Jospin. Parallèlement à [redacted] visite des stands, [redacted] séminaires techniques et commerciaux sont prévus à l'attention des spécialistes égyptiens [redacted] hommes *d'affaires sur le* [redacted] *des fruits et légumes*, les transports maritimes, [redacted] aéroports, les voies ferrées, la génétique [redacted] la nourriture [redacted] bétail. D'autres manifestations encore, sociales, culturelles [redacted] médiatiques, sont inscrites au *programme : festival du cinéma* français, nuit des publivores, [redacted] de mode ou [redacted] la cuisine française qui [redacted] dérouleront au Caire et [redacted] Alexandrie. Qu'elles soient électroniques ou personnelles, les *opportunités de contacts*, seront évidemment grandes. Des rencontres [redacted] par l'intermédiaire de l'Ambassade de France et de la Fédération des Industries égyptiennes ; une section « Exportateurs Egyptiens » *sera mise en place par le CAFE, c'est-à-dire le* Club d'Affaires Franco-Egyptien.

Jacques [redacted] fait part en décembre [redacted] satisfaction [redacted] propos des [redacted] croissantes entre les *petites et moyennes entreprises* [redacted] *Un coup d'œil* [redacted] les chiffres et l'on constate effectivement que les investissements directs français en Egypte ont doublé en 1997, [redacted] 1,3 milliard de francs. [redacted] *volume d'affaires* [redacted] *par la France en Egypte est en augmentation, la marge* de progression est cependant encore large. « Francexpo 99 » représente une [redacted] opportu-[redacted] pour [redacted] de la théorie à la *pratique.* » [redacted] espérons que la *foire commerciale* [redacted] aux entreprises tout [redacted] qui peut être [redacted] ici, pas uniquement au [redacted] l'exportation de produits finis français mais aussi au niveau [redacted] *constitution* [redacted] *joint-ventures,* [redacted] *sociétés industrielles », souligne* Amal El-Tobgy, co-présidente du CAFE. A [redacted] question [redacted] savoir si, [redacted] foulée [redacted] « Francexpo », on peut s'attendre [redacted] « Egyptexpo » [redacted] Paris, [redacted] répond : « *Il ne s'agira peut-être pas d'une manifestation* de cette envergure mais [redacted] envisageons en [redacted] d'organiser un voyage de manière [redacted] donner [redacted] aux [redacted] qui auront pu être pris et à les consolider. Nous [redacted] *organiser une visite à* Paris, à Marseille et à Lyon. »

L'eau, source de développement

[redacted] *généreuses provisions* [redacted] eau, [redacted] plus grand [redacted] royaumes [redacted] un colosse aux pieds d'argile... L'Egypte dispose [redacted] grandes étendues de [redacted] arables dans [redacted] vallée du Nil, aux [redacted] la [redacted] Rouge [redacted] l'embouchure du delta mais beaucoup d'autres [redacted] arides [redacted] *incultivables. La courbe démographique accélérant* [redacted] *progression* [redacted] haut, [redacted] spécialistes se [redacted] penchés dès [redacted] années [redacted] sur un projet d'irrigation dans [redacted] régions reculées du [redacted] pays. Un mégaprojet, devrait-on dire, puisqu'il s'agit [redacted] construire [redacted] plus grande *station* [redacted] *du monde pour un coût* [redacted] *d'environ* [redacted] francs.

Jérôme Monod, président du Conseil [redacted] Surveillance [redacted] Lyonnaise [redacted] Eaux, [redacted] impulsé un nouvel élan en affirmant lors [redacted] ses visites en Egypte [redacted] mois de *décembre* [redacted] *de janvier dernier qu'il envisageait* [redacted] participer a sa réalisation. M. Monod a rencontré [redacted] président Hosni Moubarak ainsi que le premier ministre, [redacted] Dr Kamal [redacted] Ganzouri, auxquels il a annoncé [redacted] intention d'intensifier [redacted] *présence* [redacted] *son entreprise* [redacted] République Arabe d'Egypte [redacted] prendre [redacted] charge certains aspects [redacted] l'ouvrage [redacted] plusieurs phases. Il a qualifié [redacted] projet d'ambitieux, [redacted] lignant que celui-ci était [redacted] mesu-*re d'apporter* [redacted] *prospérité* [redacted] *l'Egyp-* [redacted] *de lui permettre de franchir* [redacted] portes du troisième millénaire avec l'assurance de pouvoir nourrir [redacted] population.

Rappelons [redacted] groupe français contribue depuis déjà un demi siècle, *par le truchement de sa filiale Degrémont,* [redacted] *mondial du* traitement des eaux, [redacted] l'approvisionnement [redacted] eau [redacted] grandes villes [redacted] que Alexandrie, Le Caire ou Damiette, [redacted] stations d'épuration ont [redacted] installées.

[redacted] d'autant mieux accueillies que les pays arabes craignent pour leurs réserves d'eau. [redacted] *accusent en effet* [redacted] *diminution chronique qui, selon* [redacted] propos du ministre egyptien [redacted] l'irrigation, M. Mahmoud Abdel Halim Abou Zeid, cité le [redacted] avril [redacted] dans la presse du Caire, nécessitent une perspective commu-[redacted] au monde arabe pour une *meilleure exploitation* [redacted] *chaque goutte. D'apres lui,* [redacted] *solution rési-*[redacted] dans [redacted] recyclage [redacted] usées et dans le développement [redacted] systémes d'irrigation ou [redacted] dessale-[redacted] mer.

Toshka, qui devrait être achevé [redacted] 2002, arrive lui aussi [redacted] point *nomme,* [redacted] *tombé du ciel* [redacted] *façonné par* [redacted] *hommes.* Il exploi-[redacted] ressources [redacted] surface, celles du [redacted] Nasser, [redacted] que [redacted] nappes souterraines. Il aura comme conséquence immédiate la fertilisation d'espaces supplémentaires, [redacted] donc [redacted] développement de l'agriculture, [redacted] *qui enrichira* [redacted] *grenier alimentaire* du [redacted] ; et [redacted] corollaire l'avénement [redacted] nouvelles industries, l'exploitation minière et [redacted] création d'une nouvelle [redacted] touristique.

De *nouvelles infrastructures* [redacted] *transport et de communication* seront en outre construites dans son sillon, favorisant l'établissement de nouvelles communautés. Ces mouvements [redacted] population permettront [redacted] désengorger [redacted] vallée et le [redacted] du Nil où [redacted] densité [redacted] population est *extrêmement* élevee.

Kato Investments : de briques et de métal

KATO Investments est en Egypte l'un [redacted] groupes les plus protéiformes et les plus diversifiés du pays. Du bâ*timent* [redacted] *banque en passant* [redacted] tourisme, l'agro-alimentaire [redacted] l'aéronautique, [redacted] semble être partout.

L'une des priorités du [redacted] dans le [redacted] du BTP, qui rejoint [redacted] *préoccupations de nombreuses entreprises égyptiennes, est de* construire [redacted] grand nombre [redacted] logements [redacted] prix. « *J'espère que* de nombreuses entreprises privées égyptiennes réputées sérieuses in*vestiront dans* [redacted] *logements* [redacted] *prix modérés », explique* [redacted] *président* [redacted] Kato, Ibrahim Kamel. « Tout d'abord, [redacted] permettrait de soulager le gouvernement [redacted] l'effort financier qu'il consent [redacted] ce [redacted]. De plus, cela permettrait d'atteindre une *meilleure qualité* [redacted] finition. » [redacted] *l'engagement de Kato sur ce créneau* a également, [redacted] président, une véritable dimension [redacted] : « Nous [redacted] offert huit immeubles [redacted] Zeinhom, un vieux quartier du Caire, qui [redacted] opérationnels [redacted] *mars ou avril* [redacted]. De *plus, il y* [redacted] *quelques années,* [redacted] *construit trois villages* [redacted] Haute Egypte pour [redacted] victimes [redacted] inondations. Ces bâtiments [redacted] modèles pour l'industrie qui applique les critères que [redacted] établis. Nous [redacted] en inspirons aussi pour [redacted] *construction* [redacted] logements [redacted] prix modérés, pour lesquels nous sommes en train d'étudier la possibilité d'in-[redacted] »

Autre point fort de Kato dans l'immobilier : les appartements [redacted] prestige [redacted] l'hôtellerie. « [redacted] résidence du [redacted] comprendra une tour [redacted] avec [redacted] piscine en [redacted] une [redacted] tour abritant [redacted] hôtel. *Un* [redacted] *commercial* [redacted] *cinq étages se nichera entre ces deux bâtiments », précise M. Kamel.* « L'hôtel [redacted] ouvrir au deuxième trimestre [redacted]. L'architecte en [redacted] la firme américaine Bechtel, qui [redacted] également [redacted] charge d'un [redacted] de *nos projets immobiliers* [redacted] Rouge. » [redacted] deux aéroports, [redacted] El Alamein et à Ras es Sidr et il *participe* [redacted] construction d'une *centrale électrique.*

« *J'espère* [redacted] *de* [redacted] *entreprises égyptiennes investiront dans les logements à prix modéré* »
Ibrahim A. Kamel

[redacted] de [redacted] dépas-[redacted] loin [redacted] seul domaine [redacted] infrastructures [redacted] du bâtiment. [redacted] domaines déja cités, auxquels il [redacted] ajouter l'assurance, le groupe s'investit lourdement dans l'aéronautique. En partenariat avec les Russes, il [redacted] créé Scirocco, un consortium, dans lequel il est ma*joritaire et qui conçoit actuellement* [redacted] nouvel avion, le TU 204-120, fabriqué [redacted] Oulianovsk en Russie, qui sera équipé de moteurs Rolls-Royce. « D'ici la fin de 1999, nous devrions disposer de onze avions », prévoit [redacted] Kamel. « [redacted] partir de l'an 2000, *nous en fabriquerons deux, puis trois par mois. Ces appareils seront* d'abord destinés [redacted] marché égyptien [redacted] relieront Hurghda, Charm El-Cheikh et Louxor à l'Europe. Nous [redacted] aux mar*chés africain, moyen-oriental et russe. » L'ambition de Sirocco* est de développer des activités complémentaires à celles du fabricant américain Boeing et de son concurrent européen Airbus Industri[redacted].

Ce projet illustre également la *confiance qu'Ibrahim Kamel* place dans [redacted] *compétence technique russe et la reprise à moyen terme* de l'économie de ce pays.

Avec une telle activité déployée dans tant de directions, on peut s'étonner de [redacted] que Kato Investments, qui dispose d'un capital [redacted] 1,7 *milliard de francs, ne soit pas encore coté en Bourse. En fait,* son *introduction pourrait avoir lieu vers* [redacted] milieu de 1999 et concerner au moins 50 [redacted] du capital du groupe. Une ouverture qui servirait d'assise [redacted] une expansion future.

Attention à la fermeture des portes

LE METRO a traversé le Nil. En décembre dernier, le *ministre égyptien des transports*, Suleiman [redacted] était *présent pour* [redacted] *premier voyage* [redacted] rame qui [redacted] *par souterrain* [redacted] *l'un* [redacted] plus célebres du monde. Et [redacted] n'est *là qu'une étape* [redacted] développement du [redacted] qui [redacted] bien-[redacted] Le [redacted] sa banlieue. L'inauguration de [redacted] qui se*ra la deuxième ligne opérationnelle* est fixée au 25 avril. Un peu plus loin, [redacted] Alexandrie, des travaux sont égale-[redacted] auxquels participe depuis mi-1997 SISTRA, [redacted] entreprise française associée en joint-[redacted]. Elle participe [redacted] qualité d'ingénieur-conseil [redacted] *études menées* [redacted] *l'extension* [redacted] *métropolitain.* Celui-ci connectera [redacted] *ville d'est en* [redacted] *Lorsqu'il* [redacted] achevé, [redacted] trains pourront [redacted] quarante mille passagers par heure dans chaque sens.

JUHAYNA

une Histoire de Qualité

LAIT.FROMAGE.YAOURT.JUS.

Juhayna Dairy co.

11, [redacted] Liban, El [redacted] - Le Caire, Egypte. Tél.: [redacted] Fax: [redacted]

Lire page 13

هكذا من الاصل

Cette communication a été réalisée par la société Interfrance Média

Recherches sous le niveau de la terre

■ Après avoir relancé la prospection de gaz et de pétrole, l'Egypte démarre l'exploitation de nouveaux sites de production

L'EGYPTE [illegible] indemne [illegible] la [illegible] petrolière qui a marqué [illegible] monde en [illegible]. L'année [illegible] au [illegible] été fructueuse en [illegible] investissements étrangers : près de 120 milliards [illegible] francs ont [illegible] investis [illegible] la prospection [illegible] pétrole [illegible] gaz. Le réseau s'est ainsi enrichi de plus [illegible] 315 000 kilomètres de gazoducs [illegible] 640 kilomètres d'oléoducs. Ces investissements sont d'autant plus appréciables que [illegible] petrole n'est [illegible] première [illegible]. Cependant, [illegible] jugement [illegible] la plupart [illegible] analystes sur place, [illegible] ont participé a la relance [illegible] l'economie [illegible] ont contribué a sa reorganisation. [illegible] pétrole [illegible] ont [illegible] gonfler [illegible] entrées [illegible] devises étrangeres, compensant ainsi les baisses de [illegible] apportes par l'industrie du tourisme. Les [illegible] déclarations [illegible] Richard Dyton, le patron de la plus grosse entreprise [illegible] services pétro- [illegible] monde, Schlumberger, ont confirmé [illegible] nouvel optimisme [illegible] Caire. Richard Dyton a [illegible] effet assuré que la baisse actuelle [illegible] prix du petrole ne freinerait [illegible] les investissements consentis par son groupe en Egypte. Schlumberger a en effet [illegible] d'investir plus de 110 millions de francs et prévoit en [illegible] d'intensifier sa coopération avec le gouvernement égyptien dans le secteur [illegible] services pétroliers.

Le premier geste posé par le ministre egyptien du petrole, Hamdi [illegible] El-Banbi, a été de relancer la prospection de nouveaux gisements. Une recherche rendue nécessaire [illegible] la chute rapide [illegible] réserves du champs pétrolier situé dans le [illegible] Suez qui [illegible] jusque-là le principal champs égyptien. Trente-six [illegible] ont été identifiés [illegible] mois [illegible] janvier [illegible] novembre 1998, [illegible] pour le pétrole, 14 pour le [illegible] naturel. Au total, [illegible] sûres [illegible] certaines [illegible] l'Egypte s'élèvent désormais [illegible] 1,187 milliard [illegible] tonnes, [illegible] les prévisions [illegible] l'entreprise pétrolière publique EGPC (Egyptian General Petroleum Corporation). « En 1987, [illegible] réserves du pays etaient estimées à 3,4 milliards [illegible] barrils. Douze [illegible] plus tard, [illegible] que [illegible] production a depuis été de 3,1 milliards de barrils, il y a toujours 2,9 milliards [illegible] de réserve », se félicite pour sa part le ministre du pétrole. Une dizaine de nouveaux [illegible] de production petrolière ont été ouverts en 1998, situes dans le Golfe de Suez, [illegible] le desert de l'est ainsi que dans les régions désertiques de l'ouest du [illegible] (notamment [illegible] et [illegible] Bani Swelf). Ces nouveaux sites produisent un total de 40 000 barrils par jour.

« Nous mettons actuellement sur pied plusieurs projets pour préparer le pays au XXIe siècle »

Hamdi Ali El-Banbi

Photo : Interfrance Média

[illegible] coup, l'Egypte a renforcé sa position parmi [illegible] membres de l'OPEC (Organisation of Arab Petroleum Exporting Countries) : près [illegible] deux [illegible] découvertes [illegible] réserves pétrolières réalisées dans [illegible] région en [illegible] l'ont [illegible] en Egypte. Et [illegible] production [illegible] pétrole brut est passée de 31 à 41 millions [illegible] 1997 [illegible] 1998, tandis que celle [illegible] naturel [illegible] passée [illegible] 2,6 [illegible] 10,6 millions [illegible]. En coordination [illegible] l'Opec, l'Egypte, qui n'est pour- [illegible] membre de l'Opec, a réduit [illegible] exportations, préférant transformer une partie des excédents en raffinerie pour produire [illegible] dérivés financièrement plus rentables. Leur ambition est identique [illegible] celle [illegible] exportateurs [illegible] pétrole : lutter contre la baisse des prix qui [illegible] atteint en [illegible] leur plus [illegible] niveau en [illegible] ans. L'Egypte exporte à l'heure actuelle plus [illegible] sept millions de tonnes [illegible] produits pétroliers.

C'est Amoco, le groupe américain déjà considéré [illegible] plus important investisseur étranger en Egypte, qui a lancé l'année dernière le plus [illegible] projet d'expansion de ses activites gazieres et pétrolieres : quelque 4,5 milliards de [illegible] d'investissements. William Lowne, le président d'Amoco Corporation, a déjà promis que son [illegible] crerait au marché égyptien d'ici [illegible] quelque 5,6 milliards de [illegible] pour l'exploration [illegible] la production de gaz. [illegible] projets que ne devrait pas empêcher la fusion [illegible] Amoco [illegible] Petroleum. [illegible] a par ailleurs signé [illegible] nombreux contrats avec le [illegible] britannique Shell pour explorer [illegible] nouveaux sites sur la côte nord-est de la [illegible]. Et un autre accord, regroupant Amoco et le Français Elf Aquitaine, devrait permettre de nouvelles exploitations [illegible] la mer Rouge. Les [illegible] français Elf Aquitaine et [illegible] prévoient par ailleurs, [illegible] Hamdi El-Banbi, [illegible] reprendre [illegible] activités de distributeurs : Elf devrait mettre en place [illegible] réseau de stations essences et [illegible] le long [illegible] autoroutes, [illegible] envi- [illegible] d'ouvrir [illegible] et des magasins.

Hamdi [illegible] assure : « Pour préparer le pays au XXIe siècle, nous mettons sur pied plusieurs projets d'envergure [illegible] sement de quelque 13,8 milliards [illegible] francs. » [illegible] « projets géants » ne concernent [illegible] seulement la prospection, le développement [illegible] la production. [illegible] inclus également [illegible] investissements en partenariat avec le secteur privé, pour les infrastructures dans les domaines du raffinage, [illegible] production [illegible] du marketing. Parmi [illegible] : Midor, Middle East Oil Refinery, une [illegible] raffinerie qui doit commencer [illegible] fonctionner à partir [illegible] l'automne 2000 [illegible] qui [illegible] produire cinq millions [illegible] par an. [illegible] augmentation de la production en gaz et produits pétroliers devrait servir une industrie égyptienne aujourd'hui en pleine expansion. Selon [illegible] estimations de Hamdi El-Banbi, les réserves actuelles devraient pouvoir satisfaire [illegible] demande croissante pendant au moins cinquante [illegible].

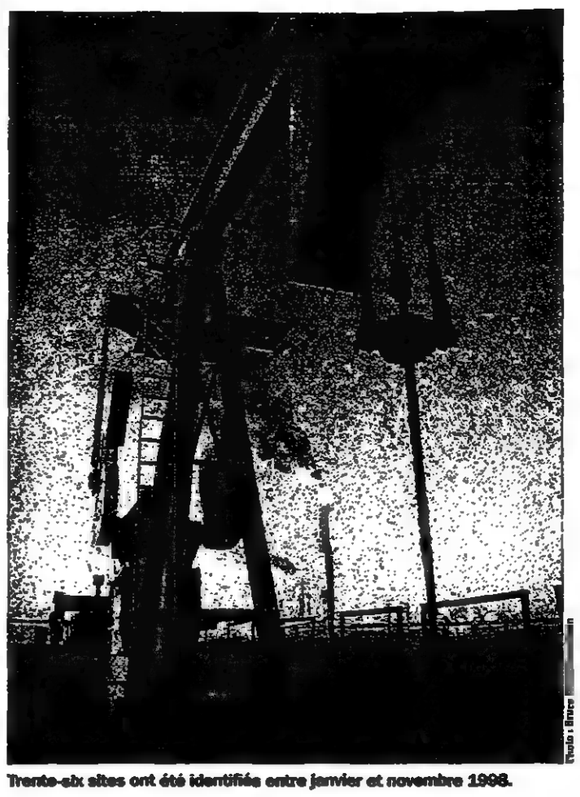


Photo : Bruno [illegible]

Trente-six sites ont été identifiés entre janvier et novembre 1998.

Cap sur les gisements étrangers

[illegible] à [illegible] multiples joint-ventures créées [illegible] compagnies pétrolières étrangères, l'Egypte veut [illegible] s'investir [illegible] prospection [illegible] l'exploitation en [illegible] ses frontières. [illegible] gouvernement [illegible] mettre [illegible] profit [illegible] expertise technique acquise [illegible] du pétrole [illegible] du [illegible] naturel, en [illegible] partie d'une rémunération en pétrole [illegible] de- [illegible]. [illegible] accords [illegible] été signés [illegible] sociétés [illegible] Agip [illegible] ainsi qu'avec la société espagnole Repsol pour [illegible] projets d'exploration [illegible] Moyen-Orient [illegible] Afrique du Nord. « [illegible] ce n'est qu'un début. [illegible] objectif [illegible] développer [illegible] associations [illegible] type [illegible] monde entier », [illegible] El-Banbi, [illegible] ministre égyptien du pétrole qui [illegible] ainsi diversifier [illegible] réserves d'approvisionnement pétrolier pour [illegible] futur. « Au lieu de prospecter en Egypte uniquement, nous allons chercher [illegible] d'autres endroits. » [illegible] gouvernement [illegible] notamment [illegible] la réputation [illegible] l'expertise [illegible] l'entreprise pétrolière publique EGPC (Egyptian [illegible] Petroleum Corporation). « Puisque EGPC [illegible] spécialiste en matière [illegible] gaz et sait tout de l'exploration, pourquoi [illegible] pourrions-nous pas [illegible] la même chose [illegible] l'étranger? », [illegible] un analyste, proche [illegible] EGPC. Agip, Edisson [illegible] Repsol [illegible] trois déjà [illegible] intérêts [illegible] Egypte. Avec British [illegible] pour associé, Edison, qui appartient au [illegible] Montedison, a signé [illegible] en [illegible] 1998 un accord de [illegible] 25 ans s'assurant un droit exclusif pour développer le marché du [illegible] le nord de l'Egypte. Quant à Repsol, il [illegible] engagé avec [illegible] partenaire Apache Corporation et Novus Petroleum, à investir 560 millions de francs d'ici deux ans pour accroître la production pétrolière sur [illegible] site égyptien de [illegible].

Midor : pour faire de l'or noir un carburant vert

CAHIN-CAHA, la « raffinerie [illegible] la paix » se construit à Alexandre. La raffinerie Midor [illegible] Oil Refinery), qui mêle plus [illegible] huit milliards de francs d'investissements à la fois privés et publics, mais surtout à la [illegible] israéliens et égyptiens, devrait [illegible] démarrer [illegible] l'automne [illegible] l'an 2000. Enfin, car le projet a connu ces dernières années [illegible] mêmes hauts et bas que l'évolution du processus [illegible] paix. La construction de Midor avait été décidée [illegible] lendemain des [illegible] d'Oslo [illegible] Palestiniens et Israéliens. Cela devait rester au départ un projet [illegible] privé, le capital se partageant entre le groupe égyptien Salem et le [illegible] israélien Merhav à hauteur de 40 % chacun, les derniers 20 % revenant à l'entreprise pétrolière publique égyptienne [illegible] (Egyptian General Petroleum Corporation).

La répartition du capital a depuis été revue. [illegible] participation [illegible] l'Etat égyptien s'est considérablement renforcée : la part de EGPC [illegible] passée à 40 %, et [illegible] entreprises affiliées, [illegible] aussi publiques, ont acquis chacune [illegible] %. [illegible] Salem détiennent maintenant 20 % chacun. Il n'en demeure [illegible] moins que Midor marquera un net progrès dans la privatisation du secteur [illegible] la [illegible] en Egypte : l'entreprise, qui espère réaliser un chiffre d'affaires [illegible] près de 4,5 [illegible] francs, pourrait, [illegible] terme, être cotée [illegible] la Bourse du Caire-Alexandrie. Mais surtout, Midor est le seul grand projet égyptien [illegible] avec un appui financier israélien.

Sur le plan technique également, Midor représente une innovation : cette raffinerie « [illegible] » devrait être l'une [illegible] premières au Moyen-Orient [illegible] respecter les standards européens [illegible] protection [illegible] l'environnement. Construit aujourd'hui [illegible] 40 %, [illegible] ressemble un peu [illegible] une pyramide [illegible] sur quatre niveaux. Les travaux [illegible] menés par Technip, l'entreprise française choisie pour diriger le consortium. « Cela sera une raffinerie [illegible] la pointe du progrès, probablement l'une [illegible] meilleures au monde », s'enthousiasme Sameh Fahmy, directeur général [illegible] Midor. « Elle [illegible] en [illegible] d'offrir sur [illegible] marché [illegible] produits [illegible] plus [illegible] requis en Europe [illegible] aux Etats-Unis en l'an 2000. »

« La politique n'a pas d'influence sur Midor, c'est une entreprise que nous voulons avant tout économique »

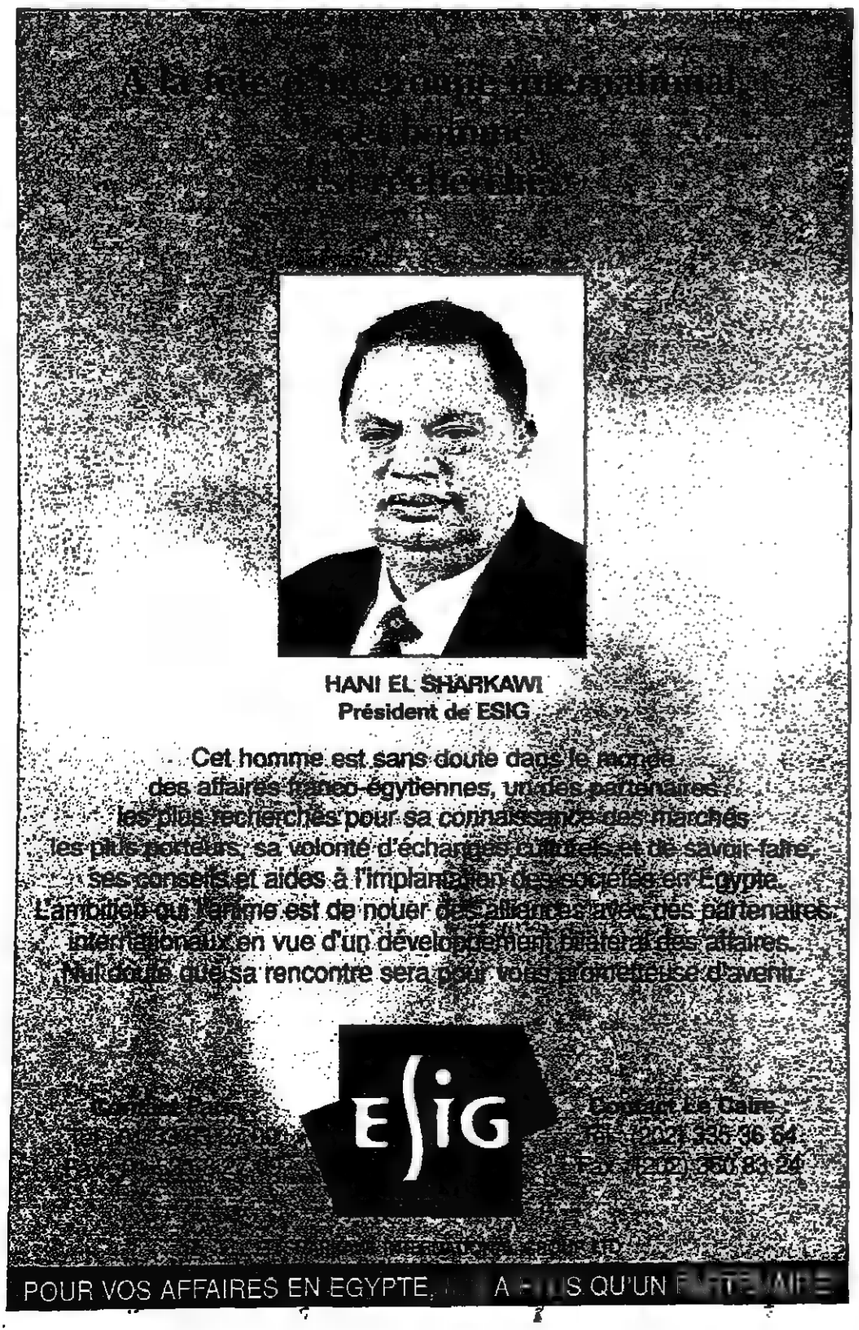
Sameh S. Fahmy

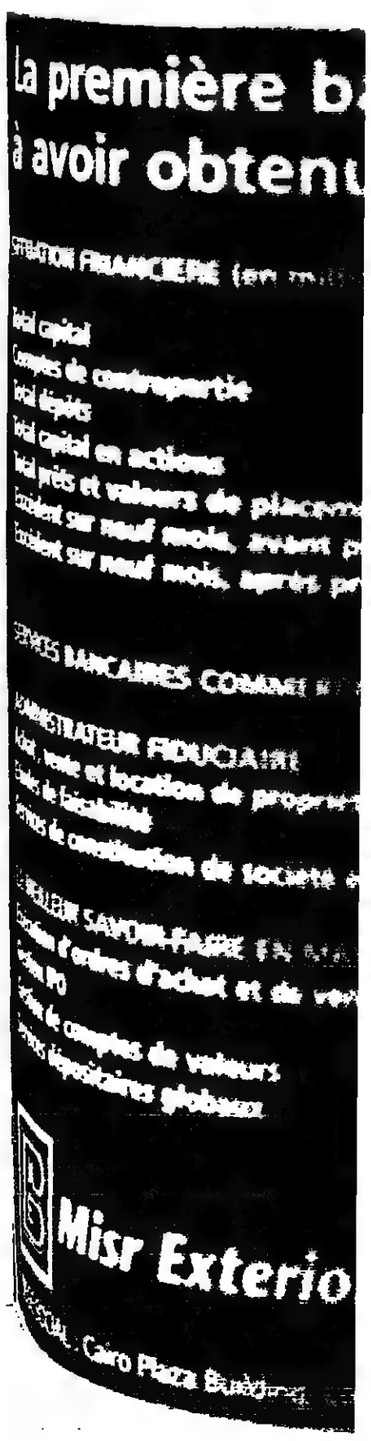
Photo : [illegible]

Midor, qui emploiera quelque mille personnes [illegible] compter quatre [illegible] emplois indirects), devrait produire au départ du gazole [illegible] kérosène. « [illegible] vite, [illegible] orienterons vers des produits de plus grande qualité », [illegible] Sameh Fahmy. La proportion [illegible] habituellement appliquées dans [illegible] raffineries égyptiennes. Autre priorité : [illegible] plomb. La raffinerie devrait à terme produire quelque 100 [illegible] jour, [illegible] près de cinq millions [illegible] tonnes [illegible] (l'Egypte raffine déjà 30 millions de [illegible] chaque année, dont un [illegible] l'exportation). Parmi les différents produits, [illegible] gazole [illegible] en tête, représen- [illegible] 40 % environ [illegible] production [illegible]. Les [illegible] sans-plomb, compteront pour un quart. Quant au kérosène [illegible] coke vert, ils représenteront [illegible] pectivement 15 % [illegible] 8 %.

Contrairement [illegible] projets initiaux, la production ne [illegible] intégralement exportée. [illegible] la moitié sera consommée sur le marché interieur égyptien, mais la répartition n'est [illegible] encore définitivement arrêtée. Tout dépend [illegible] l'évolution du processus de paix. « [illegible] la paix, ce sera [illegible] ment grâce au marche européen que [illegible] aura [illegible] moyens [illegible] », prévient Sameh Fahmy. « Si la [illegible] progresse, les frontières s'ouvriront, [illegible] marchandises pourront alors être plus facilement transportées, [illegible] entreprises auront besoin [illegible] nos produits [illegible] prix plus intéressants. L'Egypte, la Syrie, le Liban, Israël [illegible] la Jordanie ont tous besoin [illegible] gazole. »

Midor a déjà reçu [illegible] propositions [illegible] contrats venues [illegible] trois entreprises : une américaine, une italienne [illegible] égyptienne. « Nous [illegible] étudions [illegible] consciencieusement », [illegible] Sameh Fahmy, tout [illegible] prévenant qu'il refuse de passer [illegible] accords directement avec des Etats. [illegible] l'un des objectifs [illegible] bel [illegible] bien d'exporter une partie des produits sur [illegible] marché israélien. « La politique n'a pas d'influence sur [illegible] affaires [illegible] Midor, [illegible] c'est une entreprise que nous [illegible] tout économique », insiste-t-il.





Gaz sur ... gisements étrangers

pour faire de l'or carburant vert

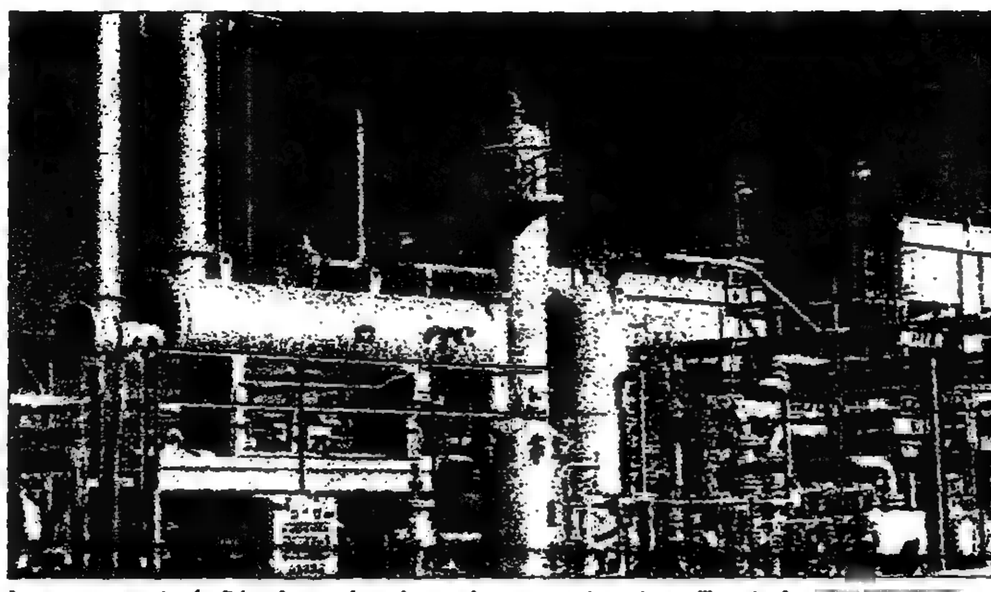
Emanations toniques...

■ Les réserves en gaz sont abondantes, leur utilisation est [illegible] centre des débats

[illegible] sera l'année du [illegible] naturel. Telle est l'ambition affichée par le mi[illegible] égyptien du pétrole, Hamdi El-Banbi, qui prévoit pour [illegible] année une forte augmentation de [illegible] production nationale. Les [illegible] en Egypte [illegible] estimées aujourd'hui [illegible] quelque 1,178 milliard de [illegible]. Elles ne s'élevaient qu'à 662 millions [illegible] en 1981. [illegible] progression s'explique par les [illegible] prospections [illegible] ces dernières années. Pas moins de 14 [illegible] découverts l'an passé. Et, depuis 1993, l'Egypte a signé vingt [illegible] de prospection [illegible] a [illegible] permis une [illegible] progression [illegible] la production qui, [illegible] 1998, est passée, d'un [illegible] trait, [illegible] 2,6 à 10,6 millions [illegible].

[illegible] multinationaux [illegible] le gouvernement [illegible] effort. [illegible] américain Amoco [illegible] groupe [illegible] Italian Company [illegible] près de sept [illegible] pour l'exploitation [illegible] champs découverts à Al-Temsah [illegible]. [illegible] nouvelles réserves assurent à l'Egypte des entrées en devises étrangères qui compensent la [illegible] dont souffre [illegible] secteur du tourisme. [illegible] interviennent également [illegible] que [illegible] exportations [illegible] pétrole ont [illegible] être revues à la [illegible] l'actuelle baisse des prix. « Entre 15 et 25 % [illegible] nos réserves en [illegible] naturel seront exportées pendant une durée [illegible] cinq à [illegible] ans, », prévoit [illegible] El-Banbi. L'Egypte est en [illegible] négociation avec [illegible] nombreux pays pour vendre une partie de ses réserves. Elle envisage par exemple de reprendre ses exportations vers [illegible] Turquie, pour une [illegible] plus [illegible] gaz est également un outil diplomatique : Hamdi El-Banbi [illegible] prêt à [illegible] une partie [illegible] surplus [illegible] palestinienne afin [illegible] contribuer à son programme de développement, alimentant notamment une [illegible] électrique à [illegible].

Toutefois, la priorité [illegible] du gouvernement est de généraliser la consommation du [illegible] même. « [illegible] objectif [illegible] d'encourager [illegible] et d'étendre son [illegible] », [illegible] El-Banbi. Ce programme [illegible] développement a commencé dans la capitale, le Caire, [illegible] d'être ensuite étendu à [illegible] à Port Saïd. Jusqu'à [illegible] fin 1997, quelque [illegible] 000 [illegible] s'alimentaient [illegible]. Ils devraient [illegible] quelque 2,5 millions à la fin de l'an [illegible]. Un peu plus de 10 milliards de francs sont actuellement investis à cette fin par le gouvernement. « L'Egypte a, dans la région, été un pays pionnier pour l'utilisation du gaz d'un point [illegible] vue commercial », se [illegible] El-Banbi qui cherche maintenant à convaincre le secteur privé de participer à ce programme. « Nous avons par exemple réussi à convertir quatre-vingts stations d'énergie thermale en [illegible] fonctionnant au [illegible]. »



Le gouvernement prévoit la mise en place de gazoducs pour, entre autres, alimenter les [illegible].

Plus d'un million de foyers [illegible] aujourd'hui le gaz, sans parler [illegible] 6 [illegible] clients professionnels, [illegible] boulangeries et de la centaine d'usines. Le gouvernement multiplie les projets [illegible]. Il prévoit [illegible] la [illegible] en place de nouveaux gazoducs [illegible] les sites d'exploitation et les [illegible] (avec la [illegible] notamment [illegible] infrastructures à Port Saïd) [illegible] la construction [illegible] réseaux [illegible] gazoducs [illegible]. Quatre programmes [illegible] en cours [illegible] réalisation, pour [illegible] 1,4 [illegible] francs. Autre objectif [illegible] gouvernement : convertir [illegible] électriques [illegible] pour qu'elles fonctionnent [illegible]. D'ailleurs, l'Union Européenne contribue financièrement à [illegible] programme [illegible] développement. La banque d'investissement européenne a offert un prêt de plus [illegible] 300 millions [illegible] pour soutenir divers projets dans ce secteur, comme par exemple assurer le transport [illegible] puits [illegible] de la [illegible] vers les centrales électriques [illegible] Oyoune [illegible] et dans le nord-est du Golfe de Suez.

Moins de pollution, plus d'écologie

LA [illegible] internationale [illegible] l'énergie s'est tenue [illegible] Cap (Afrique du Sud) au mois [illegible] novembre [illegible]. D'emblée, [illegible] ton a [illegible] donné. l'écologisme [illegible] à la pollution. Les [illegible] sont déroulées autour d'un maître-mot : équilibre. Equilibre [illegible] intérêts de l'industrie et [illegible] sauvegarde du milieu naturel, [illegible] production [illegible] développement [illegible] énergétiques [illegible] le [illegible] règles élémentaires [illegible] écologique.

Le ministre égyptien [illegible] pétrole, [illegible] El-Banbi, a pris la parole [illegible] a, d'une part, répertorié [illegible] prises [illegible] département pour lutter [illegible] la pollution. L'une [illegible] pierres angulaires [illegible] porte sur la [illegible] place [illegible] plus fréquents, qu'il considère comme [illegible]. Il a d'autre part souligné [illegible] l'adoption d'une attitude plus « verte » [illegible] pair [illegible] progrès économique. A [illegible] fin, son ministère a alloué [illegible] plus [illegible] de [illegible] (11 milliards [illegible] francs) à [illegible] recherches. « C'est à l'échelle mondiale que [illegible] prise [illegible] faire, [illegible] doivent réfléchir à la question et ne pas perdre [illegible] la protection [illegible] l'environnement. En Egypte, [illegible] raffineries tiennent déjà compte [illegible] ces impératifs », a-t-il ajouté. [illegible] à la découverte [illegible] puits, le [illegible] prêt à augmenter [illegible] volume [illegible] exportations, [illegible] gaz naturel notamment.

De l'électricité sur la place boursière

EN PROMULGANT [illegible] loi [illegible] l'énergie en février 1998, le gouvernement égyptien a fait un premier pas vers [illegible] privatisation [illegible] entreprises [illegible] domaine. [illegible] réglementation opère [illegible] distinction [illegible] activités [illegible] production [illegible] distribution [illegible] maintient cependant un lien [illegible] un [illegible] plaçant [illegible] contrôle [illegible] de l'Agence égyptienne [illegible] l'électricité.

[illegible] secteur [illegible] plus [illegible] subdivisé [illegible] sept entreprises dont le président [illegible] administrateurs, chargés [illegible] superviser l'alimentation du pays en électricité, ont été récemment nommés. [illegible] souhait de chacun est [illegible] la procédure [illegible] privatisation puisse démarrer [illegible] année.

Dans [illegible] perspective, l'Agence [illegible] l'électricité a d'ores [illegible] déjà invité [illegible] banques nationales [illegible] internationales à soumissionner [illegible] consultatif. Parmi celles-ci, on [illegible] Banque Nationale [illegible] Paris [illegible] Crédit Lyonnais, la [illegible] Bank et [illegible] Amro [illegible]. Les établissements qui [illegible] auront alors [illegible] à jouer. Premièrement un [illegible] conseil quant à l'évaluation [illegible] actions [illegible] sociétés ; [illegible] deuxièmement, l'émission [illegible] boursiers.

[illegible] enchères ont commencé, l'électricité [illegible] terme [illegible] valeur cotée en Bourse.

La première banque d'Egypte et d'Afrique à avoir obtenu le certificat ISO 9002.

[illegible] FINANCIERE (en millions de L.E)	30/09/98	30/09/9[illegible]
Total capital	5 947	4 877
Comptes de contrepartie	804	763
Total dépôts	5 421	4 057
Total capital en actions	352	313
Total prêts et valeurs de placement	4 154	3 570
Excédent sur neuf mois, avant provisions et dépréciation	108	95
Excédent sur neuf mois, après provisions et dépréciation	95	91

UNE BANQUE DE REFERENCE, PROCHE DE SES CLIENTS

SERVICES BANCAIRES COMMERCIAUX

ADMINISTRATEUR FIDUCIAIRE
Achat, vente et location de propriétés pour la clientèle
Etudes de faisabilité
Services de constitution de société et de conseil juridique

LE MEILLEUR SAVOIR-FAIRE EN MATIERE D'INVESTISSEMENT
Exécution d'ordres d'achat et de vente
Gestion IPO
Gestion de comptes de valeurs
Services dépositaires globaux

MISR EXTERIOR SOCIETE D'INVESTISSEMENTS FINANCIERS
Souscription
Opérations de capital risque
Gestion de portefeuille clients

SERVICES INTERNET
Information, conseil, courrier réponse
Courrier électronique
Information sur les opportunités d'affaires

DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES

UN PARTENAIRE BANCAIRE COMPETENT A VOTRE SERVICE, DOTE D'UN VASTE RESEAU DE CORRESPONDANTS ETRANGERS POUR S'IMPOSER DANS UN MARCHE MONDIAL EN EVOLUTION CONSTANTE.

Misr Exterior Bank

SIEGE SOCIAL : Cairo Plaza Building, Cornish El Nil, Le Caire, Egypte SITE INTERNET : http://www.misrext.com E-MAIL : meb2@rite.com

Lire page 13

صكتا من الاجل

Cette communication a été réalisée par la société Interfrance Média

Le Sphinx, les pyramides... tout un programme

■ L'Egypte n'a pas fini de fasciner, d'alimenter le rêve, de livrer son histoire au visiteur

ILS sont [redacted] ! Après avoir un temps [redacted] l'Egypte, [redacted] bon nombre d'autres occidentaux, vingt mille Français ont passé [redacted] der[redacted] fêtes [redacted] au pays des pharaons [redacted] pyramides. Après un sevère passage à vide, il s'agit [redacted] l'un [redacted] signes [redacted] plus encourageants de [redacted] reprise du tourisme egyptien. Une activité qui peut esperer retrouver [redacted] taux [redacted] croissance impressionnants qu'elle [redacted] connus [redacted] et 1996, *avec respectivement* 21,3 % (3 133 461 visiteurs) [redacted] 24 % (3 [redacted] 945 visiteurs).

Il est vrai que, malgré [redacted] aléas qu'elle a pu rencontrer, l'Egypte [redacted] *un potentiel extraordinai*rement riche et varié. Quel que soit le nom que l'on mentionne, il suffit à faire rêver et évoque d'innombrables images [redacted] souvenirs *historiques. Le Caire,* [redacted] *ville aux* mille minarets, offre ainsi à la fois toutes les saveurs du monde arabe, avec en particulier [redacted] étonnant souk, le Khan al Khalil, et *certains des plus beaux vestiges de* l'epoque des pharaons, que l'on se rende au remarquable [redacted] egyptien ou que l'on visite les pyramides [redacted] Guizeh [redacted] Sphinx *tout proches. A Alexandrie,* c'est la période antique que découvre le visiteur, tandis que [redacted] vallée du Nil [redacted] la Haute Egypte, [redacted] notamment Louxor, sont l'occasion *d'un véritable pèlerinage sur* [redacted] d'une [redacted] civilisations les plus brillantes du monde. Quant [redacted] détente pure, c'est dans [redacted] région du Sinaï qu'on [redacted] trouve, [redacted] *agréables stations balnéaires,* même si [redacted] manque [redacted] non plus [redacted] hauts-lieux culturels comm[redacted] monastère Sainte Catherine.

« [redacted] déjà prouvé qu'il [redacted] la locomotive du développement économique du [redacted] »
Mamdouh El Beltagui

Rien d'étonnant donc [redacted] ce que *les étrangers reviennent. Certains,* [redacted] les Espagnols [redacted] surtout [redacted] Italiens, qui forment [redacted] plus important contingent [redacted] visiteurs européens, ne s'étaient jamais [redacted] *detournés du* [redacted] *Cléopâtre.* Raison [redacted] plus pour [redacted] liens, surtout quand [redacted] situation s'améliore : le ministre égyptien du tourisme, Mamdouh El Beltagui, a *ainsi recemment reçu des repré*sentants d'un important éditeur italien qui prepare un magazine touristique centré sur l'Egypte, « Traveller Egipto ». C'est que, com[redacted] *il l'affirme : « L'industrie du* tourisme a déjà prouvé par [redacted] passé qu'elle etait en fait la locomotive du developpement économique du pays. »

Si le volume de visiteurs, et donc d'argent, [redacted] moins important qu'il [redacted] *l'a été,* [redacted] *secteur connaît* [redacted] remissement significatif. [redacted] point que [redacted] délégations [redacted] responsables touristiques [redacted] du Moyen-Orient [redacted] sont bousculées au Caire [redacted] *décembre dernier. C'est le* ministre syrien du tourisme, Danhou Daoud, qui a ouvert [redacted] bal le 13 decembre, bientôt rejoint par ses collègues des autres pays *arabes, venus participer dans la* capitale egyptienne [redacted] comité exécutif du Conseil [redacted] ministres [redacted] du tourisme, et réunis pour examiner comment accroître les flux *touristiques inter-arabes, notam*ment [redacted] direction de l'Egypte.

A la même période, une délégation [redacted] cinquante responsables touristiques turcs visitaient le pays *pendant une semaine, séjournant* au Caire, à Louxor, Assouan et *Hurghada, et concluaient un accord* [redacted] la chambre de tourisme égyptienne pour lancer [redacted] campagne [redacted] marketing et [redacted] promotion conjointes dans les deux pays.

Certes, ce redémarrage [redacted] *tou*risme est encore contrasté et ne s'effectue pas de la même façon [redacted] l'ensemble du territoire. La Haute Egypte, avec son joyau, Louxor, [redacted] *encore d'une* [redacted] *sous*-fréquentation touristique par rapport aux niveaux enregistrés il [redacted] quelques années. [redacted] au Caire, [redacted] sur les bords de la mer Rouge, la *reprise est sensible et chaque mois* apporte une nouvelle amélioration.

[redacted] d'ensemble est en [redacted] cas suffisamment prometteuse pour que les projets d'investis[redacted] *fleurissent,* [redacted] *d'abord* [redacted] opérateurs touristiques *égyptiens. Ainsi Mounir Ghabbour,* président [redacted] groupe [redacted] Holding, [redacted] le tourisme à [redacted] filiale Sakkara, est-il en train [redacted] la dernière main [redacted] un [redacted] *complexe situé près de l'aéroport du* Caire, Mirage. « Nous aurons un golf entouré [redacted] villas, construit par une entreprise française, Gregori International, ainsi qu'un hôtel de [redacted] *chambres géré par Marriot, qui dé*butera ses activités en l'an [redacted] », explique-t-il.

Son optimisme est nourri [redacted] l'excellent [redacted] remplissage de *l'hôtel Sonesta qu'il possède éga*[redacted] au Caire, qui, grâce à [redacted] clientèle composée essentiellement d'hommes d'affaires, a toujours [redacted] plus [redacted] 75 % malgré [redacted] *période* [redacted] *vaches maigres désor*[redacted] dépassée.

Black et Mortimer, Indiana Jones... que de mystères se cachent dans les dédales des grandes pyramides.

Un golf surgi des sables

NON LOIN [redacted] l'endroit où, dit *la Bible,* [redacted] écarta provisoirement [redacted] la mer Rouge pour lais[redacted] s'enfuir [redacted] Juifs, [redacted] Égyptiens, eux, ont arrosé le désert pour y [redacted] *surgir* [redacted] *complexes touris*tiques ! C'est en [redacted] dernière trouvaille des promoteurs pour [redacted] en [redacted] région du Sinaï. Témoin, [redacted] projet « Taba Heights » *qui inclut* [redacted] *participation de grandes* entreprises telles que Orascom, Accor [redacted] Cleopatra. Sur [redacted] la mer Rouge, il fera surgir des sables plusieurs hôtels, [redacted] un *terrain* [redacted] *golf...* Une prouesse qui [redacted] fabuleux développement touristique [redacted] région [redacted] laquelle il n'y avait littéralement rien voilà seulement quinze [redacted]. *Aujourd'hui,* [redacted] *golfe d'Aquaba* [redacted] mer Rouge offrent [redacted] visiteurs [redacted] plages [redacted] leurs [redacted] marins, idéaux pour [redacted] surf [redacted] plongée. Sans oublier, [redacted] terres, l'héritage culturel [redacted] le monastère Sainte Catherine.

Le Sinaï, devenu [redacted] touristique [redacted] part entière, [redacted] l'objet [redacted] nombreux projets [redacted] déve*loppement, qui prévoient* [redacted] *construc*tion [redacted] nouvelles chambres d'hôtels par [redacted] milliers. [redacted] autorités [redacted] ne veulent [redacted] que [redacted] boom se [redacted] au détriment des *populations* [redacted] *et notamment* [redacted] bédouins : « Au contraire, nous voulons encourager leur présence », explique Adel Radi, directeur [redacted] l'Autorité pour le développement *touristique* [redacted] *Sinaï, dépendant du* ministère du tourisme. « [redacted] sont ici chez [redacted] et représentent l'un des attraits [redacted] la région. Il est vrai qu'un désert où l'on [redacted] rencontrerait plus que [redacted] *golfeurs n'attirerait peut*-être plus grand monde. »

Les projets ambitieux d'Accor

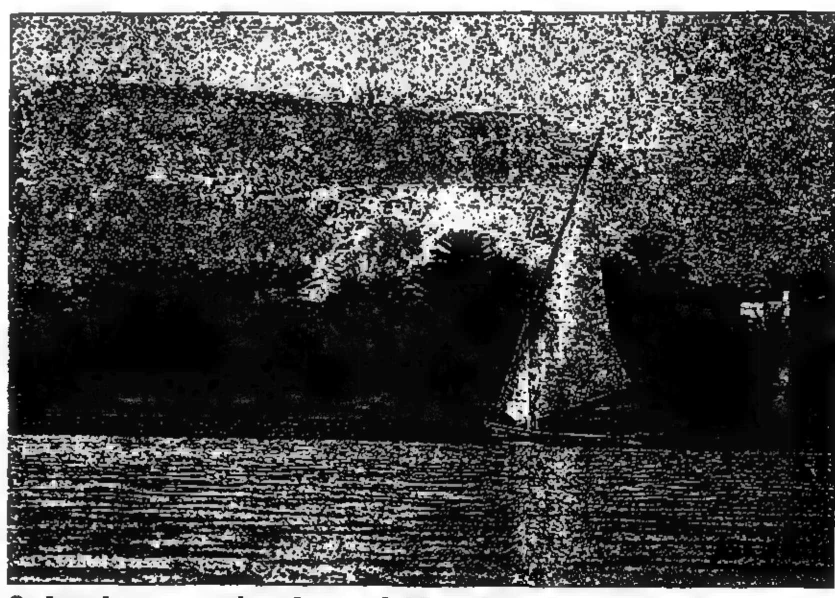
S'IL y a un groupe qui ne peut que se réjouir du redemarrage [redacted] tourisme [redacted] Egypte, c'est bien le français Accor. Présent dans [redacted] *pays depuis* [redacted] *ans,* [redacted] est [redacted] premier groupe hôtelier et [redacted] devenu un acteur majeur [redacted] l'industrie touristique depuis qu'il [redacted] racheté [redacted] Compagnie internationale des wagons-lits. « L'avenir [redacted] *prometteur ».* [redacted] *Alexandre Solleiro,* directeur général d'Accor pour [redacted] Moyen-orient et l'ocean Indien. « Je [redacted] que [redacted] tourisme reprendra fort dès l'ete 1999, et quand je [redacted] le nombre [redacted] touristes français *prévu pour cette année par rapport* [redacted] 1998, je dis que cela évolue dans [redacted] bon sens. [redacted] bateau [redacted] croisière sur [redacted] Nil affiche déjà complet pour fevrier. »

« Je pense que l'activité reprendra [redacted] bateau de [redacted] Nil affichait complet en [redacted] »
[redacted]

Accor en Egypte, c'est [redacted] fois Carlson *wagons-lits (première agence de voyage du* pays), la gestion [redacted] wagons [redacted] chemin de fer égyptiens [redacted] des [redacted] gares, Europcar (l'un des trois premiers loueurs [redacted] voitures), plusieurs bateaux de croisière et *bateaux-restaurants,* [redacted] *surtout dix-huit* hôtels, répartis en Sofitels, Novotels et Mercures. C'est d'ailleurs [redacted] l'originalité et l'explication [redacted] l'efficacité d'Accor : « Contrairement aux autres opérateurs internationaux, [redacted] *seulement sur* [redacted] créneau [redacted] cinq étoiles, [redacted] nous cou[redacted] toutes [redacted] gammes du marché avec bientôt [redacted] et trois étoiles. » Accor va [redacted] continuer [redacted] élargir [redacted] offre [redacted] direction [redacted] budgets plus modestes, [redacted] l'ouverture [redacted] d'un premier hôtel Ibis, [redacted] bord [redacted] mer Rouge. Un positionnement qui devrait permettre de seduire davantage les consommateurs égyptiens, qui constituent 10 % de la clientèle actuelle [redacted] hôtels du groupe.

D'autant [redacted] les projets à moyen terme d'Alexandre Solleiro sont extrêmement ambitieux, ramenant presque l'ouverture *cette année* [redacted] *deux* [redacted] *Sofitel* [redacted] Charm El-Cheikh [redacted] Taba au rang de broutille : dans les cinq ans [redacted] venir, Accor devrait ouvrir entre 20 et [redacted] nouveaux hôtels. Quinze d'entre eux seront ciblés *sur une clientèle d'affaires, dans le* [redacted] de réduire la dépendance du groupe par rapport [redacted] la conjoncture touristique.

Le socle de [redacted] réussite, et de la poursuite [redacted] l'expansion, réside dans le [redacted] *enracinement d'Accor dans la société* égyptienne, qui [redacted] d'abord par des liens [redacted] étroits [redacted] entrepreneur local, la famille Maghraby. « C'est un partenaire de très haute qualité », se félicite [redacted] Solleiro. « Nous [redacted] serions jamais arrivés à [redacted] autant d'hôtels ici tout seuls. »



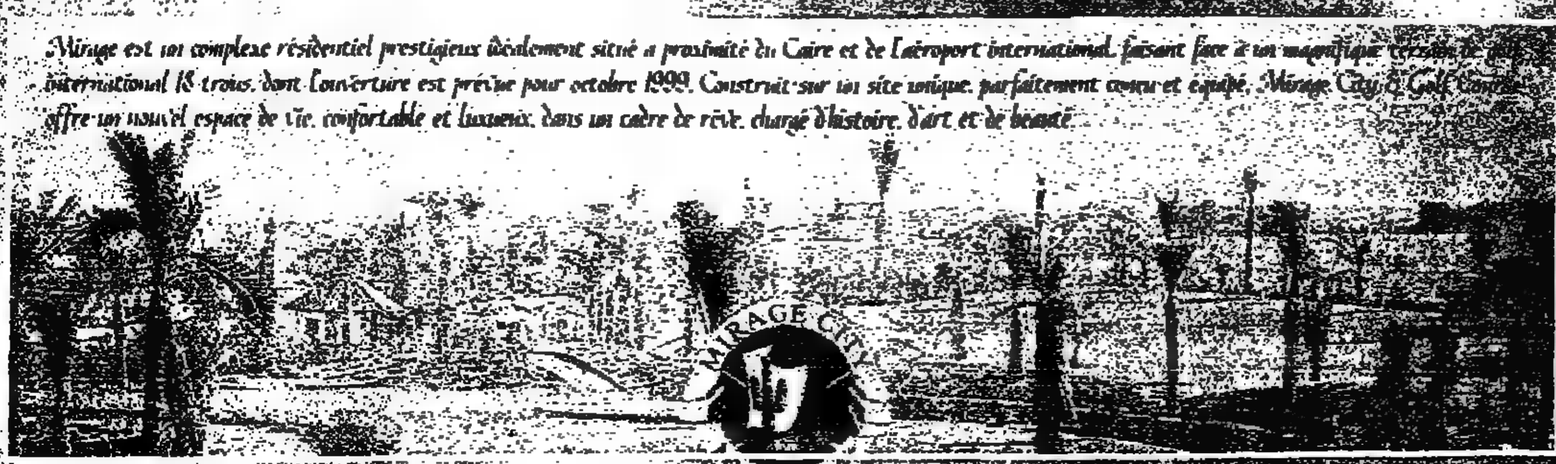
Quelques heures ou quelques jours sur le Nil, un charme [redacted] nul autre pareil.

Signe de [redacted] symbiose avec le [redacted] hôte, [redacted] Egyptiens représentent 90 % des [redacted] employés [redacted] surtout 50 % [redacted] management. Accor [redacted] d'ailleurs une grande importance [redacted] partenariat [redacted] l'Egypte, puisqu'il vient [redacted] signer avec le Fonds social [redacted] développement égyptien [redacted] dans lequel il s'engage à financer à 25 % la création d'un [redacted] formation du personnel hôtelier. Un partenariat qui prend parfois un [redacted] plus culturel [redacted] affectif, puisque [redacted] groupe participe [redacted] la reconstruction de [redacted] chapelle rouge du temple [redacted] Louxor.

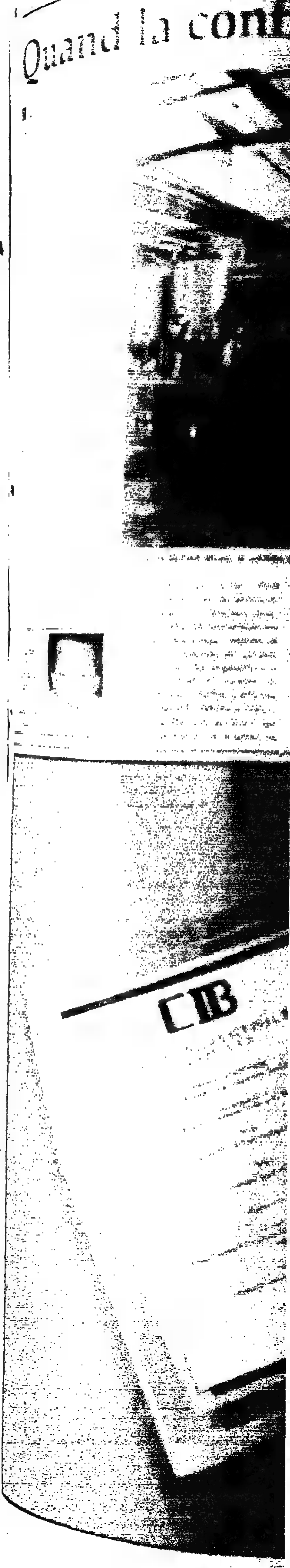
Autant de gestes qui marquent la volonté d'Accor [redacted] continuer [redacted] jouer un rôle majeur [redacted] pyramides.

CECI N'EST PAS UN MIRAGE...

Mirage est un complexe résidentiel prestigieux idéalement situé à proximité du Caire et de l'aéroport international, faisant face à un magnifique [illegible] international 18 trous, dont l'ouverture est prévue pour octobre 1999. Construit sur un site unique, parfaitement conçu et équipé, Mirage City & Golf Course offre un nouvel espace de vie, confortable et luxueux, dans un cadre de rêve, chargé d'histoire, d'art et de beauté.



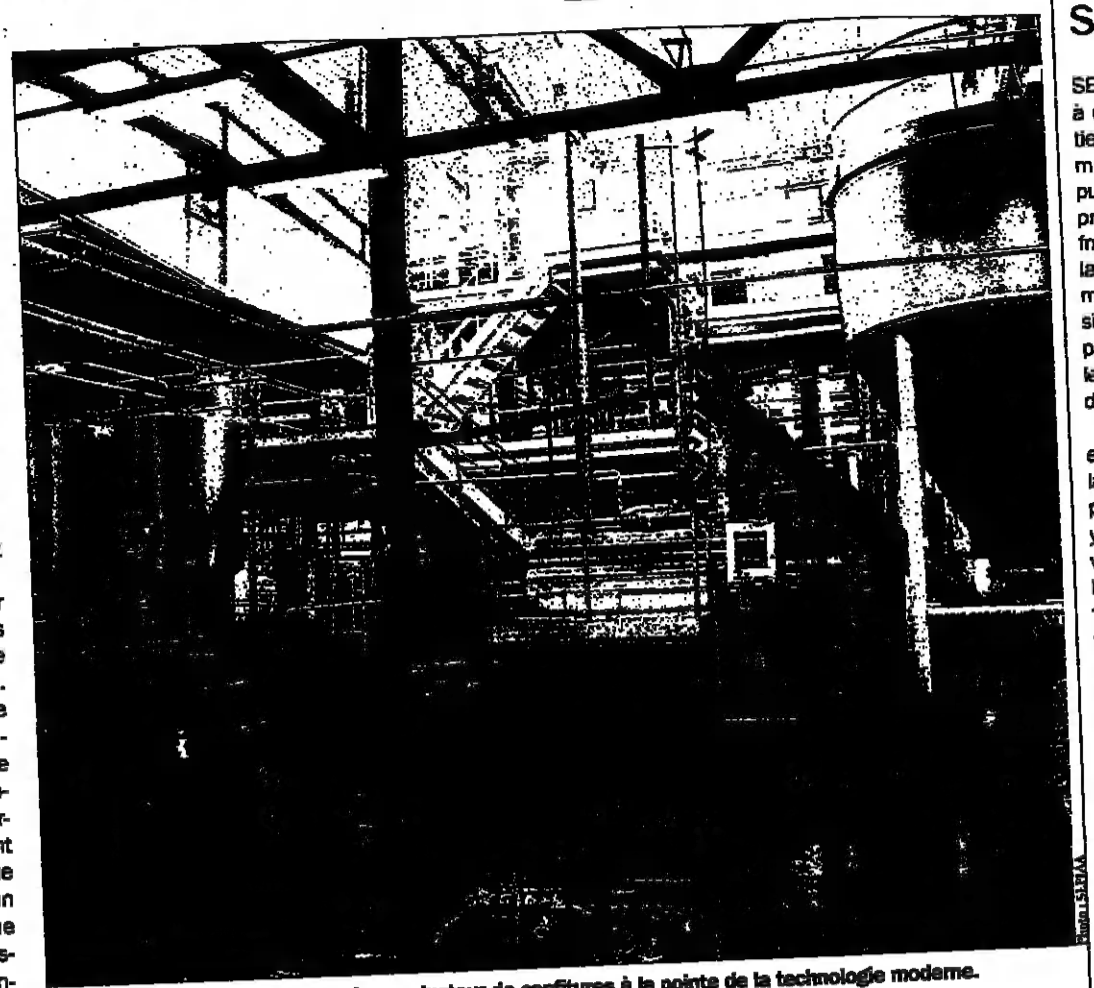
Mirage City & Golf Course
Cairo Ring Road, New Cairo, Egypte
Tel.: (202) [illegible] Fax: (202) [illegible]



Cette communication a été réalisée par la société Interfrance Média

Quand la confiture prend

■ La société égypto-française SEFIAA en plein boom


L'usine de SEFIAA-Vitrac, le premier producteur de confitures à la pointe de la technologie moderne.

VERS le milieu des années 70, l'agriculture a connu en Egypte des changements fondamentaux. Des zones désertiques ont été réhabilitées, les cultures traditionnelles reposant sur le coton, le riz, le blé et le maïs ont cédé du terrain au profit des fruits et légumes, de nouvelles techniques agricoles ont été introduites. Ces changements ont favorisé l'émergence de nouvelles entreprises et de nouveaux produits tels que la confiture, les jus de fruits, les produits laitiers, la tomate et ses dérivés.

La Société Egypto-Française pour les Industries Agro-Alimentaires (SEFIAA), premier producteur de confitures en Egypte, en fait partie. Créée en 1981 sous la forme d'une joint-venture, ses actionnaires fondateurs comptaient entre autres le confiturier français Vitrac qui apportait dans ses bagages son savoir-faire technique. « Les débuts n'ont pas été faciles, d'autant plus que nous faisions concurrence à un secteur public établi de longue date. Mais une politique de redressement économique dans les années 80 nous a permis de nous développer. Les règles de la concurrence ont été appliquées, les portes du marché domestique se sont ouvertes et, à leur suite, celles de l'exportation », ajoute Mounir A. Fakhry Abdel Nour, directeur général. Aujourd'hui SEFIAA produit des confitures, des sirops naturels de fruits, des concentrés de tomates et du ketchup. Sa production en 1998 atteignait 30 millions de tonnes et son chiffre d'affaires avoisinait les 200 millions de francs. Un plan a été mis au point qui devrait permettre de doubler ce montant d'ici l'an 2000. Objectif : s'implanter sur le marché des jus de fruits, proposés sous un conditionnement nouveau. SEFIAA exporte au Japon, aux Etats-Unis, au Canada, en Australie, dans les pays du monde arabe et en Afrique. Et l'Europe ? « La politique agricole commune rend la pénétration du marché très difficile, nous y exportons donc peu. Mais je suis de très près les négociations sur l'accord de partenariat entre l'Egypte et l'Union Européenne. Je pense que nouer des relations plus étroites avec les pays situés au sud du bassin méditerranéen serait très positif pour l'Europe, d'autant plus que la Grèce, le Portugal et l'Espagne s'industrialisent et que la part de l'agro-alimentaire y diminue. Dans ce contexte, l'Egypte pourrait représenter une source d'approvisionnement de proximité et de qualité. »

« La politique agricole de l'UE rend la pénétration du marché difficile »

Mounir A. Fakhry Abdel Nour

Photo : Interfrance Média

Lait pasteurisé, fromage fondu et yoghourt : un secteur qui peut sourire

SECOND pilier de l'Egypte agricole à côté des fruits : les produits laitiers. Sous l'effet de stratégies de marketing et de campagnes de publicité persuasives, de nouveaux produits prennent place dans le frigo des consommateurs. Ainsi le lait frais acheté en vrac auprès du marchand local pourrait-il progressivement s'effacer au profit du lait pasteurisé, vendu en carton dans les supermarchés. L'instigateur de ces démarches ? La société Juhayna.

Créée en 1983, Juhayna règne en maître à la fois sur le marché du lait traité, dont elle détient 60 % des parts, et sur le marché intérieur du yoghourt avec 35 % des parts, devant Nestlé. Tout comme elle tient le haut de la vague pour les jus de fruits. Au rayon des fromages fondus, elle occupe la quatrième place après Milkana, La Vache Qui Rit et Teema, de nationalité égyptienne également. Safwan Thabet, directeur général de la société, résume sa politique managériale en deux points : une recherche active et ininterrompue de la qualité, dont l'entreprise a fait son credo, et de la nouveauté. « Lorsque les conditions économiques s'améliorent, les consommateurs sont disposés à dépenser des sommes plus importantes pour se procurer des produits de haute qualité, c'est la niche dans laquelle nous nous situons », explique-t-il. Cette philosophie est relayée par une attention particulière portée au type de conditionnement et au design, au développement de nouveaux produits et au nom retenu pour les commercialiser.

C'est en 1987 qu'elle a démarré sa production, avec un capital de 1,7 millions de francs, 24 employés et un chiffre d'affaires de 8,3 millions de francs à la fin du premier exercice ; en 1998, elle a porté ces chiffres à un capital de 50 millions de francs, 900 employés et 332 millions de francs de chiffre d'affaires. Juhayna entend poursuivre dans la voie de l'expansion et a mis sur pied un plan d'investissement à court terme dont l'ambition est de progresser de la quatrième à la deuxième place dans le secteur des fromages. En ce qui concerne le lait, de nouvelles machines viennent s'ajouter aux anciennes pour être en mesure de faire face à la demande du marché domestique que l'entreprise considère comme sa priorité, délaissant volontairement les opportunités d'exportation.

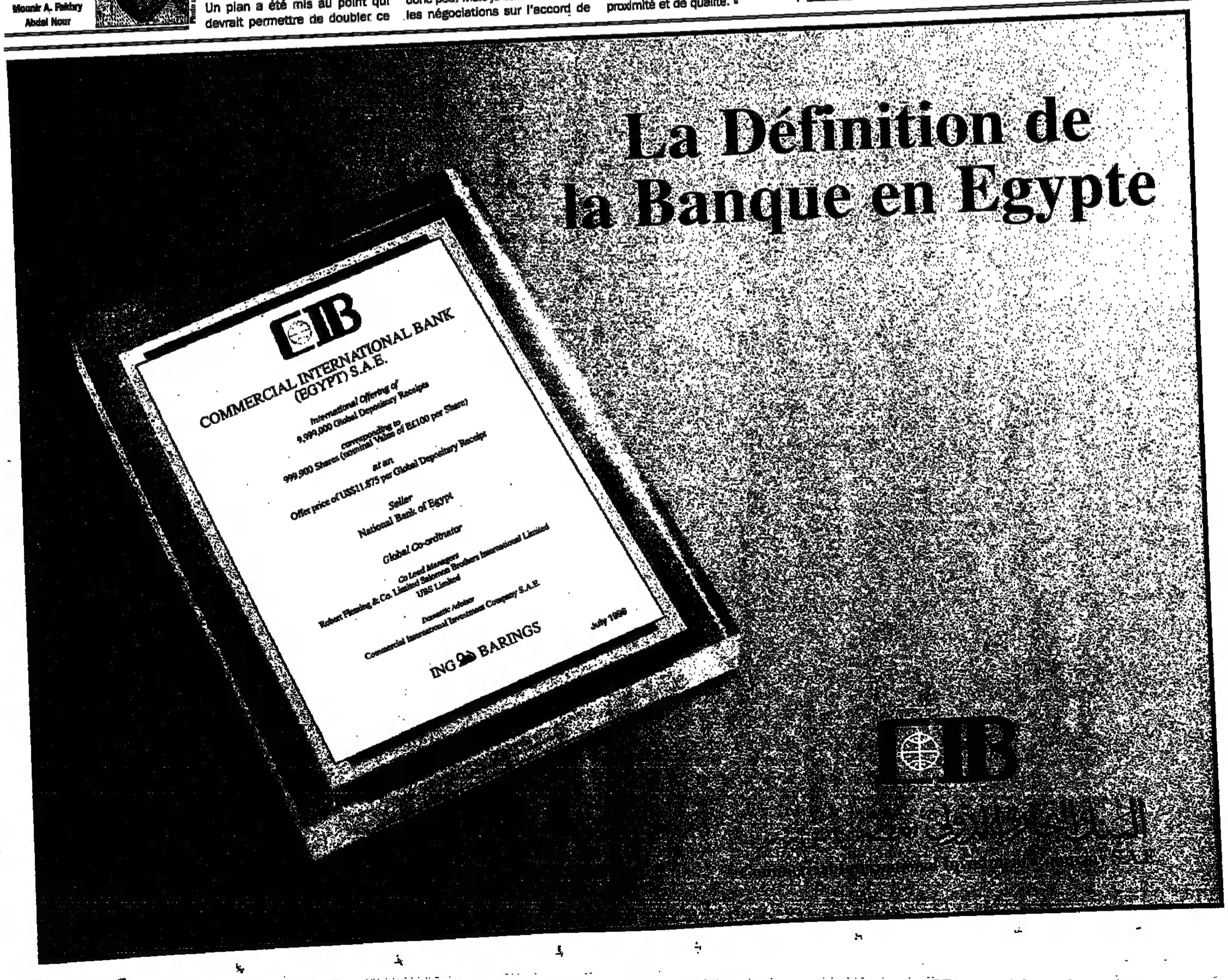
Le marché des jus recevra lui aussi des soins constants. Un nouveau packaging, dessiné en Europe, a été introduit l'année dernière, les machines ont été remplacées. Un contrat est en cours de réalisation avec une société italienne pour lancer des jus de fruits concentrés 100 % pur fruit, à la mangue ou à la goyave. La production devrait être mise en marche dans le courant de cette année par une entreprise nouvellement constituée dénommée Safa for Food Industries.

Dans un tel contexte, on comprend facilement que Safwan Thabet soit à la recherche de nouveaux partenaires...

« Les produits de haute qualité, c'est la niche dans laquelle nous nous situons »

Safwan Thabet

Photo : Interfrance Média



35 F - Chez votre

هكذا من الاصل

Cette communication a été réalisée par la société Interfrance Média

Télécommunications sur le Nil

■ Le gouvernement prévoit de créer cinq millions de lignes publiques en cinq ans

L'EGYPTE est en train de vivre une véritable révolution dans l'organisation de ses télécommunications, qui subit des modernisations et des transformations rarement vues dans un pays en voie de développement. Avec une rapidité surprenante, c'est l'ensemble de son réseau téléphonique qui est en voie d'être propulsé à la pointe du progres, utilisant les techniques les plus sophistiquees. Un bouleversement qui comporte trois volets : *augmentation du nombre* de lignes téléphoniques disponibles et amélioration du reseau, privatisations, et surtout explosion de la téléphonie mobile, à tel point que beaucoup de specialistes considèrent déjà que l'Egypte sera bientôt l'un des tout premiers marchés dans ce domaine.

Avec la demographie galopante qui la caractense, ainsi qu'un fort contraste entre des zones hyperurbanisees et de vastes étendues peu peuplées et sous-equipees, l'extension de son réseau téléphonique ne pouvait être qu'une priorite pour l'Egypte. Une nécessité rendue possible par un tres respectable taux de croissance économique de 5 % par an. D'où le plan du gouvernement egyptien, qui prévoit de créer en cinq ans cinq millions de nouvelles lignes téléphoniques publiques. L'objectif est de faire passer le taux de pénétration téléphonique du pays de 4,8 % actuellement à 12 %. C'est dans ce cadre *que la société NEC a decroche* debut octobre un contrat aux termes duquel elle livrera 500 000 nouvelles lignes de téléphone sur 5 ans. Elle sous-traitera la fabrication sur place des systèmes nécessaires à l'entreprise de télécommunications egyptienne Arab Organization for *Industrialisation*.

Encore ne s'agit-il là que de l'un des nombreux accords signés récemment entre l'Egypte et des sociétés étrangères. C'est ainsi que l'Américain Lucent Technologies va aider Telecom Egypt à augmenter son réseau de 700 000 nouvelles lignes dans le cadre du projet « Golden Pyramid » (Pyramide d'or). « Nous allons apporter les toutes *dernieres technologies à l'Egypte*, au moment où elle entre dans le XXIe siècle », se réjouit le président de Lucent Technologies Egypt, Tarek El Hemaily. De son côté, le groupe suédois Ericsson a signé un contrat de 30 millions de dollars pour moderniser l'équipement du Caire, d'Alexandrie et d'une partie du delta du Nil, alors que Suliman Metzwalli, ministre égyptien des transports et de la communication, annonçait en décembre que près de 40 000 nouvelles lignes allaient être installées au Caire et dans sa region.

« L'Egypte représente un formidable potentiel pour la téléphonie mobile »

Osman Sultan

Photo : Interfrance Média

Bien entendu, tous ces accords *n'ont été rendus possibles que* grâce a la nouvelle attitude du gouvernement égyptien, qui s'est lancé dans une vaste opération de privatisation et d'ouverture du capital des télécommunications, faisant presque systématiquement appel à des sociétés étrangères, en partenariat avec des entreprises égyptiennes. La société allemande Siemens est devenue majoritaire dans l'entreprise Egyptian German *Telecommunications Industries*, qui fabrique des centraux pour téléphones cellulaires, en rachetant les 25 % de parts d'Egyptian Telephone Equipment. Il se pourrait d'ailleurs que Siemens rachète également les parts de Telecom Egypt, que le projet gouvernemental de privatisations oblige à céder une part de ses participations. Par ailleurs, à l'occasion du voyage du président Moubarak à Paris le 28 novembre dernier, le *gouvernement égyptien a envoyé un* mémorandum à plusieurs entreprises françaises pour les inciter à prendre part aux privatisations.

C'est dans le domaine de la téléphonie mobile que cette volonté d'ouverture se manifeste avec le plus d'éclat. Le secteur se développe rapidement et pourrait devenir l'un des principaux marchés mondiaux au XXIe siècle.

Deux consortiums internationaux proposent depuis peu leurs services et se mènent une vive compétition : Mobinil d'une part, qui sous la présidence d'Osman Sultan, associe notamment France Telecom, partenaire majoritaire, le Français Alcatel et l'égyptien Orascom ; Misrfone d'autre part, qui regroupe autour du Britannique Vodafone l'américain *Air Touch Communications*, les Egyptiens EFG-Hermes, Alkanet Banque du Caire, et CG Sat, filiale du groupe français Vivendi.

Mobinil a été le premier a s'implanter sur le marché en mai 1998 et à détenir la première licence GSM du pays. Le fait d'avoir devancé d'autres intervenants lui a apporté un avantage certain. Il dispose aujourd'hui d'une plus grande palette de services, d'une plus large couverture et d'un plus grand nombre d'abonnés. Misrfone est arrivé en décembre 1998 ; depuis, il n'a de cesse de renforcer sa présence.

Le téléphone portable se propage dans la société égyptienne à la vitesse d'une onde hertzienne.

Photo : France Pictures/Didier Nebenzy

Le Caire : la multiplication des cabines téléphoniques

A L'HEURE où l'Egypte semble ne plus jurer que par la téléphonie mobile, le Caire fait une autre découverte, moins banale qu'il n'y parait pour cette mégalopole de 15 millions d'habitants : la bonne vieille cabine téléphonique. Plus de 200 d'entre elles ont déjà été installées dans la capitale et plus de 20 000 devraient couvrir l'ensemble du pays *d'ici quelques années*, explique Mohamed Safaa, directeur du marketing de Menatel, la société qui, avec Nile Communications, exploite ce réseau.

Une véritable innovation dont les utilisateurs semblent d'ailleurs très satisfaits. Témoin ce citoyen du sultanat d'Oman qui vient d'appeler les Etats-Unis : « Les cabines sont exactement comme celles que nous *avons chez nous, et le son était* parfaitement clair. » Les appareils ont en effet de nombreuses qualités : ils sont moins chers que ceux des kiosques ou des magasins où il fallait auparavant se rendre, ils permettent les communications locales, nationales et internationales et fonctionnent avec des cartes en vente un peu partout, même si encore un peu difficiles à trouver : « Il aurait fallu plus de publicité pour nous dire où acheter ces cartes », rouspète Mamdouh Abdel Aziz, un agent d'assurance qui a dû chercher à plusieurs endroits avant d'en *trouver une*.

D'autres personnes auraient encore plus de raisons de se plaindre de ces cabines : les propriétaires des magasins et des kiosques. Cependant, malgré une concurrence qui s'annonce rude, la plupart sont fatalistes : « *Les gens utiliseront sans* doute de moins en moins mon téléphone, mais c'est la volonté de Dieu », dit l'un d'entre eux. Pour empêcher des actes de vandalisme, Menatel a posé des écriteaux à l'intérieur des cabines expliquant qu'un téléphone en bon état peut sauver une vie en cas d'urgence.

Un Nom Trois compagnies

Orascom est présent dans les projets de développement touristique avec la création de complexes touristiques répondant aux standards internationaux, en parfaite harmonie avec la beauté naturelle de l'Egypte.
Les technologies Orascom fournissent des produits informatiques haut de gamme ainsi que des services de télécommunication au peuple Egyptien.
Les industries de construction Orascom réalisent les infrastructures et fournissent le matériel indispensable au développement de la nation.

ORASCOM
une vision globale, une action locale
Capital détenu en majorité par la Famille Sawiris d'Egypte
160, Rue de 26 Juillet, Agouza, Le Caire, Egypte
Tel 00202-302-6930 Fax. 00202-344-6301
www.orascom.com

Mobinil, un acteur à l'avant de la scène

■ Le consortium prend la vague d'un des marchés les plus porteurs

AU CŒUR de la deferlante du téléphone portable, et plus généralement de la téléphonie mobile qui, encouragée par la privatisation des services téléphoniques, s'est abattue sur l'Egypte, un acteur joue un rôle-clef : Mobinil, l'un des deux consortiums internationaux opérant un service de telephonie mobile (l'autre étant Misrfone).

Actionnaire majoritaire d'ECMS *(The Egyptian Company for Mobile* Services), qui est une filiale de France Telecom. Mobinil regroupe autour de cette dernière le Français Alcatel, l'Américain Motorola, le groupe égyptien de technologies de l'information Orascom et plusieurs petits actionnaires, dont le groupe de presse égyptien Al Ahram.

Créé en 1997, il compte aujourd'hui 150 000 abonnés. « Nous *pensons que le marché total de la* téléphonie mobile avoisinera le million d'abonnés vers 2001 et devrait atteindre les 3 millions dans les six ans à venir », explique Osman Sultan, président de Mobinil. « D'ailleurs, si nous avons investi 516 millions de dollars, le prix de la licence, c'est que, selon nous, l'Egypte représente un formidable potentiel pour la téléphonie mobile, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la population est nombreuse. Ensuite, ce pays est en train d'entamer un véritable processus d'ouverture et de libéralisation, qui engendre un contexte économique *très favorable. De plus*, l'Egypte a toujours joué un rôle politique et économique majeur dans la région. Enfin, le peuple égyptien est très communicatif et devrait faire un large usage du téléphone portable. »

Fort de cette analyse, Mobinil, qui emploie 600 personnes, en très large majorité des Egyptiens, met l'accent sur deux aspects fondamentaux de la gestion du service. Tout d'abord la couverture : « Nous avons aujourd'hui un avantage dans ce domaine », affirme Osman Sultan, et nous allons tout faire pour le maintenir. Nous couvrons non seulement le Caire et Alexandrie, mais encore la côte nord, Louxor, Assouan, Charm El-Cheikh, Port Saïd, Hurghada, Tanta et Suez. » Autre point crucial, la mise en place d'une véritable culture du service à la clientèle, un domaine qui reste encore largement à défricher en Egypte. Osman Sultan l'admet : « Avec un service comme la « Hot line », où nous répondons aux questions des clients au téléphone, nous sentons que nous sommes en train de couvrir des territoires nouveaux. »

Assurer une large couverture.

Photo : GAFI

Désireux de s'imposer par la qualité de ses services, Mobinil ne souhaite en revanche pas *s'embarquer immédiatement* dans une guerre des prix avec son nouveau concurrent Misrfone. La première raison en est que les tarifs sont déterminés avec l'aval d'une autorité de régulation dépendant du ministère des transports et des communications. Toute modification doit d'abord recevoir son accord. Deuxième raison, plus fondamentale, Mobinil doit à la fois continuer *de construire son infrastructure* et habituer les consommateurs aux mécanismes de tarification. Des prix artificiellement bas ou en baisse constante risqueraient de freiner son développement et, de plus, pourraient désorienter les abonnés.

Au prix d'un bon équili re entre une stratégie innovatrice en direction des clients et une certaine prudence, Mobinil paraît donc une entreprise prometteuse sur un marché extrêmement porteur. Ce qui explique la volonté d'investissement de grands groupes français comme France Telecom et Alcatel, mais aussi américains comme Motorola.

CETTE COMMUNICATION A ETE REALISEE PAR LA SOCIETE INTERFRANCE MEDIA QUI EST SEULE RESPONSABLE DE SON CONTENU

هكذا من الاصل

Le dernier-né de Kato Investments:

SIROCCO AEROSPACE

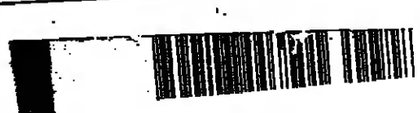
Machines ***Rolls Royce***

Tu 204 - 120
RB 211-535E4

Passagers 210
Cargaison 25 tonnes

KATO Investments, au Service des Marchés et des Industries à travers le Monde

Siège Social : 21, Rue Mourad , 20ème étage , Giza , Le Caire , Egypte
Tél : (202) 5689030 Fax : (202) 5689032



هكذا من الاصل